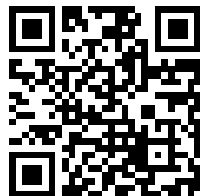

This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

Google™ books

<https://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

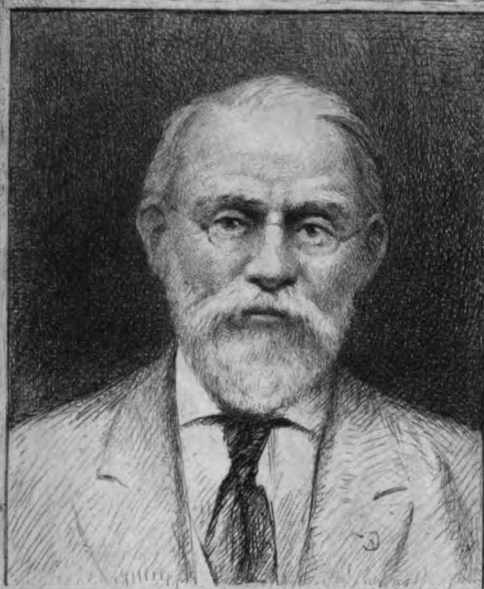
Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

B 476255



SILAS WRIGHT DUNNING
BEQUEST
UNIVERSITY OF MICHIGAN
GENERAL LIBRARY

1940 R. B. 1930

DC
b11
.074
A3

SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE
DE L'ORNE

TYPOGRAPHIE E. RENAUT-DE BROISE

BULLETIN
DE LA SOCIÉTÉ
HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE
DE L'ORNE

TOME XVIII



ALENÇON
TYPOGRAPHIE RENAUT-DE BROISE
PLACE D'ARMES

1899

24

Dunning
Nihoff
12-9-26
13603

Bureau et Commission de Publication

<i>Président.</i>	Le Comte DE CONTADES.
<i>Vice-Présidents</i>	{ Jules APPERT. TOURNOUER. L'Abbé DUMAINE. Le Vicomte DE BROC.
<i>Secrétaire général.</i>	Henri BEAUDOUIN.
<i>Secrétaire.</i>	Le Vicomte DU MOTÉY.
<i>Secrétaire-Adjoint.</i>	L'Abbé HOMMEY.
<i>Trésorier.</i>	GILBERT.
<i>Archiviste - Bibliothé- caire.</i>	LE NEUF DE NEUFVILLE.
<i>Bibliothécaire-Adjoint</i>	Le Vicomte DU MOTÉY.
<i>Membres de la Com- mission de Publica- tion</i>	{ DESCOUTURES. L'Abbé DUPUY. L'Abbé LETACQ. L'Abbé RICHER. Louis DUVAL. Le Comte DE VIGNAL.

Liste des Membres de la Société

ACHARD DES HAUTES-NOES, maire de Saint-Mars-d'Egrenne, à
Alençon, rue de Bretagne, 29.
ADIGARD, avocat, à Domfront.
ALEXANDRE, ancien bibliothécaire, à Alençon, rue de l'Écusson, 40
ALLARD DU CHOLET, 114, boulevard Malesherbes, Paris.
APPERT (Jules), à Flers, rue d'Argentan, 10.
AVELINE, avoué, à Alençon, rue du Jeudi, 33.

AUDIFFRET-PASQUIER (duc D'), sénateur, de l'Académie Française, au château de Sassi, par Mortrée (*Orne*) ; — à Paris, rue Fresnel, 23.

AUDIFFRET-PASQUIER (marquis D'), au château de Sassi ; — à Paris, 5 *bis*, rue de Berry.

BAILLANCOURT (DE), à Mortain (*Manche*).

BARRET (l'abbé), château de Petiteville, par Bourth (*Eure*).

BEAU (Amédée), ancien député, au château de Tubœuf, par Chandai ; — 3, rue Keppler, Paris.

BEAUCHAMPS (baron DE) DE MONTHÉARD, 51, rue de la Pompe, à Paris.

BEAUDOUIN (Henri), à Alençon, 22, rue des Promenades.

BEAUREGARD (DE), au château d'Aché, par Alençon.

BERNIER (le Révérend Père), supérieur de l'École Saint-Aspais, à Melun (*Seine-et-Marne*).

BEUDIN (l'abbé), à Flers.

BIDARD-HUBERDIÈRE, docteur-médecin, au château de la Bérardière, à Saint-Bômer ; — Paris, 9, rue de Suresne.

BLANDEL (l'abbé), curé de Heugon, par Le Sap.

BLANZAY (DE), à Tessé-la-Madeleine ; — 75, rue Saint-Jacques, à Paris.

BLIN (l'abbé), chanoine honoraire, aumônier de la Miséricorde, à Sées.

BOISSEY (l'abbé), curé de Beauchêne.

BOUL (Georges), agent-voyer, à La Ferté-Macé.

BOURMONT (comte Amédée DE), au château de la Roche, à Vaas (*Sarthe*). — Paris, 24, rue Las-Cases.

BRARD, avocat, à Alençon, 15, rue d'Avesgo.

BRESDIN, conseiller général, maire de Longni.

BRETÈCHE (Alexandre DE LA), à Argentan.

BROC (vicomte DE), au château des Feugerets, par Bellême ; — Paris, rue Las-Cazes, 15.

BRUST (Constant), propriétaire à Laleu, par Le Mesle-sur-Sarthe.

BUNOUST (l'abbé), curé-doyen de Flers.

BUQUET, ancien notaire, à Almenèches.

BUREL (l'abbé), curé de La Lande-Patry, par Flers.

CACHET, docteur-médecin, à Domfront.

CANIVET, conseiller général, à Chambois ; — Paris, 11, boulevard Magenta.

CHALLEMEL (Wilfrid), à La Ferté-Macé.

CHAMBAY, avocat, à Domfront.

CHAMPAGNE (marquis DE), à Ménil-Jean, par Ecouché ; — Paris, 25, rue Ville-l'Evêque.

CHANCEREL, notaire, à Alençon

- CHARENCEY (comte DE), conseiller général, à Saint-Maurice-les-Charencey ; — Paris, 25, rue Barbet-de-Jouy.
- CHARPENTIER (l'abbé), curé-doyen de Briouze.
- CHARTIER, avocat, à Mortagne.
- CHÉGUILLAUME, ingénieur des Ponts et Chaussées, 3, rue des Cadeniers, à Nantes.
- CHENNEVIÈRES (marquis DE), direct. honoraire des Beaux-Arts, membre de l'Institut ; — Paris, 3, rue Paul-Louis-Courier.
- CHENNEVIÈRES (Henri DE), attaché à l'Administration des Beaux-Arts ; — Paris, 77, rue de Vaugirard.
- CHENU (l'abbé), curé de Saint-Évroult-Notre-Dame-du-Bois.
- CHESNES (Henri DES), château du Bois-Joli, par Mortagne.
- CHOLLET, juge de paix, docteur en droit, à Exmes.
- CHRISTOPHLE, député, conseiller général, château du Gué-aux-Biches, par Tessé-la-Madeleine ; — Paris, 88, avenue d'Iéna.
- CONTADES (comte Gérard DE), maire, à Saint-Maurice-du-Désert, par La Ferté-Macé ; — Paris, avenue Marceau, 28.
- COURCIVAL (marquis DE), au château de Courcival, par Bonnétable (*Sarthe*) ; — Paris, 46, rue de Bellechasse.
- DALLET (Alexandre), conseiller municipal, à Saint-Aubin-de-Bonneval, par Le Sap.
- DARPENTIGNY, greffier de la Justice de Paix, à Putanges.
- DE BROISE, ancien imprimeur, à Alençon.
- DESCOUTURES (Reynold), greffier du Tribunal de Commerce, à Alençon, rue de l'Ecusson, 42.
- DES DIGUÈRES (Victor), maire de Sévigni, par Argentan.
- DESVAUX (l'abbé), curé de Verrières, par Berdhuais.
- DULAU, 37, Soho-Square, Londres.
- DUMAINE (l'abbé), curé de la cathédrale, à Sées.
- DUPONT (l'abbé), à Alençon, rue de Lancrel, 58 bis.
- DUPUY (l'abbé), aumônier du Lycée, à Alençon, rue de l'École, 7.
- DURAND, maire de Magny-le-Désert, par La Ferté-Macé.
- DUVAL, archiviste du département de l'Orne, à Alençon.
- ÉDOUARD (le Révérend Père) (LECORNEY), capucin, archiviste général de l'Ordre, 160, via Boncompagni, Rome.
- FARCY (Paul DE), à Château-Gontier (*Mayenne*).
- FLEURY, imprimeur, à Mamers.
- FORTIN, ancien maire de Vimoutiers.
- FORTINIÈRE (Paul DE LA), juge au Tribunal Civil, à Alençon, 2, rue Odolant-Desnos.
- FOULON (Eugène), architecte, à Laigle.
- FRANCE DE TERSANT (André DE), 11, rue des Pyramides, à Paris.
- FRÉBET (l'abbé), professeur au Petit-Séminaire de La Ferté-Macé.
- FRECOURT (l'abbé), aumônier des Frères, à Flers.

FROMONT (DE), à Mamers (*Sarthe*).

GALPIN (Gaston), député de la Sarthe, à Assé-le-Boisne ; —
Paris, 61, rue de la Boétie.

GATRY (l'abbé), curé de Macé, par Sées.

GAULIER (l'abbé), prêtre habitué à la Chapelle-Montligeon.

GENDREL, instituteur, à Livaie, par Saint-Denis.

GERMAIN-LACOUR (Joseph), à Moulins-sur-Orne, par Argentan.

GILBERT, à Alençon, 81, rue des Tisons.

GILLARD (l'abbé), curé de Couesmes (*Mayenne*).

GIRARD (l'abbé), grand-vicaire, à Sées.

GODET (l'abbé), curé du Pas-Saint-Lhômer, par Moutiers.

GOMOND, ancien professeur agrégé au Lycée, à Alençon.

GOURDEL (l'abbé), curé de Saint-Hilaire-de-Briouze.

GUÉRIN (l'abbé R.), aumônier des Sœurs Sainte-Claire, à
Alençon, 5, rue de la Demi-Lune.

GUESDON (l'abbé), directeur au Grand-Séminaire, à Sées.

GUILLEMIN, officier en retraite à Alençon, 69, rue Saint-Blaise.

GUILLOUARD, professeur à la Faculté de Droit, à Caen.

GUYON DE VAULOGER (DE), rue des Granges, à Alençon.

HAREL (Paul), à Échauffour.

HERPIN, imprimeur, rue du Cygne, à Alençon.

HOMMEY, docteur-médecin, à Sées.

HOMMEY (Charles), notaire à Alençon.

HOMMEY (Léon), banquier à Alençon, rue de l'École.

HOMMEY (l'abbé), prêtre habitué à Saint-Léonard d'Alençon.

JAECK, banquier, à Vimoutiers.

JOSSE (l'abbé), professeur au Petit-Séminaire, à Sées, chanoine
honoraire.

JOUVIN fils, à Longny.

LAGARENNE (DE), à Alençon, place Saint-Léonard, 24.

LAPORTE, ancien sous-préfet, à Alençon, rue de Bretagne, 20.

LA RAILLÈRE (DE), conseiller général, à La Ferté-Macé.

LA SICOTIÈRE (M^{me} DE), à Alençon, rue Marguerite-de-Navarre.

LAUDE (l'abbé), vicaire, à Vimoutiers.

LEBRETON (l'abbé J.), chanoine, à Sées.

LEBEY (Daniel), licencié en Droit, à La Carneille.

LECHEVREL (Ernest), notaire, à Chanu.

LECLÈRE (Adhémar), résident de France à Kratié (Cambodge)

LECOEUR, pharmacien, lauréat des Hautes Études, à Vimoutiers.

LECOINTRE (Eugène), membre de la Commission des Archives
départementales, à Alençon, rue Saint-Blaise, 11..

LECOINTRE (Georges), à Alençon, rue du Parc, 2.

LECOMTE, au château de Montigni (*Sarthe*).

LEFAIVRE l'abbé, bibliothécaire au Grand-Séminaire, à Sées.

- LE FAVERAIS, président honoraire, à Mortain (*Manche*).
 LEFÉBURE, à Paris, 36, avenue Marceau.
 LE FÉRON DE LONGCAMP, ancien président de la *Société des Antiquaires de Normandie*, à Caen, rue de Geôle.
 LE HARDY (Gaston), secrétaire de la *Société des Antiquaires de Normandie*, à Rots, par Bretteville. — 9, rue des Cordeliers, Caen.
 LELIÈVRE, propriétaire, à Flers.
 LEMAITRE (l'abbé), chanoine, à Sées.
 LE MAROIS (comte), au château de Lonray; — Paris, 119, rue de l'Université.
 LEMARQUANT, rédacteur au Ministère de l'Intérieur, à Paris, rue des Feuillantines, 11.
 LE NEUF DE NEUFVILLE, président honoraire, à Alençon, 3, rue du Parc.
 LEPRINCE (l'abbé), curé de Barville, par Le Mesle.
 LE ROUILLÉ, à Alençon, rue du Château, 41.
 LESSART, maire de Saint-Siméon; à Alençon, 5, place Saint-Léonard.
 LETACQ (l'abbé), aumônier des Petites-Sœurs des Pauvres, à Alençon, rue du Mans.
 LEURSON, agent-voyer en chef, en retraite, à Alençon.
 LEVAIN (Charles), à Caorches, par Bernay (*Eure*).
 LE VAVASSEUR (M^{me}), à La Lande-de-Lougé, par les Yveteaux.
 LEVEILLÉ (l'abbé), professeur au Petit-Séminaire de La Ferté-Macé.
 LÉVIS-MIREPOIX (comte DE), député, 121, rue de Lille, Paris, à Alençon, 41, rue du Cours.
 LHERETREYRE (l'abbé), curé-doyen de Moulins-la-Marche.
 LORiot (Florentin), avocat à Alençon, Grande-Rue, 112.
 LOUTREUIL, manufacturier, à Moscou, 17, Pretchiatenka.
 LOUVEL (Marcel), chef d'institution, à Rémalard.
 MACAIRE, chef de division à la préfecture de l'Orne, à Alençon, rue de la Demi-Lune, 10.
 MACÉ (l'abbé), curé d'Athis.
 MACKAU (baron DE), député, conseiller général, Château de Vimer, par Vimoutiers; — Paris, avenue d'Antin, 22.
 MALLET (l'abbé), à Alençon, 99, rue des Tisons.
 MALLEVOUE (DE), 35, rue de Lubeck, à Paris.
 MARAIS (Paul), bibliothécaire à la Bibliothèque Mazarine, Palais de l'Institut, à Paris.
 MARCÈRE (DE), sénateur, à Paris, rue Montaigne, 23.
 MARY (l'abbé), curé de Saint-Georges-d'Annebecq, par Rânes.
 MEILLAND (l'abbé), vicaire, à Rémalard.
 MOTÉY (vicomte RENAULT-DU), avocat, docteur en Droit, à Alençon, 44, rue Saint-Blaise.

- MOUCHERON (comte DE), à Maison-Maugis ; — 6, rue de Tournon, à Paris.
- NANTEUIL (Amaury), baron DE, château de la Chevalerie, à Arçonnay (Sarthe).
- NOIRE (l'abbé), curé de Chambois.
- PATOU (Urbain), avocat, à Avrilly, par Domfront.
- PIEL (l'abbé), curé de Mesnil-Mauger (*Calvados*).
- PORQUET, sénateur, conseiller général de l'Orne, château de Blanche-Lande, par Mortrée ; — Paris, rue de Montceau, 58.
- PRÉBOIS (Paul), notaire, à Sées.
- PREMPAIN (Charles), architecte, à Sées.
- PERNELLE, maire de Vimoutiers.
- REGNIER, secrétaire de la *Société Libre de l'Eure*, à Évreux, rue Chartraine.
- RENAUT-DE BROISE, imprimeur, à Alençon.
- RICHER (l'abbé), aumônier de la Providence, à Alençon, 15, rue du Pont-Neuf.
- ROBILLARD DE BEAUREPAIRE, ancien conseiller à la Cour d'Appel, secrétaire de la *Société des Antiquaires de Normandie*, à Caen.
- ROMANET (vicomte Olivier DE), château des Guillels, par Mortagne.
- ROMET (Paul), à Alençon, rue du Pont-Neuf, 24.
- ROMET (Charles), à Alençon, rue du Jeudi, 34.
- ROTOURS (baron DES) (Jules), aux Rotours, par Putanges ; — 35, rue Washington, Paris.
- ROULLEAUX-DUGAGE, château de Livonnière, à Roullée, par Domfront.
- SAINTE-PREUVE (M^{me} la baronne DE), à Boisbulant, près Alençon.
- SALZE, à Paris, 134, rue Mouffetard.
- SANDRET, architecte du Département, à Alençon, 15, rue des Champs.
- SCHNETZ (M^{me}), au château de Flers.
- SEVRAY (l'abbé), à Mortrée.
- SOUANCÉ (comte H. DE), à Montdoucet, par Souancé (*Eure-et-Loir*).
- SURVILLE, instituteur, à La Chapelle-Biche.
- TOMERET, chef de division à la préfecture de l'Orne, à Alençon, rue Desgenettes, 19.
- TOURNOUER, 5, boulevard Raspail, à Paris ; — château de Saint-Hilaire, par Berdhuys.
- TRIGER (Robert), au Mans, 5, rue de l'Évêché.
- TURGEON (Charles), professeur à la Faculté de Droit à Rennes, Cours Sévigné.
- VAUCELLE (Jules DE), à Lignou, par Briouze ; — Paris, 18, rue de la Pépinière.

VÉREL (Charles), à Nonant.

VIGNERAL (comte DE), ancien chef d'escadron d'État-Major, au château de Ri, par Putanges.

VIMONT, à Paris, 15, rue Lebrun (Gobelins).

Membre correspondant

FRANCE DE TERSANT (Urbain DE), à Sées.

SOCIÉTÉS SAVANTES ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS

Auxquels la *Société Historique et Archéologique de l'Orne* adresse ses Publications et ses Correspondances.

Bibliothèque de la Sorbonne.

Ministère de l'Instruction publique (6 exemplaires).

Archives départementales de l'Orne, à Alençon.

Bibliothèque publique d'Alençon.

Bibliothèque publique d'Argentan.

Académie des Sciences, Agriculture, etc., d'Aix (*Bouches-du-Rhône*).

Société d'Agriculture, Sciences et Arts d'Angers.

Société Archéologique et Historique de la Charente, à Angoulême.

Le Cidre et le Poiré, 36, rue Laffitte, à Paris.

Le Cidre, à Paris, 15, rue Lebrun (Gobelins).

Société d'Archéologie d'Avranches et Mortain, à Avranches.

Société Belfortaise d'Émulation, à Belfort.

Société des Antiquaires de Normandie, à Caen.

Académie Nationale des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Caen.

Société des Beaux-Arts de Caen.

Bibliothèque Nationale, à Paris.

Société Linnéenne de Normandie, à Caen.

Société Archéologique d'Eure-et-Loir, à Chartres.

Société française d'Archéologie, à Compiègne.

Société libre d'Agriculture, Sciences, Arts et Belles-Lettres de l'Eure, à Evreux.

Société libre d'Agriculture, etc., de l'Eure (section de Bernay).

Revue Catholique de Normandie, à Evreux.
 Croix de l'Orne, à Flers.
 Société Industrielle de Flers.
 Académie Delphinale, à Grenoble.
 Commission Historique et Archéologique de la Mayenne, à Laval.
 Société Historique et Archéologique du Maine, au Mans.
 Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la Sarthe, au Mans.
 Société Archéologique de Nantes.
 Société de l'Histoire de Paris, chez M. Champion, libraire, à Paris, 9, quai de Voltaire.
 Société Philologique, à Paris.
 Société Neuchâteloise de Géographie, à Neuchâtel (*Suisse*).
 Comité des Travaux historiques et des Sociétés savantes à Paris.
 Société des Antiquaires de l'Ouest, à Poitiers.
 Société des Amis des Sciences de Rochechouart (*Haute-Vienne*).
 Société de l'Histoire de Normandie, à Rouen.
 Commission des Antiquaires de la Seine-Inférieure, à Rouen.
 Société Normande de Géographie, à Rouen.
 Revue d'Alsace, à la Librairie Fischbacher, 33, rue de Seine, à Paris.
 Société Philomatique Vosgienne, à Saint-Dié.
 Société Archéologique du Midi de la France, à Toulouse.
 Société d'Histoire Ecclésiastique et d'Archéologie Religieuse de Valence.
 Société Polymatique du Morbihan, à Vannes.
 Société des Sciences Naturelles et Archéologiques de la Creuse.
 Analecta Bollandiana, à Bruxelles, 14, rue des Ursulines.
 Muséo Nacional de Rio-de-Janeiro.
 Muséo Nacional de Costa-Rica (*Amérique Centrale*).
 Davenport Academy of Natural Sciences, Davenport-Yowa (*Etats-Unis d'Amérique*).
 Académie Royale des Belles-Lettres, de l'Histoire et des Antiquités de Stockholm.
 Smithsonian Institution, Washington.
 Université de l'Etat de New-York, à Albany.
 M. Gustave E. STECHERT, libraire-agent, à Leipzig.

PROCÈS - VERBAUX

Séance du 1^{er} Décembre 1898

PRÉSIDENCE DE M. LE NEUF DE NEUFVILLE

Nous avons de meilleures nouvelles de notre Président, M. le Comte de Contades, assez gravement malade depuis quelque temps.

M. le Président nous communique en outre le projet qui s'élabore en ce moment d'élever un buste à notre vénérable fondateur, M. de La Sicotière.

M. l'abbé Letacq nous entretient d'une vieille chapelle de sainte Catherine du Poitou, qui existe encore dans la forêt d'Ecouves.

M. Pernelle, maire de Vimoutiers, et M. Lecœur, habitant de la même ville, nous envoient les comptes-rendus des découvertes archéologiques faites dans les fondations de l'ancienne église détruite.

Nous recevons de M. Adhémar Leclère une brochure sur les traditions cambodgiennes; de M. Duval un numéro des *Mémoires de la Société des Sciences naturelles et archéologiques de la Creuse*; on accepte l'échange de publications avec cette Société; enfin M. le Président Le Favrais nous envoie l'*Histoire de Lonlay-l'Abbaye* et des pays environnants.

Séance du 12 Janvier 1899

PRÉSIDENCE DE M. HENRI BEAUDOUIN

M. le Comte de Contades va de mieux en mieux.

Une commission va s'occuper spécialement du monument de M. de La Sicoitière. La *Société* nomme son bureau pour commission provisoire.

Sur la proposition de M. Georges Lecointre, la *Société* devient Membre de la *Société ornaise de Photographie*.

Nous avons reçu :

1° *Les Mémoires d'un Gentilhomme percheron, compagnon de Jeanne d'Arc*, par M. l'abbé Desvaux ;

2° *Une Chapelle de Saint-Martin*, par M. Le Neuf de Neufville ;

3° *L'Abbaye de Silos*, par dom Marius Férotin.

Il nous est également parvenu plusieurs manuscrits considérables, qui assurent au *Bulletin* de la matière pour plusieurs années.

PASSAIS-LA-CONCEPTION

(Suite)

II

ORIGINE DU BOURG, DE LA PAROISSE ET DE L'ÉGLISE DE PASSAIS.

La paroisse actuelle de Passais-la-Conception date de la fin du xv^e siècle. Jusque-là, il n'y avait guère d'habité que le quartier de Saint-Auvieu et probablement le Chêne-aux-Fées ; le reste était à l'état de forêt. Le défrichement commença en 1468, et eut pour premier auteur Jean Germont, originaire d'Orléans, gentilhomme de la cour du duc d'Alençon. Caillebotte dit que Jean de Sahur avait été chargé par le duc, en 1467, d'essarter cette partie de la forêt ; si le fait est exact, de Sahur aura sans doute résigné cette commission.

Jean Germont s'établit au milieu des bois, à l'endroit même où s'élève aujourd'hui le bourg de Passais. La maison où il s'installa avait été, suivant les uns, construite précédemment par le duc d'Alençon, pour loger un garde-forestier ; d'après les autres, elle fut bâtie par Germont lui-même ; elle n'existe plus.

La famille Germont est la plus ancienne de la paroisse, après celle des Achard. Mais on ne possède sa généalogie, sans interruption, qu'à partir de 1569. A cette époque vivait Jacques Germont, écuyer, sieur de la Vente, de qui descendent la branche de la Guérinière et celle de Ménil-Gouffier ; cette dernière, représentée aujourd'hui par M. Eugène Germont, a toujours habité le village de Ménil-Gouffier, mais ne possède plus la maison construite par ses ancêtres, au xvi^e siècle probablement. En 1581, M^e Christophe Germont était maître des Eaux et Forêts en la vicomté de Domfront, et avait pour lieutenant Jean Vallam-

bras. On trouve aussi un Christophe Germont de Ménil-Gouffier procureur à Rouen en 1620. Peut-être les deux n'en faisaient-ils qu'un.

En 1606, Hector Germont, sieur de la Vente, petit-fils de Jacques nommé plus haut, fit faire la maison principale de la Vente ; elle appartient aujourd'hui à M. Louis Pottier ; la cheminée est ornée des armoiries de la famille, qui sont de gueules à une épée d'argent, la garde et la poignée d'or, avec une masse d'armes aussi d'or.

Les Germont ne possédèrent jamais de terre noble à Passais ; mais, au XVII^e siècle, la branche de la Guérinière acquit le fief seigneurial de Crinais, en Saint-Fraimbault. Le chef de cette branche fut Jacques Germont, écuyer, frère d'Hector. Il reçut en 1612 le titre de secrétaire du Roi, bâtit la maison de la Guérinière en 1637, et mourut en 1644. Son tombeau est dans l'église de Passais.

La famille Germont a compté parmi ses membres un curé de Passais, un confesseur de la foi sous la Révolution, des médecins, des magistrats. Deux Germont de la Guérinière ont été maires de leur commune.

La Guérinière est aujourd'hui habitée par M. le docteur Urbain Germont, médecin, qui a épousé M^{lle} Hélène Lemonnier, fille de M. Emile Lemonnier, juge de paix à Passais. Le Dr Germont a été collaborateur de M. Pasteur et chargé par lui d'une mission scientifique en Australie. Il est l'auteur d'une brochure intitulée : *Contribution à l'étude expérimentale des Néphrites*. Il a aussi traduit de l'Anglais la *Pathologie de l'esprit*, de Maudsley.

Mais revenons à Jean Germont. Il donna au village qu'il avait fondé le nom même de la forêt et l'appela Passais. Prévoyant que le défrichement s'étendrait considérablement autour de son domaine, il désirait faire de celui-ci le centre d'une paroisse. Sur ces entrefaites, le roi de France Louis XI, ayant, disait-il, fait le vœu d'élever une église en l'honneur de la Conception de la Vierge Marie, choisit, pour l'accomplissement de cette promesse, la résidence de Germont. Par quel concours de circonstances la chose fut-elle ainsi décidée ? on l'ignore. On ne sait non plus quelle date précise assigner à l'acte royal qui provoqua l'érection canonique de la nouvelle paroisse. La bulle pontificale, qui pourrait

nous renseigner sur ce point, est perdue ou égarée. Si l'on s'en rapportait au seul document authentique que nous connaissons, on adopterait la date de 1475. Mais d'abord les souvenirs de la famille Germont, recueillis par l'abbé Lemièrre, désignent l'année 1471.

Dans un acte d'aveu, M. de Vauborel de Moissé, héritier du dernier Achard de Saint-Auvieu, parlant de la substitution de la nouvelle église à celle de Saint-Auvieu, donne également comme date 1471.

Un mémoire, écrit par M. Le Bossé, curé de la Conception, en 1784, fut adressé par lui à l'évêque du Mans. Il lui fut retourné avec une consultation rédigée par un personnage officiel, et le manuscrit contient des annotations, qui paraissent être de la même main que la susdite consultation. Or, l'une de ces notes dit que l'érection de la paroisse fut approuvée par le pape Paul II, lequel mourut le 28 juillet 1471.

Enfin un vieux registre, appartenant à M. l'abbé Gouin, ancien supérieur du Grand Séminaire du Mans, et reproduisant l'état de ce diocèse en 1472, mentionne, parmi les paroisses du doyenné de Passais, celle de la Conception, inscrite la dernière.

D'après ces divers renseignements, la paroisse de Passais semble donc avoir été érigée en 1471. On se demande, il est vrai, comment Louis XI entreprit de bâtir une église sur un territoire qui ne lui appartenait point, le Passais Normand dépendant alors du duc d'Alençon. Mais peut-être le rusé monarque n'était-il pas fâché de s'introduire, sous prétexte de vœu, sur les terres de son vassal, et d'avoir une occasion de gagner la sympathie des habitants de ce quartier.

Les circonstances lui permirent bientôt d'agir en maître. Le duc d'Alençon, Jean II, qui, sous Charles VII, avait été condamné à mort, pour pacte avec les Anglais, et avait été amnistié par Louis XI, venait d'encourir une nouvelle condamnation, pour ses trahisons réitérées. C'était en 1473. Le roi lui fit de nouveau grâce de la vie, mais le condamna à une prison perpétuelle et confisqua ses biens, dont faisait partie la forêt de Passais en Normandie. Louis XI fit son entrée à Alençon en août 1473, et de là se rendit en pèlerinage au Mont-Saint-Michel. Il était naturel qu'il passât par Domfront, la place la plus importante du duché, après Alençon. De Domfront, il aurait suivi le

chemin parcouru par Clotaire neuf siècles auparavant. Mais les historiens de Domfront ne font pas mention de cette royale visite, ce qui donne à supposer qu'elle n'a pas eu lieu. Quoi qu'il en soit, Louis XI vint, dit-on, à peu de distance du hameau de Passais ; il est probable que Jean Germont aura profité de la circonstance, pour lui rappeler son vœu, qui n'avait encore reçu d'exécution que sur le papier. Le roi, qui venait d'acquérir pour rien un duché, était plus que jamais disposé à faire des générosités, surtout en faveur de ses nouveaux sujets.

Cependant deux années s'écoulèrent encore, avant qu'il accomplît sa promesse. Mais, le 14 août 1475, étant en pèlerinage à Notre-Dame-de-Liesse, en Picardie, il trouva le moment opportun pour la réaliser. Voulant, disait-il, témoigner sa dévotion à Notre-Dame, il disposa, par lettres-patentes, de trois cents acres de terre, à prendre dans la forêt de Passais, pour bâtir et doter l'église, qui devait être dédiée à la Conception de la Bienheureuse Vierge. Ces lettres furent expédiées en septembre de la même année.

Deux ans après, les choses étaient dans le même état. Louis XI renouvela sa donation par une charte datée de Plessis-les-Tours, en novembre 1477, et dont une copie authentique est conservée à la Bibliothèque de la ville de Vire. Nous en donnons le texte, déjà publié par M. de Contades, dans la *Bibliographie du canton de Passais*. Quant aux lettres-patentes de 1475, rappelées dans la charte qui va suivre, elles n'ont pu jusqu'ici être retrouvées. C'est dommage, car elles contenaient des détails intéressants, comme le donne à entendre l'acte suivant :

« Loys par la grâce de Dieu Roy de France savoir faisons à tous présents et advenir, comme par nos autres lettres patentes données à Notre-Dame-de-Lyesse au mois de septembre l'an mil IIII^{es} soixante et quinze et pour les causes plus applain y contenues et desclairées en icelles, et mesmement pour l'accomplissement de la promesse, vou et singulière dévotion que advons à la fondacion construction et érection d'une église paroischiale en l'honneur et révérence de la Concepcion de la benoiste et très glorieuse Vierge Marie, mère de Dieu, notre Créateur, nous avons voulu et ordonné icelle église paroischiale estre fondée, dotée et érigée en certain lieu d'entre les boys et fo-

rest de Passays situez et assis en notre pays et duché de Normandie sous l'espiritualité de l'évesché du Mans et illec estre construite et édifiée avec ung cymetyère et presbitaire pour ce nécessaires et de laquelle église le droit de patronage nous appartient ainsi qu'il est plus applain contenu en nosdites lettres par lesquelles et ad ce que ladite cure soit fondée et douée suffisamment, avons donné au curé d'icelle cure et à ses successeurs toutes les dismes des terres qui sont et seront deffrichées à l'entour des boys et forests de Passays qui sont et pourront estre deues à causes des fruitz qui viendront et yestront desdits nouveaux labouraiges, prez, jardins et autres héritaiges qui puis cent ans en ça ont esté convertiz en terre de labour et pourront estre ou temps advenir deffrichées, couppees, abbattues et essartées illec environ à quelque valleur et estimacion que lesdites dismes puissent monter. Toutes voys le curé de ladite cure et les paroissiens d'icelle ne pourront bonnement faire construire et édifier icelle église paroischiale, laquelle notre saint Père à notre dévotion et singulière requeste a érigée en l'église paroischiale, se par nous sur ce n'estait pourveu de notre grâce et provision convenable, comme avons été informez. Pour ce est-il que nous ce considéré, bien records et mémoratifs des causes qui nous meuvent à faire ladite fondacion et nouvelle créacion qui furent et ont esté en effait pour considération de ladite singulière espérance et dévotion que nous avons à ladite Vierge Marie et pour l'onneur et remembrance de la feste et solempnité de sadite Conception, voulons à ceste cause qu'elle soit bien et deuement fondée et douée, et ledit édifice estre construit, fait et basty bien et convenablement et honnourablement. Pour ces causes et considérations et autres à ce nous mouvans, et pour l'accomplissement de notredite promesse, vou et singulière dévotion envers ladite benoiste dame, avons de grâce espéciale, plaine puissance et autorité royale, donné, cédé, transporté, légué et aumosné, donnons, cédon, transportons, léguons et aumosnons par ces présentes, à icelle église paroischiale de la Conception-Notre-Dame et à notre bien amé secrétaire maistre Guillaume Lecoq, maistre ès ars, chanoine de Notre-Dame de Rouen et à présent curé d'icelle église de la Conception et à ses successeurs curez de ladite église, le nombre et quantité de trois cents acres de terre et boys de ladite forest de Passays, avec toutes les appar-

tenances et dépendances d'icelles trois cents acres de terre et boys, pour en jouir par ledit curé et sesdits successeurs curez d'icelle église et leur aider à faire construire et édifier de nouvel icelle église paroischiale moyennant et parmy ce que ledit curé et sesdits successeurs curez de ladite église seront tenus dire et célébrer en icelle église une grant messe solempnelle de la Conception-Notre-Dame par chacun jour de samedy à tous jours mais perpétuellement. Laquelle messe voulons et ordonnons estre appelée dores en avant la messe du Roy et pour la fondation et entretenement d'icelle messe ad ce que tous jours mais elle soit dite, célébrée et continuée pour les âmes de nos progéniteurs Roys, de nous et notre fils le Daulphin de Vyennes, de nos successeurs Roys de France et seigneurs dudit lieu de Dampfront. Et voullons que ledit curé qui est à présent et ses successeurs curez de ladite cure puissent tenir et posséder à tous jours perpétuellement les dites trois cents acres de terre et boys pour d'iceux faire bastir, construire et édifier ladite église, cymetyère et presbitaire et du tout jouir comme admorty et à Dieu et à l'église de (Dieu ?). Et lesquels nous avons admorty et admortissons de notre dite grâce par cesdites présentes, sans ce que ores ne pour le temps advenir ils soient contrains à les mettre et vider hors de leurs mains, pour quelque cause que ce soit, ne pour ce payer à nous et à nos successeurs seigneurs dudit Dampfront aucune finance ne indemnité et laquelle finance quelle qu'elle soit et à quelque somme qu'elle puisse monter, nous avons donnée et quittée, donnons et quittons audit curé et à ladite église paroischiale de notre plus ample grâce et libéralité, pour considération de ce que dit est par ces mesmes présentes que pour ce nous avons signées de notre main. Si donnons en mandement par cesdites présentes à nos amez et féaulz gens de nos comptes et trésoriers à Paris, aux bailliy d'Alençon, vicomte de Dampfront et à tous nos aultres justiciers et officiers ou à leurs lieutenans présens et advenir et à chacun d'eulx, si comme à lui appartiendra et que requis en sera, que ledit Lecoq curé susdit et sesdits successeurs curez de la dite cure facent, souffrent et laissent jouir et user plainement et paisiblement de nos présens, grâce, voullenté, admortissement, don, quittance et octroi, sans leur faire ne souffrir estre fait mis ou donné aucun destourbier ou empeschement au contraire. Ains se auchun

empeschement leur avait esté ou estait pour ce fait mis ou donné le ostent ou facent oster et mettre sans délai à plaine délivrance et au premier estat et deu, nonobstant que la somme à quoy se peut monter ladite finance ne soit sy aucunement desclairée, que descharge n'en soit levée de notre trésor, et quelconques aultres ordonnances, mandemens, dolléances, clameurs de haro, oppositions restrictions ou deffences à ce contraires.

Et affin que ce soit chose ferme et estable à tous jours, Nous avons fait mettre notre scel auxdites présentes, sauf toutes voyes en aultres choses notre droit et l'autry en toutes. Donné au Plessays-du-Parc-lez-Tours ou moys de novembre l'an de grâce mil IIII^{es} LXXVII et de notre règne le dix-septième.

Loys.

Au dos de cette charte on lisait :

« Visa contentor Roland ; par le Roy ; l'évesque d'Alby, les gouverneurs du Daulphiné, grand sénéchal de Normandie, les seigneurs de Montagne et aultres présens. »

Il y a dans ce document une expression dont le sens paraît obscur. Les trois cents acres de terre sont données pour construire *de nouvel* l'église paroissiale. De ces deux mots, quelques-uns ont conclu qu'il avait existé anciennement en cet endroit une chapelle, et qu'il s'agissait de la réédifier sous le titre d'église paroissiale. Mais cette interprétation paraît contraire à l'ensemble de la charte, aussi bien qu'à toutes les traditions de Passais. D'autres ont pensé que ces mots faisaient allusion aux premières lettres de Louis XI : le roi *ordonnait de nouveau*. . . . Pour nous, nous croyons que *de nouvel* signifie *pour la première fois, à neuf*. Il s'agissait de fonder de toutes pièces une nouvelle paroisse, et cela demandait des ressources considérables : c'est ce qui motivait la générosité royale.

Mais arrivons à la construction de l'église. Guillaume Lecoq ne s'en occupa pas efficacement avant 1482. Ce retard tenait peut-être aux évènements politiques qui se succédaient alors. Jean II, duc d'Alençon, étant mort, Louis XI avait manifesté le désir d'être ami avec son fils René, et par conséquent lui avait rendu son duché. Mais bientôt ils se brouillèrent. René fut

emprisonné, et ne recouvra sa liberté que sous Charies VIII. C'est pendant la captivité du jeune duc que Guillaume Lecoq commença à bâtir son église. Si René lui avait paru mal disposé à son égard, la suite prouva qu'il ne s'était pas trompé.

Donc « le 13 septembre 1482, dit le mémoire de M. le Bossé, Guillaume Lecoq, pour faire un fond pour bâtir l'église, vendit une acre de terre à Ambroise Courteille, pour cinq écus d'or une fois païés, un sol de rente annuelle et un chapon. Il vendit aussi, le 21 septembre de la même année, à Jullien Rungette une autre acre de terre, aux mêmes prix et conditions. » (1).

Guillaume le Coq eut bientôt à se repentir de n'avoir pas vendu promptement une plus grande étendue de forêt. En effet, le duc René, à peine sorti de prison, déclara nulle et non avenue la donation que Louis XI avait faite, aux dépens des biens de Jean II, pendant leur confiscation, et reprit, sans autre forme de procès, ce qui restait des 300 acres de bois, savoir le nombre de 298. Le curé demeura abasourdi, mais encouragé et aidé par Jean Germont, il vint cependant à bout de construire une modeste église. On ignore en quelle année elle fut bénite. Elle consista simplement en un bâtiment oblong de vingt-quatre mètres de long sur neuf de large, avec une voûte en berceau et en plein-cintre, et des fenêtres ogivales géminées, sans bas-côtés ni chapelles.

Cette église primitive existe encore, mais elle a reçu des agrandissements et modifications considérables. Elle comprenait alors la nef de l'église actuelle, moins la partie neuve, qui touche au clocher, et occupait, en outre, l'espace qui s'étend jusqu'aux premières fenêtres du chœur : Il suffit d'examiner la maçonnerie à l'extérieur, pour s'en rendre compte. Il devait y avoir trois fenêtres de chaque côté. Les plus rapprochées de l'autel correspondaient aux chapelles, qu'on a faites depuis ; le bas de l'église n'en possédait pas ; celles qui s'y trouvent maintenant ont été percées récemment. L'écartement des murs était maintenu non seulement par les contreforts, mais encore par des tirants, sur lesquels reposaient des arbres ou poinçons soutenant la voûte. On les a fait disparaître dans ces derniers temps : ils étaient

(1) C'est l'acte passé avec Rungette, devant Michel Le Moulmier et Rémonet Le Monnier, tabellions, et reproduisant la charte royale, qu'on voit à la bibliothèque de Vire.

jugés inutiles, vu l'épaisseur des murs et leur solidité. Le clocher était un court prolongement du pignon de l'église, encastré dans la toiture, et n'avait pas de flèche.

Ceux qui, à diverses époques, jusqu'à la Révolution, ont fait agrandir l'église, ont continué le style adopté par Guillaume Lecoq, ce qui, à défaut d'autre cachet, donne au moins à cet édifice, fait de pièces et de morceaux, celui de la régularité.

Les chapelles, bâties au xvii^e siècle, sont loin de présenter la même solidité que la nef. Mais l'œuvre du premier curé de Passais se porte aussi bien que le premier jour, et pourrait encore défier les siècles.

Selon le désir royal, elle fut dédiée à la Conception de la Bienheureuse Vierge Marie. C'est au moins une des plus anciennes églises de France, élevées en l'honneur du premier privilège de la Mère de Dieu. Témoin de la tradition, elle a précédé de quatre siècles la définition du dogme de l'Immaculée Conception. Aussi, la Reine du Ciel se plaît-elle à répandre ses faveurs dans cette contrée.

L'érection de la nouvelle paroisse enlevait toute importance à la chapelle de Saint-Auvieu. Mais, par honneur pour ce sanctuaire, qui avait si longtemps servi d'église paroissiale, on lui conserva certaines prérogatives. Les seigneurs du lieu obtinrent que cette église, devenue leur chapelle particulière, aurait un chapelain présenté par eux ; que ce prêtre pourrait non seulement y dire la messe, mais administrer les sacrements, tant à eux qu'aux gens de leur maison et aux habitants du village. A ces privilèges on ajouta le droit d'inhumation. Mais les châtelains usèrent peu de ce dernier droit, et, pour des motifs inconnus, ils préférèrent être enterrés à Saint-Mard. Toutes ces exceptions disparurent vers 1725 ou 1730, du consentement de M. de Vauborel, et de Massillon, évêque de Clermont, abbé commandataire de Savigny. Saint-Auvieu fut ainsi réduit à la condition commune des chapelles privées.

La paroisse fondée par Louis XI s'appela *la Conception en Passais*. Elle se trouva comprise dans le doyenné du Passais, dont elle était la quarante-septième et dernière par ordre d'érection.

Ce doyenné renfermait dans le canton actuel de Messei : Banvou, la Ferrière-aux Etangs et Dompierre.

Dans le canton de Domfront : Lonlay-l'Abbaye, Saint-Bômer, Champsecret, Rouellé, la Haute-Chapelle, Domfront, Saint-Front, Saint-Gilles-des-Marais, Saint-Brice, Avrilly, Céaucé.

Dans le canton de Passais : Saint-Jacques-de-la-Brasse, Saint-Mard-d'Egrenne, Torchamp, la Conception, Mantilly, Saint-Fraimbault-sur-Pisse, Lépinay-le-Comte.

Dans le canton de Juvigny : Juvigny, Lucé, Beaulandais, la Baroche-sous-Lucé, la Chapelle-Moche, Tessé-Froulay, Haleine, Saint-Denis-de-Villeneuve, Geneslay, Sept-Forges et Loré.

Dans le canton de la Ferté-Macé : Couterne.

Dans le diocèse actuel de Laval, canton de Landivy : Désertines.

Dans le canton de Gorron : Saint-Aubin-Fosse-Louvain, Vieuvy, Lesbois, Hercé, Gorron, Brécé, Saint-Mard-sur-Colmont.

Dans le canton d'Ambrières : Soucé, Vaucé, Couesmes, Le Pas, Cigné, Ambrières.

Le doyenné du Passais s'étendait ainsi de Banvou à Ambrières, et de Désertines à Couterne, mesurant environ 800 kilomètres carrés.

Parmi les paroisses qui font aujourd'hui partie du canton de Passais, quatre étaient à la présentation du duc d'Alençon, savoir : la Conception, Lépinay-le-Comte, Saint-Mard-d'Egrenne et Saint-Jacques-de-la-Brasse, appelé depuis Saint-Roch. — Torchamp et Vaucé, d'où est sorti Saint-Siméon, étaient à la présentation de l'abbé de Lonlay, — Saint-Fraimbault à la présentation de l'abbé de Beaulieu. — Mantilly à la présentation de l'abbé de Marmoutiers, qui renonça à son droit en 1752,

Outre ses quarante-sept paroisses et l'abbaye de Lonlay, le doyenné du Passais renfermait un assez grand nombre de prieurés et de chapelles. Les seules qui intéressent Passais sont le prieuré-chapelle de Saint-Siméon, sur lequel les moines du Plessis-Grimoult avaient droit de présentation. — Le prieuré de Dampierre, à Mantilly. — La chapelle de l'Airsouvre, dédiée à Sainte-Marie-Madeleine.

Cette dernière avait été bâtie à une époque inconnue. D'après M. le Faverai (*Origines du Passais*), l'ancien autel était du ^x^e ou ^{xii}^e siècle. On pourrait supposer qu'elle avait eu les Achard pour fondateurs, mais, dans ce cas, ils auraient dû présenter le

chapelain ; or, ce privilège ne leur appartenait pas, mais aux seigneurs de Domfront, c'est-à-dire aux ducs d'Alençon. Ce modeste sanctuaire, ruiné par le temps, a été rebâti en 1883, dans un style élégant, par les soins de M. l'abbé Echivard, curé de Saint-Mard. On y honore, outre Sainte Marie-Madeleine, Sainte Radégonde, reine de France, que les habitants du pays invoquent contre les *mans* ou vers blancs.

La chapelle de Dampierre est aujourd'hui à l'usage de grange.

Plus heureuse, la chapelle de Saint-Siméon a été convertie en église paroissiale.

Cependant, les prévisions de Jean Germont se réalisaient. La forêt se défricha rapidement et fit place à une population toujours croissante. A la fin du xv^e siècle, il ne demeurait presque rien de cette grande étendue de bois. En effet, la concession, faite en 1485 au sieur de la Pallu, nous apprend que la forêt était dès lors réduite à 400 acres, et cette concession la diminuait encore de moitié.

La paroisse de la Conception se renferma à peu près dans les mêmes limites qu'aujourd'hui. Mais les nouveaux villages de Saint-Fraimbault, plus rapprochés de Passais que de leur propre centre, furent, jusqu'à la Révolution, exclusivement desservis par les prêtres de la Conception, qui les considéraient en pratique comme leur appartenant.

La bibliothèque de la ville de Domfront possède une copie des actes d'aveu passés en 1664 et 1686, lesquels actes transmettent à la postérité les noms des premiers concessionnaires, qui essartèrent la forêt de Passais, avec la redevance que chacun d'eux payait tous les ans au seigneur de Domfront, à titre d'hommage pour fief de roture. Quelques-uns ne payaient que deux sols par acre, et, dans un vieil acte daté du 27 juin 1499 et longtemps conservé à Alençon, les habitants de Passais reconnaissent que cette redevance ne dépassait pas huit sols tournois de rente pour chaque acre.

Un autre document également perdu, mais dont on a conservé la teneur, nous apprend la valeur relative de ces redevances. Il paraîtrait que, dans le principe, elles avaient été fixées en nature. Celui-ci devait trois ou quatre boisseaux ou barattées de froment, celui-là deux boisseaux d'avoine, tel autre un chapon. Or, en 1524, M^e André Vergier, mandataire du duc d'Alençon, mettant

les habitants de Passais à même de payer en argent, estimait un boisseau de froment à sept sols tournois, un boisseau d'avoine à trois sols, un chapon à onze deniers. Certes, depuis ce temps, les monnaies se sont multipliées et ont perdu de leur valeur.

Les parcelles de forêt, concédées par le duc d'Alençon sur le territoire de la Conception, atteignirent le chiffre de 262, sans compter les concessions faites au sieur de la Pallu ; les rentes qu'elles acquittaient à titre d'hommage formaient un total de 393 livres 2 deniers. Les actes d'aveu passés à la fin du ^{xvii}^e siècle ne disent malheureusement pas à quelle date remonte chaque concession, et les cahiers primitifs sont perdus, mais nous savons qu'elles ont été faites, pour la plupart, de 1468 à 1485.

Un certain nombre de villages ont conservé les noms de leurs premiers fondateurs, savoir : le village aux Hamard, la Rome-rie, le village Quentin, la Barraberie, les Pouchards, le village Chesnel, les Pelardières, le Plagué, le village Dobaire, le village aux Pottier, la Derouettière, la Mercerie, les Moricettières, le Pont-Foucault, la Baillée-Perrouin, le village Hardouin, le village Paris, le village Bossé, la Bigottière, la Verrerie, l'Etre-Meslier, le village Courteille, l'Hôtel-Hervé.

Mais, de tous ces hameaux, le village Chesnel est le seul qui soit encore, de temps immémorial et sans interruption, habité par une famille du même nom. Ce sont probablement les descendants de Berthelot Chesnel, premier concessionnaire de l'endroit.

Reprenons la suite de notre récit : le chapitre suivant nous conduira jusqu'à la Révolution.

III

LES CURÉS DE LA CONCEPTION EN PASSAIS

Guillaume LECOQ

Le premier curé de la Conception fut donc Guillaume Lecoq, maître ès-arts, chanoine de N.-D. de Rouen, secrétaire du Roi. Il prit possession de sa cure sous l'épiscopat du cardinal Philippe de Luxembourg.

En acceptant son nouveau titre, il s'était cru à même de faire

une brillante fondation. En effet, avec trois cents acres de terre, il pouvait à son aise bâtir non seulement une superbe église et un presbytère, comme le spécifiait la charte royale, mais y ajouter des écoles, et se réserver encore un beau revenu pour lui et ses successeurs.

Nous avons vu ce qui advint de ces riches espérances. En se faisant aider, il réussit à construire une église suffisante, mais dut chercher un logement d'emprunt, et dire adieu à son temporel. On peut se demander comment il ne soutint pas ses prétentions contre le duc d'Alençon, devant les tribunaux. Mais chacun sait qu'aux époques troublées, la politique, non contente du bandeau qui couvre les yeux de la justice, lui met encore un cadenas à la bouche.

Guillaume Lecoq se contenta de harceler de ses réclamations le détenteur de ses trois cents acres de terre. A la fin, dit M. Le Bossé, le duc, « fatigué par les remontrances et requêtes du sieur curé Lecoq, lui accorda cinq acres et demie de terre. » Les curés de Passais ont joui de ce petit domaine jusqu'à la Révolution, « sans autre charge que celle de rendre par aveu. » Ils furent plus fidèles au roi que les ducs d'Alençon et leurs successeurs rois de France ne le furent à la parole de Louis XI. Jusqu'à la Révolution, la messe du Roy, demandée dans la charte d'érection, fut célébrée tous les samedis, pour la famille royale.

Les cinq acres et demie cédées par le duc René étaient « d'un seul tenant » presque carré. L'acte d'aveu suivant, rendu par M^e Pierre Gouault, curé de la Conception, le 5 février 1664, et conservé au Terrier de Domfront, nous en fait connaître la situation.

« Du Roy notre sire et souverain seigneur, à cause de la châtellenie de Domfront, Maître Pierre Gouault, prêtre, curé de Passais, autrement la Conception-Notre-Dame, confesse et avoue en ladite qualité de curé tenir en main morte en pure aumosne autrefois faite à ses prédécesseurs curés, le nombre de cinq acres et demie de terre ou viron, maintenant départies en cinq petites pièces nommées les Aumosnes, tant labourables que préables, joignant d'un côté le cimetière de ladite paroisse, les terres de Marin Ferré et Marin Suffissais et ses frères, d'un bout les terres propriétaires du dit Gouault curé et de Guillaume Ferré, tabellion, une rue entre deux ; d'un costé, le grand che-

min dudit bourg à Domfront, d'autre côté, les terres des héritiers Jean Ledemé, Guillaume Gahéry, Marin et Pierre Suffisais, la rivière entre deux : lesdites tenues en exemption de toutes sortes de charges et devoirs, sauf la comparence aux plaids royaux tenus par nous, Jacques Couppel, écuyer, sieur de Lépinay, conseiller du Roy, vicomte de Domfront et Passais, ce cinquième jour de février l'an mil six-cent-soixante-quatre, reçu sauf à blâmer et sera communiqué au procureur du Roy. »

Ces cinq petites pièces sont représentées aujourd'hui par le pré voisin du presbytère et les deux champs situés au-dessus du ruisseau de la Butte, le tout appartenant à M. Daligault, avocat à Domfront ; par le jardin du presbytère lui-même ; et enfin par les maisons ou jardins qui l'entourent au midi, depuis la route de Domfront jusqu'à la rivière, savoir tout le terrain occupé par l'hôtel Lamy et les maisons qui lui font suite.

A l'époque de la Révolution, on estima le temporel de la cure à 300 livres de rente.

Une autre désillusion attendait le nouveau curé. Nous avons vu que, par sa charte, Louis XI donnait aux curés de Passais les dîmes des terrains défrichés depuis cent ans, ou qui seraient défrichés à l'avenir, dans toute l'étendue de leur paroisse. Or, au moment même où Guillaume Lecoq voyait lui échapper les trois cents acres de terre, on lui enlevait encore ses dîmes.

En effet, on se rappelle qu'au ^x^e siècle, Guillaume Talvas, fondant l'abbaye de Lonlay, lui avait donné toutes les terres défrichées ou à défricher dans la forêt. S'appuyant sur cet acte, Etienne Blosset de Carrouges, que le pouvoir civil, par un étrange abus, venait d'installer abbé commandataire de Lonlay, réclama les dîmes des terres défrichées par Jean Germont et tous autres.

Il ne s'agissait que de savoir laquelle devait l'emporter de la charte de Talvas ou de celle de Louis XI.

Si l'on considère les deux donations en elles-mêmes, il est clair que la plus ancienne devait être préférée. Louis XI, en s'emparant, même pour de justes causes, du duché d'Alençon, devait respecter les dispositions antérieures. Mais si, au lieu de s'en tenir à la lettre, on juge d'après l'esprit qui avait inspiré ces dotations, il semble que le curé de Passais n'avait pas tort.

A quoi étaient destinées les dîmes, si ce n'est à faire vivre les

ministres de la religion, en retour des secours spirituels qu'ils procuraient aux fidèles, à les mettre en mesure d'entretenir le sanctuaire et de soulager les pauvres de leur paroisse ? Par conséquent, qui est-ce qui devait percevoir les dîmes, sinon les pasteurs chargés d'administrer et de gouverner les paroisses ? Pendant longtemps, on ne compta guère que sur les abbayes, pour assurer aux peuples les secours religieux, et c'étaient les moines qui avaient bâti presque toutes les églises ; il était donc naturel qu'on leur attribuât les dîmes. Mais, quand l'autorité ecclésiastique et particulièrement le Saint-Siège eurent érigé des paroisses indépendantes des abbayes, n'était-ce pas un abus intolérable, que de voir celles-ci réclamer les dîmes, c'est-à-dire les fruits temporels d'un ministère qu'elles ne remplissaient pas ?

Quoi qu'il en soit, il fut décidé que Guillaume Lecoq aurait seulement le tiers des dîmes, part jugée nécessaire à la subsistance du clergé, et que les deux autres tiers resteraient à l'abbaye. Pour éviter toute contestation dans la pratique, on partagea Passais en deux *traits*. L'abbé prit tout ce qui est à gauche de la Pisse, et laissa la rive droite à Guillaume Lecoq.

Régulièrement, l'entretien de l'église et le soin des pauvres incombait à l'abbaye, puisqu'elle retenait les deux tiers des dîmes. Nous ne voulons point dire de mal d'Etienne de Carrouges ni d'aucun de ses successeurs. Mais, à la façon dont la plupart des abbés commandataires traitaient leurs propres monastères et les pauvres voisins de l'abbaye, il est permis de craindre qu'ils se soient médiocrement intéressés aux églises et aux indigents des paroisses éloignées. Ils n'avaient pas fait vœu de pauvreté, comme leurs prédécesseurs abbés réguliers, et ils comprenaient bien qu'en les nommant, contrairement aux droits de l'Eglise, le Roi avait voulu leur faire un cadeau. Nous verrons d'ailleurs, au ^{xvii}^e siècle, comment l'église de Passais, très pauvre et trop petite, fut ornée et agrandie par les curés et autres prêtres de la paroisse, et non par les abbés commandataires de Lonlay.

Guillaume Lecoq mourut à une date inconnue, et la liste des curés de la Conception reste en blanc jusqu'en 1589. Nous n'avons pu trouver jusqu'à ce jour leurs noms dans aucun document. M. Le Bossé nous apprend seulement qu'en 1557 Guillaume Langlais, vicaire à Passais, avait le titre de *notaire apostolique*.

Il paraît que, de 1528 à 1533, le pays fut éprouvé par une terrible famine. 1567 vit, dit-on, une nouvelle disette.

On ne connaît rien de spécial à signaler à Passais, durant les guerres de Religion.

(*A Suivre*).

L. BOISSEY.

Curé de Beauchêne.

ST-EVROULT-NOTRE-DAME-OU-BOIS

DE 1789 JUSQU'A NOS JOURS

AVANT-PROPOS

En arrivant à Saint-Evroult-Notre-Dame-du-Bois, au commencement de l'année 1894, je fus péniblement impressionné par la vue des ruines de la célèbre abbaye d'Ouche.

L'histoire du grand Moine qui fut le bienfaiteur, le premier civilisateur de nos contrées, le thaumaturge de son temps devait, en me rappelant les souvenirs qu'il a laissés dans la paroisse à laquelle il a donné son nom, me faire « retrouver partout ses traces bénies au milieu des ruines. » Souvent il m'a semblé voir sa douce et majestueuse figure surgir, pour ainsi dire, du sol que foulèrent ses pas, et alors les sentiments de joie remplaçaient les pénibles impressions.

Que d'heureux moments j'ai passés en lisant la vie de saint Evroult ! Mais aussi quels regrets j'ai éprouvés en faisant cette lecture !

Plus je connaissais saint Evroult, plus je souffrais en considérant les ruines de son monastère, plus je souffrais en voyant que notre saint était si peu connu, et par là même si peu vénéré, si peu invoqué même de ceux qui se glorifient de l'avoir pour patron et d'habiter le pays que sanctifia sa présence.

Ces regrets me firent prendre la résolution d'écrire une *Vie populaire de saint Evroult* (1) destinée à répandre la dévotion

(1) *Vie populaire illustrée de Saint-Evroult* par M. l'abbé H.-G. Chenu, curé de Saint-Evroult-Notre-Dame (Orne). — Imprimerie de la Grande-Trappe, 1896.

envers le saint fondateur du monastère d'Ouche et à en exposer les motifs à la piété des fidèles.

Depuis la publication de cette *Vie populaire*, j'ai eu la bonne fortune de trouver, à la mairie de Saint-Evroutl-Notre-Dame, quelques documents qui ne sont peut-être pas sans intérêt pour notre histoire locale.

Ces documents sont transcrits sur deux registres qui datent de 1789 et de 1790. Le premier porte en tête : « Registre des Délibérations de l'Assemblée municipale de la paroisse de Notre-Dame-du-Bois, généralité d'Alençon, élection de Lisieux, subdélégation d'Orbec » ; le second : « Registre deuxième de la commune et du bourg de Saint-Evroutl, paroisse de Notre-Dame-du-Bois, commencé le quatorzième jour de juillet 1790 par Messieurs les officiers municipaux et notables qui sont Louis Noë, maire ; Angot, officier du bureau ; Pierre Coisnon, Michel Vattier, François Beslon, Clément Mullier et Michel Allais, secrétaire-greffier.

Lequel Registre sera et demeure déposé aux archives de ladite municipalité pour y avoir recours toutes fois et quantes qu'il en sera nécessaire. Charles Bassière, procureur de la commune, Marin Quiquemelle, Louis Bougard, Louis Prévôt, Michel Grondière, Guillaume Haye, François Morel, fermier de M^{me} du Boullely, Michel Fleury, Jacques Dupont, Nicolas Lalonde, François Girard, meunier des Goufour, Guillaume Morel et Louis Le Bas, tous notables composant le Conseil général de la commune, conformément aux procès-verbaux des 21, 22 février et 1^{er} mars dernier. »

A la fin de ce deuxième registre, on lit : « Le présent registre contenant cent-quatre-vingt-huit feuillets par nous, président soussigné, cotés et paraphés par premier et dernier, le quatorze de juillet 1790, jour de la fédération générale de tous les bons et vénérables citoyens du royaume où seront enregistrés tous les actes de la municipalité ainsy que tous les decrets de nos augustes représentants à l'Assemblée nationale, le jour et an que dessus,

« NOË, Maire et électeur. »

D'abord, mon intention était d'ajouter quelques-uns de ces documents à la *Vie populaire de saint Evroutl*, si Dieu me

permet d'en donner une nouvelle édition. Mais certains actes auraient difficilement trouvé place dans la *Vie populaire*.

D'ailleurs, les savants directeurs de la *Semaine Catholique du diocèse, de Séez* (1) et de la *Revue Normande et Percheronne illustrée* (2) et M. l'abbé Letacq — « à qui nous devons tant d'excellents travaux » — dans le *Bulletin de la Société Historique et Archéologique de l'Orne* (3) ont bien voulu faire connaître la *Vie Populaire illustrée de saint Evroult* et l'Œuvre du même saint ; et comme ces messieurs aiment et recherchent l'inédit, je suis enchanté de leur en offrir : c'est une dette de reconnaissance que j'acquitte.

Un moment, j'ai pensé à supprimer quelques-unes des pièces que j'ai trouvées, mais je me suis rappelé que la première loi de l'histoire est de ne rien dire que la vérité et d'oser dire toute la vérité. De plus, est-ce que les mauvais instincts de l'homme ses défaillances et ses apostasies ne sont pas une leçon qui nous fait connaître le prix de la sagesse et qui nous fait admirer en même temps le triomphe du bien sur le mal, de la vérité sur l'erreur ; le triomphe de l'Eglise au milieu de tant d'erreurs et de fautes ?

Je diviserai mon modeste travail en trois parties :

Dans la première, je parlerai de la paroisse de Notre-Dame-du-Bois ; dans la seconde, du bourg et de la commune de Saint-Evroult ; dans la troisième, de l'abbaye de Saint-Evroult.

Quand je dis : *je parlerai*, je me trompe ; ce sont les témoins eux-mêmes qui parleront et qui diront des choses parfois très intéressantes. Le lecteur jugera si je m'abuse.

H.-G. C.

PREMIÈRE PARTIE. — LA PAROISSE.

A quelle époque la paroisse de Notre-Dame-du-Bois a-t-elle été fondée ? Rien, ici, ne nous le dit. Ce qui est certain, c'est

(1) *La Semaine Catholique du diocèse de Séez*. — 31^e année. — n° 15. — 9 avril 1897.

(2) *Revue Normande et Percheronne illustrée*. — Sixième année. — n° 3. — Mai-juin 1897.

(3) *Bulletin de la Société Historique et Archéologique de l'Orne*, tome XVI. — Deuxième Bulletin, 1897.

qu'à la suite d'un prodige attribué à l'intercession de saint Evroult (1) la reine Ultrogotte, femme de Childebert I^{er}, promit de faire construire une église sur le sommet du coteau qui se trouve sur la rive droite de la Charentonne, tout près et à l'est du monastère.

La reine, fidèle à sa promesse, fit bâtir un sanctuaire dédié à la T. S. Vierge mère de Dieu. Cette église fut remplacée, vers le XII^e siècle, par l'église actuelle de Saint-Evroult-Notre-Dame.

D'après les plus anciens actes que nous ayons trouvés, la paroisse de Notre-Dame-du-Bois était desservie avant la Révolution par un curé et un vicaire. Un chapelain était chargé d'acquitter les fondations de la confrérie de la Charité ; le vicaire était quelquefois chapelain de la Charité.

Cette confrérie avait été érigée en l'année 1437.

On lit sur la première page d'un registre contenant les noms des frères et sœurs de la Charité :

« Martyrologe de la Charité fondée et érigée en l'église de Notre-Dame-du-Bois, diocèse d'Evreux, en l'honneur de la glorieuse V. Marie, S. Roch et S. Sébastien, sous l'autorité de Monseigneur l'évêque d'Evreux et de Messieurs ses vénérables grands vicaires et du consentement de M^{re} René Fichel, prêtre et curé de ce lieu et paroissiens en général, le VIII^e jour de septembre de l'an MCCCCXXXVII. Lequel Martyrologe comence le 1^{er} jour de may MDCCXVII, où doivent être employez tous les noms des frères et confrères de la ditte paroisse de Notre-Dame-du-Bois seulement. »

Cette page manuscrite, en rouge et en noir, est si artistement faite, qu'on la dirait imprimée avec le plus grand soin.

Mais nous nous proposons de transcrire quelques extraits des registres des délibérations prises par les officiers municipaux de la paroisse de Notre-Dame-du-Bois à partir de 1789. Arrivons à cette époque et parlons 1^o de l'église, 2^o du clergé, 3^o des fêtes religieuses. Nous terminerons ce chapitre en indiquant 4^o l'état actuel de la paroisse.

(1) Voir : Vie populaire illustrée de saint Evroult, p. 24 et suiv.

CHAPITRE I. — EGLISE.

§ I. — Toute église, le jour de sa bénédiction ou de sa consécration, doit être dédiée à un mystère ou à un saint qui en devient le *Titulaire*. Souvent le titulaire de l'église est le patron que les habitants se sont choisi. L'église de Saint-Evrout-Notre-Dame a pour titulaire saint Evroult qui est le patron de la paroisse.

Généralement, la fête d'un saint se célèbre le jour de sa mort.

Il n'en est pas ainsi pour saint Evroult. Notre patron et titulaire a rendu sa belle et sainte âme entre les mains de son Créateur le 29 décembre 707, et, dans notre diocèse du moins, sa fête se célèbre le 13 février. De plus, la solennité de la fête n'a pas lieu le dimanche suivant ; mais, d'après un Indult du Souverain Pontife Léon XIII, en date du 25 novembre 1882 (1) elle est renvoyée au jour de la *Translation des Reliques du saint Abbé*, c'est-à-dire au dimanche dans l'octave de l'Ascension.

(1) Voici le texte de l'Indult : « In diœcesi Sagiensi duæ extant Parochiæ, scilicet Parochia vulgo nuncupata *Saint-Evrout-de-Montfort* et altera *Saint-Evrout-Notre-Dame-du-Bois*, quæ sanctum Ebrulphum, abbatem, habent Patronum ac Titularem. Porro idem Sanctus die 29 decembris in Martyrologio Romano inscribitur, ac proinde ejus solemnitas rarissime Dominica insequenti, prout mos est in Gallia, recoli potest. Quod ægre ferentes harum Parochiarum incolæ, apud quos erga Patronum suum maxima fervet devotio ; quum vehementer percipiant ut dies aliqua pro hac solemnitate, uti par est, peragenda assignetur ; hæc pia vota satisfacturus R. D. Franciscus Maria Tregaro, hodiernus Episcopus Sagiensis, a Sanctissimo Domino nostro Leone Papa XIII privilegium enixe imploravit, vi cujus quotannis Dominica infra octavam Ascensionis Domini nostri Jesu-Christi unicam Missam solemnem de eodem sancto Ebrulpho propriam, ut in ipsius die festo, celebrare liceat ; quoniam ea Dominico festività Translationis illius Reliquiarum magno populi concursu fieri consuevit. Sanctitas porro Sua, referente imprescripto infra scripto Sacrorum Congregationis secretario, benigne annuit pro gratia juxta preces ; dum-Rituum modo non occurrat Duplex primæ classis, nec omittatur Missa conventualis seu parochialis officio dieci respondens, ac Rubricæ servantur.

« Contrariis non obstantibus quibuscumque. Die 23 novembris 1882.

« D. Cardinalis Bartholinus, S. R. C. præfectus.

L.†S.

« Laurentius Salvati, S. R. C. secretarius.

« Concordat cum originali.

« Sagii, die XXIX decembris 1882.

« F.-J. Girard.

S. G. »

D'après cet Indult, comme la fête de Saint-Evroutl ne peut que très rarement être célébrée le dimanche qui suit le 29 décembre, sur la demande de Mgr François-Marie Trégaro, évêque de Séez, Sa Sainteté le Pape Léon XIII a permis que, chaque année, le dimanche dans l'octave de l'Ascension de Notre-Seigneur Jésus-Christ, il soit célébré une messe solennelle propre de saint Evroutl comme au jour de la fête du saint.

En transmettant cet Indult au curé de la paroisse, Mgr l'évêque de Séez lui faisait remarquer que la clause finale par laquelle il était invité à ne pas omettre la messe conventuelle ou paroissiale correspondante à l'office du jour, n'était exécutoire qu'au cas où d'autres prêtres diraient ce jour-là la sainte messe dans l'église de Saint-Evroutl. Sa Grandeur dispensait le curé de faire venir un prêtre exprès pour exécuter cette clause.

§ II. Sauf la façade et deux belles fenêtres gothiques dont l'une, à deux menaux avec rosace en haut, se trouve au fond de la sacristie et a été fermée, l'église de Saint-Evroutl-Notre-Dame n'a aucun caractère architectural (1)

La façade est ornée de quatre piliers dont deux surtout sont énormes (2). Autrefois il y avait une grande baie au-dessus de la fenêtre qui est ouverte sur le porche ; elle prenait tout l'espace compris entre les deux piliers du milieu.

La partie qui forme le sanctuaire et le chœur est moins ancienne, du moins le mur qui longe le ravin.

Mais si notre vieille église n'est pas ou est peu intéressante au point de vue de l'art, les richesses qu'elle renferme doivent la placer parmi les plus remarquables de la contrée.

Entrons donc dans cette église pour en admirer *le trésor*.

D'abord, dans la nef, du côté de l'épître, nous trouvons la statue de saint-Evroutl. Elle est en bois et représente notre saint ayant à ses pieds un brigand dont les mains sont enchaînées. C'est le premier brigand que saint Evroutl convertit en arrivant

(1) L'église, dans toute sa longueur, mesure 33 mètres : 13 pour le sanctuaire et le chœur et 20 pour la nef. La largeur du sanctuaire et du chœur est de 6^m50 ; celle de la nef de 9^m50. La hauteur sous voûte est de 10^m50.

(2) Les piliers des extrémités ont 2^m30 d'épaisseur sur 1^m75 de largeur. Ceux du milieu qui montent jusqu'à la naissance du clocher ont également à leur base, 2^m30 de profondeur et 1^m de largeur.

dans la forêt (1). Les reliques de saint Evroult, placées au-dessous de sa statue sont : un *péroné* (os de la jambe), un *tibia* (os de la jambe) et un *fémur* (os de la cuisse). Ne passons pas sans vénérer ces précieuses et insignes reliques.

La chapelle de St-Joseph, qui se trouve au haut de la nef, est ornée d'un magnifique autel en bois, style Louis XIII ; la statue de saint Sébastien, fin Louis XIII, doit attirer notre attention. Le tableau représente la T. S. Vierge tenant sur ses genoux le corps inanimé de son divin Fils. Les meilleures figures sont celles du Christ et de Saint-Jean.

La porte du tabernacle est enrichie d'une très fine peinture sur tôle représentant l'Annonciation et dûe au pinceau si délicat de M^{me} de Maussion.

Un fragment de vieux vitrail se trouve au milieu de la grande fenêtre de cette chapelle : c'est le Père Eternel tenant un livre sur lequel repose un *Agnus Dei*.

Toujours dans la nef, mais du côté de l'évangile, faisant face à saint Evroult, nous voyons une statue en pierre de saint Clair, dont on a fait une statue de saint Denys l'aréopagiste ; mais cette substitution n'enlève rien à la valeur de la statue (2).

Du même côté, dans la chapelle de la T. S. Vierge, un autel en bois, Louis XIII, fait pendant à l'autel de la chapelle de saint Joseph. Une Vierge-Mère du XIII^e siècle, dépassant la grandeur naturelle, est admirée de tous les connaisseurs, sa hauteur est de 1^m72. Le diadème de la Vierge et le bord de son manteau sont ornés de pierres précieuses. Cette statue est en pierre. Deux autres vieilles statues de la T. S. Vierge, dont l'une est en pierre et l'autre en bois, ne sont pas sans valeur. Le tableau du milieu de l'autel représente la T. S. Vierge donnant le rosaire à saint Dominique. Je me trompe : l'abbaye de Saint-Evroult appartenait aux Bénédictins. Est-ce un religieux du monastère

(1) Voir : *Vie populaire de saint Evroult*, p. 13.

(2) Il y avait jadis sur le territoire actuel de la paroisse de Saint-Evroult-Notre-Dame une paroisse de Saint-Denys, ou tout au moins une chapelle de Saint-Denys. On voit encore, sur le bord de la route de Laigle, à deux kilomètres du bourg, près de l'ancien presbytère qui sert aujourd'hui d'étable et de remise, une pierre d'autel provenant, dit-on, de l'ancienne église. Elle mesure comme longueur 1^m85, comme largeur 0^m75 et comme épaisseur 0^m20.

C'est peut-être de cette église que nous est venue la statue de saint Denys, qui est devenue une statue de Saint-Clair.

qui a peint ce tableau ? C'est possible. En tout cas, l'artiste a préféré l'Ordre de Saint-Benoît à l'Ordre de Saint-Dominique, car nous voyons, à genoux, à droite et à gauche de la T. S. Vierge, un Bénédictin et un Dominicain. La sainte Mère de Dieu a sur son bras gauche l'Enfant Jésus ; elle tient à la main droite un rosaire qu'elle remet au Bénédictin. Saint Dominique reçoit le rosaire de l'Enfant Jésus. Le sceptre de la Vierge est moderne ; les plis de son manteau, très roulés, tombent verticalement.

Entrons dans le chœur. Nous trouvons une série de bas-reliefs en chêne ou plutôt en châtaignier. Ils sont de la Renaissance, commencement du xvi^e siècle, et représentent : 1^o la Nativité de la T. S. Vierge ; 2^o l'Annonciation ; 3^o la Naissance de Notre-Seigneur Jésus-Christ et l'Adoration des bergers ; 4^o l'Adoration des Mages ; 5^o la Circoncision, et 6^o, au-dessus du troisième panneau, le couronnement de la T. S. Vierge dans le Ciel. Le buste du Père éternel et une partie de la tête de la T. S. Vierge ont disparu. — Il faut examiner attentivement les moindres détails de ces magnifiques bas-reliefs.

Montons dans le sanctuaire. A notre droite se trouve un tableau : c'est la Transfiguration d'après Philippe de Champagne je dis : *d'après* ; je me trompe peut-être, car un connaisseur qui est un véritable artiste m'a fait observer qu'on ne savait pas où se trouvait l'original de ce tableau. Il est possible, a-t-il ajouté, que vous le possédiez, et, dans ce cas, ce seul tableau serait pour votre église un véritable trésor. — Comment se fait-il que ce tableau ne soit pas signé, ai-je répliqué. — A cette époque les artistes et en particulier Philippe de Champagne, ne signaient pas leurs œuvres, m'a répondu le très vénérable et très vénéré visiteur.

Au-dessus de la porte de la sacristie, toujours à droite, un tableau représente la mort de saint Benoît. Connaissant, par une révélation divine, le jour de sa mort, saint Benoît en avait averti saint Maur, son disciple, avant de l'envoyer en France. Le moment indiqué par Dieu étant arrivé, saint Benoît se rend dans une chapelle consacrée à saint Jean-Baptiste, et là, soutenu sur les bras de ses religieux, il reçoit le Saint Viatique, au pied de l'autel. Bientôt après il meurt en faisant une dernière prière. On voit son Âme s'envoler au Ciel sous une forme humaine que

l'artiste a essayé de *spiritualiser* ; elle est accompagnée, de chaque côté, de six cierges allumés. Le religieux qui a fait communier son supérieur si aimé de Dieu, n'a pas eu le temps de renfermer le Saint-Sacrement dans le tabernacle (1).

Le maître-autel fin du XVII^e siècle est de toute beauté. On admire surtout 1^o les quatre colonnes torsées, en chêne, avec branches de vignes, feuilles et grappes de raisin ; elles sont ornées de petits génies, d'oiseaux becquetant les grains de raisin, d'écureuils, d'insectes et de fleurs ; le tout est d'un travail achevé ; 2^o le cadre du grand tableau du milieu, vidé avec enlacement de rubans c'est un chef-d'œuvre. Un tableau et deux statues en pierre décorent l'autel. Le tableau représente sainte Marie-Madeleine retirée dans sa caverne de la *Sainte-Baume* où elle passait les jours et les nuits en prière, tantôt à genoux, tantôt couchée sur le côté, comme l'artiste l'a représentée. Les deux statues sont, à droite : saint Maur, abbé, et à gauche la T. S. Vierge, probablement Notre-Dame-du-Bois. La Mère de Dieu tient dans sa main droite une poire ou une figue ; l'Enfant Jésus, qui est sur le bras gauche de sa Mère, lui sourit gracieusement en la caressant et semble lui demander le fruit.

Au-dessus d'une seconde porte de la sacristie, à notre gauche, un tableau représente saint Charles Borromée, le grand cardinal archevêque de Milan qui s'illustra par son dévouement pendant la peste de 1576. Il est en habit de chœur, à genoux sur un prie-Dieu, ayant un livre ouvert devant lui.

Deux placards dissimulés dans l'autel renferment plusieurs châsses remplies de reliques. Ce sont : dans le placard du côté de l'épître : 1^o un très beau buste de saint Maur, abbé, fin de la Renaissance ; il contient des reliques de saint Maur, abbé, et de saint Maur, martyr ; malheureusement elles sont confondues ; 2^o un reliquaire en bois, vitré ; il contient quatre gros et longs ossements ; « l'ossement le moins long, et très endommagé à l'une des extrémités, est de saint Fortunat... Les trois autres ossements étaient conservés dans la châsse longue, plaquée de lames d'argent.... » (2) Ces reliques, conservées à l'abbaye de

(1) Voir la mort de saint Benoît dans *Les Petits Bollandistes*, T. III, p. 583. Edition de 1885.

(2) Lettre de M. l'abbé Gigan, aumônier de l'Hospice de Mortagne, ancien curé de Saint-Evrault.

Saint-Evroutl avec l'étiquette : « *Sanctorum reliquæ quorum nomina scripta sunt in libro vitæ* (1), » sont : un *tibia*, un *péroné* et un *humérus* (os du bras, depuis le coude jusqu'à l'épaule). — Le placard du côté de l'évangile renferme, dans un premier reliquaire : 1° un morceau d'un *voile* de la T. S. Vierge, et une de ses *ceintures* ; 2° un morceau de pierre du *tombeau* de la T. S. Vierge. Le reliquaire a été offert par Mgr de Ségur ; dans un second reliquaire : une *dent* de saint Evroutl ; dans un troisième reliquaire : plusieurs ossements de saint Clair, martyr ; dans un quatrième reliquaire : des ossements 1° de saint Libérat, 2° de saint Vincent, 3° de saint Amat, 4° de saint Placide, 5° de saint Constant, martyrs. Dans ce quatrième reliquaire se trouve un ossement sans étiquette. C'est une relique de l'un des cinq martyrs.

Encore dans le sanctuaire : un grand tableau, c'est saint Evroutl guérissant les malades.

De plus : deux crédences ou tables, style Louis XIV ; elles sont très appréciées des connaisseurs. Chacune de ces crédences supporte un grand reliquaire en chêne parfaitement ouvragé, style Renaissance. Ces deux reliquaires étaient pour ainsi dire perdus au fond du maître-autel quand, à la fin de l'année 1896, ils en ont été retirés en bien mauvais état, mais le ciseau exercé et délicat de M. l'abbé Vingtier, curé de Courcerault, a refait les pièces qui manquaient, les a complétées et aujourd'hui ils renferment un grand nombre de reliques parmi lesquelles se trouvent des reliques de saint Jean-Baptiste, de saint Pierre, de saint Paul, de saint André, de saint Timothée, de saint Ignace, de saint Firmin, de saint Vincent et de saint Marcel (2).

Ce qui fait surtout la richesse de l'église de Saint-Evroutl-Notre-Dame, ce sont :

1° Un Christ en ivoire d'un travail on ne peut plus remarquable. Le Christ mesure, comme hauteur, 36 cent., et comme largeur, à la poitrine, 8 cent.. La dent d'éléphant qui a servi à sculpter ce beau Christ a dû être apportée au monastère au XI^e siècle (3).

(1) Voir : Vie populaire de saint Evroutl, p. 71 et suiv.

(2) Reliques de saints dont les noms sont inscrits au *Livre de Vie*.

(3) Voir : Vie populaire de saint Evroutl, p. 70. — Note.

2° Deux châsses du XII^e ou du commencement du XIII^e siècle, en chêne, recouvertes de plaques d'argent repoussées ; l'une est ornée de colonnettes, d'arcades et de nombreuses statuettes en argent repoussé et ciselé, enrichie d'émaux et de pierres précieuses. Ces deux châsses sont assurément deux des plus beaux objets d'art que la piété et l'orfèvrerie du moyen-âge aient légués à notre pays.

§ III. — Cette vieille et « rustique église » que nous venons de visiter et dont nous avons admiré les richesses était « prête à crouler » en 1790 ; aussi, le 5 décembre de cette même année, en adressant « leurs observations à Messieurs de l'assemblée intermédiaire provinciale et à Messieurs du bureau intermédiaire de Lisieux » les officiers municipaux prirent-ils « une requête aux fins de demander l'église de l'abbaye pour en faire leur église paroissiale. »

Voici la réponse affirmative du directoire du département de l'Orne :

« Le directoire du département de l'Orne qui a, vu la requête des officiers municipaux, le Conseil général de la commune de la paroisse de Notre-Dame-du-Bois et l'avis du directoire du district de Laigle, en date du trois de ce mois, où le suppléant du procureur général, considérant que l'église... paraît suivant l'opinion public dans l'état menaçant de s'écrouler d'un instant à l'autre, et qu'il est nécessaire d'assurer les esprits jusqu'au résultat de la visite qui en sera faite, a arrêté que provisoirement jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné ; le service divin se fera pour la paroisse de N. D. D. B. dans l'église de la ci-devant abbaye de Saint-Evrault.... et qu'au surplus il sera nommé par le directoire du district de Laigle un ou deux experts à l'effet de constater l'état actuel de l'église paroissiale de Notre-Dame-du-Bois, pour sur le tout et l'avis ultérieur du district être ensuite statué définitivement par le département.

« Fait et arrêté au Directoire le huit juin 1791,

« Signé : LEVENEUR de CHANDEBOIS et DESMARES, président.

« A ce considéré, nous, officiers municipaux devant nommés nous estimons que la présente requête restera déposée au greffe

de notre municipalité pour y avoir recours, en temps et lieu, et qu'au surplus sera délivrée copie de ce que dessus au sieur Pierre Pitard, ci-devant curé de Notre-Dame-du-Bois, et actuellement curé du bourg et passe de Saint-Evrout, pour lui valloir ce que de raison.

« Arrêté à la salle des séances des officiers municipaux du bourg et paroisse de Saint-Evrout l'an mil sept cent quatre-vingt-onze, le dimanche neuf juin. »

§ IV. — On dut transporter à l'église abbatiale les ornements qui se trouvaient dans l'église de Notre-Dame-du-Bois. En tout cas, le 16 octobre 1791, on fit un inventaire des ornements, vêtements liturgiques et linges d'autel que possédait cette église.

La plupart de ces objets étaient « en très mauvais état et incapables de servir. »

Le 23 octobre 1791, on dressa un inventaire des ornements, vêtements liturgiques, vases sacrés et linges d'autel de l'église abbatiale devenue église paroissiale. Parmi ces objets, se trouvaient :

« Deux textes, Epîtres et Evangilles, garnis d'argent et vermeil,

« Deux missels, reliés en maroquin ;

« Deux calices et un Soleil en argent. » (1)

Le 21 mars 1794, les officiers municipaux et notables de la commune de Saint-Evrout se réunissent « en la ci-devant église de l'abbaye, église accordée provisoirement pour église paroissiale au lieu et place de la cidevant église de Notre-Dame-du-Bois, pour faire le répertoire de l'argenterie et cuiverie en dépendante et y renfermée et desquels le détail suit,

« Deux calices avec leurs pataines en argent, l'un desquels a été laissé provisoirement par l'administration municipale de Saint-Evrout pour le service de l'église, un soleil en argent, un

(1) Tous les ornements, vêtements liturgiques, vases sacrés et linges d'autel en assez grand nombre « détaillés dans l'inventaire sont laissés à la charge du sieur Jean Angot, trésorier actuel de ladite paroisse, lequel s'engage à sa sortie d'en rendre compte à celui qui lui succédera, et cependant ledit sieur Angot est autaurisés à faire faire les réparations aux linges et ornements quant il en sera besoin conjointement avec M. le curé, des dépenses desquelles réparations il retirera quittance, ainsi qu'à faire deux surplus pour les chantes avec les rochers des clercs, pour la sacristie. »

grand ciboire et un petit aussi en argent, quatre petits vases dans lesquels il y avait plusieurs reliquaires, deux Bras en bois, garnis en argent par chacun un bout, »

Suit le détail des croix, chandeliers, etc.

« Ledit jour et an que dessus, les maire et officiers municipaux ont de suite procédé à un nouveau repertoire des ornements et linges sacerdotaux de l'église de Saint-Evrout. »

L'an XII, le 9 vendémiaire (2 octobre 1803), le maire fait un inventaire des meubles et autres objets qui se trouvent dans l'église. Rien n'est à signaler sinon « dans le chœur, au côté droit du grand autel un bust en bois doré et une châsse en bois doré — à gauche deux autres châsses, une dorée et l'autre pinte où il y a différens reliquaires et ossemens, de plus sur le même autel, quatre chandeliers communs, sur le tabernacle un Christ en ivoire, des deux côtés dudit autel se trouvent deux tables en marbre.

Quatre tableaux représentent différens saints (1).

§ V. — Depuis longtemps l'église abbatiale était en très mauvais état, du moins dans certaines parties : la lettre du maire de Saint-Evrout annonçant au sous-préfet d'Argentan la chute de cette église, dit qu'elle « menaçait ruine en plusieurs endroits où on attendait sa chute. » Mais on ne pouvait songer à la consolider, à cette époque surtout. « Il n'aurait jamais été possible d'apporter remède » à ce mauvais état, dit encore la lettre du maire. Pourtant les officiers municipaux, en même temps qu'ils s'occupent d'assurer l'exercice du culte, « nomment et députent un commissaire pour faire les réparations qui peuvent être actuellement à faire aux vitres de l'église, pavage d'icelle, faire blanchir les linges de la sacristie, faire faire quelques réparations aux ornements qui en sont susceptibles, de faire faire les cierges nécessaires pour le service divin, et généralement tout ce qui sera utile et nécessaire à faire pour le bien et avantage de la commune, et après avoir unanimement délibéré ils nomment et

(1) L'église de Saint-Evrout-Notre-Dame ne possède qu'un seul buste : celui de saint Maur, abbé ; c'est probablement ce buste très remarquable qui est désigné dans l'inventaire. — Le Christ en ivoire et les deux tables en question doivent être le superbe Christ et les magnifiques crédences ou tables que tous les pèlerins et visiteurs admirent.

députent pour commissaire la personne du citoyen Louis Georges Lemarchand, vicaire de ce lieu et officier municipal, qui a accepté ladite commission, ce qu'il a signé, après lecture faite. Ledit commissaire est autorisé à employer jusqu'à la somme de quarante livres pour les dépenses ordinaires, et s'il arrive quelques réparations extraordinaires et qui exigent une plus grande dépense il ne pourra y pourvoir qu'après une délibération du Conseil général de la commune. »

« Le dix juin 1793, les officiers municipaux et notables de la commune de Saint-Evrout, assemblés en Conseil général, au son de la cloche et d'après les convocations en la manière accoutumée, pour délibérer sur les réparations urgentes et nécessaires à la couverture de l'église de Saint-Evrout, autorisent le citoyen Louis-Georges Lemarchand, vicaire et officier municipal de la commune, à faire faire les dites réparations et à moins de frais que faire ce pourra. »

L'église abbatiale servait toujours d'église paroissiale aux habitants de Saint-Evrout lorsque, le 11 mars 1802, à 10 heures du matin « par un temps calme, un fracas épouvantable et une forte secousse qui fit trembler les maisons, jetèrent tout à coup dans la stupeur la paisible population du bourg ; c'était l'église qui s'écroulait. Une telle catastrophe était inévitable, car, au temps de la tourmente révolutionnaire, de rapaces citoyens, guidés par une sordide avarice, avaient arraché des toitures de l'église toutes les gouttières ; ils avaient en outre déterré et enlevé les tuyaux de plomb qui drainaient le terrain humide et mouvant sur lequel était construit ce superbe monument. L'eau n'ayant plus les conduites nécessaires, s'infiltrait dans les murs, les minait, et devait causer ainsi, tôt ou tard, l'effondrement de ce magnifique édifice (1). »

§ V. — Nous venons de le voir, la perte irréparable de l'église abbatiale avait été causée, en partie du moins, par des vols fréquents. A plusieurs reprises, les officiers municipaux s'étaient préoccupés de ces vols ainsi que le prouvent les procès-verbaux de l'agent municipal et du maire (2).

(1) Vie populaire illustrée de saint Evrout, p. 57.

« (2) Aujourd'hui six thermidor, septième année de la République française une et indivisible (24 juillet 1799).

§ VI. — 1^o L'église de Notre-Dame-du-Bois était dans un bien triste état quand les habitants l'abandonnèrent, puisqu'ils reconnaissent qu'après la chute de l'église abbatiale ils « vont être obligés de faire construire une église dans le milieu du bourg », car « dans la cidevant église paroissiale ancienne dite Notre-Dame-des-Bois, ils seront aussi exposés que dans celle qui vient de tomber. »

« Nous, Jean Ledard, agent municipal de la commune de Saint-Evrout, canton de Gacé, département de l'Orne, nous sommes transportés aujourd'hui sur les viron neuf heures du matin en la ci-devant église de ladite commune sur l'avertissement qui nous en a été fait par le citoyen Tifaine, propriétaire d'une partie de la cy-devant maison de l'abbaye de Saint-Evrout aux fins de vérifier un vol fait depuis deux ou trois jours du plomb servant aux gouttières de la ditte église ainsi que de celui pris sur les propriétés dudit Tifaine, nous avons remarqué qu'en effet les gouttières dépendant de la cy devant église du côté du midi entre l'héritage du dît Tifaine ont été entièrement enlevées sans savoir comment et par qui, lesquelles peuvent se monter à trois cents livres ou viron.

« Vu quoi nous avons rédigé le présent procès-verbal pour être remis au commissaire du pouvoir exécutif près l'administration municipale du canton de Gacé, pour, par lui, être pris telle mesure qu'il jugera convenable à l'égard du délit dont est question.

« A Saint-Evrout, ledit jour, mois et an.

« LEDARD, agent. »

« Le commissaire du pouvoir exécutif qui a pris communication du présent et des faits y contenus le renvoie devant le juge de paix du canton de Gacé comme officier de police judiciaire, aux fins de prendre toutes les mesures que la loi indique pour découvrir et arrêter les auteurs du délit dont est question.

« A Gacé, le sept thermidor septième année de la République. »

« Nous, Pierre Binet, juge de paix du canton de Gacé veu le procès-verbal en haut et le réquisitoire du commissaire du pouvoir exécutif desquels il résulte qu'il s'es comie des délits en la commune de Saint-Evrout, autorisons l'agent de la commune à faire faire des perquisitions dans la commune pour découvrir les auteurs et faire poursuivre les coupables pour les faire punir aux termes des loix.

« A Gacé, ce sept messidor an sept.

« P. BINET. »

« Aujourd'hui sept thermidor an sept de la République française une et indivisible (25 juillet 1799) sur les six heures du soir, nous soussigné, agent municipal de la commune de Saint-Evrout, canton de Gacé, département de l'Orne, en vertu de l'autorisation du juge de paix dudit canton, à nous donnée d'après le réquisitoire du citoyen commissaire du directoire exécutif, assistés d'un détachement de la garde nationale, avons fait des perquisitions dans plusieurs maisons de notre commune, aux fins de parvenir à trouver les plombs servant à usage de gouttière tant sur l'église que sur la partie du bâtiment de la ci-devant abbaye dont le citoyen Tifaine est acquéreur, qui avaient été volés comme il a été constaté par notre procès-verbal en datte du six du présent annexé ; le résultat de nos recherches ayant été infructueux, nous en avons de suite dressé procès-

La raison qu'ils en donnent c'est que cette église « est située à trois ou quatre pieds de distance du chemin de Laigle à Gacé qui est d'une excavation de vingt-cinq à trente pieds » et que « de plus, la muraille de cette dite église est déjà tombée, emportée et bouchée avec des planches. »

« 2° L'église paroissiale ! que de pieux et doux souvenirs elle évoque ! N'est-ce pas là que se concentre toute la vie de la paroisse ? C'est là que sont venus prier tant de générations qui dorment, à son ombre, leur dernier sommeil ! Aussi, malgré tout, les habitants sont-ils heureux de retrouver l'église de Notre-Dame, et c'est avec joie qu'ils s'empressent de la restaurer tant bien que mal.

« L'an onze de la République française, le vingt-septième jour de germinal (17 avril 1803), les maire et Conseil général de la commune de Saint-Evrault-Notre-Dame-du-Bois adressent à l'administration de la préfecture un arrêté par lequel ils demandent à s'imposer pour une somme de douze cents francs. » Cette somme qui doit être employée, en particulier à la restauration de l'église « sera prise sur tous les contribuables de la commune au marc le franc. Les ouvrages seront alloués au rabais d'après les affiches mises en conséquence, de l'avis du Conseil de la commune ; et adjugés à des ouvriers solvables, lesquels seront tenus de fournir bonne et solvable caution et que les ouvrages seront reçus par des ouvriers experts à ce nommés ; et les fonds versés dans les termes fixés par le cahier des charges. »

L'an XI, le dix prairial (30 mai 1803), le conseil municipal de

verbal, duquel copie a été tirée pour être envoyée au citoyen juge de paix, pour telle fin qu'il appartiendra.

« LEDARD, agent. »

« L'an dix de la République française le vingt-sept prairial (19 juin 1802), nous, maire de la commune de Saint-Evrault-Notre-Dame-du-Bois, sous-signé, avons fait la visite dans la cy devant église de l'abbaye dudit lieu comme étant autorisé à cet effet par arrêté du préfet en date du vingt floréal dernier, nous avons appercu qu'il avait été emporté tout nouvellement et nuitement deux des portes et une partie du grillage, le tout en fer, qui renfermaient le chœur de la dite église, le tout peçant environ 350 à 400 livres, comme aussi il nous a été donné avis qu'il a été volé une gouttière en plomb entre une tourelle extrêmement haute dont le soussigné ignorait qu'il y en eut dans cet endroit de viron 200 à 300 livres, vu quoi nous étant transporté à la Ferté-Fresnel nous avons donné un réquisitoire aux gens d'armes pour faire des recherches et perquisitions dans la commune, ce qui a été exécuté en notre présence et de l'adjoint ou les dits gens d'armes ont trouvé des renseignements dont ils ont pris état dont du tout procès-verbal les jour et an.

« NOÉ, maire. »

la commune, dûment convoqué, vote « une somme de deux cents francs pour l'entretien de l'église et les objets nécessaires au service du culte. »

Le 27 germinal an XI (18 avril 1803), les officiers municipaux avaient demandé à s'imposer pour une somme de 1.200 francs, mais leur demande était restée sans réponse ; l'an XII, le 15 fructidor (3 septembre 1804), ils reviennent sur cette question, et, « pour subvenir aux dépenses de la succursale de Saint-Evrout, pour subvenir aux réparations de l'église, » ils prennent un nouvel arrêté conforme au précédent et ordonnent « qu'il soit adressé dans le plus bref délai aux administrations supérieures qui en doivent connaître, pour par elles être statué ce que de droit.

« L'an treize, le septième jour de thermidor, d'après les convocations faites par la mairie de la commune de Saint-Evrout, se sont assemblés les membres du conseil municipal pour délibérer sur les observations faites par M. le desservant. » Reconnaissant l'utilité des observations de M. le curé, le conseil vote une somme pour l'achat de plusieurs objets nécessaires au culte et nomme une commission chargée de faire exécuter à l'église les travaux urgents (1).

« Du quatorze thermidor, an XIII de la République (2 août 1805), se sont de nouveau assemblés les membres du conseil municipal à la maison commune, lieu ordinaire, sous la présidence du maire, d'après les invitations et convocations données par icelui, pour enfin délibérer sur les réparations et reconstructions à faire à l'église de Saint-Evrout-Notre-Dame-du-Bois,

(1) M. le desservant présente des observations, desquelles la teneur suit, qu'il réclame la somme de : 1°. 2°. 3°. 4° une somme de quatre-vingt francs pour subvenir aux besoins d'ornements, linges, calices et tout ce qui est nécessaire à la décoration de l'église les plus urgentes, laquelle somme sera payée annuellement et répartie en centimes additionnelles au marc le franc des contributions personnelles et mobilières, et sur la contribution foncière sur tous les biens imposés dans la commune sans exception quelconque. 5° pour la réparation urgente à faire maintenant à ladite église vu l'écroulement de laquelle elle menace, il a été arrêté que pour former la commission relative à l'estimation et devis concernant les réparations et reconstruction à faire à ladite église, il a été arrêté que les sieurs Pierre-Baptiste Vattier et Louis Morin s'adjoindront au maire et à M. le desservant, lesquels seront autorisés à convenir des gens de l'art et de les nommer aux fins de faire les devis et estimation des dites reconstructions et réparations, pour ensuite et d'après le procès-verbal estimatif être procédé à l'adjudication au rabais des dites réparations. »

lesquelles sont mentionnées dans le procès-verbal de devis ci-joint (1), fait par les sieurs Antoine Bodet, maître charpentier et Jean Vivier, maître maçon, tous deux domiciliés en la ville de Laigle, nommés et choisis comme experts et gens de l'art par la commission établie par l'arrêté du conseil municipal en date du sept courant, conformément à l'arrêté de M. le préfet du huit messidor dernier, lesquelles réparations et reconstructions se montent par ledit procès-verbal de devis en date du neuf de ce mois à la somme de deux mille quatre-vingt-dix-neuf francs trente-cinq centimes. »

Le 15 mai de l'année 1812, le conseil municipal s'occupe de nouveau des besoins de l'église et prend l'engagement de venir au secours de la Fabrique si les ressources de cet établissement sont insuffisantes (2).

(A suivre).

H.-G. CHENU

Curé de Saint-Evrault-Notre-Dame.

(1) Nous n'avons pas trouvé ce devis sur les registres de la municipalité.

« (2) Le Conseil n'ayant point reçu l'extrait de la délibération de Messieurs les administrateurs de la fabrique, on ne connaît la situation des ressources de cet établissement, pourquoi on n'a pu faire signer sur le budget de mil huit cent-treize aucuns fonds pour les besoins de l'église..... sauf néanmoins à y pourvoir ultérieurement si les revenus de la fabrique sont jugés insuffisants. »

HISTOIRE DE LA PAROISSE

DE NOTRE-DAME-DE-BARVILLE

ORIGINE DE LA PAROISSE

Résolu d'écrire pour l'utilité de mes paroissiens l'histoire de Barville, je me trouvai arrêté tout d'abord par la question de l'origine de cette paroisse. Les traditions locales, les registres de l'église et les papiers de famille étant absolument muets sur cette question, je m'adressai à M. l'abbé Girard, alors secrétaire général de l'évêché de Séez, et le priai de consulter à cet égard le « Pouillé » (1) du diocèse.

Voici ce que me répondit peu après, en son nom et place, M. l'abbé Blin, aumônier de la Miséricorde :

« On ne peut dire aujourd'hui, d'une manière précise, à quelle époque Barville a formé une paroisse séparée. Ce qui semble certain, c'est qu'elle a toujours fait partie du diocèse de Séez. — En 1131, Jean, évêque de Séez, qui venait de faire ses chanoines réguliers, de séculiers qu'ils étaient auparavant, nous donne dans une longue Charte, pleine d'intérêt, l'énumération des églises et des chapelles qui dépendaient alors du chapitre. Il cite, entre autres, « *ecclesiam de Mesnillo Guidonis et capellam de Barvilla* : l'église de Mesnil-Guyon et la Chapelle de Barville. »

Le pape Innocent III, à qui le chapitre avait demandé la confirmation de tous ses biens, déclare en 1199 qu'il met sous la protection du Saint-Siège les églises suivantes, appartenant au chapitre de Séez : « *In pago Bellismensi, ecclesiam sancti Juliani*

(1) Ce nom vient, paraît-il, du mot *pulsare*, pousser, feuilleter, tourner les feuillets, mais beaucoup plus probablement du mot grec Polybiblion : *Livres nombreux*, c'est-à-dire Recueil de chartes. Ce registre contient l'état de tous les bénéfices du diocèse de Séez, les noms de leurs présentateurs et de leurs titulaires.

de Merula, ecclesiam de Barvilla : l'église de Saint-Julien-du-Mesle, l'église de Barville. . . .

Voilà donc une paroisse décidément formée à la fin du ^{xii}^e siècle. (En 1131, en effet, on dit *chapelle* ; et, en 1199, *église* de Barville). — Mais de quelle paroisse dépendait-elle auparavant ? C'est ce qu'il n'est pas facile de savoir. La difficulté d'accéder, en hiver, à l'église-mère, aura porté le seigneur et les habitants de Barville à bâtir chez eux d'abord une chapelle, puis une église. »

Cette conjecture paraît d'autant plus vraisemblable que, d'après une notice de M. Alexandre-Jacques-Marie-Clément de Blavette écrite en 1830, l'église de Barville est bâtie dans la cour même des anciens seigneurs de ce nom. Avant cette époque, les habitants de Barville, sans doute peu nombreux, pouvaient aisément se rendre aux églises de Blèves et de Saint-Julien, qui sont très rapprochées de Barville.

Le « pouillé » de Séez, ajoute M. l'abbé Blin, contient la liste de vos curés, ou plutôt des vicaires du chapitre, de 1465 à 1776. Ils étaient d'abord nommés à la présentation du prieur et du chapitre de Séez ; mais, à partir de 1547, l'évêque seul les nomma *de plein droit*. »

NOM DE LA PAROISSE

Ce lieu n'a jamais porté d'autre nom que celui de Barville, soit dans les actes notariés, soit dans les registres de l'église.

Mais d'où lui vient ce nom ? Il est presque certain que c'était celui du seigneur de l'endroit. On sait d'ailleurs qu'un sire de Barville, ayant suivi Guillaume le Conquérant en Angleterre, donna son nom au fief qu'il avait reçu de ce monarque en récompense de ses services.

On peut en conclure sans hésiter que notre paroisse dût son nom au sire « de Barville », comme Le Mesle-sur-Sarthe dut le sien à la famille du Merle, *de Merulâ*, et à sa situation sur la rivière de Sarthe ; comme Blèves, autrefois toujours appelé « Bleuves », dût le sien à une famille « de Bleuve » dont plusieurs membres sont connus : Françoise de Bleuve, fille de Thomas de Bleuve, fut baptisée à Barville le 1^{er} novembre 1632 ; François de Bleuve, fils de Thomas de Bleuve, épousa Marie

Auvray le 16 novembre 1646 ; François de Bleuve de la Berrurie fut inhumé le 1^{er} février 1677 ; Roullée également dût son nom à une famille de ce nom, car Elisabeth Roullée, originaire de la paroisse de Roullée, fut marraine à Barville le 3 mars 1774, et actuellement il y a encore des « Roullée » à Buré.

J'en pourrais dire autant de Blavette, jadis second et maintenant unique château de Barville. Il prit le nom de son propriétaire. Nous en trouvons la preuve dans un contrat rédigé en 1280, en latin et en français, par lequel « Jean de Blavette vend au chapitre de la cathédrale de Séez une partie de la rente du moulin de Barville. Les propriétaires actuels du château, qui ne sont pas de l'ancienne famille, sont appelés aussi, il est vrai, communément « de Blavette » ; mais, dans tous les actes notariés, ils portent leur vrai nom : « Clément » de Blavette. Plusieurs villages de la paroisse tirent de même leurs noms de ceux qui les habitaient : *La Guilloisière*, des « Guillois » toujours nombreux à Barville ; *La Patardière*, de « Patard » qu'on retrouve un peu partout ; *La Berrurie*, des « Le Berrurier ». Le 14 octobre 1502, Jean Le Berrurier cédait à Philippe de Blavette, seigneur du lieu, sa part dans le moulin de Barville ; *La Pilonnière* doit aussi son nom à une famille Pilon.

En 1793, enfin, nous trouvons sur les registres de la municipalité de Barville : Guillaume Sénau, ou Sénault, dont la famille a donné son nom au hameau du *Bourg-Sénault*.

Après avoir fixé autant qu'il est possible, l'origine de la paroisse, occupons-nous de l'antiquité des villages qui la composent.

Le Bourg, siège de la seigneurie de Barville, existait dès le commencement du XI^e siècle, puisqu'un seigneur de Barville, accompagna en 1066 Guillaume le Conquérant, dans son expédition en Angleterre.

Blavette existait au XII^e siècle. « En effet, dit l'abbé Fret, tous les écussons où se trouve une croix quelconque sont une preuve irréfragable que le chef de la maison fit partie d'une des expéditions de la Terre-Sainte. » Or, les armes des seigneurs de Blavette étaient « d'or au sautoir, ou croix de Saint-André d'azur ».

Saint-Blaise était le siège de la Maladrerie, ou hospice des lépreux, et comme la lèpre nous était venue d'Orient à la suite

des Croisades qui remontent aux ^xⁱ, ^{xii}^e et ^{xiii}^e siècles, de 1096 à 1291, elle devait exister dès cette époque.

La Couvrie, qui touche presque Saint-Blaise, devait alors aussi exister ; mais l'indicateur des titres du Domaine de Blavette n'en fait mention qu'en 1532.

Le Pont-de-Pierre, voisin de Blèves, remonte également à une époque très éloignée ; mais on ne le trouve cité qu'en 1611, à propos d'une acquisition faite par Louise de Blavette.

Botrel est mentionné dans l'indicateur susdit en 1349, *La Chevillardière* en 1366, *La Patardière* en 1459.

Le Defais, auquel les comptes de fabrique pour l'année 1500 et suivantes donnent le nom de seigneurie, devait exister longtemps auparavant ; mais les titres indiquant son existence antérieure ont disparu.

Sont nommés dans le même compte : La Morrelière, la Hanterie, la Poussetière, la Croix, Froid-Chastel, la Pillonnière (1). la Gonyère, la Foucherie, la Hardangère, la Guilloisière.

On rencontre sur divers titres : La Berrurie, en 1502; Frébourg, en 1503; la Bougonnière, en 1509; les Brosses, en 1509; la Breterie, en 1509; la Sauvaigère, en 1581; la Bigottière, en 1581; les Briffaudières, en 1581; la Falaizière, en 1653.

SITE, LIMITES, APERÇU GÉOGRAPHIQUE.

Barville faisait partie autrefois, au point de vue civil, de la province du Perche, généralité d'Alençon, élection de Mortagne, canton de la Perrière, et au point de vue ecclésiastique, il dépendait de l'archidiaconé de Bellême, diocèse de Séez, province de Normandie.

De 1790 à 1800, il fit partie du canton de Coulimier. — Et depuis 1800, il appartient au canton de Pervençères, arrondissement de Mortagne, département de l'Orne, pour le civil; et pour le gouvernement ecclésiastique il fait partie de l'archidiaconé du Perche, au diocèse de Séez.

(1) On lit sur le compte de 1500 :

Reçu de Jehan de Blavette de la Pilonnière pour son hébergement et appartenances, qui fut à feu *Colin Pillon*, 13 s. 4 d. Voilà bien le fondateur, ou du moins un descendant du fondateur de ce village, existant au ^{xiv}^e siècle.

Le 30 septembre 1821, le conseil municipal de Barville, consulté, donna un avis défavorable à la translation du chef-lieu de canton « de Pervenchères au Pin-la-Garenne » parce que cette dernière commune est absolument à l'extrémité du canton.

« Si, dit-il, le gouvernement décidait, ce qui n'est pas présumable, une translation de ce chef-lieu de canton, le conseil est d'avis qu'elle devrait se faire au bourg du Carre, commune de Saint-Julien-sur-Sarthe, qui est la plus peuplée de tout le canton :

1° Parce qu'un très fort marché se tient au Mesle-sur-Sarthe, lequel profite également au Carre, et que ce marché est fréquenté par la plupart des habitants du canton de Pervenchères; 2° Parce que la brigade de gendarmerie à cheval, destinée à la résidence du Mesle, loge au Carre-en-Saint-Julien, dont elle a la surveillance, ainsi que celle de Saint-Quentin, Viday et Barville; 3° parce qu'on y trouverait, plus facilement qu'au Pin, un local convenable pour le tirage au sort et pour l'audience du juge de paix, qui déjà s'y tient depuis quatre ans les jours de marché, indépendamment de celle qu'il donne tous les mardis à Pervenchères; 4° parce que les malles-poste de Paris à Brest passent régulièrement au Carre trois fois la semaine; ce qui est une grande considération pour la promptitude de la correspondance entre le juge de paix et le procureur du roi, etc. »

Le 23 juin 1839, le même conseil consulté de nouveau, donna encore un avis défavorable au transfert du chef-lieu de canton « de Pervenchères à Saint-Jouin-de-Blavault. Mais, il semble inutile d'exposer ici les raisons mises en avant, la principale étant son trop grand éloignement de Barville.

Cette dernière commune se trouve sur le chemin de grande communication de Mamers à Gacé, à 9 kilomètres de Pervenchères et à 16 de Mamers et de Mortagne. Elle est bornée au Nord par Saint-Léger-sur-Sarthe, à l'Est par Saint-Julien-sur-Sarthe, au Midi par Viday, Pervenchères, Les Aulneaux, Blèves, et à l'Ouest par Roullée. Elle est séparée de Viday, Pervenchères et les Aulneaux par le ruisseau d'Autrèche, dans lequel se jette celui de La Planche au sortir du pont Rigou; de Blèves et de Roullée, par la Pervenche; de Saint-Léger-sur-Sarthe, par la rivière de Sarthe; et de Saint-Julien-sur-Sarthe,

par un chemin d'exploitation qui va de la prairie de Pesnel à l'Ormeau-de-la-Garde, suit la route du Mesle à Mamers jusqu'à la Mare-au-Bugle, passe derrière les Brosses, le Bourg-Senaux, les Gatines, La Planche, et rejoint la route de Viday à Barville au Gué d'Autrèche.

Elle est traversée par quatre ruisseaux : celui de Montgoubert ou du Petit-Moulin, qui passe à la Mare-au-Bugle, aux Prés-Moreau, au Pontflot et va se jeter dans la fausse rivière du moulin de Blavette ; celui de la Rue-au-Coq qui prend sa source à la mare de la Poussetière, passe à la Patardière, à la Pilonnière, à la Guilloisière, à Botrel, et va se jeter au même endroit que le précédent ; celui du Champ-Martin, qui prend sa source à la Herdangère, passe à la Bougonnière, longe la Sauvagère et va rejoindre la rivière d'Autrèche ; celui du Jariot, qui passe à Saint-Blaise, à la Noë de Blèves, et va se jeter dans la Pervenche.

Ainsi déterminée, la commune présente assez exactement la forme d'un losange, dont les angles font face aux quatre points cardinaux. Sa plus grande longueur, de l'Est à l'Ouest, est de 4.500 mètres ; sa largeur, du Nord au Sud, n'est que de 3.400 mètres ; et son circuit, d'environ 13.000 mètres ou 3 lieues et 1 kilomètre. Sa contenance est exactement de 753 hectares.

Le sol de Barville est formé de terre franche, où domine l'argile ; d'où il résulte que, dans les grandes pluies, l'eau couvre promptement la terre et nuit sensiblement à la croissance des récoltes. Les herbages y sont très fertiles et très abondants ; on s'y livre avec succès et profit à l'élevage des bestiaux et à l'engraissement des bœufs et des vaches.

Autrefois on y cultivait beaucoup de chanvre, dont le produit était extrêmement rémunérateur. Mais la concurrence étrangère ayant par trop fait baisser les prix, on s'est vu dans la triste nécessité de renoncer presque entièrement à cette culture.

Sous le rapport des fruits à cidre, la contrée des Gastines est de qualité supérieure. Le reste du territoire produit des cidres bons aussi, mais qui deviennent souvent un peu durs. Quant aux poirés, ils sont très estimés, tant pour leur force alcoolique que pour la finesse de leur parfum.

Ajoutons que les beurres, grâce à la qualité des pâturages, sont, et à Paris et en province, presque aussi prisés que tous ceux de la vallée d'Auge et d'Isigny.

Le sol de Barville est très divisé. Mais les propriétés sont séparées l'une de l'autre ; non par des haies, mais par de simples pierres servant de bornes.

Barville est à 2° de longitude Ouest et à 48° 29' de latitude Nord ; son altitude est de 150 mètres au-dessus du niveau de la mer.

(A suivre)

Abbé LEPRINCE

NOTICE

HISTORIQUE, GÉOGRAPHIQUE, STATISTIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE

SUR LA COMMUNE DE CANAPVILLE

I

Anciennement : Quenapvilla, Canapevilla ; puis Canapville-Saint-Aubin, pour le distinguer d'un autre Canapville également situé sur la Touques, mais qui faisait partie de l'archidiaconé de Pont-Audemer, doyenné de Touques. (1)

La commune de Canapville est située dans la partie Nord-Est du canton de Vimoutiers. Son territoire, qui forme une avancée profonde dans le département du Calvados, est circonscrit par les communes d'Avernes-Saint-Gourgon, Pontchardon et Vimoutiers (Orne), Lisores, Moutiers-Hubert et Meulles (Calvados).

Les principaux lieux habités sont : La Banque, Beaulévêque, Le Bocage, Les Boserais, Le Bourg, Campigni, La Cour-Cocu, Le Glatiné, Le Hameau-des-Vèques, Les Manis, Le Moulin-de-Belleile, Les Patis et La Roussière.

La plus grande longueur de la commune de l'Est à l'Ouest, prise du Bois-de-Meulles au hameau de la Banque, est de 3.300 mètres ; sa plus grande largeur du Sud au Nord, prise du ruisseau de Beaulévêque au hameau des Patis, est de 2.500 mètres.

Son sol est varié : La partie occidentale nous présente une vaste plaine en partie couverte de champs en culture, qu'envahissent chaque année des herbages de nouvelle création ; puis, çà et là, des hameaux et des fermes dont les vastes cours sont plantées d'arbres fruitiers souvent alignés en quinconce.

(1) De Formeville : Histoire de l'ancien évêché de Lisieux.

En descendant dans la vallée, l'aspect change tout à coup : la Touques, en se dirigeant du Sud au Nord, laisse sur sa rive gauche un côté d'une grande déclivité, trouée à différents endroits par de profonds vallons qui débouchent dans la vallée principale. Rien n'est plus pittoresque qu'une partie de cette côte aride, formée d'épaisses masses calcaires, dont les blancs rochers taillés à pic ont été entamés par la main de l'homme qui s'en est servi pour ses constructions. La rive opposée est moins montueuse, ses flancs plus arrondis se prêtent mieux à la culture et les pâturages y sont de meilleure qualité : Les hauteurs sont couronnées par quelques taillis, parsemés d'arbres de haute futaie.

II

La commune de Canapville appartient à deux bassins différents : la Touques et la Vie ; mais pour une bien faible partie à cette dernière.

La Touques prend sa source à Champ-Haut, sous une butte de 321½ mètres d'altitude qui domine la contrée environnante. Après avoir arrosé plusieurs localités, elle arrive sur le territoire qui nous occupe, où son parcours est d'environ 2.600 mètres, dont plus de 500 sont communs avec Avernès-Saint-Gourgon ; puis elle entre ensuite dans le département du Calvados, traverse Lisieux et Pont-Lévêque ; après un cours de 128 kilomètres, dont 28 pour l'Orne, elle se jette dans la Manche entre Deauville et Trouville-sur-Mer.

A Canapville, la Touques, qui a déjà une certaine importance, serpente au milieu de vertes prairies, quelquefois à l'ombre des hauts peupliers et des cépées d'aunes. Elle reçoit :

1° (rive-gauche), le ruisseau de Beaulevêque (1.400 mètres), venant du village de ce nom.

2° (rive droite), la rivière d'Avernès (4.200 mètres), prenant sa source principale dans la commune de ce nom, au hameau du Bourgel, qui est grossie à sa droite par le ruisseau de Pouillouse, dont la source intermittente se trouve sous les vastes campagnes qui suivent celles de Bonneval. 2° Du ruisseau de Bonnette (1.800 mètres), prenant sa source sous la ferme de la Menardière.

3° (rive droite), le ruisseau du Bois-Mille, qui sourd dans le bois de ce nom, commune de Meulles (Calvados).

III

La superficie de la commune de Canapville est de 822 hectares qui se divisaient de la manière suivante en 1829, époque de l'opération cadastrale :

Labours, 366 hectares ; prés, 29 hectares ; pâtures, 119 hectares ; jardins, 6 hectares ; vergers, 163 hectares ; taillis et futaies, 67 hectares ; routes et chemins, 20 hectares ; rivières, 3 hectares. Le surplus du territoire était occupé par des pépinières, les maisons, le cimetière, etc.

Il y avait à la même époque 171 maisons et 4 moulins. Le revenu imposable était de 23.609 francs.

L'an IX de la République, la commune de Canapville était imposée de la manière suivante : Foncière, 6.846 fr. 52 ; personnelle-mobilière, 624 fr. 66 ; portes et fenêtres, 360 fr. 56 ; patentes, 312 fr. 90 ; total, 8.144 fr. 60 centimes.

Le principal des quatre contributions directes pour l'année 1897, se monte à la somme de 5.713 francs qui se subdivisent de la manière suivante :

Propriété bâtie.....	467 fr.
Foncière.....	3.848 »
Personnelle-Mobilière.....	633 »
Portes et fenêtres... ..	840 »
Patentes... ..	348 »
Total.....	<u>6.136 fr.</u>

Le montant total des rôles se monte à la somme de 6.136 fr.

Comme dans la plupart des communes rurales de la contrée, la population a beaucoup diminué à Canapville. Ainsi en 1806 on y comptait 610 habitants ; le recensement officiel de 1891 n'en trouve plus que 414, c'est donc une diminution de 196 habitants dans l'espace de 85 ans, ou environ 32 0/0. En divisant le chiffre de la superficie par celui de la population, nous obtiendrons la densité de cette dernière, soit environ 2 hectares par habitant, ou 56 habitants par kilomètre carré ou 100 hectares.

Canapville est bien pourvu de voies de communication ; c'est 1° le chemin de grande communication n° 33 de Gacé à Lisieux, qui en suivant le cours de la Touques traverse la commune du Sud au Nord ; 2° le chemin de grande communication n° 15 de Javron à Orbec, qui traverse la vallée de la Touques.

La commune de Canapville est desservie par un des facteurs du bureau de poste de Ticheville.

Le percepteur de Vimoutiers perçoit les contributions directes de Canapville.

La distance aux chefs-lieux est : de canton, 8 kilomètres ; d'arrondissement, 40 kilomètres ; de département, 66 kilomètres.

IV

Sous l'ancien régime, nos paroisses rurales étaient administrées par leurs principaux habitants, qui élisaient un syndic pour les représenter au sujet des intérêts de la communauté. Les fonctions de ces magistrats devaient avoir une certaine analogie avec celle de nos maires actuels ; sauf, toutefois, les actes de l'état civil qui étaient rédigés par les curés.

La perception des impôts se faisait par des collecteurs ; sorte de délégués nommés par les taillables. Ceux-ci étaient contraints solidairement faute d'avoir nommé des *Asséeurs et Collecteurs*.

Mais puisque nous venons de parler de la taille, nous devons dire qu'il y avait encore ses accessoires et la capitation. Ces trois sortes d'impôts se montant presque aux deux tiers de la charge générale, étaient entièrement supportés par les roturiers. Venaient ensuite les vingtièmes (premier et second vingtième, quatre sols pour livre du premier vingtième,) que l'on peut évaluer à la sixième partie des impositions générales. Les vingtièmes étaient payés par les trois classes de la société. Il y avait en plus la capitation des non taillables, la corvée, les impositions en plus pour frais d'assiette, dont les collecteurs ne touchaient que la modique somme des six deniers pour livre.

A l'époque de la Révolution française, la paroisse de Canapville faisait partie de la généralité d'Alençon ; élection de Lisieux

pour l'administration et les finances ; pour la justice elle dépendait du baillage et de la vicomté d'Orbec. (1)

Lors de la division de la France en départements, elle fit partie du district de Laigle et du canton du Sap (2), mais vers 1800, le district de Laigle et le canton du Sap furent supprimés, les municipalités dont ils étaient composés vinrent donc à faire partie de d'autres circonscriptions ; Canapville fut alors uni au canton de Vimoutiers, dont il a toujours dépendu depuis.

Dès le commencement de l'année 1790, les syndics furent remplacés par des maires pour administrer nos communes rurales que l'on nommait alors municipalités, mais comme cette organisation ne fut définitivement constituée telle qu'elle existe actuellement qu'en floréal an VIII ; nous ne donnerons par conséquent la liste des maires de Canapville qu'à partir de cette époque (mai 1800).

1800 à 1820 : Joselle (Jean-Baptiste).

1820 à 1830 : Rosey (Jean-Baptiste).

1830 à 1838 : Lambert (Nicolas).

1838 à 1865 : Dumont (Germain-François), dit Belcour.

1865 à 1870 : Vigan (Pierre-François).

1870 à 1887 : Dumont (Pierre).

1887 à : Vigan (Louis-Ferdinand).

V

Avant la constitution civile du clergé, qui fut décrétée le 12 juillet 1790, la paroisse de Canapville faisait partie du diocèse de Lisieux, archidiaconé de Gacé, doyenné de Vimoutiers (3).

Les pouillés de l'ancien diocèse de Lisieux ne nous donnent pas la taxe des décimes.

L'évêque de Lisieux, comme patron de la paroisse, nommait à la cure qui était un bénéfice de 550 livres vers 1760 (4).

Nous n'avons pu découvrir quel seigneur donna le patronage

(1) Notice sur la ville d'Orbec, publiée par l'abbé Ledien, curé de Coulmer, d'après un manuscrit de Jobey.

(2) Vaugeois : Histoire de Laigle.

(3) H. de Formeville. Histoire de l'ancien évêché-comté de Lisieux.

(4) *Idem.*

de l'église de Canapville aux évêques de Lisieux, mais nous croyons que cette donation leur fut faite par la famille de Rupierre dont un des membres fut évêque de ce diocèse de 1193 à 1201 (1).

Un tiers de la dîme avait été aumôné au chapitre de Lisieux, un autre tiers fut donné en 1250 par Jean de Rupierre, chevalier au couvent de Sainte-Barbe-en-Auge. Le curé jouissait du surplus (2).

Suivant une autre version du même auteur, le prieuré de Sainte-Barbe avait eu les deux tiers de dîmes, mais chargé de donner un maître pour l'instruction des enfants de la paroisse.

Grâce aux insinuations de l'ancien diocèse de Lisieux, nous pouvons donner la liste qui suit des curés de Canapville :

1695. — Cantel (Noël). Le 14 février 1595, vu l'attestation du sieur Cantel, prêtre, curé de Canapville et doyen de Vimoutiers, dispense de bans, etc.

1721. — De Louis (Claude). Le 4 avril 1721, la nomination à la cure de Saint-Aubin-de-Canapville, appartenant au seigneur évêque de Lisieux, celui-ci comme au dit bénéfice vacant par la mort de messire Noël Cantel, prêtre, dernier titulaire, la personne de messire Claude de Louis, prêtre, en sa qualité de gradué.

Le 16 avril 1721, le dit sieur de Louis prend possession de la dite cure de Canapville, en présence de M^e Nicolas Leguay, prêtre desservant ledit bénéfice ; messire Claude de Nollent, seigneur honoraire de la dite paroisse ; François de Nollent, écuyer, sieur des Aunez ; M^e Guillaume Dubosc, acolyte ; Charles Hardy, écuyer ; tous demeurant en la dite paroisse de Canapville.

1721. — Jéhénne (Michel). Le 21 juin 1721, la nomination à la cure de Saint-Aubin-de-Canapville, appartenant au seigneur évêque de Lisieux. Sa Grandeur nomme au dit bénéfice, vacant par la mort de messire Claude de Louis, prêtre, dernier titulaire, la personne de messire Michel Jéhénne, prêtre de ce diocèse.

Le 10 juillet 1721, le dit sieur Jéhénne prend possession de la dite cure de Canapville en présence de messire René Lehout,

(1) *Ibidem.*

(2) La Chesnaye-des-Bois : *Dictionnaire de la noblesse.*

prêtre desservant la dite paroisse ; messire Guillaume Dubosc, acolyte ; messire François de Nollent, écuyer, sieur de Saint-Aubin, et plusieurs autres témoins de la dite paroisse.

1727. — Couture (Guillaume). Le 9 avril 1727, la nomination à la cure de Saint-Aubin-de-Canapville, appartenant au seigneur évêque de Lisieux. Sa Grandeur nomme à cette cure, vacante par la mort de messire Michel Jéhenne, dernier titulaire, la personne de messire Guillaume Couture, prêtre, curé de Livet-sur-Authou.

Le 29 avril 1727, le dit sieur Couture prend possession du dit bénéfice, en présence de messire Jean Loutreul, prêtre, curé de Ticheville ; messire Pierre-Paul Burget, curé de Saint-Martin-de-Pontchardon ; messire Olivier Sauvey, curé de Saint-Georges-de-Pontchardon ; messire Pierre Morand, prêtre, curé de Livarot, et autres témoins.

1762. — Fajole (Jean-Baptiste de). Le 25 juillet 1762, la nomination à la cure de Saint-Aubin-de-Canapville, appartenant au seigneur évêque de Lisieux. Sa Grandeur nomme au dit bénéfice, vacant par la mort de messire Guillaume Couture, dernier titulaire, décédé dans le présent mois réservé aux gradués, la personne de messire Jean-Baptiste de Fajole, prêtre du diocèse de Rodez, maistre ès-arts et bachelier en théologie de l'Université de Paris.

Le 25 août 1762, le dit sieur de Fajole, actuellement en licence en la maison de Sorbonne, demeurant à Paris, au séminaire de la Sainte-Famille et représenté par messire André-Etienne Silvy, prêtre, supérieur du séminaire de Notre-Dame, de Lisieux et pourvu de la cure de Notre-Dame-des-Prés, prend possession de la cure de Canapville, en présence de messire Jean Leroy, prêtre, professeur de théologie au séminaire de Notre-Dame, de Lisieux, et autres témoins.

1765. — Silvy (André-Etienne), prêtre, curé de Notre-Dame-des-Prés, y demeurant, et depuis pourvu de la cure de Saint-Aubin-de-Canapville, remet purement et simplement le dit bénéfice de Canapville entre les mains du seigneur évêque de Lisieux, qui en est le patron ordinaire.

1765. — Champelle (Pierre-Philippe). Le 29 août 1765, Sa Grandeur, l'évêque de Lisieux, nomme à la cure de Saint-Aubin-

de-Canapville, la personne de Pierre-Philippe Champelle, prêtre du diocèse d'Auxerre, vicaire de Saint-Pierre-de-Mailloc.

Le 29 août 1765, le sieur Champelle prend possession de la cure de Canapville, en présence de messire Adrien-Charles de Nollet de Malvoue, curé de Saint-Cyr-des-Roncerès ; messire Jean Montoure, curé de Saint-Pierre-de-Mailloc ; messire Philippe-Charles de Philippes, chevalier, seigneur de Beaumont et de Fissefont, demeurant à Saint-Martin-de-Mailloc, et plusieurs autres témoins.

1778. — Salerne (François). Le 3 novembre 1778, messire Pierre-Philippe Champelle, prêtre, curé de Saint-Aubin-de-Canapville et, depuis, pourvu de la cure de Saint-Pierre-de-Courson, demeurant en son manoir de Canapville, donne sa procuration pour résigner la cure du dit lieu de Canapville entre les mains du seigneur évêque de Lisieux, auquel il appartient d'y pourvoir.

Le même jour Sa Grandeur nomme au dit bénéfice, ainsi vacant, la personne de messire François Salerne, prêtre du diocèse de Lisieux.

Le 12 août 1779, le dit sieur Salerne prend possession de la cure de Canapville.

1782. — Vattier (Jacques). Le 21 février 1782, la nomination à la cure de Saint-Aubin-de-Canapville, appartenant au seigneur évêque de Lisieux, Sa Grandeur nomme à ce bénéfice, vacant par la mort de messire François Salerne, dernier titulaire, la personne de messire Jacques Vattier, prêtre, curé de Ménil-Hubert.

Le 12 juillet 1782, le dit sieur Vattier résigne purement et simplement la cure de Canapville entre les mains de Monseigneur l'évêque de Lisieux.

1782. — Lefebvre (Nicolas). Le 15 juillet 1782, le seigneur évêque de Lisieux, nomme à la cure de Canapville, la personne de messire Nicolas Lefebvre, prêtre, originaire de Saint-Germain-de-Lisieux.

Le 7 août 1782, le dit sieur Lefebvre prend possession de la cure de Canapville en présence de messire Jean Montoure, prêtre desservant la dite paroisse et autres témoins.

1783. — Vallet (Jacques-Pierre-Jean). Le 7 août 1783, messire Nicolas Lefebvre, prêtre, curé de Canapville et de Notre-Dame-

de-Barville, se trouvant cejourd'hui au château des Loges, remet purement et simplement la cure de Canapville entre les mains du seigneur évêque de Lisieux, pour qu'il y soit par lui pourvu.

Le même jour, Sa Grandeur nomme au dit bénéfice la personne de Jacques-Pierre-Jean Vallet, originaire de Bonneval.

Le 13 août 1783, le sieur Vallet prend possession de la cure de Canapville, en présence de M. Thomas-Just Poulard, curé de la Brévière, demeurant à Rouen ; M. Pierre Sorel, curé de Bonneval ; M. Jean-François Naudin, curé de la Goulafrière ; M. Jean Montoure, prêtre, vicaire de Canapville ; et François Cucu, demeurant au dit lieu de Canapville.

Au moment de la Révolution, M. Vallet ayant refusé de prêter serment, il fut emprisonné plusieurs fois ; mais après le Concordat, l'évêque de Sées lui rendit sa paroisse de Canapville, où il mourut en 1821 (1).

Desservants depuis le Concordat :

1803 à 1821 : Vallet (Jacques-Pierre-Jean).

1821 à 1824 : Gire.

1824 à 1828 : Couteau.

1828 à 1876 : Leviel-Prairie (Julien), né à Beauchêne le
8 octobre 1793, décédé curé de Canapville,
le 10 avril 1876.

1876 à 1880 : Alleaume.

1880 à 1889 : Morin.

1889 à : Geslain.

Avant la Révolution française il y avait à Canapville une chapelle dédiée à saints Valentin et Valentinien ; bénéfice simple estimé à 90 livres en 1760 (2).

L'évêque de Lisieux avait le patronage de cette chapelle, située au côté gauche du chœur de l'église de Canapville ; elle était complètement en ruines en 1717, quand messire Pierre Fouet en prit possession, laquelle se fit : « par le toucher des « anciennes murailles et vestiges d'icelle chapelle, à présent

(1) L'abbé Vallet ne sortit de la maison de Bicêtre à Alençon, où il était détenu qu'en messidor, an VIII. (Archives municipales de la commune de Saint-Aubin-de-Bonneval.

(2) De Formeville : Histoire de l'ancien évêché-comté de Lisieux.

« toute en ruine, et la prière faite à genoux sur l'emplacement. »

Les titulaires de ce bénéfice furent au XVIII^e siècle :

1692 à 1717, Legrand (Jean).

1717 à 1766, Fouet (Pierre).

1766 à 1774, De Manent de Montault (Joseph-Aymar).

1784 à 1787, De Copin de Miribel (Michel).

1787 à 1789, Morel (Pierre).

1789 à 1791, Jumel (Jean-Baptiste-François). (1)

VI

Dès la fin du XI^e siècle, la seigneurie de Canapville appartenait à l'illustre famille de Rupierre, dont un des membres avait accompagné en 1066 Guillaume, duc de Normandie, à la conquête de l'Angleterre (2). Ils portaient : *D'azur à trois pals d'or*.

Le premier seigneur de Canapville que nous connaissions, est :

I. Roger de Rupierre, premier du nom, seigneur du château de Rupierre, de la Lecraye, Granval, Canapville, etc., vivant à la fin du XI^e siècle. Il eut pour enfants : 1^o Raoul, qui suit ; 2^o Hugues ; 3^o Nicolas ; 4^o Guillaume, d'abord archidiacre de Lisieux, puis curé de Soliers. Il fut ensuite nommé évêque de Lisieux en 1191, suivant les uns, en 1193 selon les autres. Les armes de cet évêque étaient encore dans l'église de Canapville en 1662, suivant un procès-verbal du plan de cette église, fait et signé à l'occasion d'un procès pendant à Orbec et au Parlement entre Pierre de Rupierre, sieur de Mardilly et Guillaume (3) de Nollent, écuyer, se disant tous deux descendants, l'un du côté paternel et l'autre du côté maternel du père de cet évêque de Lisieux, au sujet du droit de patronage dans la dite église (4).

(1) Abbé Piel : *Insinuations ecclésiastiques de l'ancien diocèse de Lisieux*.

(2) De Magny : *Nobiliaire de Normandie*.

(3) Il est plus probable qu'il s'agit de Philippe de Nollent comme nous le verrons plus loin.

(4) Dans les notes manuscrites laissées par Couriol, nous voyons que Pierre de Rupierre prétendait que la préséance aux droits honorifiques devait s'accorder au côté paternel des seigneurs du nom et lignée des fondateurs des églises, ou du moins se régler entre eux selon l'âge. Dans la

II. Raoul de Rupierre, fils aîné de Roger, fut seigneur du château de Rupierre, Canapville, Granval, les Atelles, etc. Il aumôna au chapitre de Lisieux, dans le temps que son frère y siégeait, le patronage de l'église de Granval, qu'il exempta de la juridiction. Il y eut à ce sujet une sentence rendue en 1330, rendue au siège de Ponteaudmer entre le chapitre de Lisieux et uoble homme Jean d'Aunou, sieur de Granyal et de Chaumont.

Guillaume de Rupierre, l'aîné, n'eut qu'une fille, Alix, héritière de la branche aînée des barons de Rupière, mariée sur la fin du XIII^e siècle, à Richard de Brionne.

Les tiefs de la branche cadette des barons de Rupierre-Canapville, en ont ensuite relevé à titre de parage jusqu'au XV^e siècle. La mouvance n'eut plus lieu après un procès terminé aux assises d'Orbec en 1400 ; et ce fief, jadis nommé de Rupierre, fut nommé fief de Canapville, relevant du Roi pour un demi-fief de haubert ; l'autre partie ayant été aumônée au chapitre de l'évêché de Lisieux.

III. Roger de Rupierre, deuxième du nom, chevalier, seigneur de Canapville, des Atelles, et partie de la seigneurie de Rupierre laissa pour fils aîné Guillaume qui suit :

IV. Guillaume de Rupierre, troisième du nom, chevalier, seigneur des mêmes lieux que son père. On le voit au nombre des seigneurs de Normandie, qui en 1242, servaient dans l'armée destinée par Saint-Louis, roi de France, à marcher contre le comte de la Marche. Des enfants qu'il eut on ne connaît que Jean qui suit :

V. Jean de Rupierre, sieur du nom, seigneur de Canapville, des Atelles et de Rupierre en partie. Il est qualifié chevalier dans la charte de donation qu'il fit au couvent de Sainte-Barbe-

réplique et pièces signifiées au seigneur de Nollent, le 30 juillet 1662, Pierre de Rupierre lui reproche, ainsi qu'à Jacqueline de Vipart, son épouse, de « vouloir entreprendre par une vanité odieuse, de marcher devant les gentilshommes de la qualité du dit de Rupière, lequel a l'avantage de faire voir par une longue suite de siècles qu'il est descendu d'une famille illustre et très ancienne, et non contents de cette entreprise, ils troublent incessamment le service divin et causent un scandale perpétuel dans la maison de Dieu. » Monseigneur l'évêque de Lisieux approché en cause dans cette affaire, déclara au siège d'Orbec, le 8 juin 1661, qu'il n'entendait disputer les droits honoraires au dit seigneur de Canapville.

en-Auge. Il eut plusieurs enfants, entre autres, Guillaume qui suit :

VI. Guillaume de Rupierre, quatrième du nom, seigneur de Canapville, les Atelles, Bosquencé ; héritier en partie de Jean, son père. Il épousa Colette de Bois-Hibout, dont il eut deux fils : 1^o Jean qui continua la descendance des seigneurs de Canapville et Gilles, écuyer, seigneur des Atelles et de Bocquencé.

VII. Jean de Rupierre, deuxième du nom, seigneur de Canapville et du Ménil-Hubert. Il épousa Jeanne de Clère, dont il eut, entre autres enfants :

VIII. Guillaume de Rupierre, cinquième du nom, chevalier, seigneur de Canapville, Ménil-Hubert, Mardilly et Survie, à cause de Perrette de Survie, son épouse, fille de Pierre de Survie, chevalier. Guillaume de Rupierre mourut en 1382, laissant pour enfants : Raoul qui suit et Robert de Rupierre, qui reçut en 1392 aveu pour son fief de Mardilly.

IX. Raoul de Rupierre, deuxième du nom, seigneur de Canapville, de Ménil-Hubert, de Survie, de Courcy, du fief des Alnes, situé à Saint-Pierre-la-Rivière, servit en qualité d'écuyer en 1370, 1371 et 1372, dans les compagnies d'ordonnance. Il rendit hommage le 3 mai 1391 de son plein fief de haubert de Survie, dont à droits de partage étaient tenus, pour chacun un quart de fief, la Fresnaye et Belhôtel, à Pierre, comte d'Alençon et du Perche, seigneur d'Exmes, et le 17 juillet suivant, il rendit aveu au même droit, du fief du Ménil-Hubert, au seigneur de Gacé. De son mariage avec Marguerite Halbout, il eut huit enfants :

X. Jean de Rupierre, troisième du nom, écuyer, seigneur de Canapville, Survie, le Plessis, Courcy, Rouillé, etc. Il mourut à Paris le 26 décembre 1415, ne laissant de son mariage avec Jeanne de Poillé qu'un fils unique, nommé Jean comme son père. N'ayant encore que cinq ans, cet enfant tomba sous la garde-noble du Roi.

XI. Jean de Rupierre, 4^e du nom, écuyer, seigneur de Canapville, du Hamel, de Survie et du Plessis. Il se trouva en équipage d'armes à la montre des nobles noblement tenants du baillage d'Alençon le 23 mars 1469. Il eut un procès avec l'évêque de Lisieux, à

Orbec et au Parlement de Rouen en 1505, au sujet du patronage de l'église de Canapville, et mourut en 1507. Il avait épousé, le 7 février 1473, Jeanne de Rupierre, fille de Guillaume, chevalier seigneur de Segrie, alliée par Anne d'Angerville et Jeanne de Segrie, ses mère et grand-mère, aux seigneurs de Morainville et de Beaussart, de la maison de Dreux. De ce mariage naquirent : 1^o Marguerin qui suit ; 2^o Thibault ; 3^o Guillaume qui embrassa l'état ecclésiastique.

XII. Marguerin de Rupierre, chevalier, seigneur de Canapville, du Hamel, d'Avernes, de Survie et du Ménil-Hubert. Il avait épousé le 15 février 1505, Guillemette des Chesnes, fille de Pierre des Chesnes, écuyer, seigneur du dit lieu, en la vicomté d'Orbec, dont il eut entre autres enfants :

XIII. Thibault de Rupierre, premier du nom, chevalier, seigneur de Canapville, second fils de Marguerin et de Guillemette des Chesnes, qui fit preuve de noblesse à Lisieux en 1540, et fut homme d'armes de la compagnie de M. de Carrouges, dont la montre fut faite à Evreux le 17 juin 1564. Il épousa Charlotte Le Queu, fille de Pierre, écuyer. Les enfants nés de ce mariage qui partagèrent, le 5 juin 1569, furent :

1^o Philippe qui suit. — 2^o Thibault, rapporté après la postérité de son aîné. — 3^o Guillaume, qui servait dans la compagnie de Charles de Lorraine, marquis d'Elbeuf, dont la montre fut faite à Saint-Jean-d'Angely, le 6 novembre 1569. Il mourut sans postérité. — 4^o Michel, écuyer, seigneur de la Milletière, qui n'eut de demoiselle Isabeau de Nollet, qu'une fille nommée Françoise de Rupierre, mariée en 1593, avec noble homme Jacques de Hudebert, seigneur de Blanc-Buisson, fils de feu Geoffroi de Hudebert, écuyer et de dame Vincente de Mourey. — 5^o Marie, femme de Geoffroi de Neuville, seigneur du dit lieu et de Courson.

XIV. Philippe de Rupierre, écuyer, seigneur de Canapville, vendit par contrat passé à Argentan, le 14 mai 1585, le fief d'Avernes à Jacques Bernart, écuyer, seigneur de Courmesnil, dont les descendants ont aussi acquis des seigneurs de Canapville, le fief du Hamel ; il épousa Anne Labbey, fille de N. Labbey, seigneur de Beaufils et de Friardel, dont deux filles, qui

partagèrent la terre de Canapville le 16 juin 1597, savoir : Catherine et Marie de Rupierre ; celle-ci épouse de Charles de Belleau écuyer, Catherine de Rupierre, l'ainée, épousa François de Bitot, écuyer, seigneur du lieu, dont une fille unique, Anne de Bitot, mariée à Guillaume de Nollent, écuyer, seigneur de Canapville, Bombainville, et du Bois-de-Commeaux, fils de Philippe de Nollent et de Michelle d'Harcourt d'Olonde ; elle fut mère de Philippe de Nollent, seigneur des dites terres, qui se maria avec Jacqueline de Vipart, et en eut 1° Jacques de Nollent, époux de Geneviève de Guyon et père de feu N. de Nollent, dame d'Argentelle. 2° Pierre de Nollent, père de la dame de Canapville. 3° Catherine de Nollent, épouse de N. de Rouffigny (1).

La famille de Nollent habita la paroisse de Canapville pendant le XVII^e siècle et la première moitié du XVIII^e ; un de ses membres, Philippe de Nollent, sieur de Bombainville, demeurant à Canapville, élection d'Orbec, fut maintenu dans sa noblesse par Bernard de Marle, intendant de la généralité d'Alençon, le 10 mai 1666. Il portait : *D'argent à trois roses de gueules, avec une fleur de lis en cœur ou au milieu* (2).

Nous trouvons en 1696 la dispense de bans pour le mariage de François de Nollent, fils de Philippe de Nollent et de Jacqueline de Vipart, de la paroisse de Canapville, avec Barbe-Foulon, veuve de M^e Guillaume Bigot, conseiller du roi, vicomte de Glos, et fille de feu Nicolas Foulon, sieur du Souché et de Françoise Letavernier, de la paroisse de la Gonfrière.

Le 8 février 1746, dispense de bans pour le mariage entre messire Louis Lefranc, écuyer, chevalier, seigneur d'Argentelles, fils de messire Pierre Lefranc, écuyer, seigneur et patron d'Argentelles, et de feu noble dame Renée de la Pallu, de la paroisse de Fleurey, diocèse de Sées ; et entre noble damoiselle Geneviève-Rose de Nollent, fille de feu messire Jacques de Nollent, écuyer, seigneur et patron de Canapville et de feu noble dame Geneviève Guyon de la dite paroisse de Canapville.

Le 10 août 1746, dispense de bans pour le mariage entre messire Jacques de Nollent, écuyer, officier d'Invalides, fils de feu messire Louis de Nollent, sieur de Fatouville, et de noble dame

(1) Voir pour ce que nous venons de dire au sujet des familles de Rupierre et de Nollent, la Chesnay-des-Bois : *Dictionnaire de la noblesse*.

(2) *Annuaire de l'Orne* pour 1856 ; de Magny : *Nobiliaire de Normandie*.

Françoise de Molleville, de la paroisse des Atelles, et entre noble damoiselle Léonore-Louise de Nollent, fille de Jacques et de Geneviève Guyon, de la paroisse de Canapville (1).

En 1784, la seigneurie de Canapville appartenait à la famille Tiger de Rouffigny, comme on va le voir par la pièce ci-dessous, traitant de la présentation à la cure, laquelle n'eut pas d'effet.

Le 22 janvier 1784, la nomination à la cure de Saint-Aubin-de-Canapville, appartenant au seigneur du lieu, messire Jacques-François Tiger, escuyer, seigneur de Rouffigny, ancien capitaine, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, seigneur et patron de Canapville, demeurant en son château, sis en la paroisse de Tanques, diocèse de Sées, et représenté par son fils, messire Jacques-Gédéon-Charles-François Tiger, escuyer, seigneur de Rouffigny, officier au régiment de Savoie-Carignan, nomme à la dite cure de Canapville, vacante par la démission de messire Lacroix, dernier titulaire, la personne de messire Jean Masson, prêtre, originaire de Neuville-près-Sées, vicaire de Tanques. Fait et passé à Argentan.

De Boutigny, ou plutôt Rouffigny, seigneur de Canapville, au bailliage d'Orbec, fit partie de l'assemblée de l'Ordre de la noblesse, tenue en la cathédrale d'Evreux, le 16 mars 1789.

Les évêques de Lisieux possédaient aussi un fief à Canapville, cité par Thomas Bazin, évêque de Lisieux, dans la déclaration qu'il fit au roi de son temporel, le 29 octobre 1452. (2)

Dans une autre déclaration faite par l'évêque de Lisieux 1547, il est dit : « En la baronnie de Canapville, il y a hommes, hommes, usages en basse justice, rentes, grains, œufs, oiseaux, reliefs, treizièmes, etc. Domaine non fieffé ; mazure en ruine, 2 acres ; bois, 12 acres ; prés, 3 acres et demie ; plus 4 acres de prés ; bois, 180 acres à Saint-Pierre-de-Mailloc, valeur totale, 70 livres. Domaine non fieffé ; rentes, 24 livres 12 sols ; blés, 111 boisseaux, petite mesure du lieu ; avoine, 1.544 boisseaux ; gélines, 4 ; chapons, 30 ; œufs, 100. A déduire : pensions du sénéchal, avocat, receveur et verriers, 50 livres ; pour réparation des chemins, ponts, etc., 10 livres. » (3)

(1) Abbé Piel : *Insinuations ecclésiastiques de l'ancien diocèse de Lisieux*.

(2) De Formeville : *Histoire de l'ancien évêché de Lisieux*.

(3) *Idem*.

Dans les comptes des revenus de l'évêché de Lisieux, la baronnie de Canapville est quelquefois réunie à d'autres.

Dans le compte de 1659 fait par Le Bas, chanoine, nous trouvons la baronnie de Canapville, retenue par l'évêque, portée à un revenu de 650 livres.

Dans le compte de 1760, dressé par Lerat, receveur général de l'évêque de Brancas, la dite baronnie est estimée à 1.400 livres de revenu.

Dans le compte de 1784, fait par Boudard, receveur général de l'évêque de la Ferronnays, on trouve les baronnies de Gacé et de Canapville, affermées pour une somme de 4.800 livres.

VII

Dans l'introduction de l'histoire cantonale de Vimoutiers, ouvrage qui aurait été précieux, mais que son auteur François-Joseph Couriol, n'a pas terminé, il est dit : « On trouve à Canapville, les restes d'établissements importants soit d'usines, de fortifications ou d'églises. » Pour nous, nous n'avons jamais été à même de visiter les ruines de ces travaux des temps passés, dont il ne reste bien probablement guère de vestiges.

Parmi les monuments qui existent actuellement nous citerons en première ligne l'église paroissiale dédiée à Saint-Aubin, évêque d'Angers, qui s'élève sur la rive droite de la Touques, au débouché de la vallée d'Avernes. Elle se compose d'une tour, d'une nef, d'un chœur et d'une sacristie.

La tour à peu près carrée a été élevée dans les premières années du XIX^e siècle ; c'est une construction en briques d'environ 4 mètres de côté ; sa flèche en bois revêtue d'ardoises, se voit d'assez loin sur les côteaux environnants :

La nef forme un rectangle de 17 mètres 50 de longueur sur 9 mètres de largeur. Les murs latéraux se terminent par une corniche en quart de rond. Dans celui du midi se trouve une crédence ogivale, ornée de colonnettes, surmontées de chapiteaux à feuillage recourbé qui remonte évidemment au XIII^e siècle. Du même côté, le mur est revêtu d'un crépis déjà ancien, qui, détaché dans un endroit proche le chœur, laisse voir une maçonnerie en feuille de fougère, qui paraît remonter au XI^e siècle.

cle ; les contreforts qui le buttent ont dû être ajoutés après coup ; tant aux fenêtres au nombre de trois, l'une d'elles est à l'inteau droit, avec moulures prismatiques ; style qui paraît se rapporter au commencement du xvi^e siècle, les deux autres sont étroites, avec timpan trilobé, et ne possèdent d'autre ornementation qu'un simple chanfrein. Au nord le mur n'est appuyé par aucuns contreforts, et a été crépi nouvellement. Les trois fenêtres dont il est percé appartiennent à l'époque actuelle ; ce sont des ouvertures cintrées, bordées de briques.

Le gable occidental paraît remonter à la fin du xv^e siècle ; la porte dont il est percé, présente une large baie ogivale à l'extérieur, avec ornementation de moulures anguleuses ; mais sa forme à l'intérieur est le plein-cintre ; au-dessus existe une haute fenêtre trilobée dépourvue de moulures. Des quatre contreforts qui buttent cette partie de l'édifice, deux sont appliqués sur les angles, tant aux deux autres beaucoup plus élevés, ils se confondent avec les murs de la tour.

Le chœur en retraite sur la nef a 10 mètres de long sur 7 de large. Il a dû être refait en sous-œuvre au xvii^e siècle, car la charpente qui surmonte les murs établie sur blochets, remonte évidemment au xiii^e siècle. Il est éclairé par quatre fenêtres cintrées, bordées de pierre blanche, dont deux dans chacun des murs latéraux. Le chevet est droit, et en partie masqué par une petite sacristie en briques qui est toute moderne.

Intérieurement, les toitures étaient appuyées sur des fermes apparentes qui ont disparu, mais dont on voit encore les traces. Les voûtes, de forme ogivale, sont en merrain, avec couvre-joints.

L'autel supérieur adossé contre le chevet, est de forme cubique. Son parement est formé par un tissu de perles. Ces perles cylindriques qui ont environ 8 millimètres de longueur, sont fixées par des fils qui les traversent. Avec leurs six couleurs, on a brodé divers dessins sur un fond blanc : C'est d'abord au centre une grande croix de Malte de couleur pourpre, entourée de quatre guirlandes aux rameaux verts avec feuilles de la même couleur, lesquels sont chargés de fleurs de tulipes violettes, de têtes de pavot à teinte brune et de roses jaunâtres. (1) Cet autel

(1) Ce devant d'autel, d'un travail non moins curieux que rare « a été remplacé depuis peu de temps ; car je l'ai vu vers la fin de mars dressé le long d'un mur, dans le couloir du presbytère.

est surmonté d'un haut rétable : quatre colonnes rudentées à chapiteaux composites, portent un entablement à fronton semi-circulaire. Le centre est occupé par un tableau enveloppé dans un cadre carré à angles rentrants. Au-dessus est un médaillon, d'où sort le buste du Père-Eternel en relief, tenant le globe du monde dans une de ses mains. A droite et à gauche dans l'entre-colonnement, sont pratiquées des niches où se trouvent les statues de saint Aubin et de saint Mathurin.

A l'extrémité orientale de la nef, proche le chœur, on voit les autels inférieurs qui sont surmontés de rétables dissemblables ; celui de gauche est orné de deux colonnes torsées dans leurs deux tiers supérieurs ; le tiers inférieur est tapissé de ceps de vigne, chargés de feuilles et de fruits et se termine par une colonne fleurdéliée. Les chapiteaux qui surmontent ces colonnes sont d'ordre composite. Au centre on a ménagé une niche dans laquelle est la statue de N.-D. des Victoires.

L'autel opposé n'a pas de colonnes ; il est orné de plusieurs statues : Saint-Michel terrassant le dragon, et d'un moine ceint d'une cordelière.

A peu de distance au sud de cette église, dans un vaste enclos, planté de vigoureux pommiers, s'élève un vieux manoir du xvi^e siècle. Ce manoir possède un étage au-dessus du rez-de-chaussée, formant au Nord un encorbellement très prononcé. La sablière en bois qui sépare les étages est ornée de moulures toriques alternées par des gorges profondes. Les sommiers en saillie sont supportés par des pendentifs ouvragés. Tant à la sablière qui couronne le mur, elle est peu ornementée.

Une large lucarne triangulaire couronne le haut comble revêtu de tuiles rouges. L'unique et grosse cheminée carrée dépasse à peine l'enfaite. Au Midi, cette vieille construction a été modernisée, et ne présente rien de remarquable.

Au bourg de Canapville, sur le bord de la route de Vimoutiers à Orbec on remarque une maison avec sablières en encorbellement qui remonte aussi probablement au xvi^e siècle.

A. DALLET.

D'UNE ÉGLISE POSSIBLE

AU PAYS DES TALVAS

Le Conseil municipal de Domfront saisi par M. le maire de la question de l'Eglise semble avoir admis qu'un monument nouveau remplacerait l'ancien Saint-Julien, trop étroit et sans grâce, et qui n'avait rien que de civil pour ne pas dire de plat, d'ennuyeux et d'administratif. Le projet serait, comme il convient en pareil cas, mis au concours.

Les aspirants à la maîtrise de « l'œuvre » pourront présenter leur idée devant un jury, espérons-le capable d'apprécier, de comparer leurs épures. La nouvelle église par son exceptionnelle situation n'appellera pas seulement les efforts des exécutants, mais l'attention des touristes, pèlerins de l'histoire ou de l'art, qui viennent encore chaque année visiter sur son roc la capitale du Passais.

I

Quelle doit être la forme et le style de l'édifice ? Tel est le problème que nous posons aux concurrents, comme à leurs juges et aux habitants de Domfront.

Les souvenirs Domfrontais sont presque tous des souvenirs de l'époque romane ; le xv^e et le xvi^e siècle, n'ont laissé à Domfront que des ruines, il faut remonter au xiii^e et même au xii^e siècle pour trouver la date de ses tours, au xi^e siècle, au temps du roi Robert le pieux pour trouver la date du donjon et du prieuré de Notre-Dame. Il semble qu'expression de ce passé, l'Eglise nouvelle doive être romane.

Mais dira-t-on, Domfront est la cité bâtie sur la montagne et semble appeler, comme étant plus en rapport avec sa situation,

l'élévation qui caractérise le style ogival. Sur le piédestal rocheux qui porte la ville, des flèches sont comme désirables, pour compléter, pour dominer l'enceinte des tours, et les rochers entassés. Elles se verraient de Mortain, d'Avranches et même du Mont-Saint-Michel.

Le roman au contraire, avec ses allures qui ne sont pas des allures, avec son immobilité plutôt, trapue et robuste, serait à Domfront comme un lourd contresens.

Notre-Dame-sous-l'Eau fut bien romane, mais elle était assise dans la vallée, et non sur le rocher ; puis n'est-ce point assez de ce beau spécimen trop mutilé hélas ! et trop négligé, de ce genre féodal, militaire et monastique ? n'est-ce point assez, en une même contrée, de ces pierres déprimées et tombales qu'ont baisées les races pénitentes ? il faut à notre âge un hymne qui l'égaye, et que l'arc ogival, dardant la prière comme une flèche qui vibre à le briser, dirige plus droit vers l'objectif bleu de tous les *sursum corda*, les âmes trop pesantes par elles-mêmes pour s'alourdir encore de pesanteurs romanes. Nous sommes en un temps de revanche. Assez longtemps ces termites, les juifs et les francs-maçons, ont corrodé avec la dent chétive de la *Loi* ou du *décret*, le chêne des croyances, il est temps qu'une architecture à l'aspect triomphal et vainqueur, atteste que si riche qu'on soit, si puissant, on ne prévaut point contre les besoins du cœur humain.

Ici toutefois, de prudents Normands, formulent en ces beaux vers de Victor-Hugo, un argument de prudence qui périme le débat :

*Bien souvent Dieu repousse
Du pied les hautes tours,
Mais dans le nid de mousse
Ou chante une voix douce,
Il regarde toujours !*

Qu'est-ce à dire ? sinon que du Margantin au promontoire Domfrontais, les orages sont plus à redouter qu'ailleurs, quand les grands vents viennent d'outremer, ils amènent les nuages à l'assaut des rocs, et la ville est cent fois foudroyée. Une flèche ou des flèches n'y subsisteraient pas : déjà celles de Coutances, depuis les jours de Hugo morvillæus, sont tombées une fois.

Plus récemment la place publique de la Ferté s'est étonnée de voir gisante la croix des flèches, que l'orage nocturne avait jetée bas. A Domfront quelque rupture dans la chaîne du paratonnerre aurait bientôt causé la ruine de l'édifice audacieux, et quelle humiliation ce serait pour la fière cité qui veut élever jusqu'au ciel le témoignage de la foi des Talvas !

Faut-il donc en revenir au Roman, plus conforme aux traditions ?

Non, nous proposerons un moyen terme : le Byantin.

A ceux qui aiment l'altitude, le style byantin plaira par ses coupoles : à ceux qui aiment les traditions par sa vétusté, à tous par son caractère majestueux et noble.

Quatre coupoles en croix et portées sur des pendentifs en portion de sphères, s'élèveraient autour d'une coupole centrale portée de même sorte ; et cet édifice, trapu, bombé, pyramidal, serait vraiment rempli aux jours de fête, de la gloire du passé, de celle de l'avenir promis à la solidité, et de celle de l'Eternel qui veille adoré sous le quintuple hémisphère des voûtes. Le style byantin n'a point d'égal en solidité, en solidarité de chacune de ses parties. Il se prête au décor des mosaïques et des peintures, il est sonore entre tous, car ses dômes réflecteurs du son, ont des échos plus pleins que les voûtes gothiques. Il semble fait pour l'orchestration retentissante des *Te Deum*.

Du fond des villages cachés sous les pommiers, du haut du bois sacré qui diadème le Margantin on verrait, au dessus de la vedette du donjon, pyramider ce Montmartre normand qui braverait les foudres par sa masse, contiendrait dans les quatre bras de sa forme cruciale tous les enfants du Passais, ramènerait la pensée vers le premier des temples chrétiens, en âge comme en proportion, aussi vieux que vaste, aussi asiatique que Romain, vers le temple de sainte Sophie dédié par Constantin à la Sagesse éternelle, semblable par son incomparable dôme à un soleil qui se serait levé rose après trois siècles de persécution au bord d'un horizon pourpré du sang des martyrs.

II

Ce rappel des origines chrétiennes n'est pas un médiocre argument pour faire ériger une église bysantine. Cette

forme archaïque importée d'orient à une époque où les goths, élèves de grecs, travaillaient à superposer et à ciseler les pierres pour les moines et les évêques, serait à renouveler peut-être pour témoigner de l'antiquité du christianisme à Domfront.

A quelque date que soit venu le fondateur de la ville¹, il ne pouvait apporter dans sa robe de bure, un plan qui procédât mieux des primitives basiliques. Disciple du Christ, envoyé par saint Pierre il avait à la main le bâton galiléen du pêcheur, insigne puissant d'une autorité qui ne s'imposait pas seulement aux vivants, mais à la vie même. Il en usa pour la rendre à son propre compagnon Georgius, tombé à Bolsène sur le chemin des Gaules, et, tous deux agréables à Celui qui les envoyait par couples devant sa face, ils abordèrent l'Aquitaine en apôtres. Ils se fixèrent aux berges d'un fleuve, là où s'implanterait Périgueux.

Ils y trouvèrent la domination romaine établie ou plutôt embusquée au pied des collines, dans une grosse tour, carapace de pierre cerclée de briques, plaquée de marbres, couverte d'un dôme, c'était la tour de Vésone. Elle était la surprise énorme de la vallée. Elle était le repaire obscur des démons, identiques sous les noms divers que leur donnait chaque nation, obstruc-teurs des sentiers qui menaient aux causes, assembleurs des nuages qui cachaient les devoirs. Front, le nouveau venu mit le fleuve entre lui et ses adversaires, il se terra dans une caverne, ouvrant en vue de la tour, et découverte de nos jours par l'architecte Abadie.

Or qu'advint-il ? La tour a vu tomber ses inscrustations de marbre, sa coupole sœur du ciel effleurée par les ailes d'Hermès ou de Teutatès : elle est du haut en bas fendue d'une crevasse qui la montre béante, incapable d'abriter un autel aboli, cependant que sur la caverne du solitaire, les maîtres du XII^e siècle ont élevé cinq coupoles appareillées, d'une sobriété absobue, d'une autorité imposante, grands hémisphères que la nuit occupe, et d'où elle tombe, et qui donnent une idée étrange et terrifiante de l'état d'âme catacombal qui fonda si profondément dans l'humiliation, le culte indéracinable.

(1) On peut consulter sur saint Front : 1^o Gausbert, écrivain monastique de la fin du X^e siècle ; 2^o l'abbé Blin, *Vie des Saints du diocèse de Séez* ; 3^o *Gallia Christiana*, t. II ; 4^o *Histoire du diocèse de Séez*, par M. l'abbé Hommey.

Les prêtres de Vesone ne tardèrent pas à s'apercevoir que leurs profits se réduisaient à fort peu de chose. Ils vinrent trouver Squirius, le procureur. Ils se plaignirent. Ils sentaient disaient-ils une puissance occulte et contrariante... ils ne savaient point laquelle, il y avait du chrétien dans l'air ; les démons pleins de ruse à qui rien n'échappait de ce qu'on entreprenait contre leurs autels s'étaient promptement avisés du péril.

Squirius accueillit les pontifes avec la considération d'un fonctionnaire pour ses compagnons de pose officielle. Teutatès ne l'intéressait qu'à demi, il le méprisait même comme un instrument de son propre pouvoir, mais ce pouvoir était en question si les chrétiens lui ravissaient les âmes en ne lui laissant que les corps et traitaient d'humaine une autorité qui ne voulait être rien moins que divine : à ce compte, il cesserait d'être procureur, lui Squirius aussi bien que l'empereur d'être César. Il comprit qu'il était temps d'agir, il fit rechercher les disciples de Front, Silanus et Georgius ses auxiliaires, et Front lui-même, menacé de mort dut quitter sa pauvre caverne. Il secoua ses sandales sur ceux qui se privaient de ses services et qui ne savaient pas leur malheur. Il marcha vers le nord. Bordeaux, la Saintonge, la Touraine, le Maine, Beauvais même et Soissons virent passer cet exilé. Il allait vers les Celtes neustriens qui peuplaient le Passais, et c'est là qu'au point où se fendent les collines pour laisser passer la Varenne, il s'arrêta. Peut-être se coucha-t-il sur le rocher qu'on voit à nu dans les caveaux ouverts de la forteresse, peut-être pria-t-il à l'endroit qu'indique encore une mince ogive où le vent soupire. Le lieu même n'avait point de nom ou portait quelque nom Gaulois disparu des mémoires, mais depuis, à cause de la venue du solitaire, des morts ressuscités, des malades guéris, des pauvres évangélisés, de la fraternité fondée, une ville a paru là, puis un donjon bouclier de la ville, et tel qu'était la tour de Vésone, puis la ville fut baptisée au nom du Seigneur qu'adorait Front, et du nom de ce seigneur même : « *Dominus Frontis* ». C'est là qu'il serait de toute convenance esthétique autant qu'historique de s'unir au souvenir de ce missionnaire exilé. Dépaysé autant qu'un Syrien pouvait l'être chez ces celtes reculés, Front n'avait point perdu la mémoire de son cher Périgueux, laissé sous le soleil du midi, mais dans l'ombre de

la mort ; ensemencé d'un grain qui la brave. Là peut-être à ses pieds voyageurs, à ses pieds méconnus, se jeterait maintenant Squirius ; là peut-être la patience avait donné ses fruits ; là Georgius était resté pour les moissonner. Front avait nommé *saint Georges*, du nom de son lointain compagnon, un village situé près de la fosse Arthour, sous des rochers pareils à ceux de Domfront, dans une gorge où la nature semblait avoir répété le lit de le Varenne : coïncidence providentielle, dénomination voulue qui suppléaient à l'absence d'un frère ! A Périgueux. Front espérait bien revenir, vieilli et fatigué, et de la main des siens qu'il avait enfantés à l'église, être enseveli dans quelque sarcophage de pierre. Pour se conformer à cette orientation suprême de sa pensée, il serait convenable d'élever à Domfront comme à Périgueux un temple aux coupoles d'une sobriété absolue, d'une autorité imposante, grands hémisphères d'où tomberait la nuit, et qui rendraient un témoignage à l'état d'âme catacombal qui fonda si profondément dans l'humiliation le culte indéracinable ?

III

De quels matériaux serait construit à Domfront cet édifice modelé sur l'archetype de Périgueux et sa réalisation dépasserait-elle les ressources des souscripteurs locaux ?

Il n'est pas ce nous semble impossible d'établir en grès armoricain, capable de porter toute pression, quatre gros pilastres ; ou, si l'on craint les glissements du grès, de les établir en diorite de Mantilly, ou en granit de Laferté.

Ces pilastres seraient reliés par des arceaux en ogive, dont l'intrados égalerait en largeur la largeur même du pilastre.

Le sommet de ces quatre ogives fournirait déjà à la coupole centrale quatre points d'appui.

Quatre triangles sphériques pris à même une sphère large de toute la diagonale du carré formé par les pilastres, fourniraient par leur côté supérieur une base plus complète à la coupole centrale.

La poussée de cette coupole viendrait tomber obliquement avec la pointe de ces triangles sphériques sur les pilastres, et tendrait à les renverser, mais les murs, les arcs latéraux, les

hémisphères des transepts les contrebuteraient. Le tout, solidaire, pyramiderait.

Les coupoles seraient constituées de cercles de pierres superposés, de plus en plus restreints à mesure qu'ils s'élèveraient, resserrés jusqu'à se réduire à rien.

Dans ce projet rien de particulièrement coûteux.

Les pilastres seraient bien un peu massifs, mais on les pourrait ajourer comme à Venise et à Périgueux.

Les pierres des coupoles excavées en large entonnoir demanderaient bien quelque précaution et quelque parité dans leur taille, mais dans ce mode de bâtir point de toitures, de charpentes, de contreforts ni de meneaux, ni d'arabesques, point de sculptures, ni de nervures, point de briques, point de stucages, ni de platrages, rien de tout ce qui d'ordinaire est le plus dispendieux.

Déjà, pour épargner les bourses, les architectes contemporains préfèrent au gothique je ne sais quelle apparence de Roman. Le Byantin plus simple encore et mieux stylé serait moins onéreux que cette contrefaçon mal comprise : il aurait la sévère et économique nudité de ses dômes. Tout au plus pourrait-il orner ses combles des grâces d'un lanternon, tout normand, modelé en grès, et sorti pour la circonstance des fourneaux de Gers.

IV

Ce qui précède était écrit lorsque je crus devoir conférer de mon projet avec l'un des mieux doués de mes compatriotes. S'il est un homme qui entende l'esprit des styles, construise haut et large, c'est assurément l'auteur des clochers de Laferté et du projet de Saint-Jean de Laigle, je consultai donc M. Prempain.

— Votre idée, me dit-il, je l'admets, je l'avais conçue, pour ma part et sans vous lire. Oui une coupole à Domfront, une seule, un grand christ *pantocrator* en mosaïque, éclairé sous la coupole par de hauts fenestrages qui darderaient de la lumière sur sa face imposante, c'est une conception bien digne du pays des Talvas... mais toutefois ce vieux byantin ne serait-il point accommodable aux habitudes modernes ?

— A quelles habitudes s'il vous plait ?

— Mais au modeste usage de ceux qui veulent clairement s'instruire à l'Eglise en un bon paroissien.

— Soit répondez-je, le bysantin peut-être modifié. Les Russes l'ont modifié, ils ont fait s'envoler les coupoles en bulbes de feu ; les Turcs l'ont modifié, ils ont tourné les triangles sphériques en stalactites et en polygonie, les Normands l'ont modifié, ils ont fait de la coupole la tour centrale de Bayeux ou de Coutances. Si quelqu'un a trouvé l'application des mosaïques, c'est bien au XII^e siècle, en Sicile, le normand Roger II et son amiral Georges d'Antioche, mais comment voulez-vous que les Normands d'aujourd'hui qui voient d'autant moins le beau que l'utile leur tient plus au cœur, modifient encore une fois l'art que leurs pères ont poussé à un si haut point de perfection ?

— M. Prempain m'assura que la chose était possible, il me le prouva. Il voulait une seule coupole en brique très légère mosaïquée par dessous, posée légèrement sur un tambour aux claires lancettes ; une nef, des transepts, assortis à ce motif principal. Mais je ne saurais aller plus loin sans divulguer une configuration d'Eglise dont il a tout le droit d'exposer l'ordonnance comme il a tant d'aptitude à la faire passer de l'épure séduisante à l'utile réalité.

V

Le rocher de Domfront soulevant au dessus du moutonnement immense des pommiers son promontoire d'où le regard amplifié voit les collines de Normandie déferler de vague en vague jusqu'à se perdre en un bleu pareil à celui de la mer, était pour tenter les bâtisseurs, qui méditant la parole rituelle : « *Introibo in montem sanctum tuum* » veulent comme Pisistrate ou comme Pericles édifier sur la montagne un temple dominateur des lointains. Les concurrents vont abonder. Déjà les noms de Gaston Latouche, de L. Parent ont été prononcés, de Latouche qui sur le génie normand a greffé le goût parisien des synthèses et des formes antiques, de Parent qui tant à Paris, qu'au château du Lude, a ranimé d'une si magique vie l'art de la renaissance française. Un architecte local, M. Amiard de Flers a même devancé le concours, et produit, dans le but de hâter les sous-

criptions un plan qui n'est pas sans promesses. Le ^{xiv}^e siècle y paraît en une balustrade qui règne autour d'une flèche. Cette flèche est très haute, elle s'élève au bord d'une coupe large et ronde, celle des vivants et profonds azurs,

Debout comme un grand ange au seuil d'un baptistère.

mais pourquoi cette flèche est-elle sur la façade de la future Eglise ? Voilà ce que n'eussent pas souffert les grecs bysantins ! La façade pour eux restait façade, et n'était rien que cela : ce motif d'architecture se suffisait à lui-même sans que le clocher vint le compliquer d'un motif nouveau. Le clocher était dans les temps primitifs, il doit toujours être latéral, ou central.

Saint-Ouen de Rouen, Saint-Etienne de Caen, la cathédrale de Coutances, celle de Bayeux, l'église d'Argentan, Notre-Dame-sous-l'Eau de Domfront, offrent de si beaux exemples, et si normands ! de lanternes centrales par où, même en pays d'ogive l'idée bysantine prévalut !

Un clocher sur la façade, orne plutôt la rue que l'Eglise, il est mieux disposé pour la commodité des touristes que pour celle des sonneurs, il est plus banal que liturgique. Emule du groupe scolaire, décor de la place publique, il est plutôt municipal que pieux. Non. Là où le prêtre élève l'hostie, là le clocher lui aussi, s'élevant avec Dieu même, doit attester devant les campagnes le point où la terre bondit vers le ciel, où le ciel s'unit à la terre, le lieu redoutable où s'accomplit, dans la mutualité des surnaturelles amours la communication entre le fini et l'Infini.

23 février 1899.

FLORENTIN-LORIOT

TOMBEAUX ANCIENS

Et Trésor Historique Anglo-Français

Trouvés à Vimoutiers en l'année 1898

SUCCESSIONS DES EGLISES DE VIMOUTIERS

En 1897, l'église Notre-Dame, troisième du nom, nouvellement construite à Vimoutiers, ayant été consacrée au culte et l'ancienne église Notre-Dame désaffectée, le conseil municipal mit en adjudication la démolition de cette vieille église.

Malgré tous mes efforts, le conseil ayant décidé la destruction totale de l'église, c'était voter la disparition de la partie curieuse de cet ancien édifice : *la tour carrée servant de clocher*.

Cette Notre-Dame deuxième du nom avait été construite jadis sur les ruines et en partie avec les pierres d'une plus ancienne Notre-Dame, première du nom, bâtie par les Moines de Jumièges et brûlée en 1428 par les Anglais.

Il existait en effet très anciennement à Vimoutiers sur la place dénommée actuellement encore « Place-Cour-aux-Moines, » une église paroissiale : l'église Saint-Sauveur.

En 1274, à la suite de dissentiments avec la population, comme nous l'atteste un titre provenant des archives mêmes de l'abbaye de Jumièges, les Moines construisirent une église pour eux et ils la placèrent sous l'invocation de « Notre-Dame ». Cette église fut brûlée en 1428 par les Anglais lorsqu'ils envahirent la Normandie vers la fin de la guerre de Cent ans.

EGLISE NOTRE-DAME DÉMOLIE

La Notre-Dame qui fait l'objet de cette relation fut rebâtie à la suite de l'incendie de 1428, par les Moines et pendant l'occupation anglaise comme nous le verrons tout à l'heure.

Cette église fut édiflée en presque totalité avec des pierres rouges taillées appelées dans le pays « roussier » (calcareons great) dont l'assise géologique appartient aux terrains jurassiques et affleure sur le flanc des pentes de la vallée de la Vic.

C'est d'ailleurs la seule pierre exploitable à Vimoutiers et les Moines n'avaient par conséquent pas à choisir.

Le grain grossier de cette pierre ne se prêtait pas beaucoup à la sculpture, aussi l'église ne présentait-elle extérieurement que très peu d'ornements.

Une seule partie de l'édifice était remarquable : une tour carrée d'assez grandes dimensions, ressemblant plutôt à une forteresse qu'à un clocher d'église, avec à l'un de ses angles une petite tour prismatique dans le bas, ronde dans le haut, accolée à la tour principale et contenant un escalier en pierre qui donnait accès aux étages supérieurs de cette tour. Sa forme était caractéristique de l'occupation anglaise, et il est fort regrettable, à ce titre, qu'elle soit disparue, car les exemplaires en Normandie en deviennent fort rares.

DÉCOUVERTE DU TRÉSOR DE FONDATION DE LA VIEILLE EGLISE.

L'origine de cette église a été confirmée très évidemment par la découverte d'un trésor placé à dessein par les fondateurs et édificateurs de la tour sous le pilier sud-ouest de cette tour (1).

Ce trésor placé là, sans aucun doute, par les soins des Moines qui avaient construit cette tour de concert avec les Anglais et sur leur plan, nous donne à quelques années près la date de la construction de la tour et de l'église à laquelle elle servait de clocher ou beffroi.

COMPOSITION ET DESCRIPTION DU TRÉSOR

Ce trésor se compose uniquement de pièces d'or, savoir :

1° Deux écus d'or de Charles VI, roi de France.

(1) La tour reposait sur quatre pieds énormes, de sorte que sa base présentait sur chaque face une très grande ouverture ogivale. Elle était d'une solidité à toute épreuve, bien que ne reposant que sur ces quatre pieds qui supportaient des murs élevés de un mètre d'épaisseur et fort lourds, par conséquent.

2° Sept écus d'or et deux demi-écus d'or de Charles VII, roi de France.

3° Un angelot de Henri V, roi de France et d'Angleterre.

4° 10 saluts d'or de Henri VI, roi de France et d'Angleterre.

En tout 22 pièces d'or ; 11 françaises et 11 anglaises. Les *écus d'or français* sont de plusieurs frappes et ateliers différents : Ce sont des écus dits « *Ecus à la Couronne* » à cause de la couronne qui surmonte l'écusson fleurdelysé.

Ils portent sur l'une des faces, la principale, cet écusson couronné et l'exergue suivant avec quelques variantes dans l'orthographe, l'abréviation, les séparations des mots ou les points secrets d'après l'atelier monétaire d'où ils sortaient :

Carolus : dei : gratia : Francorum : rex.

Et sur l'autre face, l'exergue :

XPC : VINCIT : XPC : IMPERAT : X PC : REGNAT.

en caractères gothiques. Il y a neuf écus et deux demi-écus.

Les écus d'or *anglais* ou plutôt *anglo-français* sont de trois sortes :

1° Un angelot remarquable :

Il porte sur la face principale deux écussons ; celui de France et à côté celui d'Angleterre et de France accolés, surmontés d'un ange avec autour l'exergue suivant :

HENRICUS : FRANCORUM : et : ANGLIE : REX.

et sur l'autre face : une croix linéaire portant à gauche, sous le bras de la croix, une fleur de lys ; à droite, *idem*, un lion et au pied de la croix, un H avec l'exergue suivant :

XPC : VINCIT : XPC : IMPERAT : XPC : REGNAT :

également en lettres gothiques.

2° Les dix autres saluts d'or sont de deux frappes différentes : Ils portent sur la face principale les deux mêmes écussons surmontés d'une scène à deux personnages représentant la « *Salu-*

tation : un ange présente à la Vierge un petit cartulaire sur lequel est écrit : AVE.

Mêmes exergues et le reste comme sur et sous l'angelot.

Sur ces dix écus, huit sont semblables et portent un léopard au chef de l'exergue ; deux seulement diffèrent par un petit détail : le léopard est remplacé par une fleur de lys au chef de l'exergue seul.

L'écusson d'Angleterre porte l'écusson accolé de France et d'Angleterre ; c'étaient les armes de Henri V, roi d'Angleterre et de France, mort le 31 août 1422, très peu de temps après son mariage, qui eut lieu le jour même de la signature du traité de Troyes, c'est-à-dire le 21 mai 1420.

Ce ne fut guère que sous son fils Henri VI 1416-1421 que l'on frappa en plus grande quantité une monnaie « dite de Henri VI » qui remplaça celle de Charles VI.

Les fondateurs de la tour mirent ainsi sous l'un des pieds de la tour un trésor assez considérable pour l'époque : onze pièces *françaises* de Charles VI et de Charles VII, rois de France, et onze pièces *anglaises* ou *anglo-françaises* de Henri V et Henri VI, rois de France et d'Angleterre, c'est-à-dire des monnaies des quatre souverains ayant régné ou régnant à cette époque tourmentée.

Charles VI était mort en effet sept semaines après Henri V, le 21 octobre 1422. Ils laissaient pour successeurs : le premier, Charles VII, son troisième fils et le second Henri VI, qui se disputaient les provinces françaises.

Si donc, ainsi qu'il résulte d'une lettre patente de Charles VII, l'église Notre-Dame, construite par les Moines de Jumièges, fut brûlée en 1428 par les Anglais, la présence de ces pièces anglaises sous le pied de la tour, ainsi que la forme carrée à grandes dimensions de cette tour, nous autorisent à conclure qu'elle fut reconstruite vers 1430 pendant l'occupation anglaise et que cette tour fut l'origine de la deuxième Notre-Dame que nous venons de détruire.

Les fondations du pilier sud-ouest de la tour (c'est-à-dire le pilier droit) étaient formées de grosses pierres plates sur lesquelles les pièces d'or avaient été posées en une petite pile et l'assise de pierres qui les recouvrait était formée d'une demi-

douzaine de pierres choisies parmi les ruines de l'église incendiée, précédente, et à dessein sans aucun doute.

Elles étaient ou sculptées ou taillées et provenaient des meneaux des anciennes fenêtres ; quelques-unes étaient calcinées, d'autres étaient encore revêtues de peintures à couleurs vives, rosaces à quatre feuilles ou dessins linéaires simples.

Les trois autres piliers ne présentaient pas à la base le même soin dans le choix des pierres.

Le sous-sol voisin présentait nettement sur la tranche des couches grises de cendre, ou noircies par le charbon, ou bien encore de pierres calcinées témoignant la violence de l'incendie de 1428.

. * .

DÉCOUVERTE DE SARCOPHAGES ANCIENS

Pour niveler la place, il était nécessaire d'enlever le sous-sol du transept sud (transept droit) de l'église ainsi que le sous-sol de l'abside qui formaient un relief d'environ 1^m50 au-dessus du sol de la place de l'église.

C'est alors que la pioche mit à découvert, dans le sous-sol du transept sud, outre de nombreux ossements, deux sarcophages en pierre et deux autres de dimensions plus considérables sous l'abside ; ces sarcophages provenaient très certainement des carrières de Fel, près Chambois, car ils sont en calcaire oolithique exactement semblable aux pierres extraites de ces carrières encore de nos jours.

Des pierres plates posées transversalement sans aucun joint ni mortier recouvraient les sarcophages à leur partie supérieure.

L'un de ces tombeaux nous a révélé son âge ancien par la constatation de la mutilation dont il avait été l'objet ; la moitié antérieure en avait été enlevée par les ouvriers qui avaient creusé la tranchée destinée à recevoir le blocage des fondations du transept de la deuxième Notre-Dame qu'on vient de démolir.

Ces sarcophages étaient donc antérieurs à l'année 1428 ; et contemporains par conséquent de la Notre-Dame brûlée en 1428.

Quant aux deux sarcophages mis au jour par le déblaiement du sous-sol de l'abside, ils étaient entiers et remarquables, l'un

d'eux surtout par ses dimensions plus qu'ordinaires (1); plus grandes que celles des autres sarcophages.

Le plus petit était rempli de pierres calcaires, le plus grand était intact; le fond du plus grand sarcophage présente une croix aux angles arrondis et gravée en creux.

Quatre personnages avaient été inhumés dans ce sarcophage, ce qui porterait à croire : 1° que les personnages ainsi ensevelis ensemble perdirent la vie au même moment, dans une catastrophe, guerre, incendie ou épidémie; 2° que les sarcophages avaient été creusés avec des dimensions plus considérables afin d'en diminuer le nombre, sans doute à cause de la difficulté du transport à une époque où il n'existait entre Fel et Vimoutiers que des pistes, des routes rudimentaires ou primitives.

Il est certain qu'il existe beaucoup d'autres sépultures de moines ou de personnages titrés dans le sous sol de l'ancienne église et très près de la surface du sol actuel de la place nivelée, mais il n'y avait aucun intérêt supérieur à troubler ces sépultures.

Les quatre sarcophages qui, par la nécessité du nivellement, ont été mis au jour et recueillis avec soin, témoignent suffisamment, ainsi que le trésor, l'importance du rôle accompli dans l'histoire locale de Vimoutiers, par les Moines de Jumièges, édificateurs de deux Notre-Dame successives, aujourd'hui remplacées par la très belle Notre-Dame récente qui s'érige si élégamment au fond de notre vieille et antique « Place Cour-aux-Moines ».

.
.
.

Quant à la démolition des parties aériennes de la vieille Notre-Dame, elle a mis à jour quelques objets intéressants à des titres divers.

1° Sous une des marches de l'escalier en pierre donnant accès

(1) Dimensions :

Longueur à la partie supérieure et interne 2 ^m .	
id.	id. inférieure et interne 1 ^m 90.
Largeur de la tête, intérieure et supérieure 0 ^m 60.	
id.	id. et inférieure 0 ^m 54.
Largeur au pied, intérieure et supérieure 0 ^m 56.	
id.	id. et inférieure 0 ^m 36.
Profondeur à la tête 0 ^m 60.	
id.	au pied 0 ^m 48.

à la partie supérieure de la tour, quelques pièces de menue monnaie, liards de France, etc.

2° Dans une cavité d'un mur, une dague et son fourreau ; dans une autre quelques pièces d'argent et de bronze à l'effigie de Louis XIV.

3° Sous le groupe en terre cuite qui paraît et surmontait le maître-autel, représentant l'Assomption, on trouva un intéressant rétable en pierres blanches, d'un travail remarquable et représentant diverses scènes de la vie de la Vierge. Les personnages figurés sur ce rétable avaient subi une mutilation sacrilège.

4° Enseveli dans le sous-sol de l'abside, et brisé en mille morceaux, gisait un archange Saint-Michel en terre cuite. La tête était entière, ainsi qu'un bras et sa main tenant un sabre flamboyant en bois sculpté et doré.

Cette statue avait sans doute été brisée pendant la Révolution et ses débris ensevelis pieusement ainsi que cela était en usage.

5° Sous une pierre de fondation du portail en pierre blanche, une plaque en plomb de 0^m40 de longueur sur 0^m40 de largeur portant l'inscription suivante tracée au moyen d'un poinçon par des lignes de points :

HOC DEI VIVI TEMPLUM

In longitudine tringinta pedum productum est simul in alā ad meridiem positā, et in culmine penitus reædificatum, Parœciam Regente, D. Michaelē Plouin presbytero decanoque Vimonasteriensi, ædituo Ecclesiæ D. Dionisio Lelasseur, Urbis Procuratore, D. J. Nicolas Morin Maréchal opera protegentibus D. P. Petro Vivier, Petro Berthelot, Jacobo Billon, Petro Chastel, Architecto autem D. Antonio Crespin Falcesario.

En œrario Ecclesiæ ad productionem et reedificationem Templi Décem et octo milliæ franciarum deprumpta sunt, et lapidem hunc posuerunt Reverendi, admodum prior et religiosi; Jemeticensēs hujus parœciæ Domini quorum, personas genit D. Petrus Jacobus Philibertus Letourneur de Vausseray.

Anno salvatoris 1788.

TRADUCTION

CE TEMPLE DU DIEU VIVANT

A été allongé de trente pieds, et l'aile située au midi reconstruite de fond en comble, M. Plouin étant curé et doyen de Vimoutiers, M. Denis Lelasseur, trésorier de cette église, M. J. Nicolas Morin, procureur de la ville ; les travaux exécutés sous la surveillance de MM. Pierre Vivier, Pierre Berthelot, Jacques Billon, Pierre Chastel ; M. Antony Crespin, architecte à Falaise.

Pour cet allongement et cette reconstruction, le trésor de l'église a versé 18.000 francs.

Cette pierre a été posée par les Révérends, prieur et religieux de Junières, seigneurs de cette paroisse, représentés par M. Pierre-Jacques-Philibert Letourneur du Vausseray.

L'an du Sauveur 1788.

Au dos écrit :

CIZELÉ par Loyer : Vimoutiers.

Cette inscription était répétée intérieurement au pinceau au-dessus de la porte d'entrée principale de l'église.

5° Enfin, tous les objets intéressants, tels que gargouilles sculptées, clés et voûtes sculptées, épis en plomb, etc. qui avaient été réservées par la ville, ont été réunis pour former les premiers éléments d'un musée cantonal.

Le 31 décembre 1898.

E. LECŒUR,

Pharmacien de 1^{re} classe à Vimoutiers (Orne).

Ancienne Eglise Notre-Dame de Vimoutiers

Au commencement du mois dernier j'ai été prévenu qu'en démolissant les murs extérieurs de la Chapelle Saint-Roch formant le transept droit de l'ancienne église Notre-Dame, on rencontrait des ossements humains presque à fleur de terre. De suite j'ai chargé un terrassier de les recueillir avec soin, afin de les faire transporter au cimetière dans une fosse destinée à les recevoir.

Ce n'étaient pas quelques ossements isolés qu'on trouva, mais bien une très grande quantité dans un désordre complet, ce qui permit de supposer qu'il y avait eu là un ossuaire pouvant dater de l'époque où fut nivelée la place Notre-Dame.

En continuant ces recherches, on trouva huit squelettes complets, orientés de l'Est à l'Ouest à une profondeur de 1^m20 à 1^m40, accompagnés d'ossements aussi bien au-dessus qu'au dessous. Plus loin, en allant du Sud au Nord, on mit à découvert une couche de terrain d'une épaisseur de 0^m50 au-dessous du sol naturel de l'église proprement dite. Son profil a paru très intéressant, d'autant plus qu'il a permis de constater à une profondeur de 0^m35 une couche noirâtre, charbonneuse, enveloppée de pierres noircies et se continuant de l'Est à l'Ouest, c'est-à-dire en isolant la chapelle Saint-Roch du reste de l'église. — Comme il paraît établi qu'elle a été incendiée en 1428, au moment de l'occupation anglaise, il y a lieu de croire que c'est là une preuve testimoniale de cet incendie, et que la chapelle Saint-Roch, qui accusait l'époque du xv^e siècle, avait été réédifiée sur les ruines de celle qui la précédait.

Un peu au-delà, à une profondeur de 1^m80, la pioche a heurté une pierre dure qui n'était autre que la paroi d'un cercueil ouvert en pierre de Chambois, tourné de l'Est à l'Ouest, renfermant un crâne et des ossements noirâtres ayant la dureté du fer. A l'origine, ce cercueil avait une hauteur totale de 0^m70 sur 2^m de longueur, 0^m65 de largeur à la tête et 0^m45 aux pieds (mesures extérieures) ; 0^m08 d'épaisseur pour les parois et 0^m15 au fond. Il était creusé sensiblement en forme de baignoire.

De nombreux ossements mélangés ayant été trouvés au-dessus du cercueil, on peut supposer que c'est à la suite d'inhumations ou de travaux postérieurs qu'il s'est trouvé brisé en partie.

Un peu à l'Ouest, on a également découvert la moitié seulement d'un autre cercueil recouvert de pierres ayant 0^m10 d'épaisseur et formant une saillie de 0^m034. Elle mesure 0^m75 de long, 0^m50 de largeur à la partie brisée, 0^m45 au pied, 0^m85 de hauteur (mesures extérieures) ; épaisseur des parois 0^m07 ; du fond 0^m13. Cette partie du cercueil renfermait également des ossements semblables à ceux trouvés dans celui qui précède : le nombre et l'espèce ont fait supposer qu'on aurait rassemblé ceux qui étaient dans le cercueil avant qu'il fut coupé ; l'autre partie a disparu pour faire place à des fondations qui sont celles de la primitive église.

J'ai trouvé qu'elle devait remonter à 1274 ; donc ces cercueils seraient antérieurs. Aucune pièce de monnaie ni objet quelconque n'ont été recueillis dans les fouilles à l'exception d'un *double tournois* portant la date de 1631, et un *liard de France* sans date visible.

Ces cercueils ont été enlevés et transportés là où se trouvent déjà d'autres objets provenant de notre vieille église : une *dague* ou *miséricorde* du xvi^e siècle et une sorte de *Saint-Ciboire en fer-blanc* ; ces deux objets trouvés dans l'épaisseur des murs.

Le 3 du présent mois, au-dessous du pavage de l'ancienne chapelle, Saint-Michel, située près du transept opposé, on a mis à découvert les fragments d'une statue en terre cuite ne laissant aucun doute sur le sujet qu'elle représentait : c'est-à-dire Saint-Michel, ailé, tenant de la main droite un glaive flamboyant (en bois). La tête est intacte de même que les deux bras et les mains. La poignée et la garde de l'épée ont conservé leur dorure. Il est probable que cette statue, brisée au moment de la Révolution,

aura été enfouie là où on l'a trouvée, accompagnée de plusieurs pierres d'autel marquées de croix latines ou grecques.

En faisant des recherches dans l'état civil, j'ai été à même de recueillir les noms d'une certaine quantité de personnes inhumées dans notre vieille église. En nivelant la place, je tâcherai de me faire autoriser à poursuivre ces fouilles, et, sans nul doute, je trouverai encore quelque chose d'intérêt, et je m'empresserai de vous le faire connaître.

A. PERNELLE,

Maire de Vimoutiers.

5 Septembre 1898.

NOTICE SUR M. L'ABBÉ SAFFRAY

CURÉ DE SARCEAUX

La mort soudaine et imprévue de M. l'abbé Saffray (1), qui a causé de si amers regrets à ses confrères et à ses nombreux amis, a enlevé à la Société historique de l'Orne un de ses membres les plus laborieux et les plus estimés.

Clovis-Rasyphé Saffray, né à Bursard le 24 juillet 1847, fut ordonné prêtre le 25 mai 1872 après avoir fait ses études au petit et au grand Séminaire de Sées. Vicaire à Beauvain, curé de Saint-Aquilin-de-Corbion, curé de Sarceaux, il eut à cœur, tout en restant très attaché aux devoirs de son ministère, d'employer utilement ses loisirs. Les Sciences naturelles l'attirèrent quelque temps, mais il délaissa bientôt les plantes et les insectes pour se livrer à des travaux sur l'histoire locale. Ses relations avec notre honorable président, M. le comte de Contades, dont il était le voisin pendant son vicariat, ne furent pas sans exercer une heureuse influence sur cette nouvelle direction de ses études.

M. l'abbé Saffray s'attachait avant tout à compiler les archives, à déchiffrer les anciens manuscrits, à les transcrire même avec une scrupuleuse patience ; il savait que de nos jours l'assertion d'un érudit n'a de valeur que s'il l'appuie sur une charte contemporaine ou sur un chroniqueur original. Ses incessantes recherches dans nos dépôts d'actes publics, dans les registres de nos paroisses lui avaient fourni une quantité énorme de précieux matériaux sur toute l'histoire du diocèse de Sées. Les membres de la Société historique de l'Orne apprendront avec bonheur que le fruit de tant de labeurs ne sera pas perdu : toutes les notes recueillies par notre studieux confrère ont été confiées à M. l'abbé Blin.

(1) 26 décembre 1893 : V. l'article publié par M. l'abbé Barret dans la *Semaine Catholique* du 6 janvier 1899.

Il s'était procuré à grands frais une bibliothèque considérable, qui contient des pièces rarissimes pour notre pays ; tous les auteurs régionaux anciens et modernes y figurent en grand nombre. (1)

Le dépouillement des actes du notariat d'Argentan, des archives de la mairie et des églises de cette ville, dont il s'était occupé pendant ces dernières années, nous a valu trois substantielles brochures, les seules, malheureusement, qu'il ait publiées, et qui sont loin de donner une idée des documents réunis par ce zélé chercheur :

— *Les Marais de Baize*. Alençon, Imp. du *Journal de l'Orne*, 1896, in-8°, 19 p.

Extrait de l'*Annuaire d'Argentan*, années 1894-96.

— *Saint-Mansuet et son culte*. Argentan, Imp. du *Journal de l'Orne*, 1897, in-8°, 34 p. (avec une vue de la *Place Henri IV*).

— *Le Lutrin de Saint-Germain d'Argentan*. Argentan, Imp. du *Journal de l'Orne*, 1898, in-8°, 3 p.

Extrait de l'*Annuaire d'Argentan*, année 1898.

Puissent les travailleurs, comme M. l'abbé Saffray, devenir de plus en plus nombreux parmi nous ! Partout, jusque dans la plus modeste paroisse, dans le plus ignoré de nos villages, il y aurait à recueillir une abondante moisson de souvenirs, de documents utiles à l'histoire, de traditions témoignant de l'influence bienfaisante de l'Eglise sur la vie de nos aïeux. N'oublions pas le mot de Léon Gautier : « Montrer l'action de Dieu sur un petit coin de la terre chrétienne, c'est faire une grande œuvre. » (2)

A.-L. LETACQ.

(1) Citons entre autres : *Manuscrits de Prouvère* (curé d'Argentan). — *Manuscrits inédits de Pitard* (secrétaire de la mairie de Mortagne), comprenant : 1° *Dictionnaire historique et statistique du Perche* ; 2° *Documents pour servir à l'Histoire du Perche* ; 3° *Histoire du Perche*.

(2) *Lettres d'un catholique*, Paris, Palmé, 1876, in-8°.

NOTICE SUR M. PIERRE MOULARD

ANCIEN ARCHIVISTE-ADJOINT DE LA SARTHE

M. Moulard, mort à Sougé-le-Gannelon, le 22 janvier 1899 a droit à notre souvenir pour ses importants travaux sur la partie du Maine voisine d'Alençon, et la Société historique de l'Orne doit s'associer aux hommages rendus à sa mémoire.

Il était né à Nuillé-le-Vicoin (Mayenne) le 5 février 1822 et fut pendant quelques années professeur en Portugal. A son retour en France, il mérita par son érudition variée, son amour des recherches historiques et ses connaissances paléographiques d'être appelé à la préfecture de la Sarthe, en qualité d'archiviste-adjoint. Il occupa ce poste pendant une douzaine d'années et fut le collaborateur du regretté M. Bellée (1) pour la rédaction du premier volume de l'Inventaire sommaire des Archives départementales de la Sarthe, qui reste pour les érudits une source de renseignements si féconde.

Retiré à Sougé-le-Gannelon depuis 1871, en possession d'une fortune qui lui permettait de ne pas s'inquiéter de l'avenir, M. Moulard n'eut garde, comme tant d'autres, de se laisser endormir par le bien-être et l'oisiveté. Ardent au travail, il fit des recherches approfondies sur les communes du canton de Fresnay, compulsant avec une sagacité merveilleuse les archives des mairies, des fabriques et des châteaux. Les monographies détaillées de Sougé, d'Assé-le-Boisne, de Saint-Paul-le-Gaultier, de Saint-Léonard-des-Bois, dont l'histoire se lie à celle de notre région, furent le résultat de ses incessants labeurs. L'étude sur le fief et la seigneurie de Malèfre en Arçonnay contient nombre de documents précieux et inédits sur Montsort, Hesloup, Saint-Cénéri-le-Géret et plusieurs autres paroisses de l'Orne.

Je sais que l'on a reproché à ces ouvrages des défauts de

(1) M. Bellée fut professeur à l'Ecole normale d'Alençon de 1849 à 1855.

méthode, des négligences de style, mais, comme l'a si bien dit notre savant confrère M. Robert Triger, ceux-là même qui trop sévères parfois pour les œuvres d'autrui, n'ont pas épargné à l'auteur quelques critiques sont heureux de les consulter et y rencontrent souvent des indices dont ils s'empressent de tirer profit.

Aux qualités de l'esprit M. Moulard joignait les dons plus précieux du cœur : sa bonté et son obligeance étaient au service de tous ; sa charité pour les pauvres était proverbiale. Maire de Sougé pendant de longues années, il justifia ce témoignage de confiance de ses compatriotes par son activité et son zèle pour leurs intérêts. Il a contribué par ses largesses à la construction du nouveau cimetière et a laissé des sommes importantes pour la restauration de l'église.

Depuis quelque temps déjà M. Moulard se sentait profondément affaibli ; la mort prématurée de ses enfants et plus récemment celle de la digne compagne de sa vie avaient du même coup brisé son âme et détruit sa santé. Il vit venir la mort sans crainte, fortifié par les secours de la religion, dont il avait toute sa vie fidèlement suivi les pratiques, et consolé par la pensée qu'il allait retrouver là-haut ceux qu'il avait tant aimés ici-bas. (1).

LISTE DES OUVRAGES DE M. MOULARD.

— Inventaire-Sommaire des Archives départementales (Sarthe) antérieures à 1790, séries A. B. C. D. E. et son supplément GG. rédigé par A. BELLÉE, archiviste et P. MOULARD, archiviste-adjoint. *Le Mans, Monnoyer*, 1870, in-4° à deux colonnes, 731 p.

— Chroniques de Sougé-le-Gannelon. *Le Mans, E. Lebrault*, 1880, in-8°, X — 387 p.

— Analyse des registres paroissiaux et de l'état-civil de Sougé-le-Gannelon. *Le Mans, E. Lebrault*, 1880, in-8°, 76 p.

— Inscriptions du Tronchet (Sarthe), notes sur les familles de Loudon et Morin de Loudon. *Mamers, Fleury et Dangin*, 1880, in-8°, 32 p.

(1) Voir dans l'*Echo Régional* du 29 janvier 1899 les discours prononcés sur la tombe de M. Moulard par M. Gaston Galpin, député et conseiller général de la Sarthe, et M. Robert Triger, vice-président de la Société historique et archéologique du Maine.

— Trois lettres inédites de M^{me} de Montespan, 1700-1701. *Le Mans*, E. Lebrault, 1881, in-8°, 16 p.

— Notice sur Souday (Loir-et-Cher). *Mamers, Fleury et Dangin*, 1884, in-8°, 44 p.

— Recherches historiques sur la châtellenie et la paroisse d'Assé-le-Boisne, canton de Fresnay-sur-Sarthe. *Le Mans*, E. Lebrault, 1885, in-8°, III. 518 p.

— Marguerite Corbin, dame de Sougé-le-Gannelon. *Mamers, Fleury et Dangin*, 1886, in-8°, 45 p.

— Enquête sur les principes religieux et la résidence des gentils-hommes dans le diocèse du Mans, en 1577. *Le Mans, Monnoyer*, 1886, in-8°, 55 p.

— La famille Legendre. *Mamers, Fleury et Dangin*, 1888, in-8°, 45 p.

— Recherches historiques sur Saint-Léonard-des-Bois, canton de Fresnay-sur-Sarthe. *Le Mans*, E. Lebrault, 1888, in-8°, II — 204 p.

— Recherches historiques sur Saint-Paul-le-Gaultier, canton de Fresnay-sur-Sarthe, *Le Mans*, E. Lebrault, 1888, in-8°, II — 204 p.

— Ramage des descendants de Thomas Dieuxivois. *Le Mans, Monnoyer*, 1888, in-8°, 21 p.

— Fief et seigneurie de Malêfre en Arçonnay, *Le Mans, Monnoyer*, 1896 in-8°, 202 p.

— Notice biographique des personnes qui à Fresnay ou dans les communes de ce canton ont acquis certaine notoriété dans le passé ou le présent, par un chercheur. *Fresnay-sur-Sarthe*, imp. H. Brunet, 1898, in-8°, 36 p.

Plusieurs de ces travaux ont paru dans la *Revue historique et archéologique du Maine* et le *Bulletin de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la Sarthe*.

A.-L. LETACQ.

BIBLIOGRAPHIE

INVENTAIRE DES MONUMENTS MÉGALITHIQUES DU DÉPARTEMENT DE L'ORNE par
M. Léon Coutil, président de la Société normande d'études préhis-
toriques. *Association française pour l'avancement des Sciences*,
24^e session. Congrès de Bordeaux, 1895, p. 720-756.

Depuis l'époque déjà lointaine (1805), où l'abbé Gautier signa-
lait les menhirs d'Hesloup, et un peu plus tard (1820-1840)
Auguste Leprévost, Louis Dubois, Galeron, publiaient les pre-
miers mémoires sur les pierres druidiques de l'Orne, bon nom-
bre d'auteurs parmi lesquels il convient de citer MM. de la Sico-
tière, le comte de Contades, Blanchetière, Louis Duval, Lorient
et Vimont se sont occupés de nos mégalithes. Tous les monu-
ments de l'architecture celtique, vrais ou supposés, ont été
recherchés avec soin, minutieusement décrits, plusieurs
même reproduits par le dessin ou la photographie. Il serait trop
aisé de surprendre dans toute cette littérature des pages plus ou
moins fantaisistes, des articles où l'imagination brillante de
l'écrivain remplace l'observation patiente et raisonnée des faits.
Beaucoup d'indications ne doivent être reçues qu'avec réserve :
il y a quelques années, pour certains amateurs, toute pierre
debout était un *menhir*, des blocs de grès entassés les uns à
côté des autres formaient un *dolmen* ; des éminences dues à des
causes purement accidentelles étaient décrites comme des *tumu-*
lus ; on ne s'arrêtait point, et les rochers de granite ou de grès
armoricaïn présentant sur le terrain des lignes saillantes pro-
duites par les phénomènes géologiques se changeaient en *aligne-*
ments !

M. Léon Coutil, à qui l'archéologie préhistorique normande
doit de nombreux et utiles travaux, a su, hâtons-nous de le dire,
se garder de ces trop faciles découvertes ; il n'est pas de ces
chercheurs en quête de monuments druidiques, pour qui toutes
les pierres un peu grosses deviennent des dolmens ou des

menhirs. Il n'a publié son *Inventaire* qu'après avoir recueilli tous les documents imprimés sur la question et étudié de visu tous nos mégalithes. Aussi tout en rapportant l'opinion de ceux qui l'ont précédé, il a sagement fait suivre de points d'interrogation les monuments dont l'authenticité ne lui paraissait pas certaine. J'ajouterai même qu'il a parfois tenu un compte trop consciencieux des publications antérieures : comment, par exemple, douter de l'origine naturelle de ce que les auteurs appellent le *polissoir* de Saint-Germain-d'Aunai, les *menhirs* de Villers-en-Ouche, de Joué-du-Plain, de la Lande-de-Goulte, le *tumulus* de Nonant ? Je ne serais même pas aussi affirmatif que M. Coutil pour plusieurs autres, en particulier pour les menhirs des Hunaudières sur Mesnil-Jean et de la Longue-Roche, près du pont de la Villette, commune de Giel. Malgré leur forme assez caractéristique, sont-ce bien là des pierres posées par la main de l'homme ? Nous sommes ici sur le granit et rappelons-nous ce que dit Blavier : « Parfois une désagrégation complète des « éléments se produit dans la roche, qui se transforme en un « sable granitique au milieu duquel on rencontre des blocs plus « ou moins volumineux qui ont résisté à la décomposition... « Sur la superficie d'un sol granitique on peut observer parfois « des blocs détachés de cette roche d'un volume considérable.... « Nous en avons observé dans la commune de Créménil et de « Chénedouit, section du Repas, cubant plus de 150^m. » (1)

M. Léon Coutil donne après chaque description des indications bibliographiques détaillées sur les ouvrages qui ont traité le même sujet ; il a inséré dans le texte de très bonnes photographies de la *Longue-Roche* (menhir) à Giel, de la *Pierre-des-Bignes* (dolmen), à Halbloville ; de la *Pierre-Couplée* (dolmen) à la Ferté-Fresnel, des *Croules* (menhir) et de la *Pierre-Levée* (dolmen) à Echauffour, de la *Chevrolière* (menhir) à Ecublei, et du *Jarrier* (dolmen), à Saint-Sulpice-sur-Rille. Un tableau par commune des monuments préhistoriques de l'Orne termine le travail.

En somme l'*Inventaire* est un résumé exact des travaux précédents auxquels l'auteur a fait d'utiles additions ; mais sur plusieurs mégalithes, qu'il regarde comme de véritables monu-

(1) *Etudes géologiques sur le département de l'Orne*, p. 10.

ments druidiques, il me semble, malgré de graves autorités, que la critique scientifique n'a pas encore dit son dernier mot.

A.-L. LETACQ.

Papeteries et imprimeries du département de la Creuse (1519-1898), par M. Louis DUVAL archiviste de l'Orne. Guéret, imp. P. Amiault, 1898, in-8°, 31 p. Extrait des *Mémoires de la Société des Sciences naturelles et archéologiques de la Creuse*, 2^e série, t. VI (32^e de la collection).

L'histoire des industries d'une région se lie à celle de sa prospérité matérielle et morale. Intéressant pour les curieux de recherches locales, ce sujet ne l'est pas moins pour l'économiste, qui voit la population d'un pays s'enrichir et s'accroître, ou s'appauvrir et diminuer en raison de l'abondance ou de la disette du travail. Si nos pères étaient si attachés au sol natal, n'est-ce pas parce qu'ils trouvaient chez eux le moyen facile d'élever leur famille, en gagnant honorablement leur vie ? Aussi les travaux entrepris depuis quelque temps par M. Louis Duval, sur les différentes industries du département de l'Orne ont-ils été bien accueillis ici et ailleurs, à cause de la lumière qu'ils projettent sur ces questions, qui sont aujourd'hui toutes d'actualité.

M. Duval n'a pas limité ses études à notre pays. Ancien archiviste de la Creuse, il a voulu ajouter à ses nombreuses publications sur ce département l'histoire de la papeterie et de l'imprimerie. Il suit avec son érudition habituelle le développement presque parallèle de ces deux industries pendant trois siècles, depuis la construction des moulins à papier de Bourga-neuf en 1543 jusqu'à l'établissement typographique de Pierre Leroux, créé à Boussac en 1843.

On assiste ça et là aux efforts héroïques, que firent, en dehors des préoccupations égoïstes si communes de nos jours, plusieurs philanthropes, afin d'améliorer le sort des ouvriers et leur procurer sinon l'abondance et la richesse, du moins l'aisance et le bien-être. Il y a là quelques actions à admirer, et peut-être des exemples à suivre.

A.-L. LETACQ.

Recherches sur les Faunes marine et maritime de la Normandie, par M. Henri GADEAU DE KERVILLE, 2^e voyage ; région de Grandcamp-les-Bains (Calvados) et des Iles Saint-Marcouf (Manche). Paris, J.-B. Baillière, 1898, in-8°, 143 p. — Extrait du *Bulletin de la Société des Amis des Sciences naturelles de Rouen*, 1897.

M. Gadeau de Kerville continue avec un zèle infatigable, couronné de succès mérités, ses recherches sur la zoologie normande. Il n'avait pas achevé les Vertébrés (1), que déjà il entreprenait sur la faune de la mer des explorations difficiles, souvent dangereuses, mais dont les résultats sont d'un prix inestimable pour les naturalistes. Ses voyages à Granville et aux îles Chausey à Grandcamp-les-Bains et aux îles Saint-Marcouf lui ont révélé nombre d'espèces nouvelles pour la province, d'autres absolument inconnues avec des détails inédits sur la structure, les métamorphoses et la distribution géographique de ces animaux. Je n'essaierai point d'analyser son mémoire ; il faut le parcourir pour se rendre un compte exact de l'importance des découvertes de l'auteur, très appréciées d'ailleurs par les spécialistes les plus compétents. C'est un vrai bonheur pour moi de voir les éloges adressés par les principaux organes de la presse scientifique à un naturaliste des plus distingués, qui n'a cessé d'encourager mes modestes travaux avec la plus grande bienveillance, et leur a fait l'insigne honneur de les citer, de les analyser, de les reproduire même dans ses grands ouvrages.

A.-L. LETACQ.

A delimitation of the Cenomanian : — being a comparison of the corresponding beds in South-Western England and Western France, by A.-J. Jukes-Brown and William Hill. Extrait du *Quarterly Journal of the Geological Society for May 1896*, vol. III. p. 100-178.

Ce mémoire intéresse d'une façon particulière la géologie ornaise. Les auteurs, après un voyage aux environs de Vimoutiers, Gacé et Mortagne, décrivent les dépôts cénomaniens,

(1) Ce travail a été terminé l'année dernière ; V. les comptes-rendus publiés par M. Henri Beaudouin dans le *Bulletin de la Société historique et archéologique de l'Orne*. t. XVII (1898), p. 261 et par M. l'abbé Letacq dans le *Journal d'Alençon*, 19 juillet 1898.

énumèrent leurs fossiles et les comparent avec ceux de l'Angleterre. Ce n'est pas un simple aperçu, un rapide coup d'œil sur le sol et ses formations, mais bien une exposition circonstanciée faite d'après des observations multiples recueillies dans les carrières et les tranchées du chemin de fer sur les différentes couches de craie. On voit que les géologues anglais ont apprécié à leur juste valeur les remarquables travaux de nos compatriotes MM. Lecœur, de Vimoutiers, et Bizet, de Bellême. Après avoir donné la liste comparée des fossiles de la partie sud de l'Angleterre et de la Normandie, ils arrivent à conclure que le Cénomanien du Hâvre et de l'Orne n'est que la continuation vers le midi du Cénomanien de l'Angleterre déposé dans une mer moins profonde et en une région où les conditions favorisaient la croissance des éponges siliceuses.

On trouvera de nouveaux documents sur la question dans un article des mêmes auteurs extrait des *Annales de la Société Géologique du Nord*, T. XXIV, p. 227-246.

A.-L. LETACQ

New York State Museum. Annual Report of the Regents, 1895, 1896.
Albany, 1897, vol. I. in-8°, 334 p. et vol. II. 1898, in-8°, 398-131 p.

La Société Historique de l'Orne vient de recevoir ces deux volumes, qui comme la plupart des publications américaines se recommandent par le nombre et l'importance des écrits, l'impression soignée, l'exactitude et la beauté des illustrations. Ils sont en partie consacrés aux sciences naturelles et à leurs applications pratiques. Ce qui nous intéressera surtout, c'est la description et la photographie des objets de l'âge de pierre trouvés dans l'Etat de New-York. Cette étude minutieuse des haches, des couteaux, des grattoirs, etc., de leurs formes variées, des minéraux qui les composent, montre quelle importance on doit attacher à l'archéologie préhistorique. Elle permet de suivre les migrations des peuples, d'indiquer les localités, où ils séjournaient de préférence, les lieux des combats, de constater même jusqu'à un certain point les progrès des arts et de la civilisation.

Il serait facile avec ces seuls documents de reconstituer presque toute leur histoire.

Ces objets dont on trouve des analogues en Europe et dans d'autres parties du monde ne sont nulle part plus nombreux et mieux conservés qu'en Amérique, car les indigènes s'en servaient encore, il y a deux siècles. Ce fut au reste en les comparant avec les instruments de pierre de notre pays qu'un savant français, Antoine de Jussieu, put indiquer la véritable destination de ces derniers, regardés jusqu'alors avec Pline comme des pierres de foudre ou avec Mercati comme des jeux de la nature (1).

A.-L. LETACQ

(1) De l'origine et des usages de la pierre de Foudre. *Académie des Sciences. Mémoires de Mathématiques et de Physique*, 1723, p. 7.

PROCÈS - VERBAUX

Séance du 16 Février 1899

PRÉSIDENCE DE M. HENRI BEAUDOUIN

On décide que l'ensemble du Bulletin de l'année 1899, pourra contenir jusqu'à trente feuilles, ce qui est plus qu'on n'avait cru d'abord.

M. Duval nous demande l'affiliation de la Société de la Creuse, qui est acceptée avec sympathie. On parle ensuite de nos morts de l'année, qui sont malheureusement trop nombreux.

En revanche on nous apprend que le Conseil municipal s'occupe avec plaisir de l'érection du buste de M. de La Sicotière.

Séance du 16 Mars

PRÉSIDENCE DE M. L'ABBÉ DUMAINE

M. Henri Beaudouin nous annonce que l'érection du buste de M. de La Sicotière obtient un succès universel. Un certain nombre d'Académiciens s'y associent. Les souscriptions arrivent journellement : la Société s'inscrit pour cent francs en regrettant que ses finances ne lui permettent pas de faire davantage. Le Conseil municipal a voté deux cents francs.

M. l'abbé Dumaine, archiprêtre de la Cathédrale, nous entretient des découvertes que l'on vient de faire en construisant sa nouvelle sacristie.

Réception de M. l'abbé Dupont, curé de Saint-Christophe-le-Jajolet, présenté par MM. Henri Beaudouin et l'abbé Mallet.

On nous présente deux brochures de M. l'abbé Desvaux, curé de Verrières et une de M. l'abbé Mallet, sur la formation d'une commission diocésaine chargée des intérêts de l'Art chrétien dans le diocèse. Ce projet sourit à toute l'assemblée. M. Henri Beaudouin est chargé de faire un rapport sur cette brochure importante.

Séance du 13 Avril

PRÉSIDENCE DE M. LE NEUF DE NEUFVILLE

Une Commission de trois membres est chargée de s'occuper à brève échéance d'un changement de local qui nous est imposé. La souscription en faveur du buste de M. de La Sicotière fait toujours de nouveaux progrès.

M. l'abbé Letacq dépose sur le bureau deux brochures sur les oiseaux de la région.

Réception de M. le Vicomte Emmanuel de la Barre de Nanteuil, présenté par MM. Eugène Lecointre et l'abbé Mallet.

On reçoit un bon travail du R. P. Hamy, de la Compagnie de Jésus ; ce sont les biographies de ceux de ses confrères qui ont professé au collège d'Alençon et de ceux qui sont originaires du diocèse de Séez.

M. Duval nous présente de curieux fragments de poterie ancienne.

Séance du 18 Mai

PRÉSIDENCE DE M. HENRI BEAUDOUIN

Mort de M. le baron de Beauchamp de Monthéard, membre de notre *Société*.

Mauvaises nouvelles de notre Président, M. le comte de Contades.

La *Société* exprime le regret profond que lui cause la démolition imminente de la Maison d'Ozé, monument historique perdu désormais pour la ville.

A propos des cinquante tirages à part promis dans la dernière séance au R. P. Hamy, la *Société* décide que désormais l'état de ses finances ne lui permet plus de faire aucune promesse de ce genre.

Elle refuse aussi, comme absolument contraire à ses statuts la demande qu'on lui a faite d'imprimer la seconde édition d'une brochure. Le règlement est formel sur ce point : le Bulletin ne doit renfermer que des choses inédites.

NOTICES BIOGRAPHIQUES SOMMAIRES

Des Jésuites du Collège d'Alençon

Dans ces résumés, la plupart fournis par des documents contemporains, il n'a pas été possible de faire entrer ni une étude littéraire sur les ouvrages publiés par plusieurs de ces religieux, ni un exposé des événements auxquels ils ont été mêlés. Le seul point mis en relief a été l'appréciation du caractère moral, du mérite et des vertus de chacun d'eux. Il s'y trouvera cependant des traits variés, pour ne pas engendrer la monotonie ni faire de ces pages une lecture purement édifiante. En un mot, ce que l'on s'est proposé, c'est de dire quelle sorte d'hommes la Compagnie de Jésus a placés au collège d'Alençon, pour instruire la jeunesse dans les belles-lettres, et vers la fin de son existence, dans la connaissance des sciences exactes. En faisant sortir de l'oubli de la tombe plusieurs de ces grandes figures, l'imagination pourra mieux se représenter leur valeur et leur influence sur une ville, où leur souvenir mérite d'être conservé. Alençon fut un collège où l'on aimait à être envoyé par ses supérieurs, et aussi une maison, où les écoliers studieux savaient reconnaître le bien que leur avaient fait des maîtres habiles à former leurs cœurs à la vertu et leurs intelligences à l'étude.

La chronologie biographique fera mention de tous les Jésuites nés à Alençon ou dans la région, et des principaux d'entre les Pères qui ont travaillé de près ou de loin à maintenir dans cette maison le bienfait de l'éducation gratuite. Pour assurer ces résultats, ils vécurent pleins de ferveur dans l'accomplissement de la discipline religieuse, selon les prescriptions et les usages de leur Institut.

Le P. Pierre COTON, né à Nérondes (Loire), le 7 mars 1563, entré au noviciat d'Arona, le 30 septembre 1583, fit la profession solennelle des quatre vœux, au collège de Tournon, le 29 septembre 1599 et mourut à Paris, le 19 mars 1626.

Dans un ouvrage, malheureusement trop peu connu, malgré son mérite, et trop rarement consulté (1), le P. J. M. Prat a publié, en cinq volumes, une foule de documents pour servir à l'histoire de la Compagnie de Jésus en France, du temps du P. Coton.

Cet illustre religieux, dont les calomnies des Protestants n'ont pu ternir l'honneur, parut d'abord avec un grand succès dans la chaire chrétienne. Sa dialectique serrée et son talent dans l'art de la controverse lui attirèrent jusque dans sa vieillesse des auditoires considérables par le nombre et la qualité. La Compagnie de Jésus lui doit, en grande partie, son rétablissement en France, après huit ans d'exil, l'inébranlable confiance et l'amitié sincère de Henri IV, la fondation des missions du Levant et du Canada et la vigoureuse défense de son ordre, près de deux souverains. Aussi jamais homme ne fut plus attaqué dans sa personne par les sectaires. Mais ni les huguenots, ni les gallicans, ni les parlementaires ne surent, en dépit de tous leurs efforts, lui enlever la confiance dans la justice de sa cause, ou l'amour de la vérité. Henri IV qui se connaissait en hommes, s'applaudit toujours d'avoir recours à ses lumières et fut plus d'une fois à même de vérifier l'exactitude et la probité de ses assertions. Si les Jésuites, comme les autres ordres religieux, le clergé et les magistrats, avaient adhéré à la Ligue, tant qu'ils purent croire que le Béarnais ferait l'affaire des Protestants, ils ne le cédèrent ensuite à personne en dévouement ou en amour, dès qu'ils surent à n'en pouvoir douter, que ses sentiments étaient favorables aux catholiques et surtout après son abjuration. Le P. Coton avait si bien dissipé tous les préjugés du Roi contre l'ordre, que jamais il ne douta de la fidélité, du dévouement, ni de la reconnaissance de la Compagnie de Jésus. Le P. Coton demeura quatorze ans à la cour pour servir de garant, répondre aux attaques et organiser l'établissement progressif des nouveaux colèges. Ce ne fut pas toujours sans péril pour sa vie, témoin la tentative d'assassinat, dont il faillit être la victime, le jour où il fut transpercé d'un coup de poignard dans un carrosse, par le bras d'un misérable assassin. Sa vertu était à la hauteur de son

(1) Recherches historiques et critiques sur la Compagnie de Jésus en France du temps du P. Coton 1564-1626, par le P. J. M. Prat de la même compagnie. Lyon, Briday, M. DCCC. LXXVI. In-8, 5 vol.

talent. Un de ses portraits le représente un lys à la main, conversant avec un ange, symbole de la pureté angélique de sa vie et de sa dévotion envers les Esprits Célestes. La Bienheureuse Marie de l'Incarnation et saint François de Sales ont rendu un haut témoignage à sa sainteté peu commune.

Dans les dernières années de sa vie, les ennemis acharnés de la Compagnie de Jésus l'abreuverent d'outrages, sans altérer la sérénité de son âme. Mais le coup fatal lui fut porté par le dernier effort tenté pour obtenir une déclaration injurieuse au Saint-Siège. Placé dans l'alternative de la signer et de la faire signer par tous les Jésuites de France ou de voir ses frères de nouveau bannis, le P. Coton finit, à force de remontrances et de supplications, à faire introduire dans l'acte une clause qui réservait les droits du souverain pontife. Epuisé par ce dernier acte de courage et brisé par la violence de cette nouvelle attaque, son corps affaibli après tant de secousses ne put résister plus longtemps. Pris d'un accablement voisin de l'agonie, ce grand homme de bien, le plus illustre enfant de la Compagnie en France, expira pieusement à Paris, le dix-neuvième jour de mars 1626.

Le P. Pierre DU HAMEAU, né à Bellême (Orne), le 4 mars 1585, entré au noviciat de Nancy, le 3 août 1608, admis à la profession solennelle des quatre vœux, à Paris, le 21 décembre 1625, mourut à Moulins, le 25 juillet 1631.

Ce fut pendant son séjour à Alençon qu'il recueillit les éléments de la vie de Marguerite, duchesse d'Alençon, imprimée à Paris, chez Sébastien Cramoisy en 1628, avant son départ pour Moulins, dont il gouverna le collège jusqu'à sa mort. Grâce à son esprit conciliant et à la circonstance particulière où se trouvait le faubourg de Montsort, dépendant de l'Evêque du Mans, Mgr Jacques Camus de Pontcarré s'était un peu relâché de sa première rigueur ; ses deux visites au collège, à l'occasion de la confirmation favorisèrent le rapprochement, et plus tard, à la mort du P. Gandillon, le prélat voulut qu'on imprimât à Alençon une deuxième édition de l'Âme Sainte, comme on va le voir.

Il n'y a pas de détails connus sur la vie du P. du Hameau,

mort à un âge trop peu avancé pour que l'on puisse même conjecturer de quel côté s'étaient étendues ses recherches.

Le P. François GANDILLON, né à Orléans, le 9 mai 1589, entré au noviciat de Paris, le 31 janvier 1614, admis à Paris à la profession solennelle des quatre vœux, le 30 août 1626, mourut à Alençon, le 29 octobre 1631.

On remarqua en lui, dès ses débuts dans la vie religieuse, une piété, une innocence et une droiture singulière d'intention. Doué de qualités naturelles non moins éminentes pour les études et le gouvernement, le P. Gandillon passa par les collèges de Rennes, d'Orléans, de la Flèche et de Paris, avant d'être nommé Recteur d'Alençon. Dans cet office, il acquit en peu de temps une haute réputation et quand la mort vint ouvrir pour lui les portes de l'éternité, dans le moment où l'on espérait lui voir fournir encore une longue carrière, la ville tout entière s'émut et le deuil fut général. On fut même obligé de prier les P. P. Capucins de prêter leur Eglise pour les funérailles, tant la foule se pressait pour assister au service !

Le P. Gandillon était le troisième Recteur d'Alençon. Après sa mort, Mgr Jacques Camus de Pontcarré, Evêque de Sais (Séez) donna l'ordre de publier une seconde édition de « L'âme sainte accomplie de toutes les vertus et connaissances surnaturelles », petit volume in-16, de 355 pages. Il semble que sa douceur et son mérite aient un peu contribué à faire revenir le Prélat gallican de ses préventions contre un ordre qu'il n'avait pas beaucoup favorisé jusqu'alors.

Le P. Claude GÉDOUYN (alias Gédoyne), né à Paris, le 29 janvier 1604 (alias 20 janvier 1603), entré au noviciat le 5 (alias 6) octobre 1621, mourut à Alençon, le 20 juin 1636 (alias 17, alias 21).

Dans toutes les villes où la Compagnie de Jésus avait une maison stable, l'œuvre considérée comme la plus importante, à cause des fruits de salut dont elle était la source, était celle des catéchismes, ou Ecole Dominicale. Il serait fort intéressant de former un recueil des pieuses industries, dont se ser-

vaient les Pères chargés en divers lieux d'un ministère aussi apostolique. On y trouverait des modèles à imiter, des leçons à suivre. Malheureusement, les annalistes sont d'ordinaire trop sobres de détails sur ce point, et, la plupart du temps, muets. Aussi convient-il de mettre en relief la mémoire de ceux qui, comme le P. Gédouyn, à Alençon et le P. Marc, à Valenciennes (1) ont fondé les Ecoles Dominicales sur des bases solides, ou qui les trouvant établies, leur ont donné un accroissement nouveau, plus d'extension et plus d'éclat.

En général, le premier soin du Catéchiste est de concevoir un zèle ardent pour l'instruction religieuse des enfants et des ignorants, et de s'y préparer en écrivant avec beaucoup de concision et de netteté la matière des entretiens. Ces discours doivent être sobres, avec un argument court, des preuves solides, et une conclusion fort accentuée. L'orateur se mettra à la portée des plus petits et même des moins intelligents, en se faisant lui-même accessible et populaire. Il se servira d'images, de paraboles, de comparaisons et d'anecdotes, en rapport avec son sujet. Pour assurer la perpétuité de l'œuvre, la prévoyance lui inspirera les moyens d'y intéresser un grand nombre de chrétiens instruits et dévoués. Le chant des cantiques, des processions, des récompenses, des distinctions, des faveurs, des dialogues, introduiront une variété nécessaire et quand tous ces moyens auront été employés avec persévérance, l'œuvre des Ecoles Dominicales aura fait connaître Dieu, haïr le vice et pratiquer la vertu.

Après ses études de théologie et la troisième année de probation, le P. Claude Gédouyn fut envoyé à Alençon pour s'y occuper des catéchismes. Le collège n'avait encore qu'une chapelle de dimensions restreintes. Mais la belle église de Notre-Dame avait été mise à la disposition du *Catéchiste*, à une heure convenable, de manière à ne pas gêner les offices de la paroisse. Des divers quartiers de la ville, sous la conduite de personnes dévouées, s'avançaient à un signal convenu, les groupes d'enfants attirés à la collégiale par le désir de prendre part à ces exercices variés, dont ils étaient à la fois les acteurs et l'objet.

(1) Une intéressante notice a été imprimée récemment à Valenciennes sur l'Ecole Dominicale des Jésuites et sur le P. Marc, par M. l'abbé Cappliez, curé de Saint-Nicolas.

Tantôt, dans le trajet, on récitait, à haute voix, une réponse du chapitre désigné pour la leçon du jour, ou l'on chantait un refrain de cantique ; tantôt on égrenait une dizaine du rosaire. Sur la route, les habitants se mettaient aux portes pour contempler le spectacle et souvent pour grossir la foule des auditeurs jusqu'à l'Eglise. Alors, on y voyait entrer à la suite de presque tous les enfants de la ville, des hommes et des femmes, désireux de profiter d'un enseignement si bien mis à la portée de toutes les intelligences. Le P. Gédouyn eut le don de remplir, dès le début de son ministère, la vaste enceinte de Notre-Dame et parfois elle se trouva trop petite pour contenir la foule des auditeurs. Souvent même, pour être sûres d'avoir une place, nombre de personnes demeurèrent à l'église depuis la fin de la dernière messe jusqu'à l'heure du catéchisme. L'enthousiasme ne se ralentit pas un seul moment depuis le mois d'octobre jusqu'à l'approche de l'été. Alors éclata soudain la nouvelle de la maladie qui mettait en danger la vie du zélé catéchiste et l'on put voir à quel point la ville d'Alençon le vénérât et l'aimait. Ce fut une sorte de consternation et de deuil public. Une dame de haut rang alla jusqu'à offrir à Dieu la vie de son propre fils, à condition que ce sacrifice serait suivi de la guérison du malade. Mais l'heure de la récompense avait sonné pour lui et toutes les supplications ne purent l'emporter sur les desseins secrets de la Providence.

Dès qu'on apprit sa mort, les témoignages de la douleur publique furent nombreux, touchants et significatifs. Ses funérailles furent un vrai triomphe auquel le clergé, les ordres religieux, la noblesse et une foule immense de peuple voulurent prendre part. La paroisse, dont il avait évangélisé les habitants, prit l'engagement de faire célébrer à perpétuité un service pour le repos de son âme. On l'invoqua comme un saint et sa mémoire nous a été précieusement conservée par les annalistes de la Compagnie de Jésus. En écrivant à Rome, ses supérieurs pouvaient écrire du P. Gédouyn, sans craindre d'offenser la vérité : *vivum pené ac spirans omnium virtutum exemplar*. C'était un modèle vivant de toutes les vertus dont il exhalait le doux parfum.

Le P. Ignace ARMAND, né à Gap, le 15 novembre 1563, entré au noviciat d'Avignon, le 20 avril 1579, admis à la profession solennelle des quatre vœux à Avignon, en 1596, mourut à Paris, le 8 décembre 1638.

Il gouverna à plusieurs reprises les provinces de France et de Champagne. A la mort du P. Coton, 19 mars 1625, ce fut lui qui reçut la charge de lui succéder, en attendant la nomination d'un successeur, le P. Jean Filleau. Quand Henri IV se montra disposé à abroger le décret de bannissement prononcé contre les Pères de la Compagnie de Jésus, après l'attentat de Jean Châtel, le P. Ignace Armand charma le Prince par l'à propos de ses remarques et la sincérité de ses déclarations. Si le P. Coton plut davantage, la sagesse de son supérieur ne contribua pas moins, dans une large part, au succès final. Plein de jours et de mérites, il mourut à Paris, le 8 décembre 1638.

Le P. Etienne BINET, né à Dijon, le 9 (alias, le 7) octobre 1569, entré au noviciat de Novellara, le 3 octobre 1590, admis à la profession solennelle des quatre vœux, à Paris, le 28 octobre 1611, mourut à la maison professe de Paris, le 4 juillet 1639.

Selon l'idée généralement reçue, les ordres religieux, dans la première phase de leur existence, comptent, dans leurs rangs, toute une pléiade d'hommes vraiment extraordinaires par le talent, la science et la vertu.

Le P. Etienne ne fut pas l'un des moins remarquables Jésuites suscités de Dieu pour implanter en France l'Institut de saint Ignace. Sa prédication et des écrits aussi nombreux que variés l'ont fait comparer à saint François de Sales, son condisciple à Paris et son ami. Pour l'un comme pour l'autre, la douceur et la suavité avaient le plus doux attrait et, soit dans leurs rapports avec les hérétiques et les incrédules, soit dans la visite des malades, ou la consolation des affligés, leur affabilité gagnait tous les cœurs. Dans le dessein de mieux captiver leurs auditeurs et leurs lecteurs, tous les deux se servaient à l'envi de ces formes gracieuses qui rendent la pensée plus agréable et la font pénétrer sans effort dans l'intelligence et surtout dans la pratique. Enfin, cette exquise bonté n'excluait pas la fermeté de principes ni la virilité dans l'exécution. En un mot, jamais on

ne vit peut-être autant de force unie à une pareille charité pour le prochain.

Le P. Binet fit entendre sa parole dans toutes les grandes chaires de France et toujours avec un merveilleux succès. Après avoir charmé les esprits par la lucidité de ses raisonnements, ses discours les entraînaient dans les plus hautes sphères de la vérité en même temps que le charme de sa parole et son aménité leur plaisaient et les touchaient. Au milieu de ces grandes occupations, auxquelles s'ajouta pendant de longues années la charge de supérieur, il trouva, on ne sait comment, le temps de composer une foule de traités pieux qui supposent des connaissances doctrinales solides et variées. On les lit encore, même sous leur forme ancienne, dans des éditions modernes, avec autant de fruit que de plaisir.

Le P. Binet fut tour à tour Recteur du Collège de Rouen, préposé de la maison professe de Paris, Provincial de France, de Champagne et de Lyon. Dans ces divers offices, l'auteur du volume intitulé : « Quel est le meilleur gouvernement, le rigoureux ou le doux », ne pouvait manquer d'appliquer ses principes. On le vit donc s'étudier avec un soin extrême à prévenir les fautes, de peur d'être dans l'obligation de les réprimer, et ses inférieurs, persuadés de la vigueur avec laquelle il maintiendrait l'observation exacte de toutes les règles, se plaisaient à reconnaître tant de fermeté unie à tant de douceur. C'était une union parfaite du *fortiter* et du *suaviter* !

A la fin d'une longue carrière consacrée à la plus grande gloire de Dieu et au salut des âmes, ce grand serviteur de l'Eglise reçut, avec une entière sérénité, l'annonce de sa mort prochaine. Il s'y prépara, comme on le fait, pour un voyage ordinaire. Sa mort fut pleurée par ses contemporains, mais sa vie peut être proposée comme un glorieux modèle à imiter.

Le P. Binet visita le collège d'Alençon, le 26 juin 1635, le 19 mai 1636, le 13 octobre 1637 et le 5 juillet 1638. Pendant les quatre années de son administration, les mesures prises pour maintenir la communauté dans la ferveur, n'empêchèrent pas le saint provincial de s'occuper de l'état temporel du collège. En 1635, la maison de Condé fut acquise, par voie d'échange, contre quatre journaux de terre situés dans la paroisse de Saint-Gervais-du-Perron (canton de Sées). Elle servait de lieu de récréa-

tion pour les huit jours de grandes vacances des régents, selon l'usage en vigueur dans ce temps. Plus tard, cette villa fut affermée. En outre, par lettres patentes du 15 juin 1637, Louis XIII et Marie de Médicis (comme duchesse d'Alençon), donnèrent au collège le Petit-Parc, dont la rente fut de quatre cents livres.

Le P. Binet, avant d'avoir encore de relations directes avec le collège d'Alençon avait contribué, pour sa part, à éclairer la question soulevée par l'Evêque de Séez, Jacques Camus de Pontcarré, par rapport aux pouvoirs des évêques sur les Réguliers. Dans la pensée de ce prélat, tous les religieux devaient dépendre immédiatement de l'ordinaire, tandis que le Pape et le Concile en ont décidé autrement. En tout cas, si le traité publié par le P. Binet, sous un pseudonyme, n'a pas servi à trancher le différend relatif au collège d'Alençon, il a permis de résister aux prétentions de l'assemblée de 1626, auxquelles l'évocation de l'affaire au Conseil du Roi mit très heureusement fin.

Le P. Etienne CHARLET, né à Paris, en 1570, entré au noviciat de Verdun, le 11 novembre 1589, admis à la profession solennelle des quatre vœux, le 2 février 1605, mourut à Paris, le 26 octobre 1652.

Le P. Charlet visita le collège d'Alençon, en qualité de provincial, le 1^{er} juillet 1647 et le 10 août 1648, c'est-à-dire, pendant sa seconde administration de la Province de France.

Ce fut un des hommes éminents de sa Compagnie, aux débuts de son établissement en France. Sa vertu, sa prudence et un esprit naturel doublé d'un jugement des plus droits, fixèrent de bonne heure sur lui l'attention des premiers supérieurs de son ordre. Il fut trois fois Provincial, et pendant dix-neuf ans Assistant de France, près du Général, à Rome.

Le P. Jacques DINET, né à Moulins, en 1585, entré au noviciat de Nancy, le 1^{er} mars 1604, admis à la profession solennelle des quatre vœux, à Paris, le 4 novembre 1618, mourut à Paris, le 22 décembre 1653.

La plus grande partie de sa vie se passa dans l'office de supé-

rieur. Tour à tour, Recteur des collèges d'Orléans, de Tours, de Rennes et de Paris, Provincial de France, 1629-30, et 1638-41, Provincial de Champagne, député à Rome par deux fois à la Congrégation Générale, le P. Jacques Dinét fut un des personnages les plus considérables de sa province. Sa clairvoyance lui avait montré les graves dangers dont l'Eglise et le Saint-Siège étaient menacés du côté du Jansénisme, secte redoutable, dont le puritanisme cachait la malice et le venin. Son zèle lui fit prendre, de concert avec saint Vincent de Paul, les moyens les plus propres à obtenir de Rome une condamnation contre les cinq articles, et la Bulle d'Innocent X aurait sans doute porté de meilleurs fruits, si l'intrigue et l'hypocrisie des sectaires n'avaient, à la suite de ce document Pontifical abusé des dispositions toujours conciliantes de la Cour de Rome. Faute de vigueur, dès la publication de la sentence, les progrès de l'erreur ne furent pas arrêtés, et le mal produit par l'esprit de mansuétude, dont ne se départissent jamais les Papes, s'est continué jusqu'au XIX^e siècle.

Le P. Dinét mérita la confiance de Louis XIII, dont il fut le confesseur, avant d'être celui de Louis XIV enfant. Comme son père Henri IV, Louis-le-Juste légua son cœur à la Compagnie de Jésus et l'Eglise de la Maison Professe de Paris le reçut en dépôt.

Plus le serviteur de Dieu avait été honoré pendant sa vie, plus il voulut s'abaisser à l'heure de la mort, et ses frères, en le déposant, à sa demande, sur un lit de cendres, ne crurent pas cette suprême consolation indigne d'une vie aussi sainte et aussi édifiante.

Le P. Dinét visita le collège d'Alençon, le 13 mai 1639, le 15 juillet 1640, et le 6 juillet 1641.

Le P. Charles DE LESSAU, né à Amiens, en février 1593, entré au noviciat, le 6 septembre 1614, à Rouen, admis au degré de coadjuteur spirituel, à Rouen, le 15 août 1629, mourut à Alençon, le 13 avril 1657.

La notice nécrologique de cet ardent religieux parle surtout du don merveilleux qu'il avait d'inspirer à tous un peu de l'amour brûlant dont il était dévoré pour Dieu notre Seigneur.

Alençon avait appris à le connaître et à l'aimer, dans sa charge de Recteur du collège. Aussi la ville toute entière voulut-elle prendre part à ses funérailles et vénérer les restes d'un saint dont on disait à haute voix : « Il n'a jamais cherché que Dieu » !

Le P. J. B. DE SAINT-JURE, né à Metz, le 17 février 1588, entré au noviciat de Nancy, le 4 septembre 1604, admis à la profession solennelle des quatre vœux, à La Flèche, le 16 juillet 1623, mourut à Paris, le 30 avril 1657.

Peu d'hommes se sont appliqués avec plus de zèle à étudier d'abord pour leur profit personnel, ensuite dans un but apostolique, la personne adorable du Verbe Incarné, dans son office de Sauveur, par amour du genre humain. Sans chercher à établir ici de comparaison entre les nombreux ascètes qui ont traité le même sujet, prêtres séculiers, religieux de tous les Ordres et Jésuites, le principal ouvrage du P. J. B. de Saint-Jure est estimé généralement comme un des meilleurs sur la connaissance, l'amour et l'imitation de N. S. Jésus-Christ. Une doctrine solide, une exposition tout à fait didactique, un exposé net et lucide sont les qualités maîtresses de ce livre, dont la lecture s'impose à ceux qui veulent s'avancer dans les voies de Dieu. On peut voir dans les treize colonnes que consacre le P. Sommervogel à l'indication de l'œuvre de ce religieux, combien il s'est publié d'éditions et de traductions de ses savants et pieux écrits.

Le P. de Saint-Jure, selon toute apparence, avait médité longtemps à l'avance, dans cet ordre d'idées, avant de confier au papier le fruit de ses lectures et de ses oraisons. On ne saurait s'expliquer autrement qu'il ait pu publier dès l'âge de quarante-neuf ans un traité plein de la science divine et qui dénote une expérience si haute des voies intérieures. Ses biographes attestent sa fidélité scrupuleuse à s'acquitter de tous ses exercices spirituels, sans en abrégier un seul, et le soin méthodique avec lequel il notait les lumières reçues dans l'oraison, dès le début de sa vie religieuse.

Il est à croire qu'il fut désigné, à la demande de Marthe Durand, femme du président au Présidial d'Alençon, comme

l'homme le plus capable de remuer la ville, dans l'exercice d'une mission. Aux yeux de cette pieuse Dame, les succès de ces prédications serait le moyen de préparer les esprits à l'établissement d'un collège destiné à mettre un terme aux progrès du Protestantisme, avec l'espoir de l'extirper complètement, soit par l'éducation de la jeunesse, soit par le ministère de la parole et la pratique des sacrements.

D'ordinaire, le Père chargé d'aplanir les voies par une prédication était aussi, la plupart du temps, celui qu'on établissait supérieur au moment de la fondation. On a vu ailleurs, comment Mgr Jacques Camus, ennemi naturel des moines soumis à la juridiction immédiate du Saint-Siège, après avoir approuvé l'établissement (de peur d'être accusé, par le peuple, de favoriser l'hérésie) retira aux Jésuites le droit d'ouvrir leur Eglise le dimanche et restreignit le pouvoir d'entendre les confessions. C'était empiéter sur les prérogatives des Souverains Pontifes et entreprendre une lutte aussi dangereuse que déraisonnable. C'était édifier d'une main et est en même temps détruire de l'autre. Que se passa-il entre le Prélat et le jeune supérieur du collège naissant, de 1623 (date de son installation) à 1626 (date de son remplacement par le P. Pierre du Hameau), il serait difficile de le dire, en l'absence de tout document. Le P. de Saint-Jure, encore assez jeune, montra-t-il tout le liant nécessaire dans un conflit avec un homme qui, d'après ses confidences intimes, n'écoutait volontiers personne et ne paraissait disposé à entendre aucune raison, si son sentiment à *priori* s'y opposait ? En tous cas, la direction venue de Rome d'éviter tout ce qui pourrait offenser même de loin l'Evêque de Séz : *ne ullam nostri offensionis ansam præbeant*, arriva (1) vers le temps où le P. Pierre du Hameau avait déjà sans doute remplacé le premier supérieur. Il est cependant certain que la conduite du P. de Saint-Jure ne fut pas jugée blâmable, puisque, en quittant Alençon, il devint Recteur du collège d'Amiens, puis de celui d'Orléans, avant d'être Recteur et maître des novices à Paris. Le plus probable est que, pour ménager la susceptibilité de Jacques Camus, le P. Coton résolut de donner au collège comme supérieur, un père appartenant à une famille connue du

(1) Après le 20 octobre 1626.

pays. Par là il mettait en face de l'Evêque un homme nouveau, avec lequel, tout au moins, la tension des rapports n'était pas à craindre. Il lui était enjoint d'accepter, sans rien dire, la situation anormale créée par le Prélat, tandis que le P. de Saint-Jure, quand même il aurait usé des termes les plus respectueux, avait été dans la nécessité de résister pour le fonds à des exigences anti-canoniques. Envisagé à ce point de vue, l'éloignement du P. de Saint-Jure ne pourrait lui être imputé comme mérité par une faute ou une imprudence.

Sa vertu aurait été du reste à la hauteur d'une humiliation publique. Mais il est douteux que sa nomination de recteur au collège d'Amiens puisse passer pour une disgrâce.

La tradition rapporte des merveilles au sujet des novices formés par un homme d'une sainteté reconnue. Mais les limites d'une notice sommaire ne permettent pas de suivre le serviteur de Dieu dans cette voie nouvelle, où la volonté des supérieurs le fit entrer dans la maturité de l'âge, du talent et de la vertu.

Arrêté par la maladie, cinq jours seulement avant sa mort, le P. de Saint-Jure mit toute son application à bien souffrir, dans l'esprit de la règle. On peut en juger par les paroles que rapporte un témoin de sa maladie et de sa mort.

« Oh ! si j'endurais comme il faut ! je suis sur la croix, je suis donc bien ; mais il ne suffit pas d'y être ; il faut y être comme Jésus et souffrir comme lui. O mon sauveur, souffrez à présent en moi, de la même façon que j'ai souffert en vous dans votre Passion » !

Et comme quelqu'un lui suggérerait d'autres sentiments :

« Ne troublez pas les pensées et les sentiments que Dieu met en moi ; suivons son attrait ».

Toute la communauté étant réunie près de lui, il dit :

« Jésus crucifié a été je l'avoue, mon unique attrait toute la vie. Je vous en prie tous, aimez Jésus-Christ ».

Le P. Jean-Baptiste de Saint-Jure mourut, le 30 avril 1657, âgé d'un peu plus de soixante-neuf ans, dans la cinquante troisième année de sa vie religieuse.

Le P. Louis CELLOT, né à Paris en 1588, entré au noviciat de Nancy, le 14 avril 1605, admis à la profession solennelle des

quatre vœux, le 3 septembre 1623, mourut à Paris, le 20 octobre 1658.

Ce savant et pieux personnage fut régent jusqu'en 1613 et commença l'étude de la théologie, terminée quatre ans plus tard. Professeur d'Ecriture sainte pendant sept ans, après avoir de nouveau fait quatre ans le cours de rhétorique, il devint successivement Recteur de Rouen et de La Flèche, écrivain versé dans la connaissance de l'Ecriture sainte et de l'histoire ecclésiastique. Ses écrits ont encore de la réputation. Ce fut dans sa vieillesse que les premiers supérieurs de son ordre lui imposèrent la charge de Provincial. Mais le fardeau était trop lourd pour un homme dont la vie avait été pleine de rudes travaux et l'heure de la récompense arriva pour lui, peu après l'expiration de son triennat. Nommé en 1654 ou 1655, il mourut en effet, à Paris, le 20 octobre 1658. Le P. Nicolas Royon son prédécesseur était mort le 25 septembre 1654.

Le P. Cellot visita le collège d'Alençon, le 29 mai 1655, le 10 juin 1656 et le 7 juin 1657.

Le P. Antoine VATIER, né à Ouilli-le-Tesson (Calvados) (1), le 19 mai 1595, entré au noviciat de Paris, le 8 novembre 1613, admis à la profession solennelle des quatre vœux, le 13 août 1630, à Rouen, est mort à Paris, le 13 octobre 1659.

Il est considéré non seulement comme un maître de la vie spirituelle, mais comme un des Pères Français qui ont le mieux compris et fait connaître la méthode de saint Ignace dans ses Exercices. Outre le livre publié sous le titre « Conduite de Saint Ignace menant une âme à la perfection » en 1650, on lui doit trois autres ouvrages. Le premier suffirait à sa gloire. L'auteur y découvre, en les déplorant, les illusions de certaines personnes détournées d'une méthode facile, logique et efficace, par l'attrait de nouveautés dangereuses « autres façons d'exercices qui n'en approchent que fort peu, leur faisant injustement et à tort mettre en oubli la source dont les eaux puisées en elle-même sont si salutaires et si délicieuses ».

Ce volume, fruit de longues méditations et d'une expérience

(1) Dans le diocèse de Séez.

consommée est encore, malgré des travaux récents, fort apprécié des maîtres de l'ascétisme. On y respire partout un parfum de solide piété, en même temps qu'on y rencontre des explications lumineuses et un commentaire solide des exercices, dont la pratique a conduit tant de saintes personnes à la plus haute perfection. S'il n'est plus possible, depuis les savantes recherches du P. Henri Watrigant, dans sa « Genèse des exercices » de croire que ce petit livre fut *dicté* au Saint par la Très Sainte Vierge, rien ne s'oppose à ce qu'il ait été inspiré par elle, ou écrit avec son assistance ; le travail du P. Vatiez conserve donc, sous beaucoup de rapports, une grande valeur ; sa lecture sera toujours utilement conseillée à une foule de personnes.

Le P. NOËL, Etienne, né, suivant le P. Carrez, à Huilliécourt, canton de Bourmont (Meuse), *Borrensis*, suivant d'anciens catalogues, et peut-être *Bornensis*, Borny (Metz) ? le 29 septembre 1581, entré au noviciat de Saint-Nicolas-du-Port (Meurthe), le 17 septembre 1599, admis à la profession solennelle des quatre vœux, à Moulins, le 27 septembre 1617, mourut à La Flèche, le 16 octobre 1659.

Son administration de la province de France fut si vite abrégée par la maladie, que son nom ne figure pas, à la date de la visite de 1644 ou de 1645. Il est donc à croire que les infirmités l'obligèrent à résigner son office. Dès lors, sa santé épuisée par une ardeur infatigable au travail, ne lui laissa plus assez de force pour lui permettre une application soutenue. Après avoir languï plus de quinze ans, le P. Noël s'endormit en paix, à La Flèche, le 16 octobre 1656.

Le P. Claude DE LINGENDES, né à Moulins, le 11 septembre 1591, entré au noviciat de Lyon, le 20 mai 1607, admis à la profession solennelle des quatre vœux, le 13 juin 1627, à Caen, mourut à la Maison professe de Paris, le 12 avril 1660.

Au dire même des ennemis de la Compagnie de Jésus, non seulement le Père de Lingendes fut le plus illustre et le plus goûté des orateurs sacrés de son temps, mais il fut le réformateur de la chaire chrétienne vers le milieu du XVII^e siècle. Pen-

dant trente-sept ans, il parut avec succès dans toutes les grandes Eglises de France et sauf dix années passées en province, Paris eut la bonne fortune de l'entendre le plus souvent. Dès lors, les trivialités, les jeux de mots, et les excentricités de langage disparurent peu à peu de la prédication pour faire place au grand style de la fin du siècle. Cependant, ses sermons furent publiés en latin, bien qu'ils aient été prêchés en français.

Le P. de Lingendes avait reçu le don de conduire les âmes à la plus haute perfection. Lui-même, avant de les guider et de les encourager, avait appris, par une expérience personnelle, à gravir les sentiers escarpés qui mènent à Dieu, dans la voie du détachement. Parmi ses pénitentes les plus célèbres, on peut citer Madame de Montmorency qu'il dirigea dans le temps où il était Recteur de Moulins, et dont il disait aux religieuses de la Visitation : « Vous verrez en elle tout ce que vous verrez de meilleur dans la vie des plus grands saints ». Sainte Jeanne-Françoise Frémiot de Chantal voulut l'avoir à son lit de mort et peu de moments avant de remettre son âme à Dieu elle lui dit : « Mon très cher Père, nous vous avons tant d'obligations, à vous et à votre sainte Compagnie, que nous ne les saurions jamais assez reconnaître ».

Il semblait que le ministère de la prédication aurait dû être le seul emploi de toute sa vie. On voit cependant que pendant de longues années, les supérieurs de son ordre lui confièrent des charges importantes, capables d'occuper à elles seules les talents et les forces de l'homme tout entier. Recteur des collèges de Moulins et de Tours, préposé de la maison professe de Paris, enfin Provincial de 1648 à 1651, le P. de Lingendes fit face à tous les devoirs de ces diverses charges, et par l'emploi bien réglé des moindres moments, il trouva le moyen de ne jamais interrompre ses prédications. L'on a peine à comprendre comment la fatigue causée par la visite des nombreux collèges de la Province de France, le soin des affaires, une correspondance active, etc., aient pu se concilier avec une telle expansion de zèle. Et néanmoins, cet homme vraiment apostolique ne refusait jamais d'adresser la parole au peuple, dans l'Eglise de nos collèges, aux assemblées de nos congrégations, ou même sur sa route, dans les plus humbles paroisses.

Trois fois, pendant cette longue carrière, le P. de Lingendes

fut député à Rome et assista à trois congrégations générales. C'est la preuve de l'estime que professaient ses frères pour tant de lumières et de sagesse.

La fin de sa vie fut éprouvée par dix-huit mois de souffrances, causées par de douloureuses infirmités. Mais il avait trop médité sur la passion du Sauveur pour ne pas accepter avec bonheur la Croix sur laquelle il était cloué. Sa mort, arrivée le 19 avril 1660, fut pleine de douceur et d'édification.

Ce fut pendant son administration de la Province, que les habitants de la ville donnèrent au collège d'Alençon la somme de sept cents livres treize sols de rente annuelle à prendre sur les entrées de vin à Rouen. Ce don fut confirmé par lettres patentes, au mois de mai 1651. Depuis, Louis XIV supprima cette rente et la remplaça (par lettres patentes d'avril 1684) par une rente de quatre cents livres à prendre sur les tailles de la Généralité.

Le P. Jacques RENAULT, né à Paris, le 12 janvier 1603, entré au noviciat, le 13 septembre 1613, admis à la profession solennelle des quatre vœux, à Paris, le 15 août 1636, mourut à Paris, le 4 mai 1660.

Le P. Jacques Renault avait été employé à professer les lettres humaines et la philosophie et s'était acquitté de cet office avec honneur. Il dirigea la congrégation des Messieurs à Paris et parut non sans succès dans la chaire chrétienne. Tour à tour Recteur du collège d'Orléans, Recteur du noviciat de Paris et maître des novices, pendant dix ans, Préposé de la maison Professe, ce Père fut nommé Provincial en 1658. Un voyage précipité à Bourges, sur l'ordre du T. R. P. Général, en rouvrant une blessure qu'il avait reçue depuis plusieurs années, à la suite d'une course à cheval, causa une opération dangereuse. Malgré la douleur que lui firent subir les chirurgiens en le taillant au vif, il voulut rendre compte à Rome de sa propre main, des résultats de sa visite, et l'application qu'il y mit détermina une fièvre si violente que tout espoir de guérison s'évanouit. Jusqu'au dernier moment, on vit briller en lui les vertus qu'on avait admirées pendant sa vie : une douceur, une fermeté et une prudence singulières.

Cette mort explique pourquoi le collège d'Alençon visité le 3 juin 1658 et le 20 mai 1659 ne revit pas le Provincial avant l'arrivée du P. Louis Milquin qui signa les comptes du collège le 12 juillet 1661.

Le P. Jean POMMEREUL, né à Nevers, le 14 janvier 1620, entré au noviciat de Rouen, le 16 septembre 1620, mourut à Amiens, le 23 janvier 1666. Il était Recteur de ce collège.

C'était un homme d'oraison intimement uni à Dieu et gouvernant sa maison avec autant de charité que de vigilance et de fermeté, pour exiger l'observation de la règle et l'amour du travail. On crut qu'il avait eu une révélation du jour de sa mort avec l'assurance de sa prédestination. Le P. Pommereul avait été Recteur du Collège d'Alençon, de 1660 à 1663.

Le P. François ANNAT, né à Estaing (Aveyron), le 5 février 1590, entré au noviciat de Toulouse, le 16 février 1607, admis à la profession solennelle des quatre vœux, à Toulouse, le 28 janvier 1624, mourut à Paris, le 14 décembre 1670.

Bien qu'il ait succédé au P. de Lingendes en 1651, son nom ne figure pas au registre des comptes rendus par les procureurs aux Provinciaux, avant le 16 juin 1653, et le P. Nicolas Royon l'avait déjà remplacé avant le 1^{er} juin 1654.

Le P. Annat est un des Jésuites français les plus connus, par la vigueur et la solidité de ses attaques contre le Jansénisme, comme par un renom de savoir, de probité et de vertu à la cour ; son crédit fut extraordinaire et l'on a pu dire, en toute vérité, qu'il ne s'en servit jamais pour lui ni pour d'autres. Prédicateur éloquent, ouvrier plein de zèle, supérieur habile et prudent, dans la Province de Toulouse et plus tard à Paris, dans les offices de réviseur, de Provincial et d'Assistant, il mérita toujours la confiance de ses supérieurs et l'amour de ses inférieurs. Plus ses talents et sa sagesse l'élevaient au-dessus de la plupart des hommes de son temps, quoi qu'aient dit de lui *Les Provinciales*, plus son humilité le mettait à ses yeux au-dessous de tout le monde. La Cour le regretta vivement et le Roi résista d'abord à ses supplications, quand l'âge et les infirmités forcèrent le con-

fesseur à résigner son office. Devenu libre de tout souci, le P. Annat ne songea plus qu'à se préparer à la mort et ses dispositions donnèrent à tous ceux dont il était entouré une profonde édification. Au dire des témoins oculaires, ses derniers moments furent un fidèle écho de sa sainte vie. Dans le temps où ses fonctions l'appelaient régulièrement à la Cour, Louis XIV put faire de lui cet éloge : « Le P. Annat semble ne pas avoir de famille », tant sa réserve et sa discrétion sur ce point différaient de l'usage de tous ceux qui approchaient le Roi.

Le P. Claude DE LIDELLE ou DE LIDEL, né à Moulins, le 6 juin 1593, entré au noviciat de Rouen, le 21 octobre 1611, admis à la profession solennelle des quatre vœux, le 18 avril 1634, mourut à Rouen, le 19 mars 1671.

Ce fut un de ces religieux modèles, aptes à tous les emplois, et prêts à les accepter, sur le moindre signe de la volonté des supérieurs. Successeur du P. de Machault, dans le gouvernement du collège d'Alençon, de 1642 à 1645, il ne manqua pas au devoir de diriger ses écoliers et ses régents dans la voie du travail et de la piété. Il avait trouvé, à son entrée en charge, un écart de près de neuf cents livres entre l'actif et le passif de sa maison. Malgré l'insuffisance annuelle du revenu et grâce à deux mille quatre cents livres d'aumônes, l'excédant de la recette sur la dépense se trouva être de cent quatre-vingt-seize livres, quand le P. Jacques Nouet vint lui succéder.

Le grand Corneille avait été son élève au collège de Rouen, dans la classe de rhétorique et se plaisait à reporter sur son habile professeur une partie de ses succès et de sa gloire. Quand le P. de Lidelle publia la théologie des saints, le célèbre poète en reçut un exemplaire en hommage. Aussi la seconde édition de cet ouvrage, imprimée en 1668, porte-t-elle en tête les six stances composées en réponse à l'envoi. Voici la dernière :

Je fus ton disciple et peut-être
Que l'heureux éclat de mes vers
Eblouit assez l'Univers,
Pour faire peu de honte au maître.
Par une plus sainte leçon,
Tu m'apprends de quelle façon

Au vice on doit faire la guerre.
Puissé-je en user encor mieux !
Et comme je te dois la gloire sur la terre,
Puissé-je te devoir un jour celle des cieux !
Par ton très obligé disciple
Pierre de Corneille.

Quod scribo et placeo, si placeo, omne tuum est.

Le P. André CASTILLON, né à Caen, le 12 mars 1599, entré au noviciat, le 20 mars 1614, admis à la profession des quatre vœux vers 1632, mourut à Paris, le 25 mars 1671.

Les Annales de l'ordre sont trop sobres de détails sur le Père Castillon. Il occupe cependant un rang assez distingué parmi les prédicateurs de la fin du règne de Louis XIII et mérite d'être placé en parallèle avec le P. de Lingendes. Déjà les trivialités qui défigurent encore la plupart des discours, à l'époque de Henri IV et jusque vers 1650, les invectives etc., avaient à peu près disparu de la chaire et les orateurs sacrés commençaient à se distinguer par la hauteur de leurs vues et la solidité de leur doctrine. Sans doute, ils n'avaient pas encore la correction et l'élégance du siècle de Louis XIV. Leurs sermons peuvent néanmoins être consultés avec fruit. On y trouvera de bons développements, des images et des comparaisons ingénieuses, et en général, un tour agréable donné à la pensée. Le P. Castillon n'était pas seulement capable de prêcher avec succès, et son gouvernement de la province de France, dans un temps difficile, fit voir que les supérieurs majeurs n'avaient pas en vain compté sur son habileté et sur sa haute prudence. Ceux qui le consultaient se plaisaient à reconnaître que nul autre n'aurait pu leur donner de plus vives lumières et de plus sages conseils.

Le P. Jacques BORDIER, né à Paris, le 1^{er} décembre 1603, entré au noviciat de Nancy, le 18 septembre 1624, admis à la profession solennelle des quatre vœux, à Paris, le 28 octobre 1642, mourut à Paris, le 17 août 1672.

Au témoignage du P. Simon de Lessau, dans ses deux lettres

du 29 juillet 1655 et du 17 janvier 1659, adressées au T. R. P. Général, peu de supérieurs unirent à un plus haut degré, les deux qualités nécessaires au bon gouvernement ; fermeté dans le soin de faire observer la règle, et douceur dans le commandement. Aussi ceux qui eurent l'avantage de vivre sous son obéissance se portaient-ils avec joie aux labeurs des plus pénibles ministères. Recteur de divers collèges (notamment de celui d'Amiens), préposé de la maison professe et provincial, le P. Jacques Bordier se distingua par une charité prévenante à l'égard de ses inférieurs, et une sollicitude toujours en éveil pour subvenir à leurs besoins. A Amiens, dans une seule année, plus de quarante écoliers, animés par ses discours et plus encore peut-être par ses exemples, embrassèrent la vie religieuse dans divers ordres.

Le P. Bordier visita le collège d'Alençon, le 26 août 1655, le 15 juin 1666, et le 1^{er} juin 1667. Cette période fut loin d'être prospère ; chaque année est marquée par une notable insuffisance, et comme le registre de comptes ne fait mention d'aucune aumône, il est à croire qu'il fallut recourir au moyen des emprunts déguisés, c'est-à-dire, à des retards de paiement, pour le règlement des fournisseurs. En général, ces embarras pécuniaires (très fréquents, dans les comptes des procureurs de divers collèges) trahissent des habitudes de dépense, hors de proportion avec les ressources. Ici, elles dénotent tout à la fois insuffisance de revenu et difficultés dans le versement des rentes, des loyers et des intérêts dûs pour des sommes prêtées. Mais, encore une fois, l'exactitude des débiteurs n'aurait pas comblé la différence entre un revenu trop faible et une dépense *des plus modestes*, comme on peut le voir dans les registres qui en ont donné le détail.

Le P. Jacques DE MACHAULT, né à Paris, le 24 avril 1599, entré au noviciat de Rouen, le 2 septembre 1617, admis à la profession solennelle des quatre vœux, à Paris, le 20 août 1634, mourut à Paris, le 1^{er} juin 1676.

Le premier ouvrage imprimé de cet écrivain connu est une « Relation des insignes progrès de la Religion Chrestienne, faits au Paragvai... Paris, Cramoisy, 1638. In-8, 9 feuilles

non chiffrées, pp. 162 ». L'épître dédicatoire est en l'honneur de « Jacques Camus, evesque de Séez » et signée « Iacqves Machavd. » On le voit, les relations du prélat avec les Jésuites d'Alençon étaient devenues moins difficiles, et un échange de politesses s'était établi entre eux. En 1661, parut le « Trésor des grands biens de la très sainte Eucharistie ». Ce volume est un bon traité, connu des prêtres et des fidèles, où l'on trouve, méthodiquement décrits d'après l'Evangile, les avantages que donnent au chrétien les honneurs rendus au T. S. Sacrement et la communion fréquente. Pendant toute sa vie, le P. Jacques de Machault ne semble avoir eu d'autre ambition que de visiter, honorer, aimer et servir Jésus présent sous l'apparence du pain, dans le tabernacle, et sa préoccupation d'inculquer à d'autres sa chère dévotion était telle qu'il ouvrait à peine la bouche sans parler du Saint Sacrement. De bonne heure, le pieux serviteur de Dieu s'était engagé par un vœu spécial, à ne rien épargner pour promouvoir tous les jours de plus en plus la connaissance et l'amour de Jésus dans la sainte Eucharistie, et, sur le point d'expirer, il supplia ceux qui le soignaient de placer cet acte sur son cœur, et de veiller à ce qu'il n'en fût pas séparé dans le tombeau.

Le P. Jacques NOUET, né à Mayenne, le 25 mars 1605, entré au noviciat de Rouen, le 1^{er} septembre 1623, admis à la profession solennelle des quatre vœux, à Paris, le 29 (alias le 25) décembre 1641, mourut à Paris, le 21 mai 1680.

Il est facile d'apprécier la vertu de ce digne religieux, en lisant les nombreux ouvrages de piété qu'il a publiés, tant son âme y paraît intimement unie à Dieu. Ses écrits sont pleins d'une doctrine puisée aux meilleurs sources ; les Saintes Ecritures, les Pères de l'Eglise, et la vie des Saints. On y trouve autant de force que d'onction. Une vie de cinquante-sept ans consacrés à Dieu dans la vie religieuse ne pouvait pas être inféconde. Tour à tour régent, prédicateur, supérieur, il montra constamment, dans les différentes charges que lui confia l'obéissance, une mortification continuelle en toutes choses. Le collègue d'Alençon eut la faveur d'être gouverné par lui de 1645 à 1648, c'est-à-dire à l'âge où les forces de la vie sont encore entières et il n'est pas douteux que les Archives de l'Eglise

Notre-Dame ne contiennent des détails sur sa prédication. Plus tard, après avoir été Recteur du collège d'Arras, le P. Nouet paraît avoir surtout consacré son temps à la publication de ses ouvrages. S'il fut surtout auteur ascétique, sa plume s'exerça aussi dans le genre de la controverse contre les Jansénistes et les Protestants.

Pendant son séjour au collège d'Alençon, un théologal de Séez, le chanoine Jean le Noir, prêcha, dans une des églises de cette ville, un sermon qui n'aurait pas été désavoué par les Calvinistes, bien que l'orateur ait cru ne pas avoir tiré de saint Augustin d'autres principes que ceux qu'admettaient les Jansénistes. Ce fut à cette occasion que le P. Nouet composa et fit imprimer une brochure intitulée :

« Très humble remerciement de Messieurs du consistoire de... à Messieurs les Théologiens d'Alençon, disciples de saint Augustin et auteurs de la réponse à un sermon prêché le jour de Sexagésime A*** 1652. In-4, pp. 14-77.

Le sermon où le chanoine Le Noir exposait ses idées fut imprimé à Paris, sous ce titre :

« La Sainteté des saints prise dans sa source, qui est la prédestination, prêchée le jour de la Toussaint, dans une des églises d'Alençon. Paris, 1050. In-4, pp. 19 ».

La vigoureuse riposte du P. Nouet provoqua l'impression d'une autre brochure :

« Le masque levé au recteur des Jésuites d'Alençon, ou réponse à son libelle diffamatoire qui porte pour titre : Remerciement du consistoire de N***. Sans le millésime ni le lieu d'impression. In-4, pp. 8 ».

Sans doute, le P. Nouet jugea que son *Remerciement* n'était pas atteint par les injures de ce dernier pamphlet. Toujours est-il qu'il dédaigna d'y répondre.

Faudrait-il ajouter que si ces détails sont curieux pour l'histoire d'Alençon et de son collège, ils ne suffiraient pas à donner la moindre idée de l'œuvre du pieux écrivain. L'homme d'oraison est le principal de ses ouvrages, dont la description occupe quatorze colonnes de la Bibliothèque de la Compagnie de Jésus par le P. C. Sommervogel. Il est peu de presbytères et de communautés religieuses qui n'en possèdent au moins un exemplaire.

Le P. Nouet passa les dernières années de sa vie à la maison

professe de Paris, et y mourut, comme il est marqué plus haut, le 21 mai 1680.

Le P. François VAVASSEUR, né à Paray-le-Monial, le 8 décembre 1605, entré au noviciat, le 25 octobre 1621, admis à la profession solennelle des quatre vœux, le 24 avril 1640, au collège de Bourges, mourut à Paris, le 16 décembre 1681.

Elève du docte Père Denis Petau, au collège Louis-le-Grand, cet habile latiniste était regardé comme un maître par tous ses contemporains. Santeuil, Rapin, Commire et Jouvancy lui reconnaissaient un mérite supérieur au leur propre. Ses travaux littéraires furent de purs délassements, si l'on en juge par ses études sur les Livres Saints. En l'entendant disserter sur les prophètes, en lisant sa paraphrase en vers du Livre de Job et des Evangiles, il est facile de reconnaître un continuateur du savant Petau. Sa science théologique et sa verve brillent aussi avec éclat, dans des réponses à Saint-Cyran et Jansenius. Enfin, une haute vertu rehaussait tant de science et d'esprit.

Régent au collège d'Alençon, le P. Vavasseur y prononça, à la rentrée des classes, le 18 octobre 1629, un éloge du roi Louis XIII, imprimé à Paris, chez Sébastien Cramoisy. C'est un grand honneur pour Alençon d'avoir possédé un si habile professeur !

Chargé pendant trente-six années consécutives du cours d'Ecriture-Sainte au collège de Clermont (1), le P. François Vavasseur poursuivit ses travaux jusqu'au moment où la mort vint les interrompre, le 16 décembre 1681.

Le P. César-Joseph, DE LA TRÉMOUILLE, né à Paris, le 3 mai 1630, entré au noviciat, le 14 août 1648, admis à la profession solennelle des quatre vœux, le 15 août 1665, à Blois, mourut au collège Louis-le-Grand, le 25 avril 1698.

Plus le grand nom de sa famille était illustre, plus le Père de la Trémouille eut soin de fuir les honneurs, par amour de l'hu-

(1) Ce fut en 1682 que Louis XIV permit aux Jésuites de Paris de changer le vocable de collège de Clermont en celui de Louis-le-Grand.

milité. Son obéissance était portée aux dernières limites et jamais il ne crut s'abaisser en recourant aux supérieurs pour solliciter leur licence ou leur agrément, même dans les plus intimes détails. Les travaux les plus obscurs et les œuvres établies pour le soulagement de la misère eurent constamment sa préférence. Une vertu moins solide n'aurait peut-être pas résisté aux raisons mises en avant pour lui faire accepter des dignités dans l'Eglise. Sa seule réponse fut un inébranlable refus. Le collège de Paris devint de bonne heure le théâtre de son zèle et de sa piété. Sous sa direction, la congrégation des écoliers devint une école de ferveur et l'on put en juger par les grâces dont elle fut l'objet. La plupart de ses membres devinrent autant de chrétiens aspirant dans le monde à la perfection, chacun dans son état, et d'autres, en embrassant la vie religieuse, se distinguèrent dans les ordres de leur choix, par la pureté des mœurs et les ardeurs de la piété, comme par le travail, le mérite et le savoir.

Le Père de la Trémouille venait de célébrer le saint sacrifice de la messe, et d'exhorter une dernière fois ses chers pauvres, quand il plut à la Providence de le retirer de ce monde, le 25 avril 1698.

Il avait été Recteur du collège d'Alençon, du 11 octobre 1682 au 28 octobre 1685. Pendant son administration, le revenu du collège s'éleva de trois mille cinq cents livres environ à un peu plus de quatre mille ; c'était encore une somme inférieure aux exigences d'un ordinaire des plus simples, et, si des aumônes annuelles n'avaient comblé le déficit, le procureur aurait dû emprunter pour payer les fournisseurs. Cette remarque, on l'a déjà dit, est applicable à toute l'existence du collège.

Le P. Etienne AGARD DE CHAMPS, né à Bourges, le 2 septembre 1613, reçu au noviciat, le 9 (alias 11 et même 16) septembre 1630, admis à la profession solennelle des quatre vœux, mourut à La Flèche, le 31 juillet 1701.

Il visita, comme Provincial, le collège d'Alençon, le 1^{er} juin 1668, le 16 juin 1669, le 4 juin 1670, le 31 mai 1674, le 10 juin 1675, le 1^{er} juin 1676 et le 1^{er} juin 1677, c'est à dire pendant son gouvernement de la province de France à deux reprises diffé-

rentes. Ce fut dans l'intervalle, en 1673, que fut donnée par François Fouquet, archevêque de Narbonne, la maison sur l'emplacement de laquelle le P. Le Maire bâtit, vers 1728, le collège nouveau, aujourd'hui Lycée.

Après avoir professé la rhétorique, la philosophie et la théologie, le P. Etienne de Champs fut appliqué pendant de longues années à l'administration et occupa les charges les plus importantes : celles de Recteur à Rennes, à Paris à trois reprises différentes, puis celles de Provincial de France par deux fois et de Lyon. Comme écrivain, il a publié le livre : *De hæresi Janseniana*, l'ouvrage doctrinal le plus solide qui ait paru contre la pernicieuse secte des Jansénistes. Sa haute vertu, et peut-être des souvenirs de collège engagèrent le Prince de Condé à choisir le P. de Champs comme confesseur, pendant les dernières années de sa vie.

Au dire de ses contemporains, ce serviteur de Dieu passa pour avoir conservé l'innocence de son baptême. A cette grâce, se joignait celle de la ponctualité la plus rigoureuse, dans la pratique des exercices spirituels, un amour singulier de la pauvreté, une dévotion tendre pour la Très Sainte Vierge, et une pureté de conscience portée aux dernières limites de la délicatesse.

Le P. Pierre CAULLIER, né à Rouen, en 1625, entré au noviciat le 18 septembre 1644, mourut au collège de Tours, le 22 février 1709.

A tous les dons de la nature se joignaient en lui ceux de la grâce, et sa modestie lui avait donné ce tact et cette politesse qui contribuent à gagner les cœurs. Le grand Condé voulut l'avoir près de lui pour l'éducation de son fils et de ses neveux et ses supérieurs y consentirent, sachant que l'atmosphère d'une cour princière n'aurait aucune influence délétère sur sa vertu. A peine avait-il terminé cette tâche, qu'on lui confia l'Instruction des Pères du troisième an, puis l'office de Recteur à Alençon, à Amiens et à Tours. En sortant de charge (pour la seconde fois dans ce dernier collège), le Père Caullier y demeura, en qualité de Père spirituel, de 1692 jusqu'à sa mort, toujours prêt à rendre à ses frères les moindres services, aimable, attentif, en

un mot aussi plein de charité que de zèle. A la suite d'une chute, en 1699, bien que se mouvant avec peine, il se trainait au confessionnal, toujours assiégé par de nombreux pénitents, avides de conseils et d'exhortations. Enfin, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans, il mourut d'une manière si édifiante, que l'on venait en foule voir « comment meurent les saints ».

Le P. Etienne DU PARC, né à Coutances, le 6 novembre 1640, entré au noviciat, le 21 août 1663, admis à la profession des quatre vœux, le 2 février 1677, à la Flèche, mourut au noviciat de Paris, le 23 février 1709.

L'amour de Dieu et du prochain s'était emparé de son cœur, dès l'âge de l'enfance, grâce aux exemples de charité dont il avait été témoin, dans la maison paternelle, et ensuite, au collège de Caen, où l'avaient envoyé ses parents. Sa compagnie habituelle fut celle des meilleurs écoliers, comme le P. Eudes, M. de Bernières et d'autres jeunes gens qui plus tard entrèrent chez les Prémontrés ou dans la Compagnie de Jésus. Dès le noviciat, le P. du Parc se prépara et s'offrit pour la mission du Canada. Mais, dans le moment où il s'y rendait, une maladie dangereuse, contractée à bord du navire, obligea ses compagnons de le renvoyer en France, grâce au passage d'un autre vaisseau. Peu d'années après, chargé d'accompagner le Marquis de Villars, en mission diplomatique, près des cours de Suède et de Danemark, il eut la consolation de rendre d'éminents services au petit troupeau des catholiques demeurés fidèles, et d'en assister d'autres à se convertir, au lit de la mort. Sa prudence dans ces divers ministères fut très remarquée. A son retour en France, les supérieurs lui confièrent le gouvernement de plusieurs collèges, et entre autres, d'Alençon, de Vannes et de Rennes. Enfin, le P. du Parc dirigea la Congrégation des Gentilshommes au noviciat de Paris. A son exemple, les plus fervents s'adonnèrent aux œuvres de miséricorde, comme aux exercices de piété. Dans cette période florissante, il n'était pas rare de rencontrer ces fervents congréganistes, au chevet des malades et des agonisants, pansant les plaies les plus rebutantes et édifiant la ville par leur charité. Le P. Etienne du Parc ne cessa de travailler jusqu'à sa mort arrivée le 23 février 1709.

Le P. Pierre LE DREL, (alias Le Dérel), est né à Alençon, le 9 avril 1651. Entré au noviciat de Paris, le 15 septembre 1666, admis à la profession solennelle des quatre vœux, à Arras, le 15 août 1685, il est mort au collège Louis-le-Grand, à Paris, le 6 septembre (juillet, selon le P. Jacques Terrien) 1710. On peut le considérer comme un religieux d'une haute vertu, dont la dévotion particulière envers la très sainte Vierge ne se démentit pas un seul jour. Aucune de ses actions ne fut jamais commencée ni terminée sans un hommage ou une prière à Marie et cette fidélité lui mérita les faveurs de Notre-Dame. Aussi les témoins de sa pieuse mort crurent-ils que l'Auguste Reine des Cieux était venue l'assister à ses derniers moments.

Le P. Jacques LE PICART, né à Paris, le 16 avril 1634, reçu au noviciat, le 16 octobre 1634, admis à la profession solennelle des quatre vœux, à La Flèche, le 2 février 1670, mourut au collège Louis-le-Grand, le 11 mai 1718.

Sans parler des vertus fondamentales qui font le bon religieux c'est-à-dire l'esprit d'oraison et l'abnégation poussée au mépris de soi-même, la qualité la plus remarquable du P. Le Picart fut une droiture qui ne connut jamais le moindre détour. Ennemi des intrigues, et ne connaissant d'autre mobile de ses actions que la plus grande gloire de Dieu, il s'était rendu inaccessible à la flatterie et sa finesse d'esprit lui permettait de la découvrir sans peine. Aussi dans la charge de Recteur au collège Louis-le-Grand, et dans celle de Provincial (1), ses inférieurs et les étrangers ne pouvaient lui refuser leur estime et leur confiance. Une épreuve cruelle lui survint en 1698, près de dix-huit mois après sa nomination au gouvernement de la province de France pour la seconde fois. Il perdit presque complètement la vue. Peu après, comme non seulement les médecins déclaraient son cas incurable, mais annonçaient qu'il serait bientôt aveugle, le P. Thyrsé Gonzalez fut dans la nécessité de le remplacer. Cependant, le choix de son successeur ne se fit pas sur le champ et le registre des comptes du collège d'Alençon nous fait connaître le nom du Père désigné pour l'intérim. Ce fut le P. Julien

(1) Il fut Provincial de 1688 à 1691 et de nouveau de 1697 à 1698.

Baudran qualifié de Vice-Provincial qui signa au registre, le 1^{er} juin 1698 et le P. Jean Dez ne fut nommé qu'un peu plus tard.

Pendant vingt ans, le P. Le Picart ne cessa d'édifier le collège Louis-le-Grand. Sa prière était continue, mais son infirmité ne l'empêchait pas de suivre avec ponctualité les moindres exercices de la communauté. Les trois derniers mois de sa vie, un autre genre de croix lui fut envoyé du Ciel, pour achever de l'épurer. Une plaie à la jambe, où se mit la gangrène, ne cessa de le faire souffrir douloureusement, la nuit comme le jour, en le privant presque de tout sommeil. Le P. Le Picart ne trouvait de consolation que dans la réception de la sainte Eucharistie et dans son délire pieux, il suppliait ses frères de lui accorder de nouveau ce bonheur, parfois peu d'heures après qu'il avait communie. Enfin, Dieu le délivra de tous ses maux et l'heure de la récompense sonna pour lui, le 11 mai 1718.

Le P. Hyacinthe D'AVRIGNY, né à Caen, le 21 janvier 1675, entré au noviciat, le 15 septembre 1691, admis à la profession des quatre vœux, le 15 août 1711 à Rouen, mourut à Caen, le 24 avril 1719.

Doué de talents extraordinaires, le P. d'Avrigny aurait pu produire des œuvres plus remarquables encore, si Dieu ne l'avait appelé prématurément à lui, après l'épreuve de longues et cruelles infirmités. Elles ne l'avaient pas dispensé de tout travail. Il fut préfet des études pendant trois ans, procureur pendant six ans, après sa troisième probation, et les ouvrages qu'il a publiés témoignent assez haut de son application comme de son mérite. Dans ses « Mémoires pour servir à l'histoire ecclésiastique » les Jansénistes sont peints avec une verve des plus gauloises, et si la critique de leurs menées est parfois teintée d'ironie, on ne peut accuser l'auteur de n'avoir pas pris ses portraits d'après nature. Beaucoup de pages des mémoires pourraient figurer avec avantage parmi les meilleures de la littérature française. Le succès de cette publication irrita la secte à un tel point que profitant de plusieurs fautes échappées à l'écrivain, ils firent condamner l'ouvrage. Corrections faites, il n'en demeure pas moins l'étude la plus remarquable sur l'état religieux de la

France au xvii^e siècle. D'autres mémoires pour servir à l'histoire profane sont aussi sortis de la plume du P. d'Avrigny. Il est mort à Caen, et non à Alençon, comme le suppose le P. Jacques Terrien ; le 24 avril, et non le 27, comme l'a imprimé le P. Sommervogel.

Le P. Michel LE TELLIER, né à l'Énauderie, hameau de Le Vast, canton de Saint-Pierre-Eglise (Manche), le 16 (alias, le 17) décembre 1643, entré au noviciat, le 26 septembre 1661, élevé au sacerdoce en 1674, admis à la profession solennelle des quatre vœux, le 2 février 1677, à Rennes, mourut à La Flèche, le 2 septembre 1719.

Son nom ne figure pas au cahier du procureur, parce que la visite de 1708 fut faite par le P. Charles de Laistre, son prédécesseur, à la date du 1^{er} mai, et la suivante, par le P. Clavayer son successeur, eut lieu, le 1^{er} juin 1709.

Cependant, comme dans les quelques mois qui précédèrent sa nomination à l'office de confesseur, il a eu l'occasion de correspondre avec le P. J.-B. Rallier, Recteur, il a paru convenable de lui consacrer une notice.

Aucune injure ne lui a été épargnée par les Jansénistes, dont ses nouvelles fonctions lui avaient permis de réprimer l'audace et d'affaiblir le crédit. Aussi, dès le moment où Louis XIV expira, la persécution, et l'exil devinrent son partage. Amiens même, où sa vie était des plus retirées, parut trop près de la cour, et, malgré son grand âge, à la demande du Régent, les supérieurs se virent contraints de l'envoyer à La Flèche. Faut-il voir, dans cette disgrâce imméritée, si l'on en croit le dire des Pères de la province de France, un ressentiment politique du duc d'Orléans et de son parti ? une vengeance de la secte ? une réaction du nouveau pouvoir contre l'influence des Jésuites sous le long règne de Louis-le-Grand ? Peut-être y eut-il quelque chose de chacun de ces divers motifs dans la pensée de ses ennemis.

Le P. Le Tellier avait acquis en théologie des connaissances assez profondes et une érudition assez étendue pour qu'on pût un moment caresser l'espoir de lui confier la succession du P. Petau. C'était un religieux modèle, plein de mépris pour lui,

se traitant avec rigueur, et dont les vertus surnaturelles étaient reconnues de tout le monde. Louis XIV parlant de son confesseur au duc d'Harcourt, lui dit : « je ne connais pas dans tout mon Royaume un homme plus intrépide et plus saint ». Le même prince n'avait cependant pas ignoré l'impopularité dont son zèle conseillé était l'objet, à la cour, dans la noblesse de Paris et de la province, et surtout parmi les protestants et les jansénistes avérés ou secrets. Son affection profonde pour la Compagnie de Jésus l'engagea donc à entretenir le P. Le Tellier des craintes que lui inspirait cette haine et de la vengeance qu'on ne manquerait pas d'exercer contre lui, dès le début d'un nouveau règne. « Sire, lui répondit le confesseur, que pourrais-je craindre, quand je défends les seuls intérêts de Dieu ? Si la Compagnie succombait en combattant pour une aussi belle cause, Dieu saurait se créer d'autres défenseurs. Il n'est pas nécessaire que la Compagnie ne meure point, mais il est nécessaire que la sainte Eglise demeure sans tache et toujours debout ». Ces paroles, rapportées par un contemporain donnent une idée de cette âme faite d'acier, qui ne connaissait pas d'autre ligne que la ligne droite du devoir et qui avait un inviolable attachement aux grands principes. En un mot, rien ne l'aurait fait transiger avec l'erreur. Il est vrai qu'alors on n'avait pas encore perdu tout respect pour l'autorité et qu'elle-même se guidait par l'amour de la justice et de la vérité. Cependant, tout en admirant cette intransigeance de doctrine, on peut regretter que le P. Le Tellier n'ait pas su la mieux faire accepter par l'aménité, la grâce et la douceur de la forme.

Le P. Charles DE LA RUE, né à Paris, le 2 août 1643, entré au noviciat, le 7 septembre 1659, admis à la profession solennelle des quatre vœux, à Paris, le 2 février 1677, mourut à Louis-le-Grand, le 27 mai 1725.

Ses débuts littéraires, dont Paris fut le témoin, faisaient présager pour lui une carrière consacrée sans réserve au professorat et à la composition. Les ardeurs du zèle l'emportèrent cependant et l'auraient conduit à la mission du Canada, si les supérieurs avaient consenti à priver la France d'un sujet aussi capable de remplir tous les ministères. Il faut, sans doute, chercher, dans

un acte de soumission aussi difficile aux ordres de l'obéissance, la cause des succès en tous genres du P. de la Rue, sur les divers théâtres où sa vie fut placée. Pendant quarante ans, sa prédication reçut l'approbation d'un nombre considérable d'auditeurs. Peut-être serait-il difficile de le constater sur les éditions de ses sermons imprimés, si l'on ne savait qu'après avoir composé avec soin, il se livrait parfois, sans sortir du cadre de son sujet, à la chaleur de l'imagination pour le développement de ses pensées. Une grande habitude de la parole lui permettait ces échappées et loin de nuire à l'exposé de sa thèse, la vivacité des images dont il l'ornait donnait plus de relief et de couleur au sujet qu'il traitait.

Le P. de la Rue a écrit de bien belles pages. Certains de ces panégyriques sont encore considérés comme des modèles. Mais, à ses yeux, le but principal de l'orateur sacré était surtout de toucher ses auditeurs pour les ramener à la pratique de leurs devoirs ou leur faciliter les progrès dans la voie du service de Dieu. Sans doute, un des ministères les plus en rapport avec ses vues apostoliques fut celui des missions de Languedoc dont le chargea la confiance de Louis XIV. Pourquoi l'histoire documentaire n'a-t-elle pas encore atténué les diatribes connues contre les célèbres *Dragonades*, et opposé à ces procédés fort peu évangéliques les efforts tentés avec le plus grand succès sur divers points du Royaume, par les Pères de la Compagnie de Jésus ? C'est un fait bien certain, leur éloquence, leurs vertus et la douce onction de leur piété ont ramené à la vraie foi bien des égarés, et il fallut créer des œuvres pour soutenir les nouvelles converties laissées trop souvent par leurs familles sans asile et même sans pain. Le P. de la Rue se consacra pendant trois ans à ce fécond apostolat. Peut-être le préféra-t-il, comme Bourdaloue, à l'honneur de prêcher à Versailles, devant le Roi, des *Avents* et des *Carêmes*.

En ce qui concerne Alençon, le P. de la Rue y a vécu deux années, pendant lesquelles il fut professeur de philosophie et prédicateur (1680-2), peu d'années après avoir fait la profession solennelle. C'est alors que dans un sermon, il lui arriva de dire que les auteurs de la traduction de la Bible de Genève avaient falsifié le huitième verset du huitième chapitre de Néhémie (deuxième d'Esdras). M. Benoit, ministre de la R. P. R. à

Alençon lui écrivit une lettre, en date du 29 janvier 1681 (cf. Dissertations sur plusieurs matières de religion et de philosophie... recueillies par l'abbé de Tilladet. Paris, 1712. In-12, 2 vol.). Le P. de la Rue y répondit et consulta le savant Evêque d'Avranches, D. Huet. Le prélat fut d'opinion que ce n'était pas une falsification, mais seulement une inexactitude de traduction. Benoît répondit à l'Evêque comme au P. de la Rue : « Remarques sur les Lettres par lesquelles on a prétendu répondre... » (Cf. le recueil ci-dessus).

Vers la fin de sa vie, le P. de la Rue fut visité par une cruelle épreuve : « Tout lui fut retiré, dit le P. de Canappeville, son supérieur, excepté la raison, pour lui faire sentir l'humiliation de son état ; et la foi, pour lui donner la consolation d'en faire un saint usage ». Il ne cessa de vivre en conformité de pensées avec le Sauveur sur la croix que pour s'éteindre dans une douce agonie, le 27 mai 1718.

Le P. Louis DE LA GUILLE, de la province de Champagne, né à Autun, le 1^{er} décembre 1558, entré au noviciat, le 7 septembre 1675, admis à la profession solennelle des quatre vœux, à Reims, le 2 février 1692, mourut à Pont-à-Mousson, le 18 avril 1742.

Ce fut un des plus remarquables Jésuites français du XVIII^e siècle. On reconnaît en lui une piété pleine de solidité et de douceur, une sagesse consommée, unies à des dons naturels et acquis et à de grandes connaissances sur des matières fort diverses. Ses ouvrages de piété, de controverse, d'histoire et d'érudition sont considérés, à juste titre, comme des travaux excellents. Son histoire de la province d'Alsace est toujours consultée avec fruit : elle passe encore pour un modèle du genre ; son exposition des sentiments catholiques sur la soumission due à la Bulle Unigenitus est une réponse victorieuse aux Jansénistes de son temps. Elle venge, à l'aide des textes mêmes de Bossuet, la mémoire de ce grand Evêque, contre l'accusation de tendances Jansénistes.

Le P. de la Guille gouverna à deux reprises la province de Champagne et par exception aux usages ordinaires, celle de France, dont il avait d'abord fait la visite, à la fin des cinq années de l'administration du P. J.-B. de Richebourg.

Ses talents et sa vertu lui avaient gagné l'estime, la confiance et l'affection des principaux personnages de l'Eglise et de l'Etat. Au congrès de Bâle, il mérita la reconnaissance des princes, pour son zèle à rétablir sur des bases durables la paix entre les puissances de l'Europe.

Après avoir occupé les plus hautes charges de sa province, le Père Louis de Laguille se plut à vivre dans la retraite, pendant les dernières années de sa vie, et mourut pieusement à Pont-à-Mousson, le 18 avril 1742.

Le P. Jean-Baptiste DE BELINGAN, né à Amiens, le 1^{er} novembre 1666, entré au noviciat, le 26 septembre (alias, le 31 octobre) 1682, admis à la profession solennelle des quatre vœux, le 2 février 1700, à Brest, au séminaire royal de la marine, mourut à la maison professe de Paris, le 9 mars 1743.

Ce religieux s'était appliqué de bonne heure à la pratique de la plus complète abnégation de lui-même, et à l'observation scrupuleuse de toutes les règles de son ordre. En même temps, il acquérait une connaissance profonde des trésors de la science des saints. Son modèle était le pieux et docte Evêque de Genève. Aussi sa piété était-elle aussi tendre et aimable que solide, et sa conduite des âmes à la fois pleine de force et d'onction. Pendant plus de vingt-quatre ans, sa voix retentit dans la plupart des chaires avec honneur, ministère dont la charge de Recteur des divers collèges et même de Provincial ne le dispensa jamais d'une manière complète. Le P. de Belingan visita trois fois le collège d'Alençon, comme il ressort de l'inspection des comptes présentés par le procureur de cette maison. En cessant d'être provincial, il fut nommé Préposé de la maison professe de Paris et y mourut le 9 mars 1743.

Le P. Norbert Antoine DE LA BYE, né à Hesdin (Pas-de-Calais), le 8 février 1670, fut admis au noviciat de Paris, le 5 septembre 1687. La plus grande partie de sa vie fut consacrée à l'œuvre des missions dans les villes et les villages de la Basse-Normandie qu'il évangélisa pendant quarante ans. Il y était donc appliqué déjà, quand il fit la profession solennelle des

quatre vœux, le 2 février 1705. Au témoignage des lettres annuelles envoyées à Rome, l'année de sa mort, on remarqua toujours en lui une humilité profonde et la sainte ambition de ne prendre partout que la dernière place. Longtemps compagnon du P. Sandret, l'apôtre de cette région, le P. de la Bye paraissait comme mort à lui-même, et l'amour de la croix lui faisait supporter non seulement avec patience mais avec joie les fatigues des voyages, les inconvénients de changements perpétuels dans la nourriture et l'habitation, et les durs travaux de l'Apostolat. A peine arrivé dans la paroisse où se donnait la mission, l'église devenait le théâtre de son zèle. A peine l'en voyait-on sortir quelques instants pour réparer ses forces dans un léger repas ou pour se reposer dans un court sommeil. Cet oubli de lui-même avait pour motif un zèle dévorant pour le salut des âmes et dans l'intervalle de ses courses apostoliques, constamment préoccupé des autres, il était à la recherche des services qu'il pouvait leur rendre, sans jamais songer à se délasser, comme si toute récréation lui eût été odieuse.

Au grand séminaire de Séez, dont la Compagnie de Jésus eut la direction, de 1711 à 1743, le saint missionnaire était un objet d'édification pour les élèves comme pour leurs directeurs. A l'approche de la mort, le P. de la Bye trouva encore la force d'adresser à toute la communauté réunie une émouvante exhortation. Peu après, sous leurs yeux, il exhala le dernier soupir et ses traits naturellement austères parurent s'illuminer dans une transfiguration toute céleste. Il est mort le 4 juillet 1743.

Le P. Bernard DE CAUWET, né à Hesdin (Pas-de-Calais), le 20 mai 1685, entré au noviciat de Paris, le 13 septembre 1701, admis à la profession solennelle des quatre vœux, à Arras, le 2 février 1719, est mort à Paris, le 14 décembre 1746.

Le trait caractéristique de sa vie est un ardent amour pour le Saint Sacrement de l'autel. Tous les jours, pendant de longues heures, on le trouvait au pied du Tabernacle, quand un autre devoir, comme celui de sa charge, ne l'en tenait pas éloigné. Aussi le soin de former les novices lui avait-il été donné de bonne heure, et formés par un tel modèle, ces jeunes gens n'auraient pu être à une école de piété mieux établie. Plus tard,

appelé à la cour pour diriger l'Infante Marie-Thérèse, première femme du Dauphin, sur un théâtre si différent du premier, l'homme de Dieu ne perdit rien de son humilité ni de son union avec Dieu. Mesdames de France et la reine Marie Leczinska voulurent, comme la Dauphine, régler leur conduite sur les conseils d'un directeur, dont les discours enflammaient les cœurs d'un ardent amour pour l'Eucharistie. En peu de temps, les vertus de toutes ces princesses devaient s'élever à une haute perfection. Deux d'entre elles se signalèrent bien plus encore ; l'une, à la cour de Savoie ; l'autre, au fond du cloître, au point de faire espérer un jour leur canonisation. Le Père de Cauwet mourut prématurément, le 14 décembre 1746, sans avoir vu le résultat de ses pieuses leçons. Malheureusement, le vice recevait à Versailles des encouragements nombreux, la publicité du scandale exigeait un châtiment et les prières de ce petit groupe d'âmes pures furent impuissantes à écarter de la famille de France la vengeance et les foudres du Ciel.

Le P. de Cauwet avait séjourné à Alençon, dans l'office de procureur.

Le P. François LE MAIRE, né au Havre-de-Grâce, le 15 (alias, le 17) avril 1681, entré au noviciat, le 4 septembre 1699 (alias, 5 septembre 1698), admis à la profession solennelle des quatre vœux à Bourges, le 2 février 1716, mourut, à La Flèche, le 10 septembre 1761.

Le collège d'Alençon existait depuis plus de cent ans, sur un terrain donné par la ville, rue des Etaux, et dans ce long espace de temps, les ressources avaient manqué pour construire une église moins resserrée, des classes et un logis plus vastes. A l'époque où le P. François Le Maire fut envoyé comme Recteur, le 22 janvier 1728, la nécessité d'une construction nouvelle fut généralement admise et l'on réso'ut de se mettre à l'œuvre. Tout ce que l'on sait du P. Le Maire à ce sujet, d'après la notice biographique que lui consacre le P. de Gosson, c'est qu'il se procura les ressources « sans contracter de dettes et sans toucher aux revenus ».

Le bâtiment s'éleva sur un nouveau terrain qui appartenait au collège depuis la donation du Petit-Parc par Louis XIII et

Marie de Médicis, et en utilisant une maison achetée le 27 janvier 1673, grâce aux libéralités de François Fouquet, archevêque de Narbonne, exilé à Alençon, comme il appert par la quittance donnée à Iseure, près Moulins, par Marie de Maupeou, mère du prélat. L'Eglise qui aurait dû être placée sous le vocable de l'Immaculée-Conception, selon la stipulation de Madame Fouquet, prit le nom de Saint-Joseph, en vertu des Lettres-Patentes de Louis XIV, en date du 14 mai 1700.

Le P. Le Maire passa les dernières années de sa vie, dans les souffrances et un état d'infirmité pénible qui le clouèrent sur la Croix. Mais depuis longtemps, Jésus crucifié était sa plus douce consolation. Son seul soulagement était de souffrir sans témoin, les yeux fixés sur le crucifix. Dieu lui fit la grâce de le retirer de ce monde, peu de mois avant la destruction de son ordre en France. Il mourut le 10 septembre 1761.

(A Suivre)

ALFRED HAMY S. J.

PASSAIS-LA-CONCEPTION

(Suite)

Jean QUENTIN. — Nicolas ACHARD

En 1589, la cure de la Conception étant devenue vacante, on nomma pour l'occuper Nicolas Achard, écuyer, sieur du Cassoir, fils du seigneur de Saint-Auvieu. Mais ce jeune homme n'était encore que clerc, et, selon le droit canonique, sa nomination ne devenait définitive que s'il était ordonné prêtre, dans le délai d'un an. En attendant, il devait se faire suppléer par un prêtre à son choix. Si, au bout de l'année, il n'était pas en état d'exercer lui-même ses fonctions, sa nomination devenait caduque.

Nicolas Achard se hâta de solliciter en cour de Rome les dispenses nécessaires pour recevoir la prêtrise en temps opportun ; mais il ne sut les obtenir. Il resta néanmoins un peu plus d'un an possesseur de la cure. Enfin, cette situation irrégulière ne pouvant se prolonger indéfiniment, il fit présenter et agréer à sa place un prêtre nommé Jean Quentin, probablement né au Passaux-Chevaux. M^e Jean Quentin fut installé en septembre 1590 (1). Mais il ne resta pas longtemps. Il aura sans doute résigné sa cure en faveur du jeune seigneur, après l'ordination de celui-ci. Quoi qu'il en soit, M^e Nicolas Achard redevint définitivement curé de Passais.

On ne sait rien de son administration. M. Le Bossé mentionne un testament fait par lui en 1598, mais ne dit pas qu'il renfermât des dispositions intéressantes pour la paroisse. En 1600, il devint curé et seigneur de Carolles, au diocèse d'Avranches, où il est mort.

De son temps, l'église n'était pas riche ; le seul calice qu'elle

(1) Insinuation eccl^s. du Mans, 19^e rég., folio 164, au verso.

possédât était d'étain : il avait été donné par Jean Blanchetière (1). Il n'y avait qu'une seule chape, qui servait à porter le Saint Sacrement en procession (2).

François GERMONT. — Michel MANNIER

A Nicolas Achard succéda François Germont, maître ès arts, aumônier de Henri IV, sieur du Pont-Foucault. Il était oncle ou frère de Pierre Germont, sieur de Ménil-Gouffier. Il demeurait au Pont-Foucault. On se rappelle que Guillaume Le Coq n'avait pu se bâtir un presbytère, à cause de l'énorme réduction faite par le duc d'Alençon sur la dotation royale : Cette situation se prolongea pendant deux siècles. Les curés de Passais, pour la plupart originaires de la paroisse, habitaient les maisons dont ils étaient personnellement propriétaires, ou logeaient chez leurs parents.

François Germont eut pour vicaires François Duval et Pierre Chénu, sieur de la Guérinière (3) mort en 1616.

Il possédait un calice d'argent et deux burettes de même métal, qu'il laissa au trésor de l'église. Il mourut en 1616, d'après le manuscrit de M. Le Bossé, « après un an de maladie ».

De son temps, en 1612, il y eut une si grande abondance de poires et de pommes, qu'on ne savait presque plus qu'en faire. Les pommes se vendaient deux sols et six blancs le boisseau, le cidre deux liards le pot.

M^e François Germont fut remplacé par M^e Michel Mannier, que M. Le Bossé nomme à tort Morier. Il ne gouverna pas la paroisse durant plus d'un an, et il ne reste d'autre trace de son passage qu'un acte de baptême, signé de lui et daté de septembre 1615.

Pierre RUNGETTE

M^e Pierre Rungette, né à la Rungetière, en Saint-Mard-d'Egrenne, prit possession de la cure en 1616. Il établit sa rési-

(1) C'était peut-être M^e Jean Blanchetière, prêtre, procureur de la Fabrique, qui vivait à cette époque, et eut pour successeur dans la dite fonction, vers 1615, M^e Pierre Gérault, prêtre.

(2) Mémoire de M. Le Bossé.

(3) Ce détail donne à supposer que la famille Germont ne possédait pas encore la Guérinière.

dence au village Loisel, situé sur le chemin de Passais à Saint-Cyr, à l'extrémité actuelle du bourg, à droite de la route.

Il eut pour vicaires M^e François Duval, qui mourut en 1638, et ensuite M^e Jean Pouchard l'Ancien, dont nous aurons occasion de parler plus loin.

Le 5 mai 1635, la confrérie du Rosaire fut accordée à l'église de la Conception, approuvée le 12 mai par l'évêque du Mans, et érigée le 3 juin.

Pierre Rungette se démit de sa cure l'an 1643, en faveur de M^e Pierre Gouault, son neveu, « donna une chape noire à l'église de Passais, qui n'en avait jamais en », fit son testament, qui fut conservé au trésor de l'église jusqu'à la Révolution, et mourut le 9 novembre 1646.

C'est pendant sa vie (1639-1644) qu'eut lieu à Mantilly la révolte des *Nu-pieds*, dont M. de La Sicotière a écrit l'histoire (1). On ne voit pas que Passais y ait pris une part active, ni ait eu à en souffrir.

Pierre GOUAULT

M^e Pierre Gouault naquit au village Langlois, dans la paroisse de Mantilly. A cette époque, les séminaires n'existant pas encore, on envoyait souvent à Paris, pour suivre les cours de l'Université, les jeunes gens qui se destinaient au sacerdoce. C'est ce qui arriva pour Pierre Gouault.

On peut supposer qu'il fit ses études au collège de Séez, fondé à Paris en 1399, par Grégoire Langlois, évêque de Séez, originaire de la Baroche-sous-Lucé.

En effet le neveu et exécuteur testamentaire de ce prélat, Jean Langlois, né à Lonlay, avait établi que, sur huit boursiers admis à perpétuité dans cet établissement, quatre appartendraient de droit à l'archidiaconé de Passais, quoique cette contrée fût au diocèse du Mans. Et en 1634, deux nouvelles bourses ayant été fondées par les soins de Jacques Camus, évêque de Séez, l'une d'entre elles fut encore attribuée à l'archidiaconé du Passais.

M^e Pierre Gouault fut ordonné prêtre en 1640, et, au mois de juin 1643, il était installé comme curé de la Conception. Il

(1) *Revue Historique et Archéol. de l'Orne*, 1889, page 429.

demeura à la Quentinière, lieu situé en face du pré de la cure, et qui maintenant ne fait qu'un avec le bourg.

M. Le Bossé dit qu'il eut quatre neveux prêtres, et cite comme un fait remarquable qu'aucun d'entre eux ne fut son vicaire. En effet, les curés choisissaient alors eux-mêmes leurs vicaires, ce qui explique pourquoi beaucoup de prêtres restaient avec le même curé, tant que celui-ci vivait. Ajoutons que souvent ils lui succédaient. Dans ces conditions, à moins d'être très détachés des liens du sang, les curés étaient tentés de choisir pour collaborateurs des membres de leurs familles.

Au reste, pendant huit ans, Pierre Gouault n'eut pas de vicaire proprement dit. Les prêtres qui résidaient dans la paroisse en remplissaient ensemble les fonctions, sans en avoir le titre. Or ces prêtres étaient quelquefois jusqu'à six ou sept. En 1670, par exemple, on voit figurer d'une manière à peu près suivie, sur les registres de l'église, les signatures de Charles Landais, de la Mare ; Jean Le Vallet, du Gras Aunay ; Jean Paris, du petit village Paris, Guillaume Chesnel et Jean Pouchard, qui portaient eux aussi les noms de leurs villages respectifs. En 1671, on voit apparaître un nouveau nom, Etienne Guesdon, de Foursec ; en 1675, Guillaume Courteille.

Ces ecclésiastiques résidaient dans leurs familles, occupaient leurs loisirs à instruire les enfants, et aidaient le curé dans les travaux de son ministère.

La première année de l'administration de M^e Gouault, le 21 février 1644, M^e Jean Ledemé, chanoine de Sainte-Croix d'Orléans, né au village de la Butte, ayant constaté que l'église de sa paroisse natale était devenue insuffisante, y fit ajouter une chapelle, qui est celle du midi. Elle s'appela d'abord la chapelle de Sainte-Croix. Près de l'autel, on plaça la statue de saint Aubert, évêque d'Avranches, ce qui fit qu'on la désignait quelquefois sous ce nom. Au xviii^e siècle, le patronage de cette chapelle fut donné à saint Joseph. Enfin, de nos jours, après avoir été sous l'invocation du saint cœur de Marie, elle est dédiée au Sacré-Cœur de Jésus. Espérons qu'elle est au bout de ses vicissitudes.

En retour de sa générosité, le fondateur stipula que les prêtres seuls recevraient la sépulture dans cette chapelle, et que lui-même serait enterré devant l'autel. Cette dernière condition fut remplie le 7 janvier 1653.

Jean Ledemé fit en outre don d'un calice à l'église de la Conception.

Au même temps, Pierre Duval, curé de Vencey, près d'Orléans, donna à l'église une croix d'argent (1) pour les processions. Ce Pierre Duval devait être, lui aussi, originaire de Passais. Comment était-il allé à Orléans ? On peut faire la même question pour Jean Ledemé, ainsi que pour Pierre Ledemé, qui, après la mort de Jean, devint à son tour chanoine de Sainte-Croix d'Orléans. On peut d'ailleurs supposer que le premier installé là-bas avait attiré et protégé les autres.

Le 29 octobre 1651, l'église de la Conception fut autorisée par Rome à s'enrichir d'une nouvelle confrérie, celle du Saint Sacrement. Toutefois la bulle d'érection ne fut contresignée par l'évêque du Mans qu'en 1660.

Vers la même époque (1651), Pierre Gouault prit un vicaire. Son choix se porta sur Charles Landais, né au village de la Mare.

Le 30 juillet 1655, M^e Jean Le Monnier, curé de Saint-Maurice, près de Rouen, fit présent d'un nouveau calice à l'église de Passais. Cela en faisait deux seulement, celui de M. Germont ayant été changé en une custode l'année précédente.

Pierre Mahiet curé de Landigou en donna un troisième en vermeil, avec sa patène et deux burettes de même métal.

Enfin, M^e Jean Suffissais, curé de Caudebec, fit don, en 1668, d'une parcelle du bois de la Vraie Croix, avec 100 livres pour acheter le reliquaire. La permission de l'exposer fut accordée le 25 septembre 1669.

On voit que M^e Gouault avait vu s'enrichir le trésor de l'église. Lui-même voulut remplacer l'autel primitif par un autre plus convenable. C'est pourquoi, en 1672, il fit faire celui qui se voit aujourd'hui. Il est dans le style de la Renaissance. Ce fut sans doute pour honorer son patron et celui de son vicaire, qu'on y plaça les statues de saint Pierre et de saint Charles. Celles de saint Roch et de saint Guillaume paraissent y avoir été ajoutées depuis.

Il fallait beaucoup de bois pour la construction du rétable : il fut fourni par un orme « prodigieux en grosseur, qui avait crû au sud-ouest de l'église, dans le cimetière. » (M. Le Bossé).

(1) M. Le Bossé veut dire sans doute *argentée*.

Vers 1682, pour achever d'orner l'église, on la revêtit d'un lambris, qui n'existe plus.

M^e Pierre Gouault avait eu procès avec l'abbé commendataire de Lonlay, au sujet des dîmes. Mais il ne réussit pas mieux que Guillaume Le Coq. Par arrêt du 2 août 1660, il fut statué que les dîmes continueraient d'appartenir pour les deux tiers à l'abbaye. Le curé échangea la part qu'on lui laissait contre une somme annuelle de 300 livres.

En 1671, le doyenné du Passais fut scindé en deux parties, l'une au Maine, l'autre en Normandie. (1) M^e Pierre Gouault fut le premier doyen du Passais Normand. C'est d'ailleurs le seul des curés de la Conception qui ait eu ce titre avant la Révolution. Il mourut le 24 mai 1682 et fut inhumé dans l'église par M^e François Pouchard, curé de Domfront, official du Maine au siège de cette ville.

La dernière année de sa vie, il avait vu se renouveler la grande abondance de fruits qui s'était produite en 1612. Faute de tonneaux en assez grand nombre, on fut obligé d'en enterrer une partie.

A l'administration de M^e Gouault se rattache un document qui présente un certain intérêt pour l'histoire de la paroisse, dont il nous fait connaître, au moins en partie, les principaux notables.

C'est un acte passé entre le Conseil de Fabrique et « Siméon Germont sieur de Crinays, fils et héritier de défunt M^e Jacques Germont vivant sieur de la Corbière, conseiller du Roy, lieutenant en l'élection de Domfront, et de demoiselle Gratiennne de Princey, son épouse, demeurant au lieu seigneurial de Crinays, en la paroisse de Saint-Fraimbault.

Le Conseil de Fabrique était représenté par M^e Pierre Gouault et par M^e Charles Landais vicaire, procureur marguillier de l'église.

Un banc, placé près de la chapelle de Sainte-Croix et occupé par la famille Germont, avait été rogné pour une raison quel-

(1) Le doyenné du Passais en Normandie renfermait toutes les paroisses de l'ancien doyenné comprises aujourd'hui dans le diocèse de Séez, moins Avrilly, Céaucé, Saint-Fraimbault, Lépinau et Loré : il comptait en tout vingt-huit paroisses. — On ajouta au doyenné Manceau la paroisse du Grand-Oisseau.

conque. Siméon Germont prétendit que ce banc appartenait à sa famille à titre perpétuel, ses ancêtres ayant été bienfaiteurs de l'église, et il exigeait qu'on le rétablît dans son premier état. D'autre part, le Conseil de Fabrique soutenait que les prédécesseurs de Germont n'avaient jamais retenu aucun privilège relativement à ce banc, et qu'ainsi le requérant n'avait droit ni à la réparation du banc ni au banc lui-même.

On n'est pas Normand ou Manceau pour rien. L'affaire fut portée devant le tribunal de Domfront, et par appel devant la cour de Rouen : on ignore qui l'avait emporté en première instance. Finalement les parties, réfléchissant qu'en tout cela il n'y aurait que des perdants, résolurent sagement de s'entendre à l'amiable. On adopta donc d'un commun accord l'arrangement suivant : « En considération des bienfaits faits par les prédécesseurs du dit Germont, tant à l'église que fabrice de la dite paroisse, dont il paraît encore plusieurs marques en la dite église » Siméon Germont « demeurera paisible possesseur du dit banc ou accoudoir, en l'état qu'il est à présent, avec droit de sépulture sous iceluy, tant pour lui et sa femme que pour ses successeurs. » En outre, le seigneur de Crinays versa trente livres à la Fabrique. Moyennant quoi « les dites parties s'en sont allées hors de cour et du dit procès, sans dépens ny part ny d'autre. »

L'affaire avait été conclue en présence et « du consentement des principaux paroissiens de la Conception, convoqués et assemblés en nombre de commun et général, à l'issue de la messe paroissiale, au son de la cloche, en la forme accoutumée. »

L'acte énumère : M^e Roch Le Royer, avocat, sieur des Arcys, docteur en médecine (*Belle-Fontaine*) ; François Barabé, sieur de la Barraberie, huissier ; Pierre Germont, sergent ; Christophe Courteille la Planche ; Pierre Courteille Genétaies ; Jullien Landais Noë-Rousse ; Pierre Gérard Moricettières ; Jullien Guesdon Foursec ; Pierre Roussignol ; Jullien Baudet fils Jullien ; Jullien Baudet fils Jacques ; Christophe Pouchard Verrerie ; Guillaume Demeslay Planchettes ; Marin Ferré Cassoir ; Jean Pottier fils Nicolas ; qui tous signèrent.

On ne doit pas s'étonner de n'y point voir figurer les seigneurs

de Saint-Auvieu et du Pas-de-la-Vente, les affaires de la Fabrique et de la commune étant alors du ressort exclusif des roturiers.

L'acte fut rédigé par Guillaume Ferré et François Guesdon, tabellions, le 14 août 1667.

Charles LANDAIS

Le vicaire de Pierre Gouault lui succéda, le 23 juillet 1682. Aussitôt après son installation, il quitta la Mare et vint demeurer au Bourg. Mais comme il avait déjà résolu de bâtir un presbytère, il ne jugea pas à propos de louer une maison et habita provisoirement dans la chambre du conseil. Où était cette chambre ? De qui était alors composé ce conseil ? On ne le sait pas.

En 1684, M^e Landais fit bâtir son presbytère, auquel il ajouta une écurie et une boulangerie. Ce presbytère était situé dans la cour curiale actuelle, à l'endroit où l'on a depuis transporté la croix du vieux cimetière, et regardait le midi. Il comprenait en bas une cuisine et une cave, en haut deux chambres. Vers 1840, on y ajouta une salle à manger et une autre chambre. On l'a détruit en 1886. L'inscription qui surmontait la porte principale orne maintenant une maison nouvellement réparée dans le bourg. Ceux qui la liront dans un siècle s'imagineront que cette maison est l'œuvre de Charles Landais.

D'après le Mémoire de M. Le Bossé, M^e Landais « se dépouilla des dîmes dont ses prédécesseurs avaient joui et se tint à la portion congrue, pour lui et son vicaire ; pourquoi il obligea les religieux de Lonlay à lui payer 450 livres. » Mais nous avons vu plus haut que cette transformation s'était faite au temps de Pierre Gouault, pour 300 livres. M^e Charles Landais aura sollicité et obtenu une augmentation de pension, et M. Le Bossé n'aura eu connaissance que de ce second acte.

« Il eut toujours pour vicaire M^e Jean Pouchard le Jeune, qui fut son successeur. Aidé de ses prêtres, il fit bâtir en 1690 la chapelle Saint Roch, qui leur coûta 800 livres. (1) Il devint tellement goutteux, que, les trois dernières années de sa vie, il ne put dire la messe, quoiqu'on le portât au chœur pour chanter et confesser. Il donna à l'église plusieurs chasubles assez belles. »

(1) C'est la chapelle du Nord, aujourd'hui dédiée à saint Joseph.

Il fit faire en 1701 le tabernacle du maître autel, surmonté d'une glace et de deux anges, qui soutenaient une banderolle avec l'inscription : *Ecce Panis Angelorum*. Ces accessoires ont été supprimés en 1876.

M^e Charles Landais mourut à l'âge de 72 ans, le 25 décembre 1704, et fut inhumé dans l'église « par M^e Jean Férare, curé et promoteur de Mantilly, en présence de Pierre Gouault, sieur de la Rumère, François Pouchard sieur de la Vallée, François Le Royer, sieur des Arcis, Jacques Ledemé sieur de Dominel et plusieurs autres. »

En 1684 était mort M^e Jean Pouchard l'Ancien ; en 1688 M^e Jean le Vallet prêtre ; en 1700 M^e François Landais prêtre, parent du curé. Tous furent enterrés dans l'église.

Jean POUCHARD

M^e Jean Pouchard le Jeune naquit au village de ce nom le 16 mars 1651, du légitime mariage de Pierre Pouchard et de Jeanne Barrabé. M^e Jean Pouchard l'Ancien était son oncle et son parrain.

La famille de son père et celle de sa mère comptaient dès lors parmi les notables de la paroisse. La première avait pour auteur à Passais Philippot Pouchard, qui acquit une concession dans la forêt, au pied de la célèbre colline, dont on ignore le nom primitif. Il payait à titre d'hommage une redevance d'un sol quatre deniers. Ses descendants agrandirent peu à peu leur patrimoine, mais leur nom n'aurait pas à être signalé, si Pierre Pouchard n'avait eu pour fils Jean, curé de Passais, et Julien, dont nous allons parler.

Julien Pouchard vint au monde le 19 juillet 1656. Il était le cadet du futur curé de la Conception.

Ses parents l'envoyèrent tout jeune faire ses premières études au collège de l'Oratoire, au Mans. A douze ans il entra au collège de Lisieux à Paris, où il fit preuve d'un talent exceptionnel : trois ans après, il commençait à enseigner dans le même établissement, tout en suivant les cours supérieurs, et cessait de payer pension. Quand il eut terminé ses études, outre les langues grecque et latine, il possédait l'hébreu.

Il fut le collaborateur de Thévenot, dans l'édition des œuvres

des anciens mathématiciens grecs. Après avoir travaillé plusieurs années à la Bibliothèque du Roi, il se fit précepteur, et prit soin des études du jeune marquis de la Marzelière, qui se noya dans l'Escaut. Il fut ensuite chargé de l'éducation de M. de Saint-Ange, fils de M. de Caumartin. Ce second élève étant mort aussi prématurément, son maître découragé renonça au préceptorat.

En 1701, il devint membre de l'Académie des Inscriptions et médailles, et, quelque temps après, professeur royal de langue grecque.

Julien Pouchard collabora au *Journal des Savants*, et se fit remarquer par la supériorité de sa science et la liberté de sa critique, non moins que par le mépris qu'il faisait des injures de ses ennemis. « Ils sont fâchés, disait-il, de ce que je fais connaître leurs fautes, et moi je le suis de qu'ils font de mauvais livres. »

« Quelque tendresse qu'il eût pour ses amis, il en avait encore plus pour la vérité ; sa considération pour les personnes de distinction ne lui faisait point prendre le faux pour le vrai, ni le vrai pour le faux ; de même que l'intérêt ni la crainte ne l'empêchaient point de rendre méprisables ceux qu'il jugeait dignes de mépris. Sa conversation était enjouée, il disputait avec feu, mais sans aigreur. » (1).

Dans un travail sur les Obélisques de Sésostris, il avait pressenti la découverte qui depuis a illustré Champollion, savoir le moyen de lire l'écriture hiéroglyphique des anciens Egyptiens. Il composa plusieurs ouvrages, entre autres une *Histoire Universelle depuis la création du monde jusqu'à la mort de Cléopâtre*. Tous malheureusement sont restés inédits. Il mourut à Paris le 12 décembre 1705, dans sa cinquantième année (M. de Contades).

Pierre Pouchard eut de Jeanne Barrabé plusieurs autres enfants, entre autres François Pouchard, sieur de la Vallée, lequel épousa Catherine Gouault, fille du sieur de la Rumère (village voisin du bourg), nièce ou petite-nièce de M^e Pierre Gouault, ancien curé de la Conception. En 1707, Marie Pou-

(1) Eloge de M. Pouchard par l'abbé Tallemant, devant l'Académie des Inscriptions (1706), reproduit par MM. de Contades et Appert dans la *Bibliographie du canton de Passais*.

chard, fille de François, épousa M^e Guillaume Ferré des Ferris, tabellion.

D'après le Nobiliaire de Normandie, la famille Ferré aurait fait partie de la noblesse en Basse-Normandie, dès le ^{xiii}^e siècle, et possédait alors des terres à Torchamp. Les Ferré avaient le titre d'écuyer et leurs armes portaient trois fers à cheval. Un membre de cette famille, engagé dans la guerre des Albigeois, passa en Italie, et s'y établit. Cette branche italienne modifia ses armoiries, qui furent dorénavant de gueules à trois annelets d'or.

A l'occasion du mariage de Marguerite de Naples avec René duc d'Alençon, en 1488, un certain Nicolas Ferré revint en Normandie : c'est lui ou ses descendants qui seraient venus s'établir à Passais, et en souvenir du nom de Ferri, que leurs ancêtres avaient porté en Italie, ils donnèrent à une propriété située près du Bourg, en face de la Butte, le nom des Ferris : ils s'appelèrent dès lors Ferré des Ferris, l'un d'entre eux a encore son tombeau dans l'église : il date de 1556.

Par suite du mariage de Guillaume Ferré avec Marie Pouchard, la famille Ferré devint propriétaire du village Pouchard.

Pendant le ^{xvii}^e siècle, nous trouvons les Ferré exerçant à Passais les fonctions de tabellion.

Nous verrons un Ferré des Ferris jouer un certain rôle sous la Révolution, puis devenir maire de Passais : il habitait la maison qui sert maintenant de gendarmerie. Son fils fut successivement maire du Teilleul (Manche), conseiller général, et représentant à l'Assemblée législative.

Cette famille a complètement disparu de Passais et n'y possède plus rien.

Jeanne Barrabé, femme de Pierre Pouchard, mère du curé de Passais et de l'académicien, était fille de M^e Jean Barrabé, sieur de la Barraberie, huissier royal. Un de ses ancêtres, M^e Nicole Barrabé, avait acquis dans la forêt de Passais dix-sept acres de terre, pour lesquelles il payait à titre d'hommage aux seigneurs de Domfront une livre quatorze sols.

Jean Barrabé bâtit en 1624 la maison de la Barraberie, habitée aujourd'hui par la famille Lebossé, maison qui mériterait d'être entretenue et conservée comme un spécimen de l'époque.

Pierre Barrabé, petit-fils de Jean, né le 11 octobre 1644, était qualifié sieur du Domaine. C'est sans doute lui qui fit creuser le puits que l'on voit au milieu du village de ce nom, et dont la curieuse margelle ressemble à celle du puits de la Barraberie.

Au XVIII^e siècle, Alexandre-Pierre Barrabé, contrôleur des actes, bâtit la principale maison de la Beaufetière.

En 1778, son fils Pierre-Alexandre-Antoine épousa demoiselle Anne Le Royer, qui le rendit propriétaire de la Baillée-Drault.

En 1817, Auguste-Julien-Michel Barrabé, fils du précédent, épousa demoiselle Honorine Renard de la Roche, héritière de la Cité.

La famille Barrabé a produit, comme nous aurons occasion de le constater plus loin, des magistrats, des médecins, un maire de Passais. Naguère encore, M. Alphonse Barrabé, ancien notaire à Passais, conseiller d'arrondissement, présidait le Conseil de Fabrique de l'église paroissiale.

Aujourd'hui cette famille est partagée en deux branches, la première est représentée par M. Alfred Barrabé, conseiller général du canton de Passais et maire de Domfront, la seconde par M. Alphonse Barrabé, avocat, qui réside à Craon (Mayenne), où il a épousé M^{lle} Bernier, fille du juge de paix de cette ville.

Anne Le Royer, ci-dessus nommée, était fille de Joseph Le Royer, notaire royal et propriétaire de Belle-Fontaine.

Cette famille était originaire des Arcis, en Mantilly ; aussi ses membres s'appelaient-ils sieurs des Arcis. Au XVI^e siècle, ou au plus tard au commencement du XVII^e, ils acquirent de la famille Germont le bien de Belle-Fontaine, et y exercèrent presque toujours les fonctions de notaire, jusqu'en 1850. A cette époque mourut M. Eugène Le Royer, qui avait épousé M^{lle} Reine Hardy-Martinière, née à Vitré. En 1853, cette dame épousa en secondes noces M. Alphonse Barrabé, né à la Cité le 4 juin 1821. De son mariage avec M. Le Royer, elle avait eu un fils, qui mourut sans postérité. C'est ainsi que la famille Barrabé devint propriétaire de Belle-Fontaine.

Cette maison de campagne appartient aujourd'hui à M. Henry Hamon, avoué à Mayenne, en vertu de son mariage avec M^{lle} Mathilde Barrabé.

Mais nous voilà loin de M^e Jean Ponchard, curé de la Conception.

C'est sous son administration que fut fondée l'école des filles à Passais. L'acte de fondation était daté du 20 mars 1715, et fut conservé à la mairie jusqu'à la Révolution. Malheureusement il est aujourd'hui perdu : certains détails seulement nous en sont parvenus, par suite d'un incident arrivé en 1791, et relaté sur les registres de la municipalité.

Mais d'abord par qui fut fondée cette école ?

Caillebotte, historien de Domfront, nous apprend que Jean Courteille, curé prier de Saint-Front, fonda, dans la paroisse de Passais, de petites écoles, sous la direction du supérieur du séminaire de Domfront. (1)

Il veut évidemment parler de l'école des filles, car nous n'avons pas trouvé trace d'une école de garçons à Passais, avant la Révolution. Cependant ceux-ci étaient instruits en grand nombre, ainsi que le prouve l'écriture courante de beaucoup de signatures sur les registres de l'église. Cela venait probablement des nombreux prêtres qui habitaient la paroisse, et qui donnaient des leçons dans les villages. Ce fut peut-être la raison qui détermina M^e Jean Courteille à fonder une école de filles, de préférence à une école de garçons. Il aura considéré que celles-là étaient plus négligées.

M^e Jean Courteille était vraisemblablement originaire de Passais ; mais, n'ayant pu trouver son acte de décès ni même son âge, il nous est impossible de rechercher, avec quelques chances de succès, son acte de naissance.

La maison donnée par M^e Jean Courteille était située au Bourg. Elle était bâtie en pierre et mesurait seize mètres de longueur sur cinq de largeur. Le rez-de-chaussée était occupé par la cuisine et deux salles de classes. L'étage formait des chambres. Les fenêtres étaient assez grandes pour l'époque : 1^m70 sur 1^m10. Outre la maison, il y avait une boulangerie et un jardin.

A ce premier don le fondateur avait annexé une rente annuelle et perpétuelle de 100 livres : sur cette somme, 20 livres étaient destinées à l'entretien de l'immeuble ; le reste appartenait aux

(1) Jean Courteille avait en outre fondé à Saint-Front un hospice et une école auxquels était attachée une société pieuse, mais sans vœux, destinée à recruter et former des institutrices.

institutrices, à charge d'instruire gratuitement les petites filles pauvres.

Il était stipulé que « les filles pieuses et dévotes », qui seraient associées pour tenir l'école, recevraient des billets d'association précisant le nombre et la valeur des objets qu'elles avaient apportés en entrant. Si elles mouraient associées, leurs meubles restaient à l'association, qui leur devait des funérailles honorables. Mais si, pour incompatibilité d'humeur ou autre motif, elles quittaient la maison, ou leur rendait seulement la moitié de leur apport. Ces institutrices étaient au nombre de deux. Pour être admises, les candidates devaient satisfaire à un examen passé devant le curé de la paroisse.

Cette école fut, comme tant d'autres fondations, victime de la Révolution.

On ne sait combien l'église de la Conception avait possédé de cloches avant M^e Jean Pouchard. Mais les registres de l'église nous apprennent que « le troisième jour de may 1717, les deux cloches ont été bénies par M^e Jean Férare, prêtre curé et prier de Mantilly, vice-gérant de l'officialité du Mans, au siège de Domfront. La grosse a été nommée et bénite sous le nom de Marie (sic) par messire Charles-François Achard chevalier, sieur du Pas-de-la-Vente, seigneur de Loyauté et du Perthuis-Achard, et par demoiselle Marie de Vauborel ; et la petite bénie sous le nom de Renée par Messire Jacques de Vauborel chevalier, seigneur de Moissé, et par noble dame Renée de la Broise, épouse du sieur du Pas-de-la-Vente. *Ad perpetuam rei memoriam. Passaii, die, mense et anno supradictis.* »

Jean Pouchard inhuma dans l'église deux prêtres de Passais : M^e Siméon Gouault, en 1705, et M^e François Ledemé, en 1710. Cette même année, il vit disparaître la branche des Achard de Saint-Auvieu, dans la personne de Jacques Achard.

Lui-même mourut le 11 octobre 1719, et fut enterré dans l'église par le curé de Mantilly, en présence du seigneur du Pas-de-la-Vente, de M^e Jean Ledemé docteur en médecine, J.-B. du Chénay, Guillaume Ferré sieur des Ferris, etc. Cette énumération suffit à prouver la sympathie qu'on avait à Passais pour M^e Jean Pouchard et sa famille.

Il avait toujours eu pour vicaire M^e Nicolas Ledemé, originaire du Bourg ou de la Butte.

François LE MOYNE. — Guillaume SORIEUL. —
Pierre PONTHAUD

M^e François Le Moyne succéda à Jean Pouchard le 31 décembre 1719. Etranger au pays, il ne paraît pas y avoir été très goûté. Il n'en eut du reste guère le temps ; car il mourut au mois d'octobre qui suivit son installation. Contrairement à l'usage de l'époque, il ne fut pas inhumé dans l'église, mais dans le cimetière, « par discrepte personne Ange Le Bachelier, docteur, prieur de Saint-Frambault-sur-Pisse. »

Il avait vu mourir dans la paroisse deux prêtres : M^e Guillaume Courteille, âgé de soixante-quinze ans, et M^e Jullien Gahéry, âgé de quatre-vingts ans.

A cette époque, M^e Hervé Le Clerc était chapelain de M. du Pas-de-la-Vente.

Le 16 janvier 1721, Guillaume Sorieul fut installé curé, et il gouverna la paroisse pendant trente années.

Vu l'augmentation de la population, il sentit le besoin d'avoir deux vicaires à la fois. Ses collaborateurs furent successivement Nicolas et Charles Thébault, tous deux du Bourg de Passais ; Siméon Baudet et Pierre Ponthaud, également originaires de la paroisse.

En 1749, M^e Guillaume Sorieul, devenu infirme, se démit de sa cure, et mourut deux ans après, le 1^{er} septembre 1751, à l'âge de soixante-cinq ans. Il fut enterré dans l'église.

M^e Pierre Ponthaud, vicaire de Guillaume Sorieul depuis 1733, lui succéda, en 1749. Il garda toute sa vie pour premier vicaire M^e Siméon Baudet. Celui-ci eut pour confrères M^e Julien Chénu, mort en 1754, puis M^e Jean Meslier, décédé en 1757, et enfin M^e Mathieu Chantel. Tous ces prêtres étaient de Passais ou des villages voisins.

En 1756, mourut à la Verrerie, d'où il était originaire, M^e François Sallé, bachelier en Sorbonne, ancien curé de Dornelles, en Gâtinais.

Peu après la mort de Jean Meslier, M^e Ponthaud tomba malade. Craignant que cet état se prolongeât, il prit un troisième vicaire, Nicolas-Louis Ramard, bachelier en Sorbonne, et mourut quelques jours après, le 6 mai 1757. Il fut inhumé dans l'église par M^e Michel-Jacques Thébault, curé de Saint-Roch.

M^e Pierre Ponthaud vit naître à Passais, dans sa propre famille, en 1744, un futur confesseur de la foi, Gabriel-Pierre Chatellier, son petit-neveu.

La famille Chatellier est originaire de Saint-Fraimbault-sur-Pisse. Du moins, ses membres s'intitulaient autrefois sieurs de la Poulardière, terre située en Saint-Fraimbault.

En 1685, André Chatellier épousa dans l'église de la Conception Marie Guesdon, fille d'Etienne Guesdon les Mottais ; la jeune mariée avait pour parrain le curé de Passais, et pour marraine M^{me} Achard de Saint-Auvieu. Elle était héritière du Pont-Hesnard par sa mère Marie Courteille, dont les ancêtres avaient défriché ce village. Le Pont-Hesnard, dont la principale maison se nommait le *Manoir*, devint ainsi la propriété des Chatellier.

Le 16 septembre 1743, Julien Chatellier, sieur de la Poulardière, petit-fils d'André et neveu de Pierre Ponthaud, épousa Madeleine Gouault de la Rumère. De ce mariage naquirent Gabriel-Pierre, dont nous venons de parler, et Siméon Julien, que nous verrons jouer un rôle considérable à Passais pendant la Révolution.

M. Jules Chatellier, petit-fils de Siméon Julien, propriétaire actuel du Pont-Hesnard, a été maire de Passais. Il a trois fils, dont deux sont docteurs en médecine. L'aîné habite Paris. Son frère Georges a épousé M^{lle} Amiard-Fortinière, fille elle aussi d'un maire de Passais, et demeure à Lépinay-le-Comte.

Madeleine Gouault, femme de Julien Chatellier, avait une sœur nommée Jeanne, mariée le 9 février 1750 à Michel André Montécot, du village Bossé.

La famille Montécot est originaire du village de même nom en Saint-Cyr du Bailleul (Manche) ; ses membres étaient qualifiés « sieurs de la Roirie », terre située au Teilleul.

André Montécot, père de Michel, était devenu propriétaire du village Bossé et du Pas-aux-Chevaux, par son mariage avec Françoise Vezard. Celle-ci avait pour mère « honnête fille Marie Le Bossé », (1) fille de Jean Le Bossé et de Mathurine Quentin, et dont les aïeux, en l'une et l'autre branche, avaient respectivement fondé ces deux villages.

(1) Termes employés dans son acte de mariage et indiquant une certaine fortune.

De Jeanne Gouault, Michel-André Montécot eut un fils nommé Siméon-Michel, dont nous parlerons dans le chapitre suivant.

Siméon-Michel Montécot, marié d'abord à demoiselle Elisabeth Barrabé, qui mourut sans enfants, épousa en secondes noces demoiselle Marie Mottay, dont il eut deux filles, Florence, morte à Lépinay (M^{me} Ramard), et Adèle.

M^{lle} Adèle Montécot, épousa, le 14 février 1835, M. Ferdinand Barré, de Saint-Fraimbault, qui est mort en 1890, Président du Conseil de Fabrique de Passais.

De leur mariage est né M. le docteur Edmond Barré, médecin à Paris, Chevalier de la Légion d'honneur, maire de Passais depuis 1892. Il a épousé, le 23 janvier 1864, M^{lle} Laure-Annette Ganneau, fille d'un architecte inspecteur des Hôpitaux et Hospices de Paris.

M. le docteur Barré a été chirurgien-major des bataillons de marche, à Paris, à l'époque du siège, et, en cette qualité, il fut constamment aux avant-postes, au Bourget. En un autre ordre de choses, il fut un des fondateurs et des premiers présidents de la *Presse Scientifique de Paris*. Membre de plusieurs autres sociétés savantes, il a publié de nombreux articles, en diverses revues et journaux de Paris et de province.

Nicolas RAMARD

M^e Pierre Ponthaud eut pour successeur Nicolas-Louis Ramard, son plus jeune vicaire. Celui-ci appartenait à la famille connue depuis cent ans sous le nom de Ramard-Dominel. Son frère J.-B. Ramard, dit sieur du Bourg, joua un rôle actif au commencement de la Révolution et fut le premier maire de Passais.

Le nouveau curé choisit pour vicaires, avec M^e Chantel, d'abord M^e Louis Germont, fils de Siméon, deuxième du nom, Ecuyer, docteur en médecine, sieur du Bignon et de la Guérinière. Ce jeune prêtre, futur confesseur de la foi, ne resta vicaire à Passais qu'un an, et fut remplacé par M^e Julien Cerisier, né aussi à Passais, vicaire à Lévaré.

Ce dernier mourut le 22 mai 1770, et eut pour successeur Nicolas Hardy. Il avait copié un office noté de Saint-Auvieu, tel

qu'on le chantait dans sa chapelle, le 11 septembre de chaque année. Cette copie existe encore aujourd'hui, mais n'est plus à Passais.

M^e Ramard, constatant que son église était devenue trop petite, songea à l'agrandir. Jusque-là, elle n'avait pas de chœur proprement dit. Le maître autel occupait tout l'espace compris entre les chapelles et le chevet.

La nouvelle construction fut faite entièrement en pierres de taille, et les murs sont disposés de manière à se passer de contreforts, sans rien perdre au point de vue de la solidité : système ingénieux, mais peu élégant. La charpente fut posée en juillet-août 1762. Le procès-verbal suivant constate l'agrandissement dû à Nicolas Ramard :

« Le vingt-troisième jour de février, l'an mil sept cent soixante-trois, a été béni le chœur de l'église de Passais, augmenté de vingt-deux pieds de longueur, sur vingt-huit de largeur, du consentement du gros décimateur, par M^e Michel-Jacques Thébault, curé de Saint-Roch, en conséquence de la permission à lui adressée, le treize septembre mil sept cent soixante-deux, par M. l'abbé Baudron, vicaire général du Mans, et ce en présence de M^e Etienne Thébault, curé de Saint-Gilles, Nicolas-Louis Ramard, curé de la dite paroisse, Julien Cérissier et Mathieu Chantel, vicaires de la paroisse. »

Le 31 mai de la même année, samedi des Quatre-Temps de la Pentecôte, la petite cloche, qui sans doute avait été cassée, fut refondue et bénite par le curé. Charles Achard du Pas-de-la-Vente en fut le parrain. Elle reçut le nom de Marie-Thérèse. Son poids était de 1.664 livres.

Arriva-t-il encore un accident aux cloches, ou bien trouva-t-on qu'elles s'accordaient mal ? Ce qu'il y a de certain, c'est que toutes les deux furent à nouveau fondues, et bénites le 1^{er} juillet 1771, par M^e André-Pierre Achard, curé de Saint-Mard-d'Egrenne ; la grosse cloche fut nommée par messire Charles Achard, seigneur du Pas-de-la-Vente, et dame Henriette-Françoise Thébert de Hausey. La petite fut nommée par messire Julien-Charles Achard de Loyauté et dame Anne Baillon de Moissé.

Ces pauvres cloches étaient destinées à un sort plus malheureux que celui de leurs devancières.

On se rappelle que M^e Pierre Gouault avait cédé sa part des dîmes pour une rente annuelle de 300 livres, et que M^e Landais avait fait porter cette rente à 450 livres : c'est ce qu'on appelait le régime de la portion congrue. Mais, depuis ce temps, la population avait augmenté, et nécessité un second vicaire ; l'argent avait dû aussi perdre de sa valeur.

M^e Ramard trouvant donc cette somme de 450 livres insuffisante pour lui et ses deux vicaires, d'autre part n'espérant peut-être guère obtenir de l'Abbé commendataire de Lonlay une augmentation sérieuse, eut recours à un autre moyen. Il proposa au dit Abbé qui était alors M. de Cléray, de prendre à bail toutes les dîmes de la paroisse. L'Abbé y consentit, et le curé de Passais acquit la jouissance des dîmes pour neuf ans, moyennant une somme annuelle de mille livres. L'acte est du 28 septembre 1765.

Trois ans plus tard, le 28 octobre 1768, le même M. de Cléray céda ces dîmes à perpétuité aux curés de Passais, pour une redevance de 1100 livres, payable chaque année à lui et à ses successeurs. Cette transaction donna lieu à des réclamations dont nous parlerons bientôt.

M^e Nicolas Ramard mourut à l'âge de quarante ans, le 22 février 1772, et fut inhumé dans le chœur, qu'il avait fait bâtir.

François-Claude POTTIER du FOUGERAY. —

François MARIEL. — Joseph-Marie MARTINET. —

Jean HÉROUX.

Le successeur de Nicolas Ramard fut M^e François-Claude Pottier du Fougeray, qui mourut deux mois après son installation, le 28 juin 1772, et fut aussi enterré dans le chœur.

Il fut peut-être victime d'une épidémie, qui commença à sévir en 1772 et se prolongea jusqu'en 1773. Les registres d'inhumation nous apprennent en effet que les décès, qui en 1771 avaient été au nombre de soixante-sept, passèrent en 1772 au chiffre de cent cinquante-un, et furent encore de cent sept l'année suivante, pour redescendre ensuite à soixante-onze.

M^e François Mariel, né à la Baroche-Gondouin (Mayenne) en 1731, était vicaire à Brécé, lorsqu'il fut nommé à la cure de la

Conception. Installé au mois d'octobre 1772, il quitta Passais en 1774 ou 1775, pour retourner à Brécé (1), en qualité de curé.

Il fut remplacé par M^e Joseph-Marie Martinet, qui fut curé de la Conception, de 1775 à 1784.

MM^e Mathieu Chantel et Nicolas Hardy, vicaires de ses prédécesseurs, étant devenus, le premier curé de Lépinay (2), le second curé de Saint-Mard-d'Egrenne, il prit à leur place J.-B. Tirot, qui resta peu de temps, puis J.-B. Ramard du Bourg, né à Passais, et Pierre Baloché.

L'année 1778 finit par un événement fâcheux. Le 31 décembre, on ressentit à Passais une vive secousse de tremblement de terre, suivie d'un violent coup de tonnerre, la foudre tomba sur l'église, détruisit le clocher et le bas de la nef. Les doléances de 1789 estiment ces dégâts à 3.200 livres, et nous apprennent que, dès ce temps-là, les formalités à remplir, avant d'en venir à l'exécution des travaux, entraînaient beaucoup de frais.

Cette même année, M. l'abbé Duperrier, vicaire général, dans le cours d'une tournée pastorale, écrivait sur son carnet :

« La Conception en Passais : 1.500 livres de revenu, avec charge de deux vicaires. — Joseph-Marie Martinet curé depuis trois ans et demi : Bon curé, faisant bien son devoir ; a de l'esprit et de l'honnêteté (3). — Communions : 2.000. — Fabrique : 300 livres de revenu. — Deux maîtresses d'école ; ont 80 livres, font l'école gratuite aux pauvres. »

L'an 1782 vit une nouvelle épidémie, car il mourut 117 personnes.

Au commencement de 1784, M^e Martinet quitta Passais, et eut pour successeur M^e Jean Héroux.

Celui-ci ne resta que trois ans environ. Après le départ de J.-B. Ramard, il paraît n'avoir gardé qu'un vicaire à la fois, et

(1) Dans cette dernière paroisse, il travailla avec beaucoup de zèle à la réorganisation des écoles pour les deux sexes, malgré les tracasseries de l'administration civile supérieure. Il fut à ce sujet condamné à l'amende, pour avoir négligé certaines formalités bureaucratiques. (M. l'abbé Angot, instruct. dans la Mayenne avant 1790.) Lors de la Révolution, il refusa le serment, et passa en Angleterre.

(2) C'est probablement ce Mathieu Chantel, qui, devenu ensuite chapelain de l'Hôtel-Dieu d'Ambrières, refusa le serment schismatique en 1791, et mourut dans les prisons de Rambouillet, le 14 janvier 1794, à l'âge de soixante-six ans.

(3) Ce mot était pris alors dans le sens de *politesse, distinction*.

il en eut successivement cinq en ce court espace de temps, savoir : MM^{es} Pierre Baloché, Jean Pottier, Pierre Gillette, Dubourg et J.-B. Mahet. Il ne fut pas goûté à Passais, et quitta cette paroisse, pour aller à Préaux (Mayenne).

C'est pendant son administration qu'eut lieu le couronnement d'une rosière, dont MM. de La Sicotière et de Contades ont raconté l'histoire. (1)

Cette « bonne fille », qui eut une heure de célébrité dans le pays, était née à l'Hôtel Hervé, le 18 octobre 1756, du légitime mariage de François Clozier et de Marie Ruault. Baptisée à la maison en péril de mort, elle fut ensuite portée à l'église, où elle reçut le nom de Jeanne.

Son père étant mort, et sa mère devenue infirme, Jeanne se trouva seule pour la faire vivre et la soigner. Elle s'acquitta de ce devoir durant quatorze ans, avec un dévouement héroïque. Réduite à la misère, au milieu du rude hiver de 1776, elle couvrait, pendant la nuit, la pauvre grabataire de ses propres habits, et restait elle-même exposée à la rigueur du froid, sans autre couverture que des genêts. Bien plus, demandée en mariage par un jeune homme que protégeait M. de Bonvouloir, elle avait refusé, de peur qu'il ne méprisât sa mère, ce qui eût été pour celle-ci un surcroît de peines.

La vertu de Jeanne Clozier serait restée ignorée du monde, comme celle de beaucoup d'autres, si M. Achard de Bonvouloir n'avait rencontré quelque part un certain abbé Lemonnier, curé de Montmartin, aumônier des gardes du comte d'Artois et ami du duc d'Orléans. Cet ecclésiastique, possédé par la *sensiblerie* de son siècle, passait son temps à chercher des rosières et à les couronner. Il paraît que c'est en Normandie qu'il en trouvait le plus, ce qui fait certainement honneur à notre province. M. Achard lui désigna Jeanne Clozier.

Un certificat, signé par le curé, par son vicaire et vingt-deux notables de la paroisse, vint confirmer le témoignage du châte-lain, et la cérémonie fut décidée. M. de Contades a raconté cet épisode avec des détails fort intéressants, qui prouvent abondamment la modestie, la simplicité, le désintéressement de l'héroïne, et par conséquent la sincérité de sa vertu.

(1) *Passais et ses monuments mégalithiques*, par M. de Contades.

Le couronnement eut lieu le dimanche 6 août 1786. Tout le clergé en chapes, avec croix, bannière, eau bénite et encens, reçut, à la porte de l'église, la rosière, qui fut conduite dans le chœur recouvert d'un tapis, et prit place sur un fauteuil, assistée de M. François-Charles-Luc Achard de Bonvouloir, fils aîné du seigneur du Pas-de-la-Vente.

A l'Evangile, la couronne, présentée par deux jeunes filles, fut bénite et placée sur la tête de la rosière par le célébrant (l'abbé Lemonnier), qui prononça un discours de circonstance.

Après la messe, un dîner de vingt-cinq couverts fut servi en son honneur aux notables de la paroisse, dans la cour du château. De grandes tables avaient été dressées pour les pauvres. Quatre moutons et deux veaux y passèrent.

Le soir, après les vêpres et le chant du *Te Deum*, Jeanne Clozier fut fiancée à François Sallé, maître de labour de M. de Bonvouloir. Elle ne pouvait plus craindre pour sa mère : la pauvre vieille n'avait pas vu sur la terre la fête dont elle avait été l'occasion ; elle était morte pendant l'enquête. Un service solennel pour le repos de son âme avait été célébré la veille du couronnement.

Le lendemain, service pour le duc d'Orléans, dont les petits enfants avaient envoyé cinquante louis d'or à la rosière, et nouveau festin dans la cour du château. Distribution aux pauvres, par les mains de la rosière, de pain blanc, de viande, de cidre, et d'une somme de 600 livres.

Enfin, le mardi 8, fut célébré le mariage de Jeanne avec François Sallé, en présence de messire François-Charles-Luc Achard de Bonvouloir, représentant les ducs de Chartres (*Louis-Philippe*) et de Montpensier, du seigneur du Pas-de-la-Vente, père du précédent, et du clergé de la paroisse. Le festin des noces eut encore lieu au château, où une chambre avait été préparée pour les nouveaux époux.

Le lendemain, l'heureux ménage alla s'installer au village Macé. C'est là que naquirent leurs premiers enfants, Françoise-Félicité, le 25 juin 1788, et Charles-Marie, le 9 décembre 1790. Quand on vint annoncer la naissance de ce dernier à M. de Bonvouloir, celui-ci prévoyant les événements qui allaient se dérouler, s'écria : « Pauvre enfant, il vient au monde en des temps bien malheureux. »

Charles-Marie mourut dans les guerres de l'Empire. Sa sœur Françoise-Félicité épousa Julien Chénu, dont elle eut dix enfants. Ses descendants habitent, depuis longtemps déjà, le Fougeray, la Vieille-Baillée, la Noë-Rousse (famille Chénu) ; le village Pouchard et plusieurs hameaux de Mantilly (famille Morel). La Miséricorde, la Providence de Séez et celle d'Alençon ont recruté parmi eux des religieuses.

En 1791 ou 1792, les époux Sallé quittèrent le village Macé et vinrent au Pas-de-la-Vente, en qualité de fermiers. C'est là que nous les retrouverons dans les mauvais jours, faisant œuvre de religion et de charité au péril de leur vie.

La piété filiale de Jeanne Clozier fut célébrée dans plusieurs opuscules, et fit l'objet d'une romance que nous reproduisons en note, d'après MM. de Contades et Appert (1).

(1) ROMANCE SUR LA PIÉTÉ FILIALE

OU

HISTOIRE ÉDIFIANTE DE JEANNE CLOZIER

Sur l'air : *Tout roule aujourd'hui dans le monde* ; ou l'air : *Du serin qui te fait envie* ; ou sur un air nouveau ; Ou encore sur l'air de la Romance des *Trois Fermiers* : *Faut attendre avec patience*.

Rassemblez-vous, jeunesse tendre,
Accourez vous édifier,
Accourez, vous allez entendre
L'histoire de Jeanne Clozier :
Vous verrez si la Providence
Acquitte ses engagements,
Et comment elle récompense
Les soins qu'on prend de ses parens.

C'est toi, Filiale tendresse,
C'est toi que je vais célébrer,
Fais-moi sentir ta douce yvresse,
Soutiens ma volx, viens m'inspirer :
Volupté des âmes sensibles,
Plaisir qui nous ouvre les Cieux,
Les ingrats seuls trouvent pénibles
Tes moments les plus douloureux.

Jeanne Clozier perdit son père
Avant de quitter le berceau,
Son ayeul plus qu'octogénaire
Errait sur les bords du tombeau ;

Pour substantier l'Enfant qui pleure
Et le vieillard près du trépas,
La Fille-Mère offre à toute heure
Son sein et le gain de ses bras. (1)

Pendant quatorze ans Dieu prolonge
De ces malheureux l'affreux sort ;
L'ayeul termine enfin le songe,
Qu'on appelle vie, il est mort :
Ne croyez pas que la misère
Pour cela quitte ce séjour ;
Le Tout-Puissant frappe la Mère
Et de Jeanne éprouve l'amour.

Sur un lit de douleur gisante,
Le corps d'ulcères tout couvert,
En proie à la faim dévorante,
Telle est celle que Jeanne sert ;
Mais la malheureuse est sa Mère :
Le devoir devient un plaisir,
La peine lui paraît légère,
Quand elle est seule à la sentir.

Pendant quatorze autres années
Le Dieu des vertus se complait
À tenir ces infortunées
Comme un or pur dans le creuset :
S'il faut subir tant de souffrances
Pour te plaire, ô Dieu de bonté,
Comment punis-tu les offenses
Que l'on fait à ta Majesté ?

Nuit et jour à l'ouvrage ardente,
Jeanne songe à gagner le pain,
Qui de sa mère défaillante
Doit calmer la cruelle faim ;
S'il diminue, alors la fille
À jeun sait bien s'aller coucher ;
Ainsi la poule à sa famille
Offre un épi, sans y toucher.

Quand la bonne mère soupçonne
Que le besoin la fait maigrir,
Elle réprimande, elle ordonne
À sa fille de se nourrir ;
Jeanne alors, employant la ruse,
À la tromper sait réussir :
Enfant, veux-tu que Dieu t'excuse ?
Il faut ainsi désobéir.

On ne peut tromper la nature
Comme on peut tromper ses parents,
Lui refuser la nourriture,
C'est la frauder à nos dépens :

(1) Il s'agit ici de Marie Ruault, qui avait rendu à son père, dans sa vieillesse, les soins qu'à son tour elle reçut plus tard de Jeanne Closier.

Jeanne, une trop longue abstinence
Eteignoit tes précieux jours ;
Mais une utile défaillance
Pour toi demanda du secours.

L'hiver, pour échauffer sa mère,
Jeanne chauffe au feu des voisins
L'eau qu'enferme un vase de terre,
Des cailloux au lieu de coussins ;
Mais sitôt que la nuit est close,
Chez les voisins on n'ose aller,
Chacun d'eux sur son lit repose,
On ne voudrait pas le troubler.

L'amitié, dit la Bible sainte,
Est aussi forte que la mort,
De son feu sacré l'âme atteinte
Trouve aisé le plus rude effort :
Jeanne met toute couverture
Sur sa mère, en ces nuits d'hiver,
Et gèle en bravant la froidure
Sous des branches de genêt verd.

Laissons-la rire de sa peine,
Elle n'en rira pas longtemps,
De Zéphire la douce haleine
Va nous ramener le printemps ;
Déjà la diligente abeille
Ne croit plus le repos permis,
L'amour du butin la réveille :
Il éveille aussi les fourmis :

Fourmis, modèle de prudence,
Vous deviez bien vous contenter
D'entamer avec prévoyance
Le grain qui vous fait subsister :
En venant ronger chaque ulcère
D'un cadavre encore vivant,
Il fallait prévoir la colère
De sa tendre et sensible enfant.

Pour sa mère on offre un asile,
A l'abri des soins, du besoin ;
Dans ce séjour calme et tranquille,
D'elle on prendra le plus grand soin :
Ce mot, *ne m'ôtez pas ma mère*,
Pour toujours l'engage à rester.
Sent-on le poids de la misère,
Quand on est deux à le porter ?

Une épreuve plus séduisante,
C'est celle d'un aimable époux ;
Pour la mère faible et souffrante
On l'annonce enfant tendre et doux ;
Mais Jeanne autrement conjecture
Et d'un mot bannit tous maris :
*Les douleurs de ma pauvre mère
Sont bien assez sans le mépris.*

Dieu qui, dans sa juste balance,
Pèse les bergers et les rois,
Dieu qui punit et récompense
En suivant d'immuables lois,
Vient juger la fille et la mère :
A l'une s'il ouvre les cieux,
Il veut que l'autre sur la terre
Goûte un sort calme et glorieux.

Salenci, dont mon cœur révère
Les mœurs, les lois, la bonne foi,
Jeanne pure et servant sa mère
Serait-elle digne de toi ?
Parle, je suivrai ta réponse.
On délibère à Salenci ;
D'une voix son sénat prononce :
Closier mérite un trône ici.

Trois enfants d'auguste famille,
Du bon Henri trois descendans,
Se font les pères d'une fille
Digne modèle des enfans.
En la dotant, ils croyaient suivre
Un mouvement d'humanité ;
Mais l'Eternel, sur son grand livre
Les nomme agents de sa bonté.

Grand Dieu, que ta grâce est puissante !
Qui pourrait n'y pas recourir ?
Des pauvres la plus indigente
A son tour va les secourir :
Un prince généreux s'honore
En lui confiant ses bienfaits.
Le soleil est beau, mais l'aurore
Nous fait mieux sentir ses attraits.

Qui peindra la brillante fête
Qu'ornaient Jeanne et la piété ?
Quand la couronne est sur sa tête,
Dans son cœur est l'humilité ;
Comme Dame, on la préconise,
Ce grand honneur la touche peu :
La première place à l'église
Pour elle est la table de Dieu.

Sur Jeanne on verse l'opulence,
Et l'or pour elle est sans appas ;
Ce qu'elle en offre à l'indigence
Est le seul dont elle fait cas :
Quelle vive et pure allégresse
Embellissait encore ses yeux,
Quand elle allégeoit la détresse
De ses frères les malheureux.

La paroisse entière désigne
Le sage et fortuné mortel
Qui doit avoir l'honneur insigne
De conduire Jeanne à l'autel :

La vertu dicte et l'amour signe
Leur engagement solennel.
Un tel mariage est bien digne
D'un sourire de l'Eternel.

Julien LE BOSSÉ

M^e Julien Le Bossé, originaire de Saint-Mard-d'Egrenne, succéda à Jean Héroux, au mois de juin 1787, et fut curé de la Conception jusqu'en 1804. Il prit un second vicaire M^e Charles-François Lemaréchal ; en 1789, J.-B. Mahet fut remplacé par M^e Pierre Courteille.

En 1788, il y eut une épidémie sur les enfants, car il en mourut cinquante-quatre.

M. Le Bossé fut sur le point d'avoir procès avec l'abbé de Lonlay, au sujet des dîmes. Nous avons vu qu'en 1768 M^e Nicolas Ramard les avait acquises à perpétuité, pour lui et ses successeurs, contre une rente annuelle de 1.100 livres. Mais M. de Cléray se repentit bientôt de ce marché. Il se plaignit d'avoir été trompé, prétendit que les dîmes de Passais avaient une valeur trop considérable en regard de la rente fixée, et en conséquence il demandait l'annulation du contrat.

M. Le Bossé consulta l'évêque du Mans, qui remit l'examen de la cause à un canoniste. Celui-ci répondit en donnant raison à l'Abbé commendataire : d'après lui, M. de Cléray était dans son droit, en demandant la susdite rescission : tout au moins n'avait-il pu obliger ses successeurs.

D'autres personnages faisant également autorité affirmaient, au contraire, que le curé de Passais aurait gain de cause.

L'affaire en était là, quand éclata la Révolution : celle-ci, jouant le rôle de Perrin Dandin, mit les plaideurs d'accord, en supprimant à son profit l'objet du litige.

Mais, avant de raconter les événements qui se déroulèrent à Passais, durant cette époque tragique, il convient de jeter un coup d'œil en arrière, de constater les progrès accomplis depuis la fondation de l'église, et l'état de la paroisse à la veille du grand bouleversement.

Quand l'église de la Conception fut bâtie, le défrichement de la forêt était en bonne voie, mais il ne reste de cette époque aucun document pouvant nous faire connaître le nombre des habitants de la paroisse.

A partir de 1615, on a les registres de l'église, et si l'on en juge d'après le nombre des naissances, dans la première moitié du xvii^e siècle, il devait y avoir alors à Passais de 1.000 à 1.100 âmes.

Cent cinquante ans plus tard, ce chiffre avait doublé, comme nous l'apprend le recensement fait en 1793, lequel compte 2.239 habitants. Le tableau suivant représente la progression suivie depuis 1625 jusqu'à la Révolution :

MOYENNE ANNUELLE DES NAISSANCES ET DES DÉCÈS

	NAISSANCES	DÉCÈS
1625-1644.....	48	20
1670-1675.	58	39
1701-1705.	59	29
1725-1729.....	81	52
1751-1755..	98	74
1775-1779.....	104	74
1780-1785	99	106
1788-1792	111	81

Comme on le voit, la population alla toujours en augmentant, sauf pendant les années où le nombre extraordinaire des morts signale une épidémie. Mais elle reprenait tout de suite sa marche ascensionnelle. C'est 1792 qui vit le plus grand nombre de naissances : elles atteignirent le chiffre de 125.

Si nous faisons la statistique de la moralité, nous trouvons avant la Révolution une moyenne générale de *une* naissance illégitime contre 70 légitimes. Nous ferons sous ce rapport la comparaison avec le xix^e siècle, quand nous l'aurons parcouru.

Nous devons aussi parler de l'instruction : voici la proportion de ceux qui savaient signer :

1670-1730 : 22 %.

1750-1785 : 51 %.

Le progrès réalisé entre les deux périodes était évidemment dû en grande partie à la fondation de l'école des filles.

Les revenus de la Fabrique s'élevaient à 125 livres 9 deniers,

y compris les fieffes des bancs de l'église, qui formaient la moitié de cette somme. Les fondations pour services religieux faisaient un total de 723 livres, dont une de 26 livres sur le trésor royal.

On remarquera que la Fabrique, même avec ce qui lui revenait des fondations, était loin d'être riche (1) ; mais alors la plus grosse part des frais du culte et l'entretien du chœur étaient payés par les dîmes, du moins quand les curés ou les Abbés Réguliers en avaient la dispensation.

En fait de constructions contemporaines de la fondation de la paroisse, on n'en connaît pas d'autres que la nef de l'église. Mais il reste un certain nombre de maisons bâties à la fin du xvi^e siècle ou au commencement du xvii^e.

Déjà nous avons signalé au passage le château de Saint-Auvieu (2), le Pas-de-la-Vente, les maisons de Ménil-Gouffier, de la Vente, de la Guérinière, de la Barraberrie. Ajoutons-y la maison de la Baillée-Drault, construite par les Le Royer au xvi^e siècle ; celle de Foursec, faite en 1613, et qui possède une cheminée en granit fort remarquable pour l'endroit.

L'écusson qui orne le manteau pourrait à première vue être pris pour celui d'une abbaye : *deux fleurs de lys, le monogramme du Christ, celui de la Vierge et les trois clous de la Passion*. Mais ne serait-ce pas un écusson de fantaisie ? Au xvii^e siècle, elle devait appartenir à une famille Guesdon ; elle est aujourd'hui la propriété de M. Jules Chatellier.

Notons encore la vieille maison de La Guillaumée, convertie en écurie. Enfin la maison des Ganotières porte au fronton l'inscription suivante, de chaque côté d'une ogive.

(1) Nous avons vu plus haut que le total de ses ressources était de trois cents livres.

(2) M. de Contades, qui l'a visité, rend ainsi son impression : « Entrons, avant de quitter le château de Saint-Auvieu, dans le salon aux lambris de chêne conservé tel qu'il était autrefois, comme si le dernier seigneur en avait emporté la clef dans son gilet de satin. Rien n'y rompt l'harmonie aimable et triste du mobilier d'un temps qui n'est plus, mobilier bien provincial assurément, et dont nulle pièce n'entrerait aujourd'hui dans les collections juives, mais profondément imprégné de la senteur du passé, pour avoir servi davantage aux ancêtres, marquises et chevaliers, qu'aux gens de notre siècle. »

1582 C P M
I. VOYDI E. DAM
OYSEL LE L. DY

C'est-à-dire : 1582. *Construit par M^e Jean Voydie et damoiselle....* les trois dernières lettres exercent en vain la patience des archéologues. Mais nous soupçonnons qu'elles signifient *Le Demy*, autrement dit *Le Demé* (1), nom répandu à Passais.

Un certain nombre d'autres maisons, sans porter de dates, présentent le cachet du xvi^e siècle, comme le Cassoir, ou celui du xvii^e siècle. Portes en plein-cintre, en ogive, portes et fenêtres en accolade ne sont pas rares. Les moulures qui ornent souvent l'encadrement sont assurément simples, mais témoignent pourtant d'un certain goût artistique chez ceux qui, en construisant ces modestes demeures, prenaient avec fierté le titre de *sieurs* de leurs villages.

(A Suivre).

L. BOISSEY.

Curé de Beauchêne.

(1) Dans le pays, on prononçait autrefois l'y comme un e, d'où le changement de l'un en l'autre dans l'orthographe de certains noms.

ST-ÉVROULT-NOTRE-DAME-DU-BOIS

DE 1789 JUSQU'A NOS JOURS

(Suite).

§ VII. — Jusqu'au XIII^e siècle, les biens ecclésiastiques qui sont la propriété de l'église ont été administrés par des clercs ; mais à partir du XIII^e siècle, sur la demande des évêques et du clergé, on voit des laïques intervenir dans l'administration des biens des églises.

C'est à cette date que remontent les Fabriques.

En 1792, l'autorité civile semble remplacer l'autorité ecclésiastique dans l'administration religieuse, comme le prouve l'observation suivante adressée au maire et aux officiers municipaux de Saint-Évroult par le procureur de la commune :

« A Messieurs le Maire et Officiers Municipaux du bourg et paroisse de Saint-Évroult,

« Vous remontre le procureur de la commune du dit lieu, qu'un très grand nombre de citoyens luy ont représenté que lors que vous avez taxé les stalles du cœur de leglise à 6 s., vous avez crut faire le bien et agir pour le profit de leglise ; mais qu'aujourd'hui vous avez dû remarquer que presque toutes ces places ne sont point occupées et que le cœur devient un desert ou il n'y a personne ; soit par l'interêt d'un chacun, ou par le grand défaut du numeraire, ce qui fait une perte évidente pour l'eglise. On pense que si par un serieux exament vous reduisiez ces places à 3 s. qu'elles seroient toujours occupées ce qui feroit le bien et l'avantage de leglise ce que vous ne devez avoir rien plus à cœur, d'autant plus qu'il en resulteroit deux avantages ; le 1^{er} que les stalles seroient toujours occupées et le 2^e qu'il resteroit un plus grand nombre de chaises pour ceux qui ne veulent point aller dans le cœur et ce qui seroit avantageux pour leglise ;

« Vu lenoncé cy dessus je conclus à ce qu'il vous plaise Messieurs examiner et juger de votre sagesse ordinaire toutes ces choses pour ordonner que d'orenavant toutes les places du cœur seront taxées à 3 s. pour chaque cytoyen et cela pour le plus grand profit de leglise.

« *Présenté ce 11 May 1792.* » « ANGOT »

« PR. DE LA COMMUNE »

« Arrêté en consequence de la présente, que les places des stalles sont reduittes à 3 s. et déffenses à toutes personnes d'entrer dans le cœur, et d'y rester debout, et que le cœur ne sera occupé que par ceux qui seront assis. »

L'article LXXVI de la loi du 18 germinal an X ordonnait la réorganisation des Fabriques. Cette loi est-elle restée lettre-morte à Saint-Evroult jusqu'au commencement de la XII^e année de la République ? Nous ne savons. Toujours est-il qu'il n'est pas question du conseil de Fabrique avant le 12 vendémiaire an XII. Il s'agit de sa reconstitution. (1)

« L'an douze de la Republique française, le douze vendémiaire (5 octobre 1803), en vertu de la loi du 7 thermidor et l'arrêté du préfet du département de l'Orne du quinze fructidor aussi dernier, nous, maire, le citoyen Jacques-François David, desservant de cette commune, relativement à la nomination de six citoyens propres à remplir les dittes fonctions de Marguilliers, nous avons nommé :

« 1^o Le citoyen Pierre-Baptiste Bon, propriétaire.

« 2^o Le citoyen Pierre-Marin Lacroix, propriétaire et marchand.

« 3^o Le citoyen François-Cirille Fleury, boulanger et propriétaire.

(1) Ni la Fabrique ni la Mairie ne possèdent aucun registre concernant l'administration paroissiale à cette époque. Du moins nous n'en avons pas trouvé. Nos prédécesseurs n'ont pas été plus heureux, comme le prouve l'extrait suivant d'une délibération du Conseil de Fabrique : « Le 29 juin 1856, le Conseil de Fabrique, réuni pour faire l'inventaire des ornements et meubles de l'église au moment de l'entrée en fonctions de M. l'abbé Hurel, nommé curé de la paroisse, reconnaît qu'il ne s'est trouvé aucun titre ni papier de la Fabrique, si ce n'est un registre contenant les délibérations depuis 1837 jusqu'à 1850. » — Nous possédons seulement la plupart des actes de baptêmes, mariages et inhumations.

- « 4° Georges Frondières, propriétaire.
- « 5° Jean Le Mesle, marchand cordonnier.
- « 6° Enfin, Marius Quiquemelle, marchand épicier.
- « dont du tout procès-verbal les jour et an cy dessus.
- « Noë. J. David, desservant ».

Le 13 frimaire de l'an XII (5 décembre 1803), le préfet du département de l'Orne, « vu une liste de six citoyens présentée par le maire et par le desservant de la commune de Saint-Evrout-Notre-Dame-du-Bois pour remplir les fonctions de marguilliers de l'église succursale de la dite commune, arrête :

Article 1^{er}

« Les citoyens Pierre-Baptiste Vattier, Pierre-Marin Lacroix, François-Cirille Fleury, sont nommés marguilliers de l'église succursale de Saint-Evrout-Notre-Dame-du-Bois.

Article 2

« Une ampliation du présent arrêté sera desuite adressée au sous-préfet du 2^e arrondissement chargé d'en provoquer l'exécution.

« Pour ampliation, le secrétaire général,

« signé : RENAULT.

« Pour copie conforme, le 22 nivôse, l'an douze.

« Noë, maire. »

Les marguilliers de la paroisse de Saint-Evrout-Notre-Dame-du-Bois commencèrent à s'acquitter de leurs nouvelles fonctions en procédant à la location des bancs de l'église, mais ils n'y procédèrent qu'après en avoir reçu l'autorisation des membres composant le Conseil général de la commune (1).

(1) « L'an douze de la République française, le dix-septième jour de pluviôse, nous maire et membres composant le Conseil général de la commune de Saint-Evrout, assemblés en la maison commune, et entre autres pour autoriser les marguilliers à affermer les bancs actuellement dans l'église de Notre-Dame-du-Bois, et à elle appartenant, le plus avantageusement que faire se pourra et pour le temps et espace d'une année seulement ; et après avoir mûrement délibéré et pris les voix, il a été arrêté que les dits bancs seront affermés provisoirement pour une année seulement.

§ VIII. — Il y eut d'abord à régler une question de cloches. Le 27 brumaire an II des délégués de la commune de Bocquency obtinrent de la municipalité de Saint-Evrout, moyennant dédommagement, la cession de l'une des anciennes cloches. Ce fut désormais cette cloche de Saint-Evrout qui sonna les offices de Bocquency jusqu'en 1846 ; elle fut alors remplacée par les deux cloches actuelles ; une seconde cloche fut cédée dans les mêmes conditions, le 30 brumaire de la même année à la paroisse de Saint-Nicolas-des-Lettiers. On l'y voit encore aujourd'hui. Elle porte l'inscription suivante :

« 1700. J'ay été bén^{te} p. m^{re} Michel Selles, curé de ce lieu et
« no^{te} Anne, p. m^{re} Jacque Gillain de Belcour, con^{re} du Roy, lieu^{te}-
« gén^{al} civil et crim^{el} des bailliages de Montreuil et Bernay et
« D. m^{le} Anne Charles, son épouse Louis Esnu C^{re}. »

Lors de la chute de l'église abbatiale, la seule cloche qui restait dans la tour centrale fut ensevelie sous les décombres ; plus tard, on la transporta, en morceaux, dans « la maison servant anciennement de blancherie, étant dans l'enclos de la ci-devant abbaye de Saint-Evrout. » Dans une réunion tenue le 7 pluviôse an XII (28 janvier 1804), les officiers municipaux autorisèrent les marguilliers à échanger le métal de cette cloche contre deux nouvelles cloches, mais quand on pesa le métal on remarqua que plusieurs morceaux avaient été volés (1).

Dans une longue protestation, le maire de Saint-Evrout, le citoyen Noë, se disculpe de l'accusation de vol portée contre lui. Il avait été décidé par le conseil que la cloche serait entièrement brisée et transportée dans un lieu désigné par les officiers municipaux ; il n'a pu continuellement surveiller les ouvriers chargés

En conséquence, les dits marguilliers sont autorisés par le présent à les affermer pour une année, et quant aux bancs actuellement autour de l'église il en sera usé comme il a été fait jusqu'à présent, ainsi des chaises en faisant payer chaque place. »

« (1) L'an douze de la République française, le dix-septième jour de pluviôse, les maire et membres composant le conseil municipal, assemblés en conseil général ont arrêté qu'ils autorisent les marguilliers à changer le métal de la cloche qui est actuellement dans la maison servant anciennement de blancherie avec deux cloches entières sonnantes, et de les faire amener, et monter, et à moins de frais que faire ce pourra, le métal de la cloche cassée sera pezé et déposé dans un autre lieu. »

de la briser et de la transporter ailleurs . Si la cloche qui, d'après les fondeurs, devait peser 3.000 livres, n'en pèse que 2.389, c'est évidemment qu'il en a été soustrait des morceaux, mais quand et par qui ? Le maire l'ignore absolument, et il proteste énergiquement contre l'accusation dont il est l'objet de la part de certains officiers municipaux qui agissent contre lui « les uns par crainte et les autres par caballe », déclarant « n'avoir accepté la garde de la cloche que par dévouement et après le refus des autres officiers municipaux (1). »

§ IX. — « Un décret de la convention ayant supprimé le monastère de Saint-Evrout, les révolutionnaires de la contrée le pillèrent comme tous les autres monastères et le détruisirent, du moins en partie.

Mais la fureur révolutionnaire qui poursuivait la religion, poursuivait aussi la royauté, et elle les poursuivait l'une et l'autre jusque sur les pierres où elles avaient imprimé quelques traces ; elle ne pouvait supporter les chefs-d'œuvre qui rappelaient l'idée de Dieu et du roi. C'est ainsi qu'après avoir fait disparaître la croix et mutilé les statues, on supprima les armoiries et tout ce qui retraçait des signes de royauté et de féodalité.

« L'an deuxième de la République française une et indivisible, le trentième jour d'octobre (1793), nous, maire et officiers municipaux de la commune de Saint-Evrout, assemblés pour délibérer des affaires de la commune et entre autres pour nommer un commissaire pour rayer et biffer les armoiries et marques distinctives qui peuvent être aux vitres de l'église de Saint-Evrout, en conséquence, avons nommé pour commissaire la personne du citoyen Louis-Georges Lemarchand, officier municipal, pour faire faire ladite radiation et suppression des armoiries et autres marques de royauté qui peuvent se trouver dans ladite église. »

« (1) C'est une suite de dénonciations qui ne cesse continuellement d'être dirigée contre moi depuis trois ans. On fait mouvoir tous les ressorts pour me faire tomber dans l'erreur ci il était possible, la plus grande haine contre moi est d'avoir soutenu le desservant nommé par le gouvernement et que Lintru a été obligé de sortir de la commune, les uns sont fachez de payer patentes, les autres payent trop d'impositions, c'est parce que je suis chargé de pouvoirs du propriétaire des forges de Saint-Evrout demeurant à Paris, jay contrarié les citoyens Villotte et Selles dans leurs entreprises sur les propriétés de ce citoyen qui n'est pas sur les lieux. Et enfin quantité de pareilles choses dont je ne finirais pas de réputer. « Noë. »

Le 1^{er} germinal an II (21 mars 1794), le sieur Epiard, ouvrier couvreur, s'engage à faire disparaître de l'église les fleurs de lys et autres marques de féodalité (1).

§ X. — Malgré les plus violents efforts de l'impiété révolutionnaire, bon nombre d'habitants de Saint-Evroutl eurent le courage de rester fermement attachés à leur sainte religion. Mais le 10 novembre 1793, la Convention ayant décidé que la religion chrétienne était abolie, l'église abbatiale resta fermée. Pendant combien de temps ? Il est difficile de le dire.

La majeure partie des habitants réunis à la maison commune le seize prairial an III (5 juin 1795), demandèrent « avec empressement l'ouverture de la cidevant église de Saint-Evroutl pour y exercer le culte catholique ; d'après leurs réclamations réitérées, les officiers municipaux crurent que c'était obéir à la loi que d'acquiesser à leur demande. »

Il est probable que l'administration supérieure ne répondit pas à la requête des habitants de Saint-Evroutl. Mais ceux-ci ne se découragèrent point, et le 29 frimaire an IV (20 décembre 1795), ils se présentèrent de nouveau devant l'agent municipal, déclarant être « dans l'intention d'user de l'enceinte de l'église de la cidevant abbaye, pour y exercer leur culte » ; de plus, « ils réclamèrent le cimetière et l'église incluse dont ils avaient joui jusqu'à ce moment en outre de l'église de la cidevant abbaye ».

La réponse fut favorable ; la voici :

« Vu et approuvé par nous administrateurs du département de l'Orne pour une église seulement qui sera délivrée aux récla-

« (1) L'an deuxième de la République française une et indivisible, le premier jour de germinal, les maire et officiers municipaux et notables de la commune de Saint-Evroutl, en conséquence de la loi décrétée par la Convention nationale qui ordonne la suppression des marques de royauté et de féodalité, s'est présenté Joseph Epiard, couvreur en ardoise de profession, demeurant à Saint-Evroutl, lequel s'est engagé à ôter les fleurs de lis actuellement existantes à la croix du principal clocher de l'église de ce lieu, de manière qu'il ne paraisse aucunes marques de féodalité, et tout ce qui pourrait nuire aux yeux de l'administration, le tout pour et moyennant le prix et somme de soixante livres pour toutes choses, vu qu'il n'y a que lui qui ait demandé le moins pour faire cet ouvrage, s'en étant présenté d'autres qui n'auraient point fait cet ouvrage pour un aussi médiocre prix, laquelle somme lui sera payée lorsque son ouvrage sera reçu. »

mants par l'administration municipale de Gacé ; à charge par eux de se conformer aux lois des onze prairial an III et 7 vendémiaire an IV.

« A Alençon le 28 ventôse an cinq républicain.

« Signé : DESHAYES. »

Il est possible que les habitants de Saint-Evroult n'aient pas attendu l'autorisation des administrateurs du département de l'Orne et qu'ils soient entrés dans l'église abbatiale au mois de décembre ou même au mois de mai 1795 pour l'exercice de leur culte. Cette prise de possession suppose que, *si l'abbaye a fait partie de Touquettes*, elle est bien vite revenue à la commune de Saint-Évroult.

CHAPITRE II. — LE CLERGÉ

§ I. — 1^o Bien que, dans cette *Notice*, nous ne nous occupions de Saint-Evroult-Notre-Dame-du-Bois que depuis 1789, nous croyons devoir donner les noms des curés et vicaires de la paroisse en remontant aussi haut qu'il nous a été possible de le faire. Nos plus anciens registres ne vont pas au delà de 1663. La liste suivante contient donc les noms des curés et vicaires depuis cette époque jusqu'à nos jours :

Paul Louvet, curé, de 1663 à 1667. — Robert Froger, vicaire, de 1663 à 1669.

Froger, curé, de 1667 à 1677. — Félix Dubreuil, de 1669 à 1672 ; Chambéry, de 1672 à 1673 ; Paston, de 1673 à 1675 ; Robert Chagrin, de 1675 à 1681, vicaires.

Dubois, curé, de 1677 à 1697. — Pierre Chagrin, de 1681 à 1688 ; Alain, de 1688 à 1689 ; Jacques Louvet, de 1689 à 1691 ; Michel Celles, de 1691 à 1697, vicaires.

Michel Celles, curé, de 1697 à 1736 (1). — P. Chagrin, chap.

(1) « Le treizième jour de novembre mil sept cent trente six, a été inhumé « maître Michel Celles, prêtre, curé de Notre-Dame-du-Bois, âgé de « quatre-vingts ans près ou environ, par nous, Jean Pousset, prêtre, curé « de Saint-Michel-de-Sommaire, doyen de Laigle, présence de messieurs les « curés soussignés et de ses parents et amis et paroissiens, et assisté du « du corps de la Charité de ce lieu et de la Fertey. »

Ont signé :

G. Gehenne, curé de Cizay ; Ch. Broussais, curé de Beaufay ; Desprez, curé

de la Charité; Levesque, de 1698 à 1701; Etienne-Franç. Dumesnil, de 1701 à 1704; Jacques Roger, de 1704 à 1707; Girard, de 1707 à 1708; Eudes, de 1708 à 1709; M. Feret, de 1709 à 1714; J. Leguet, de 1714 à 1715; Robert Pipon, de 1715 à 1716; Gisle, de 1716 à 1720; Ragaine, de 1720 à 1724; P. Vimard, de 1724 à 1730; F. Bourdon, de 1730 à 1736.

Gabriel ou Gouël de Bellefosse, curé, de 1736 à 1743 (1). — A. Lerouge, de 1736 à 1737; F. Bourdon, de 1737 à 1742; François Leconte, de 1742 à 1743, vicaires.

F. Leconte, vicaire-desservant de 1743 à 1744.

Lebourg, curé, commencement de 1744 à septembre 1744 (2).

F. Leconte, vicaire-desservant, de 1742 à 1746. — Legendre, ancien chap. de la Charité de N.-D.-du-B., vicaire.

Blanchon, curé, de 1746 à 1750. — F. Blanchon, de 1747 à 1748; Gautier de la Croix, de 1748 à 1767, vicaires.

Gautier, curé, de 1750 à 1770. — Quesnel, de 1767 à 1773, vicaire.

Pitard, Pierre, curé, de 1770 à 1794. — Prévot, commencement de 1773, à fin de 1773; Louis Binet, de 1773 à 1774;

de Monay; Blanchon, curé de Gauville; Ch. Ferer, curé du Sap; P. Boscher, curé de Pomont; Dela....., curé de la Gonfrière; C. Postel, curé des Lettiers; Falaise, curé du Sap-André; A. Lerouge, curé de Bocquency; J. Pousset.

(1) Le nom de Gouël doit être une abréviation familière soit de Gabriel, soit de Guillaume.

« L'an mil sept cent quarante trois, le vingt-neuf du mois de mars, a été baptisé par moi prêtre soussigné, cy-devant curé de ce lieu, maintenant curé de la paroisse de Bénouville, diocèse de Rouen..... »

Signé : GOUËL DE BELLEFOSSE

Le dernier acte signé par M. de Bellefosse porte la date du 24 février 1743.

(2) « L'an mil sept-cent quarante-quatre, le cinq septembre, le corps de M^r Marin-Adrien Lebourg, curé de cette paroisse, âgé d'environ vingt-sept ans, après avoir reçu les sacrements de l'église, a été inhumé dans le chœur de cette église par moi, curé de Saint-Jean-de-Laigle et doyen dudit lieu, en présence de M^r Jean de Lieuvé, curé de Touffreville, diocèse de Rouen, de M. le curé de Saint-Germain, diocèse de Lisieux, de M. le curé de Beaufay et de M. François Leconte, vicaire dudit lieu. »

« BAYARD. »

« doyen de Laigle. »

(Suivent les signatures)

G. Pepin, de 1774 à 1777 ; Louis-Toussaint Legendre, de 1777 à 1779 ; Fery, de 1779 à 1780 ; Lebeuf, de 1780 à 1792 ; Louis-Georges Lemarchand, de 1792 à 1794, vicaires.

Louis-Georges Lemarchand, curé, de 1795 à 1803.

Jacques-François David, curé, de 1803 à 1805 (1).

Gabriel-Hippolyte Aumouette, curé, de 1805 à 1808.

François-Pierre Vallée, curé, de 1808 à 1822.

Rebours, curé, de 1822 à 1837.

Lesage, curé, de 1837 à 1856.

Emmanuel Hurel, curé, de 1856 à 1879. (2) — Pierre Char-dronnet, de mars à juillet 1872 ; L.-V. Leclancher, de 1872 à 1878 ; Edouard Gigan, de janvier à décembre 1879, vicaires.

Edouard Gigan, curé, de 1879 à 1894. — C. David, de juin à septembre 1888, vicaire.

Hyacinthe-Germain Chenu de 1894 à ?

2° Pierre Pitard, qui avait été nommé curé de Notre-Dame-

(1) « L'an quatorze, le vingt-sept brumaire, dix heures du matin, par devant « nous, Louis Noël, maire et officier de l'état-civil de la commune de Saint-Evrault-Notre-Dame-du-Bois, canton de la Ferté-Fresnel, département « de l'Orne, sont comparus les sieurs Charles et Jacques David, frères, « domiciliés à Saint-Michel-du-Sommaire, lesquels nous ont déclaré que le « sieur Jacques-François David, leur frère, prêtre desservant de cette com-mune est décédé aujourd'hui, à trois heures du matin, en sa maison, « dans le bourgt, âgé de quarante-huit ans, et ont, les déclarants, comme « témoins, signé avec nous le présent acte de décès après qu'il leur en a été « fait lecture. » (suivent les signatures).

(2) « Le lundi 22 décembre 1879 a été inhumé, au haut du cimetière, le « corps de Monsieur Emmanuel Hurel, curé de Saint-Evrault-Notre-Dame-du-Bois, décédé le vendredi 19 à 10 h. 3/4, à l'âge de 68 ans.

« M. Hurel, né à Crouptes, le 25 décembre 1811, avait été ordonné « prêtre au Mans le 28 mai 1836 et nommé vicaire à la Ferté-Macé, — le « 15 novembre 1840, curé de Roiville ; — le 16 février 1855 il se fit mis-sionnaire diocésain et le 1^{er} juillet 1856 il fut nommé curé de Saint-Evrault. »

(Extrait du Registre des actes des sépultures de la Paroisse de Saint-Evrault-Notre-Dame-du-Bois).

Sur la pierre tombale qui recouvre les restes de M. Hurel, on lit les paroles suivantes :

« Le zèle et la charité furent l'aliment de la vie de ce saint prêtre.

« Dans la mort il peut toujours dire :

« *Tabescere me fecit zelus meus* (Ps. CXVIII, 139).

« *Pater eram pauperum* (Job, XIX, 16). »

du-Bois en 1770, gouvernait la paroisse lorsqu'éclata la Révolution. Il resta à son poste jusqu'en 1794. Pendant la même période, huit vicaires se succédèrent à Notre-Dame-du-Bois,

La *Constitution civile du clergé*, décrétée obligatoire le 4 janvier 1791, détruisait les ordres religieux et abolissait les vœux monastiques ; elle enlevait au clergé ses biens temporels, ne lui donnant, à titre de salaire, qu'une parcelle de ses anciens revenus ; elle supprimait un grand nombre de diocèses, donnant au diocèse la même circonscription qu'au département ; elle défendait de reconnaître l'autorité d'un évêque *qui aurait son siège à l'étranger, etc.*

L'élection par le peuple était le seul moyen de pourvoir aux évêchés et aux cures. Pour être élu évêque, il fallait avoir exercé pendant dix ans les fonctions de curé, ou pendant quinze ans les fonctions de vicaire, de missionnaire ou de desservant des hôpitaux ; pour être curé, il fallait être vicaire depuis cinq ans. La proclamation de l'élu devait se faire dans l'église en présence du peuple. L'évêque recevait ensuite du métropolitain la confirmation canonique, ou du plus ancien évêque de la province si l'élu était appelé à une métropole ; le curé la recevait de son évêque.

(A suivre)

H.-G. CHENU,

Curé de Saint-Evrault-Notre-Dame.

HISTOIRE DE LA PAROISSE

DE NOTRE-DAME-DE-BARVILLE

(Suite)

EGLISE

L'église de Barville qui, nous l'avons vu, n'était dans le principe qu'une chapelle, fut bâtie à la fin du XI^e siècle ou au commencement du XII^e, dans la cour même des anciens seigneurs du lieu. C'était une construction d'une grande simplicité, mais assez vaste. Elle mesurait intérieurement, autel et clocher compris, 21 mètres de longueur ; et de largeur, un peu plus de 6 mètres (1). On l'a cependant successivement agrandie en tous sens. D'abord elle formait un rectangle, au devant duquel se trouvait un vestibule nommé « Chapître ». Dans la suite, on lui a donné la forme d'une croix. Je ne sais rien de son style primitif, sinon que les fenêtres, m'a-t-on dit, en étaient très étroites et assez hautes.

Il y avait à l'intérieur des piliers qui ont disparu. En voici la preuve :

En 1507, le compte de la fabrique porte :
« pour le résidu du paiement du carreau que les procureurs (*trésoriers*) avaient acheté pour *refaire* les *piliers* de l'église, et pour la dépense des charretiers qui sont allés le quérir, 3 sols 6 deniers ;

Pour le maçon et la façon des dits piliers, 30 sols ; pour demi-boisseau de mouture dépensé par le maçon en faisant les dits piliers, 3 sols 6 deniers ;

Pour 2 journées de harnais employées à amener le carreau de quoi ont été faits ces piliers, 9 sols. »

(1) La hauteur de la voûte est de 8^m02 dans le sanctuaire, de 8^m15 dans le chœur, de 8^m33 dans la nef, et seulement de 4^m63 sous le clocher.

Et en 1847 Tessiau, maçon, emploie deux journées à boucher la petite croisée *d'auprès le pilier*. Il fournit pour cela 12 brouettes de sable, et 3 de chaux. Et, pour temps et matériaux, il demande à la fabrique 8 fr. 75.

Dès 1500, nne partie de l'église *était couverte en tuile*, puisque nous trouvons dans le compte de la fabrique de cette année les dépenses suivantes :

« Payé au tuilier pour de la tuile employée à *couvrir l'église*, tant en principal que vin, 3 l. (livres), 9 s. (sols), 6 d. (deniers) ; Pour une charretée de tuile, en tant que charroi, 22 d. ;

Au couvreur qui a couvert l'église de tuile, et pour la latte de la couverture, 12 s. 6 d. ; »

Au charpentier pour la charpente faite à l'église, et pour le bois à ladite charpente nécessaire, 2 l. 7 s. 6 d., etc. »

En 1504, pour la peine d'avoir employé la *tuile sur le châpitrel*, et pour le clou, 8 s. 4 d.

En 1506, *pouressente*(1) à *couvrir le chancel*, et pour la dépense alors faite, 24 s. 18 d.

Pour emploi de l'essente, 7. s.

Pour le clou à ce nécessaire, 4. s.

C'est en 1536, nous le verrons tout à l'heure, que *le clocher fut couvert en ardoise*.

En 1513, on trouve ces autres dépenses :

« Pour des enfaîteaux et de la chaux destinés à la réparation du chaptrel, 2 s. 9 d. ; pour un cent d'essentes et deux gouttières, et pour la peine de l'ouvrier qui a fait les réparations audit chaptrel, 3 s. ».

A partir de 1560, on ne parle plus que d'essente et d'ardoise dans les comptes de fabrique ; pourtant, la tuile reparait en 1697 pour l'église, sauf le clocher.

Ce fut seulement en 1865 que l'église fut tout entière couverte en ardoise. C'était, à cette époque, le commencement de la nouvelle parure qui l'attendait, et que nous voyons aujourd'hui heureusement terminée.

Il y a longtemps que notre église fut *pavée* pour la première fois. En effet, pour remplacer des pavés usés, la fabrique dépensa

(1) Planches minces qui servaient à couvrir, et qu'on employait surtout dans les bouts rabattus.

27 s. en 1506 ; pour emploi d'un demi-millier de pavés en l'église, 22 s. 6 d., en 1533, etc.

L'église fut repavée en 1825 pour 150 fr ; le chœur, en 1852, pour 58 fr. 40 ; et la nef, vers 1865, pour une somme qui, ayant été fournie par M. Charles de Blavette, ne m'est pas connue. — Nous verrons dans un instant ce qui concerne la sacristie.

C'est en 1897 que fut placé le nouvel emmarchement qui soutient l'appui de communion, et posée la mosaïque du sanctuaire et du chœur : le tout pour une somme de 431 fr. 95.

MAITRE-AUTEL

De bonne heure, il y eut très probablement trois autels dans notre église. Au fait, nous lisons dans le compte de fabrique de 1514 :

« Payé, pour avoir une lampe à servir au *grand* autel, 5 deniers. » A cette époque, il y avait donc déjà plusieurs autels : autrement, le trésorier aurait écrit simplement : « à l'autel », et non pas : « au grand autel ». Mais quels étaient-ils, et en l'honneur de quels saints ? Je l'ignore absolument (1), sauf en ce qui concerne le maître-autel placé sous le vocable de la Sainte-Vierge, et dont on va voir bientôt la nature. Comme alors il n'y avait pas de chapelles à notre église, les deux petits autels étaient sans doute, comme en beaucoup d'endroits, seulement adossés aux murs latéraux.

Dans le compte de fabrique de 1522 nous lisons :

Payé pour *faire une table* à l'autel, 35 l. (livres) ; pour le vin promis au peintre quand on marchanda avec lui pour faire la dite table, 20 sols ; pour la façon de la ferraille à tenir la dite table, 4 s. 4 d. ; pour la dépense de ceux qui allèrent quérir la dite

(1) Peut-être ces autels étaient-ils en l'honneur de saint Barthélémy et de saint Sébastien, car dès 1500 les trésoriers vendaient 38 s. les gerbes apportées à saint Barthélémy, et ils payaient 3 s. 6 d. pour la chandelle de Mons^r saint Sébastien. — Peut-être aussi l'un d'eux était-il en l'honneur de sainte Marguerite, car dès 1510 les trésoriers vendaient le revenu du « pardon » des fêtes de Notre-Dame et de la sainte Marguerite, etc., 4 l. 7 d. Nous avons encore les statues de saint Sébastien et de sainte Marguerite, achetées en 1867. — D'ailleurs, en 1648, une Confrérie de Charité fut établie, dans la paroisse, sous le patronage de la T. S. V. Marie et de saint Sébastien.

table, 6 s. Au maçon, pour rhabiller l'autel, et pour avoir colle, chaux et sablon, 2 s. Pour la dépense, quand on marchanda au peintre pour faire un *sacrère*, ailleurs *sacraire*, (c'est-à-dire probablement une custode renfermant le Très-Saint-Sacrement et, suspendue par des cordes à une crosse de bois d'où on la faisait descendre pour les besoins du culte. Cette crosse, au moyen-âge, remplaçait les tabernacles d'aujourd'hui ; quelques communautés, l'abbaye de Solesmes en particulier, ont conservé cet usage antique) ; et une crosse pour le descendre, 6 s. ; pour le sacrère et la crosse, à le descendre, 14 l. La dépense de ceux qui sont allés les quérir, 5 sols. Les dépenses du peintre quand il vint dresser le dit sacrère et la dite table, 4 s. 6 d. Les cordeaux à descendre le sacrère et pour un crampon de fer à servir à la dite table, 18 d. En 1523, pour une serrure à fermer le sacrère, 8 sols. Pour un cordeau à pendre le dit sacrère, 14 d.

Total de la dépense de la table et du sacrère 51 l. 18 s. 6 d.

En 1565, nouveau *sacrère*, pour 7 l. Pour refaire la crosse du dit sacrère et une corde destinée à le pendre, 1 l. 6 s.

AUTELS ANCIENS

Les autels anciens, qui avaient la forme d'une table ordinaire, étaient surmontés quelquefois d'une coupole ou ciboire, soutenue tantôt par deux et tantôt par quatre colonnes. Une colombe creuse en or, où étaient conservées les divines Espèces pour les malades, était suspendue au milieu, ou plus souvent à la crosse dont nous avons parlé.

La colombe avait été choisie, parce que c'est le symbole du Saint-Esprit dont l'action doit compléter l'œuvre de l'Incarnation du Verbe, et en communiquer les fruits aux individus.

La coupole a été remplacée par le tabernacle, et la colombe par le ciboire en or ou en argent (liturg. 1^{re} partie, 25). — Cette colombe est bien le sacrère dont il est ici question, mais dont on ne dit pas la forme.

Un peu plus tard, on donna à la base de l'autel la forme d'un *tombeau*, parce que primitivement on célébrait les saints mystères sur les tombeaux des martyrs.

En 1718, la fabrique paya pour la façon d'un *devant d'autel*,

pour la soie de différentes couleurs, du galon de soie, du bougrain et du fil destiné au raccommodage des ornements, 8 l. Pour deux chassis où attacher le dit devant d'autel, 1 l. 10 s.

Pour ce qui est de la chapelle Sainte-Barbe, M. le doyen du Corbonnais dit expressément dans le procès-verbal de sa visite en 1757 : « Nous avons remarqué que l'autel, fait en forme de tombeau et adossé d'un petit contretable, est bâti avec une noble simplicité. »

L'autel de la chapelle Saint-Athanase, datant de 1764, est aussi en forme de tombeau.

Le Maître-Autel dont nous avons parlé, à cause précisément de son installation, était tout autre que celui que nous avons présentement. Ce dernier autel se compose d'un tombeau, de quatre colonnes en bois avec beaux chapiteaux, d'un fronton surmonté d'une gloire, d'un magnifique tabernacle, de deux pendentifs et d'une niche pour la statue de la Très Sainte Vierge, au-dessus de laquelle se trouve une superbe coquille. Cet autel est de style corinthien très pur, et produit le meilleur effet.

Très probablement cet autel, en bois fort dur, est un *don de messire Charles de Riant*, seigneur de Blavette et Barville, de 1691 à 1712. C'est le sentiment de M. Charles Clément de Blavette, né en 1814 et mort en 1898, et châtelain de la paroisse, dans laquelle il a presque toujours habité. Ce sentiment paraît être, non pas seulement une conjecture, mais une tradition.

Il le donna vers 1702 ; mais son embarras financier, son absence du pays pour le service militaire, et peut-être aussi sa mort prématurée l'empêchèrent de le donner complet, et surtout de le faire décorer. — On ne trouve rien sur les comptes de fabrique qui indique l'acquisition du tabernacle, des colonnes et des pendentifs du nouvel autel. Cela montre bien que ces différentes parties furent l'objet d'un don. Et quel autre que le seigneur de la paroisse aurait pu faire un don si considérable ?

D'autre part, en 1702, la fabrique acheta une demi-aune de damas blanc et trois quarts d'étoffe rouge pour doubler le tabernacle. Ces étoffes coûtèrent 6 l. 15 s.

Mais, nous voici arrivés au complément des différentes parties et de l'ornementation du nouvel autel.

En 1771, dit le trésorier, payé à Jean Lair, peintre et doreur, à-compte de la dorure et peinture du tabernacle et de la grille de fer, 156 l.

En 1773, au même, pour avoir peint et doré le rétable et les côtés de l'autel, 366 l.

En 1774, au même qui n'avait reçu qu'un à compte pour peinture et dorure au tabernacle, aux côtés de l'autel et à la frise de dessus les balustres de l'entrée du chœur, 300 l.

En 1775, au sieur Colin, menuisier à Mortagne, pour fourniture et façon d'un tombeau à l'autel, du marchepied, et d'un aigle-pupitre, 192 l.

En 1777, au sieur Lair, pour peinture et dorure du tombeau et de l'aigle, 120 l.

Pour transport du tombeau, 6 l.

A Mars, menuisier, pour la boisure du tombeau, 8 l.

Total : 1.148 l.

Le maître-autel actuel de notre église ne fut donc acquis et orné *complètement* qu'après un laps de 75 ans, de 1702 à 1777. — Et il coûta à la fabrique, en dehors du don important de mesure Charles de Riant, la somme alors considérable de 1223 l. 3 s. ; car elle avait déjà dépensé, en 1717, 68 l. 8 s. à le faire décorer.

Avant 1867, l'autel était surmonté par une belle *croix grecque*. Mais cette croix ayant été brisée, lorsqu'on plaça la nouvelle charpente du chœur, elle fut remplacée par une *gloire* dont le coup d'œil ne laisse rien à désirer.

AUTEL DE SAINT-ATHANASE

L'église de Barville devait être bien insuffisante à contenir la population qui, au milieu du XVIII^e siècle, atteignait le chiffre d'environ 800 et était très pratiquante. Le seigneur de Blavette fut donc bien inspiré, quand il forma le projet d'y adjoindre une chapelle. Il ne pouvait mieux servir ses intérêts, ceux surtout de la paroisse. L'autel qui s'y trouve est, comme le précédent, de style corinthien très pur.

CONSTRUCTION ET BÉNÉDICTION DE LA CHAPELLE SUD DE
L'ÉGLISE.

« L'an mil sept cent soixante-cinq, le jeudi 2^e jour de mai, fête de saint Athanase, nous, Louis Bodard, prêtre, curé d'Eperrais, doyen de la Perrière, en vertu de la commission à nous donnée par Mgr l'illustrissime et révérendissime Louis-François Néel de Christot, évêque de Sées, en date du 21 octobre 1764, donnée au château de Christot, sur la requête présentée à Sa Grandeur par messire Athanase Clément, conseiller du roi, M^e ordinaire en sa Chambre des comptes de Paris, seigneur de Boissy, Barville et autres lieux, expositive qu'il aurait fait construire et décorer une chapelle attenante à l'église paroissiale dudit Barville, *pour la plus grande commodité d'icelle*, et tendante à ce qu'il plût à mon dit seigneur évêque de Sées, m'ordonner la visite et bénédiction, sous le nom et invocation de saint Athanase, nous sommes transporté au dit lieu de Barville où, étant assisté de M^e François Briquet, vicaire de notre dite paroisse d'Eperrais, pris pour notre greffier en cette partie, nous avons bien et dûment visité la dite chapelle attendant au chœur de l'église paroissiale du dit lieu, du côté sud, et qui n'en est partagée que par un grillage de fer, laquelle nous avons trouvée en très bon état, fort décente et très bien décorée. — Il y a sur l'autel une pierre bénite, une image ou figure dans la contretable, le tout très bien sculpté. La dite figure représente un pontife et docteur de l'église. (Elle a été remplacée par un magnifique cadre doré contenant un beau Christ en peinture. A droite de l'autel se trouve aussi la statue de Saint-Athanase ; et à gauche, celle de Sainte-Claire. Près de là, appendus au mur, on voit encore un beau Christ en cuivre et une inscription mortuaire qu'on lira plus loin).

Il s'y trouve enfin toutes les autres choses nécessaires pour pouvoir y célébrer décemment les saints mystères. C'est pourquoi nous l'avons bénite sous l'invocation de saint Athanase, et y avons ensuite célébré la sainte messe.

De ce que dessus nous avons dressé le présent procès-verbal, et un double d'icelui pour être envoyé à mon dit seigneur l'évêque de Sées et déposé dans le secrétariat de l'évêché, en présence

de M^e Louis-François Vincent, prêtre, licencié de Sorbonne, curé de Barville, et de M^e Nicolas-Thomas Martin, prêtre, vicaire de la dite paroisse, qui ont signé avec nous les jours et an que dessus. »

Suivent les signatures.

Le dessus du marchepied de cet autel, tombant de vétusté après un laps de temps de 134 ans, a été remplacé par un autre le 31 décembre 1898

M. de Blavette, après la mort de son oncle, avait revendiqué la propriété de la chapelle sud de notre église. C'est une prétention qu'il a reconnue depuis inacceptable, et à laquelle il a dû renoncer.

En effet, comme sous l'ancienne législation, *les droits de fondateur d'une chapelle ne lui attribuaient pas la propriété de cette chapelle, mais lui en donnaient seulement la jouissance avec les honneurs attachés à la qualité de patron (Cour de Riom, 26 avril 1837. — Journ. des fabriqu. V. 81);*

Comme la propriété des chapelles *attendant aux églises* aurait été quand même perdue par l'effet de la loi du 2 novembre 1789, qui mit les biens ecclésiastiques à la disposition de la nation (*Cour de Limoges, 6 avr. 1837. Journ. des fabriqu. VI, 19*);

Comme d'après l'article 75 de la loi organique du 8 avr. 1802, les édifices *anciennement destinés au culte catholique*, pour lors dans les mains de la nation, furent mis à la disposition des évêques et par eux rendus aux paroisses (*Journ. des fabriqu. VII, 28*);

Il est certain que la chapelle sud de l'église *appartient exclusivement à la commune de Barville (Tribunal de St-Nazaire, 22 fév. 1895. — Défenseur des fabriqu, juin 1895).*

D'autre part, comme les meubles des églises sont la *propriété des fabriques (André III, 558)*, et qu'en fait de meubles, *propriété vaut titre (Code civil, art. 2, 279)*;

Comme les concessionnaires des bancs ne peuvent acquérir la propriété de ces bancs, quelle que soit la durée de leur jouissance, *quand même ces bancs auraient été construits à leurs frais (Cour de cassat. 18 juil. 1838. André I, 428 et 449)*;

Comme la *construction et l'entretien d'une chapelle* sont une conséquence et une charge nécessaire pour ceux qui la demandent (*André I, 420*);

Comme enfin c'est un principe de droit que « l'accessoire suit le principal », et que ce ne furent pas seulement les murs de la chapelle qui nous furent rendus à la suite du concordat, *mais bien la chapelle tout entière* ;

Il est encore certain que *tout le mobilier de la chapelle sud appartient à la fabrique* de l'église de Barville.

AUTEL DU SACRÉ-CŒUR

Pour régulariser l'église, on bâtit en 1851, sous le vocable du Sacré-Cœur, une chapelle placée au nord et faisant face à celle de Saint-Athanase. Malgré le prolongement de l'église en 1845, cette chapelle n'était pas de trop pour fournir des places convenables aux habitants de la paroisse.

On n'y plaça un autel que plus tard, en 1863. Il fut alors acquis de M. le curé de Mamers, ainsi que le tableau qui sert de retable.

Cette chapelle fut peinte entièrement avec le reste de l'église, en 1867, par le sieur Anquetin de Sééz.

Ni les registres de la paroisse, ni aucune pièce venue à ma connaissance ne fait mention de la bénédiction de cette chapelle et de cet autel. Cela vient probablement de ce que l'autel, ayant été béni à Mamers, on ne jugea pas à propos de le bénir de nouveau à Barville. Il est, comme les deux autres, de style corinthien, mais beaucoup moins riche.

CLOCHER

Dès 1500, il y avait très probablement deux cloches à Barville, mais point de clocher. En effet, dans le compte de 1509, on lit : Pour la façon des cordes des cloches, 2 s. 1 d. Les comptes de la fabrique parlent souvent, à cette époque, des différentes parties de l'église : du Chancel, de la nef, du chœur ; et jamais ils ne disent mot du clocher, qui y est pourtant mentionné avec soin dans la suite. Les cloches étaient suspendues *je ne sais où*, ainsi que le prouve la dépense suivante : En 1522, pour un montant à monter aux cloches, et avoir une échelle, payé 10 sols. Le clo-

cher dut être construit en 1534, car le compte de cette année en énumère tous les matériaux et tous les coûts, même le coq et la croix, dont on fit alors l'acquisition. Il coûta 319 l. 10 s. 10 d.

Ce clocher, se trouvant en fort mauvais état, fut refait en 1821, aux frais de la commune, par les soins de M. Collet, curé, et de M. Alexandre-Jacques-Marie Clément de Blavette, châtelain de la paroisse. Il a cent pieds de haut, croix et coq compris, et dix de moins que l'ancien. Ce fut alors qu'on plaça, sous les poutres qui le soutenaient, quatre blocs de granit d'Alençon du prix de 62 fr. En 1846 on remplaça, pour plus de solidité, les susdites poutres par quatre colonnes en fonte. Elles tiennent moins de place que les poutres et masquent aussi beaucoup moins l'autel ; ce qui n'est pas un mince avantage.

Enfin, la foudre étant tombée sur le clocher le dimanche 10 août 1890, à 7 h. 1/2 du matin, il se trouva en un instant dépouillé de presque toutes ses ardoises. Deux ou trois des montants qui soutiennent la volige furent également brisés. La « Caennaise », société mutuelle d'assurances, fournit 400 fr. sur les 800 auxquels fut estimé le dégât ; l'assurance ne couvrirait que la moitié de la valeur de l'immeuble. M. Charles Clément de Blavette se chargea de diriger la réparation ; et, ayant fait mettre le clocher en meilleur état qu'il n'était auparavant, il ajouta à la somme fournie un don personnel de 600 fr. Qu'il reçoive ici, pour cette gracieuseté, l'expression de notre reconnaissance.

Des balustres ou grilles étaient placées au-dessus des stalles. Elles furent enlevées en 1853, et mises devant l'autel pour servir d'appui à la table de communion.

LE CHAPITREL

En 1504, la fabrique paya au couvreur, pour tuile mise sur le *chapître*, et clou à ce nécessaire, 8 s. 4 d. — En 1740, Marin Michel construisit à neuf, en fournissant tout, un chapitrel pour la somme de 90 l.

L'église ayant été rallongée de 14 pieds en 1845, ce chapitrel fut abattu et non rebâti. Non seulement il était inutile, mais il fût devenu nuisible. Toutefois, au lieu de transporter le clocher

à l'extrémité de l'église, on le laissa à la même place : ce qui nuit beaucoup à sa solidité et au coup d'œil de l'édifice. Reposant en effet simplement sur des colonnes de fonte, il remue sans cesse quand on sonne ; et le plafond, qu'on a mis en dessous, rend très disgracieux tout le bas de l'église.

En 1867, la fabrique paya à M. Hayot, pour le perron de la grande porte 67 fr. 50 ; et pour le charroi des pierres de l'escalier, 8 fr.

LE CHANCEL

D'après le *Journal des Fabriques* (I, 6,) « les frais des réparations des églises étaient supportés en partie par l'ensemble des habitants, et en partie par les gros décimateurs. Dans la plupart des lieux, la nef était à la charge des premiers, et le chœur et le sanctuaire à la charge des seconds. »

Or, d'après le pouillé du diocèse et la *déclaration* de M. Vincent, le curé était seul décimateur dans la paroisse de Barville ; et il était tenu aux réparations du chancel. Et, en effet, dans les comptes des trésoriers, on trouve sans cesse des dépenses faites pour réparations à la sacristie, à la nef, au clocher, au chœur ; et après l'année 1506, où l'on dépensa 35 s. et 18 d. pour faire couvrir le chancel en essente, on ne rencontre plus aucune mention du chancel. Le chancel, ou chanceau, d'après ce qui précède, était ce que nous appelons le *chœur*.

SACRISTIE DE LA CHARITÉ

Parallèlement à la chapelle de Saint-Athanase et près du clocher, on avait construit une sacristie pour la confrérie de charité. Mais les comptes de la fabrique faisant défaut de 1606 à 1686 et ceux de la confrérie ne donnant sur ce point aucune indication, je n'ai pu découvrir l'époque précise de sa construction. Toutefois, la confrérie ayant été fondée en 1648, la sacristie en question dut être bâtie à peu près vers cette époque.

Comme elle était trop éloignée du chœur, et qu'elle nuisait beaucoup par sa situation à la régularité de l'église, elle fut démolie en 1847 et remplacée par une autre. Cette dernière fut

placée avec raison du côté opposé, et accolée à la chapelle du Sacré-Cœur qu'on bâtit en même temps. De cette sorte, notre église, prenant la forme d'une croix latine, devint enfin régulière dans son ensemble.

(A Suivre).

Abbé LEPRINCE.

SARCOPHAGES TROUVÉS A VIMOUTIERS

La démolition de la vieille église Notre-Dame touchait à sa fin quand, sous la place qu'occupait jadis la chapelle Saint-Roch, on a trouvé quelques ossements humains presque à fleur de terre. En continuant le travail, les ossements sont apparus en si grand nombre et dans un tel désordre qu'on n'hésita pas à supposer que là était une fosse commune. Cette idée paraissait d'autant plus fondée que la place de l'église, formant une partie de l'ancien cimetière, avait été sensiblement abaissée du côté est principalement, et que ces restes, recueillis dans les travaux de nivellement, pouvaient avoir été réunis dans cette ancienne chapelle dont les combles ont laissé voir des pièces de bois portant les dates de 1605 et de 1625.

Ensuite huit squelettes complets, orientés de l'ouest à l'est, à une profondeur de 1^m20 à 1^m40, ont été rassemblés avec d'autres ossements épars, aussi bien au-dessous qu'au-dessus. Plus loin, en allant du sud au nord, au-dessous du sol naturel de l'église, on a mis à découvert une couche de terrain de 0^m60 en moyenne, et dont le profil a paru d'autant plus intéressant qu'il a permis de constater qu'elle était noirâtre, charbonneuse, entourée de pierres dont la couleur révélait un incendie. Elle a été relevée au pastel avec grand soin, de façon à faire reconnaître sa nature géologique.

Un peu au-delà, à une profondeur de 1^m80, la pioche a heurté une pierre dure qui n'était autre que le paroi d'un cercueil ouvert en pierre de Chambois, tourné de l'ouest à l'est, renfermant un crâne et des ossements noirâtres ayant la dureté du fer. Ce cercueil mesure extérieurement 2^m de longueur, 0^m65 de largeur à la tête, 0^m45 aux pieds, 0^m70 de hauteur, 0^m08 d'épaisseur pour les parois, et 0^m15 pour le fond : l'intérieur est légèrement arrondi aux extrémités.

De nombreux ossements mélangés, provenant d'inhumations postérieures, expliquèrent comment ce cercueil avait pu être endommagé soit par la pioche ou de toute autre façon.

En inclinant plus au nord-ouest on a découvert la moitié inférieure d'un autre cercueil ayant une couverture légèrement surélevée en forme de toit, mesurant 0^m10 d'épaisseur et formant saillie de 0^m05 sur les parois du coffre. La partie supérieure, et disparue, avait été brisée pour asseoir les nouvelles fondations de la chapelle. Ce reste de cercueil mesure 0^m85 de hauteur, avec les mêmes proportions que le précédent pour le surplus. Comme cette vieille église a été bâtie à la fin du XIII^e siècle, ces cercueils doivent avoir une date antérieure.

Sous le sanctuaire, on a trouvé deux autres cercueils non couverts, ayant la même nature, la même orientation que les précédents. Celui qui était au midi, un peu plus grand que l'autre, renfermait quatre squelettes superposés, séparés par une légère couche de terre et paraissant pétrifiés. Le second ne renfermait que des pierres provenant de l'incendie de l'église en 1428 pendant l'occupation anglaise. Au-dessus de ces cercueils, toujours beaucoup d'ossements mélangés et de gros clous provenant des anciennes bières. L'orientation de certains squelettes ont révélé qu'ils étaient des restes de prêtres ou de religieux.

Ces différents cercueils ont le même caractère que ceux du VIII^e siècle. Est-ce à dire qu'ils sont de cette époque ? Il serait peut-être très hardi de vouloir le soutenir. Toutefois, d'autres sarcophages en pierre, renfermant des objets en cuivre doré, ayant appartenu à l'époque mérovingienne et trouvés soit auprès de la source du ruisseau de *Cutesson*, soit dans le cimetière du *Pont-de-Vie*, ou sur l'emplacement du *Champ-de-Foire* actuel, le mot de *MONASTERIUM*, compris dans le nom de *Vimoutiers*, tout porte à croire qu'ils sont au moins contemporains des premiers ducs de Normandie.

Au-dessous du pavage de la chapelle Saint-Michel, on a mis à découvert les fragments d'une statue en terre cuite, représentant *Saint-Michel* tenant de la main droite un glaive flamboyant en bois. La tête est intacte ainsi que les bras et les mains. La poignée et la garde de l'épée ont conservé toute leur dorure. Il est probable que cette statue, brisée au moment de la Révolution, aura été enfouie en cet endroit avec plusieurs pierres d'autel, marquées de croix grecques ou latines. Enfin, sous le pavage du chœur, on a trouvé une pierre tombale en ardoise, portant l'inscription suivante : TOMBEAU DE MESSIRE LAURENT

FRANÇOIS DE BARDOUIL DE LEPINEY CHEVALIER
SEIGNEUR DE FEL MORT LE 18 AVRIL 1739.

REQUISCAT IN PACE.

Tous ces débris ont été rassemblés pour entrer dans la composition d'un musée cantonal actuellement en formation.

Cette découverte nous a fait rechercher dans les registres de l'Etat civil si l'on ne trouverait pas des renseignements relatifs à d'autres inhumations dans notre vieille église. Ces recherches n'ont pas été infructueuses. En effet, nous avons recueilli les noms suivants :

1692 | 26 septembre. — Guillaume Jobey.

1693	{	12 mars. — Etienne Bodeau.
		12 avril. — Nicolas Malenguerrey.
		16 avril. — Louis Denis, prêtre.
		16 — — Marguerite Gondouin, femme de G. Letourneur.
		17 avril. — Maître Antoinette des Prestres.
		18 — — Philippe de Venoix, escuyer, sieur de Millaubourg (dans la chapelle du Rosaire).
1693	{	21 avril. — Philippe Vannier, prêtre, vicaire de Vimoutiers.

1695 | 14 novembre. — Jean Croisey.

1697 { 30 mars. — Pierre de Vaumesle, escuyer, sieur du
Bourg.

1698 | 11 février. — Jean Jobey.

1700 { 4 avril. — Nicolas Crespin, notaire.
17 novembre. — Elisabeth Bardou.

1743 { 30 octobre. — Robert Letourneur (bourgeois).
6 décembre. — Jean Raffin, prêtre, ancien curé de
Vimoutiers.

- 1744 { 20 janvier. — René de Venoix, escuyer, sieur de Millaubourg.
20 février. — Jeanne Thomas, pensionnaire au couvent.
1^{er} avril. — Quentin Floriel, officier de Mgr. le duc de Berry.
16 juillet. — Jean Dufour, sieur du Chêne, exempt de la maréchaussée des Invalides de cette paroisse.
- 1745 { 19 avril. — Elisabeth Vaucanu.
14 mai. — Maître Pierre Crestey, ancien curé de Crasville, diocèse d'Evreux (dans le chœur).
19 mai. — Pierre Berthelot, sieur des Tuileries, ancien garde de la Porte, escuyer.
12 septembre. — Catherine Boutet.
31 octobre. — Pierre Fortin, prêtre (dans le chœur).
4 décembre. — Demoiselle Marguerite Miard, veuve de Charles Robert, sieur du signé.
- 1746 | 19 novembre. — Pierre Letourneur (bourgeois).
- 1747 | 10 avril. — Martin-Francois Delisle, sous-diacre.
- 1748 { 31 mars. — Jacques Marescot.
13 avril. — Maître Pierre Floriel.
- 1749 { 2 avril. — Marie-Anne Lefrançois.
30 avril. — Maître Jean Leroux, ancien vicaire (dans le chœur).
2 juin. — Marie Pellerine, veuve de Pierre Letourneur du Vaussey.
12 juin. — Marie-Madeleine Dufour, veuve de M. Floriel, (dans la chapelle du Rosaire).
16 juin. — Maître Pierre Jouenne, prêtre (dans le chœur).
29 septembre. — Louise Manoury, femme de Guillaume Dufour, sieur de Montfort, conseiller du Roi.

- 1751 { 9 janvier. — Marie-Catherine Pinchon, femme de
Jacques Jehenne de la Poterie.
- 1752 | 20 mai. — Maître Jacques Sauval, prêtre.
- 1753 | 26 mai. — Michel Châtel, bourgeois (dans le Rosaire).
- 1755 | 25 mai. — François Lesage, prêtre.
- 1757 { 30 septembre. — Maître Jean Sauval, aubergiste.
3 octobre. — Eustache Lucas, prêtre.
- 1758 { 20 février. — Maître Richard Lebis.
12 avril. — M^{lle} Marie-Madeleine Gautier.
5 août. — Dame Marie-Marguerite Robert.
24 août. — Demoiselle Marie de Venoix.
- 1760 { 26 juillet. — Jean Louis Lecointe, prêtre.
14 novembre. — Dame Marie-Anne Poirier, femme
de J. Louis Edet, escuyer, sieur de la
Forgeterie, officier du roi.
- 1761 { 2 février. — Messire Guillaume de Nolet, escuyer,
sieur de Malvoue, ancien sous-briga-
dier des gardes du corps du roi, che-
valier de l'ordre militaire du roi.
9 mars. — Antoinette-Françoise-Jeanne Gauche de
la Londe.
2 avril. — Dame Marie-Angélique Chouquet.
25 novembre. — Pierre Letourneur.
- 1763 { 30 juin. — Dame Marie-Anne Edet, veuve de M. du
Bordage, ancien capitaine du régiment
de Noailles et colonel de la bourgeoisie
de Valognes.
- 1765 | 29 octobre. — Marie-Madeleine Dufour.
- 1773 { 25 avril. — M^{lle} Louise Geneviève de la Rocque de
Bois Bénard.

1775 { 14 août. — Messire Jean-Louis Edet, escuyer, sieur
de la Forgeterie.

Que tous ces derniers dorment en paix, tandis que beaucoup d'autres, à nous inconnus, ont quitté leurs sépultures pour aller dans le champ de repos, rejoindre les restes des générations actuelles.

A. PERNELLE,
Maire de Vimoutiers.

NOTICE SUR ALBERT ROBIN

PRÉPARATEUR DE ZOOLOGIE, D'ANATOMIE ET DE PHYSIOLOGIE
COMPARÉES A LA FACULTÉ DES SCIENCES DE PARIS

La Société historique de l'Orne, qui recueille avec un soin pieux les noms de tous ceux, qui appartenant par la naissance à notre pays, l'ont illustré par leurs ouvrages ou leurs actions, doit un souvenir à la mémoire d'Albert Robin mort à la fleur de l'âge, au moment où ses travaux sur l'Histoire naturelle donnaient à la science française les plus belles espérances.

Henri-Albert-Marie Robin naquit à Sées le 30 novembre 1858. Sa constitution délicate inspira dès ses jeunes années de vives inquiétudes, et malgré les soins assidus et dévoués, qui avaient paru affermir sa santé, il porta toujours le germe de la maladie, qui devait l'enlever au début de sa carrière scientifique.

Il fit ses études au collège de sa ville natale. Sous une apparence timide, des allures un peu gauches, un air rêveur et mélancolique, conséquences naturelles de son état sans cesse maladif, des maîtres habiles reconnurent bientôt une volonté énergique au service d'un esprit pénétrant, passionné de savoir. Il eut pour professeur notre honorable compatriote, M. Augustin Letellier, qui lui aussi devait, par ses recherches sur les Mollusques et la statique végétale, prendre un rang distingué parmi les physiologistes.

Albert Robin passa brillamment son baccalauréat à Paris en 1876. M. le professeur Alphonse Milne-Edwards l'ayant remarqué lui fit offrir une bourse de licence, et après deux années de laboratoire, il se présenta à cet examen ; un premier échec loin de le décourager fut pour lui un nouveau stimulant ; aussi l'année suivante subit-il les épreuves de la licence avec éclat : la note *très bien* lui fut accordée.

Dès ce moment, Robin devenu préparateur de M. Milne-

Edwards se donna tout entier à ses études de prédilection. Il entreprit avec son ami Viallanes des recherches sur l'organisation de l'Ecrevisse et publia un mémoire très clair et très pratique destiné à guider les débutants dans l'étude de l'anatomie comparée. La Société philomatique et l'Académie des Sciences accueillaient avec faveur ses notes remplies de faits de nouveaux sur l'embryologie et le développement des Chiroptères ; ce fut d'après l'observation d'exemplaires trouvés dans les carrières de Coulonges-sur-Sarthe, que Robin put déterminer d'une façon précise l'époque de l'accouplement de certaines espèces de Chauves-Souris et rectifier plusieurs assertions de Van Beneden. Ses efforts furent si constants et ses progrès si rapides que, deux ans après son examen de licence, il était en mesure de soutenir une thèse des plus remarquables sur l'anatomie des Chiroptères.

Cette thèse est son ouvrage le plus important. Le squelette des Chauves-Souris était bien connu grâce aux travaux de Geoffroy Saint-Hilaire, Temminck et De Blainville ; Humphry, Macalister et Maisonneuve avaient étudié le système musculaire, mais pour les autres parties de l'organisme on ne trouvait que quelques notes éparses et insuffisantes dans les grands ouvrages d'anatomie comparée. Le jeune naturaliste reprend l'examen détaillé des appareils de la digestion, de la respiration, de la circulation et de la reproduction ; après une indication sommaire des faits déjà connus, l'auteur s'attache à décrire les différents organes dans chaque espèce et conclut en faisant ressortir les analogies et les différences pour les genres et les familles, le rôle physiologique de ces mêmes organes et leur parfaite adaptation au genre de vie de l'animal. Il découvre un fait d'une importance capitale au point de vue taxonomique, qui avait été méconnu des naturalistes précédents : l'ovule des Chiroptères est intermédiaire entre celui des Rongeurs et des Primates, tout en se rapprochant davantage de ce dernier.

Reçu docteur, Robin toujours infatigable au travail commença la traduction du *Traité d'Embryologie* de Francis Balfour, professeur à l'Université de Cambridge et membre de la Société royale de Londres. Un séjour de quelques mois en Angleterre l'avait suffisamment familiarisé avec la langue, pour lui permettre de traduire déjà l'Introduction du Catalogue des

Chiroptères du *British Museum* de Dobson, et les principaux traits de la classification qui y est adoptée ; il pouvait donc espérer un nouveau succès. Balfour enlevé jeune à la science (1), quelques mois seulement avant Robin, au même âge, que l'illustre anatomiste français Bichat et après avoir comme lui parcouru une carrière des plus fécondes, avait réuni en un exposé clair, méthodique, substantiel, toutes les données éparses dans la littérature scientifique sur l'embryologie et ouvert des voies nouvelles par ses nombreuses découvertes ; s'inspirant des méthodes de Coste (2) dont il continue les recherches, son livre, paru en 1875, est une des productions les plus remarquables de notre époque dans cette section particulière de la physiologie. Robin comprenant tout l'intérêt d'une science à laquelle il s'était attaché, voulut vulgariser en France l'ouvrage du professeur de Cambridge ; sa traduction enrichie de gravures inédites facilitant l'intelligence du texte, de notes, de références bibliographiques, d'indications nombreuses sur les faits nouveaux acquis depuis la publication anglaise, est aujourd'hui classique parmi les naturalistes et les médecins.

Appelé vers cette époque à la Faculté des Sciences de Montpellier pour y faire passer des examens en l'absence du doyen, M. Sabatier, Robin profita d'un séjour à la station zoologique de Cette pour étudier les Annélides de l'étang de Thau et publier un article très remarqué, complétant les travaux de Claparède et de De Quatrefages sur la phosphorescence, la génération et le développement de ces animaux.

Robin revint à Paris pour ajouter à sa traduction du premier volume du *Traité* de Balfour une notice sur la vie et les travaux du célèbre physiologiste ; il analyse avec une profonde érudition et une rare sûreté de coup d'œil les progrès de l'embryologie depuis Geoffroy Saint-Hilaire, Von Baer et Bischoff jusqu'à Balfour.

La maladie, qui le minait, ne lui permit pas d'achever la traduction du second volume, qui fut confiée à un de ses collègues

(1) Il mourut accidentellement, le 19 juillet 1882, à l'âge de trente ans, lors d'une ascension de l'un des pics qui avoisinent le Mont-Blanc.

(2) Professeur au Collège de France, successeur de De Blainville à l'Académie des Sciences en 1851, connu surtout par ses recherches sur l'embryogénie et ses procédés de pisciculture. — Coste a passé les dernières années de sa vie au château de Rézenlieu près Gacé ; il y est mort le 19 septembre 1873.

M. Mocquart. On conseilla à Robin le séjour du Midi : le repos, la douceur du climat, les soins les plus intelligents ne purent lui procurer qu'une amélioration passagère, et il mourut à Villefranche-sur-Mer (Alpes-Maritimes), le 18 janvier 1884.

M. Adrien Dollfus, directeur de la *Feuille des Jeunes naturalistes*, avec lequel il était lié depuis plusieurs années, le vit quelques jours avant sa mort. Robin, ne se faisant aucune illusion sur son état, sentait arriver avec calme la fin de sa carrière ; il s'entretint avec son ami des études qu'il laissait inachevées, de recherches depuis longtemps méditées, qu'il avait espéré mener à bonne fin. « J'avais devant moi, disait-il, pour plus de cinquante ans de besogne. »

Albert Robin a laissé à sa famille, dont il était justement l'orgueil, à ses amis, à tous ceux qui l'ont connu, le souvenir d'un esprit élevé, d'un cœur excellent, et l'exemple d'une vie de travail, de dévouement à la science. Il est de ceux dont on peut dire qu'en peu de temps ils ont parcouru une longue carrière.

LISTE DES TRAVAUX DE ROBIN

— Sur quelques caractères anatomiques des Chiroptères du genre *CYNOXYCTERIS*. *Compte-rendus de l'Académie des Sciences*. T. 90, p. 1369 (séance du 7 juin 1880).

— Notes sur l'Anatomie de l'Ecrevisse. *Feuille des Jeunes naturalistes*, 10^e année, p. 121, n^o 118, 1^{er} août 1880 ; p. 137, n^o 119, 1^{er} septembre ; p. 152, n^o 120, 1^{er} octobre ; 11^e année, p. 6, 1^{er} novembre 1880, avec 1 pl. coloriée.

— Sur l'époque de l'accouplement des Chauves-Souris. *Bulletin de la Société philomatique*, 1880-81, p. 38 (séance du 26 mars 1881).

— Diagnoses de deux Chiroptères nouveaux de la collection du Muséum d'Histoire naturelle. *Ibid*, id, p. 90.

— Sur la morphologie des enveloppes fœtales des Chiroptères. *Compte-rendus de l'Académie des Sciences*. T. 92, p. 1354 (séance du 6 juin 1881).

— Sur les enveloppes fœtales des Chiroptères du groupe des Molossiens. *Bulletin de la Société philomatique*, 1880-81, p. 143.

— Catalogue des Chiroptères de la collection du *British Museum*, par Dobson.

Traduction de l'Introduction et des principales divisions de la classification adoptée dans cet ouvrage. *Annales des Sciences naturelles*, 6^e série, T. IX.

— Thèses présentées à la Faculté des Sciences de Paris pour obtenir le grade de docteur ès-sciences naturelles par H.-A. ROBIN ancien élève de l'Ecole des Hautes-Etudes, préparateur-adjoint du Cours de Zoologie, Anatomie et Physiologie comparées à la Faculté des Sciences de Paris.

I. Recherches anatomiques sur les Mammifères de l'ordre des Chiroptères ;

II. Propositions données par la Faculté ; soutenues le décembre 1881 devant la commission d'examen : MM. H. Milne-Edwards président ; Hébert, Duchartre examinateurs. *Annales des Sciences naturelles*, 12^e vol. de la 6^e série de Zoologie, juillet-décembre 1881 ; 180 p. et 8 pl.

Un tirage à part de la 1^{re} thèse a paru sous le titre suivant :

— Bibliothèque de l'Ecole des Hautes-Etudes, section des Sciences naturelles, T. XXV, art. n^o 1. *Recherches anatomiques sur les Mammifères de l'ordre des Chiroptères* par A. ROBIN. Laboratoire de zoologie anatomique dirigé par MM. Milne-Edwards. Paris, G. Masson, éditeur, libraire de l'Académie de Médecine ; 1881, in-8^o, 180 p. et 8 pl.

— Observations sur quelques Annélides de l'étang de Thau. *Bulletin de la Société philomatique* 1882-83, p. 32 (séance du 23 décembre 1882).

— Sur les enveloppes fœtales des Chiroptères de la famille des Phyllostomes. *Compte-rendus de l'Académie des Sciences*, T. 95, p. 1377 (séance du 26 décembre 1882).

— F.-M. Balfour, sa vie, ses travaux.

Notice insérée du commencement de l'ouvrage suivant, p. V-XXV.

— Traité d'Embryologie et d'Organogénie comparées par Francis. — M. Balfour, professeur de Morphologie animale à l'Université de Cambridge, membre de la Société royale de Londres, traduit avec l'autorisation de l'auteur et annoté par H.-A. ROBIN, docteur ès-sciences, préparateur du cours de zoologie, anatomie et physiologie comparées à la Faculté des Sciences de Paris.

T. I. *Histoire de l'œuf*. — *Embryologie des Invertébrés* ; avec 296 fig. intercalées dans le texte. Paris, librairie J.-B. Baillière et fils, 19, rue d'Hautefeuille, 1883, in-8^o XXXII-567 p.

T. II. *Embryologie des Vertébrés*. — *Organogénie* ; avec 444 fig. intercalées dans le texte ; traduit et annoté par H.-A. ROBIN docteur ès-sciences, préparateur à la Faculté des Sciences de Paris, et F. MOCQUART, docteur ès-sciences, aide-naturaliste au Muséum d'Histoire naturelle. Paris, *Ibid*, 1885, in-8^o, VIII-740 p. — Toute l'*Embryologie des Vertébrés*, sauf le dernier chapitre, p. 1-307, est de la traduction de Robin.

Robin a publié aussi quelques articles bibliographiques dans la *Revue des Sciences naturelles* de Montpellier.

V. sur la vie et les travaux de Robin :

Adrien DOLLFUS : *Notice biographique sur H.-A. Robin*, Feuille des Jeunes naturalistes, Quatorzième année, n° 161, 1^{er} mars 1884, p. 49.

M^{re} OURSEL : *Nouvelle Biographie Normande*, supplément (1888).

A.-L. LETACQ, *Recherches sur la bibliographie scientifique du département de l'Orne précédées d'une Introduction sur l'Histoire des Sciences dans cette région*. Bulletin de la Société historique et archéologique de l'Orne, T. XI (1892), 1^{er} Bull. p. 34, et tir. à part, p. 81.

A.-L. LETACQ

BIBLIOGRAPHIE

Histoire générale, ecclésiastique et civile du Diocèse de Séez, ancien et nouveau et du territoire qui forme aujourd'hui le Département de l'Orne ; par l'abbé L. Hommey, secrétaire adjoint de la Société Historique et Archéologique de l'Orne. Tome premier. Alençon, E. Renaut-de Broise, 1899.

On pourrait, jusqu'à un certain point, donner à notre temps le nom d'époque de l'histoire. Quel est aujourd'hui en effet l'homme sachant à peu près tenir une plume, qui ne se pique d'être plus ou moins historien ? Le curé fait l'histoire de sa paroisse, le propriétaire, celle de son château, le religieux, celle de son couvent ; l'ami se flatte, au moyen de biographies toujours louangeuses, d'instruire la postérité des hauts faits et des vertus de son ami. De tout cela, Dieu sait ce qui restera dans cent ans. Quoi qu'il en soit, et tout en admettant que beaucoup de ces travaux ont leur mérite et leur utilité, on me permettra de les appeler les miettes de l'histoire, le bois dont on fait l'histoire, plutôt que l'histoire proprement dite. Ce sont des membres épars, des matériaux qui attendent le maître ouvrier qui devra les réunir et les mettre en œuvre.

Il est assez évident du reste que ce qui se passe aujourd'hui a dû, quoiqu'à un moindre degré, se passer dans tous les temps, et que si nos auteurs actuels étudient et travaillent, ils ne le peuvent faire que d'après les études, les documents et les travaux que leur ont légués leurs devanciers. Considérons, par exemple, notre diocèse de Séez et il nous sera facile de constater qu'au milieu de cette masse de pierres amassées de toutes parts, nous n'avons pas vu se révéler jusqu'à ce jour un architecte prenant à tâche de les rassembler en un harmonieux édifice ; en d'autres termes, nous n'avons pas d'*histoire du diocèse de Séez*. Depuis quelques mois, grâce à M. l'abbé Hommey, nous avons l'avantage d'en posséder une ; c'est cet ouvrage que je me propose de signaler à l'attention des érudits et des savants.

Sans vouloir décourager personne, on peut regarder comme certain que bien peu d'hommes seraient de taille à mener jusqu'au bout une œuvre comme celle dont M. l'abbé Hommey vient de doter notre diocèse. C'est que, pour cela, il faut un ensemble de qualités qui ne se rencontrent pas tous les jours. L'ouvrage complet ne doit pas comprendre moins de cinq forts volumes in-8°. Le premier seul vient de paraître ; mais nous savons que les autres sont tout prêts, et doivent paraître aussitôt que le permettront les longueurs inévitables de l'imprimerie.

Quoique je doive, dans ce compte-rendu, étudier spécialement ce premier volume, on comprend que ce que j'en vais dire s'applique également en grande partie à ceux qui sont encore sous presse.

On peut considérer dans l'œuvre de M. Hommey, d'une part l'immense quantité de matériaux qui s'offraient à lui, et d'autre part la manière dont il a su les employer ; or, d'un côté comme de l'autre, il a dû se heurter aux difficultés les plus sérieuses.

Si l'on voulait se rendre compte de tous les documents que comporte et suppose l'histoire d'un seul diocèse, il faudrait des volumes, rien que pour inscrire les titres et énumérer les noms des auteurs. Il n'y a pas, pour ainsi dire, une année qui n'apporte son contingent plus ou moins large ; pas un lieu, pas un fait, pas un personnage qui n'ait son histoire ; pas une église, pas un monastère qui ne se glorifie de ses chartes et de ses titres. Quand donc, comme M. l'abbé Hommey, on a la prétention de tout voir par soi-même et de remonter, autant que possible, jusqu'aux origines, sans se contenter de documents de seconde main, je laisse à penser les énormes travaux dans lesquels on s'engage. On prétend que M. Hommey y a consacré quinze à vingt ans de veilles assidues ; j'ajoute que, pour réussir, il ne fallait en outre rien moins que sa puissance de travail, sa vieille érudition et sa prodigieuse mémoire.

Il n'est pas inutile de remarquer d'ailleurs que la façon dont notre diocèse a été formé en rend l'histoire singulièrement compliquée. Aujourd'hui, ses limites se confondent avec celles du département de l'Orne ; mais il n'en était pas de même autrefois. Sans parler des remaniements qu'il a subis à diverses époques, il a dû, lors du Concordat de 1801, céder au diocèse de Bayeux des portions considérables de son territoire, et en revan-

che, lui en a pris d'autres qui ne le sont guère moins ; il s'est aussi, dans le même temps, beaucoup agrandi aux dépens des diocèses de Lisieux, de Chartres, d'Evreux et du Mans. M. Hommey, avec raison, a voulu donner l'histoire du diocèse tout entier ; non seulement du diocèse actuel, mais du diocèse de tous les temps et de chacune de ses parties à n'importe quelle époque ; ce qui ne l'a pas empêché de parler également des cantons et des communes que nous avons perdus. On voit que cette méthode entraînait l'auteur à multiplier ses études et à étendre ses recherches sur cinq ou six diocèses. D'une façon générale, du reste, il a tenu à donner une histoire très complète, et pour cela, il n'a ni ménagé les détails, ni reculé devant les éclaircissements.

Il ne faudrait pas croire d'ailleurs qu'il s'est borné à rapporter, d'une façon aussi complète qu'on voudra, les événements qui touchent à l'histoire religieuse du pays. Son titre même : *Histoire générale, ecclésiastique et civile du diocèse de Séez*, l'autorisant à étendre ses récits à tous les événements, quelle que soit leur nature, il a usé largement de la permission. Tout en donnant donc la première place au côté ecclésiastique et religieuse de son œuvre, elle n'est rien moins en somme, que l'histoire générale complète, savante et détaillée du diocèse de Séez et du département de l'Orne.

Il ne suffit pas toutefois d'amasser des matériaux sans compter ; encore est-il que, sous peine de ne faire qu'une œuvre indigeste, il faut les classer, leur assigner leur place et leur valeur : seconde difficulté qui n'est peut-être pas moins grande que l'autre. Comment en effet ne pas s'égarer au milieu de ce dédale de documents, venant de tous les points de l'horizon, se complétant souvent, ce qui est bien ; mais non moins souvent aussi, se combattant et se contredisant ? En vain chercherait-on à faire entre eux œuvre de conciliation ; que de fois ils s'y montrent absolument rebelles ! Il n'est pas si petit événement qui ne soit raconté de deux ou trois façons, attribué à deux ou trois personnages, rapporté à deux ou trois dates. Si encore il n'y avait dans ce cas que les faits insignifiants ; mais des événements considérables eux-mêmes ne sont pas sûrs d'échapper à ces incertitudes. Voyez, par exemple la liste, ou plutôt, les innombrables listes de nos évêques, et comparez les

entre elles ; vous y trouverez, et sur les noms et sur les dates, les contradictions les plus marquées ; tel auteur prétendant, par exemple, que tel de nos évêques vivait au x^e siècle, tandis que d'autres soutiennent, avec preuves à l'appui, qu'il vivait cinquante ans plus tôt ou cinquante ans plus tard, et que d'autres encore le passant carrément sous silence, mettront en doute jusqu'à son existence.

Ce n'est pas un petit embarras que de se prononcer au milieu de ces divergences. Un moment auparavant, l'auteur pouvait être hésitant faute de documents ; ici, il ne le devient pas moins, par suite de la multitude et de l'encombrement des renseignements.

Mais M. Hommey, qui a fait preuve de l'érudition la plus abondante, tant qu'il s'est agi de rassembler les pièces du procès, sait se montrer un critique éminent, aussitôt qu'il lui faut formuler ses conclusions. Souvent, pas toujours malheureusement, à force de rapprocher les textes et de les comparer, à force de peser les autorités et de s'aider des moindres indices, il est parvenu, à défaut de preuves certaines, à se faire au moins une opinion probable. Dans ces opérations difficiles et délicates, on ne peut du moins lui refuser de grandes qualités de prudence et de sagesse.

Avant de terminer les considérations générales que m'a inspirées son beau livre, M. l'abbé Hommey me permettra-t-il de lui faire un reproche qu'assurément je ne serai pas le seul à lui adresser ? Le croira-t-on, ce gros volume bourré de faits et débordant d'érudition n'a pas une seule note au bas des pages ! Travaillant constamment sur les textes, comme il l'a fait, il est évident qu'il lui eût été facile d'enrichir son volume de milliers de notes ; qu'il s'est même donné quelque peine pour n'en pas mettre du tout ; mais qu'il a agi comme il l'a fait par suite d'un véritable parti pris. Sans doute il aura jugé que c'était là une façon de protester par son exemple contre la manie des savants de charger le bas de leurs pages de références parfois assez superflues. Il aura cependant de la peine à persuader qu'entre cet abus et l'absence complète de notes, il n'y avait pas un moyen terme à garder, et qu'en somme, un usage modéré eût été préférable.

Il est vrai que M. Hommey a voulu atténuer autant que pos-

sible les inconvénients de son système, et qu'il a pris le soin de citer ses autorités dans le corps du récit. Je ne crois pas, toutefois, que cela soit suffisant. Outre que ces sortes de citations ne peuvent être bien nombreuses, elles ont encore le défaut d'être peu explicites. En fait de références, il ne suffit pas de connaître simplement le nom de l'auteur, on voudrait avoir jusqu'à la page et le texte exact du passage. Qui oserait blâmer cette curiosité ? Je sais que ces détails auraient l'inconvénient de grossir les volumes, déjà passablement compactes. Je suis persuadé néanmoins qu'à tout prendre, les avantages auraient, et au-delà, compensé les inconvénients.

Après ce que j'ai dit, je n'ai pas besoin d'insister pour recommander davantage l'ouvrage de M. l'abbé Hommey. Je l'appellerais volontiers le livre nécessaire de quiconque, dans notre pays, s'occupe d'histoire religieuse ; et qui est-ce qui ne s'en occupe pas, soit pour lire les travaux des autres, soit pour en éditer soi-même. Or, dans un cas comme dans l'autre, on trouvera là une mine inépuisable de renseignements. C'est un grand avantage d'avoir ainsi, sous un volume relativement restreint, à peu près ce qu'on peut désirer, sans avoir à feuilleter toute une bibliothèque. On doit être heureux aussi de pouvoir goûter et apprécier dans une vue d'ensemble et une lecture suivie la trame des événements, qu'autrement on ne trouverait que disséminés dans une multitude de brochures.

Enfin, sans faire précisément de l'ouvrage de M. Hommey ce qu'on appelle un livre de piété ; tel n'est pas d'ailleurs son objet je tiens à le recommander comme une lecture essentiellement saine et réconfortante. Partout l'auteur, suivant en cela le grand exemple de Bossuet, s'est appliqué à mettre en lumière l'action de la Providence, ou même, au moyen de courtes réflexions, à redresser telles ou telles erreurs contre la Religion. Cet éloge, adressé à un prêtre, pourrait sembler quelque peu ridicule ; la lecture de certaines brochures actuelles montrerait qu'il n'est pas superflu.

H. BEAUDOUIN

Rapport sur la création d'une commission diocésaine permanente d'art chrétien, par l'abbé Mallet, ancien professeur d'Archéologie.
In-8. 12 p. Lille, Victor Ducoulombier, 1898.

Ce rapport, lu par M. l'abbé Mallet à l'Assemblée générale des catholiques du Nord et du Pas-de-Calais, a été adressé à tous les évêques de France, par les soins du Comité catholique de Lille. C'est dire déjà l'importance de la question qui y est traitée et le cas qu'on a fait de la manière dont elle est traitée. D'un autre côté, Mgr Bardel a adressé à l'auteur une lettre d'éloges des plus significatives, à propos de la sixième édition de son cours d'Archéologie. Nous sommes donc ici en présence d'un travail éminemment sérieux, dû à un homme d'une compétence éprouvée et dont ne peuvent mieux faire que de s'inspirer les curés et autres personnes qui s'occupent de bâtir ou de restaurer nos monuments religieux.

On ne manque pas, dans notre diocèse et ailleurs, d'excellents curés, tout brûlants de zèle pour la maison de Dieu. Et quand, ainsi que cela arrive assez souvent, ils ont la chance d'avoir des Conseils de Fabrique ou des paroissiens animés du même feu qui les dévore ; il n'est pas de restauration, pas d'embellissements qu'ils ne rêvent pour leur église ; à moins qu'ils ne songent tout-de-suite à la jeter par terre, pour la remplacer par une autre moins indigne de la majesté du Tout-Puissant.

On ne peut qu'applaudir à d'aussi beaux sentiments. C'est même dans le but de les favoriser, et aussi pour les diriger et les faire entrer dans le domaine de la pratique courante que M. l'abbé Mallet a fait son rapport. Il ne suffit pas en effet d'élever des murs et des colonnes, de dépenser sans compter son temps, son cœur et son argent ; encore est-il qu'il faut le faire à propos, selon les règles de la science et du bon goût. Ne nous y trompons pas, l'architecture religieuse, l'art divin, comme l'appelle Montalembert, est difficile entre tous les autres, il a ses lois définies, dont il est interdit de s'écarter. On s'étonne parfois des erreurs et des fautes qui déparent la plupart de nos constructions religieuses ; ne pourrait-on pas s'étonner plutôt qu'elles n'en aient pas davantage, si l'on songeait au peu

d'études préparatoires et de science spéciale que possédaient ceux qui les ont dirigées ? Nous demandons au maçon, chargé de nous construire une maison, qu'il sache au moins son métier ; n'y aurait-il donc que lors qu'il s'agit, selon le mot de nos vieilles chroniques, de *loger le Bon Dieu* en personne que nous nous montrerions moins exigeants ? Hélas ! demandons-nous seulement à l'architecte religieux cette première condition essentielle, qu'il ait Dieu en vue, c'est-à-dire qu'il soit Chrétien ? Combien n'y en a-t-il pas au contraire qui bâtissent une église comme ils bâtiraient une halle ou un théâtre, sans songer qu'ils travaillent pour Dieu et qu'ils doivent avoir Dieu pour idéal ?

Les temps sont loin, où nos églises s'élevaient au chant des cantiques et avaient pour ouvriers ou manœuvres des clercs, des prêtres ou de pieux laïcs.

Être chrétien, voilà donc la première condition qui doit être remplie par l'architecte religieux ; mais ce n'est pas la seule. L'aménagement et la disposition de chaque partie de l'édifice ne sont pas choses indifférentes. Depuis la cloche, qui appelle les fidèles à l'office, jusqu'à l'autel, qui est le centre vers lequel tout converge, chaque partie à sa place et trouve sa raison d'être dans la piété, dans la symbolique, dans l'hagiographie, dans la tradition, non moins que dans les nécessités et les convenances du culte, toutes choses qui doivent être familières à l'artiste et être par conséquent l'objet de ses affections et de ses études.

Dieu merci d'ailleurs, les modèles dont il peut s'inspirer ne manquent pas, et nos belles églises du moyen-âge, par exemple, ne lui seront jamais trop familières. Mais encore est-il que pour les bien connaître, il est nécessaire de les étudier avec soin.

Dans tout cela, il y a de quoi occuper, non pas seulement une vie d'homme, mais la vie de plusieurs hommes. D'où il suit que pour réussir, le moyen qui se présente naturellement, c'est, dans chaque diocèse, la constitution d'une commission spéciale, chargée de tout ce qui concerne la construction, la restauration et l'ornementation de nos édifices religieux. Cette commission devra être composée de membres ayant chacun leurs aptitudes et leur genre d'études, afin qu'ils puissent se compléter mutuellement et se partager la besogne selon leurs spécialités ; elle sera permanente, afin d'assurer l'unité du plan et la perpétuité de la pensée ; elle comptera dans son sein des ecclésiastiques et

de pieux laïcs, afin de maintenir l'esprit de l'institution, qui doit rester franchement religieux.

Un moyen paraît s'offrir tout naturellement pour obtenir ces résultats si désirables, ce serait de choisir dans chaque diocèse quelques sujets heureusement doués, et, après des études préparatoires plus ou moins complètes, de les envoyer à Paris, dans nos grandes écoles d'Archéologie, d'Architecture ou de Beaux-Arts.

Malheureusement, je ne crois pas qu'aucune de ces écoles s'occupe beaucoup d'art chrétien, ni surtout ait un esprit bien chrétien ; et il y aurait témérité à espérer que la présence d'un petit nombre de jeunes prêtres ou de pieux laïcs allât jusqu'à susciter la fondation d'une nouvelle école ni même de nouveaux cours ; mais ne pourrait-elle pas exercer au moins une heureuse influence pour l'amélioration et la direction de nos vieux établissements dans un sens plus chrétien ? Si je ne me trompe d'ailleurs, la Belgique est plus avancée que la France sous ce rapport ; et il est question aussi que la Faculté catholique de Lille entre prochainement dans cette voie.

En somme, le rapport de M. l'abbé Mallet appelle l'attention des érudits et des savants. Il intéresse tout particulièrement quiconque s'occupe d'art, d'archéologie ou d'histoires. A ces divers titres, je me permets de le recommander à notre *Société Historique et Archéologique de l'Orne*.

H. BEAUDOUIN

Un Gentilhomme Percheron, compagnon de Jeanne d'Arc. Sœur Eugénie. — Bellême, imprimerie Levayer, 1898.

M. l'abbé Desvaux, curé de Verrières vient de publier deux opuscules attrayants par les sentiments élevés qui les inspirent : l'un nous signale un héros longtemps oublié, l'autre célèbre une sainte fille de charité.

C'est à une époque néfaste, misérable, mais glorieuse entre toutes qu'apparut Jeanne d'Arc, notre immortelle patronne, qui sut terrifier l'Anglais, s'immoler pour la foi et conquérir à travers les âges l'admiration universelle et le respect même des

descendants de ses bourreaux ; la seconde brochure expose la vie plus pacifique, plus humble, plus obscure d'une sœur hospitalière, d'Eugénie, fille de charité : ces deux sujets sont dictés par les mêmes sentiments : foi vive et dévouement à la patrie.

Jeanne, nous la trouvons, combattant pour la défense d'Orléans : elle attire sous sa bannière les plus grands capitaines, Dunois, la Hire, Jean duc d'Alençon et d'autres encore, et c'est parmi ces derniers, négligés par l'histoire, que l'écrivain fait renaître un compagnon digne d'un renom qu'il devait à ses gestes sur la Loire et dans les provinces envahies par l'ennemi : ce guerrier mentionné dans les chroniques du temps, qui apparaît de nouveau sous la plume de M. l'abbé Desvaux, était Florent d'Illiers : il vivait au commencement du xv^e siècle et sortait d'une famille très considérée, établie au centre du Perche ; il accourut à l'appel de Dunois, pénétra dans Orléans, avec ses quatre cents chevaliers et, guidé par la bannière de la sainte, il s'illustra dans tous les combats et dans toutes les sorties. Après avoir aidé à sauver la Ville, il fut parmi les capitaines qui sur la Loire s'emparèrent des places fortes ; il accompagna Jeanne à Reims et bientôt vengea sa mort en reprenant Verneuil, Le Neubourg, Beaumesnil, en chassant l'Anglais des plaines de Chartres, du Perche, de la Normandie ; son épée brille en tous lieux jusqu'à l'évacuation du territoire. Si ce chef valeureux qui a voué sa vie au salut du pays a subi le fatal oubli du temps, combien d'autres aussi ont disparu ignorés à jamais qui compteraient parmi les gloires de la Patrie ; le rôle de l'Antiquaire et de l'historien est de rechercher, de découvrir, de signaler ces héros, et l'auteur du Gentilhomme Percheron a bien mérité des savants en publiant une deuxième édition de cette brochure dont le texte est concis et les notes très précieuses.

Lorsqu'on rapproche le xv^e siècle du xix^e, on éprouve la même poignante tristesse et la même et vive admiration ; dans ces deux périodes notre France envahie est sauvée par un patriotisme ardent et des sacrifices infinis. Si dans la guerre de cent ans la gloire est personnifiée par une femme, dans nos récentes épreuves combien de femmes ont montré de dévouements sublimes, d'abnégations absolues, en tous lieux prodiguant à nos soldats soins et secours sans nombre et sans repos ; parmi ces âmes pieuses, exemplaires, infatigables a sa place la

sœur Eugénie, elle qui consacra une existence soutenue par la charité et incomparable de modestie, à soulager les pauvres, à soigner les infirmes, à se multiplier dans les ambulances de Bellême pendant la guerre de 1870 : c'était justice d'écrire de nobles pages élogieuses sur cette sœur de St-Vincent-de-Paul, et l'on éprouve en les lisant, admiration pour la religieuse, reconnaissance envers l'écrivain.

DE NEUFVILLE

Une Chapelle antique de Saint-Martin, en Bocage normand, par un membre des Sociétés archéologiques françaises et grecques. Caen, imprimerie veuve A. Domin, 1898.

Dans ce coin si curieux du Bocage normand, où les vallées de la Vère, du Noireau et de l'Orne rivalisent de pittoresque par la variété, l'imprévu, l'étrangeté de leurs collines tourmentées ou abruptes, non loin du Pont-Erambourg, juchée sur la crête d'un des chaînons des monts Armoricaux, s'élève une antique chapelle de Saint-Martin, fréquentée depuis un temps immémorial par les pèlerins.

M. de Neufville, notre dévoué bibliothécaire, de cette plume alerte et habile qui passe aisément du droit à l'histoire, du sérieux à l'agréable, nous dit les origines lointaines de cet humble monument, attestées par « les découvertes incessantes de sarcophages, de pierres tombales anciennes, de croix archaïques, de souvenirs gallo-romains » ; la résurrection ogivale après les ruines des invasions ; les embellissements mobiliers à l'époque du grand siècle : cet autel Louis quatorzième, accosté de boiseries latérales, où ces sculptures, ces frises, ces listeaux, ces rudentures, ces volutes, rehaussées de nombreuses dorures, forment une décoration riche et séduisante. »

Il nous décrit les deux grandes toiles qui rappellent la vie du saint : celle-ci de M. Grohand, faisant revivre la scène du manteau partagé avec le pauvre ; celle-là, œuvre d'un religieux artiste, le P. Restout, des Prémontrés, révélant le rêve mystique dans lequel le Christ apparaît au généreux soldat.

Ces vieilles chapelles sont les témoins de la civilisation chrétienne ; elles jalonnent souvent nos anciennes voies nationales ; elles rappellent les traditions des ancêtres et le but suprême de la vie. Remercions M. de Neuville de nous avoir fait faire avec lui, à la chapelle de Saint-Martin, le pèlerinage de l'archéologue patriote et du chrétien.

P. B.

PROCÈS-VERBAUX

Séance du 15 juin 1899.

PRÉSIDENCE DE M. HENRI BEAUDOUIN,
SECRÉTAIRE-GÉNÉRAL.

Nous recevons des nouvelles de plus en plus mauvaises de la santé de notre honoré président, M. le comte DE CONTADES, et l'un de nos membres les plus distingués, M. Eugène ROBIL-LARD DE BEAUREPAIRE, autrefois président des *Antiquaires de Normandie* vient de mourir.

Réception de M. Arthur HECQUART, propriétaire à Saint-Germain-de-Clairefeuille, présenté par MM. le vicomte Henri DU MOTÉY, et le baron Amaury DE LA BARRE DE NANTEUIL.

On s'occupe de l'érection du buste de M. de la Sicotière, qui doit coïncider avec la réunion solennelle de fin d'année. On croit que tout sera prêt. La commission chargée de l'affaire doit s'en occuper dès le lendemain. On parle d'une promenade à Saint-Cénery, ou seulement en ville. On espère dresser le programme le 21 septembre.

Il y a beaucoup d'oppositions à la démolition de la maison d'Ozé. C'est une des curiosités de la ville, qui pourrait être classée parmi les monuments historiques. On délègue l'archiviste, M. DUVAL, et l'architecte départemental, M. SANDRET, pour s'occuper de la question.

La séance se termine par l'examen de quelques poteries antiques, présentées par M. Florentin LORiot.

Séance des 5 et 10 août 1899.

La catastrophe, malheureusement trop prévue s'est produite ; M. le comte Gérard DE CONTADES a succombé à la maladie qui le rongait depuis quelque temps.

Le Comité de lecture s'est réuni le 5 août pour s'occuper de remplacer notre honoré président. Tous les membres présents sont d'avis de laisser la Société se fixer à sa guise et sur le choix du candidat et sur les conditions de l'élection. On se contente de recommander avant toutes les autres, la candidature des quatre vice-présidents.

Cinq jours après, la Société se trouvait réunie assez nombreuse sous la présidence de M. Henri TOURNOUER, l'unique vice-président qui assistât à la réunion.

Il fut d'abord convenu que le candidat élu serait chargé de terminer le mandat de M. de Contades qui expire au mois d'octobre 1901.

Au scrutin, sur 24 votants, M. TOURNOUER obtient 16 voix, M. l'abbé DUMAINE, 6, M. DES ROTOIRS, 2. M. TOURNOUER est proclamé président, et l'on songe à le remplacer comme vice-président.

Le nombre des votants est réduit à 22 : M. DES ROTOIRS obtient 10 voix, M. LECOINTRE, 6, M. DUVAL, 2, M. Léon HOMMEY, 1, avec une voix à M. DESCOUTURES et à M. DUMAINE, non éligible, puisqu'il était déjà vice-président. Il y avait ballottage ; M. LECOINTRE se retira de la lutte et M. DES ROTOIRS obtint 18 voix sur 22 votants. Il fut proclamé, et il ne reste plus à sortir au mois d'octobre que M. DE BROC, vice-président, non rééligible.

La préparation de la fête de M. de la Sicotière ne paraît plus aussi avancée qu'au mois de juin. Cependant on espère encore et on se sépare sur cette espérance.

PASSAIS-LA-CONCEPTION

(Suite)

IV

LA RÉVOLUTION A PASSAIS

Le dimanche 1^{er} mars 1789, dit un rapport officiel, les principaux habitants de Passais se réunirent « dans le cimetière de la paroisse, à la pierre au devant de la grande porte de l'église, lieu destiné pour les affaires publiques, à l'issue et sortie de la messe paroissiale, en l'assemblée convoquée au son de la cloche, en la manière accoutumée. »

Il s'agissait, conformément aux lettres royales données à Versailles le 24 janvier de la même année, et au règlement y annexé, de rédiger le « cahier de doléances, plaintes et remontrances » des paroissiens de la Conception.

On en avait déjà délibéré le dimanche précédent, après la publication faite au prône de la grand' messe par M. Le Bossé, curé, et à la porte de l'église, par l'autorité municipale, et la rédaction avait été préparée pendant la semaine.

Cette pièce, approuvée par l'assemblée, fut signée par Julien Sallé, Alexandre Guesdon, Charles Courteille, François Vaidie, Jean Chénu, Guillaume Ledemé, Brice Baudet, J.-B. Ramard, sieur du Bourg, Jean Baudet, Joseph Renard, Louis-François Dufresne, Gilles Bellet, Pierre-François Quentin, Siméon-Michel Montécot, Joseph Le Royer, notaire, Louis-Constant Germont et Siméon-Julien Chatellier, syndic municipal.

On devait aussi élire six députés, pour porter le cahier des doléances à l'assemblée qui se tenait deux jours après à Domfront, devant M. de la Fosse, lieutenant-général du baillage. Le suffrage désigna, parmi les signataires ci-dessus, les sieurs

J.-B. Ramard, Le Royer, Ledemé, Dufresne, Montécot et Châtellier, qui promirent de s'acquitter fidèlement de leur commission.

DOLÉANCES ET REMONTRANCES DES HABITANTS

« Si les paroissiens rapportaient tous les événements fâcheux qu'ils ont essayés depuis dix ans, ils en auraient un grand nombre à rapporter, mais ils craignent d'être ennuyeux.

D'ailleurs, les plus désastreux, les gelées, grêles et orages, etc., qui nous ont occasionné ces pertes, ne sont que trop notoires.

Ils demandent seulement d'observer que leur paroisse est très sujette à la gelée, surtout dans certains cantons ; que le sarrasin y gèle fort souvent, soit en levant, soit lorsqu'il est en état de maturité ; et dans l'un et l'autre cas, il ne produit rien ou très peu. Quoique ce grain soit susceptible de plus d'inconvénient que tous les autres grains et de moindre qualité, les habitants ne peuvent se dispenser d'en faire, à cause de la nature du pays et parce qu'on manque de fourrage et de fumier ; parce qu'il produit avec moins de fumier que les autres, parce que l'on va au pays du Maine acheter des cendres et charrées pour les engraisser, parce que les feuilles et p~~ou~~ls qui en sortent servent pour la nourriture des bestiaux ; enfin parce que des pailles on fait des litières, et les pailles de nos seigles servent de nourriture à nos bestiaux ; en un mot, sans l'usage de cette espèce de grain, il nous serait impossible de labourer plus que le tiers de nos terres, et, bien plus, ils préparent nos terres à recevoir les seigles et avoines, grosse récolte du pays.

Les chemins, dans nos cantons, sont très mauvais. Dans les temps d'hiver, on est obligé d'ouvrir sur les pièces de terre, et bientôt les charrières qu'on fait au travers d'icelles deviennent aussi mauvaises que le chemin, ce qui porte un tort sensible aux occupants. Aussi les paroissiens ont présenté requête à MM. les députés composant la commission intermédiaire, en les suppliant de leur accorder une somme de 800 livres, aux obeïssances d'y contribuer d'un tiers. La paroisse de Passais est très difficile à labourer. Elle demande d'être tournée et bêchée avant de l'ense-

mencer, surtout le carabin, et, à chaque fois qu'on l'ensemence, il est besoin d'un nouvel engrais.

Le bourg ou plutôt le village de Passais n'est qu'un assemblage de la maison presbytérale, de trois maisons de propriétaires, dont deux possédées par des soi-disant privilégiés, de quatorze à quinze chaumières occupées par deux maréchaux, deux cabarets à bouchon et quelques misérables de cette espèce. Ce village est néanmoins sujet aux droits d'entrée, don gratuit, inspection aux boucheries. (1) Il ne s'y tient pourtant aucun marché de bétail ni de grain.

Il s'y tient seulement le mardi une assemblée de quelques pauvres femmes, qui viennent y vendre quelques douzaines d'œufs, quelques poignées de fil, travail de leurs mains et leur unique ressource pour faire subsister leurs enfants. Cette assemblée a peut-être été autrefois marché, parce qu'il y a eu vicomté, qui a été transférée en 1749 (2).

Dans le nombre de 500 feux que contient la paroisse de Passais, il y a beaucoup de chaumières qui ne sont occupées que par des mendiants, beaucoup par des closiers ou bordagers, qui n'occupent les uns, que leur maison, leur jardin, deux à trois vergées de terre, d'autres cinq à six vergées, au plus une douzaine, et le nombre de ceux qui occupent des métairies et le nombre des propriétaires n'est pas grand. Voici la véritable description de la paroisse de Passais. Permettez que nous vous observions les choses suivantes :

1° Un accident considérable arriva au mois de janvier 1779 : le tonnerre tomba sur le clocher et le bas de l'église. Les frais pour le reconstruire furent considérables ; mais les moyens et les formalités qu'il fallut prendre pour l'adjudication et pour venir à une exécution par le général emportèrent aussi beaucoup de frais, de manière qu'il en coûta 3.200 l. à la paroisse. Ne

(1) Un siècle auparavant on avait voulu faire payer au bourg de la Conception le droit de franche bourgade et franche bourgeoisie ; l'administration des finances l'avait imposé à ce titre pour une somme de 800 livres 2 sols et avait même déjà commencé l'exécution de cette mesure, lorsque, sur la requête de Michel Baudet, procureur syndic de la paroisse, il fut reconnu en haut lieu que Passais ne jouissait d'aucun des droits pour lesquels on prétendait l'imposer. Les sommes indûment perçues durent être restituées. (*Biblioth. de Vire*).

(2) On se rappelle qu'en 1664 Jacques Couppel, sieur de Lépinay, prenait le titre de « vicomte de Domfront et Passais. »

serait-il pas naturel que le gros décimateur (1) fit les réparations de son église et de son presbytère ? Pourquoi a-t-il la dime ?

2° Le pays du Maine, plus fertile en blé que le nôtre, a la bonté de nous en fournir. « Notre pays est plus fertile en poiré que le leur et, quoique cette liqueur soit la moindre de toutes les liqueurs, cependant nous en tirons des eaux-de-vie ; nous voudrions en faire passer à la province du Maine, qui le désire ainsi que nous : la régie nous le défend.

Les propriétaires riches, quoique nés taillables, achètent des charges pour se soustraire aux impositions ; les uns, pour 2.400 l., les autres pour 3.000 l. (ceci est peu de chose eu égard à leur fortune) ; ils se disent privilégiés ; on n'ose les imposer, et la classe la plus indigente porte seule le fardeau.

Supplient les habitants de Passais que le commerce soit libre, qu'une province qui abonde en denrées d'une espèce en fasse part à la province sa voisine.

Supplient lesdits habitants que les impôts soient par égalité sur la proportion des fonds et en un seul impôt.

Supplient la suppression des Aides et de la Gabelle, onéreuses à l'Etat. »

Signé : J. Sallé, A. Guesdon, C. Courteille, F. Vaidie, J. Chénu, G. Ledemé, B. Baudet, J.-B. Ramard, J. Baudet, J. Renard, Dufrêne, G. Bellet, P.-F. Quentin, S.-M. Montécot, J. Le Royer, L. Germont, J. Chatellier, syndic municipal.

A la suite de ces doléances, certainement modérées dans le fond et dans la forme, et pour aider le lecteur à les apprécier, il convient de citer des documents plus anciens et d'origine officielle.

C'est d'abord une enquête, faite en 1740, sur l'état des paroisses de l'élection de Domfront, par Duhausey et Pottier de Ladénays. Passais y est ainsi désigné : « Bourg de la Conception en Passais : misérable et a besoin de secours. »

En 1751, M. Devillers, inspecteur, écrivant au délégué général, parlait ainsi de l'élection de Domfront :

« Cette élection, située dans un climat froid et incommode, a plus souffert cette année du dérangement général des saisons,

(1) L'abbé de Lonlay. On l'appelait *le gros décimateur*, parce qu'il avait la plus grosse part des dimes.

des pluies continuelles, du séjour des eaux et du froid des gelées du mois de may et juin et présent mois (juillet), que les autres de la généralité (généralité d'Alençon). Inconvénient qui a fait un tort considérable aux biens de la terre, a perdu tous les fruits, et c'est pour la quatrième année, a causé un grand préjudice aux lins et filasses, qui sont une des principales ressources de ce pays et très nécessaires pour le paiement des impôts, qui cause aussi une diminution de plus de moitié dans la récolte des bleds, seigles et froments, par comparaison à l'année passée. . . . Le misérable peuple de cette élection, ayant toujours devant les yeux vos bontés passées, espère que vous ne l'abandonnerez pas, et que vous ferez votre possible, comme à l'ordinaire, pour lui procurer du soulagement. »

En 1767, le même personnage, devenu receveur des tailles, estime le revenu total de l'élection de Domfront à moins de 500.000 livres, et le total des impôts à 330.669 livres (1), d'où il conclut que cette élection est relativement la plus chargée de tout le royaume, et continue ainsi :

« Suivant le calcul ci-dessus, reste donc de clair et net aux habitants de cette élection 169.300 livres pour se nourrir, vêtir, donner une éducation convenable à leurs enfants et entretenir leurs biens de bonnes réparations, ce qui n'est pas un petit objet dans ce pays, où tous les biens consistent en petites fermes, dont les plus considérables sont de cinq à six cents livres, et encore en petit nombre, et qu'il y a sur les petites fermes autant de bâtiments qu'il y en a sur une ferme de cinq à six mille livres dans un autre pays, ce qui fait qu'il en coûte annuellement au propriétaire viron un sixième de son revenu en réparations. Je ne parle point du tabac, parce qu'on ne force personne d'en prendre. J'observerai cependant que la dépense de cette élection se monte à viron cent mille livres, ce qui fait que tous les jours je m'étonne comment elle peut subsister, avec viron 70.000 livres qui lui restent de net, surtout quand je songe au peu de commerce qui s'y fait. »

Il est difficile de croire qu'il n'y ait point d'exagération dans ce calcul : Devillers a dû se faire dans la circonstance l'avocat

(1) Impôts principaux : 248.669 l. — Impôts secondaires : 82.000 l.
L'élection de Domfront comprenait 45 paroisses.

de ses administrés, en diminuant leurs revenus. Car il est peu probable que les quarante-cinq paroisses, qui composaient l'élection de Domfront n'eussent pas ensemble un revenu supérieur à 500.000 livres. Mais il faut bien admettre que la situation était loin d'être brillante.

Quoi qu'il en soit, voici comment il parle de Passais en particulier :

« Est une paroisse de grande étendue, qui peut valoir viron 22.000 livres de revenus, outre 300 livres de main-morte. La qualité de la terre est assez bonne, et elle a un certain nombre de bons habitants, tant propriétaires que fermiers. Elle paie le don gratuit, à cause de son bourg où se tient un marché tous les mardy de chaque semaine. Il s'y vend quelque peu de chanvres, filasses, lins d'hyver, et de très gros fils. Une bonne partie de ses habitants font commerce de grains, qu'ils vont acheter dans la province du Maine, et qu'ils viennent revendre aux marchés de Domfront, qui tiennent tous les lundy mercredi et samedi de chaque semaine, ce qui leur produit un profit certain. Elle paie 5.345 livres de taille, et eu égard à la bonne qualité de sa terre, à son commerce et au nombre de ses bons habitants, elle ne paraît pas chargée relativement à bien d'autres. »

On jugea néanmoins qu'elle était encore trop chargée, car, en 1780, les tailles de la paroisse furent réduites à 4.550 livres, chiffre à peu près égal à celui qu'elle payait en 1742. Mais tout cela n'empêchait pas qu'il y eût beaucoup de misère, si l'on en croit une lettre de M. Achard de Bonvouloir à l'abbé Lemonnier, signalée par M. de Contades. Le châtelain parle ainsi de Passais :
« La misère de cette paroisse est inexprimable. Mon fermier coupe quelquefois du pain à 350 pauvres dans un jour. Chacun sa bouchée. Tous les samedis une des femmes de la ferme ne quitte point la porte, son couteau et sa tourte. Ce ne sont point des pauvres comme ceux du Cotentin. Ce sont des malheureux décharnés, dont on compte les côtes à travers leurs haillons. Cette image est vraie sans exagération. »

On doit supposer que beaucoup de ces pauvres étaient étrangers à la paroisse. La maison de M. de Bonvouloir étant connue pour une de celles qui ne refusaient jamais, on y venait de partout. N'importe, c'est assez pour justifier les doléances des habitants de Passais et la description qu'ils font de leur paroisse.

En ce qui regarde les chemins, les étrangers qui vont aujourd'hui à Passais peuvent les trouver très bons ; mais, en 1785, au mois d'avril, l'abbé Lemonnier, allant à cheval de Domfront au bourg de la Conception, déclarait la route « détestable ». Au surplus, ceux qui voudraient se rendre compte de ce qu'étaient tous les chemins de la paroisse à cette époque, n'ont, aujourd'hui encore, qu'à s'enfoncer dans les villages. Ils verront que les doléances n'exagéraient rien. Cela n'est d'ailleurs pas surprenant, en un pays où le sol labourable est très profond et généralement assez humide. Au lieu d'y apporter des pierres, qui ne s'y trouvent pas naturellement, nos ancêtres se contentèrent de creuser, pour rendre le chemin plus dur. Ainsi conditionnées, les voies de communication servent d'égouts aux champs, mais, par là même, sont, durant l'hiver, transformées en canaux et en bourbiers : d'où la nécessité de créer au-dessus, le long des champs, des sentiers et même des charrières.

Quant à la plainte un peu vive formulée contre l'abbé commendataire de Lonlay, il serait difficile de la blâmer. On conçoit que les habitants de Passais trouvassent dur de voir s'envoler à Paris, dans la bourse d'un homme complètement étranger à la paroisse et à son administration, les deux tiers environ des dimes, c'est-à-dire la part avec laquelle le clergé était censé pourvoir à l'entretien du sanctuaire et au soulagement des pauvres.

Les autres paroisses du quartier exprimèrent la même plainte, quelques-unes plus violemment. Inutile d'ajouter que le clergé était le premier à réclamer contre cet abus.

Enfin, pour ce qui regarde les Aides et la Gabelle, ces sortes d'institutions ont de tout temps été odieuses au peuple, et certains cahiers enregistrèrent des histoires typiques, destinées à prouver jusqu'à l'évidence la nécessité d'en venir à la suppression pure et simple.

En somme les doléances des habitants de Passais paraissent rédigées dans un esprit de justice et sans exagération.

Nous ne savons ce qui se passa à Domfront, le 3 mars, à l'assemblée des délégués des paroisses. Mais à la suite de cette réunion, J.-B. Ramard du Bourg dut, paraît-il, porter le cahier des doléances à Alençon. Avant son départ, un individu, dont nous ne savons pas le nom, lui remit un complément de remon-

frances, avec charge d'en faire ce qu'il voudrait. Autant les doléances des habitants étaient calmes et modérées, autant les remontrances du susdit personnage étaient violentes et passionnées.

« Exposer, disait-il, que le clergé et le finance sont les plus aisés du royaume, que ce sont eux qui ont tout l'argent. »

C'était au moins fort exagéré, et, quand la Révolution eut pillé les biens du clergé, on ne s'aperçut pas que le peuple fût devenu plus riche pour cela, l'Etat non plus.

Parlant de la dime, notre philosophe disait : « Le laboureur a semé seul son grain, il a sué sang et eau depuis le premier jusqu'au dernier jour de l'an, il a bravé toutes les intempéries de l'air, il a bravé les feux du soleil depuis son lever, pour sarcler, couper et engerber son grain. MM. les décimateurs n'ont que le plaisir de le prendre dans le champ, lorsqu'il est en gerbe, et de le mettre dans leur grange. »

On aurait pu répondre à cela qu'il en a été ainsi de tous les impôts, dans tous les temps. Aujourd'hui encore, le laboureur sue sang et eau, brave les intempéries de l'air et les feux du soleil, pour assembler quelques pièces d'argent, et MM. les percepteurs n'ont que le plaisir de les recevoir à leur bureau.

Au reste, ce que nous en disons ne signifie pas que la dime soit à regretter. Car si ce genre d'impôt, en lui-même et dans son origine aussi juste qu'un autre, comme l'avoue M. Taine, écrivain révolutionnaire et partant non suspect, si ce genre d'impôt, dis-je, était dans les derniers temps odieux au peuple, d'autre part, ce mode de revenu n'était guère agréable pour le clergé des paroisses. De nos jours, la dime rapporterait aux curés beaucoup plus que le traitement qu'ils reçoivent de l'Etat. Et pourtant il n'en est peut-être pas un parmi eux qui, mis à même de choisir, voulût revenir à l'ancien régime.

Comme réforme aux abus de la dime, l'auteur des remontrances supplémentaires ne proposait cependant pas de l'abolir, mais demandait « que MM. les décimateurs ne pussent vendre de paille qu'à leurs habitants, et qu'elle fût fixée à tant la botte ou tant le cent, et qu'il fût attaché à la dime de chaque paroisse un impôt foncier relatif à la valeur de la dime, et proportionnel à l'impôt sur les fonds. »

Comme on le voit, les conclusions étaient moins violentes que

les prémisses. Tout exagérées qu'elles étaient encore, elles auraient pu faire l'objet d'un examen, et le clergé était disposé à faire de grandes concessions, qui eussent remédié aux abus introduits par le temps. Les cahiers du clergé reconnaissaient en effet qu'une transformation s'imposait, aussi bien dans ses privilèges que dans ceux de la Noblesse. Malheureusement, parmi celle-ci, une minorité seulement était disposée à l'accepter; le Tiers-Etat le savait, et ce fut une des causes de malheur.

Les Etats-Généraux n'avaient pas été convoqués depuis 1614. Comme le fait remarquer un grave historien (1), cette longue interruption, pendant laquelle on n'avait pas voulu consulter la nation, avait pu paraître à Louis XIV une politique fort habile; en réalité « c'avait été un grand malheur. Dans l'espace de cent-soixante-quinze ans, bien des choses auraient pu se modifier insensiblement, l'une après l'autre, sans secousse pour le royaume : accumulées pendant une si longue période, leur changement brusque et simultané sera inévitablement une révolution terrible. »

Mais continuons de citer notre document :

« Les communautés, en général, disait-il, regorgent de l'abondance. Ils (*sic*) jouissent de biens considérables; ils ne savent à quoi employer leur argent. Souvent, cependant, pour jeter un masque devant les yeux du public et cacher leur abondance, ils simulent d'emprunter de l'argent. Ne serait-ce pas un bien pour tout le royaume que Sa Majesté s'emparât des biens de la majeure partie des communautés, en leur faisant une pension et un sort honnêtes ? »

Que les communautés fussent riches, relativement au petit nombre de sujets qu'elles comptaient en 1789, on ne saurait le contester. Mais c'est ici qu'apparaît dans toute son injustice l'abus de la commende. Au lieu de laisser les moines employer leur superflu en œuvres de religion et de charité, et, au besoin, de s'adresser au Souverain Pontife pour procurer ce résultat, le gouvernement mettait à la tête des abbayes des hommes, clercs ou laïcs, voire même des femmes du monde, dont toute la fonction consistait à en dépenser les revenus. Ces abbés ou abbesses

(1) L'abbé Rohrbacher. *Hist. univ. de l'Eglise catholique*, tome XI, page 518.

commendataires ne laissaient aux religieux ou aux religieuses que ce qui leur était nécessaire pour vivre. Ils gardaient le reste pour eux, et souvent même négligeaient d'entretenir les bâtiments, ce qui obligeait parfois les moines à emprunter de l'argent, pour suppléer à la négligence de leur supérieur séculier, risque à plaider ensuite avec lui, pour l'obliger à payer.

C'est ainsi que les moines de Lonlay avaient réellement *douze mille livres de dettes*, tandis que leur abbé commendataire prenait pour lui seul plus de vingt mille livres du revenu annuel de l'abbaye et menait grand train dans la capitale (1).

« En fait de charité, dit M. Taine, les moines qui résident et sont témoins de la misère publique restent fidèles à l'esprit de leur institut. » Dans les temps calamiteux, pour être à même de donner davantage, « ils ajoutent à la rigueur de leurs abstinences. »

Aussi, observe le même auteur, quand éclatent les violences révolutionnaires, le peuple prend la défense des religieux qui sont gouvernés selon le droit canonique, les appelant « les pères des pauvres, » déclarant que « leur suppression serait un malheur irréparable, » (2) tandis qu'il éclate en plaintes amères contre ceux des monastères qui sont aux mains des commendataires.

Ajoutons que la commende ne pouvait que favoriser le relâchement dans la discipline des communautés, et contribuer à leur faire perdre l'esprit religieux, partant, l'esprit de charité.

Il y avait donc naïveté ou hypocrisie à demander que l'Etat s'emparât des biens des ordres religieux, puisque l'immixtion du pouvoir civil, dans l'administration de ces biens, était déjà la cause première des abus dont on se plaignait.

Le vrai moyen de remédier à un mal trop réel n'était pas de s'emparer du bien d'autrui, en violant de plus en plus les droits de l'Eglise, mais plutôt de respecter et faire respecter par tous, moines et séculiers, clercs et laïcs, les intentions pieuses et cha-

(1) *Essai sur le Tiers-Etat Rural* par le R. P. Bernier.

(2) Taine, *Ancien régime*, page 42-45. « Quand, à la fin de 1789, il s'agit de les supprimer, je rencontre en leur faveur nombre de réclamations, écrites par des officiers municipaux, par des notables, par une foule d'habitants, artisans, paysans, et ces colonnes de signatures rustiques sont vraiment éloquentes. »

ritables des fondateurs et bienfaiteurs d'abbayes, intentions reconnues et confirmées par les lois canoniques et les décrets du Saint-Siège. Là où les religieux étaient réduits à un nombre dérisoire, on aurait pu transférer une partie de leurs biens à des œuvres similaires. Mais tout cela ne pouvait se faire que par l'intervention et l'autorité du Pape.

Les choses n'allèrent pas ainsi. La droite raison est généralement mise de côté dans les révolutions. Ce sont des crises aiguës, des maladies violentes, qui tuent les uns et purifient les autres. La persécution organisée, il y a un siècle, contre le clergé et les ordres religieux, ne les tua pas ; dans les desseins miséricordieux de la Providence, elle devait avoir et elle eut pour effet de les purifier et de les renouveler. Les œuvres admirables détruites en ces jours de vertige ont été reconstruites plus belles qu'avant, grâce à des sacrifices faits pour Dieu. C'est ainsi que la société chrétienne expie ses fautes et continue de vivre. C'est l'histoire de l'Eglise dans le passé, ce sera son histoire de demain.

Mais poursuivons le récit de la Révolution à Passais, et, pour plus de clarté, divisons-le en trois périodes : 1° avant la Terreur ; 2° sous la Terreur ; 3° après la Terreur.

1° AVANT LA TERREUR

L'an 1790 s'ouvrit par l'élection du Conseil général de la commune (1), composé d'un maire, d'un procureur de la commune, de cinq officiers municipaux et de douze notables :

Le procureur de la commune remplissait près le conseil municipal des fonctions analogues à celles d'un procureur de la République près le tribunal de première instance. Il n'avait pas dans le conseil voix délibérative. Mais il était chargé de défendre les intérêts et de poursuivre les affaires de la commune. Comme il avait l'initiative des mesures à prendre, sauf à les faire adopter par le conseil, c'était lui plus que le maire qui administrait la commune. Il s'appela successivement procureur de la commune, agent national, agent municipal.

(1) C'est ainsi qu'on appelait le conseil municipal.

Les opérations du scrutin, commencées le dimanche 7 février, après vêpres, se prolongèrent jusqu'au jeudi inclusivement. En ce temps-là, le scrutin n'était pas ouvert toute la journée comme il l'est aujourd'hui. On appelait les électeurs au son de la cloche, et, quand ils paraissaient en nombre suffisant, on faisait l'appel, et chacun s'avancait avec son bulletin, à l'appel de son nom. Les assemblées communales se tenaient, comme nous l'avons dit plus haut, dans le cimetière, autour d'une grosse pierre. Mais en hiver, ou quand il pleuvait, on se réfugiait dans l'église, faute d'un autre appartement assez grand, et cette fâcheuse coutume donna lieu souvent à des scènes indignes du saint lieu.

Donc, le dimanche 7 février, il se présenta 200 électeurs, qui n'eurent que le temps de constituer le bureau : l'honneur de le présider fut donné au curé.

Le lundi, il ne vint que 48 électeurs, qui attendirent vainement les autres. A midi ils décidèrent d'aller dîner, après avoir déclaré les élections remises à huitaine.

Mais le mardi matin, jour de marché, il s'en trouva 108, qui résolurent de voter, après avoir déclaré nulle la décision prise la veille ; et par 70 voix fut proclamé maire J.-B Ramard du Bourg, marchand, partisan des idées nouvelles. Après dîner, Siméon-Julien Chatellier fut nommé procureur par 91 bulletins sur 100.

Le mercredi n'amena que 54 citoyens, qui élurent pourtant cinq officiers municipaux, savoir : Louis-Constant Germont de la Guérinière, François Vaidis, Michel Chesnel, de la Verrerie, Nicolas Sallé du Plant, et Louis-François Dufresne. Germont eut l'unanimité des voix, les autres une trentaine chacun.

Enfin les douze notables furent choisis le jeudi, mais il était temps que cela finît : le collège électoral ne comptait plus que 42 intrépides.

Le principal personnage du conseil ainsi constitué était sans contredit Siméon-Julien Chatellier, du Pont-Hesnard. Il avait alors quarante-quatre ans et avait rempli précédemment les fonctions de syndic municipal. Connaissant à fond les coutumes de Normandie, il rendait de fréquents services aux paysans qui venaient le consulter, et on le considérait comme le plus capable de gérer les affaires de la commune ; c'est pour cela qu'il fut élu procureur.

Ami du paradoxe, admirant et méprisant tout à la fois les

habiletés des sophistes, il se plaisait dans la discussion, et avait pour principe qu'avec de l'adresse et de l'audace on peut prouver tout ce qu'on veut (1). Son enthousiasme pour la Révolution naissante, son respect exagéré de la légalité, le gallicanisme, qui régnait chez tous les légistes, le firent tomber dans le schisme. Plus tard, quand il eut reconnu les tendances tyranniques, impies et homicides de la Révolution, il employa tout ce qu'il avait d'intelligence et de ruse pour épargner à ses concitoyens les massacres et le pillage.

Procureur de la commune, et avec cela ayant un frère parmi les prêtres non assermentés, plus tard un fils parmi les chouans, il crut longtemps prudent de s'afficher comme révolutionnaire, pour se mettre à l'abri, lui, sa famille, ses biens et ses administrés. Mais si ses paroles et ses actes ne furent pas toujours dignes d'approbation, il ne fit jamais rien de criminel, et ses intentions furent au-dessus de tout soupçon.

D'ailleurs la bourgeoisie de Passais était en général révolutionnaire ; elle avait confiance dans ce mouvement politique, accueillit avec enthousiasme la Déclaration des Droits de l'Homme, et admirait l'Assemblée Constituante, la prenant pour un aréopage de sages, qui allaient régénérer l'humanité.

Le dimanche 14 février, après l'Evangile de la grand-messe, les nouveaux élus vinrent, à l'appel du curé, prêter le serment « de maintenir la constitution du royaume, d'être fidèles à la nation, à la loi et au roy et de bien remplir leurs fonctions. »

Ce serment fut renouvelé le 14 juillet de la même année. Nous reproduisons le procès-verbal rédigé en cette circonstance, et deux autres actes, dont l'un est un réquisitoire du procureur de la commune, l'autre une délibération signée seulement du maire et d'un officier municipal. Ces trois documents suffiront à faire connaître le nouveau conseil, et les idées qui régnaient dans cette assemblée.

« L'an 1790, le 14 de juillet, en conséquence de la convocation

(1) Un soir qu'il se chauffait avec un de ses amis, Dutertre Dauverné, il venait d'émettre ce fameux paradoxe, contre lequel protestait son interlocuteur. « Si je voulais, s'écria Chatellier, je te prouverais que ce qui est dans l'âtre n'est pas du feu. » Il allait commencer sa démonstration ; mais Dauverné, doué d'une force musculaire supérieure, le saisit à bras-le-corps, et lui déclara qu'il allait le mettre sur les charbons. Siméon-Julien s'avoua vaincu par cet argument *ad hominem*.

faite dimanche dernier, au prône de la grand'maisse (*sic*), et pour remplir les vœux des décrets de l'auguste assemblée nationale, dans l'église paroissiale se sont assemblés les maire, officiers municipaux, procureur de la commune, greffier de la municipalité et autres bons citoyens de la paroisse de Passais, sur environ onze heures du matin, lesquels ont assisté à une messe solennelle dite et célébrée par M. le curé de la dite paroisse, chantée et répondue par MM. Lemaréchal et Courteille, ses vicaires, et par M. Dutertre, prêtre de droit de cette paroisse, et vicaire à Saint-Mars-sur-la-Futaie, pendant laquelle M. le maire a serré pour les pauvres de la paroisse, et après laquelle et au coup de midy frappant (1) heure à laquelle le nom des Français s'est régénéré et à laquelle les Français ont reconquis leur liberté, le serment civique, sur les représentations et exhortations du procureur de la commune, a été presté 1° par le maire, 2° par les officiers municipaux, le procureur de la commune, les sieurs ecclésiastiques et tous les bons citoyens présents, et aussitôt le *Te Deum* a été chanté de voix unanime et fraternelle, et ensuite tous se sont assemblés dans un lieu où il y avait un banquet préparé *ad hoc*, et auquel tous les bons citoyens ont été invités et se sont trouvés pour prouver de cœur et d'esprit et par tous actes les plus sensibles leur adhésion la plus formelle aux décrets de notre dite auguste assemblée nationale, et le tout s'est passé avec la plus grande union, la confraternité la plus édifiante et avec un témoignage d'amour et de respect pour le maintien de la constitution et de fidélité à la nation, à la loy et au roy. » (Suivent les signatures des membres du clergé, de la municipalité, etc.)

24 juin 1790. « Messieurs, vous venez de prendre lecture sur le bureau d'une requête que vous a présentée la demoiselle Jeanne-Elisabeth Baudet, tendante à l'admettre à faire, concurremment avec la demoiselle Le Templier, les petites écoles de votre paroisse. De tous les avantages que l'on puisse procurer à la jeunesse, l'avantage d'une bonne éducation est sans doute le plus précieux. Il est surtout bien intéressant de veiller à l'état

(1) Ce détail donne à entendre qu'il y avait alors une horloge dans le clocher, c'est sans doute celle qui, entièrement usée, fut supprimée vers le milieu de ce siècle.

des personnes que la nature destine pour être nos épouses. Elever nos familles et donner à la jeunesse une éducation salubre, qui lui convient, amener le germe heureux d'une prospérité, au nombre de laquelle on puisse compter des citoyens qui servent la patrie, c'est atteindre le but que vous donnent à atteindre les Etas-généraux.

« Si j'en jugeais d'après les connaissances particulières que la relation publique m'a données de ses mœurs et de sa conduite, la demoiselle Baudet est digne de votre confiance. Mais je pourrais être abusé par mes connaissances. Vous êtes plus clairvoyants et plus éclairés que moi. Vous verrez d'une manière plus analogue au bien du général que moi. J'aurai seulement l'honneur de vous observer qu'en admettant la demoiselle Baudet, vous vous conformerez d'abord à l'usage, vous remplirez les vœux du fondateur et des décrets de l'auguste assemblée. En second lieu, il tient essentiellement au bien de la commune que l'éducation des filles d'une paroisse aussi nombreuse ne soit pas confiée à un seul et même individu (1), et que l'intérêt et la surveillance de deux personnes, dont les principes et les mœurs sont également purs, produiront d'une manière bien plus efficace l'objet et la fin qui seront toujours la base de vos décisions. »

Un réquisitoire si éloquent et si pathétique méritait d'être couronné d'un plein succès et le fut en effet.

31 août 1790.

« Nous, officiers municipaux de la Conception-en-Passais, assemblés aujourd'hui, 31 août 1790, pour faciliter la vente du pain, conformément à un règlement de police de la ville de Domfront, après avoir requis les boulangers de la paroisse de Passais de se conformer à ce règlement, après avoir fait toutes les représentations dictées par l'humanité et la bienfaisance, nous avons trouvé dans un de ces boulangers, officier municipal, sans égard pour son titre, sans égard pour l'humanité, toute la dureté imaginable. Il n'a pas craint, entre autres propos, de dire hautement, au conspect du public, qu'il fallait laisser crever les

(1) On aurait tort de conclure de ce mot qu'il n'y avait d'ordinaire qu'une maîtresse d'école à Passais. Nous avons vu au contraire plus haut qu'il y en avait deux habituellement.

bougres de faim, pour lesquels les officiers municipaux sollicitent du pain. Une pareille conduite est attentatoire au bon ordre, à la tranquillité publique. Elle peut avoir la suite la plus dangereuse, elle ne peut être trop réprimée. Pourquoi nous, susdits dénommés, dirigés par l'intérêt public, et devant par état veiller au respect dû à toutes les municipalités, sans lequel elles tomberaient nécessairement dans le mépris et l'humiliation, nous avons arrêté que le sieur....., boulanger et officier municipal, et sous le second aspect infiniment plus coupable, sera tenu de faire des excuses à ses collègues outragés, de boulanger, de cuire et de vendre du pain au prix fixé par le dernier règlement de police, à peine de répondre de tous tumultes et séditions populaires, qui pourraient résulter de sa désobéissance et de l'inexécution du dit règlement, sous toutes les réserves de la municipalité de poursuivre ses offenses personnelles, là, où et quand il appartiendra. » (1)

(Signé : RAMARD, maire ; DUFRESNE, officier municip.

Le 4 janvier 1791, on nomma un premier juge de paix à Passais : ce fut Alexandre-Pierre Barrabé, précédemment contrôleur des actes.

Cependant l'enthousiasme des représentants de la commune ne tarda pas à baisser. La première cause de trouble fut la *Constitution civile du clergé*.

Sous ce titre, le 12 juillet 1790, l'Assemblée constituante avait fait un décret contraire à la constitution que l'Eglise a reçue de Jésus-Christ. Elle changea le territoire des évêchés, ce qui ne pouvait se faire que par l'autorité du Souverain Pontife ; elle ordonna que désormais les évêques et les curés seraient élus par les citoyens, au scrutin, comme les députés ou les maires ; que les évêques ainsi nommés ne recevraient plus leurs pouvoirs du Pape. C'était César se mettant à la place de saint Pierre. C'était le schisme.

On ordonna à tous les membres du clergé de prêter serment à

(1) On ne dit pas que ces poursuites aient eu lieu. Mais une autre fois, un aubergiste fut condamné à quatre heures de prison et un franc d'amende pour avoir dit : « les municipaux sont des s..... mâtins, qui ne valent pas que le diable les emporte. » On voit que le conseil veillait à faire respecter sa dignité.

cette constitution schismatique, sous peine d'être dépouillés et chassés de leurs églises.

Mais prêter ce serment, c'était renoncer à faire partie du troupeau de Jésus-Christ, confié à saint Pierre et à ses successeurs.

Malgré l'esprit gallican d'alors, l'immense majorité du clergé de France repoussa avec indignation l'apostasie qu'on voulait lui imposer, et préféra la persécution, l'exil, la mort. Les uns refusèrent tout serment ; les autres, voulant aller jusqu'au bout des concessions possibles, jurèrent avec des restrictions, qui excluaient ce que la dite constitution avait de contraire à la religion catholique : c'est à ce dernier parti que s'arrêtèrent le curé de la Conception et ses vicaires.

La chose eut lieu le 6 février 1791, en présence du conseil municipal et du peuple, assemblés pour la grand'messe.

M. Le Bossé prêta le serment dans la forme suivante : « Je jure de veiller avec soin sur le troupeau qui m'a été confié, d'être fidèle à la nation, à la loi et au roi, et de maintenir de tout mon pouvoir, *dans tout ce qui concerne l'ordre civil et politique*, la Constitution décrétée par l'Assemblée nationale et sanctionnée par le roi. »

En exceptant formellement ce qui était d'ordre religieux, le curé de Passais repoussait nettement le schisme et restait fidèle à sa conscience.

Ses vicaires refusèrent aussi le schisme, mais crurent habile d'employer la formule ambiguë que voici : « Je jure de remplir avec soin et exactitude les devoirs de mon état, d'être fidèle à la nation, à la loi et au roi, et de maintenir de tout mon pouvoir *la Constitution civile et politique* décrétée par l'Assemblée nationale et acceptée par le roi. » Cette petite ruse peu brave ne leur servit d'ailleurs de rien. Le gouvernement comprit qu'ils voulaient rester catholiques, et il leur fit l'honneur de les traiter comme leur curé.

Le 22 mai, le maire et le procureur de la commune se rendirent au presbytère, avant la grand'messe. Ils étaient porteurs d'une soi-disant lettre pastorale du sieur Fessier, qu'on venait d'installer évêque schismatique de l'Orne. Ces messieurs invitèrent le curé à donner lecture de cette lettre au prône. M. Le Bossé la refusa, en déclarant qu'il ne connaissait pas d'autre évêque que Mgr de Jouffroy-Gaussens, évêque du Mans.

A cette résistance digne et énergique, le pouvoir civil répondit en envoyant à Passais un curé constitutionnel, c'est-à-dire schismatique, depuis un an prêtre et vicaire à Saint-Fraimbault. Il se présenta le 9 juin devant la municipalité, « s'empressant, disait-il, de répondre au choix qu'avait fait de sa personne l'assemblée électorale de Domfront. »

Deux jours après, le curé légitime se voyait dans la nécessité d'abandonner son église et son presbytère. On ne sait où allèrent ses vicaires, expulsés eux aussi. Quant à lui, il trouva asile chez ceux de ses paroissiens qui étaient restés fidèles. Le curé intrus prit pour vicaire un prêtre ordonné par un évêque schismatique, sans doute par le fameux Talleyrand de Périgord.

Parmi les prêtres nés à Passais, nous sommes heureux de signaler ceux dont la paroisse a droit de s'honorer.

Gabriel-Pierre Chatellier, né en 1744, frère du procureur de la commune, était curé de Hardanges (Mayenne). Arrêté pour sa fidélité à l'Eglise romaine, il fut interné aux Cordeliers, à Laval; mais le 8 septembre 1792, il obtint un passe-port pour l'Angleterre et se refugia à Londres. Après la Révolution, il retourna dans sa paroisse et y mourut en 1809.

L'abbé François Garnier, né en 1761, était fils du sieur de Létéurrierie. Il avait deux frères chirurgiens - médecins, MM. Garnier-Hélizière et Garnier-Létéurrierie, qui exercèrent successivement à Passais les fonctions de juge de paix, dans le courant de ce siècle.

D'abord professeur au collège du Mans, puis vicaire à Fougerolles (Mayenne), il refusa le serment schismatique, et revint chez sa mère, M^{me} veuve Garnier, au bourg de Passais. Il y demeura dix-huit mois, et « ne manifesta, dit le conseil municipal, que des sentiments pacifiques. »

Mais cette réputation d'homme inoffensif ne suffisant pas à le mettre en sûreté, il se refugia en Angleterre : il fut alors dépouillé de ses biens, par la loi de confiscation qui frappait les émigrés. D'un caractère timide, il tomba malade de chagrin. Les lettres pleines de mélancolie qu'il adressait à sa famille (1), exprimaient le plus vif désir et l'espoir de revenir dans sa patrie.

(1) Ces lettres nous ont été communiquées par M. l'abbé Deséchalliers, curé du Chatellier, petit-neveu de M. Garnier.

Mais toujours retenu par la maladie ou la crainte que la persécution ne recommençât, il n'osa jamais repasser la mer. Il mourut à Londres, à la fin de 1808, après dix-huit années de souffrances et de résignation chrétienne. Moins hardi que beaucoup d'autres, il n'en eut que plus de mérite à rester fidèle.

L'abbé Louis Germont de la Guérinière, ancien vicaire de M^e Nicolas Ramard, était prieur des Chaires, quand éclata la Révolution. Demeuré ferme dans le devoir, il fut arrêté et condamné à la déportation. Il mourut sans avoir revu son pays.

Abraham Courteille, curé de Mantilly, prêta d'abord le serment par faiblesse ou par ignorance. Mais, ayant reconnu son tort, il se rétracta et, par son courage à supporter la persécution, il fit oublier sa première faute. La paix faite, il rouvrit son église, et il est mort au milieu de ses paroissiens.

Michel Baudet, autre prêtre de Passais, prêta aussi le serment et fut curé constitutionnel de Théligny, près de la Ferté-Bernard (Sarthe). Mais, sous la Terreur, il refusa de consommer son apostasie, et retracts son serment schismatique. En 1797, il fut pris et condamné à la déportation. Il fit plusieurs mois de détention à l'île d'Oléron. En 1803, il devint curé de Juvignysous-Andaines, où il mourut en 1824.

M. Legallois, vicaire-général, faisait de ce prêtre le portrait suivant, en 1806 : « Exilé à Oléron, à cause de sa rétractation et de son zèle pour la religion, pieux, instruit, zélé, doux, patient, d'une saine morale, n'ayant pas le talent de la chaire et s'expliquant avec difficulté ; le courage avec lequel il a supporté les avanies et le dédain de ses malheureux paroissiens, annonce une grande fermeté et un caractère fort. Il ne les a pas corrigés sans doute ; mais du moins il les a dégoûtés d'être inutilement si méchants. »

Il y avait encore quatre autres prêtres originaires de la paroisse de Passais. Mais ceux-là, vaincus par la peur, allèrent jusqu'au bout dans le chemin de l'ignominie, et renièrent leur sacerdoce. Cependant aucun ne commit le sacrilège de se marier et ils se convertirent, à différentes époques, du moins ceux qui en eurent le temps. Laissons leurs noms dormir dans la poussière des archives.

Les institutrices furent également sommées de prêter le serment. Elisabeth Baudet se soumit. Françoise Le Templier refusa de reconnaître le curé intrus et quitta l'école.

Le 17 septembre 1791, le conseil, ayant appris que le roi avait accepté la Constitution, délibéra de faire publier la nouvelle à tous les carrefours du bourg, de faire carillonner à midi et le soir, « avec tout le respect dû à la loi et au roi. » On demanda au curé constitutionnel de faire chanter un *Te Deum* « en action de grâces de la confirmation de la régénération française. » Enfin on décida de faire une procession, à laquelle serait invitée la garde nationale. Ces manifestations promettaient d'être d'autant plus solennelles que le lendemain était la fête de Saint-Mathieu et l'assemblée paroissiale. Mais, comme on craignait des troubles, l'autorité municipale crut devoir doubler la garde nationale, et la retraite fut sonnée à 9 h. 1/2.

Le 11 mars 1792, le curé intrus célébra une messe « pour renouveler les serments de concordats et d'union » en présence des délégués des diverses municipalités du canton. Il s'y fit « les exhortations les plus frappantes pour le maintien de la Constitution, les actes les plus sensibles d'union, et ensuite on alla dîner. »

Le soir, « à l'imitation du Champ-de-Mars, » on recommença les mêmes sensibilités, rendues plus ardentes par la quantité de poiré absorbée, et les assistants s'engagèrent « à répandre jusqu'à la dernière goutte de leur sang, de vivre libres ou de mourir. »

A partir de ce moment, le clergé constitutionnel et les autres fonctionnaires publics prêtèrent indifféremment tous les serments que les assemblées voulurent leur demander. Une fois il parut, à peu de jours de distance, deux formules, qui se modifiaient l'une l'autre. Elles furent prononcées le même dimanche à la suite l'une de l'autre. On ne pouvait y mettre plus de bonne volonté.

Le 2 novembre 1792, le curé constitutionnel remit à la municipalité les registres de l'église, dont les plus anciens remontent à 1615.

Pendant ce temps, M. Le Bossé prenait le chemin de l'exil. Le 1^{er} août, le procureur du district de Domfront avait fait au directoire de ce district une motion, où il représentait les prêtres réfractaires, c'est-à-dire fidèles à Dieu, comme disposés à massacrer les femmes et les enfants des patriotes, pendant que ceux-ci combattaient à la frontière, contre l'ennemi extérieur. Il concluait en demandant l'arrestation de tous ces prêtres.

Si absurde que fût le motif invoqué, la conclusion n'en fut pas moins adoptée, et on décréta que tous les prêtres insermentés du district seraient mis en état d'arrestation et enfermés au collège de Domfront, transformé en prison. De ce nombre fut M. Julien Le Bossé, curé de la Conception. Le 7 septembre, il fut, avec treize autres prêtres, dirigé sur Jersey, par une escorte que commandait le sieur Letourneur Vannerie, et arriva en Angleterre.

Cette même année 1792, de nouvelles élections municipales avaient eu lieu. Siméon-Julien Chatellier fut maintenu dans ses fonctions de procureur. Mais J.-B. Ramard cessa d'être maire. Il eut pour successeur son fils, François-Hector Ramard Dominel, âgé de vingt-neuf ans.

Ces élections ne furent pas brillantes, les électeurs ayant manifesté une indifférence de plus en plus grande pour le droit de suffrage.

(A Suivre).

L. BOISSEY.

Curé de Beauchêne.

ST-EVROULT-NOTRE-DAME-DU-BOIS

DE 1789 JUSQU'A NOS JOURS

(Suite).

§ II. — En vertu de la *Constitution civile du clergé*, les évêques et les curés élus étaient obligés de prêter serment de fidélité à la nation, à la loi, au roi et à la *Constitution* elle-même.

Cette *Constitution* organisait légalement le schisme en France ; elle était faite pour amener une immense perturbation religieuse dans notre pays, elle l'amena.

La grande majorité du clergé refusa le serment de fidélité à la *Constitution civile* et Mirabeau lui-même fut forcé de lui rendre hommage. En parlant des prêtres fidèles à leurs devoirs, il disait : nous avons leur argent, mais ils ont conservé leur honneur.

Hélas ! malheureusement, le clergé de Notre-Dame-du-Bois ne sut pas se montrer à la hauteur de ses obligations : *il ne conserva pas son honneur !*

Les officiers municipaux nous feront connaître les ecclésiastiques appelés à la tête de la paroisse pendant la tourmente révolutionnaire ; ils nous montreront la conduite de leurs prêtres pendant cette époque si agitée ; ils nous apprendront ce qu'ils firent pour eux ; enfin ils nous diront que les registres de l'état civil et les titres de rentes de la fabrique et de la confrérie de la *Charité* furent enlevés au clergé pour être remis au pouvoir civil.

1° Nous avons dit que Pierre Pitard fut curé de Notre-Dame-du-Bois de 1770 à 1794, et Nicolas Lebeuf vicaire de 1780 à 1792. Le 7 mars 1791, celui-ci se présentait devant les officiers municipaux et demandait à continuer l'exercice des fonctions vicariales et à les cumuler avec celles de chapelain de la *Charité* comme il le faisait précédemment.

Le 26 mars 1792, le « sieur Louis-Georges Lemarchand, cidevant religieux bénédictin de la congrégation de Saint-Maur, de la communauté de Saint-Evroult » était « vicaire dudit lieu », puisque c'est en cette qualité que, à la même date, il prêtait serment de fidélité à la *Constitution civile du clergé*.

Le 6 mai 1795, Louis-Georges Lemarchand fut nommé curé de Saint-Evroult (1); il fut remplacé le 21 décembre 1803 par M. l'abbé Jacques-François David qui eut lui-même pour successeur, en 1805, le 25 novembre, M. l'abbé Gabriel-Hippolyte Aumouette, ancien curé de Saint-Pierre-de-Séez.

2° L'Assemblée nationale mit tous les prêtres employés au saint ministère dans la dure nécessité de céder leurs bénéfices à des apostats, ou de prêter eux-mêmes serment de maintenir l'odieuse *Constitution civile du clergé*. On lit, en effet, dans un décret, publié le 26 décembre 1790 et sanctionné par le roi :

« Dans la huitaine, à dater de cette publication, tous les évêques et curés jureront solennellement, s'ils ne l'ont pas encore fait, de veiller avec soin sur les fidèles des diocèses et cures qui leur sont confiés, d'être fidèles à la nation, à la loi et au roi, de maintenir de tout leur pouvoir la Constitution décrétée par l'Assemblée nationale et acceptée par le roi.

« A défaut de prêter le serment ci-dessus prescrit dans le délai déterminé, lesdits évêques, ci-devant archevêques, et les curés seront réputés avoir renoncé à leurs offices et il sera pourvu à leur remplacement..... Seront punis comme perturbateurs du repos public tous les évêques, curés et autres fonctionnaires publics ecclésiastiques qui n'auront pas fait dans les huit jours le serment de maintenir la *Constitution civile du clergé*, et qui continueraient les fonctions attachées à leurs titres. »

L'œuvre d'iniquité va se consommer, la persécution va se déchaîner contre la sainte Eglise de Dieu.

Dans ces tristes circonstances, Mgr d'Argentré publie un mandement vraiment apostolique, où il conjure ses prêtres et ses diocésains de rester fermement attachés à la foi catholique.

(1) « Aujourd'hui, seize prairial, l'an trois de la République française une et indivisible..... La majeure partie des habitants s'est réunie pour faire l'élection d'un prêtre, de laquelle il est résulté que la majorité des suffrages à l'unanimité s'est réunie en faveur du citoyen Lemarchand, ex-vicaire de cette commune. »

(a). Quels motifs firent agir les prêtres de la paroisse de Notre-Dame-du-Bois ? Nous voulons croire qu'en faisant l'acte de soumission qui leur était demandé par le pouvoir civil, quelques-uns du moins étaient persuadés « qu'un acte de *soumission aux lois de son pays n'emporte pas l'approbation de toutes ces lois, mais le simple engagement de ne pas travailler à les renverser par des actes extérieurs et publics* (1). » Toujours est-il qu'ils ne suivirent pas les enseignements et l'exemple de leur évêque !

Voici les procès-verbaux qui le prouvent :

Le premier est daté du 16 janvier 1791.

« Nous, curé et vicaire de cette paroisse, au pied des autels dont nous avons l'honneur d'être les ministres, devant le tabernacle du Dieu des armées que nous invoquons, et que nous prenons à témoin de la sincérité du serment que nous allons professer ;

« Jurons accepter de tout notre cœur et vouer la plus sincère obéissance à la Loi concernant la constitution civile du clergé, revêtue de la sanction royale, la regardant comme l'expression de la volonté générale et loi de l'état ; nous nous obligeons à vous donner l'exemple de la soumission qui lui est due, ainsi qu'à tous les décrets sanctionnés par le Roi. Nous nous faisons un devoir de regarder comme fonction importante de notre ministère de vous en prêcher l'observance, de les défendre et les maintenir par nos prières, nos exhortations, nos instructions, comme nous avons fait jusqu'à ce jour. Nous jurons aussi d'être constamment fidèles à la nation, à la loi et au roi, que nous aimons, respectons ; de remplir avec exactitude et zèle les fonctions de notre état, de maintenir de tout notre pouvoir la Constitution décrétée par l'Assemblée nationale, acceptée par le roi : tels sont les sentiments dans lesquels nous voulons vivre et mourir, et que nous allons volontiers confirmer de notre souscription afin que la mémoire en soit perpétuellement conservée sur vos registres ;

« En foi de quoi nous avons dressé le présent procès-verbal en ladite Eglise, que lesdits sieurs curé et vicaire ont signé avec

(1) *Les Martyrs de la Révolution dans le diocèse de Séez*, par M. l'abbé J.-B.-N. Blin. Typog. des Célestins, Bar-le-Duc, 1876. t. I. p. LXXII.

nous, après lecture faite, et en l'assistance de notre greffier, ce jour et an que dessus,

« Pitard, curé de Notre-Dame-du-Bois ; Lebeuf, vicaire ; Noë, maire ; Lamperrière, secrétaire. »

Suivent d'autres signatures.

Le 26 mars 1792, L.-G. Lemarchand « cidevant religieux Bénédictin de la congrégation de Saint-Maur, de la communauté de Saint-Evrout, prêtre, nommé vicaire dudit lieu », fait le serment de fidélité à la *Constitution civile du clergé* « en présence de la commune et des fidèles, avant la grand'messe, duquel serment la teneur suit,

« Je jure d'être constamment fidèle à la loi, à la nation et au roi et de maintenir de tout mon pouvoir la constitution civile du clergé et de veiller avec exactitude sur la partie des fidèles qui me sera confiée.

« Duquel serment nous avons accordé acte audit sieur Lemarchand, après avoir rédigé le présent procès-verbal en l'Eglise dudit lieu de Saint-Evrout, lecture faite, ce que ledit sieur Lemarchand a signé avec nous, »

L.-G. Lemarchand, vicaire ; Pitard, curé ; Le Bas, maire ; Noë ; Lamperrière, secrétaire.

Suivent d'autres signatures.

Au mois de septembre 1792, tous les prêtres du bourg et paroisse de Saint-Evrout avaient prêté serment de fidélité à la *Constitution civile du Clergé*, comme le prouve l'extrait suivant :

« Nous, maire et officiers municipaux du bourg et paroisse de St-Evrout, certifions à tous qu'il appartiendra qu'il n'existe dans notre commune aucuns prêtres refractaires et qu'il n'en existe non plus qui se soient retractés de leur serment.

« A St-Evrout, le huit septembre 1792. »

Suivent les signatures.

De nouveau, « le 7 octobre 1792, les s^{rs} Pierre Pitard, curé, et L.-G. Lemarchand, vicaire, prêtent à haute et intelligible voix le serment prescrit par la loi, en ces termes :

« Je jure d'être fidèle à la nation et de maintenir la liberté et l'égalité ou de mourir en les défendant. »

Le 6 brumaire an IV (28 octobre 1795), L.-G. Lemarchand « fait une déclaration dans les termes suivants :

« Je reconnais que l'universalité des citoyens français est le souverain, et je promets soumission et obéissance aux lois de la République. »

(b) Le curé de Notre-Dame-du-Bois ne se contente pas de faire, et de renouveler à plusieurs reprises, le serment que lui imposait le Gouvernement, il va jusqu'à renoncer à l'état ecclésiastique.

C'est ainsi que « le onze germinal an II (31 mars 1794), il se présente en la chambre ordinaire des séances et remet entre les mains du maire et des officiers municipaux cinq pièces d'écriture imprimées, qui sont les lettres d'ordres depuis la tonsure jusqu'à la pretrise, déclarant renoncer par le présent à toutes fonctions curiales et ecclésiastiques. »

Suivent les signatures.

(c) La conduite de l'ex-curé de Notre-Dame-du-Bois eut pour résultat d'encourager les prêtres assermentés à aller plus loin dans le mal, car deux prêtres de la paroisse suivirent bientôt son exemple et renoncèrent aux fonctions sacerdotales. L'un est Victor Fleury qui vient de quitter Saint-Evroutl ; l'autre est L.-G. Lemarchand, vicaire, qui a soustrait à la fureur des révolutionnaires les nombreuses et précieuses reliques et les magnifiques châsses que possède l'église de Saint-Evroutl-Notre-Dame. Mais celui-ci se fit un devoir de donner les raisons de sa conduite en alléguant qu'il ne prétendait pas faire acte d'un prosélytisme quelconque, mais qu'il cherchait seulement à échapper aux violences que pourraient exercer contre lui des têtes exaltées.

« Le 17 germinal an II (6 avril 1794), le citoyen Michel-Victor-Dominique Fleury, prêtre demeurant à Saint-Evroutl déclare renoncer à toutes fonctions ecclésiastiques, pourquoi il remet à la municipalité de St-Evroutl ses lettres de pretrise, au nombre de quatre. » — « Le 18 floréal an II (7 mai 1794), le citoyen L.-G. Lemarchand s'est présenté à la maison commune et a déclaré abdiquer le vicariat de cette commune. . . . et a représenté ledit citoyen que s'il en agissait ainsi ce n'était ni par athéisme, ni par irréligion, ni pour subvertir l'esprit public, ou corrompre les mœurs. . . mais pour se premunir contre les

violences et insultes de la part de certaines têtes exaltées, qui poussées par un zèle outré pourraient se porter à des excès. »

Suivent les signatures.

3° (a). Cependant le Directoire du département de l'Orne n'abandonnait pas à lui-même le curé constitutionnel : il lui concédait un logement dans les bâtiments de l'abbaye.

« Le directoire du département de l'Orne... arrête que provisoirement, jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné... il soit délivré par un commissaire à ce nommé par le directoire du district de Laigle un logement convenable dans les bâtiments de la cidevant abbaye pour le sieur curé... L'estimation de la valeur dudit logement sera faite par un expert nommé *ad hoc* par le directoire du district à l'effet d'établir ce qui pourra être dû aux fermiers desdits bâtiments pour indemnité de ladite habitation, et qu'au surplus il sera nommé par le directoire du district de Laigle un ou deux experts à l'effet de constater l'état actuel du presbytère de Notre-Dame-du-Bois pour, sur l'avis ultérieur du district, être ensuite statué définitivement par le département.

« Fait et arrêté au directoire le huit juin 1791,

« Signé : Leveneur, de Chandebois et Desmares, président. »

Dans une réunion tenue le 27 germinal an XI (18 avril 1803), le maire et le conseil général de la commune votent une somme de douze cents francs « pour subvenir aux besoins pressants de ladite commune », en particulier « pour le logement du ministre du culte. »

« L'an douze de la République française, le quinzième jour de fructidor (2 septembre 1804), les membres du conseil municipal et adjoint de la commune... demandent, pour subvenir au logement du desservant, qu'il leur soit alloué une somme, par un arrêté du gouvernement, à prendre au marc le franc sur les impositions de ladite commune de Saint-Evroult-Notre-Dame-du-Bois, ».

« L'an treize, le vingtième jour de ventôse (11 mars 1805), les maire et membres composant le conseil général de la commune de Saint-Evroult-Notre-Dame-du-Bois... arrêtent qu'il sera fourni à M. le desservant une somme de cent cinquante francs pour et aux fins par lui choisir un logement tant pour lui que pour son vicaire, où bon lui semblera. »

« L'an mil huit cent-douze, le quinze mai, le conseil municipal de la commune de Saint-Evroutl-Notre-Dame-du-Bois..... prend l'engagement de pourvoir au logement de Monsieur le desservant si les revenus de la fabrique sont insuffisants. »

(b). L'Eglise devait les biens ecclésiastiques, en grande partie aux donations faites par les évêques, les clercs et les moines, par les particuliers, les princes et les rois ; elle les devait aux travaux des membres du clergé, surtout aux ordres religieux qui défrichèrent les terres incultes, bâtirent des monastères, des hospices, des églises, etc..... Les autres biens de l'église avaient été acquis par des contrats légitimes faits sous la protection des lois. Tous ces titres justes et sacrés furent foulés aux pieds par les révolutionnaires. Le 28 octobre 1789, l'Assemblée nationale portait ce décret trop célèbre qui indigna les cœurs honnêtes : « Tous les biens ecclésiastiques sont à la disposition de la nation. » Par là même les révolutionnaires ébranlaient les fondements de la société qui repose sur le droit de propriété ; car quand on touche à une propriété quelconque, légalement acquise, sans une équitable et préalable indemnité, aucune possession particulière n'est plus en sûreté. « En soumettant à la discussion la légitimité des biens ecclésiastiques, dit M. Louis Blanc lui-même, l'Assemblée nationale, sans le savoir, appelait le peuple à discuter l'inviolabilité des biens laïques, elle ouvrait des abîmes dont elle n'apercevait pas les profondeurs. Le résultat fut double et contradictoire : beaucoup de propriétaires s'enrichirent, mais le droit de propriété exclusive resta profondément ébranlé (1). »

Le concordat, signé à Paris le 15 juillet 1801 et publié le 8 avril 1802, portait « que le gouvernement assurerait un traitement convenable aux évêques et aux curés. » Ce traitement convenable, dit Mgr Parisis, ne doit pas être regardé comme une faveur, bien moins comme un salaire, mais comme une très faible indemnité des biens qui avaient été ravés à l'Eglise, et dont l'Etat possédait une grande partie.

Les officiers municipaux de Saint-Evroutl-Notre-Dame-du-Bois comprirent que le traitement fixé par le gouvernement était insuffisant, et, dans différentes circonstances, ils votèrent un

(1) Cours d'histoire ecclésiastique, par M. l'abbé Rivaux, Tom. III, p. 293.

supplément de traitement à leur curé et à leur vicaire. C'est ainsi que le dix prairial an XI (30 mai 1803) ils accordèrent à leur desservant une somme de trois cent cinquante francs et au vicaire une somme de deux cents francs (1).

Le 27 ventôse an XIII (18 mars 1805), cette somme fut portée à trois cents francs pour le vicaire (2).

Le 7 thermidor an XIII (26 juillet 1805) le conseil accorda deux-cents francs au desservant et quatre-cents francs au vicaire. . . . « Laquelle somme de deux-cents francs est à partir du premier vendémiaire dernier.

« Celle de quatre-cents francs pour tenir lieu de traitement du vicaire qu'il sera donné à la commune par M. l'évêque à partir de son entrée dans la commune.

« Lesquelles sommes seront payées annuellement et réparties en centimes additionnelles au marc le franc des contributions personnelles et mobilières, et sur la contribution foncière sur tous les biens imposés dans la commune sans exception quelconque, vu l'impossibilité d'y satisfaire autrement et qu'il n'y a aucuns revenus dans ladite commune ni aucun commerce pour y en établir ; »

4° (a) Le 31 octobre 1792, Pierre Pitard avait été chargé par les officiers municipaux de tenir les registres des naissances, mariages et décès, mais cette charge lui ayant été enlevée un an plus tard, il dut remettre entre les mains des administrateurs civils tous les registres qu'il possédait (3).

(1) « L'an onze de la République, le dix prairial, en conséquence de l'arrêté du préfet du département de l'Orne, en date du cinq floréal dernier, portant convocation des conseils municipaux pour délibérer sur l'occupation du traitement à accorder aux curés, desservant et vicaire, le Conseil municipal est d'avis d'accorder 1° au desservant une somme de trois cent cinquante francs ; 2° au vicaire une somme de deux cents francs. »

(2) « L'an treize, le vingtième jour de ventose, il a été arrêté par le Conseil municipal qu'il est nécessaire d'un vicaire pour l'utilité de la commune ; en conséquence il a été arrêté que le traitement du vicaire est fixé à trois cents francs. »

(3) « Aujourd'hui, vingt-sept brumaire de la seconde année de la République française, une et indivisible, s'est présenté au lieu ordinaire où se tiennent les séances de la municipalité, le citoyen Pierre Pitard, lequel nous a déposé en ce greffe tous les registres des naissances, mariages et décès qui avaient été remis en ses mains par ses prédécesseurs ainsi que les registres de l'année courante, les lois et decrets relatifs à la tenue des dits registres dont il était dépositaire en qualité d'officier public, fonction

La Révolution obligea le clergé à remettre également au pouvoir civil les titres et actes relatifs aux rentes des fabriques et des confréries. La remise de ces pièces fut faite à Saint-Evroutt le 17 messidor an III (5 juillet 1795) (1).

CHAPITRE III. — LES FÊTES RELIGIEUSES

§ I. — Non contents de guillotiner et de massacrer les prêtres ou de les envoyer en exil, les démagogues de 1793 allèrent jusqu'à décréter l'anéantissement du christianisme : la religion catholique fut abolie et remplacée par le culte de la Raison. « On vit alors, dit le P. Lacordaire, sur le maître-autel de Notre-Dame, à la place du Dieu vivant et trois fois saint, une vile et infâme créature. »

Pour le nouveau culte on avait préparé un calendrier nouveau. L'ère de l'Incarnation cessa d'être en usage ; on data du 21 septembre, jour de la fondation de la République. Les mois furent nommés conformément à la température et aux travaux des champs ; chaque mois fut divisé en trois parties égales appelées *décades* ; le repos du dimanche fut aboli et transféré au *décadi* ; c'était le nom du dernier jour de chaque décade ; les noms des saints furent remplacés par ceux des animaux, des plantes et des instruments utiles dont l'usage est plus particulièrement approprié à chaque saison.

Mais le culte de la Raison fut bientôt abandonné, et, sur une motion de Robespierre, la Convention déclara qu'elle « reconnaissait l'Être suprême et l'immortalité de l'âme. »

Après les scènes horribles auxquelles la Convention avait pris part dans l'église de Notre-Dame et qui avaient été célébrées en

dont il fait présentement sa démission, conformément aux lois et à l'injonction qui lui a été faite par l'administration du district de Laigle, arrêté lesdits jour et an, après lecture. »

(1) « L'an trois de la République française, une et indivisible, le dix-septième jour de messidor, nous, maire et officiers municipaux, nommons, pour la commodité du public, le citoyen Noë, ci-devant maire, et le citoyen Lemarchand, commissaires pour délivrer sous récépissé les titres et actes qui restent encore en dépôt au coffre de l'église de cette commune et qui sont relatifs aux rentes de la ci-devant fabrique et confréries ; arrêté les dits jour et an ; lecture faite. »

l'honneur de la déesse Raison, c'était obtenir beaucoup que de la décider à sortir de l'athéisme. Robespierre, qui présidait la Convention, remplit à cette occasion le rôle de pontife.

Les provinces imitèrent la capitale, et le laïcisme l'emporta partout dans les fêtes qui furent alors célébrées. Nous en jurerons par ce qui se passa à Saint-Evrout.

§ II. — Le dimanche 15 mai 1791, les habitants de Saint-Evrout se réunirent dans l'église de l'abbaye pour former et organiser la garde nationale. A cette occasion, ils assistèrent à une fête religieuse, et, après la prestation du serment patriotique, un *Te Deum* fut chanté en actions de grâce (1).

Le dimanche 26 juin, nouvelle solennité religieuse pour le renouvellement du serment patriotique (2).

(1) « L'an mil sept cent quatre-vingt-onze, le dimanche quinzième jour de mai, devant nous maire et officiers municipaux du bourg de St-Evrout paroisse de Notre-Dame-du-Bois ce sont assemblés cejourd'hui pour la formation et organisation de ladite garde nationale, en l'église de la ci-devant abbaye de St-Evrout, en présence du S^r Pierre Pitard curé de ladite paroisse de Notre-Dame-du-Bois, qui a fait la benediction du drapeau et ensuite la remis et déposé entre les mains de Monsieur Jacques-François Froger colonel commandant ladite garde ; après quoi, le dit S^r colonel et citoyens ont assisté à la procession et Messe solennelle et aux Vêpres, d'après quoi ce sont assemblés dans la nef de ladite église tant en présence des S^{rs} officiers de ladite garde Nationale que fusilliers, qui sont au nombre, savoir, l'état major au nombre de dix-neuf, et cent quatorze fusilliers, et la étant devant nous officiers municipaux devant nommés, la formule du serment a été prononcée par le maire, Monsieur Froger colonel, d'être fidele a la nation, à la loi et au Roi, de maintenir de tout son pouvoir la Constitution du royaume décrétée par l'Assemblée nationale, sanctionnée par le Roi et de défendre la Patrie autant qu'il lui sera possible, et de ne jamais abandonner son drapeau, et a prononcé, je le jure.

« La formule a été prononcée, tant par les autres officiers et soldats de ladite garde nationale qui ont prêté le même serment, ensuite a été chanté le *Te Deum* en action de grace, et après toutes les ceremonies decemment observées ce sont retirés lesdits S^r commandant, officiers, soldats et citoyens en général comme bons et vrays patriottes, avec dessence et honneteté, dont et de tout ce que dessus, nous avons fait et arrêté le present procès-verbal. »

(2) « L'an mil sept cent quatre-vingt-onze, le dimanche vingt-six^e jour de juin, devant nous maire et officiers municipaux du bourg et paroisse de St-Evrout d'après l'adresse a nous envoyée par MM. les membres du département de l'Orne ainsi que de MM. les membres du Directoire du district de Laigle en datte du vingt-deux du courant, nous dits officiers, avec Messieurs le commandant, major, officiers et fusilliers de la garde nationale du même lieu assemblés en corps, nous nous sommes assemblés en l'église du dit lieu de St-Evrout pour assister au service divin. Après les vêpres, nous

Le 10 frimaire an III (30 novembre 1794), une fête est célébrée à l'occasion de la revue du bataillon d'Évroult passée par le citoyen Jamot de Heugon, Chef de Légion (1). Puis ce sont les fêtes de la souveraineté du peuple (2), du 14 juillet et de la concorde, de la paix continentale, de la fondation de la République, de Napoléon premier consul, et de Napoléon Empereur. Toutes ces fêtes se passent « avec toute l'honnêteté et la decence analogue aux circonstances. »

La fête du 15 août 1812 en l'honneur de l'Empereur Napoléon, eut un éclat inaccoutumé.

« L'an mil huit cent douze, le dimanche seizième jour du mois d'août, la fête d'hier, si chere aux français a été célébrée dans cette commune, avec toute la pompe qu'a pu permettre notre localité, le Maire de Saint-Evroult soussigné, ayant fait connaitre dès la veille à ses administrés, la fête de notre auguste et immortel, le grand Napoléon, le plus grand des Empereurs de tout l'univers ; au soleil couchant, l'air retentissait du son des cloches, le quinze au matin, cette brillante journée fut annoncée, à soleil levant par une salve de mousqueterie, notre adjoint, le Conseil municipal, plusieurs anciens militaires furent invités de la fête, tous se rendirent dans le meilleur ordre au temple, pour

rétirés dans la nef de l'église, a été fait lecture par M. le Maire de laditte adresse, en présence des dits corps et du publiq, pour et en fait de renouveler leur serment patriotique, la formule ayant été prononcée par le maire, telle quelle est dans la dite adresse ; ont tous prêtè serment les uns après les autres, en prononçant je le jure, et se sont retirés en paix avec acclamations de joix comme bons et vrays citoyens, ce que nous certifions véritable. »

(1) « L'an troisieme de la republique francaise une et indivisible le dix de frimaire, s'est presenté devant nous maire et officiers municipaux, le citoyen Jamot de Heugon chef de legion qui nous a invités de descendre au temple dédié à l'Etre suprême, pour être presens à la revue qu'il devait passer du bataillon d'Évroult et nous a demandé acte, ce que nous lui avons accordé les jour, mois et an que dessus. »

(2) « L'an sept de la Republique Francaise, une et indivisible, le trente ventose, jour de la fête de la souveraineté du peuple, sur les dix heures du matin, accompagnés de la garde nationale sous les armes, drapeau déployé et assistés des assesseurs fonctionnaires publics et pensionnaires de l'état, nous nous sommes rendus dans le temple Decadaire, où nous avons donné lecture de la proclamation du directoire executif sur les assemblées primaires,... après avoir exhorté nos concitoyens ayant droit de voter de se transporter à l'assemblée primaire, nous nous sommes rendus au pied de l'arbre de la Liberté, où nous avons entonné nos chants patriotiques, et terminé la fête par les cris : Vive la Republique.

« LEDARD, agent. »

de concert avec Monsieur notre desservant, prier Dieu pour la conservation de l'auguste régénérateur de notre patrie, lecture fut donnée du mémorial de Monsieur le préfet, en date du 1^{er} août présent mois. A trois heures après midi toutes les autorités, deux detachements de la garde nationale, et tous nos administrés, se rendirent de nouveau au temple, où il fut chanté un *Te Deum* en actions de grâces pour le plus grand héros de tous les siècles passés, et même aux futurs, et à la sortie du temple, on entendait de tous cotés des cris de vive Napoléon, jusqu'aux petits enfants qui prirent part à la fête, la journée se termina par une salve de mousqueterie, vu quoi nous en avons dressé le présent procès verbal, lequel sera envoyé à M^r le Sous-Prefet. En mairie, le dit jour et an. »

« DUPONT, Maire. »

D'après le procès-verbal du Maire qui fut envoyé au Sous-Prefet d'Argentan, il est visible que le peuple sentait le besoin d'exprimer sa reconnaissance « au grand et immortel Napoléon, l'auguste Régénérateur de la Patrie, le plus grand des héros de tous les siècles passés et même futurs! »

§ III. Dans certaines contrées, il s'est conservé un vieil usage : celui d'allumer des feux de joie à la veille de certaines solennités ; cet usage, qui avait une origine religieuse, était très répandu avant la Révolution. Un procès-verbal du 5 messidor an VII (23 Juin 1799), nous apprend qu'on supprima ces réjouissances populaires à Saint-Évroult :

« Nous, soussigné, agent municipal de la commune de Saint-Evroult avons affiché deffense de faire les feux dits St-Jean et St-Pierre, avons en outre réquis le citoyen Souchey, capitaine de la 1^{re} compagnie de la dite commune, de convoquer pour monter la garde toutes nuits, à commencer de ce soir, et jusqu'à nouvel ordre, huit hommes et un officier ; la dite garde montra tous les soirs à huit heures et descendra à huit heures du matin. »

« LEDARD, agent. »

(A suivre).

H.-G. CHENU,

Curé de Saint-Évroult-Notre-Dame.

HISTOIRE DE LA PAROISSE

DE NOTRE-DAME-DE-BARVILLE

(Suite).

9° SACRISTIE PROPREMENT DITE

Ce que j'ai dit du clocher, il y a un instant, je dois le dire encore de la sacristie : elle ne fut construite que longtemps après l'église. Peut-être les ornements reposaient-ils dans des meubles placés derrière, ou de chaque côté du Maître-Autel. L'église n'étant dans le principe, on s'en souvient, que la chapelle des seigneurs de Barville, cette supposition n'est pas du tout invraisemblable.

Ce qui la rend encore probable, c'est que les comptes de la fabrique mentionnent, pendant longtemps, toutes les réparations faites aux diverses parties de l'édifice sacré : le chancel, la nef, le chœur, le clocher depuis 1534, et qu'il n'y est pas question *une seule fois* de la sacristie. Mais à partir de 1688, il n'en est plus ainsi : ils parlent souvent des travaux, modifications, améliorations qui y sont exécutés. C'est donc en 1688, qu'elle fut construite du sol au faite.

10° MODIFICATIONS A L'ÉGLISE

Notre église, n'étant dans le principe qu'une chapelle, a dû nécessairement subir des modifications dans le cours des siècles.

La première, que je constate en 1509, vient de la présence de *deux cloches* suspendues, comme en beaucoup d'endroits, sous un abri provisoire ; car il est bien permis de penser qu'on avait commencé par une seule cloche, puisqu'on s'en est toujours contenté depuis la Révolution.

La seconde est la construction d'un clocher en 1534, et cela de la base au sommet.

La troisième est l'installation, en 1702, d'un Maître-Autel de nouvelle forme, qui ne fut complet qu'en 1777.

La quatrième est la construction, en 1762, de la chapelle St-Athanase, au Midi.

La cinquième est, en 1845, la démolition du chapître et, à sa place, le prolongement des murs de l'église, pour une somme de 1.670 fr. ; en 1846, la substitution de colonnes en fonte aux poutres en bois qui soutenaient le clocher ; et en 1847, la démolition de la sacristie des Frères de Charité.

La sixième est l'ouverture de deux fenêtres dans le mur Nord en 1845, et de deux autres dans le mur Sud en 1847, pour une somme totale de 540 fr. La date d'ouverture des quatre autres fenêtres de l'église, n'étant pas marquée sur le registre, ne m'est pas connue ; mais je sais qu'elle est à peu près du même temps.

La septième est en 1851 la construction de la chapelle Nord, à laquelle on joignit avec raison une sacristie pour la Confrérie de Charité.

Les Marguilliers votèrent 500 fr. en 1859, pour remplacer par un neuf le lambris de l'église, qui tombait de vétusté. Mais, les fonds de la fabrique ayant été employés à la refonte de la cloche, c'est M. Charles de Blavette qui en fit les frais en 1866.

La voûte de l'église avait été peinte, et ses murs blanchis en 1825, pour une somme de 95 fr. Néanmoins cette voûte, 40 ans après, se trouvant complètement détériorée, M. Ch. de Blavette la fit refaire en 1866. Surtout, il fit disparaître en même temps les poutres disgracieuses qui reliaient entre elles les murailles, et les fit remplacer par des *tirants* en fer qui ne masquent plus l'autel. Enfin, il mit la dernière main à son œuvre de restauration, en faisant peindre l'église tout entière par Anquetin de Séz.

En 1853, Ovide Lévesque plaça dans le sanctuaire une boiserie de 2 mètres de haut, moyennant 75 fr. Il cacha ainsi une belle piscine géminée qui, heureusement, a été remise au jour en 1895. On a mis au-devant une porte qui permet de la voir et d'en faire usage.

La même année, ai-je déjà dit, Sandrin ôta les grilles qui entouraient le chœur, et en mit une partie pour servir d'appui à la table de communion.

Finalement, ainsi qu'en fait foi une inscription en chiffres placés à l'extérieur, on refit en 1865 le pignon est de l'église qui menaçait ruine; et on remplaça par une *gloire* la croix grecque, qui couronnait l'autel et avait été brisée par accident.

Il y a eu encore plusieurs autres modifications; mais, comme elles sont de moindre importance, j'ometts à dessein de les rappeler ici.

11° CIMETIÈRE

Autrefois, beaucoup de personnes se faisaient enterrer dans l'église de Barville. « La sépulture dans les églises, dit un Concile de Rouen tenu en 1583, ne peut être accordée indistinctement à chaque mort. Cette faveur sera réservée aux grands Dignitaires de l'Église et de l'État, aux nobles et aux personnes qui se sont distinguées par leurs vertus et par les services rendus à l'Église. Les autres fidèles seront inhumés dans le cimetière... » Alors, on établit les cimetières autour des églises. Ils occupaient un espace plus ou moins étendu, et circonscrit par des murs ou par des galeries couvertes. C'est dans ces galeries qu'au Moyen-Age on construisait un *charnier*, où l'on exposait les crânes et les autres ossements exhumés. L'usage d'enterrer les morts dans les églises prit fin en 1777, en vertu d'une ordonnance royale (Surv. 294). Cependant, il fut prohibé de nouveau par un décret du 13 prairial an XII, ainsi conçu: « Aucune inhumation n'aura lieu dans les églises, temples, synagogues, hôpitaux, chapelles publiques, et généralement dans aucun des édifices clos et fermés où les Citoyens se réunissent pour la célébration de leurs cultes, ni dans l'enceinte des villes et des bourgs. Toutefois, le chef de l'État permet l'inhumation dans les églises, quand une circonstance extraordinaire, ou le rang des défunts réclame cette exception.

Il y aura hors de chacune des villes et bourgs, à la distance de 35 à 40 mètres au moins de leur enceinte, des terrains spécialement consacrés à l'inhumation des morts. Ils seront clos de murs de deux mètres au moins d'élévation. » (Code Cath. 408).

C'est une tradition bien conservée, dans la paroisse, que notre cimetière touchait l'église et se trouvait où est maintenant le jardin potager de la *Cour de Barville*. Au fait, en y creusant les fondations du pressoir, vers 1875, on trouva d'assez nombreux ossements humains.

Quoi qu'il en soit, il y a longtemps qu'il a été transféré de ce lieu, à une distance d'environ 100 mètres, comme le prouve la dépense suivante : « En 1540, pour avoir fait ôter les pierres de l'église et du *jardin* de Monsieur, payé 12 deniers. »

Il s'agit ici des débris de pierre laissés par le maçon, qui avait refait la maçonnerie auprès de la *vitre* des fonts. A cette époque, le terrain situé près de l'église n'était donc plus un cimetière, mais simplement un jardin.

D'un autre côté, le Lieutenant général de Bellême, ordonna le 8 février 1582, que ceux de la religion prétendue réformée enterreraient leurs morts dans un lotereau de terre, contigu au cimetière de Barville, appartenant à François Martin, qui l'avait ainsi demandé. (Domaine de Blav., p. 114). Or, il y a quelques années le fermier de La Gastine, en creusant dans le champ au-dessous du cimetière, y trouva beaucoup d'ossements humains. C'étaient évidemment ceux des huguenots dont le cimetière, devenu inutile depuis longtemps, avait été réuni à la dite ferme.

Autrefois aussi, comme partout ailleurs, beaucoup de personnes de Barville se faisaient inhumer dans l'église. De 1642 à 1764, je n'en ai pas compté moins de 242.

Cela dit, passons de suite à ce qui concerne la tenue actuelle de notre cimetière. Le 28 février 1840, le conseil municipal autorisa M. Chantepie Jean-Louis, de la Herdangère, à planter une haie sur l'avenue allant de l'église au cimetière, du côté de sa maison nouvellement bâtie et le pré Louche : le tout appartenant au dit Chantepie par acquêt de M. Chazel Théodore, propriétaire à Bellême et héritier de M. Marin Broust, son beau-père. Le Conseil lui interdisait en même temps de laisser la haie, ou les arbres, dépasser cinq pieds de haut.

En 1863, le conseil municipal fit faire un nouveau bornage entre le cimetière et la propriété du sieur Chantepie.

Le 10 novembre 1867, M. Charles Clément de Blavette propose au Conseil de faire enclore, à ses frais, le cimetière de murs, à condition que la commune : 1° lui cédera gratuitement et à perpétuité, auprès de la sépulture de M^{me} de Blavette, sa mère, un terrain long de 6 mètres et large de 2^m40 ; 2° lui abandonnera la propriété des arbres et haies environnant actuellement le cimetière ; 3° lui donnera la portion de terrain servant d'avenue au ci-

metière, terrain qui pourra être aliéné par suite du changement de l'entrée. L'avenue partait de la maison Chantepie, et longeait la route actuelle. La grande épine qui est maintenant à gauche de la route, en venant de l'église, était à droite de l'avenue.

Le proposant estime le mur à la somme de	2.300 fr.
Et les choses réclamées en échange à.	940

D'où, pour la commune, un boni de 1.360 fr.

Le Conseil, enchanté de la proposition, l'accepta avec empressement et reconnaissance.

Par malheur pour M. de Blavette, les maçons ayant mis du mauvais sable, le mur tomba l'hiver qui suivit sa construction. M. de Blavette ne se découragea pas : il fit recommencer le travail dans de meilleures conditions, et cette fois avec un plein succès.

Dans le devis de M. de Blavette, la grille en fer qui est à l'entrée du cimetière, est cotée 450 fr. La grande croix en pierre qui est au milieu, ne fut placée qu'en 1879, et la fabrique donna 200 fr. pour contribuer à son acquisition.

CHAPITRE IV

I. MOBILIER DE L'ÉGLISE

Vers le XII^e siècle seulement, on introduisit dans les églises des *stalles et des bancs* (les chaises et les prie-Dieu ne sont venus que plus tard) pour les simples prêtres et pour les fidèles. De nos jours encore, il n'y en a pas pour ces derniers dans les églises d'Italie et d'Espagne. Auparavant, l'évêque seul avait un trône élevé de 3 degrés ; les archiprêtres étaient sur des esca-beaux ; les simples prêtres se tenaient debout ou appuyés sur des espèces de bâtons appelés « *miséricordes* », qui avaient la forme des sièges de stalles quand ils sont levés ; et les fidèles, sauf les vieillards et les malades, pour qui il y avait aussi des *miséricordes* le long des murs, restaient invariablement debout ou à genoux (Liturg., 1^{re} Part., p. 17).

Depuis 1500, *c'est en 1565* qu'il est question de banc dans l'église de Barville, et de cette manière : « Pour une serrure mise

au *banc à dossier* (banc d'œuvre sans doute) étant en l'église, 4 sols. » Nous trouvons en 1719 cette autre dépense: « Pour avoir fait refaire les pieds des bancs de l'église, 1 l. 10 s. »

C'est en 1711 qu'il est, pour la première fois, question de paiement de *banc* dans l'église; et de 1711 à 1738, Anne des Pottris, veuve de François Martin, paie seule la *fieffe* du sien 25 sols par an.

Le 10 juin 1737, un autre banc est *fieffé* à François Gohory pour la même rente. Par acte passé devant Mullard notaire royal, le 19 juin 1737, la fabrique accorde à François Avrilleux, aussi pour 25 sols de rente foncière annuelle une place dans la nef, où il pourra mettre un banc long de 4 pieds et large de 3, et se faire enterrer dans la suite.

En 1739, la veuve Léonard Lubin paie de même la *fieffe* de son banc 25 sols. Enfin, il y avait 7 locataires de bancs en 1740; 11 en 1790; 28 en 1804; et 29 en 1898.

L'église de Barville ayant, pendant la Révolution, servi de grange à François Groisier, meunier de Barville et Blavette, les bancs qui la meublaient se trouvèrent nécessairement fort dégradés, lors du rétablissement du culte en France. Il est probable (il ne pouvait en être autrement, chacun fournissant le sien) que les anciens bancs n'étaient pas uniformes, car les Marguilliers réunis en Conseil le 22 avril 1804, considérant :

1° Que par la vente et aliénation des biens et rentes ci-devant attachés à la fabrique, l'église se trouve privée de tout revenu ;

2° Que le meilleur moyen d'assurer à l'église un revenu stable est de la garnir de bancs *uniformes*
décident à l'unanimité que Pierre Tizon, trésorier, sera autorisé, sur sa demande, à faire l'avance de ces bancs. Toutefois, il n'en prend l'engagement qu'à deux conditions :

1° Que les adjudicataires paieront d'avance le prix annuel de leur adjudication, et

2° Que l'église ne jouira du revenu de ces bancs, qu'après l'acquit intégral de son débours. Ce qui est accepté sans peine.

En conséquence, Pierre Tizon fit placer 28 bancs neufs et uniformes, qui coûtèrent 360 fr. Ils furent loués le 8 septembre 1804 pour 262 l. 13 s. D'où, avec l'excellent système de paiement à l'avance, Pierre Tizon rentra dans ses fonds un an après la dépense faite.

En 1845, la fabrique paya 232 fr. 53 pour 13 bancs nouveaux et réparations aux anciens. En 1866, on remplaça tous ces bancs par 28 autres, dus à la générosité de M. Charles-Henri Clément de Blavette. Ce digne châtelain, disons-le en passant, fut un bienfaiteur insigne de notre église et de la commune. Pendant sa longue carrière de 84 ans, on l'a vu et on le verra encore, il a toujours donné sans compter à l'une et à l'autre.

En 1565, nous trouvons mentionnée cette dépense : Pour la *fontaine des fonts* et un calice d'étain, 3 l. 10 s. En 1569, payé à Pierre Brière maréchal et à Guille Gohory menuisier, pour ferrure, bois et façon du *couvercle des fonts*, et pour réparer la *croce* du sacraire et la chapelle de bois (le dais) servant à porter le T.-S. Sacrement le jour de la Fête-Dieu, 48 s. 6 d. En 1845, acquisition de fonts baptismaux et d'un bénitier en marbre noir, pour 175 fr. Un autre bénitier de même forme et de même matière, acheté en 1894, coûta 14 fr. 70. Le premier fut placé à la grande porte, et le second à la porte de la chapelle Nord.

La première *chaire* dont il soit fait mention dans les registres, fut faite en 1740 par Jean Chauvin, menuisier au Mesle. Elle fut repeinte en 1821 par le sieur Pissot, avec le Christ placé en face, pour 32 fr. Elle a été remplacée en 1867 par une autre, œuvre de Blottière et neveux, du Mans. Transférée en 1887, du milieu au haut de la nef, elle a été vernie et dorée en 1896 par Chardon, peintre au Mesle, pour une somme de 60 fr. Le Christ placé en face fut de même remplacé en 1867 par un autre, venu de chez Moynet, statuaire à Vendœuvre (*Aube*), qui coûta 179 fr.

En 1512, on trouve sur le compte du trésorier :

Pour le contrepoids au chandelier de devant le crucifix . . . 12 d.
En 1513, pour changer et renouveler le plat de devant le
crucifix 15 s.
En 1514, pour les poulliots à pendre le chandelier devant
le crucifix. 4 d.

Ce plat et ce chandelier à contre-poids ne semblent-ils pas indiquer que les fidèles, par des offrandes volontaires, entretenaient des lumières devant ce crucifix ?

En 1762 Chaplain, menuisier, place dans le chœur 6 *stalles*.

En 1852, ces stalles furent remplacées par 8 autres, dûes à Ovide Lévesque, menuisier au Carre, en St-Julien.

En 1700, achat de bois, afin de faire un *Confessionnal*.

En 1853, un nouveau *Confessionnal* fut fait par Mercier, menuisier au Mesle.

En 1859, M^{me} Gibert et quelques personnes charitables donnèrent un *Chemin de Croix*. Vers 1868 Ulysse Souplet, de Paris, peignit le *Chemin de Croix* actuel. Il est très beau, et dû à la générosité de M. Charles de Blavette.

En 1729, Léonard Lubin reçut de la fabrique, pour le *biard* et la *selle* sur laquelle on pose les corps des défunts aux enterrements, 6 l.

II. TABLEAUX

Nous trouvons sur le compte du trésorier, en 1509, la dépense suivante : « Pour le payement de quatre ymages, pour la dite église, c'est à sçavoir : ung crucifix et ses deulx tesmoins, et celui de sainte Margarith, 10 frans. » — Comme on le pense bien, ces images ont depuis longtemps disparu ; mais, sauf celle de St-Jean l'un des témoins de J.-C. en Croix, elles ont été remplacées par des statues.

Il y a, au-dessus des portes de la sacristie, 2 tableaux de grandeur presque naturelle, peints au palais du Louvre, en 1857 et 1858, par M^{me} Léontine Clément de Blavette sous la direction de Ulysse Souplet. Ce sont, du côté de l'épître, St Roch ; et, du côté de l'Évangile, St Gilles. Ils sont fort bien réussis.

Un peu au-dessous, dans le Sanctuaire, se trouvent 2 vitraux contenant 2 personnages de taille naturelle : du côté de l'Épître, St Léon ; et, du côté de l'Évangile, St Charles Borromée. Ils sont dûs au pinceau de M. Le Dien, d'Argentan, et furent payés en 1867 par M. Ch. Clément de Blavette. Ils sont également bien réussis.

En 1878, achat pour 15 fr. de deux petits tableaux, dont l'un représente le Sacré-Cœur de Jésus, et l'autre le Saint Cœur de Marie. Ils font suite, dans le sanctuaire, aux vitraux sus-indiqués.

Dans la chapelle St-Athanase, située au côté sud, se trouve un magnifique cadre doré, haut de 1^m14 et large de 0^m80, contenant un beau Christ en peinture, toutefois sans nom d'auteur.

Dans la chapelle du Sacré-Cœur, située en face, est une grande toile formant rétable, qui représente deux cœurs unis, avec deux anges en contemplation, surmontés par le père éternel.

Enfin on voit dans la même chapelle, en face de l'autel, un tableau haut de 4 pieds 1/2 et large de 5, représentant la scène d'Emmaüs. Il n'a pas de nom d'auteur ; et M. Rontard, marchand d'antiquités, en estimait le cadre, en bois sculpté et doré, plus que la toile.

III. STATUES

Au frontispice du maître-autel se trouve le buste du Père éternel, tenant dans sa main gauche le globe terrestre, et étendant la droite pour bénir.

Au milieu du rétable est placée la statue de la vierge-mère, portant sur son bras l'Enfant-Jésus. Ces deux statues sont d'un beau modèle et bien décorées.

Dans la chapelle Sud, on voit la statue de St Athanase patron de l'autel et du fondateur, M^e Athanase-Alexandre Clément de Boissy, et celle de Ste Claire, patronne de M^{me} Paul Clément de Blavette. Ces statues, bien convenables, ont été décorées en 1896 pour 50 fr., par Chardon, peintre au Mesle-sur-Sarthe.

Dans la chapelle Nord se trouvent : la statue de St Sébastien, patron de la Confrérie de Charité ; celle de Ste Marguerite qui, avec la précédente, coûta en 1867, port compris, 106 fr. ; et celle du Sacré-Cœur, parfaitement décorée et faite sur le modèle de celle de Montmartre, dont M. Charles Clément de Blavette nous fit don en 1890.

Au milieu de la nef, du côté de l'épître, on voit St Joseph portant l'Enfant-Jésus, et, en face, Ste Barbe. Ces statues très bien décorées coûtent, avec console et pinacle : la première, 230 fr. en 1887 ; et la seconde, 220 en 1896.

Au-dessus de la grande porte, à l'intérieur, se trouve une Immaculée-Conception, autrefois achetée par M^{me} Alexandre-Jacques-Marie Clément de Blavette, conservée au château et portée à certaines fêtes en procession, sur un brancard décoré.

On voit enfin sur la cheminée de la grande salle, au presbytère, une petite statue du Sacré-Cœur qui, en 1889, coûta 30 fr. Bien que du même modèle et du même marchand, M. Verrebout, elle a la physionomie bien plus belle que celle de l'église.

Je ne dis rien de deux vieilles statues en bois peint, mises au réduit, l'une représentant un Diacre et l'autre St-Sébastien.

IV. VASES SACRÉS

Les anciens auteurs prétendent que le calice, dont Notre-Seigneur se servit à la Cène, avait la forme de nos calices actuels et était en argent.

Dans les premiers temps, on se servit de calices de bois, de pierre, de corne, de verre, d'étain, puis d'or et d'argent. Maintenant, il faut que les calices soient en or ou en argent ; ou du moins, si le pied est en cuivre, que la coupe soit en argent, et dorée à l'intérieur (Liturg. 1^{re} Part. p. 47).

En 1898, nous possédons :

1 *Baiser de Paix.*

2 *Bénitiers* argentés.

2 *Calices*, dont l'un à coupe d'argent et pied en cuivre, et l'autre en argent doré avec émaux.

L'usage d'exposer la sainte hostie remonte à l'an 1552, époque où un Concile de Cologne ordonna de faire cette exposition seulement une fois par an, le jour de la Fête-Dieu. On fait cette exposition au moyen de l'ostensoir.

On a appelé ce vase sacré « Tabernacle portatif », parce qu'on le porte dans les processions ; « soleil », parce que les rayons dont il est environné le font ressembler à l'astre du jour ; « montre » ou « monstrance », parce qu'il servait à montrer la sainte Hostie aux Chrétiens. D'abord, c'était une petite boîte posée sur un piédestal, entourée de rayons et surmontée d'une croix ; mais bientôt on sentit le besoin de l'élever davantage, Notre Seigneur étant le Très-Haut : *Tu solus altissimus* (Régnaud, IV, 753).

Il convient, dit Régnaud, que les ostensoirs soient en or ou en argent pour les églises riches ; et en airain ou en étain doré ou argenté, pour les églises pauvres. Seule, la lunule (ou croissant) doit être en or ou argent doré.

Puisque l'exposition du Saint-Sacrement fut ordonnée en 1552, il est à présumer que l'acquisition du *soleil* de Barville eut lieu dans les années suivantes. Mais les comptes de fabrique faisant défaut de 1542 à 1565, on ne peut savoir d'une manière précise ni quand ni pour combien.

CHAPITRE V.

I. CLOCHES

C'est en 1542 que les registres de la fabrique, commençant en 1500, nous font assister pour la première fois à l'acquisition de deux cloches. Toutefois, il y en avait deux dans notre paroisse dès 1509, puisque cette année-là on paya, pour la façon des cordes des cloches, 2 sols 1 denier. Ces cloches furent changées onze fois : en 1542, 1565, 1573, 1583, 1708, 1724, 1729, 1731, 1740, 1830 et 1859. L'une d'elles disparut dans la tourmente révolutionnaire. Le 23 juillet 1793, la Convention nationale avait décrété qu'il ne resterait qu'une cloche par commune, et que le surplus servirait à fabriquer des canons pour la défense de la Patrie. Toutefois, chose singulière ! ni aucun registre, ni aucune tradition ne rappelle l'enlèvement de cette cloche.

La cloche de 1859, pesant 726 livres avec les fontaines, fut nommée Claire-Henriette-Clémentine par M. Charles-Henri Clément de Blavette et M^{me} Claire-Marie, née Martine de Fontaine, épouse de M. Paul Clément de Blavette, conseiller d'arrondissement et maire de cette commune, et bénite par M. Goment, curé de Pervençhères, en présence de M. Paul Clément de Blavette, de M^{lle} Léontine Clément de Blavette, de M. Coru, curé de Saint-Julien et de M. Lemaître, son vicaire, de M. Lecamus, curé de Saint-Quentin, de M. Royer, curé de Blèves, de M. Douesneau, curé de Roullée, de M. Gourdel, curé de Barville, de M. Bourdin, prêtre, et autres qui n'ont pas signé.

On a eu beau changer plusieurs fois le rouet de cette cloche, on n'est jamais parvenu à la faire bien sonner. C'est d'autant plus regrettable, qu'avant d'être cassée, la précédente sonnait fort bien.

II. INSCRIPTION TUMULAIRE

Voici une Inscription tumulaire trouvée dans une fosse, et placée dans un cadre appendu au mur de la chapelle Sud :

*A la gloire éternelle de Dieu,
Et pour le repos de l'âme
De feu messire Alexandre-Julien Clément,
vivant, conseiller du roy en sa cour de Parlement,
Chevalier, seigneur de cette paroisse*

*Et des terres de Blavette, Feillet et autres lieux ;
Lequel, après avoir montré durant sa vie
Beaucoup de religion,
D'amour des Pauvres et de la simplicité chrétienne,
Et de zèle pour l'Eglise et pour l'Etat,
Mourut à Paris le XXV janvier M.D.CC.XLVII, 1747
Agé de soixante et un an et cinq mois ;
Fut fondée en cette église une messe dudit
Jour et feste de la conversion de Saint Paul.
Avec les psaumes Miserere et De Profundis,
Et une mémoire dudit seigneur défunt.
Donnès-lui, Seigneur, votre repos éternel ;
Monument des regrets de Messieurs ses fils,
Et en particulier
De Maître A.-J.-C. Clément, prêtre, chanoine de l'église
D'Auxerre, seigneur de cette paroisse.*

Cette inscription, faite sur une table d'ardoise, a de haut 0^m87 et de large 0^m66. C'est la seule intéressante, ancienne même, que j'aie rencontrée ici.

III. CALVAIRES

Il y a trois croix dans la paroisse : la Croix-Blanche, qui se trouve sur la route du Mesle à Mamers, au carrefour situé entre La Morlière et Les Brosses ; autrefois, cette croix s'appelait « Croix-Brisoul », et les anciens l'appellent encore ainsi. Or, en 1509, pour délivrer le testament de Gillot *Brisoul*, par lequel il laissait 18 deniers tournois par chacun an au trésor, dépense de 3 s. 7 d. Le nom ancien de cette croix venait donc de ce qu'elle avait été donnée par le susdit, ou placée sur son terrain ; et son nom nouveau vient de ce qu'elle fut peinte en blanc, dans la suite ;

La Croix-Rouge, placée sur la même route, au carrefour situé entre La Bigottière et le Jariot ;

La Croix de Blavette, placée sur la route de l'église à Blavette, au village de la Croix.

Les deux premières croix, en bois et sans Christ, sont aussi simples que possible ; la troisième, sans Christ aussi, mais en pierre, est plus convenable. Elle a même quelque chose d'artistique aux bras et au piédestal.

Au piédestal se trouvent incrustées 4 plaques de marbre blanc en losange, contenant ce qui suit :

1^{re} face, Est antérieure :

O Crux Ave

2^e face, Sud :

*O Croix,
Notre unique espérance,
Protégez ce hameau
Qui porte votre nom.*

3^e face, ouest postérieure :

*Unis
Dans une même pensée de foi,
MM. de Blavette
Ont élevé cette croix
En pierre de Montréal (Yonne).
Elle leur a été donnée
Par leur oncle
M. Cordier de Montjalin.*

4^e face, Nord :

*Cette croix a été bénite le 3 novembre
1863, par M. Manoury,
Doyen de Pervenchères,
Assisté de M. Gourdel,
Curé de Barville*

CHAPITRE VI

I. MALADRERIES

Tout le monde a entendu parler des Croisades. Ce furent huit expéditions qui, pendant près de deux siècles (1096-1291), furent entreprises sous les auspices du Saint-Siège, par les souverains et les seigneurs de l'Europe, pour délivrer les Lieux Saints du joug intolérable des Infidèles. Ces expéditions eurent de magni-

riques résultats ; elles sauvèrent la foi, la civilisation et la liberté de l'Europe, tout en contribuant au développement des sciences, des arts, de la littérature, du commerce et de l'agriculture en Occident. (Rivaux II, 368).

Mais, comme un grand bien ne vient jamais sans quelque mal, les Croisés rapportèrent de l'Orient une terrible maladie : la lèpre. Cette maladie étant contagieuse et presque incurable, on construisit de toutes parts des hôpitaux, qu'on nomma Maladreries, pour recevoir et soigner les malheureux qui en étaient atteints. Sous le règne de Louis VIII (1223-1226), la France en comptait déjà deux mille que ce prince dota généreusement.

II. MANIÈRE DE SÉPARER LES LÉPREUX D'AVEC LA SOCIÉTÉ.

« Aussitôt que dans une paroisse, des indices vraisemblables faisaient soupçonner quelqu'un d'être infecté de la lèpre, de suite, à la requête des gagers de la fabrique, poursuite et diligence du promoteur de l'évêque informé par le curé, on le citait à comparaître en personne devant l'official, pour être visité et soigneusement examiné par les gens de l'art. La paroisse avançait les fonds nécessaires pour les frais de visite et d'examen, sauf à se faire rembourser par le malade s'il avait de quoi payer. La maladie, une fois constatée, le curé était tenu de l'annoncer au prône de la messe paroissiale, le dimanche, veille du jour où il devait le retrancher de la Société, avec les formalités d'usage, que nous lisons dans les vieux rituels de Chartres et de Séz, pour notre pays.

Au jour et à l'heure déterminés pour la réclusion, le curé, revêtu du surplis et d'une étole noire, sortait de l'église précédé de la croix, et se rendait à la maison du lépreux. Celui-ci, couvert d'un voile noir, l'attendait à la porte. Le prêtre, en arrivant, l'aspergeait d'eau bénite. On allait ensuite à l'église ; et, pendant le trajet, le malheureux suivait ou précédait la procession à une certaine distance, suivant la direction du vent et l'usage des localités. Introduit dans le lieu saint, on le plaçait sous des planches en forme de cercueil, supportées sur des tréteaux et que recouvrait un drap mortuaire. Agenouillé sous ce catafalque, le lépreux entendait la messe de *Requiem*, célébrée comme pour son inhumation.

La messe terminée, le lépreux, après s'être confessé, se tenait

debout à la porte de l'église. Là, chacun lui jetait de l'eau bénite, puis on le recommandait aux prières de l'assistance. Ce cérémonial accompli, tous, clergé et peuple, se remettaient en marche dans le même ordre que pour venir à l'église, et s'acheminaient en chantant l'office des morts vers l'habitation destinée aux lépreux, qui était située hors de la ville ou du bourg. Arrivé à la porte de cette demeure, le prêtre prenait de la terre avec une pelle, et en jetait sur un pied de la personne, comme il eût fait sur un cercueil descendu dans la fosse. On introduisait ensuite le malheureux dans sa retraite, tandis qu'on chantait autour de lui le répons : *hæc requies mea...* c'est ici le lieu de mon repos; et l'on plantait une croix à l'entrée pour lui signifier que, comme un cadavre des cimetières, *il était pour toujours mort à la société*. L'allocution suivante terminait cette triste cérémonie :

« Or ça, mon amy, dorénavant demeurez ici en paix, et ne vous déconfortez point pour quelque povreté que vous ayez, car vous aurez toujours part à toute bonne prière, saints services et suffrages qui se feront dans l'église. Priez ainsi Dieu qu'il vous octroye grâce de tout souffrir et de tout porter patiemment ; et si ainsy le faictes, vous accomplirez votre purgatoire en ce monde, au parterment duquel vous irez tout droit en paradis. »

Le lépreux trouvait dans sa maisonnette un lit complet, un vase à l'eau, un coffre, une table, une chaise, une lampe, une serviette et les autres choses nécessaires : le tout fourni par la paroisse, s'il était dans l'indigence. On lui donnait en outre un capuchon, qui était la coiffure du temps, deux chemises, une tunique ou robe particulière, appelée housse, un baril, un entonnoir, des cliquettes, un couteau, une baguette et une ceinture de cuir.

Enfin le prêtre, avant de se retirer, lui adressait les défenses suivantes, dont il lui donnait copie par écrit, et auxquelles le pauvre *parias* jurait de se conformer. Elles sont extraites du rituel de Séez, publié en 1695 par notre évêque Mathurin Savary.

« Je vous défends de plus entrer ès églises, moulins, fours ou marchez, ny de vous trouver ès assemblées du peuple.

Je vous défends de laver jamais vos mains, ny chose aucune qui soit à votre usage ès fontaines, rivières ou ruisseaux qui servent au public, vous enjoignant que si vous voulez puiser de l'eau pour votre nécessité, vous vous serviez de votre baril, ou de quelque autre vaisseau propre à cet effet.

Je vous défends d'aller déchaussé hors de votre maison, ny sans vos habits de lépreux et vos cliquettes, afin d'être reconnu d'un chacun ;

De toucher, quelque part que vous vous trouviez, quelque chose que vous vouliez acheter pour le reconnaître, sinon avec une verge ou bâton ;

D'entrer aux tavernes ni autres maisons sous quelque prétexte que ce soit ; vous enjoignant que si vous voulez acheter ou recevoir du vin qu'on voudra vous donner, vous le fassiez mettre en votre baril ;

De répondre sur les chemins à ceux qui vous interrogeront, si vous n'êtes au-dessous du vent, de peur que vous n'infectiez les passans ;

De passer par les chemins étroits, pour obvier aux rencontres contagieuses.

Que si vous êtes contraint, en voyageant, de passer l'eau, je vous défends de toucher les pieux et autres instruments qui servent à cet effet, sans avoir premièrement mis vos gants ;

De toucher aucunement les petits enfans, ny de leur donner aucune chose, ny à quelqu'autre personne que ce soit ;

De ne plus manger ny boire en compagnie, sinon de lépreux. » (1).

Les lépreux pouvaient épouser des lépreuses. La séquestration d'un lépreux entraînait tous les effets de la mort naturelle ; il ne pouvait plus ni tester, ni hériter, ni vendre. » (Fret, III, 22).

« La lèpre, dit encore l'abbé Fret, qui fit tant de ravages dans le Perche, comme dans le reste de la France, était antérieure aux Croisades. Elle avait été apportée d'Orient par les nombreux pèlerins qui, dès les x^e et xi^e siècles, allaient par dévotion au tombeau du Dieu fait homme. Les guerres saintes, dont la première commença en 1096, ne firent qu'en augmenter l'intensité. . . . Le comte Geoffroy III, dans sa sollicitude, employa toutes les précautions en son pouvoir pour arrêter les progrès de la contagion. Il fit donc construire en 1090, à quelque distance de la ville de Mortagne, des bâtimens destinés à renfermer les

(1) Dans les endroits où il y avait une léproserie publique, on y conduisait le malade. Avant de le recevoir, le prieur ou administrateur en chef lui faisait prêter serment de se conformer à tous les réglemens de la maison. Il y payait une pension, s'il était riche.

lépreux. Il dota cette maison de tous les biens nécessaires, pour subvenir aux besoins de ceux auxquels il la destinait. » L'administration de la maison fut exclusivement abandonnée aux soins des lépreux. On leur fit bâtir une église pour y entendre la messe, et recevoir tous les secours de la religion. Ils eurent un cimetière particulier ; et *un prêtre lépreux* exerçait parmi eux les fonctions du saint ministère. » (Hist. du Perche, III, 26).

Vers la fin du XII^e siècle, ou au commencement du XIII^e, la lèpre devint moins dangereuse, et le nombre de ses victimes diminua de jour en jour. . . .

La disparition totale de la lèpre amena, avec la cessation des besoins, l'usurpation des biens donnés à ces établissements. . . . Pour arrêter ces malversations, Henri II nomma, en 1550, Claude Robert, secrétaire du roi de Navarre, à la direction de la Maladrerie de Mortagne. . . .

Enfin, un arrêt du conseil royal ordonna la réunion de cette léproserie, avec tous ses biens et dépendances, à l'Hôtel-Dieu de Mortagne. C'était en 1695. Mais, les chanoines réguliers établis en ce lieu purent en conserver la moitié jusqu'en 1790. (*id* 37).

III. MALADRERIE DE SAINT-BLAISE

« La maladrerie de Mortagne, on vient de le voir, fut construite en 1090. Or, il y en avait une à Barville, située au hameau de Saint-Blaise, qui dût être bâtie à peu près à la même époque. — La lèpre commença à décroître vers la fin du XII^e siècle, et disparut au plus tard de nos contrées dans le courant du XIV^e. C'est pourquoi, les biens des maladreries furent donnés soit aux hospices, soit aux églises. »

Tous ces détails conviennent admirablement à la Maladrerie de Saint-Blaise, en Barville. Au fait, les trésoriers de la fabrique, dont les comptes conservés remontent à 1500, gèrent ses biens jusqu'en 1606 en même temps que ceux de l'église. Il est à présumer qu'ils les gèrent plus longtemps encore ; mais, de 1606 à 1686, il y a lacune dans les comptes. Et après cela, il n'est plus question de la Maladrerie.

De 1500 à 1542, on lit dans le corps de ces comptes, en vedette, et à deux endroits différents :

« Rentes dues à la Maladerie (*sic*) de Barville, dont les héritages sont situés ès fiefs de Barville ; puis : ès fiefs de Blavette. »

Il y a quelques différences dans les termes employés au commencement des comptes. Ainsi, de 1500 à 1502, on lit : « Comptes du Trésor de l'église Notre-Dame de Barville... » ;

De 1503 à 1506 : « Du Trésor et Maladerie de Barville... » ;

De 1507 à 1513 : « Comptes du Trésor et Maladerie, en tant qu'on touche le droit des parochiaux de la paroiche de Barville... »

De 1514 à 1542 : « Comptes du Trésor de l'église Notre-Dame de Barville et ensemble de la moitié de la Maladerie commune à ceux de Blève et de Barville, fondée au lieu de Saint-Blaise en ladite paroisse de Barville.... »

Il y a lacune dans les comptes de 1542 à 1565. En 1565, le rédacteur écrivit encore : ensemble... ; puis, il effaça ce mot. Cela prouve que le changement était récent.

De 1565 à 1606, les comptes portent simplement : « Comptes du Trésor et Maladerie de l'église paroissiale de Barville... ». On ne parle plus ensuite de la Maladerie. Ses biens furent donc à cette époque vendus à des particuliers.

D'autre part, nous lisons dans le compte de 1569 ce qui suit :

« Pour frais faits à la poursuite envers les gens et officiers du roi, pour les supplier et faire requête de consentir à ce que les *prés des malades* fussent remis et de rechef unis, comme au précédent, à la dite Maladerie et fabrice 2 l. 10 s.

Pour la vacation et dépense de ceux qui sont allés exprès à Bellesme par cinq journées, pour vacquer aux dites affaires et poursuite 1 l. 17 s. 6 d.

Payé aux officiers du roi pour permettre la *rémission et rétablissement* desdits prés à lad. fabrice 8 l. 5 s.

Pour la *remission* desdits prés 15 s.

Total 11 l. 47 s. 6 d.

ou. ... 13 l. 7 s. 6 d.

Il ressort évidemment de ces textes :

1° Qu'avant 1500 il exista une Maladrerie à Barville, située au hameau de Saint-Blaise ;

2° Qu'en 1500 il n'y avait plus de lépreux dans la contrée, et que la Maladrerie était inoccupée ; on lit en effet, dans les

comptes de 1507 et 1508 : « Reçu pour le louaige de la moytié de l'enclos ou manence (habitation) de lad. Maladerie, pour ce que il n'y a nul malade résident, 9 s. » Les autres années, on écrit simplement : « pour le louaige de la moytié du clos de lad. Maladerie; »

3° Que de 1500 au moins à 1506 la fabrique de Barville jouit seule du revenu de cette Maladrerie ;

4° Que de 1514 à 1542 les fabriques de Blèves et de Barville en jouirent en commun ;

5° Qu'après 1565, la fabrique de Barville rentra dans ses droits et jouit seule de tous les revenus de la Maladrerie établie sur la paroisse.

IV. CHAPELLE DE SAINT-BLAISE

A cette Maladrerie se trouvait une chapelle. Le compte de 1581 nous en fournit une première preuve, de cette sorte :

« Receu (reçu) de Jean Garot, à cause de sa femme, pour son hébergement où à présent demeure la veuve de défunt phot (Philippot) Moulin, près la chapelle de Saint-Blays, joignant d'un costé à la terre de la Maladerie de Saint-Blays, d'un bout au chemin tendant de Bleue (Blève) au Mesle-sur-Sarthe, pour ce 8 sols. »

Nous en trouvons une seconde preuve dans une déclaration du 1^{er} juillet 1634, où on lit : « Ensuit la déclaration de deux fermes de maisons tenant ensemble, l'une manable, et l'autre servant de chambre avec le droit de cour devant et autant qu'elles emportent, et un lotereau de terre en jardin étant derrière, autant que les dits logements emportent, le tout situé au lieu de Saint-Blaise, paroisse de Notre-Dame-de-Barville, qui joint d'un côté la terre dépendant de la chapelle de Saint-Blaise, d'autre côté les héritiers de feu François Mars... »

Il y a de l'existence de cette chapelle beaucoup d'autres preuves, qu'il est inutile de rapporter ici.

On ne parle jamais, il est vrai, de chapelain pour desservir cette chapelle, comme on ne parle jamais, non plus, de dépense faite pour l'entretien de la Maladrerie. La raison, je l'ai déjà dit, en est que, plus de deux siècles (1291-1500), s'étant écoulés depuis le retour de la dernière croisade, la lèpre avait cessé dans nos contrées ; que la Maladrerie et sa chapelle, étant désormais

sans objet, on les avait abandonnées ; et qu'on avait donné leurs biens, dont on croyait ne pouvoir faire un meilleur usage dans la présente conjoncture, aux églises paroissiales de Blèves et de Barville.

Ce qui vient à l'appui de mon dire, c'est en 1500 le louage, par la fabrique de Barville, du *Clos de la Maladrerie*, pour sept sols six deniers. Si la Maladrerie avait encore été habitée, il est clair comme le jour qu'on n'aurait pas ainsi loué *le clos*, qui devait se trouver tout près de l'établissement et lui être d'une grande utilité.

Une preuve nouvelle de cette affirmation, c'est le préambule du compte de 1507 ainsi conçu : « Ensuivent les comptes des rentes et revenus du Trésor de l'église parochiale de Nostre-Dame-de-Barville, et pareillement de la Maladerie de Saint-Blays estant en la paroiche de Barville, *en tant que on touche le droit des parochiaulx de ladite paroiche de Barville...* » La paroisse de Barville, au lieu d'avoir *des droits* sur les revenus de la Maladrerie, aurait dû plutôt lui faire elle-même quelque rente, si des lépreux y avaient encore été nourris et soignés. Enfin, les comptes de 1507 et 1508, que je n'avais pas lus en entier d'abord, nous offrent une preuve matérielle de la même vérité. Ils mentionnent en effet la location de l'enclos de la Maladrerie, *pour ce que il n'y a nul malade résident*. Que peut-on demander de plus clair et de plus décisif ?

Ce qui est surprenant, c'est que, dans la suite des âges, on ait absolument supprimé et remplacé tous les noms capables de rappeler et de perpétuer le souvenir de la léproserie. Le nom du hameau seul s'est conservé : Saint-Blaise. Ainsi, dans une déclaration du 15 mars 1735 pour le compte du Trésor de Barville, Louis Blavette avoue tenir de messire Alexandre-Julien Clément, chevalier :

« 1° La moitié de sept quartiers $1/2$ de pré fauchable sis dans la prairie de la grande rivière de Barville, nommé *le Pré aux malades*. (Cette prairie existe toujours : mais le pré, on ne le connaît plus).

2° La moitié de trois boisseaux de terre labourable sise au lieu de Saint-Blaise, nommée *Laousche de la Maladrye...* (Cette pièce porte maintenant un autre nom).

3° Demi-arpent de terre labourable, où il y avait autrefois une ferme de maisons située au lieu de Saint-Blaise, joignant d'un côté *la rue aux mallades*. . . (On ne connaît plus cette rue).

4° Deux fermes de maisons sises au lieu de Saint-Blaise, joignant d'un côté *la terre de la Malladrye*, d'autre côté le sieur de Chambillion. . . , d'autre bout le chemin de Bleuve au Mesle. »

Comme tous les noms rappelant l'existence de la Maladrerie ont été supprimés et remplacés, nul dans la paroisse ne se doutait qu'il y en eût jamais eu à Saint-Blaise. Voilà comment les choses s'oublient !

En 1581, le trésorier de la fabrique donnait à Saint-Blaise le nom de « hameau ». En 1897, son enceinte renferme quatre maisons et forme un triangle, dont la base a 200 mètres et chaque côté 330 environ. — Il y a une trentaine d'années, on a abattu une maison qui se trouvait tout près, du côté du Pont-de-Pierre ; mais on n'a pas souvenir d'avoir vu aucune trace soit de la chapelle, soit de la Maladrerie. Les maisons actuelles sont relativement récentes.

On invoque Saint-Blaise contre les angines, la toux, la coqueluche, les goîtres, le mal de dents, les maladies des enfants, des animaux, etc. (*Alm. du Pèlerin* pour 1898, d'après l'ouvrage : Les saints patrons des corporations).

V. CHAPELLE DE SAINTE-BARBE AU CHATEAU DE BLAVETTE

« Suivant une notice rédigée par messire Athanase-Clément de Boissy, conseiller, maître des comptes à la chambre des comptes de Paris vers 1760, le château de Blavette eut dès le commencement *erection de chapelle*, car les nominations (ou visa) qui s'en trouvent à l'évêché de Séez sont fort anciennes. »

« La chapelle Sainte-Barbe de Blavette, dit une autre note, fut érigée le 2 janvier 1532. On trouve au greffe des contrôles, le 24 juillet 1692, la déclaration de M. François Graffin, chapelain de la dite chapelle, que la fondation est faite par Philippe de Blavette, seigneur dudit lieu, et par Suzanne de Barville son épouse, par acte reçu devant les notaires royaux en la châtellenie de la Perrière, le 2 août 1532, à la charge de dire une messe basse, les dimanche, mardi et vendredi de chaque semaine dans la dite chapelle. »

« Les seigneurs de Blavette ont droit de présentation d'un chapelain de leur chapelle à Mgr l'évêque de Sées, collateur. Elle portait le nom et était sous l'invocation de Sainte-Barbe. La première chapelle était placée au lieu même où elle fut rebâtie, en 1756, par M^e Athanase-Alexandre Clément de Boissy. On y ajouta seulement le nom de Saint Germain d'Auxerre, pour second patron, à cause de M. l'abbé Augustin-Jean-Charles Clément, qui était auparavant propriétaire de cette terre et chanoine trésorier de l'église Saint Germain d'Auxerre.....

A cette époque, la chapelle primitive était complètement dégradée. Pourtant, il n'y avait qu'une quarantaine d'années (1717-1756), qu'on y avait encore vu dire la messe par le sieur Graffin, qui demeurait sur le lieu de ce bénéfice à la petite ferme de *La Couvrie*, en la paroisse de Barville. Elle fut vendue dans la Révolution comme domaine de l'église ; elle appartenait en 1830 aux enfants de Marin Brou, et présentement elle est à la veuve Noël Laporte.

Ce bien valait, avant 1789, 100 livres de rente à M. l'abbé Chevallier, curé de la paroisse de Beauvoir dans la forêt de Perseigne, qui desservait la chapelle de Blavette et y venait dire la messe deux fois la semaine. Il paraîtrait qu'il avait été distrait quelques champs de cette terre durant le décret de la seigneurie de Blavette, car le chapelain présenta en l'an une requête à fin de réduction des charges. Mais Mgr l'évêque de Sées ne jugea pas à propos d'y faire droit, et laissa le chapelain obligé à deux messes par semaine. Elles se disaient les mardi et vendredi. » On avait toutefois supprimé la messe du dimanche, sans doute parce que M. le Curé de Beauvoir la devait de préférence à ses paroissiens.

BÉNÉDICTION DE LA CHAPELLE SAINTE-BARBE DE BLAVETTE

« Aujourd'hui, 1^{er} jour de mai mil sept cent-cinquante-sept, au château de Blavette, paroisse de Notre-Dame-de-Barville, diocèse de Sées, province du Perche, Nous, Michel Fourier, prêtre, bachelier en théologie, curé de Saint-Hilaire-de-Comblot, chanoine, doyen de Corbonnais, et commissaire député par Mgr l'Illustrissime et Révérendissime évêque de Sées, conseiller du Roi en tous ses conseils, et son conseiller d'honneur en son par-

lement de Normandie, pour faire la visite de la chapelle nouvellement reconstruite au château de Blavette. . . ,

Nous l'avons trouvée proprement et solidement bâtie. Nous avons de plus remarqué que l'autel, fait en forme de tombeau et adossé d'un petit contretable, est bâti avec une noble simplicité. Au-dessus du contretable est un crucifix enfermé dans un cadre doré à fonds de velours. Nous avons aussi examiné avec soin tous les ornements et vases de cette chapelle, savoir : une chasuble de diverses couleurs garnie d'étole, de manipule, du petit voile et de la bourse avec un corporal de fort belle toile, les trois nappes de l'autel, purificatoires, amicts, l'aube et la ceinture de toile fine, le calice d'argent dont la coupe est dorée dehors et dedans, le plat bassin, les burettes et la clochette aussi d'argent, et un missel à l'usage du diocèse bien relié et conditionné.

Nous avons enfin trouvé la chapelle en si bon état et si bien ordonnée que, suivant la permission à nous accordée par mon dit seigneur évêque, nous en avons fait la bénédiction avec les cérémonies observées en tel cas. La dite chapelle, fondée sous l'invocation de Sainte-Barbe, première patronne, et de Saint-Germain, évêque d'Auxerre, est dotée de cent livres de rente et une poule de cens, affectée sur la moterie de la Couvrie, située en cette paroisse, dont le titulaire a la propriété et jouissance.

Présence de messire Athanase-Alexandre Clément de Boissy, conseiller du roi, maître ordinaire en sa chambre des comptes, seigneur de Barville, Blavette et autres lieux, présentateur à la dite chapelle ; et messire Augustin-Jean-Charles Clément, prêtre, trésorier de l'église cathédrale d'Auxerre, ci-devant seigneur des dits lieux de Barville et Blavette ; ainsi que M^e Louis-François Vincent, prêtre, licencié de Sorbonne, curé dudit Barville ; et M. Jean Chevallier, prêtre, titulaire de la dite chapelle, lesquels ont signé avec nous, et M^e Moreau, sieur Demorenzy, pris pour notre greffier en cette partie.

Fait au château de Blavette les dits jours et an ci-dessus. »

Suivent les signatures sus-indiquées.

Voici d'après le *Recueil* des titres de Blavette, ce en quoi consistait le bénéfice de la dite chapelle avant la révolution.

(A suivre)

ABBÉ LEPRINCE,
Curé de Barville.

COLLÈGE D'ALENÇON

Biographie — Bibliographie — Chronologie biographique

BIBLIOGRAPHIE DU COLLÈGE D'ALENÇON

IMPRIMÉS ANONYMES DU COLLÈGE

Hercule entre la vertu et la volupté. Pièce dramatique, sera représentée sur le théâtre du collège de la Compagnie de Jésus le..... d'avril 1689, à une heure après midy. A Alençon, chez Martin de la Motte, 1689. in-4, pp. 4. (programme). Theses philosophicæ. Die 20 martii 1724. Hora meridie 3 cum mediâ Fol. Placard. *Au bas* : Alenconii, apud viduam ante P. Augereau.

Theses philosophicæ. Die mercurii vigesimâ quintâ Junii 1727. Horâ post meridiem tertiâ. Pro quintâ exercitatione publicâ. Fol. Placard, *Au bas* : Alenconii, apud J. Malassis.

Deo Opt. Max. In publicis affixorum Disputationibus varios auctores explicabunt selecti tertiani, in Aulâ Collegii Regii Alenconiensis Societatis Jesu. Die veneris 30 aug. 1743 hora tertia serotina. Sabbato aug. 31 hora 8 matutina. Fol. Placard. *Au bas* : Sequetur præmiorum distributio. Alenconii, apud Franciscum Augustinum Malassis.

D. O. M. — Dolopathes, sive Le Bourgeois Duppel (n'est-ce pas dupé) ? dabitur in theatrum a selectis Rhetoricæ alumnis in Regio Alenconiensi Collegio Societatis Jesu Die mercurii, duodecima Februarii anno 1747, hora sesqui octava matutina. Alenconii, apud Ludovicum Malassis. in-4.

AUTEURS NÉS OU MORTS A ALENÇON

ET IMPRESSIONS D'ALENÇON

ALLARD, (non d'Allard), Claude, né à Lyon en 1604, novice le 14 octobre 1619, profès le 1^{er} novembre 1638, mort à Lyon, le 1^{er} octobre 1641.

L'aymable Iesus-Christ et la façon de l'aymer. Tiré de l'original du P. Jean Eusèbe... Par un père de la même compagnie. A Alençon, chez Robert Meuerel, 1652, in-12.

Cette édition est citée par le P. Jacob de S. Charles (Bibliographia Gallica, 1652).

Comme la traduction du P. Allard sur le livre espagnol fut imprimée à Paris en 1652, il est probable que le livre édité à Alençon n'est pas une traduction différente et que peut-être même la page seule du titre a été tirée dans cette ville. Si l'on trouve un exemplaire de Paris et d'Alençon, la vérification ne serait pas difficile.

Lettres du P. ANDRÉ écrites d'Alençon :

25 juillet 1710, à M. L'archevêque, à Rouen.

27 août 1716, à M. l'abbé de Marbeuf.

(Nouvelles ecclésiastiques, 9 octobre 1781).

30 octobre 1716, 14 décembre 1716, 22 janvier 1717, à M. l'abbé de Marbeuf.

(Nouvelles ecclésiastiques, 23 octobre 1781).

P. 42-44 Nouv. Eccl., 13 mars 1782.

P. 71-2 — — 1^{er} mars —

P. 100 — — 19 juin —

P. 151-2 — — 18 sept. —

Lettres du P. ANDRÉ à l'abbé de Marbeuf et autres. (Anecdotes historiques de Le Glay, Lille, 1838, in-8). pp. 43-60.

P. CHAURAND, Honoré, né à Valensolle (Basses-Alpes), le 15 février 1617 (alias, 16-2, 161-57), novice le 28 (alias, *falsò* le

29) septembre 1636, profès à Aix-en-Provence, le 2 février 1655, mourut à Avignon le 19 novembre 1697.

Passages de controverses, tirez des livres les plus authentiques de la Religion prétendue réformée, lus et vérifiés en chaire, aux sermons de la Mission preschée à Tours, et depuis à Dieppe, à Alençon et ailleurs, par le R. P. Chaurant, de la Compagnie de Jesus. Recueillis par un des auditeurs, Alençon, 1671. in-12, 4 parties. Du mariage, pp. 68. De l'Eucharistie, pp. 40. Du baptême, pp. 19, De l'Ecriture-Sainte, pp. 44.

Le titre d'un exemplaire porte après « un des auditeurs » Des mariages. Première partie. A Alençon, chez Martin de la Motte et la veuve Malassis. Imprimeurs du Roy et du Collège. S. M. in-12, pp. 68. Continuation des passages de controverse. Seconde partie. De l'Eucharistie, pp. 40, etc., etc.

DE BEAUVAIS, Pierre, Gilles, né dans le diocèse du Mans, le 7 juillet 1693, novice le 16 août 1709, profès à Séez, le 2 février 1727, mourut probablement à Dijon en 1773.

Il a publié 11 ouvrages de piété décrits par le P. C. Sommervogel. Aucun d'entre eux n'a été publié en Normandie.

P. DE CHARLEVAL, Charles, François, né à Argentan (Orne), le 5 janvier 1667, novice, le 17 septembre 1686, profès à Compiègne, le 2 septembre 1704, mourut à Rennes le 29 novembre 1747.

(1) Simius, Carmen. Rhedonis. Mathurin Denys. S. M. in-12, pp. 31.

Inséré dans l'*Epitome de la Bibliotheca orientaly occidental, nautica y Geographica*, de dom Antonio de Leon Pinolo. Madrid, F. M. Abad, 1737, t'ol. 3 vol.

(2) Navis, Carmen. Rhedonis, apud viduam Mathurini Denys, 1690. in-12, pp. 34 et pl.

(3) Symbolum heroicum. in-4, pp. 2. Recueil de Louis-le-Grand, 1696, en l'honneur de Louis Antoine de Noailles.

Même in-12, pp. 38-9.

P. DE GLAPION, Augustin, Louis.

Lettre, datée de 1788, sur les biens des Jésuites au Canada, traduite et imprimée en anglais, dans : .

The Gazette and mail's campaign against the Jesuits' Estate Bill. (1888). Montréal, in-8 Cf. pp. 92-3.

P. DE LA RUE, Charles.

Les écrits publiés au sujet de sa dispute avec le ministre Benoit sont indiqués dans sa notice biographique.

Le P. de la Rue remplit deux ans l'office de prédicateur (orator) à Alençon, 1680-2.

P. DE LATTIGNANT, Charles, Jean, né à Eu, le 11 janvier 1641, novice le 13 septembre 1658 (le 7, le 14 ou le 18), profès, à Alençon le 2 février 1674, mourut à Paris, le 30 janvier 1728.

(1) Les Méditations de David. Paris, Cavalier, 1713, in-12, 2 vol. et Pélagaud, 1859, in-12, 2 vol.

(2) L'esprit des Saints Evangiles. Paris, Rondet, 1714, in-12, pp. 550.

(3) Des secours spirituels que l'on doit au prochain dans les maladies qui peuvent aller à la mort... Paris, Barbou, 1715, in-12, pp. 223.

Même. Paris Société typographique, 1803 (an XI), in-12, pp. VIII-228.

(4) Manière de réciter l'oraison Dominicale. Paris, Caillaud, MDCC. XXI. In-12, pp. 346.

P. DENYS, André, né à Arras, le 3 février 1591, entré au noviciat de Tournai, le 2 décembre 1608, admis au degré de coadjuteur spirituel le 14 mars 1621, à Lille, mourut à Arras, le 30 mars 1670.

Duthillœul lui attribue le « *Æternæ lacrymæ* », publié à Douai chez Dieulot, 1664, in-16. Cf. Bibl. douaisienne, p. 389, n° 1723.

C'est sans doute une autre édition qui parut à Alençon sous le titre : « *Lacrymæ æternæ* » Alençon, Robert et Remi Mevrel, in-8, pp. 28.

P. DU HAMEAU, Pierre.

La vie de Marguerite de Lorraine, dvchesse d'Alençon, Grande ayeule du Roi Louis le Ivste, Présentée à Sa Majesté. A Paris, chez Sébastien Cramoisy, M. DC. XXVIII, in-8, pp. 213.

Cet ouvrage est compris dans la bibliographie d'Alençon, comme ayant été composé dans cette ville.

P. DU RIVET, Nicolas, Gabriel, Papillon, né à Paris, le 19 janvier 1716, entré au noviciat, le 29 août 1734, mourut après 1782 à Tournai. *Il avait été préfet des études à Alençon.*

Il y a de lui un discours latin prononcé par lui à Caen en 1749 sur la paix conclue en 1748.

P. DU TERTRE, Rodolphe, né à Alençon.

Refutation d'un nouveau système de métaphysique. Paris, Mazières, MDCCXV, 3 vol., in-12, pp. 319, 340, 384.

P. DU VAL, J.-B., Charles, né à Alençon.

(1) *Illustrissimo Luxembourgensium Ducis, normanniæ Gubernatori, gratiarum actio habita, cum urbem Rotomagensem præsentia sua ornaret, Rotomagi V Idus Februarii (9 février) 1710. In collegio regio archiepiscopali Borbonio Soc. Jesu. Rhotamagi, apud Richardum Lallemant, 1710. in-4, pp. 35.*

(1) *Minerva Philippi Quinti Hispaniarum Regis magistra, ad Hispanos, 1700. in-4, pp. 4.*

(3) *Serenissimi Principis Ludovici Franciæ Delphini Laudatio funebris, dicta V. Calendas sextiles (28 août), à P. Joanne Bap. Carolo du Val, Societatis Jesu sacerdote, in Regio Henricii magni collegio (La Flèche), ejusdem societatis ubi cor illius Regis conditum est. Flexiæ, apud Jacobum Lalonné, MDCCXI. in-4, pp. 39.*

(4) *Serenissimi Principis Franciæ Delphini, antea Burgundiæ Ducis Laudatio funebris, Dicta Idus Junias (13 juin) Flexiæ, in Regio Henrici magni collegio Societatis Jesu, A Patre J. B. Carolo du Val. ejusdem societatis sacerdote. Parisiis, apud Stephanum Papillon MDCCXII. in-4, pp. 49.*

P. FAUTEREL, Georges, né à Rouen, le 8 septembre 1614, entré au noviciat le 19 août 1633, admis à la profession solennelle des 4 vœux, à Alençon, le 8 septembre 1652, mourut à Rouen, le 28 mars 1682.

Lettre de ceux de l'église prétendue réformée aux disciples de Saint-Augustin. Alençon, S. M. in-4.

P. GANDILLON, François.

L'ame sainte accomplie de toutes les vertus et connoissances surnaturelles. Par le R. P. Gandillon de la Compagnie de Jesus. Edition seconde, reveuë par l'auteur et augmentée de l'Histoire sainte, comprenant l'Ancien et le Nouveau Testament depuis la Création du Monde, jusques à la Mort du Sauveur. Du commandement de Monseigneur le Reverendissime Evesque de Sais (1). A Alençon, chez Robert Meurel, Imprimeur et Libraire, demeurant près le collège. M. DCCC.II, avec privilège du Roy, in-16, ff. 4, pp. 355.

P. LEBOUcq, Prosper. né à la Bellière (Orne), le 1^{er} janvier 1828, novice le 9 août 1857, déjà prêtre, partit pour la Chine en 1859 et sortit de la Compagnie en 1876.

Annales de la Propagation de la Foi. Lettres :

T. XXXIV. p. 124 ; XXXV, 459 ; XXXVII, 56 ; XXXVIII, 130 ; XXXIX, 380 ; XL, 360 ; XLI, 80 ; XLII, 329.

Annales de la Sainte-Enfance :

T. XIII, pp. 89-102 ; T. XF ; 25-30 ; XXV, 11-15.

Journal de Flers (Orne). Lettre de Chien-Chien, en date du 18 novembre 1863, publiée en 1864.

Le Monde, journal quotidien de Paris, 13 juin 1864.

Semaine Religieuse de Séez (1870), p. 23-4. Lettre du 7 mai 1869.

Missions catholiques :

T. I, p. 2, p. 106-8, p. 180 et sq. ; T. III, p. 143-4, 161, 235-6, 269 ; T. IV, p. 93-5.

Etudes religieuses : 2^e série, T. II, p. 916 ; T. V., p. 514-24 ; T. IX, p. 98-101.

5^e série, T. VIII, p. 197-220 ; 641-62.

Lettres des nouvelles Missions de la Chine. Recueil autographié, in-4, qui n'est pas destiné au public :

T. III, p. 38-40, 102-5, 115-9, 126-31 ; (1860), 136-9, 150-7, 166-175.

(1) Jacques Camus de Poncarré.

T. IV. (1861), p. 10-14 ; 136-8 ; (1862), p. 180-1, 230-2, 252-3, 257-8, 261-3, 282-6, 298-301, 302-5, 306-8, 311.

T. V. (1863), p. 1-9, 13-15, 31-5, 56-9, 106-114 ; (1864), 118-122, 128-132, 151-5, 176-7 ; (1865), 197-200.

T. VI (1866), p. 46-9, 49-50 ; (1867), 85-95, 98-100, 100-3, 163-7 ; (1868), 187-92, 197-8, 234-8, 271-2, 287-92,

Lettres des Scolastiques de Laval :

(1870), p. 42-3, p. 17 ; (1873 supplément), p. 1-12 ; (1874), p. 24-8 ; (1875), 10 7.

Lettres du R. P. Leboucq, jésuite, missionnaire en Chine, à M. le curé de Lonlay-l'Abbaye. Fleurs, Folloppe, 1859, in-8, pp. 23.

P. LE ROYER, Abraham, né à Domfront (Orne), le 9 février 1646, novice en 1665, mourut au Tonkin le 6 août 1715.

Lettres édifiantes. 3^e recueil :

Du 10 juin 1700, à M. Le Royer des Arsix, son frère.

Edition de Querbeuf ; T. 16, p. 1-21.

Du 15 décembre 1707, T. 18, p. 109 115.

De 1714, T. 16, p. 22-6.

Le Songe Chrétien ou les principes de la vraie sagesse, pour se conduire chrétiennement dans le monde... A Paris, chez Nicolas le Clere, 1724, in-16, pp. 148. A Bruxelles, François Frappens, 1729. in-16, pp. 148. Sapiens christianus... monachii Straub, 1730. in-12, pp. 94.

Son journal et 7 lettres inst. in-4, pp. 99, sont à la bibliothèque de l'Ecole Sainte-Geneviève à Paris.

P. MAILLARD, Jean, né à Nevers, le 14 août 1618, selon le P. Sommervogel, ou à la Charité-sur-Loire, d'après d'anciens catalogues, en juin 1612, novice le 7 octobre 1639, ou le 8 décembre 1634, mourut à Paris le 7 juin 1704 (1702, Sommervogel).

Retraite pour les prêtres avec Des Lectures et des Considérations propres de leur état, par le P. J. Maillard, de la Compagnie de Jésus, Alençon, 1705. in-12.

Les Devoirs des Prêtres, expliqués dans diverses sortes d'Instructions, propres à ceux qui font des retraites spirituelles, par

le P. J. Maillard. D. L. C. D. J. Alençon, chez Malassis l'aîné, MDCCXLV, in-12, pp. 254. *Suivi de* : Règlement de vie, pp. 24.

P. MANCEL, Jacques, né au diocèse de Coutances, le 8 septembre 1687, entré au noviciat le 5 septembre 1707, admis à la profession solennelle des 4 vœux, à Compiègne, le 2 février 1724 est mort à Hesdin, le 27 août 1729.

Il suivit ses élèves de la 5^e à la rhétorique, de 1709 à 1714.

La bibliothèque d'Alençon possède un *Rationarium Rhetoricè expressum* dont il est l'auteur et qui porte la date 1713. Le mss. est in-4, pp. 12.

MARCHAND, Jules, né à Courtomer (Orne), le 1^{er} décembre 1838, novice à Angers, le 24 juillet 1861, mourut dans cette ville, le 22 juin 1862. Il avait le degré de Scolastique.

Vie de Jules MARCHAND, diacre du diocèse de Séez, mort novice de la Compagnie de Jésus, par l'abbé Gourdel. Suivi d'une notice sur Pierre-Edouard Chambalu, clerc minoré, mort au Grand-Séminaire de Séez, par un directeur de séminaire. Séez, typographie de Montauzé, 1865, in-12, pp. 263.

P. MOUTARDIER, Louis, né à Laigle (Orne), le 22 novembre 1786, novice en Angleterre, le 20 juin 1820, coadjuteur spirituel, le 15 août 1833, mourut à Saint-Acheul-les-Amiens, le 5 février 1857.

A. controversial correspondence between the Rev. W. Bukers curate of East Stoke, and the Rev. E. B. (Dorsetshire). 1842, in-8, pp. 102. Cette brochure n'a pas été mise dans le commerce.

P. PATON, Ernest, né à Trun (Orne), le 10 janvier 1834, novice, le 2 septembre 1853, mourut avant d'avoir été admis aux derniers vœux, à l'école Sainte-Geneviève, à Paris, le 29 juillet 1869. Il a publié dans les *Etudes Religieuses* :

T. IV (1864), p. 338-335. Saint-Laurent-du-Marony. Un pénitencier à la Guyane.

T. V. p. 351-370 ; 639-659. Eviction des Sauvages de l'île de Manitouline.

Des articles de bibliographie : T. IV (1864) p. 500-3 ; T. XIII, p. 909-12, 912-4 ; IV^e série, p. 145-9.

Le P. SANDRET, Pierre :

Règlements des familles, ou conduite chrétienne que doit tenir chaque personne dans une famille pour la sanctifier et la rendre heureuse. Par le P. SANDRET, de la Compagnie de Jésus. Troisième édition à Sées, chez Jean Briard, MDCCXIV, in-12, pp. 288.

Le même. Quatrième édition. *Ibidem*, 1719, pp. 282.

Examen de conscience pour tous les états de la vie ; avec une explication des obligations de chaque condition, pour l'instruction des pénitens et des confesseurs, par le Révérend Père Sandret, de la Compagnie de Jésus. A l'usage de ses missions à Sées, chez Jean Brillard, MDCCXV, in-12, pp. 47.

L'Ecole du Salut, ou les conseils de la sagesse pour la conduite des jeunes personnes, par le R. P. Sandret, de la Compagnie de Jésus. A l'usage de ses missions à Sées, chez Jean Brillard, MDCCXVI, in-12, pp. 140. (La plupart des poésies sont empruntées à d'autres auteurs).

Cantiques spirituels, sur les prières et instructions chrétiennes, pour les missions du R. P. Sandret, de la Compagnie de Jésus. A Sées, chez Jean Briard, MDCCXVI, in-12, pp. 96.

Cantiques spirituels..... Troisième édition, à Sées, chez Jean Briard, MDCCXVII, in-12, pp. 96.

Les ouvrages de piété du R. P. S..... à Sées, chez Jean Briard, MDCCXIX, in-12, 2 vol. pp. 320 et 279. Au tome I, Guide du Salut, Ecole du Salut et Le Calvaire ; au tome II, examen de conscience, prières pour l'adoration, catéchisme, cantiques spirituels.

Le P. VAVASSEUR, François.

Oratio prima. Ludovico XIII, regi christianissimo unius anni quatuor victorias gratulatur, Alencione Saiorum XV Cal. Novembris (18 octobre) CIOICXXIX (1629). Paris, Cramoisy, tome I des orationes.

CHRONOLOGIE BIOGRAPHIQUE

DES JÉSUITES NÉS OU MORTS DANS LE DIOCÈSE DE SÉEZ DE 1725 A 1762.

1^o *Jésuites morts à Alençon ou qui y ont vécu.*

Noms et prénoms	Lieu d'origine	Naissance	Entrée	Degré	Date et lieu de mort
P. Allard , Claude.....	Lyon.....	1604,	14-10-1619;	p. 1-11-1638,	1-10-1641, <i>Lyon</i> .
P. Aubry , Quentin, Joach...	Paris.....	6-12-1680,	8-9-1696;	p. 2-2-1713 (1),	9-9-1748, <i>Alençon</i> .
P. Baron , Michel.....	Amiens.....	18-10-1643,	29-10-1661;	p. 2-2-1677 (2),	13-12-1707, <i>Alençon</i> .
P. Baudry , Antoine.....	Séaz.....	20-1-1691,	12-9-1709;	p. 15-8-1726 (3),	9-5-1741, <i>Nantes</i> .
P. Beaussier , Michel.....	Alençon.....	25-3-1625,	28-9-1642;	p. 31-5-1658 (4),	25-6-1681, <i>Moulins</i> .
P. Brisejon , Nicolas.....	Chaumont.....	14-6-1605,	8-10-1623;	p. 29-12-1641 (5),	29-8-1676, <i>Alençon</i> .
P. Brillon , Philippe, François	Tours.....	17-9-1693,	20-11-1711;	p. 2-2-1729,	1749-1754, <i>Alençon</i> .
P. de Beuville , Jacques.....	Mortagne(Manche)	17-9-1682,	10-12-1699;	p. 2-2-1718,	4-2-1745, <i>Arras, Caen</i>
P. Damoyse , Hugues.....	Cousance (Jura)...	10-3-1587,	1-2-1610(6);	c. 1-11-1624 (7),	1-9-1674, <i>Alençon</i> .
P. d'Anfry , Maximilien.....	Rouen.....	16-10-1598,	8-12-1614;	s.	13-12-1630, <i>Alençon</i> .
S. d'Aunay , Jacques.....	Alençon.....	18-2-1696,	30-9-1710;	s.	27-11-1712, <i>Alençon</i> .
P. Davy , Jean.....	Saint-Malo.....	19-1-1626,	27-10-1646;	c. 2-2-1664 (8),	17-11-1711, <i>Alençon</i> .
P. de Boisement , Charles...	Paris.....	29-1-1680,	26-10-1699;	p. 2-2-1715 (9),	14-6-1719, <i>Alençon</i> .
P. de Cuy , Robert.....	Diocèse de Sééz...	10-8-1654,	24-9-1672;	p. 2-2-1688 (10),	13-9-1709, <i>Argentan</i> .
P. de Klasten , Gaspard, Jean	Alençon.....	28-9-1680,	8-9-1726;	p. 2-2-1742 (11),	16-5-1738, <i>Argentan</i> .
P. de Klasten , Léonard.....	Diocèse de Sééz...	29-9-1673,	1-10-1688;	p. 2-2-1703 (12),	9-2-1753, <i>La Flèche</i> .

P. de la Boëcé André.....	Mortagne.....	27- 4-1670, 16- 6-1691; p. 15- 8-1706 (13), 1- 7-1734, <i>Alençon.</i>
P. de la Bretonnière , Antoine. Diocèse de Séez..	23- 4-1637, 16- 9-1634; p. 2- 2-1672 (14), 7- 5-1684, <i>Alençon.</i>	
F. de la Bruière , Charles... D ^e de>Listieux ...	16- 7-1615, 24- 7-1644; 21-12-1654 (15), 25- 1-1665, <i>Alençon.</i>	
P. de la Bye , Norbert, Antoine. Hesdin.....	8- 2-1670, 5- 9-1687; p. 2- 2-1705.....	4- 7-1743, <i>Séez.</i>
P. de la Tour , Victor.....	23-12-1722, 19-10-1739;	X- 8-1762, <i>Alençon.</i>
P. de Lessau , Charles... ..	2-1593, 6- 9-1614; c. 15- 8-1629 (16), 13- 4-1657, <i>Alençon.</i>	
P. Gallimard , Jean ?.....		22- 5-1694, <i>Alençon.</i>
P. Gandillon , François.....	9- 5-1589, 31- 1-1614; p. 30- 8-1626 (17), 29-10-1631, <i>Alençon.</i>	
P. Gedouyn , Claude.....	Paris.....	20- 6-1636, <i>Alençon.</i>
F. Jacob , Philippe.....	Paris.....	15- 8-1700 (18), 10- 1-1723, <i>Alençon.</i>
P. Laloyer , Jean.....	Amiens.....	8- 7-1631, <i>Alençon.</i>
P. Maucorps , Pierre.....	Vernon (Eure)..	21- 1-1591, 10-10-1615; 21- 3-1632 (19), 4- 8-1649, <i>Alençon.</i>
F. Remy , Jean.....	Nevers.....	5-1580, 8- 6-1608; 28-10-1621 (20), 22- 7-1634, <i>Alençon.</i>
S. Richard , Joseph, Mathurin. Diocèse du Mans.	28- 9-1728, 26- 9-1746; s.....	29-11-1752, <i>Pr. Alençon.</i>
S. Yvon , Martin.....	D ^e d'Avranches. 1600, 10-11-1623; s.....	1- 4-1628, <i>Alençon.</i>

2^e Jésuites nés dans le diocèse de Séez

P. Bellanger , Jean.....	Diocèse de Séez.	5- 5-1650, 5- 9-1669; p. 2- 2-1685 (21), 20- 9-1720, <i>La Flèche.</i>
P. Chauvin , Jacques.....	Alençon.....	21- 6-1680, 30- 9-1698; p. 2- 2-1714 (22), 11- 5-1737, <i>Paris.</i>

(1) Blois. (2) Nevers. (3) Constantinople. (4) Caen. (5) Nevers. (6) Rome. (7) Rouen. (8) Nevers. (9) Alençon. (10) Eu. (11) Québec. (12) Rouen. (13) Rouen. (14) Blois. (15) Hesdin. (16) Rouen. (17) Paris. (18) Nevers. (19) Alençon. (20) Paris. (21) Compiègne. (22) Moulins.

Noms et prénoms	Lieu d'origine	Naissance	Entrée	Degré	Date et lieu de mort
P. Chevalier, Jean.....	Mortagne.....	1607,	29-12-1627;	p. 17-12-1645 (1),	31-10-1649, <i>St-Christop.</i>
S. Chrétien, Pierre.....	Gandelain.....	12-1738,	25- 6-1758.....		
P. Clouet, Paul.....	Alençon.....	17-11-1652,	4-10-1669;	p. 2- 2-1689 (2),	23- 1-1738, <i>Caen.</i>
P. Collet, Claude.....	Alençon.....	24- 9-1621,	1-11-1638;	p. 27- 9-1654 (3),	16-12-1683, <i>Paris.</i>
S. de Coursy, Charles, Antoine	Alençon.....	9-1701,	18- 9-1720;	s.....	5- 5-1727, <i>Québec.</i>
P. de Glapion, August ⁱⁿ , Louis.	Diocèse de Séez.	8- 9-1719,	10-10-1735;	p. vers 1753,	24- 2-1790, <i>Canada.</i>
S. de la Motterie, Henri, Louis	Carrouges (Orne)	18- 2-1739,	5- 9-1756;	s.....	
P. de la Thuillerie, Jacq., Jean	Diocèse de Séez.	24- 9-1654,	18-11-1672;	p. 2- 2-1688 (4),	18- 8-1698, <i>Tripoli.</i>
F. Delié, Louis.....	Alençon.....	15- 3-1682,	6- 8-1702;	2- 2-1713 (5),	12- 4-1734, <i>La Flèche.</i>
P. de Saint-Calais, Pierre...	Alençon.....	7- 1-1712,	11- 7-1728;	p. 25- 3-1745 (6).	
P. de Saint-Clair, René.....	Diocèse de Séez.	21- 2-1612,	27- 9-1635;	p. 2- 2-1653 (7),	12-10-1690, <i>Nevers.</i>
P. des Jugeries, René.....	Alençon.....	12- 4-1666,	7- 9-1686;	s.....	15- 9-1699, <i>Martinique.</i>
P. Despares, Louis.....	Alençon.....	30- 6-1690,	1-10-1707;	p. 2- 2-1725 (8),	27-10-1756, <i>Paris.</i>
S. d'Hommey, Jacques.....	Juignettes(Eure).	25- 8-1732,	21- 9-1749;	s.....	
P. Drouin, Charles.....	Diocèse de Séez.	25- 3-1593,	9-10-1612;	c. 15- 8-1628 (9),	19- 6-1650, <i>Amiens.</i>
P. du Hameau, Pierre.....	Bellème (Orne)...	4- 3-1585,	3-8-1608;	(10), p. 21-12-1625 (11),	25-7-1631, <i>Moulins.</i>
P. du Tertre, Jean.....	Séez.....	16- 7-1637,	9-10-1656;	p. 2- 2-1672 (12),	9- 4-1697, <i>Paris.</i>
P. du Tertre, Rodolphe.....	Diocèse de Séez.	18- 4-1677,	27- 9-1693;	p. 15- 8-1711,	24- 1-1762, <i>Paris.</i>
P. du Val, J.-B. Charles.....	Alençon.....	24- 6-1678,	8- 9-1694;	p. 2- 2-1742 (13),	26- 3-1739, <i>La Flèche.</i>
P. Fanoys, Jacques.....	Alençon.....	27- 9-1623,	2-10-1645;	p. 2- 2-1662 (14),	3-11-1688, <i>Nantes.</i>
S. Favry, Jean, Michel.....	Alençon.....	5-12-1743,	24- 9-1758;	s.....	

S. Fremont, Jean.....	Séez.....	3-11-1654, 12- 9-1674; s.....	23-11-1676, Rouen.
F. Gilbert, Pierre.....	Alençon.....	3- 6-1656, 13- 9-1682; 18- 8-1696 (15), 14-11-1741, La Flèche.	
F. Gontier, Pierre.....	Diocèse de Séez.	1-1615, 23-12-1652; 2- 2-1663 (16), 21- 8-1678, Rennes.	
N. S. Grandchamps, L' Math.	Alençon.....	30- 9-1718, 30- 9-1733; n. s.....	18- 1-1735, Paris.
P. Guérin, Joseph, André...	Diocèse de Séez.	24-11-1714, 17- 8-1735; p. 2- 2-1752.....	
P. Guérin, Pierre.....	S ^{te} -Honor. (Orne)	(17) 1-3-1731, 10-9-1746; s. Diocèse de Séez après 1788.	
F. Guilleré, Pierre.....	Alençon.....	24- 6-1663, 24- 2-1685; 2- 2-1696, 5-5 -1701, Rennes.	
F. Le Clerc, Barthélemy....	Alençon.....	11- 2-1612, 19- 9-1632; 1- 1-1644 (18), 10-4 -1671, Paris.	
F. Le Comte, Nicolas.....	Alençon.....	21-12-1630, 10-10-1655; 2- 2-1666 (19), 8-4 -1681, Paris.	
P. Le Court, Nicolas.....	Diocèse de Séez.	12- 3-1594, 29- 8-1610; p. 2- 5-1628 (20), 10-12-1641, Paris.	
P. Le Drel, Pierre.....	Alençon.....	9- 4-1651, 15- 9-1666; p. 15- 8-1685 (21), 6- 9-1710, Paris.	
P. Le Maître, Guillaume....	Alençon.....	30- 1-1656, 30- 8-1673; p. 15- 8-1688 (22), 3- 6-1703, Arras.	
S. Lemerand, Jacques.....	Alençon.....	7- 2-1677, 8- 9-1693; s.....	2- 5-1700, Rennes.
P. Le Royer, Abraham.....	Domfront.....	9- 2-1646, 31- 8-1665; p. 2- 2-1680 (23), 16- 8-1715, Tonkin.	
S. Le Tellier, Antoine, Joseph	Argentan.....	5-12-1734, 6-11-1752; s.....	
P. Maceron, Jean.....	Domfront.....	(24), 9-3-1603, 5-10-1622; p. 25-11-1641 (25), 25- 4-1686, Arras.	
S. Morel, René, François...	Alençon.....	5-12-1743, 24- 9-1758; s.....	
F. Quentin, René.....	Alençon.....	22- 9-1649, 22- 9-1677; 2- 2-1688 (26), 17- 7-1699, La Flèche.	

(1) Ile des Antilles. (2) Alençon. (3) Tours. (4) Damas ? (5) Paris. (6) Paris. (7) Caen. (8) Caen. (9) Rouen. (10) Nancy. (11) Paris. (12) Orléans. (13) La Flèche. (14) Vannes. (15) Quimper-Corentin. (16) Rennes. (17) Est-ce Sainte-Honorine-la-Chardonne ou Sainte-Honorine-la-Cuillaume ? Ces deux villages sont : le premier, de l'arrondissement de Domfront, canton d'Athis ; le second, dans l'arrondissement d'Argentan, canton de Putanges. (18) Paris. (19) Quimper. (20) Rouen. (21) Arras. (22) Rouen. (23) Caen. (24) *Dophrontiensis*. (25) Amiens. (26) La Flèche.

Noms et prénoms	Lieu d'origine	Naissance	Entrée	Degré	Date et lieu de mort
P. Ragaisne, Jean	Séez.....	23- 6-1618, 21- 9-1635;	P. 2- 2-1653	(1),	4- 8-1683, <i>La Flèche</i> .
P. Richer, Gabriel	Alençon.....	20- 9-1623, 12-10-1643;	P. 28-10-1659	(2),	6- 1-1713, <i>La Flèche</i> .
P. Ruel, Jacques, Philippe ..	Alençon.....	8-11-1673, 7- 1-1692;	P. 2- 2-1707	(3),	16- 7-1756, <i>Orléans</i> .
F. Travers, Laurent	Diocèse de Séez.	15- 3-1620, 22- 1-1644;	27-12-1654	(4),	17- 2-1673, <i>Paris</i> .
P. Truel, Guillaume	Alençon.....	21-10-1617, 15- 5-1634;	S.....		14- 7-1651, <i>Smyrne</i> .
P. Vatier, Antoine	Ouilli-le-Tesson.	19- 5-1596, 8-11-1613;	P. 15- 8-1630,		13-10-1659, <i>Paris</i> .
N. S. Vienne, François	Alençon.....	14- 4-1658, 3- 9-1677;	N. S.		26- 3-1679, <i>Paris</i> .

(1) Alençon. (2) Arras. (3) Tours. (4) Arras.

LES PROVINCIAUX ET VICE-PROVINCIAUX DE FRANCE QUI ONT
VISITÉ LE COLLÈGE D'ALENÇON DE 1625 A 1761.

- R. P. COTON, Pierre.
R. P. ARMAND, Ignace, vice-provincial, 19 mars 1626.
R. P. FILLEAU, Jean, 1626.
R. P. DINET, Jacques, 1629.
R. P. JACQUINOT, Barthélemy, 1630-1.
R. P. BINET, Etienne, 1634-8.
R. P. DINET, Jacques, 1638-41.
R. P. FILLEAU, Jean, 1641-4.
R. P. NOEL, Etienne, 1644-5.
R. P. CHARLET, Etienne, 1645-8.
R. P. de LINGENDES, Claude, 1648-51.
R. P. ANNAT, François, 1651-4.
R. P. ROYON, Nicolas, 1654 à 25-9-1654.
R. P. CELLOT, Louis, 1655-8.
R. P. RENAULT, Jacques, 1658-1660.
R. P. BOUCHER, Claude, 1660-1661.
R. P. CASTILLON, André, 1661-4.
R. P. BORDIER, Jacques, 1664-8.
R. P. de CHAMPS, Etienne, 1668-71.
R. P. PINETTE, Jean, 1671-4.
R. P. de CHAMPS, Etienne, 1674-8.
R. P. de VERTAMONT, Pierre, 1678-81.
R. P. COLLET, Claude, 1681-4.
R. P. PALLU, Jacques, 1684-7.
R. P. PINETTE, Jean, 1687-8.
R. P. Le PICART, Jacques, 1688-91.
R. P. GENEVRAY, Louis, 1691-4.
R. P. DOZENNE, Pierre, 1694-7.
R. P. Le PICART, Jacques, 1697-8.
R. P. BAUDRAN, Julien, vice-provincial, 1698.
R. P. DEZ, Jean, 1698-1704.
R. P. BAUDRAN, Julien, vice-provincial, 1701.
R. P. de LAISTRE, Charles, 1704-8.
R. P. LETELLIER, Michel, provincial, 1708.
R. P. CLAVYER, Louis, François, 1709-12.

R. P. DAUCHEZ, Charles, 1712-7.
R. P. MARTINEAU, Isaac, vice-pvovincial, 1714
R. P. de la GRANDVILLE, F. X. 1717-21.
R. P. BODIN, Paul, 1721-4.
R. P. de RICHEBOURG, J. B. 1724-6.
R. P. de LAGUILLE, Louis, 1726-9.
R. P. FROGERAIS, Pierre, 1729-35.
R. P. de BELINGANT, J. B. 1735-8.
R. P. LAVAUD, Jean, 1738-43.
R. P. FREY, Pierre, Claude, 1743-51.
R. P. LE HOUX, Louis, Alexis, 1751.

RECTEURS D'ALENÇON.

P. de SAINT-JURE, J. B., supérieur, 1623-5.
P. du HAMEAU, Pierre, supérieur, 1625-9.
P. GANDILLON, François, supérieur, 1629-31, recteur, 1631-2.
P. FRANÇOIS, Jean, recteur, 1632-7.
P. de MACHAULT, Jacques, 1637-42.
P. de LIDEL, Claude, 1642-5.
P. NOUET, Jacques, 1645-8.
P. de LIDEL, Claude, 1648-51.
P. CHESNEAU, François, 1651-4.
P. de LESSAU, Charles, 1654-7.
P. CHARLET, Georges, 14-6-1657 à 22-8-1660.
P. POMMEREUL, Jean, 22-8-1660 à 27-8-1663.
P. RAGAINÉ, Jean, 27-8-1663 à 3-10-1666.
P. du DOY, Jean, 3-10-1666 à 3-10-1669.
P. DOZENNE, Pierre, 3-10-1669 à 18-11-1672.
P. CAULIER, Pierre, 18-11-1672 à 27-9-1676.
P. de la BRETONNIÈRE, Antoine, 27-9-1676 à 6-10-1679.
P. de GRIEU, Jean, 6-10-1679, à 11-10-1682.
P. de la TRÉMOUILLE, César, Joseph, 11-10-1682 à 28-10-1685
P. du PARC, Etienne, 28-10-1685 à 12-12-1688.
P. de SAINT-PIERRE, Bernardin, 12-12-1688 à 18-1-1692.
P. MORET, Philippe, 18-1-1692 à 15-1-1695.

- P. de la PLANCHE, Nicolas, 15-1-1695 à 4-4-1698.
P. le BEAU, Jean, François, 4-4-1698 à 29-4-1704.
P. BARON, Michel, 29-4-1704 à 1-2-1708.
P. RALLIER, J. B. 1-2-1708 à 5-4-1711.
P. de BREHANT, Claude, Jacques, 5-4-1711 à 13-1-1714.
P. CHOMEL, Claude, Jacques, de 13-1-1714 à 15-5-1718.
P. de BYE, Jean. 15-5-1718 à 20-11-1719.
P. de LÉPINAY, Julien, 20-11-1719 à 8-11-1722.
P. RAFFORT, Louis, 8-11-1722 à 5-9-1724.
P. du VAL, J. B. Charles, 5-9-1724 à 22-12-1728.
P. Le MAIRE, François, 22-12-1728 à 24-1-1732.
P. de SAINT-CYR, Philippe, 24-1-1732 à 3-3-1735.
P. FREY, Pierre, 3-3-1735 à 26-9-1738.
P. de BILLY, Nicolas, Gabriel, 26-9-1738 à 12-6-1742.
P. MAYET, François, 12-6-1742 à 6-3-1746.
P. FRONTEAU, René, 6-3-1746 à 2-9-1749.
P. BRILLON, François, Hippolyte, 2-9-1749 à 12-3-1754
S. GAULTIER, Pierre, 12-3-1754 à 1-11-1757.
P. Le PETIT, Nicolas, 1-11-1757 à 15-9-1760.
P. PONCET, Jean, 15-9-1760 à la suppression.

INDEX DES NOTICES BIOGRAPHIQUES

PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

- P. Pierre COTON. Paris, 19 mars 1626.
P. Pierre du HAMEAU, Moulins, 25 juillet 1631.
P. François GANDILLON, Alençon, 29 octobre 1631.
P. Claude GÉDOUYN, Alençon, 20 juin 1636.
P. Ignace ARMAND, Paris, 8 décembre 1638.
P. Etienne BINET, Paris, 4 juillet 1639.
P. Etienne CHARLET, Paris, 26 octobre 1652.
P. Jacques DINET, Paris, 22 décembre 1653.
P. Charles de LESSAU, Alençon, 13 avril 1657.
P. J.-B. de SAINT-JURE, Paris, 30 avril 1657.
P. Louis CELLOT, Paris, 20 octobre 1658.

- P. Antoine VATIER, Paris, 13 octobre 1659.
P. Etienne NOEL, La Flèche, 16 octobre 1659.
P. Claude de LINGENDES, Paris, 12 avril 1660.
P. Jacques RENAULT, Paris, 4 mai 1660.
P. Jean POMMEREUL, Amiens, 24 janvier 1666.
P. François ANNAT, Paris, 14 décembre 1670.
P. Claude de LIDELLE, Rouen, 19 mars 1671.
P. André CASTILLON, Paris, 25 mars, 1671.
P. Jacques BORDIER, Paris, 17 août 1672.
P. Jacques de MACHAULT, Paris, 1^{er} juin 1676.
P. Jacques NOUET, Paris, 21 mai 1680.
P. François VAVASSEUR, Paris, 16 décembre 1681.
P. César de la TRÉMOUILLE, Paris, 25 avril 1698.
P. Etienne de CHAMPS, La Flèche, 31 juillet 1701.
P. Pierre CAULLIER, Tours, 22 février 1709.
P. Etienne du PARC, Paris, 23 février 1710.
P. Pierre Le DREL, Paris, 6 septembre 1710.
P. Jacques Le PICART, Paris, 11 mai 1718.
P. Hyacinthe d'AVRIGNY, Caen, 24 avril 1719.
P. Michel Le TELLIER, La Flèche, 2 septembre 1719.
P. Charles de la RUE, Paris, 27 mai 1725.
P. Louis de la GUILE, Pont-à-Mousson, 18 avril 1742.
P. J.-B. de BELINGAN, Paris, 9 mars 1743.
P. Norbert-Antoine de la BYE, Séez, 4 juillet 1743.
P. Bernard de CANIVET, Paris, 14 décembre 1746.
P. François Le MAIRE, La Flèche, 10 septembre 1761.

Si la plupart sont morts à Paris, c'est que par charité on envoyait les infirmes et les vieillards dans les maisons mieux organisées pour les recevoir et mieux dotées pour faire face à la dépense de leur entretien ; comme Paris surtout et La Flèche. De plus, les conditions spéciales de Paris demandaient des hommes plus remarquables par le savoir, l'éloquence et la vertu et il arrivait souvent qu'ayant travaillé jusqu'à la dernière limite des forces, ils y restaient pour y mourir. Les petits collègues n'auraient pas eu assez de ressources pour garder des malades. Ainsi il leur fallait des gens valides et les infirmes étaient principalement dirigés sur La Flèche et sur Paris.

ALFRED HAMY S. J.

BIBLIOGRAPHIE DU DÉPARTEMENT DE L'ORNE

Pendant l'Année 1898

ADIGARD (R. P.), S. J. *La Chapelle-Montligeon*, Imprimerie de N.-D. de Montligeon, 1897, in-8°, 11-86 p.

ALENÇON ILLUSTRÉ, *Guide à travers l'Exposition*. In-16, 111 p. Caen, Valin.

ALMANACH DE L'ESPÉRANCE, organe de l'Œuvre expiatoire (1898). In-4°, 159 p. avec grav. Montligeon, Imp. de Notre-Dame de Montligeon.

ALMANACH DE L'ORNE, pour 1898. In-32, 160 p. Alençon, Renaut-de-Broise.

ALMANACH des foires chevalines pour 1899 indiquant l'époque, la composition des foires et marchés par départements et par races de chevaux, publié par Charles du Hays, In-18, 108 p. avec grav. Paris, Plon.

AMI DU FOYER (L'), Almanach du Perche et du Saonnais (Orne, Eure-et-Loir et Sarthe), pour l'année 1898 ; par Perchon (de l'Orne). Petit in-16, 206 p. avec grav. Mortagne, Meaux.

ANGOT DES ROTOURS (Baron J.), *Morale*, In-8°. 7 p. (1899). (*Extrait du compte-rendu des travaux du Congrès bibliographique international, tenu à Paris, du 13 au 16 avril 1898, au siège de la Société bibliographique, Paris, 5, rue Saint-Simon.*)

ANNUAIRE administratif, statistique et commercial du département de l'Orne. Adresses des habitants d'Alençon (1898). In-16, 634 p. Alençon, veuve Guy et fils.

ARDOUIN-DUMAZET. *Voyage en France*, 1^{re} série : Le Morvan, le Val de Sorre, le Perche (Morvan, Nivernais, Sologne, Beauce, Gâtinais, Orléanais, Maine, Touraine.)

AUTORDE (F). (Voir Duval).

BARDEL (Mgr) évêque de Séez. *Oraison funèbre de S. G., Mgr Colomb, évêque d'Evreux, prononcée dans la cathédrale*

d'Evreux, le 22 mars 1898. In-8° 32 p. Séez, veuve Leguerney-Montauzé.

— *Discours prononcé le 20 octobre 1898 à l'occasion de l'inauguration du buste de G. Le Vavasseur à Argentan.* In-8° 29 p. Sées, veuve Leguerney-Montauzé.

Discours prononcé dans la cathédrale de Rouen, à l'occasion du jubilé sacerdotal de son Em. le cardinal Sourrieu, archevêque de Rouen, sur la mission de l'église. Sées, typographie veuve Leguerney-Montauzé, 1897, in-8° 31 p.

BARRET (Abbé). *Cartulaire de Marmoutier pour le Perche.*

— *Documents sur la province du Perche.*

BASTON (*Mémoires de l'Abbé*), chanoine de Rouen, d'après le manuscrit original. Publiés pour la Société d'histoire contemporaine par M. l'abbé Julien Loth, et M. Ch. Verger, tome I^{er}, Paris, Picard, 1897. In-8°, XIX-438 pp.

BEAUDOUIN (Edouard), professeur de droit romain et d'histoire du droit à la Faculté de droit de Grenoble.

— *Les Grands Domaines dans l'Empire Romain* d'après des travaux récents. In-8°, 358 p. Paris, Larose, 22 rue Soufflot. (Extrait de la *Nouvelle Revue historique de droit français et étranger.* Années 1897 et 1898.)

— Articles critiques sur l'ouvrage de M. Marcel Raymond, *La Sculpture florentine* (Bulletin critique).

— Article critique sur l'ouvrage de M. Diehl, *L'Afrique byzantine, Histoire de la domination byzantine en Afrique.* (Bulletin critique).

— Article critique sur le tome 2 de l'ouvrage de M. Paul Viollet : *Histoire des Institutions politiques et administratives de la France.* (Bulletin critique).

— Article critique sur le livre de M. Paul Allard : *Le Christianisme et l'Empire romain de Néron à Théodose*; et sur l'ouvrage de M. Max Conrat : *Die Christenverfolgungen im roemischen Reiche Vom Stand punkte der juristen* (Revue historique).

— Article critique sur le *Manuel élémentaire de droit romain* de M. Paul-Frédéric Girard. (Revue critique d'histoire et de littérature).

— Article critique sur l'ouvrage de M. Prudhomme : *L'Assistance publique à Grenoble avant la Révolution.* (Revue historique).

— *Rapport sur les concours ouverts entre les étudiants en droit de la Faculté de Grenoble en 1898.* Grenoble, Xavier Drevet.

BEAUDOUIN (Frédéric), *Nécrose du sacrum et Myélite ascendante*, Normandie médicale, à Rouen, 15 juillet 1898, (3 pages).

BEAUDOUIN (Henri), *Compte-rendu des Travaux de la Société historique pendant l'année.* In-8°, 12 p. (Bulletin de la Société historique et archéologique de l'Orne), 4° Bulletin.

— *Articles bibliographiques* sur des livres ou brochures de M. Angot des Rotours, de M. l'Abbé Dumaine, de M. H. Gadeau de Kerville et de M. l'Abbé Letacq, même Revue.

BEAUDOUIN (H.), DUVAL (L.), LETACQ (A.-L.), RICHER (A.) *Bibliographie du département de l'Orne pendant l'année 1897.* In-8°, 19 p. (Bulletin de la Société historique de l'Orne, 3° Bulletin).

BESNARD (J). *Histoire religieuse de Mortagne, (documents sur la province du Perche.)*

BLAIZOT (P.) Notes pour servir à l'histoire d'Alençon au XVIII^e siècle. *Un café à Alençon* (Revue Normande et Percheronne).

BISSON (Alexandre), *Le Contrôleur des Wagons-Lits.* Comédie en trois actes. In-18 jésus, 182 p. Paris, Stock.

BLIN (J.-B. N.), *Liste des ecclésiastiques du diocèse de Séez, exilés pour la foi catholique en 1792* (Extrait de la *Semaine Catholique*). In-8°, 72 p. Sées, veuve Leguernay-Montauzé.

BOURET DE LA RONCIÈRE, Bibliothèque des écoles françaises d'Athènes et de Rome, 2^e série, XV, 1.

— *Les Registres d'Alexandre IV*, Recueil des bulles de ce pape. Paris, Thorin et fils. Albert Fontemoine successeur, 1896.

— P. 337 : n° 1126. Latran, 1^{er} février.

— 1256. Etienne, curé de Saint-Jean-de-Boulleville-le-Bertran est autorisé à accepter l'une des chapellenies ordonnées par le doyen de Lisieux, en l'église de Lisieux et en la chapelle Saint-Evroul, *dicti Parvi*, à Saint-Evroul (de Villâ S. Ebrulfi). Régnier, 1898.

CALENDRIER du diocèse de Séez à l'usage des fidèles pour l'année 1899. In-32 64 p. Séez, veuve Leguernay-Montauzé.

CANEL (Camille), professeur de sciences physiques et naturelles *Suprématie de la France au XIX^e siècle.* Discours

prononcé à la distribution des prix du collège de Sées, le 29 juillet 1898, Petit in-8°, 20 p. Alençon veuve Guy et fils.

CANTIQUE (le) : la Croix, Recueil pour carêmes, missions, retraites, catéchismes, premières communions, etc. In-32, 16 p. La Chapelle-Montligeon, Imp. de Notre-Dame de Montligeon.

CANTIQUES pour missions, retraites, carêmes, catéchismes. In-32, 115 p. La Chapelle-Montligeon, Imp. de Notre-Dame de Montligeon.

CARTE DU DÉPARTEMENT DE L'ORNE, à l'échelle de 1/100 000° dressée par M. L. Le Chevallier, inspecteur d'académie, Paris, A. Doncède.

CARTE DE FRANCE, dressée par ordre du ministre de l'intérieur à l'échelle de 1/100.000°. Feuille XI-14, Domfront.

Feuille XII-14, Argentan.

CATALOGUE des animaux, instruments et produits agricoles du concours régional d'Alençon (22 juin-3 juillet 1898). In-8°, 159 p. Paris, imp. nationale.

CATALOGUE officiel de l'Exposition nationale et internationale de 1898 dans la ville d'Alençon (industrie, commerce, beaux-arts. In-8°, 164 p. Alençon, veuve Guy et fils.

CHALLEMEL (Wilfrid). *Maire et curé*, fantaisie en vers dite par M. Ruffier, de la Comédie française. In-18, 8 p. Flers, A. Levesque.

CHARLEMAGNE (E.). *La Forêt de Bourse*. Revue des Eaux et Forêts, 22 novembre 1898 (p. 657-664) Paris, S. Rothschild, 13, rue des Saints-Pères, Paris.

CHARENCEY (comte H. de), *Etymologie euskariennes*. Petit in-8°, 30 p. Paris, Maisonneuve (1897).

— *Yama, Djemschid et Queizalcoalt*. In-16, 23 p., Caen, Valin.

— *Quelques étymologues euskariennes*. In-8°, 25 p. Paris, Maisonneuve.

— *Histoire de l'Abbaye de la Grande-Trappe*. Documents sur la province du Perche.

CHARPENTIER (A.), inspecteur de l'enseignement primaire. Voir Renaudin.

CHENNEVIÈRES (marquis Ph. de), directeur honoraire des beaux-arts, *Catalogue des dessins, aquarelles, pastels et gouaches de l'école française du XVIII^e siècle appartenant au mar-*

quis de Chennevières, dont la vente a eu lieu les 5 et 6 mai 1898. In-4°, 82 p. et grav. Paris, Ferat père et fils.

— *Le Harivel du Rocher.* In-16, 72 p. Bellême, Levayer.

CHENNEVIÈRES (Henry de), conservateur-adjoint au Musée du Louvre. *Les Tiepolo.* Grand in-8°, 159 p. avec 75 gravures, Paris, Moreau et Cie, librairie de l'art.

CHEVALIER (A), botaniste, originaire de Domfront. *Recherches et observations sur la Flore de l'arrondissement de Domfront* (Orne) (Bulletin de la Société Linnéenne de Normandie).

— *La Flore du Donjon de Domfront* (même revue).

— *Deux plantes intéressantes du département de la Mayenne* (Le Monde des Plantes).

CHRISTOPHE (Albert) *Robert et Isabelle*, nouvelle en vers (imitée de la Reine-de-Navarre). In-8°, 16 p. Paris, Lemerre.

CHRONIQUE et correspondance de la province du Perche et des Percherons du Canada. (Documents sur la province du Perche.)

COMMERÇANTS (les) Fertois (rondeau), par X.... de la Ferté-Macé. In-plano à 2 col. 1 p., Mayenne, Imp. Poirier-Béal.

CONTADES (comte Gérard de), *Gustave Le Varasseur, Bibliographie de ses œuvres* (1840-1896). In-8° VII 64 p. et portrait, Alençon, Renaut-de-Broise.

CONTEUR (le) *de la Veillée*, Almanach du Maine et du Perche pour 1899, par A. Filleul. In-16, 180 p. avec grav. Nogent-le-Rotrou, lib. Filleul.

CORBIÈRE (Louis), professeur de sciences naturelles au Lycée de Cherbourg. *Deuxième supplément à la nouvelle Flore de Normandie.* In-8°, 50 p. numérotées de 150 à 200. Caen, E. Lanier (Extrait du Bulletin de la Société Linnéenne de Normandie).

COURTIN, Voir de Romanet et Tournouer.

COURVAL (abbé), ancien supérieur du Petit-Séminaire de Sées. *Histoire moderne à l'usage de la jeunesse*, 12^e édition, tome 1^{er}. In-16, 360 p. Paris, Poussielgue.

— *Histoire du moyen-âge à l'usage de la jeunesse.* 16^e édit. In-16, 475 p. Paris, Poussielgue.

CROISÉ (Paul). *Rapport sur l'Exposition d'Horticulture* tenue à Evreux du 1^{er} au 5 juin. In-8°, 4 p. (Bulletin de la Société d'Horticulture de l'Orne. — 1^{er} semestre de 1898.)

DELAPORTE (Victor), de la Comp. de Jésus. *Un patron chrétien et apôtre ; Alfred, Dutilleul (d'Armentières)*, 3^e édition. Petit in-8°, 120 p. avec grav. Abbeville. Paillard.

— *De la rime française : ses origines, son histoire, sa nature, ses lois, ses caprices*. In-8°, 233 p. Lille, Desclée et Brouwer.

— *L'Aurore de Pâques*, mystère en deux tableaux. In-18 jés. 34 p. Lille, Desclée et Brouwer.

— *La Vérité à tout le monde*. Réflexions et critiques littéraires. (Etudes des Jésuites (20 janvier 1898).

— *La mort d'un homme de lettres*. Alphonse Daudet, (même revue, 5 février.)

— *Bulletin littéraire*. Vers et poésie, (même revue, 20 mars.)

— *La Religion de la Beauté*, (même revue, 20 juin.)

— *Un évêque d'autrefois*. M. Bertrand, évêque de Tulle, (même revue, 20 juillet.)

— *Terre d'asile et tragédie du collège*, (même revue, 20 août.)

— *La Bonne souffrance* de M. Coppée, (même revue, 5 septembre.)

— *Une religieuse enseignant au lendemain de la Révolution*. *La Fondatrice des Oiseaux*, (même revue, 5 et 20 novembre.)

Revue critique des ouvrages suivants :

Histoire de Sainte-Radegonde, par l'abbé Em. Briand. — *Silhouettes d'apôtres. Neuvaine à Saint-François Xavier*, par le P. Aloys Pottier, S.-J. — *Champollion inconnu*, par L. de la Brière. — *Le Mont-Saint-Michel*, par Ernest Goethals. — *La Science et les faits surnaturels*, par le R. P. Lescœur, de l'Oratoire. — *Journal d'un bourgeois de Paris pendant la Terreur*, par Edmond Biré. — *La chute de Robespierre*, par le même. — *Nouvelles causeries historiques et littéraires*, par le même. — *Mémoires et Souvenirs*, par le même. — *La vie chrétienne, textes recueillis et annotés* par le P. Paul-Joseph de Bussy, S. C. — *Entretiens eucharistiques*, par le P. J. Vaudon, missionnaire du Sacré-Cœur. — *Comment j'entrai au bercail*, par Lady Herbert of Lea, traduction Beuriez. — *Le R. P. Jean Caubert, S. J. fusillé, rue Haxo, le 26 mai 1871*, par P. Lauras S. J. — *Sœur Charlotte de la Résurrection, carmélite de Compiègne, mise à mort le 17 juillet 1794*. Notice par M. l'abbé H. Blond. — *Institut des Frères de l'Instruction chrétienne de Saint-Gabriel*, par l'abbé A. Blain. — *Et de quatre*, par Pierre l'Ermite. — *Entre cousins*, par

G. d'Azambeja. — *Gorgeansac*, par Paul Harel. — *Théâtre pour jeunes filles*, par Jehan Greech. — *Fabrice*, drame en 5 actes par le baron Kervyn de Volkaersbeke. — *Etudes religieuses des Jésuites*, 5 février, 20 mars, 5 avril, 5 mai, 20 mai, 20 juin, 20 juillet 1898.

DESVAUX (Albert), *Sœur Eugénie*, fille de la Charité (hôpital de Bellême), par l'abbé A. Desvaux, curé de Verrières, Bellême, imprimerie de Georges Levayer, 1899, in-12, 23 p.

— *La Cloche de Corbon*, lettre à M. Henri Tournouër. Verrières, le 15 septembre 1898. (Documents sur la province du Perche.)

— *Un Gentilhomme percheron compagnon de Jeanne d'Arc*, 2^e édition, In-8°, 31 p. Bellême, Levayer.

DEVAUX (Lucien), *La Manorière et la Bourbonnaise* (histoire et légende du Perche). In-8°, 7 p. avec grav. Vannes, Lafolye. (Extrait des Archives historiques du diocèse de Chartres).

DEVILLE (Etienne), *La Normandie historique et archéologique* (Le mouvement historique et archéologique dans le département de l'Orne).

— *La Normandie historique et littéraire*, octobre et novembre 1898.

— *Discours de la desfaite de l'armée du duc de Saccoye, faite par le Seigneur Des Diguières en la plaine de Pontcharra, près le chasteau de Bayard, vallée de Graisinodan, le 18^e jour du mois de septembre 1591*. In-8°, 18 p. Moutiers Ducloux.

DOUMIC (René), *Etudes sur la littérature française* (2^e série), *Marguerite de Navarre*, *Brantome*, *M^{me} Geoffrin*, etc.... *La question du vers libre*, etc.... In-16, 327 p. Paris, Perrin.

DUGUÉ DE LA FAUCONNERIE. *La question des tramways*. In-8°, 16 p. Mortagne, Meaux.

DU HAYS (Charles), voir *Almanach des Foires chevalines*,

DUMAINE (abbé L. V.), chanoine-archiprêtre de la cathédrale de Sées. *L'Angelus*. Prix 0 fr. 50. Sées, Leguérney-Montauzé.

— Articles dans les *Annales de l'Œuvre de N.-D.-des-Champs*.

— *Discours à la Croix-Rouge*, prononcé à l'Hôtel de Ville d'Alençon, Sées, imp. Montauzé.

DUMONT (Arsène). *La Dépopulation dans l'Orne*. Communi-

cation faite à la Société de statistique de Paris, grand in-8°, 28 p. Nancy, Berger-Levrault.

DUPONT (abbé), ancien supérieur de l'Ecole Saint-François-de-Sales, à Alençon. *Géographie physique, historique, ethnographique, politique et économique de l'Europe*. Cours supérieur (classe de seconde de l'enseignement secondaire classique ; classe de troisième de l'enseignement secondaire moderne) programme de 1895), 4^e édition, revue et mise à jour. In-18 jésus, VIII-280 p. avec cartes, Paris, Poussielgue.

DUPONT (abbé), curé de la Trinité-des-Lettiers, *Histoire de Notre-Dame-de-Touquette, depuis son origine jusqu'à nos jours* par M. l'abbé Dupont avec photographies et gravures de M. l'abbé Morieux, curé de Touquette. In-16, 155 p. La chapelle Montligeon, imp. de Notre-Dame-de-Montligeon, chez M. le curé de Touquette, par Saint-Evrault-Notre-Dame-du-Bois.

— *L'abbaye royale de Saint-Evrault, paroisse de Touquette-en-Ouche, d'après les documents, la plupart inédits extraits des registres de la paroisse de Touquette, sur le territoire de laquelle était située, de 1789 à 1815, la cy-devant abbaye*, 2^e édition, augmentée de plusieurs documents et gravures. In-18 jésus, 23 p. La Chapelle-Montligeon, imp. de Notre-Dame-de-Montligeon.

DUPUY (abbé), aumônier du Lycée d'Alençon, *Discours prononcé le 1^{er} décembre 1897, dans la chapelle des religieuses des Sacrés-Cœurs et de l'Adoration pour la fête du centenaire de leur Congrégation*. In-8°, 19 p. Alençon, Renaut-de-Broise.

DUVAL (Louis), archiviste du département de l'Orne, directeur de la *Revue Normande et Percheronne*.

— *L'imprimerie et la librairie à Alençon et dans le diocèse de Sées* (même revue, p. 119, 174, 241, 304, 369).

— *Les Beaux-Arts à l'exposition d'Alençon* (même revue, p. 155).

— *Les Epingles et les Aiguilles de Laigle* (même revue, p. 209, 266, 324).

— *Gustave Le Vasseur, conseiller général de l'Orne*. — Alençon. Renaut-De Broise, 1888, in-8°, 11 p. (Extrait du Bulletin de la Société historique et archéologique de l'Orne).

— *Inauguration du buste de Gustave Le Vasseur*, par René de La Noë. *Revue Normande et Percheronne* illustrée, 1898.

— *Nouvelles artistiques et littéraires* (même revue).

— *Papeteries et imprimeries du département de la Creuse (1519-1898)*. — Guéret, imprimerie P. Amiault, 1898, in-8°, 31 p. — (Extrait des Mémoires de la Société des Sciences naturelles et archéologiques de la Creuse, 2^e série, t. VI) (32^e de la collection).

— *La Petite Propriété dans le département de l'Orne en 1785*. — Paris, imprimerie de la Société d'économie sociale, 34, rue de Seine, in-8°, 38 p. — (Extrait de la Réforme sociale, des 1^{er} et 16 avril 1899).

DUVAL (Louis) et AUTORDE (F.) archivistes, *Inventaire sommaire des Archives départementales antérieures à 1790*. Creuse. Série H. (supplément). Archives des hospices. In-4 à 2 col. XIV-123 p. Guéret, Betoulle.

DUVAL (Anatole), secrétaire de la mairie à Briouze. *Notice historique et instructive sur les foires et marchés de Briouze (Orne)*; pour servir de guide aux agriculteurs, marchands de bestiaux et commerçants. In-8° 11 p. Flers, Levesque.

ÉLÉMENTS d'*Histoire naturelle*, par l'abbé E. C. (Chichou), chanoine honoraire, curé doyen d'Exmes, zoologie, seconde partie, 4^e édition. In-16, 299 p. Paris, Poussielgue.

FAGUET (Emile), *Benserade, sa vie, ses idées, ses œuvres*. Revue des cours et conférences, n^{os} des 17 et 24 déc. 1896.

FERRIÈRE (Hector de la). Deux romans d'aventure au XVI^e siècle : *Arabella Stuart, Anne de Caumont*, avec un portrait de l'auteur et une notice sur sa vie, ses écrits par le comte Baguenault-de-Puchesse. Paris, Ollendorff 1898. In-8° XXIII. 201 p.

FILLEUL, voir *Conteur de la Veillée*.

FOURNIER (Marcel), professeur agrégé de la Faculté de droit de Caen, *Histoire générale de Paris. La Faculté de décret de l'Université de Paris au xv^e siècle*, t. I. Paris, imp. nationale, 1895, in-4°. P. 305 et suiv.: *Actes du décanat de Guillaume Bonnet*, abbé de Cormeilles, de nov. 1412 à 1434 (né peut-être à la Baroche-sous-Lucé, mort à Angers le 3 avril 1312). ? Régnier, 1898.

FRANCE (la) CHARITABLE ET PRÉVOYANTE, tableau des œuvres et institutions des départements, publié par les soins de l'Office central des œuvres de bienfaisance, 39 fascicules in-8°, de 10 à 16 p. dont un, le 8^e, se rapporte au département de l'Orne.

FRET (L.-J.) et A.-P. GAULIER. *La Bonne femme et les Vieux Saints de Saint-Mard-de-Réno ou Scènes de mœurs perche-*

ronnes par l'abbé L.-J. Fret. Revue et annotée par l'abbé A.-P. Gaulier, 2^e édition. In-16, 115 p. La Chapelle-Montligeon, imp. et lib. de Notre-Dame-de-Montligeon.

— *La Pélerine percheronenne, normande et beauceronne* ou *Scène de mœurs percheronnes*, par l'abbé J.-L. Fret. Revue et annotée par l'abbé A.-P. Gaulier, 2^e édition. In-16, IV. 103 p. La Chapelle-Montligeon, imp. et lib. de Notre-Dame-de-Montligeon.

— *Le vrai Patriote au Perche* ou *Scène de mœurs percheronnes*, par l'abbé J.-L. Fret. Revue et annotée par l'abbé A.-P. Gaulier, 2^e édition, in-16, 103 p. La Chapelle-Montligeon, imp. et lib. de Notre-Dame-de-Montligeon.

— *Un Conseil de fabrique au Perche, dans une paroisse de campagne*, ou *Scène de mœurs percheronnes*, par l'abbé J.-L. Fret, revue et annotée par l'abbé A.-P. Gaulier, 2^e édition, in-16, 115 p. La Chapelle Montligeon, imp. et lib. de Notre-Dame-de-Montligeon.

— *Promenade à la Chartreuse du Val-Dieu*, ou *Scènes de mœurs percheronnes*, par l'abbé J.-L. Fret. Revue et annotée par l'abbé A.-P. Gaulier, 2^e édition. In-8°, 128 p. La Chapelle-Montligeon, imp. et lib. de Notre-Dame-de-Montligeon

— *Une soirée du dimanche au Perche* ou *Scène de mœurs percheronnes*, par l'abbé L.-J. Fret. Revue et annotée par l'abbé A.-P. Gaulier. 2^e édition. In-18, 123 p. La Chapelle-Montligeon, imp. et lib. de Notre-Dame-de-Montligeon.

— *Le Tyran du village* ou *Scène de mœurs percheronnes*, par l'abbé L.-J. Fret. Revue et annotée par l'abbé A.-P. Gaulier, 2^e édition. In-18, 100 p. Imp. et lib. de Notre-Dame-de-Montligeon.

GAULIER (abbé A.-P.), voir Fret.

GENTIL (Jules). *Une visite à la Lande-de-Lougé. Le Varasseur intime.* (*La Normandie artistique et littéraire*. Revue mensuelle illustrée, direction Charles Thierry. nov. 1898, p. 98-101).

GODET (abbé). *Mémoire sur les paroisses du Mage et de Feillet* (documents sur la province du Perche).

GOMOND, secrétaire-général de la Société d'Horticulture de l'Orne. *Rapport sur l'Exposition d'horticulture coïncidant avec le Concours régional qui a eu lieu à Alençon du 29 juin au 4 juillet 1898.* In-8°, 38 p. Alençon, Renaut-de-Broise.

GRENET (abbé), chanoine supérieur des Sœurs de la Miséri-

corde de Sées. *Manuel de piété, ou Petite théologie ascétique à l'usage des fidèles*. In-18, VII. 314 p. Paris, Vic et Amat.

GUILLOUARD (L.) professeur de Code civil à l'Université de Caen. *Traité des privilèges et hypothèques* (Livre III, titres 18 et 19 du Code civil. T. 3 (articles 2134 à 2179. In-8°, 596 p. Paris, Pédone.

— *Gustave Le Vavas seur, l'homme et le poète*. In-8°, 119 p. Verneuil, imp. Gentil.

HAMARD (F.) curé de Hermes, originaire de Chanu. *Découverte d'une nécropole romaine à Bury* (Oise). — Découvertes à Hermes. *Bulletin archéologique* du comité des travaux hist. et scient. année 1896. Paris, imp. nat. Ernest Leroux, éditeur, rue Bonaparte, 28, 1897. In-8°, p. XXIII, XCIII, 330-331.

HAREL (Paul), *Gorgeansac, la Petite Marthe, le Nez du cousin Barnabé* In-18 Jésus, 252 p. Paris, Gautier.

— *Le Demi-Sang, (roman)*. In-18, 210 p. Paris, Plon.

HERTRÉ (Pierre de). Pseudonyme de M. Verel (voir ce nom).

HUSNOT (T.) *Conseils aux cultivateurs, Agriculture et Politique, par un cultivateur*. In-8°, 100 p. Caen, imp. Lanier et chez l'auteur à Cahan, par Athis (Orne).

INAUGURATION du buste de Gustave Le Vavas seur, Études, Discours et Poésies, lus à Argentan les 19 et 20 octobre 1898. Grand in-8°, 110 p. avec portrait. Alençon, Renaut-De Broise. — Duc d'Audiffret-Pasquier. Comte de Contades. Boscher, maire d'Argentan. Mgr Bardel, évêque de Séez. Albert Christophle. Paul Harel. Vicomte du Motey.

LABBÉ (docteur Jules). *Des abus de l'encephale consécutifs aux otites moyennes chroniques suppurées* (thèse). In-8°, 63 p. Paris, P. Delmar.

LA NOE, (René de). Pseudonyme de M. L. Duval (voir ce nom).

LA RALLAYE (Léonce de), *Vieux souvenirs. L'Italie il y a vingt ans*. Grand in-8°, 157 p. avec grav. Paris, Taffin-Lefort.

LE CHEVALLIER, inspecteur d'académie, voir carte du département de l'Orne.

LE MARCHAND (L.-B.) de la Compagnie de Jésus. *Exercices spirituels de Saint-Ignace. Principes et Vérités fondamentales de la vie chrétienne* t. 1^{er}, 4^e édition. Revue, corrigée et augmentée. In-8° XXII. 375 p. Paris, Letouzey et Ané.

LEJARD (J.) ancien supérieur du petit séminaire de Séez. *Œdipe roi, de Sophocle. Edition collationnée sur les meilleurs textes et annotée.* 3^e édition. In-18, XX. 104 p. Paris, Poussielgue.

— *De floribus sanctorum altera series.* In-18, XII. 220 p. Paris, Poussielgue.

LEURSON. Les Etaux (à Alençon), *Revue normande et percheronne*, mai et juin 1898.

LETACQ (abbé), aumônier des Petites-Sœurs des Pauvres, à Alençon. *Les Vipères en Normandie* (Annales de l'Œuvre de Notre-Dame-des-Champs).

— *Nécrologie.* M. Letellier (Journal d'Alençon, 30 mars 1898. Indépendant de l'Orne, du 1^{er} au 8 avril.)

— *Notice sur M. J. Letellier*, conservateur du Musée d'Histoire naturelle d'Alençon (*Le Monde des Plantes*).

— *Les Cyprès chauves* (*Taxodium distichum* Bich.) de Vervaines, à Condé-sur-Sarthe (même revue).

— *L'Eleocharis ovata*, R. Br. aux étangs des Rablais et du Mortier (Sarthe), même revue.

— *Les Oiseaux du département de l'Orne.* Catalogue analytique et descriptif (Bulletin de la Société d'Horticulture de l'Orne), 1^{er} et 2^e semestre. Tir. à part, Alençon, E. Renaut-De Broise, 151 p.

— *Observations sur la distribution géographique des Reptiles en Normandie* (*Le Naturaliste*), Paris, Deyrolle.

— *A quelle époque le Dindon fut-il introduit en Normandie ?* (Archives provinciales des Sciences), Rouen, Spalikowski.

— *La Châtaigne d'Eau* (*Trapa natans* L.) dans le Maine et la Normandie (Feuille des jeunes naturalistes), Paris, Dollfus.

— *Sur une invasion d'Helix ericetorum*, Müll. à Moul (Calvados), même revue.

— *Note sur les Chauves-Souris* observées dans les carrières de Montiers-Hubert (Calvados) et quelques autres des environs de Vimoutiers (Orne). (Bulletin de la Société des Amis des Sciences naturelles de Rouen.)

— *Moineaux et Rats blancs. L'Albinisme est-il héréditaire ?* (même revue).

— *Sur une Truite Arc-en-ciel* (*Salmo irideus* Gibb.) capturée dans la Thouanne à Tanville (même revue).

— *Notice sur la vie et les travaux du docteur Richer*, professeur à l'Ecole de médecine d'Amiens. (*Revue normande et percheronne*). Tir. à part, Alençon, A. Herpin, in-8°, 8 p.

— *Bibliographie* : Exposé systématique et description des Lichens de l'ouest et du nord-ouest de la France, par M. l'abbé Olivier ; Essai sur la Topographie par M. Blanchetière ; Recherches et observations sur la flore de l'arrondissement de Domfront par M. Chevalier ; La Flore du Donjon de Domfront, par M. Chevalier ; Archivos do Museu nacional do Rio-de-Janeiro. — (Bulletin de la Société Historique et Archéologique de l'Orne.)

— *Compte rendus de la Petite Flore Mancelle*, par M. Gentil et de l'Histoire des Roses indigènes de la Sarthe par le même (même revue).

— *M.-J. Letellier* ; sa vie, ses travaux scientifiques. Lecture faite à la séance publique de la Société historique et archéologique de l'Orne, tenue à Argentan le 19 octobre 1898 (même revue). Tir. à part, Alençon, Renaut-De Broise, in-8°, 22 p.

MALLET (L.) ancien professeur au Petit-Séminaire de Sées. *Cours élémentaire d'archéologie religieuse*. 6^e édition, revue et augmentée t. 1^{er}, architecture. In-8° 367 p. Paris, Poussielgue.

MANUEL *de Piété* à l'usage des sœurs de l'éducation chrétienne. In-32, 630 p. Argentan, imp. du *Journal de l'Orne*.

MARRE-DESPERRIES, curé-doyen de Tourouvre, M^{me} Gouhier et la Congrégation des religieuses de Marie Immaculée à Longny, notice nécrologique. In-18 jésus, 8 p. La Chapelle-Montligeon. Imp. de Notre-Dame-de-Montligeon.

MAUNOURY (A.-F.), ancien professeur au Petit-Séminaire de Sées. *Evangelie selon Saint-Luc*. Edition revue et annotée. Texte grec, avec notes et dictionnaire, 6^e édition, In-18 jésus. 175 p. Paris, Poussielgue.

— *Petite anthologie, ou Recueil de Fables, descriptions, épigrammes, pensées, contenant les racines de la langue grecque* (traduction française). In-18 jésus, 44 p. Paris, Poussielgue.

MAZEN (A). *Le Bocage normand*, sa géologie, ses caractères généraux (La Normandie artistique et littéraire), février, mars, avril, mai, 1897.)

MESSAGER (Le) *de la Beauce, du Perche et de la Basse-Normandie*. *Almanach comique moral et illustré pour l'année 1899*. Petit in-16, 192 p. Chartres, imp. Langlois.

MILLET (Stanislas), *Fragment. (La Normandie artistique et littéraire. In-8°, 1896.)*

— *La Prière d'Hippolyte (La Normandie artistique et littéraire) (id.), mai 1897.*

— *La Promenade traditionnelle (id.), décembre 1897.*

— *Réfutation (id.), mars 1898.)*

— *Une nouvelle manière d'écrire l'histoire : (id.) mai 1898.*

— *Une réunion électorale (id.), juillet 1898.*

— *Géométrie symbolique (id.), novembre 1898.*

MORIEUX, curé de Touquette, voir Dupont, curé de la Trinité des-Lettiers.

MOURRE (C.) *Compte-rendu général de la réunion annuelle de la réforme sociale. La division de la propriété et la densité de la population dans les généralités d'Alençon et de Caen, par M. Louis Duval. (La réforme sociale, 16 juillet, 1^{er} août 1898.)*

MORTAGNE. — Plan de la Tour Notre-Dame et d'une partie des anciennes fortifications de Mortagne. (Documents sur la province du Perche, janvier 1898.)

NOCES (les) d'Or de la conférence de Saint-Vincent-de-Paul au Petit-Séminaire de Séez. In-8°, 45 p. Alençon, Herpin.

OLIVIER (l'abbé), à Bazoches-en-Houlme. *Lichens du Chili. (Le Monde des Plantes).*

Ordo dicivi officii recitandi sacrique peragendi juxta ritum sanctæ romanæ Ecclesiæ, ad usum diocesis Sagiensis, pro anno domini 1898. In-16, 175 p. Séez, veuve Leguerney-Montauzé.

PITOU (Charles), *L'Ami de la Mer. Libre Ballade, A. G. Le Vavasseur. (La Normandie artistique et littéraire), octobre 1896.*

PLAN D'ALENÇON, à l'échelle de 1/5000, dressé par A. Marais, agent-voyer communal, vérifié et augmenté en 1898. Gravé par Cochapain, Alençon, E. Renaut-De Broise.

POSTILLON (Le) *Almanach annuaire du Perche (Orne, Sarthe, Eure-et-Loir, Eure), 6^e année. Petit in-16, 136 p. Mortagne, Imp. Bigot, 1897).*

POSTILLON (Le) *Almanach-annuaire du Perche pour l'année 1898. In-8°, XXII, 236 p. avec grav. Mortagne, Danguy.*

POULAIN (Ernest), médecin attaché à l'établissement thermal de Bagnoles de l'Orne. *Des œdèmes du membre supérieur con-*

sécutifs à l'amputation du sein. Leur traitement thermal à Bagnoles-de-l'Orne. In-8°, 28 p. Paris, Carré et Naud.

PRUNIER (abbé), supérieur du Grand-Séminaire de Séez. — *Evolution et immutabilité de la doctrine religieuse dans l'église.* In-12, 76 p.; Paris, Bloud et Barral (Collection *sciences et religion.*)

RAGAIN (E.), délégué de l'Association pomologique de l'Ouest. *Compte-rendu de la deuxième exposition des fruits à cidre, tenue à Sées du 26 septembre au 5 octobre 1896,* In-8° 56 p. Alençon, Guy.

REINES (Les) de Paris, chez elles (album n° 10 : *Emilienne d'Alençon*), Paris, L. Boulanger.

RENAUDIN (J.-L.-C.), instituteur public et A. Charpentier, inspecteur de l'enseignement primaire. *Petite Histoire de France* (quatre cents questions mises à la portée des enfants de dix à douze ans (deuxième degré), 35^e édition revue et complétée jusqu'à nos jours. In-16, 128 p. Paris, Larousse.

RENAULT du Motey, (le vicomte Henri), articles hebdomadaires dans *l'Indépendant de l'Orne*, dont M. du Motey est le directeur politique.

REVAL (G.) *L'ouvriers fertois*, chanson In-plano à 2 col. 1 p. La Ferté-Macé. Imp. Bouquerel.

— *Mon vieux Rocher.* Chanson, in-plano à 2 col. 1 p. La Ferté-Macé, imp. Bouquerel.

ROMANET (vicomte de) et vicomte de SOUANCÉ, *Généalogie de la famille d'Arlanges* (preuves). Documents sur la province du Perche.

ROMANET (vicomte de) et TOURNOUER, COURTIN, *Histoire du Perche.* Documents sur la province du Perche.

SEMALLÉ (*Souvenirs du comte de*), page de Louis XVI, publiés pour la Société d'Histoire contemporaine par son petit-fils. In-8°, 644 p. Paris, Picard.

SOUANCÉ (vicomte de) et TOURNOUER. *Armorial de 1696.* Documents sur la province du Perche.

THERÈSE DE L'ENFANT JÉSUS ET DE LA SAINTE-FACE (sœur) religieuse carmélite. *Histoire d'une âme écrite par elle-même* (lettres, poésie). In-8° XXVII, 176 p. Bar-le-Duc, imp. de l'œuvre de Saint-Paul.

THIERRY (Charles). *Gustave Le Vavasseur.* (La Normandie

artistique et littéraire, Lisieux. Albert Trente, libraire-éditeur, n° du 2, octobre 1896.)

— *Le patois normand*, (même revue), Paris, 1897.

— *Lettres de Paris*, (Compte rendu de l'Exposition artistique d'Alençon), (même revue), octobre 1898.

TOUGARD (abbé), *Trois lettres de dom Toutain*, publiées par l'abbé Tougard. (Mélanges de la Société de l'Histoire de Normandie, 3^e série, 1895.)

TOURNOUER (Henri). *Bibliographie, et iconographie de la Trappe*.

TURCAN (Abbé), ancien supérieur du Grand-Séminaire de Sées. *Trois années de persévérance, seconde année : Jésus-Christ*. Petit in-18 Jésus 11. 626 p. Paris, Vic et Amat.

— *Trois années de persévérance, deuxième partie : La lutte du paganisme contre l'Eglise de Jésus-Christ*. In-18 Jésus, IV. 376 p. Paris, Vic et Amat.

VÉREL (Charles), *Dictionnaire du Patois normand, tel qu'il se parle dans l'arrondissement d'Alençon*. (La Normandie artistique et littéraire), n° de septembre 1897 et suivants; en cours de publication.

— *Le Caveau funéraire des seigneurs de Nonant* (La Croix de l'Orne, n° du 17 juillet 1898).

— *Les seigneurs de la Motte-Fouquet*. (Bulletin de la Société historique de l'Orne).

— *Silhouettes normandes : Annibal Olivier* (Bulletin de la Société historique de l'Orne).

Sous le nom de PIERRE DE HERTRE : *Silhouettes normandes : Ch. du Hays, maire de Saint-Germain de Clairefeuille* (L'Avenir de l'Orne, n° du 29 août 1897.)

— *Le psallophone* (Le Journal Paris, n° du 6 novembre 1897).

VIMONT (Eugène), officier d'Académie, directeur et rédacteur en chef de la Revue mensuelle *Le Cidre*, 9, rue Lebrun, Gobelins, Paris. Articles nombreux dans cette revue.

VISITE A L'EXPOSITION DES ARTS A ALENÇON, signé : *Un Rapin*. (Revue normande et percheronne, mai et juin 1898).

II. BEAUDOUIN, L. DUVAL,
A.-L. LETACQ.

NOTICE

SUR

M. Jules PATOU, de la Chapelle-Moche

ENTOMOLOGISTE

Jules-Gabriel Patou naquit à la Chapelle-Moche le 29 mai 1846. Elevé par une mère chrétienne, il fut toute sa vie fidèle à la religion, qui, comme l'a dit Augustin Cauchy, en réglant le cœur de l'homme et lui interdisant de faux plaisirs, ne fait que lui ouvrir une nouvelle source de joies ineffables et préparer son bonheur.

Au petit séminaire de Sées, où le jeune Patou fit ses études, il fut bientôt remarqué par le vénérable abbé Bélin, qui s'occupait avec zèle d'Histoire naturelle et, habile à discerner les vocations scientifiques, savait entretenir chez quelques élèves choisis le goût de l'étude et du travail. Jules Patou se livrait surtout à l'entomologie, l'une des parties les plus attrayantes de la science, et des plus accessibles à la jeunesse et à l'homme du monde.

De retour dans son pays natal il continua ses recherches avec zèle et persévérance, concentrant ses efforts sur les deux principaux ordres de la classe des Insectes, les Lépidoptères et les Coléoptères. La vallée de la Mayenne à Couterne, les environs de la Chapelle-Moche et de Juvigny, les bois de Conifères de Bagnoles, les forêts d'Andaines et de la Ferté-Macé, qui, par la variété de leurs stations, offrent à l'observateur un si grand nombre d'espèces, furent le champ le plus ordinaire de ses explorations.

Il entretenait aussi des correspondances suivies et faisait des échanges avec les naturalistes étrangers.

Ses collections léguées au Petit-Séminaire de la Ferté (1),

(1) Le Musée du Petit-Séminaire, bien que de création toute récente, contient déjà, grâce au zèle des professeurs, d'importantes collections d'Histoire naturelle, d'Ethnographie et de Numismatique. Lors du dernier Congrès (juillet 1899), l'Association normande lui a décerné une médaille de vermeil.

comprennent : celle des Lépidoptères, près de 5.000 échantillons dont un grand nombre d'exotiques, celle des Coléoptères 200 seulement, mais tous du pays. Il est particulièrement à regretter que M. Patou n'ait publié ni même laissé aucune note manuscrite sur les dates et localités de capture, les stations et les mœurs des espèces régionales ; par suite de cette absence complète de documents, ces nombreux matériaux préparés avec soin et analysés avec sagacité perdent sans conteste, au point de vue de la faune locale, beaucoup de leur valeur.

Malgré ces lacunes, les collections entomologiques réunies par M. Patou, lui assurent une place honorable dans la galerie des naturalistes ornaïs.

Il se délassait des études scientifiques toujours un peu ardues par la culture des arts. La peinture était son plus agréable passe-temps : paysagiste habile, il empruntait à son Bocage le sujet de ses tableaux, se plaisant à reproduire les sites pittoresques, les rochers abrupts, les forêts montueuses de la Suisse normande. Ses œuvres sont nombreuses, et quelques-unes figureraient avec honneur au Salon.

J'ai fait un peu de bien, c'est mon meilleur ouvrage,

a dit un vieil auteur. Artiste et naturaliste, M. Patou pouvait assurément se rendre un meilleur témoignage ; il fit en effet beaucoup de bien : sa bonté et son obligeance étaient inépuisables, et, bien qu'il eut une fortune assez modeste, sa charité ingénieuse trouvait toujours moyen de secourir les pauvres.

Trésorier de la fabrique de sa paroisse, pendant près de vingt-cinq ans, il contribua par sa gestion intelligente et ses aumônes à l'érection de la nouvelle et magnifique église de la Chapelle-Moche. Il ne devait pas jouir longtemps du succès, car l'église était à peine terminée qu'une mort prématurée enlevait cet ouvrier de la première heure le 20 mars 1897.

M. Patou a peu écrit : à part plusieurs compte-rendus de fêtes religieuses publiées par l'*Echo de la Ferté-Macé*, je ne connais de lui qu'un article scientifique inséré dans le même journal, sur le beau dolmen appelé aux environs de Bagnoles *Lit de la Gione*, et situé près de la Croix Gauthier, (commune de Juvigny-sous-Andaines.)

Cfr. articles nécrologiques sur M. Patou dans l'*Echo de la Ferté-Macé*, 27 mars 1897, par M. Meynaerts, et dans la *Semaine Catholique de Sées*, 2 avril, par M. l'abbé Mesnil, alors vicaire à la Chapelle-Moche, aujourd'hui curé de Viigt-Hanaps.

A.-L. LETACQ.

BIBLIOGRAPHIE

Les Oiseaux du département de l'Orne. Catalogue analytique et descriptif par M. l'abbé Letacq, deuxième et troisième parties. In-8°, 252 p. (de la p. 72 à la p. 324). Alençon, Renaut-De Broise, 1899. Extrait du *Bulletin de la Société d'Horticulture de l'Orne*.

M. l'Abbé Letacq a terminé cette année son important travail sur les *Oiseaux du département de l'Orne*. Ce que j'ai dit l'an dernier de la première partie (1) me dispense de m'étendre sur la seconde et sur la troisième. Qu'il me suffise de déclarer que la fin répond pleinement au commencement. Il est sûr que ce volume de trois à quatre cents pages fera époque parmi les productions de la science locale et sera indispensable à quiconque, dans notre département, prétendra s'occuper d'Ornithologie. Et quand on songe que ce ne sont pas seulement les Oiseaux que M. Letacq nous fait connaître, mais que ses études ont également porté sur la botanique, sur la géologie, sur les mammifères, sur les reptiles, sur les insectes, en attendant le reste, on reste stupéfait devant de tels labeurs, tout à la fois si sûrs, si nombreux et si variés. Oui, M. l'abbé Letacq est un véritable naturaliste, et nous attendons le jour, peut-être prochain où il fermera, du moins en ce qui concerne le département de l'Orne, le cycle de toutes les branches de l'histoire naturelle.

Pour revenir à l'ouvrage dont je rends compte en ce moment, je voudrais surtout appeler l'attention sur les lignes que l'auteur a consacrées à la *distribution géographique* de chaque espèce. C'est précisément d'ailleurs ce que le volume renferme de plus spécial à notre département. On sait que, par suite de leurs migrations, les Oiseaux de nos contrées ne sont nullement les mêmes dans les diverses saisons ; que telle espèce, par exemple, n'apparaît que l'hiver, ou même ne se montre que de loin en loin, selon que la température est douce ou rigoureuse. Ces détails ont

(1) 4^e Bulletin de 1898.

été notés avec un grand soin par M. l'abbé Letacq, et lui ont suggéré des remarques intéressantes.

H. BEAUDOUIN.

Les Plantes utiles du Sénégal. Plantes indigènes. — Plantes exotiques, par le R. P. Sébire, missionnaire apostolique de la Congrégation du Saint-Esprit et du Saint Cœur de Marie, directeur du jardin d'essai et du pénitencier de Thiès (Sénégal), avec gravures intercalées dans le texte. *Paris*, librairie J.-B. Baillière et fils, rue Hautefeuille, 19 ; et chez l'auteur à Thiès (Sénégal). Imp. de N.-D. de Montligeon, 1899, in-8°, LXX-341 p.

Il n'est personne un peu au courant du mouvement scientifique, qui ne connaisse les éminents services rendus à l'Histoire naturelle par les missionnaires catholiques. Malgré les rares loisirs dont ils disposent et leurs ressources presque partout insuffisantes, les ouvriers évangéliques, suivant le conseil de Léon XIII (1), ont su, souvent au prix de grandes difficultés, contribuer par leurs recherches, leurs études et leurs collections au progrès des connaissances humaines, montrant ainsi qu'après la foi et la charité chrétiennes il n'est rien de plus beau que le dévouement à la science. Montrouzier, Delavay, Dechevrens, Duparquet, Colin, Roblet, pour ne citer que ceux-là, ont attaché

(1) On lit dans la *Revue de Botanique* 1882-83, p. 212 : « La Congrégation de la Propagande, fidèle à sa grande mission civilisatrice et religieuse, au nom du pape Léon XIII, vient d'envoyer une circulaire à tous les délégués, préfets et vicaires apostoliques, qui sont sous dépendance, pour les inviter à recueillir tout ce qui leur semblera contribuer à faire connaître l'Histoire naturelle de chaque pays, surtout la botanique, la minéralogie et la zoologie. » Il est certain d'ailleurs que le prestige de la science aide singulièrement à l'influence du missionnaire en lui attirant le respect du peuple et des lettrés. « On sait, dit notre compatriote, le R. P. Leboucq, par quelle prodigieuse fécondité littéraire se sont rendus célèbres les anciens jésuites de la Chine, et quel éclat les découvertes de leurs astronomes, les travaux de leurs mathématiciens répandirent aux yeux des indigènes sur la foi qu'ils prêchaient. » *Monsieur Dubar et la mission catholique du Tché-Ly-Sud-Est en Chine*, p. 363. — Laplace cite avec éloges les travaux du P. Gaubil sur l'astronomie chinoise (*Exposition du Système du Monde* 5^e édition p. 400) ; il publia même dans la *Connaissance des temps* (1809), un manuscrit du même jésuite sur les solstices et les ombres méridiennes du gnomon observés en Chine.

leur nom à d'importantes découvertes en Zoologie, Botanique, Météorologie et Géographie, mais le plus célèbre de tous est l'abbé Armand David, lazariste, le maître des explorateurs scientifiques, comme l'appelle Severtrow, et à qui ses travaux sur la faune et la flore chinoises ont ouvert les portes de l'Académie des Sciences.

Le P. Duparquet, dont je viens de parler, mort au Congo en 1888, était né à Laigle en 1830 et fit ses humanités au collège d'Argentan. Sa vocation scientifique, vivement encouragée par l'abbé Leguerney, se développait dans de fréquentes herborisations aux environs de cette ville, à Laigle et à la Trappe. Quelques années plus tard il était en Afrique, et la magnifique végétation des pays tropicaux venait de nouveau enflammer son ardeur.

Ses découvertes botaniques à Zanzibar, au Congo, au Gabon, en Cimbébasie, sont appréciées de tous les naturalistes; il a envoyé au Muséum de Paris près de 1400 plantes africaines, et un nombre considérable de Mammifères, d'Oiseaux, d'Insectes, toutes collections importantes en raison des espèces nouvelles, qu'elles contiennent. La Géographie lui doit également de précieuses acquisitions. Le gouvernement récompensa les services de l'intrépide missionnaire en le nommant correspondant du Muséum et Baillon donna le nom de *Duparquetia* à une belle plante du Gabon, de la famille des Légumineuses (1).

Comme le P. Duparquet, le P. Sébire est des nôtres par sa naissance et ses premières études; il est originaire de Sainte-Honorine-la-Chardonne et ancien élève de Sainte-Marie-de-Tinchebray. Comme lui aussi, il appartient à la Congrégation du Saint-Esprit qui se consacre à l'évangélisation des peuplades africaines et dont plusieurs membres ont acquis par leurs publications une réputation justement méritée de savants et d'érudits.

Ne devrais-je pas encore citer ici le P. Ledonné, de Joué-du-Bois, mort à la Longa, le 7 juin 1897, auteur d'une série de lettres publiées par l'*Echo de la Ferté-Macé* contenant des

(1) A.-L. LETACQ : *Notice sur les Travaux Scientifiques du R. P. Duparquet, missionnaire en Afrique*. Argentan, imp. du Journal, 1888, in-8°, 11 p. — Extrait du *Bulletin de la Société scientifique d'Argentan*, T. VIII (1890), p. 49-57; BAILLON, *Adansonia*, vol. VI, p. 189, tab. IV; TH. DURAND : *Index generum phanerogamorum*, p. 306.

détails variés sur l'Ethnographie et l'Histoire naturelle du Zanzibar (1) ; mon excellent ami, le R. P. Ernest Leconte, de Mortagne, préfet apostolique de la Cimbébasie, plus spécialement occupé de recherches de philologie et de linguistique ; les P. Lejeune, de Tournay-sur-Dives, et Lévêque, de Sept-Forges, qui, sans être des naturalistes de profession, témoignent de leur intérêt pour la science en adressant aux Musées des Petits-Séminaires de Sées et de la Ferté-Macé, où ils ont fait leurs études, les plantes et les animaux des régions qu'ils parcourent ?

L'ouvrage du R. P. Sébire sur la flore du Sénégal, digne de prendre place à côté des meilleurs travaux de ses prédécesseurs, montrera une fois de plus quelles indications précieuses peut fournir à l'Histoire naturelle le dévouement scientifique des missionnaires. Appelé, en raison de ses connaissances botaniques à la direction du jardin d'essai de Thiès, l'auteur résume ses observations sur la végétation du pays, la culture des espèces indigènes et l'acclimation des exotiques. Il se propose « de donner des renseignements à ceux qui au Sénégal s'occupent d'agriculture et de commerce, aux voyageurs qui s'intéressent à la flore du pays, aux médecins eux-mêmes qui, par goût ou par besoin, voudraient essayer les simples souvent très efficaces, qu'ils auraient sous la main, aux missionnaires enfin, qui en travaillant à introduire en Afrique la civilisation chrétienne, ne doivent jamais se désintéresser de la prospérité matérielle des contrées qu'ils évangélisent. »

Ce livre, œuvre d'un observateur sagace et d'un botaniste exercé, débute par un petit manuel de l'agriculture au Sénégal, indiquant les saisons favorables aux plantations et aux semis, les meilleurs sols, les engrais, les procédés de culture employés dans la colonie. Nos légumes, nos fleurs ornementales d'Europe, les arbres fruitiers de la Provence, ceux des pays tropicaux réussissent en général assez bien ; ces derniers sont une véritable Providence pour le pays, où les fruits comestibles sont assez rares et de qualité médiocre. Un certain nombre, il est vrai, pourront dans la suite, être améliorés par la culture.

La seconde partie de l'ouvrage contenant la liste des plantes observées au Sénégal intéressera davantage les botanistes de

(1) *Almanach de l'Orne pour 1899*, p. 114.

profession. Qu'on ne se figure pourtant pas un de ces arides catalogues composé de mots latins suivis d'indications techniques à l'usage des savants, qui le consultent quelquefois, mais ne le lisent jamais. L'auteur a su donner de l'intérêt à son sujet par des détails inédits sur la structure des plantes, leur distribution géographique, leurs usages parmi les indigènes pour la médecine, l'industrie et l'économie domestique. Combien de curieux de la nature seront heureux de connaître l'origine de la Cannelle, du Gingembre, du Papayer, du Caoutchouc (1), qui sont parmi nous d'un emploi journalier ? Les gravures représentant les organes des plantes facilitent l'intelligence des descriptions, et les photographies des arbres curieux ou utiles des paysages sénégalais ajoutent encore aux agréments du livre.

Il n'est d'ailleurs, comme l'auteur le reconnaît lui-même, qu'un simple essai. La flore de notre colonie réserve encore bien des surprises aux chercheurs. Quel vaste champ ne reste-t-il pas à explorer ? Que d'espèces, de variétés nouvelles à reconnaître ? Que de découvertes à faire, dont personne ne saurait présumer l'importance ?

Les voyageurs scientifiques, si bien préparés qu'ils soient, obligés de compter avec le temps, ne visitent le plus souvent une région qu'en passant. Un séjour de quelques mois ou même de quelques semaines leur permet sans doute de recueillir de précieuses observations, de réunir d'utiles matériaux, mais le botaniste sédentaire, qui parcourt le pays pendant plusieurs années de suite aux différentes saisons, explorant assidûment les plus riches localités, peut seul se rendre un compte exact de la flore, du développement des plantes, de leurs stations, des terrains qu'elles préfèrent, de leur quantité de dispersion. C'est là ce qui explique le nombre et l'importance des documents et des collections dûs à l'activité des missionnaires.

En 1830 Guillemain, Perrotet et Richard commencèrent la

(1) M. Chevalier, de Domfront, attaché comme botaniste à la mission scientifique et commerciale du général de Trentinian, vient de préciser la véritable origine du caoutchouc du Soudan français, qui se retrouve au Sénégal ; il en a relevé une aire bien plus considérable que celle qui avait été exploitée jusque-là. Cfr. *Lettre de M. Auguste Chevalier à M. l'abbé Letacq*, l'Indépendant de l'Orne, Journal d'Alençon, 6 juillet 1899.

publication du *Tentamen Floræ Senegambiæ*. Ce grand ouvrage, resté inachevé, n'est plus aujourd'hui en rapport avec les découvertes modernes. Pourquoi le P. Sébire n'entreprendrait-il pas de le compléter et de le finir? Son début montre que l'œuvre, si longue et si difficile qu'elle paraisse au premier abord, n'est pas au-dessus de ses forces.

A.-L. LETACQ.

PROCÈS-VERBAUX

Séance du 21 Septembre 1899

PRÉSIDENCE DE M. HENRI TOURNOUER

La séance publique et solennelle du 19 Octobre a donné lieu à deux autres réunions préparatoires : l'une de la société et l'autre du seul Comité de Lecture.

La première eut lieu le 21 Septembre, et se composa de M. Tournouer, Président, de MM. Henri Beaudouin, l'abbé Letacq, l'abbé Hommey, Gilbert, l'abbé Gatry, Eugène Lecointre, Émile Renaut-de Broise, Léon Hommey, Reynold Descoutures. M. l'abbé Dumaine, vicaire général, s'était excusé.

On acquit la certitude de l'impossibilité d'unir ensemble les deux fêtes de la Séance solennelle et de l'inauguration du buste de M. de La Sicotière. Cette dernière n'aura lieu qu'au printemps.

Quatre nouveaux Membres furent présentés : MM. Félix VOISIN et DE MARGARITIS, tous deux présentés par MM. Tournouer et de Romanet ; M. l'abbé ROBERT, vicaire de la cathédrale, présenté par MM. les abbés Gatry et Letacq ; enfin, M. Louis LÉGER, présenté par MM. Eugène Lecointre et l'abbé Letacq.

En dernier lieu, on dressa le programme des lectures, qui devaient être faites le 19 Octobre. Il fut décidé que chaque manuscrit serait soumis à un Membre du Comité de lecture, et que ce Comité tout entier se réunirait huit jours avant la Séance, le 12 Octobre, afin que chaque Membre pût rendre compte du manuscrit qu'il avait examiné.

Séance du 12 Octobre

PRÉSIDENCE DE M. HENRI TOURNOUER

Le 12 octobre donc le comité se rassembla, composé du président, M. Tournouer, et de MM. Henri Beaudouin, le vicomte du Motey, Descoutures, l'abbé Richer, Louis Duval, les abbés Dupuy, Letacq et Hommey. Les Membres délégués ayant tous donné des avis favorables sur les lectures, le programme fut définitivement arrêté et on s'occupa des élections, qui se trouvèrent au nombre de trois : M. Beaudouin, Secrétaire général, et M. le vicomte du Motey, Secrétaire ordinaire, ayant déclaré tous deux qu'ils donnaient leur démission. Tout l'ordre du jour se trouvant ainsi préparé, on se sépara en se donnant rendez-vous pour le 19 Octobre, à la Séance publique et solennelle.

Séance du 19 Octobre

PRÉSIDENCE DE M. HENRI TOURNOUER

En ce jour du 19 Octobre, le temps se découvrit magnifique. Le soleil déjà pâle de l'hiver, répandait encore sur la terre une belle lumière et une dose suffisante de chaleur : on en augura bien pour le succès de la journée.

Les Membres de la Société se rendirent à une heure à l'Hôtel de Ville, où l'on commença par la Séance administrative.

Un certain nombre de modifications furent apportées à la composition du bureau : M. Henri Beaudouin, secrétaire général démissionnaire, fut remplacé par M. le baron Jules des Rotours, qui fut remplacé lui-même comme Vice-Président par M. le vicomte Henri du Motey ; M. de Broc, autre vice-président sortant

et non rééligible, fut remplacé par M. Henri Beaudouin. M. du Motey, Secrétaire démissionnaire, fut remplacé par M. l'abbé Hommey, Secrétaire adjoint. On décida que la charge de Secrétaire adjoint serait remplie provisoirement par l'archiviste bibliothécaire, M. Le Neuf de Neufville. Enfin, M. Eugène Lecointre fut nommé Membre du Comité de Lecture, en remplacement de M. de Vignerai.

Le Bureau, pour l'année 1900, se trouva composé ainsi qu'il suit :

Président : M. Henri TOURNOUER.

Vice-Présidents : MM. l'Abbé DUMAINE, vicaire général, Jules APPERT, Henri BEAUDOUIN, le Vicomte Henri du MOTÉY.

Secrétaire général : M. le Baron Jules DES ROTOURS.

Secrétaire : M. l'Abbé HOMMEY.

Secrétaire adjoint et archi-

viste-bibliothécaire : M. LE NEUF DE NEUFVILLE.

Trésorier : M. GILBERT.

Comité de Lecture : MM. Reynold DESCOUTURES, Eugène LECOINTRE, l'Abbé DUPUY, l'Abbé RICHER, l'Abbé LETACQ, Louis DUVAL, archiviste.

On reçut enfin dans la *Société* M. DUPRAY DE LA MAHERIE, Conseiller général du canton de Pervenchères, présenté par MM. Henri Tournouer et Louis Duval.

En séance publique, huit lectures furent faites dans l'ordre où elles sont reproduites dans ce Bulletin. La Séance ne fut levée qu'à cinq heures et quart ; mais l'ensemble avait fait plaisir. La *Société* pouvait classer parmi ses bonnes journées celle du 19 Octobre 1899.

Le Comte DE CONTADES

Et la Société Historique de l'Orne

MES CHERS CONFRÈRES,

Après six années d'absence ou plutôt d'études dans le domaine de l'histoire et de l'archéologie, soit à Flers ou à Vimoutiers, soit à Sées ou à Argentan, nous voici revenus au pays natal, saluant de nouveau avec une certaine fierté et une reconnaissance légitime le clocher qui nous a vu naître. C'est à Alençon que notre société a fait ses premiers pas ; c'est là que le maître vénéré et toujours pleuré, dont nous nous appliquons chaque jour à continuer la pensée et à réaliser les espérances, a conçu, dans un élan de patriotisme, l'œuvre qui nous groupe aujourd'hui dans un but commun de préservation et de reconstitution du passé. Le berceau de Thomas Cormier, d'Odolant-Desnos, de Léon de La Sicotière est devenu le nôtre ; il nous est cher à plus d'un titre. L'accueil qui nous y est réservé à chacun de nos retours suffirait d'ailleurs à nous le faire aimer et considérer comme le foyer béni où se ravive notre zèle.

Hélas ! de nombreux vides se sont faits dans nos rangs depuis la réunion de 1890 en cette même salle ; tour à tour, en l'espace de quelques années, nous avons vu disparaître nos soutiens les plus fermes, les ouvriers de la première heure, qui nous avaient ouvert la voie et tracé la route. Ce n'est pas sans émotion que j'évoque leur mémoire au début de cette séance, conservant pieusement avec vous le souvenir de leur influence et de leurs inspirations.

Au nom de ceux qui ne sont plus comme au nom de ceux qui restent, je dis merci encore à Monsieur le Maire et à Messieurs les Conseillers d'Alençon, qui mettent chaque fois tant d'obli-

geance à faciliter nos réunions et savent ainsi encourager nos travaux, je dis merci au clergé alençonnais dont l'activité et l'ardeur se manifestent souvent au milieu de nous par une collaboration des plus efficaces et merci aussi à vous tous qui nous donnez, en voulant bien répondre à notre appel, des témoignages renouvelés de vos sympathies et de votre approbation.

MESDAMES,

MESSIEURS,

MES CHERS CONFRÈRES,

Le 27 août 1892, une charmante et cordiale hospitalité réunissait au manoir de Saint-Maurice-du-Désert, les membres de la société historique et archéologique de l'Orne. Heureux du choix de ses Confrères, qui avaient désigné Bagnoles comme centre d'excursion, notre secrétaire général avait ouvert toutes grandes les portes de son logis, de cette maison où étaient concentrées toutes ses pensées et toutes ses affections, et il l'avait fait avec l'exquise bonne grâce et la parfaite courtoisie dont il vous souvient. La journée était douce, plus doux encore l'accueil ; on s'attarda longtemps, vous le savez, autour de la table où s'échangeaient les plus affables propos, dans les allées mystérieuses qui inspiraient les poètes, à la bibliothèque, où tant de richesses étaient accumulées, et on eut peine à se détacher de cette demeure qui s'harmonisait si bien avec celui qui l'occupait. Jamais peut-être notre société ne s'est sentie plus unie et plus forte que ce jour là, car elle se voyait comprise, soutenue, encouragée par l'un de ses membres les plus attachés à ses travaux et les plus sensibles à ses progrès. Elle avait confiance en cette érudition sûre et aussi en cet esprit délicat qui semblait devoir rester longtemps encore jeune, alerte et dispos, et elle faisait reposer sur lui son avenir et ses espérances. Aussi, quand pour la troisième fois, en si peu d'années, la mort vint frapper à notre tête de si cruelle façon, quand Dieu, dans des desseins impénétrables, éteignit prématurément une intelligence si belle, ce fut pour nous tous une profonde douleur de voir disparaître, non tant un président qui savait allier à la plus noble dignité les meilleures qualités de di-

rection, qu'un confrère, un ami bienveillant qui attirait les sympathies et exerçait un charme autour de lui.

Si la société de l'Orne doit beaucoup à Monsieur de Contades, nous pouvons dire que Monsieur de Contades lui a dû beaucoup aussi. Séduit par la pensée de notre fondateur, pour lequel il conserva toujours l'estime la plus haute, très partagée d'ailleurs, il se joignit dès le début au petit groupe choisi de travailleurs qui donnèrent l'élan au mouvement historique suscité par Monsieur de La Sicotière. Chercheur lui aussi, curieux s'il en fut d'un passé qui avait laissé dans sa famille tant de traces glorieuses, attaché à sa terre normande comme le maréchal (1), son aïeul, l'avait été à son domaine d'Anjou par une affection qui ne se démentit jamais, imbu des goûts littéraires de son autre aïeul (2), qui ne quittait guère non plus son manoir préféré du Plantis où la mort devait le surprendre un livre à la main, Gérard de Contades arrivait bien préparé pour une collaboration efficace à une œuvre qui répondait si parfaitement à ses désirs et à ses tendances.

Le premier travail paru dans le bulletin fut de lui ; il était consacré à la baronne de Lougé, Catherine d'Harcourt (3). Le récit de cette vie mouvementée de châtelaine du XVII^e siècle, puisé aux sources les plus fidèles, témoignait déjà de la conscience de l'écrivain. Nous la retrouverons, cette conscience, dans tous ses écrits ; rien n'est avancé sans preuves, la moindre assertion est appuyée sur des documents certains, contrôlés, et cependant, les faits sont présentés avec tant de souplesse et d'élégance, qu'il semble parfois que l'auteur devient romancier, ou tout au moins narrateur. C'est ainsi qu'il nous parle de l'ermitage de la Héraudière (4), ou qu'il nous signale le passage de Molière au château de la Ferrière (5), qui touche à la légende ; c'est ainsi qu'il fait presque de Balzac un alençonnais (6) et qu'il fait courir le cerf en

(1) Georges Érasme, marquis de Contades, maréchal de France, 1704-1794.

(2) Gaspard-Georges-François-Auguste, marquis de Contades, fils du maréchal, tué par un Bleu qui le prit pour un Membre du Clergé.

(3) Tome I, 1882, p. 11-27.

(4) *Bulletin de la Société Historique et Archéologique de l'Orne*, Tome II, 1883, p. 81-96.

(5) *Id.*, Tome V, 1886, p. 343-354.

(6) *Id.*, Tome VII, 1888, p. 357-375.

Gouffern par MM. de Cromot et de la Pallu (1). Chaque année voyait éclore ces œuvres charmantes où l'esprit et la grâce le disputaient à l'érudition, et chaque bulletin portait l'empreinte tout à la fois du gentilhomme et du savant. La plume, comme on l'a chanté, qui enrichissait son blason, était bien française et quand elle traçait en quelques pages l'histoire de la maison de Boisdefre (2), nous avons pu voir tout ce qu'il y avait d'amour pour notre vieux pays dans l'âme chevaleresque et noble que nous pleurons.

N'était-ce pas faire œuvre aussi de patriotisme, que de concevoir la vaste publication des Bibliographies cantonales. Ce travail ingrat mais d'une utilité incontestable, rêve de notre société, comme l'a dit si bien M. de la Sicotière, M. de Contades l'entreprit sous le titre modeste d'*Essai* avec des collaborateurs dévoués et compétents, et il sut le mener avec une persévérance et une ténacité qui lui font le plus grand honneur. La tâche était longue et il ne pouvait espérer l'accomplir jusqu'au bout, mais les volumes parus, qui représentent une somme importante de recherches, souvent minutieuses, permettent d'en saisir toute l'importance et de souhaiter, dans un avenir plus ou moins prochain, la réalisation de cette excellente pensée. Le chemin sera suivi, nous n'en doutons pas, et ceux qui s'y aventureront auront des jalons sûrs pour en achever le parcours. L'époque est aux bibliographies ; on a tant écrit et l'on écrit tant, depuis cent années surtout, que l'on veut, comme en toutes choses, jeter un regard en arrière, sorte d'examen de conscience, au crépuscule d'un siècle.

A cet inventaire précieux qui gardera le souvenir de notre Généralité en rassemblant avec soin les écrits qui la concernent, M. de Contades avait rêvé de joindre un dictionnaire topographique du pays ; c'était un de ces projets dont il avait gardé la réalisation pour plus tard, comme il espérait aussi mettre au jour, dans les dernières années de sa vie, des manuscrits dont la publication aurait exigé plus de soin et plus de temps. Il se réservait la consolation des vieux jours, escomptant les longues heures de réclusion qu'il aurait à passer dans le silence du logis de prédilection, lorsque l'âge affaiblirait ses forces. Combien de rê-

(1) *Id.*, Tome II, 1883, p. 249-252.

(2) *Id.*, Tome XV, 1896, p. 405-416.

ves ne formons-nous pas ainsi qui se dissipent au moindre souffle et ne nous laissent que tristesses, regrets ou déceptions ! Celui qui s'efface aujourd'hui, est de ceux-là.

Que de pages délicieuses seraient encore sorties du vieux manoir, si Dieu nous avait gardé ce cher confrère. Dans ce sanctuaire recueilli, où les souvenirs inédits s'entassaient en foule avec les éditions rares, que de surprises nous étaient ménagées, que de travaux nous étaient réservés. L'histoire locale était devenue pour M. de Contades l'une des préoccupations de son esprit ; il s'attachait de plus en plus avec les années à la terre de Saint-Maurice, dont il avait fait sa principale résidence. Il s'y sentait entouré d'affections ; il y fit le centre de ses études comme celui de sa vie. Il s'attachait aussi tous les jours davantage à cette société dont il était devenu l'âme.

Nommé secrétaire général le 24 octobre 1889 (1) en remplacement de M. Le Vasseur qui devenait président, il montra dans les rapports très étudiés et très remarquables qu'il nous donna, la haute valeur de son esprit et l'intérêt croissant qu'il portait à nos études. Vous vous souvenez en quels termes heureux il rendit, dans la séance inoubliable de Mortagne, un hommage public au maître dont le souvenir est toujours si vivant au milieu de nous. Au printemps prochain, nous consacrerons solennellement la mémoire vénérée de M. de La Sicotière en remettant à la municipalité et à la ville d'Alençon, l'image de son citoyen fidèle ; ce sera pour nous ce jour-là un profond regret de ne pas voir à notre tête celui qui avait préparé le témoignage de notre filiale affection, et qui avait tant de titres pour se faire l'interprète de notre gratitude.

Je vous rappelais tout à l'heure la journée de Bagnoles. C'est là que fut renouvelé par acclamations le mandat de notre secrétaire général. Ce fut une douce joie pour lui, l'une des plus douces certainement de sa vie, de nous en faire, après Saint-Maurice, les honneurs. L'affluence des baigneurs était grande et l'assistance choisie. Les applaudissements qui éclatèrent à la lecture du rapport ou plutôt de souvenirs merveilleusement appropriés, saluaient, en même temps que le conteur, le seigneur du lieu dont

(1) Vice-Président dès la fondation, il occupa ces fonctions jusqu'à sa nomination de Secrétaire général.

la présence apportait gaité, entrain, délasséments et l'homme bon et charitable qui savait aussi faire une large part de joie aux déshérités des alentours et continuer ainsi les meilleures traditions qui se puissent léguer de générations en générations : celles qui viennent du cœur et qui font les âmes vraiment nobles.

En 1895, M. Le Vavasseur arrivait au terme de ses six années de présidence et M. de Contades se trouvait tout désigné pour le remplacer. L'ensemble de ses travaux sur l'Orne, sa collaboration à d'autres sociétés savantes telles que celles des Antiquaires de Normandie, dont il fut le directeur, et Flammarion, ses articles goûtés dans la Revue normande et percheronne, ses recherches sur la chouannerie et l'émigration, ses portraits, ses études sportives lui donnaient une autorité indiscutable et ses confrères n'hésitèrent pas à se mettre sous sa direction sage et prudente. C'était le 10 octobre ; la Société tenait séance solennelle à Flers, et le rapporteur, qui l'était pour la dernière fois, avait la mission pénible, et douce aussi, de parler du président aimé qui venait de nous être ravi.

L'année suivante, nous visitons Vimoutiers, et c'est là qu'il adressa cet hommage à l'armée, en la personne de l'un de ses plus vaillants généraux, sujet qui convenait si bien, comme début de présidence, à l'héritier du grand maréchal de Contades. Puis, dans l'automne de 1897, nous allions à Sées ; l'évêque, nouvellement promu, nous faisait le grand honneur, par sa présence, d'encourager nos efforts, et la haute personnalité de M. le duc d'Audiffret-Pasquier venait nous apporter l'appui précieux de son éloquente parole, en associant à notre œuvre modeste le souvenir du prince érudit qui fit de la demeure des Condé le musée de toutes les gloires françaises.

Enfin, il était réservé à M. de Contades de couronner son mandat (1) par l'une de ces réunions qui marquent dans la vie d'une société comme la nôtre. Inutile de vous remémorer la part qu'il prit à la réalisation d'une pensée qui nous était chère à tous ; le souvenir de cette journée est trop près de nous, et le nom de M. Le Vavasseur trop conservé ici pour qu'il soit besoin de vous

(1) Le mandat de M. de Contades expirait en 1898. Se sentant déjà très atteint, il voulait abandonner la présidence ; sur le désir et l'insistance de ses confrères, il consentit à garder ses fonctions et fut réélu le 19 octobre à Argentan, pour une nouvelle période de trois années.

en redire toutes les émotions. Il plaisait à notre Président d'honorer particulièrement celui qui l'avait précédé, il lui plaisait encore de louer le poète, car il y avait aussi du poète en lui, et ce fut pour son cœur une suprême satisfaction de tracer les débuts littéraires (1) du brillant élève de Juilly devenu le maître respecté d'une pléiade normande.

Je dis que ce fut la dernière joie de notre ami, je pourrais ajouter que ce fut son dernier effort. Terrassé depuis plusieurs mois par un mal implacable dont il dissimulait à force d'énergie et de volonté les progrès effrayants, il parut à Argentan si maître de lui, si égal à lui-même, que nous avions peine à croire qu'il fût si profondément atteint. Ses traits altérés et maigris trahissaient la souffrance, mais sa physionomie avait pris une grande douceur et il semblait que, plus près de la mort, son âme s'apaisait et se préparait... Nous ne devions plus l'entendre, nous ne devions plus le voir à nos réunions intimes ; retenu à Paris par la maladie qui s'aggravait chaque jour il aimait cependant par la pensée à se rapprocher de nous et, bien qu'il ne se fit plus d'illusions, alors que nous voulions en avoir encore, il ne formait qu'un vœu, celui de revenir en sa chère Normandie. Son seul désir était de revoir le pays si fidèlement aimé, et d'y demeurer cette fois pour jamais. Cette dernière consolation ne lui a pas été refusée : dans le silence du vieux logis, il a envisagé la séparation avec le calme et la sérénité du chrétien fort de sa foi et de ses espérances, et il repose maintenant là où il a voulu reposer, près de ceux qui l'ont connu, aimé et compris.

Mes chers amis, quand vous retournerez à Saint-Maurice, arrêtez-vous à l'humble champ des morts du village, ayez un pieux souvenir pour Gérard de Contades et rappelez-vous cette pensée de l'un de nos poètes les plus délicats, qui semble éclore pour lui :

Je sais qu'il faut aimer, croire, prier, souffrir.
Quatre mots : c'est assez, pour qui sait les entendre.
Tout le secret est là pour vivre et pour mourir (2).

(1) *Bulletin de la Société historique et archéologique de l'Orne*, tome XVII, 1898, p. 407-421.

(2) Outre les travaux que nous avons indiqués, M. de Contades a encore publié dans notre Bulletin les articles suivants : *Les Ex-Libris Normands*. III, 1884, p. 219-226 et V, 1886, p. 89-93. — *Trois lettres de Nicolas Vauquelin, sieur des Yveteaux*, VIII, 1889, p. 475-485. — *Rapports sur les travaux*

Tel fut, mes chers Confrères, le digne successeur de Léon de la Sicotière et de Gustave Le Vavas seur. Après l'historien, après le poète, c'est à la fois l'historien et le poète qui disparaît, car s'il avait la sincérité et les scrupules de l'un, il possédait certes à un haut degré les sensibilités et les délicatesses de l'autre. Tous trois avec des qualités différentes, mais aussi avec beaucoup de points de contact donnèrent une grande impulsion aux études or naises et leurs pertes sont des vides que nous ne comblerons pas. Qu'il me soit permis d'associer à leurs noms, celui d'un homme dont l'affection m'était particulièrement précieuse et chère et qui ne peut être oublié lorsque l'on parle de ses deux vieux et fidèles amis. M. de Chennevières nous a quittés, lui aussi, il y a peu de mois. Si la maladie le tint si longtemps éloigné de nous, nous devons nous souvenir qu'il nous a, dès le début, approuvés et suivis avec l'expérience qu'il devait à une longue et brillante carrière dans les arts, et avec l'intérêt que son attachement au sol normand et aux idées provinciales lui faisait porter à tout ce qui s'y rattachait.

Ce qui nous reste de ces vaillants, et ce que nous devons recueillir comme des héritages sacrés, ce sont ces exemples de labeur incessant pour reconstituer un passé qui est l'honneur de notre France, et pour le reconstituer sur des bases solides et inébranlables ; ce sont ces traditions qu'ils nous ont transmises dans la sagesse de leur direction ; c'est enfin cet esprit d'union et de confraternité qui fait la force et la durée de notre société.

S'il a été fait beaucoup dans les dix-sept années qui viennent

de l'année, IX, 1890, p. 414-421 ; X, 1891, p. 389-396 ; XI, 1892, p. 437-447 ; XII, 1893, p. 441-448 ; XIII, 1894, p. 425-433 ; XIV, 1895, p. 343-358. — *Discours Les prédécesseurs de Bertaut*, XVI, 1897, p. 391-412. — *Discours à l'inauguration du buste de M. Le Vavas seur et allocution au banquet du 20 octobre 1898*, publiés à part, Alençon, 1899, p. 56-60 et 108-109. — Nous signalerons encore parmi ses travaux sur l'Orne : un *Mémoire sur le Prieuré de la Ferté-Macé*, lu à la première séance solennelle de notre Société, en 1882, non publié dans le Bulletin, mais paru dans l'Annuaire de la Ferté-Macé de 1883. Puis : *Armand Malitourne*, dans le Bulletin de la Société scientifique Flammarion (4^e année, p. 220), et dans la même revue : *Monuments mégalithiques de Joué-du-Bois* (4^e année, p. 296) et *Passais et ses monuments mégalithiques* (1887). — Une *Notice sur le comte de Puisaye*, dans *Émigrés et Chouans* (1895). — *La Chaux*, Paris, 1888. — *Notice biographique sur Jacques de Thiboult*, Le Mans, 1882. — *Rasnes*, Paris 1884. — *A Monsieur de la Sicotière. Souvenir*, La Ferté-Macé, 1890. Et de nombreuses études dans la *Revue Normande et Percheronne*.

de s'écouler et qui terminent un siècle où la part de l'intelligence a été grande, il nous reste encore beaucoup à faire. Plus les travaux se multiplient, plus les recherches augmentent, plus aussi les horizons se découvrent. Notre attention se porte sur des points que nous n'avions pas soupçonnés, et qui surgissent aux détours du chemin. Il en est des champs de l'histoire et de l'archéologie, comme de ces contrées inexplorées, où chaque pas amène une découverte, et détermine une reconnaissance et une observation. Et c'est pour nous, provinciaux, que la récolte est surtout riche et féconde. Nous avons dans nos villes et dans nos bourgades, les meilleurs éléments d'études et de comparaison et les plus sûrs moyens d'action. Nous avons des monuments, qui font la beauté et l'honneur de notre région, à préserver de la destruction ou de la mutilation, des églises à dater et à inventorier, des fouilles à entreprendre, des archives publiques soigneusement conservées, ou des chartriers de famille à exploiter, des relevés à faire, des portefeuilles de souvenir, comme le désirait M. de la Sicotière, à constituer, nous ne devons rien négliger en somme, pour apporter une pierre de choix au vieil édifice national. Un écrivain, qui a tracé jadis des pages délicieuses et profondément vraies en cet ordre d'idées, disait : « En ranimant chez nous l'esprit provincial, c'est-à-dire en retrempeant l'esprit, l'âme et le caractère français à leurs sources vives, nous remplissons une tâche patriotique et nous ferons œuvre de salut (1). »

Nous ferons donc ensemble, mes chers Confrères, œuvre de salut. Vous me seconderez dans la tâche, lourde je ne me le dissimule pas, que votre bienveillance et votre amitié ont bien voulu me confier, et, soutenus par le souvenir des trois grandes intelligences et des trois grands cœurs qui nous ont montré le chemin, nous accomplirons encore, s'il plaît à Dieu, quelque œuvre utile et profitable à notre coin de France.

H. TOURNOUER.

(1) H. CHANTAVOINE. — La province, sa vie, ses ressources, son bienfait (Correspondant, 10 Octobre 1897, p. 169).

COMPTE RENDU

DES TRAVAUX DE LA SOCIÉTÉ PENDANT L'ANNÉE

Par **M. Henri BEAUDOUIN**, Secrétaire général

MESDAMES,

MESSIEURS,

MES CHERS CONFRÈRES,

Ma première pensée aujourd'hui doit être pour celui que tous ensemble nous regrettons et nous pleurons, pour M. le comte de Contades. J'aurais mauvaise grâce, toutefois, à vous parler longuement de lui, après les paroles émues que lui a consacrées M. Tournouër, notre nouveau président ; et je puis bien ajouter, avant celles que lui doit consacrer M. l'Abbé Frebet, deux voix également autorisées dans cette triste occurrence. Les vertus solides et charmantes qui faisaient le fond de la nature de M. de Contades, son érudition, ses travaux, son dévouement à la Société Historique ne sont-ils pas d'ailleurs choses connues, et qui resteront dans toutes les mémoires ? D'un autre côté, les trésors de courage et de résignation toute chrétienne de cette belle fin de vie, couronnée par la plus admirable des morts, n'ont-ils pas pour effet de porter à son comble l'émotion dans nos cœurs, et d'augmenter encore, s'il est possible, l'affection qui nous unissait à l'homme aimable et distingué que nous avons mis à notre tête ?

M. le comte de Contades n'est pas le seul de ses Membres dont la Société ait à déplorer la mort. Cette année, en particulier, ils sont nombreux, ceux qu'elle a eu le malheur de perdre. Voici leurs noms :

1° M. le Baron de Beauchamps de Monthéard, à Paris.

2° M. le Marquis de Chennevières, Directeur honoraire des Beaux-Arts, Membre de l'Institut, à Paris.

3° M. Charles du Hays, attaché à la Direction des Haras, au Ministère de l'Agriculture, à Paris.

4° M. Charles de Lagarenne, à Alençon.

5° M. de la Raillère, à La Ferté-Macé.

6° M. Robillard de Beaurepaire, ancien Conseiller à la Cour d'appel, secrétaire de la société des antiquaires de Normandie, à Caen.

7° M. l'Abbé Saffray, curé de Sarceaux.

Permettez-moi de leur adresser, dans notre nom à tous, le tribut de notre pieux souvenir, de nos douloureux regrets et de nos prières. La mort est, hélas ! une terrible moissonneuse, que rien n'arrête ni ne retient.

Maintenant, mes chers Confrères, pour en venir à nos affaires courantes, j'ai la satisfaction de vous annoncer que notre chère société continue à être prospère. Les recherches de ses Membres à travers le département, l'importance de plusieurs de ses travaux, son utilité reconnue dans le monde de l'érudition locale lui assurent une place des plus honorables parmi les nombreuses Associations qui couvrent le sol de nos provinces.

Afin du reste que vous ne soyez pas tentés de prendre mes paroles pour un compliment banal, faisant bon effet dans une revue de fin d'année, je vous demande la permission d'y apporter tout de suite une restriction importante : elle concerne le recrutement de notre personnel ; or, qui ne sait que dans une société quelconque, cette question est une des premières, sinon la première de toutes celles qui sollicitent l'attention. Donc, mes chers confrères, il est une triste constatation qui s'impose : le nombre de nos Membres est en train de diminuer d'une façon inquiétante. Ainsi que je viens de le dire, il n'est pas d'année où la mort ne fasse parmi nous des vides plus ou moins nombreux ; mais, outre ces deuils inévitables, il n'y a pas d'année non plus où nous n'ayons à enregistrer ce que vous me permettrez d'appeler des deuils de vivants ; je veux dire des démissions. Autrefois, la Société a compté jusqu'à 220 Membres ; aujourd'hui, elle en a à peine 180. Songeons-y, Messieurs, combien d'années la Société résisterait-elle à ce régime débilitant ? Ne disons pas que les morts sont inévitables ; que certaines démissions le sont aussi ; disons plutôt que les admissions nouvelles sont toujours à notre disposition

si nous savons les provoquer. Aussi, est-il une loi que nous devrions, ce me semble, nous imposer comme règle absolue, c'est de ne jamais laisser un vide se produire, sans nous appliquer à le combler immédiatement.

J'ai le plaisir d'ajouter d'ailleurs que cette diminution de notre personnel n'a nui en aucune façon au nombre et à l'importance de nos publications. Mais, si vous donnez cette bonne nouvelle à nos trésoriers, pour qui chaque cotisation se traduit, en langage très prosaïque, par un certain nombre de pages du *Bulletin*, ils vous répondront que, précisément pour que nos volumes continuent à être aussi fournis, il est nécessaire que nos cotisations restent aussi nombreuses que par le passé.

Dans la comédie des *Plaideurs*, ce que Petit-Jean savait le mieux, c'était son commencement ; moi aussi, ce que j'ai de plus intéressant à vous dire, c'est mon commencement. Il y a juste un an, nous assistions à Argentan, à l'inauguration du buste de notre ancien et regretté Président, M. Gustave Le Vavas seur. Quoique cette fête ne fût pas uniquement la nôtre, la société historique avait toute sorte de motifs de s'y intéresser, et y devait prendre une large part. Aussi, avait-elle fixé à la veille de l'inauguration, et dans la ville même d'Argentan, sa séance solennelle annuelle. Ces deux journées comptent, sans contredit, parmi les plus belles de notre Société. M. Le Vavas seur les a, en quelque sorte, remplies l'une et l'autre ; je vous demande la permission de vous en entretenir également.

C'est le 19 Octobre qu'a été tenue notre Réunion générale. Je n'ai que deux mots à vous dire de sa partie administrative. M. Gilbert a été nommé trésorier-adjoint ; M. Duval a été choisi pour remplacer à la Commission de publication M. l'abbé Rombault ; les autres Membres du Bureau restent les mêmes qu'auparavant.

M. le comte de Contades a pris pour sujet de son discours présidentiel « *Gustave Le Vavas seur, débuts littéraires.* » Cette étude, qui a tenu sous le charme tous ceux qui ont eu le plaisir de l'entendre, n'est pas moins curieuse à la lecture et mérite d'être conservée comme une page d'histoire. Quels gracieux tableaux du quartier latin de 1840, si bien transformé depuis ! Alors vivait côte à côte toute une pléiade de jeunes : Jules Pra-

rond, Jules Buisson, Anatole du Boulet, Charles Baudelaire, plusieurs Normands, Philippe de Chennevières, Louis de la Geneyraye, les deux frères de Nettancourt. Gustave Le Vavas seur tenait bravement sa partie dans ce concert et charmait par sa vivacité et son esprit cette Société d'élite, studieuse à sa façon, mais qui paraissait se soucier de vers harmonieux et de belle littérature pour le moins autant que des Institutes de Justinien ou du code Napoléon.

Le petit voyage sans prétention et, en quelque sorte, à vol d'oiseau, que M. l'abbé Hommey nous invite à faire, en sa compagnie, à travers le diocèse, s'applique d'une façon plus spéciale aux questions d'éducation et comme espace, ne s'étend guère au delà d'Argentan et de ses environs. Après un coup d'œil donné à deux ou trois fondations faites à Paris ou à Angers, en faveur des Étudiants du diocèse de Sées, l'auteur s'attache, pour ne plus la quitter, à la maison qui, depuis 1620, est restée le principal centre d'études dans ce pays, et qui, aujourd'hui encore, conserve la destination de collège de la ville. Plusieurs de nos évêques, les religieux capucins, les jésuites furent d'abord les principaux artisans du bien qui s'y fit. Puis, à notre époque moderne, vint le tour des laïcs ou des prêtres séculiers : M. Lallier, M. Gontier, M. Guitton de Surosnes, l'Abbé Leguérney. M. Hommey n'oublie pas de nous dire que le jeune Le Vavas seur y passa cinq ans, avant d'entrer à Juilly.

A propos de M. l'abbé Hommey, je n'ai pas à vous apprendre, mes chers Confrères, qu'il est en train de publier une histoire très complète du diocèse de Séez ; 2 volumes ont déjà paru ; le 3^e est attendu prochainement : Je n'ai pas non plus à vous recommander cette œuvre importante. Le titre seul et le nom de l'auteur ne la recommandent-ils pas suffisamment.

Qu'est-ce que le Houlme ? Telle est la question que M. Angot des Rotours s'applique à résoudre dans une lecture pleine d'érudition et d'intérêt. C'est qu'en effet on ne manquerait pas de gens qui sont nés dans ce pays qu'on appelle le Houlme, et qui peut-être, l'ont habité toute leur vie sans le savoir. Et pourtant, pour peu qu'on prenne la peine de chercher, que de choses curieuses à y reconnaître ; que de points d'histoire à y élucider !

Pour commencer, il est indispensable d'en tracer exactement les limites ; car elles sont assez indécises. Il comprend, paraît-il, toute la partie ouest de ce qui est devenu l'arrondissement d'Argentan, plus une petite portion de celui de Domfront. C'était une région pleine d'ombre et de fraîcheur, couverte de belles forêts, de rochers pittoresques, et donnant naissance à des cours d'eau par centaines. Quant à son histoire, elle ne remonte pas au delà de Guillaume-le-Conquérant ; mais, dans cette durée de huit siècles, elle est fertile en événements. Comme dans le reste de la province, on y signale, pendant le Moyen-Age, force sièges, batailles et pillages ; mais plus tard, l'horizon s'éclaircit et les belles figures de Marguerite de Lorraine, des frères Eudes, des Prouverre, des deux Vauquelin, et s'il est permis de terminer par le dernier de tous (quoique le Houlmé n'existe plus alors qu'à l'état de souvenir), de notre poète Gustave Le Vavas seur, viennent reposer le regard.

La lecture que M. l'Abbé Letacq a consacrée à M. Letellier ne pouvait manquer d'être bien accueillie : le sujet et l'auteur étant également sympathiques.

Un mot peut résumer la longue carrière de M. Letellier : ce fut un travailleur. Depuis son enfance, jusqu'à l'âge de 80 ans, qu'il quitta la terre, on se demande s'il a perdu un quart d'heure. Aussi, le nombre de ses travaux, des élèves qu'il a formés, des découvertes dont il a enrichi la botanique et surtout la géologie, des brochures qu'il a trouvées le temps de publier, est-il incalculable. Les soins qu'il a donnés à l'installation et à l'organisation du Musée d'Alençon, suffiraient presque déjà à occuper une vie d'homme.

M. Letacq ne dit pas tout, faute de temps ; mais ce qu'il dit montre bien, ce que d'ailleurs tous ceux qui ont connu M. Letellier savaient déjà ; c'est que, toute sa vie, il fut un homme bon, un savant modeste autant que zélé, un ami fidèle, un caractère aimable, un Chrétien convaincu. En faut-il davantage pour lui assurer une place de choix dans la mémoire de ses compatriotes ?

On doit reconnaître d'ailleurs, à l'honneur de notre pays Normand et ornaïs que le mérite de cet homme de bien a été généralement apprécié, et que, sans sollicitation aucune, ses travaux ont reçu à maintes reprises les récompenses les plus enviables ;

qu'en un mot, son exemple est la meilleure preuve que le travail et la conscience sont encore les moyens, non seulement les plus honorables, mais aussi les plus sûrs pour arriver au succès.

M. l'Abbé Letacq, qui, à l'exemple de son héros de tout à l'heure, est lui aussi un laborieux, a l'excellente habitude de consacrer à la science et aux savants les loisirs que lui laisse le ministère ecclésiastique. Il a encore publié dans le cours de l'année, plusieurs autres études intéressantes :

1° Une *Notice sur M. l'Abbé Saffray, Curé de Sarceaux*, connu surtout par divers travaux sur notre histoire diocésaine.

2° Une *Notice sur M. Pierre Moulard*, ancien Archiviste-adjoint du département de la Sarthe.

3° Une *Notice sur la vie et les travaux du Docteur Richer*, Professeur à l'École de Médecine d'Amiens.

4° Une *Notice sur Albert Robin*, préparateur de zoologie, d'anatomie et de physiologie comparée, à la Faculté des sciences de Paris, avec la liste bibliographique de ses nombreux travaux.

5° Une *Notice sur Jules Patou*, entomologiste, de la Chapelle-Moche.

6° La *Monographie des Oiseaux* et celle des *Reptiles du département de l'Orne*.

7° Un article sur les *Camellias du château de Viantais*, à Bellou-sur-Huisne.

Il est juste d'y joindre un bon nombre de comptes rendus bibliographiques.

La plupart de ces travaux ont été insérés dans les *Bulletins de la Société Historique*.

Enfin, en cherchant bien, je trouverais peut-être encore d'autres publications à mettre à l'actif de M. l'abbé Letacq ; du reste, tout ce que je viens de dire donne assez l'idée de sa puissance de travail.

On pourrait être tenté de ne voir en M. Gustave Le Vavasseur que le poète ; mais il n'était pas poète seulement. M. Duval, dans une lecture pleine d'intérêt, a étudié en lui le Conseiller général de l'Orne.

Après avoir fait partie du conseil d'arrondissement pendant 18 ans, M. Gustave Le Vavasseur fut élu Conseiller général par le

canton de Briouze en 1870, quelques mois avant les tristes événements de l'année terrible. Il ne tarda pas à donner sa mesure en qualité de Membre de la Commission chargée d'assurer les ressources nécessaires pour l'organisation de la défense nationale dans le département. Sans préjudice des autres questions, son inclination le porta toujours de préférence vers celles qui concernent l'enseignement. C'est à lui, en grande partie, que les Religieuses de l'Éducation Chrétienne d'Argentan durent l'avantage fort justifié d'ailleurs de recevoir la direction de l'École normale d'Institutrices du département. Inutile d'ajouter que, les temps venant à changer, M. Le Vasseur plaida, Dieu sait avec quelle verve et quel entrain, la cause de l'enseignement chrétien, et demanda le maintien des emblèmes religieux dans les écoles publiques.

Le personnage d'Annibal Olivier, que nous présente M. Charles Vérel, est à coup sûr une figure fort originale. Né en pleine Révolution et, dès avant sa naissance, destiné par son père, épiciier à Sées, à devenir un héros, Annibal Olivier ne réussit, en définitive, qu'à être un avocat sans causes, et mourut petit employé à Toulouse. Mais, chemin faisant, que de peines ne se donna-t-il pas pour répondre aux superbes visées paternelles ! La révolution de 1848 semblait arriver juste à point pour lui fournir l'occasion de sortir de son obscurité. Il ne manqua pas, bien entendu, de solliciter les suffrages des électeurs départementaux : une fois de plus hélas ! il échoua misérablement.

L'étude de M. Vérel est pleine de détails curieux sur l'histoire de la ville de Sées pendant la première moitié du XIX^e siècle. Sans sortir de son sujet, les écrits en vers et en prose de son héros lui fournissaient en effet une foule de renseignements précieux sur l'état de la petite ville et les non moins petits événements dont elle fut alors le théâtre.

M. l'Abbé Gaulier, toujours empressé de glorifier son pays du Perche, résume en quelques pages l'histoire de la Bienheureuse Marie d'Armagnac, Duchesse d'Alençon. Je n'ai point à répéter après lui ce que nous pouvons retrouver dans nos auteurs locaux ; mais sa lecture est surtout précieuse par les détails inédits, quoi que malheureusement quelque peu incertains, qu'il donne sur le

sort qu'ont dû éprouver les restes de la bienheureuse, depuis l'époque de la violation de sa sépulture en 1793. Voilà une belle occasion de faire des fouilles et des recherches. Il est vrai qu'on a déjà commencé ; mais on a été arrêté par les difficultés. Espérons que l'œuvre sera reprise à nouveau : elle en vaut la peine. Marie d'Armagnac fut une héroïne et une Sainte ; elle fit, pendant sa vie et depuis sa mort, de nombreux miracles ; la ville de Mortagne l'honore depuis des siècles comme sa patronne ; un de nos évêques, Mgr Saussol, a projeté d'introduire à Rome la cause de sa canonisation ; que faut-il de plus, pour exciter le zèle des catholiques habitants de l'Orne, principalement des Percherons et des Mortagnais ?

M. l'Abbé Gourdel vient de publier la vie des deux frères Le Vavas seur ; il nous en a offert à la séance de l'an dernier le chapitre II à titre de prémices. Par sa nature, aussi bien que par la manière dont elle est traitée, cette œuvre ne peut manquer d'être agréable à la société. Tous, nous tiendrons à lire le livre complet, si déjà nous ne l'avons lu.

Du chapitre que nous avons entendu, je veux surtout retenir cette pensée, qui, pour n'être pas neuve, n'en est pas moins utile à méditer, c'est l'influence de la première éducation sur toute la vie. Les deux frères eurent le bonheur d'avoir pour mère une femme chrétienne, intelligente, instruite, qui, après leur avoir donné le jour, fut, en quelque sorte, une seconde fois leur mère, par la forme qu'elle imprima à leur âme. Grâce à elle, ils étaient déjà en germe, à dix ans, ce qu'ils devaient rester toute leur vie. Gustave, l'aîné, a maintes fois célébré dans ses vers, ces temps heureux. M. Gourdel s'est, avec raison, inspiré de ces pieux souvenirs.

Il était temps que les poètes vinssent nous charmer à leur tour. M. Wilfrid Challemel a lu une pièce *Sur une plaque de cheminée Louis XIV*, puis une *Finale*. A propos de ce second morceau, je suis fâché, cher confrère, de vous démentir ; mais, quoi que vous en disiez, personne n'avait hâte de s'en aller, et l'on aurait continué à vous écouter avec le plus grand plaisir.

Trois pièces en l'honneur de M. Le Vavas seur ; deux sonnets

de M. Prarond et une poésie de M. Paul Harel, ont dignement terminé la séance.

L'inauguration du buste de Gustave Le Vavas seur a été comme la continuation et la seconde partie de notre séance principale. C'est un devoir pour moi d'en dire au moins quelques mots. M. Le Vavas seur ne nous appartient-il pas, et les honneurs qui lui sont rendus ne rejaillissent-ils pas sur la Société qu'il aima et dont il fut six ans le Président ?

Cette fête marquera dans les annales de la ville d'Argentan. Dès la veille, une foule d'étrangers de distinction remplissait les rues et les hôtels ; une représentation de gala, avec le concours de plusieurs artistes des premiers théâtres de Paris, était donnée devant une salle comble. Outre les pièces ordinaires, des vers de Gustave Le Vavas seur, d'autres en son honneur y étaient récités. Enfin le 20 octobre à 2 heures, sur la place du Collège, avait lieu la cérémonie solennelle de l'inauguration.

Je ne puis songer à reproduire les huit discours qui ont été applaudis par l'assistance d'élite qui se pressait autour du buste. Comme d'ailleurs ils ont été publiés, que tous sans aucun doute, nous les avons déjà entendus ou lus, il me suffit de les rappeler à votre souvenir.

Qu'avec M. le Duc d'Audiffret-Pasquier, Président du Comité d'honneur on célèbre en Gustave Le Vavas seur l'honnêteté et la dignité de la vie, la loyauté du caractère et ce patriotisme éprouvé qui a été l'honneur de sa province ;

Qu'avec M. le Comte de Contades, on voie en lui le poète Orna is et Normand, notre poète à nous, fier de sa bonne ville d'Argentan et empressé de la faire valoir en toute occasion ;

Qu'avec M. Boscher, maire d'Argentan, on considère principalement dans sa personne le membre distingué de la société historique de l'Orne, l'ami et le compagnon de Léon de la Sicotière, et un des grands défricheurs du vieux sol normand ;

Les uns comme les autres ne sont que les échos de la voix universelle, et ne font que traduire en plus beau langage, ce que chacun dit et répète à l'envi.

Et quand Mgr Bardel, s'élevant à des considérations plus générales, parle des caractères de la poésie, de l'idéal par lequel

elle complète et ennoblit la réalité scientifique, du bonheur qu'elle nous propose dans l'accomplissement du devoir, de l'immortalité qu'elle nous fait entrevoir, on sent que c'est encore Gustave Le Vavas seur qu'il a en vue comme un des représentants de cette belle poésie fidèle à sa mission.

M. Christophe n'a jamais compté parmi les amis politiques de Gustave Le Vavas seur ; il n'en est pas moins heureux de saluer en lui le chef d'école qui, par ses qualités aimables et par son talent, par ses vertus sympathiques et par son autorité, a suscité toute une pléiade de disciples. N'est pas chef d'école qui veut ; Gustave Le Vavas seur l'a été.

Mais ce que je veux surtout retenir du discours de M. Christophe, c'est l'étonnement qu'il a manifesté que Léon de La Sico tière n'ait pas son buste, aussi bien que Gustave Le Vavas seur, et le désir qu'il a exprimé que cette lacune soit comblée au plus tôt.

Vous le savez, Mesdames et Messieurs, le vœu de M. Christophe est en train de se réaliser. Un monument doit être prochainement élevé à Alençon en l'honneur de Léon de la Sico tière ; le choix de la place est arrêté ; la ville, représentée par son conseil, a voulu figurer officiellement en tête de la liste de souscription ; deux Comités sont désignés pour donner leurs soins à l'œuvre. Ai-je besoin de vous la recommander ? Y a-t-il dans le département un homme qui, plus que Léon de La Sico tière, mérite d'avoir son monument à Alençon ? Assurément, la *Société historique* est fière et heureuse du mouvement qui se produit en l'honneur de son fondateur ; mais ici, je ne suis pas seulement l'interprète d'une Société particulière ; le département tout entier (et combien d'hommes en dehors du département ?) se joindraient à moi au besoin, pour réclamer comme une dette de justice et de reconnaissance le témoignage dont on veut entourer la mémoire de Léon de La Sico tière.

Mais je reviens à Gustave Le Vavas seur.

Il était à propos que le poète fût loué par un poète. M. Paul Harel, le disciple chéri, je dirais presque le fils spirituel du héros de la fête, a pris ce rôle pour sa part. L'affection aidant, il ne pouvait manquer de s'en acquitter de la façon la plus heureuse.

M. le Vicomte du Motey, parent de M. Le Vavasseur, a parlé spécialement au nom de la *Société Historique et Archéologique de l'Orne*, et un peu, aussi, au nom de la famille. Il nous a présenté Gustave Le Vavasseur comme historien. Car s'il fut poète, il fut aussi historien. Il le fut à sa façon, bien entendu, ce qui n'est certes pas un défaut. Ses histoires, empruntées aux vieilles chroniques, aux parchemins poudreux ou bien encore à ses souvenirs d'enfance ou aux récits de sa mère, pour être parées de quelques ornements poétiques, pour être même parfois écrites en vers, n'en étaient pas moins fondées sur des documents sérieux et authentiques, et y gagnaient un relief et comme un goût de terroir qui en doublait l'originalité.

Enfin M. Jules Buisson, ancien député, un des plus vieux amis de Gustave Le Vavasseur, a prononcé un discours que nul autre n'était en situation de faire comme lui : il a pris Gustave Le Vavasseur au sortir du collège, jeune étudiant à Paris. Nous nous doutions bien que l'homme gai, aimable et spirituel, que nous avons connu avait été un jeune homme charmant ; on a pourtant été content d'accueillir la confirmation de ce jugement de la bouche de son ancien camarade à l'École de Droit et compagnon de chambre. Les anecdotes lointaines que M. Buisson a racontées ; les souvenirs de ce qu'on appelait alors l'École Normande, quoique tous ceux qui la composaient, M. Buisson tout le premier, ne fussent pas Normands, ont charmé l'assistance tout entière.

En somme donc, belle journée, bien remplie, laissant au cœur comme un parfum de joie d'autant plus pénétrant que, ainsi que je le disais tout à l'heure, elle promet d'avoir prochainement un pendant.

J'arrive enfin Messieurs, quoique un peu tard, à nos Bulletins de 1899.

M. l'Abbé Boisse y a continué cette année, sans pouvoir l'achever encore, son *Histoire de Passais-la-Conception*.

Le bourg de Passais a été constitué, grâce aux défrichements de la forêt. Il date du xv^e siècle, et la paroisse elle-même a été érigée en vertu d'un vœu de Louis XI, par le Pape Paul II. Elle fut, à l'origine, richement dotée de 300 acres de terres et bois et de plusieurs dîmes, à charge d'une grand'messe, qui devait être dite chaque samedi en l'honneur de la conception de Notre-Dame.

Elle est du reste une des plus anciennes églises de France qui ait été consacrée sous ce vocable. Cette messe, ou *Messe du roy*, a été célébrée jusqu'à la Révolution ; ce qui, soit dit en passant, prouverait que l'Église est plus fidèle à ses engagements que les Souverains ; car les 300 acres ne tardèrent pas à être réduits à 5 acres et demi, et les dîmes elles-mêmes, à être diminuées des deux tiers.

On conçoit que cette paroisse, si riche par destination, mais devenue si pauvre en réalité, fut forcée de se contenter d'un modeste monument ; et encore ne l'éleva-t-elle que successivement, à mesure que l'accroissement de la population en faisait une nécessité. Les Curés eux-mêmes, qui étaient ordinairement de la localité, habitaient chez eux et n'eurent pas de presbytère avant 1682. Les Prêtres, qui étaient assez nombreux, instruisaient les garçons ; ce qui explique la raison pour laquelle on s'est, presque jusqu'à la Révolution, contenté d'une école de filles.

Parmi les Curés et autres personnages que notre auteur passe religieusement en revue, il faut citer un savant, Jean Pouchard, Membre de l'Académie des Inscriptions et Médailles ; et, parmi les événements intéressants, le couronnement très solennel d'une rosière, laquelle nous a d'ailleurs été présentée autrefois par MM. de Contades et Appert.

Au temps de la Révolution, on doit relever avant tout le cahier des doléances de la paroisse ; et ce sont bien en effet des doléances, exprimées d'ailleurs dans des termes d'une parfaite modération. Cette pièce, et une autre également citée par l'auteur, nous renseignent principalement sur l'état misérable des paysans. La paroisse, très pauvre, très peu fertile, avait en outre le malheur de voir la plus grande partie de ses ressources passer en charges et en impôts ; au point qu'on se demande ce qui pouvait bien rester après cela pour la nourriture des habitants. Il est sûr qu'il y avait des abus de plus d'une sorte à corriger ; mais une chose qui ne paraît pas moins certaine, c'est que les braves notables, pour exciter la pitié ou pour tout autre motif, ont poussé leur tableau au noir, jusqu'à un point qu'il serait difficile d'apprécier exactement.

Pour le reste, la Révolution fut à Passais ce qu'elle fut dans la plus grande partie de nos campagnes. On y trouve des élections, des fêtes Révolutionnaires plus ou moins réussies, de tout petits

événements, enlës par le langage du temps. Notons que la constitution civile du Clergé y fut assez froidement accueillie ; que le curé et les autres prêtres, résolus à rester en règle avec leur conscience, tout en cherchant à se compromettre le moins possible, n'évitèrent pas la persécution et l'exil.

M. l'Abbé Chenu, qui est Curé de St-Évroult-Notre-Dame-du-Bois, a l'heureuse chance de traiter un sujet très important et très intéressant. Il n'y a pas bien longtemps, il a déjà publié une *Histoire populaire de Saint-Évroult* ; cette année, il s'attache de préférence à son église paroissiale.

Comme monument architectural, elle n'a rien de bien remarquable ; mais que de richesses précieuses pour l'art et pour la piété ne renferme-t-elle pas : statues en bois ou en pierre, sculptures, bas-reliefs, tableaux, superbes reliquaires avec leurs reliques ! La plupart de ces objets, qui datent d'époques assez diverses, proviennent de la célèbre abbaye. Mais pourquoi l'auteur ne remonte-t-il pas, dans ses récits au delà de 1789 ? Ne sacrifie-t-il pas ainsi volontairement une partie essentielle de son histoire ? Ce n'est pas que le temps qu'il embrasse n'ait lui-même ses graves événements. Sans parler des destructions révolutionnaires de tout ce qui rappelait l'ancien régime : suppressions d'armoiries, brisements de vitraux, toutes choses habituelles à cette triste époque ; le délabrement de l'église paroissiale qui, dès 1791, nécessita la translation du culte dans celle de l'ancienne abbaye, laquelle du reste était dans un état peut-être pire encore ; l'écroulement subit de cette dernière, en 1799 ; la recherche des causes de ces désastres : négligences coupables, vols, dilapidations, etc.. donnent lieu à de pénibles réflexions.

Mais s'il est vrai que la gloire d'une église consiste bien plus dans l'honneur de ses fidèles, et surtout de ses ministres, que dans la beauté du temple matériel, que dire du triste rôle que joua le Clergé de Saint-Évroult en face de la tourmente Révolutionnaire ? La plupart, hélas ! le Curé en tête, non contents de prêter le serment schismatique, allèrent jusqu'à rejeter, par un acte d'abdication formelle, tout ce qui rappelait leur ancien état. Le culte de la Raison leur convenait-il mieux ? C'est douteux, et il est plus probable qu'il faut demander le motif de leur conduite à leur défaut de courage, plutôt qu'à un changement dans leurs convictions.

La restauration du culte elle-même, lors du Concordat, diminua les abus, mais ne les supprima pas complètement, ainsi que nous le verrons dans la suite du travail de M. l'abbé Chenu ; car il ne l'a pas encore terminé.

Notre-Dame-de-Barville : encore une monographie de paroisse, encore un travail dont nous ne verrons la fin que l'année prochaine.

Et, à ce propos, qu'on me permette de m'élever contre l'habitude que prennent Messieurs les auteurs, de donner à la Société des œuvres qui remplissent nos bulletins pendant trop longtemps et ont, entre autres inconvénients, au moins celui de décourager leurs confrères qui attendent vainement leur tour de publication.

Cette réflexion n'a bien entendu, rien de particulièrement personnel contre M. le Curé de Barville, pas plus que contre M. l'Abbé Chenu ni M. l'Abbé Boisse ; mais malheureusement, elle ne manque pas de trop nombreuses applications. Le meilleur moyen à mon avis, de remédier à cet abus, serait d'assurer et de fortifier l'action du Comité de Lecture et de Publication. Je voudrais que désormais aucun article ne pût être publié sans le visa et l'approbation formelle de ce comité. Le Secrétaire en effet serait autrement fort pour résister aux sollicitations, s'il sentait derrière lui, pour l'appuyer, cette autorité incontestée.

Mais n'oublions pas que nous en sommes à l'histoire de *Notre-Dame-de-Barville*. L'auteur, M. l'abbé Leprince, tient surtout à être complet. Dès 1131, il signale une chapelle de Barville, qui était sous le patronage du chapitre de Sées et peut-être était simplement à l'usage du château. C'est cette chapelle qui, à force d'agrandissements, d'embellissements et de modifications de toute espèce, serait devenue l'église actuelle.

Pas un mince détail, du reste, n'échappe à la sagacité de l'auteur : chœur, chapelles et autels de Saint Athanase et du Sacré-Cœur, sacristies de l'église et de la Charité ; cloches et clocher, fenêtres et vitraux, lambris, grilles, bancs, stalles, tableaux, chemin de croix, statues, vases sacrés, mobilier, linges et ornements, cimetière, calvaires, toutes ces choses, et d'autres encore, sont successivement passées en revue par lui, avec dates précises et, autant que possible, comptes à l'appui.

A propos de comptes, M. le Curé ne néglige pas d'ajouter que

la générosité de la famille de Blavette, propriétaire du château, s'est maintes fois chargée de les régler.

Il est nécessaire de signaler aussi la Maladrerie fondée à Barville sous le patronage de saint Blaise. M. l'abbé Leprince donne sur cet établissement des détails intéressants.

M. Dallet a publié une *Notice historique, géographique, statistique et archéologique sur la commune de Canapville*. Renseignements topographiques et administratifs, maires, curés, anciens seigneurs, rien n'échappe à ses recherches et à sa patience d'investigation. On pourrait appeler son étude une histoire mathématique, tant elle est précise et exacte. Il y en a un si grand nombre d'autres dont on ne pourrait pas dire autant !

Par son titre même : *D'une église possible au pays des Talvas*, M. Loriôt semble entrer de plein pied dans le domaine de l'imagination. Son étude pourtant, ne manque pas de vues pratiques, en même temps qu'elle se distingue par la science archéologique et par le sens artistique. La ville de Domfront, avec sa situation exceptionnelle et ses souvenirs, ne peut pas avoir une église comme une autre ; tel est le point de vue auquel s'est placé M. Loriôt ; et, en fin de compte, il est amené à donner ses préférences au style bysantin, soit pur, soit plus ou moins accommodé aux goûts et aux exigences de notre époque.

Ce n'est point ici le lieu de discuter les conclusions de M. Loriôt ; tout ce que je puis faire, c'est d'engager à les étudier ; elles en valent la peine.

La belle église de Vimoutiers récemment construite sur l'emplacement de l'ancienne, menaçait de faire l'oubli sur celles qui l'avaient précédée. C'eût été un malheur pour l'histoire. Notamment, une tour fort curieuse, caractéristique de l'occupation Anglaise a été démolie ; des pièces d'or, enfouies comme témoins, ont été mises au jour ; huit squelettes complets, plusieurs sarcophages en pierre, de nombreux ossements, ont été découverts dans les démolitions ; une couche de terre noirâtre et charbonneuse, enveloppée de pierres noircies, atteste l'incendie qui a dû avoir lieu en 1728 ; un cercueil avec ossements, paraît remonter au XIII^e siècle ; enfin un saint Michel en terre cuite est beaucoup

plus récent. Ces faits et ces découvertes font l'objet de trois communications fort intéressantes de M. Pernelle, Maire de Vimoutiers, et de M. Lecœur. On conçoit, en effet, qu'il importait que toutes ces choses fussent rappelées avant que le souvenir en fût effacé. D'un autre côté, l'administration municipale a pris le soin de réunir, pour en former un musée cantonal, ceux de ces objets qui ne sont pas trop encombrants. Ces exemples sont bons à suivre, et les hommes qui, à un titre quelconque, s'intéressent au passé, ne peuvent mieux faire que de s'en inspirer.

Qui se souvient aujourd'hui de notre collège d'Alençon, du temps qu'il était sous la direction des Jésuites ? Il est certain pourtant que ce fut pour lui une ère de prospérité. Aussi devons-nous être reconnaissants au R. P. Hamy, de nous rappeler les noms des Pères de la Compagnie de Jésus qui furent placés à sa tête, ou eurent avec lui des rapports. Le P. Hamy ne se borne pas du reste à nous raconter ce qui concerne spécialement notre collège. Il a tenu à citer également ceux de ses confrères qui ont eu avec notre ville, ou même avec notre pays, des relations quelconques, et y ont exercé leur zèle à titre de Missionnaires ou de Prédicateurs. Enfin, son travail se termine par une sorte de bibliographie des ouvrages publiés par des Jésuites alençonnais.

Les listes du P. Hamy, qui comprennent un très grand nombre de noms ne peuvent évidemment donner sur chacun des personnages qui les composent, que de très courtes notices. Elles ont néanmoins une importance réelle pour notre Histoire locale, et ont dû exiger des recherches assez laborieuses. Je ne serais pas surpris, d'ailleurs, qu'elles ne soient, pour un bon nombre d'Alençonnais, une véritable révélation.

Cette année, comme les précédentes, notre 3^e bulletin contient la *Bibliographie du département*. Ce travail, qui porte les signatures de MM. l'abbé Letacq, Duval et Beaudouin, n'est guère autre chose qu'une table des matières. Les auteurs souhaitent qu'il ait au moins les qualités d'une bonne table, et qu'à ce titre, il puisse être de quelque utilité aux chercheurs.

Faut-il citer encore, au nombre des travaux de la Société, quelques comptes rendus insérés par plusieurs de ses membres ?

J'ai parlé ailleurs de l'Histoire du diocèse de Séez, par M. l'Abbé Hommey, inutile de revenir sur cet ouvrage.

Dans un autre compte rendu, je me suis associé au désir exprimé par M. l'abbé Mallet qu'une commission permanente d'art chrétien soit établie dans notre diocèse.

De son côté, M. de Neuville a rendu compte de deux opuscules de notre Confrère, M. l'Abbé Desvaux, le premier sur un de nos compatriotes du Perche, Florent d'Illiers, qui eut l'honneur de faire la guerre aux côtés de Jeanne d'Arc, et s'illustra dans cent combats contre les Anglais ; le second sur sœur Eugénie de Bellême, l'admirable religieuse de Saint-Vincent-de-Paul, qui, dans les épreuves de l'année terrible, prodigua à nos soldats malades et blessés les trésors de son dévouement.

Enfin, une courte étude de M. de Neuville lui-même, sur une antique chapelle de Saint Martin, située non loin de Condé-sur-Noireau, réclame également une mention.

Messieurs, il est grand temps de conclure. Ma conclusion, du reste tient en un seul mot : nous avons travaillé. C'est beaucoup ; le travail n'est-il pas la grande loi de l'humanité ? J'ajoute même que nous avons utilement travaillé. En nous attachant à la vérité historique, en retraçant, par le souvenir, le passé de notre pays, c'est en effet quoique dans une bien modeste sphère, la cause de Dieu et de la Patrie française que nous avons essayé de servir.

Le Comte Gérard de CONTADES

SOUVENIRS INTIMES

L'année dernière, vers le commencement d'octobre, au cours d'une de ces soirées intimes, pleines de charmes, qu'il animait de son savoir et de son esprit, M. le comte de Contades, notre très regretté Président, communiqua, à deux de ses amis, l'étude qu'il préparait pour la réunion générale de notre Société et le discours qu'il devait prononcer à l'inauguration du buste de Gustave Le Vavasseur. Aux félicitations qui lui furent adressées sur le mérite de ces travaux : « Hélas ! répondit-il, c'est le chant du cygne ! car mes jours sont comptés. »

La mort a justifié ses alarmes ; et je viens aujourd'hui rendre à l'ami que nous avons pleuré et que nous pleurons encore, le légitime tribut d'hommages d'une affection profonde et reconnaissante.

Ce que fut le comte de Contades pour la Société historique et archéologique de l'Orne, M. Tournoïer, notre érudit Président, l'a dit en termes élégants et précis. Ce que fut le fin lettré, l'historien consciencieux, MM. J. Appert et W. Challemel le diront en publiant la Bibliographie de ses œuvres. Je voudrais seulement aujourd'hui vous apprendre quelques particularités d'une noble vie qui, pendant trente années, n'eut pas de secrets pour moi.

Le comte Gérard de Contades descendait de Georges-Érasme, marquis de Contades, Maréchal de France, dont le nom est glorieusement attaché à nos campagnes d'outre-Rhin, pendant le règne de Louis XV. La jalousie, pour ne pas dire la trahison, d'un de ses lieutenants, fit éprouver un échec au maréchal, sur le champ de bataille de Minden ; mais sa carrière militaire ne fut

pas interrompue par cette défaite, car, le 5 juin 1762, il obtint le brevet de commandant en chef en Haute et Basse-Alsace. Ce fut le maréchal de Contades qui reçut, à son arrivée en France, l'archiduchesse Marie-Antoinette, et qui, en 1775, au sacre de Louis XVI, eut l'honneur de porter la couronne de France (1).

Par sa mère, M. de Contades appartenait à la famille Desson de Saint-Aignan, au Maine, dont l'un des membres avait épousé, en 1779, Anne-Rose-Suzanne de Montpinson-Saint-Maurice.

Madame de Saint-Aignan, lisons-nous dans la Notice sur la commune de Saint-Maurice-du-Désert, demeura toujours attachée de cœur au pays où sa jeunesse s'était écoulée.... Elle communiqua cet amour à sa petite fille, M^{lle} Émilie Desson de Saint-Aignan, plus tard marquise de Contades, et celle-ci le transmit fidèlement à son fils (2).

C'est donc non seulement par élection, mais par tradition de famille, que le regretté comte de Contades appartient à la noblesse Bas-Normande.

Le comte de Contades naquit à Angers, le 28 Août 1846. Ses premières années s'écoulèrent au château de Fay, dans la Sarthe, et ce fut seulement au mois d'Octobre 1852, que ses parents vinrent habiter le petit manoir de Saint-Maurice.

Dieu lui avait donné pour mère une femme au jugement droit, aux vues larges et généreuses, au caractère fortement trempé. Aussi le jeune Gérard puisa-t-il dans les enseignements, et plus encore dans les exemples de cette mère au cœur viril, la foi robuste qui le consola pendant ses derniers jours.

En 1857, il fit sa première Communion dans la modeste église de Saint-Maurice-du-Désert. Le souvenir de ce jour béni demeura profondément gravé dans sa mémoire ; et, au mois de novembre dernier, avant de partir pour Paris, où il devait subir une nouvelle opération, il me disait : « Je ne sais pas si je reverrai « jamais Saint-Maurice ; mais, c'est ici que j'ai fait ma première

(1) Voir le *Maréchal de Contades*, passim, surtout pages 29 et 30. Le maréchal fut, le 25 mai 1788, nommé gouverneur général de la Lorraine. « Les habitants de Strasbourg, qui le virent partir à regret, eurent, pour le rappeler à leur souvenir, cette belle promenade du « *Contades* », qu'il avait créée et qui porte encore aujourd'hui son nom, quoique le drapeau allemand flotte sur la capitale de l'Alsace. » *Ibid.*, p. 30.

(2) *Notice sur la commune de Saint-Maurice-du-Désert*, p. 117.

« communion, et je veux, avant de mourir, m'y approcher une fois encore de la Table Sainte. »

Ses études classiques, commencées à Saint-Maurice, s'achevèrent chez les Jésuites de Vaugirard. Le Père Ollivaint, qui dirigeait alors le collège de Vaugirard, distingua bientôt le nouvel écolier à cause de son esprit vif, de son caractère ardent, impétueux même, de sa précoce intelligence et de son ardeur au travail, et il lui voua une affection profonde que devait briser, en 1871, l'horrible fusillade de la rue Haxo.

Après sa sortie du collège, le comte de Contades suivit les cours de la Faculté de Droit ; enfin, au mois de juillet 1869, il se fixa définitivement au château de Saint-Maurice.

Possédant en Anjou un superbe domaine, héritier d'un nom glorieux et respecté, il pouvait espérer un brillant avenir en habitant la princière demeure de Montjeoffroy, berceau de sa famille. Mais pour lui rien ne valait notre petit coin de Basse-Normandie. Nos grands arbres, nos majestueuses forêts avaient conquis son imagination d'artiste et de poète ; en même temps, notre caractère un peu froid peut-être, fidèle pourtant en ses affections, avait gagné son cœur.

Artiste, poète, littérateur, musicien, le comte de Contades était tout cela à la fois. Mais, dans le vaste domaine de l'intelligence, il faut à chaque homme, si bien doué qu'il puisse être, un cadre spécial où se fondent harmonieusement les qualités que la Providence lui a départies ; et M. de Contades cherchait encore sa voie lorsque éclata la guerre de 1870.

Wørth et Wissembourg ne furent, hélas ! que le triste prélude d'une longue suite de revers. Le jour même où parvint à la Ferté-Macé, la nouvelle de cette double défaite, M. de Contades dit à sa mère : « Mon devoir est de partir : je vais demain à Alençon. — Oui, c'est le devoir : pars. Je ne veux pas te retenir. » Telle fut la réponse.

Pendant toute la guerre Franco-Allemande, il remplit, près du général de Malherbe, les fonctions d'officier d'ordonnance et, bien que peu initié au métier des armes, il parvint, grâce à ses talents et à son activité, à se faire remarquer parmi ses camarades. Voilà pourquoi on lui avait demandé, en 1897, de faire par-

tie de la 144^e section des vétérans de terre et de mer, formée à la Ferté-Macé (1).

Des jours plus calmes ayant été rendus à la France, le comte de Contades revint à Saint-Maurice, et, pendant plusieurs années, il se livra avec ardeur à l'étude de la musique et des lettres. Ce fut alors qu'il publia, d'abord sous un pseudonyme, puis sous son vrai nom, des romances maintenant oubliées, mais qui attirèrent sur leur auteur l'attention du monde artistique. Vers la même époque il essayait sa plume, jeune encore, dans une étude consacrée à Cyrano de Bergerac. Les œuvres de ce méridional si primesautier, si étrange dans son audace plus maligne que burlesque, n'en déplaise à Boileau, avaient, pour M. de Contades, une saveur délicieusement goûtée. Il est regrettable que ce premier travail n'ait jamais été publié, car il nous eût montré les tendances d'un esprit merveilleusement épris de l'amour de la vérité et déjà mûr avant l'âge.

Divers articles publiés dans les journaux du pays, et bien accueillis du public, firent pencher la balance en faveur des lettres. Le comte de Contades abandonna les publications musicales, sans pour cela renoncer à la musique ; il en fit seulement le délassement obligé d'études plus sérieuses.

Une imagination brillante et féconde, une plume facile, une diction nombreuse et riche, un savoir profond, un esprit, entre tous fin et observateur, un jugement sûr, une certaine hardiesse d'opinions, une connaissance parfaite du monde permettaient au jeune littérateur de se faire une prompte renommée dans le roman ou dans le théâtre ; mais, d'instinct, il se sentait attiré vers les études historiques, et il se donna la tâche de faire revivre le passé de notre pays. Qu'on veuille bien lire ses *Fantaisies* et l'on sentira toujours l'exactitude de l'historien (2), guidant l'imagination du romancier.

Il n'entre pas dans le cadre que je me suis tracé de donner ici la nomenclature des ouvrages sortis de sa plume, ni d'en apprécier le mérite. Je ne pourrais que déflorer l'étude de MM. Jules Appert et Wilfrid Challemel.

Constatons seulement que l'œuvre du comte de Contades est

(1) Voir l'*Écho de la Ferté-Macé* du 29 Juillet 1899.

(2) Voir « *Portraits et Fantaisies* », Paris, maison Quantin, 1887.

considérable. On peut se demander comment un homme dont la vie paraissait si peu occupée, un homme si exact à remplir ses devoirs sociaux a pu fournir un tel travail, en moins de vingt années.

Il en faut chercher la cause, non seulement dans la puissance de son talent, mais aussi dans la régulière distribution de ses journées.

Après avoir consacré à ce que plaisamment il appelait « ses obligations mondaines » un temps déterminé, ou délassé son esprit par un exercice corporel, il se renfermait dans le silence de son cabinet, et là, il méditait, lisait ou écrivait, jusque fort avant dans la nuit.

Un modeste bureau couvert de brochures, de papiers, de manuscrits ; une petite table, placée devant la fenêtre pendant l'été, et près du foyer pendant l'hiver ; dans un angle obscur un piano, le plus souvent muet ; des sièges modestes ; quelques gravures et des bibelots en petit nombre, tel était l'ameublement de ce cabinet de travail. Une seule chose attirait les regards : la riche bibliothèque se prolongeant dans plusieurs appartements en enfilade, et dont les rayons étaient garnis de livres soigneusement reliés et classés avec méthode. Partout, du reste, régnait l'ordre le plus parfait et l'on retrouvait, jusque dans la disposition des moindres choses, l'exactitude de l'historien et la correction de l'homme.

Ce cabinet de travail, ils l'ont bien connu, tous les fidèles du château de Saint-Maurice, tous les chercheurs de bonne volonté, qui sont venus consulter les riches collections léguées à la ville de la Ferté-Macé. En formant ces collections le comte de Contades avait fait œuvre patriotique et normande et il a voulu, en mourant, que les trésors péniblement amassés, pendant vingt-cinq ans, fussent toujours à la libre disposition des amis de l'histoire.

Voyager, tel était le délassement préféré du comte de Contades. Chaque année, après un laborieux séjour à la campagne, il prenait un repos salubre, loin du tumulte de Paris, en visitant des contrées nouvelles. Il parcourut ainsi les diverses parties de l'Europe — la Russie exceptée — le nord de l'Afrique, la Terre Sainte, l'Asie-Mineure. Ces voyages ne furent pas perdus pour ses travaux historiques ; ils devinrent une source de précieuses

observations qui donnent à son œuvre un cachet particulier d'originalité et de grâce (1). D'autre part, la connaissance parfaite qu'il avait de plusieurs langues étrangères : anglais, espagnol, italien lui permit de collectionner, au cours de ses pérégrinations de nombreux documents (2). Ces notes précieuses nous ont valu un premier volume, *Émigrés et Chouans*, publié en 1893. D'autres devaient bientôt le suivre, lorsque la plume est tombée, avant l'heure, de la main du gentilhomme historien.

Il ne faut pas croire que l'étude du passé ait éloigné le comte de Contades du mouvement littéraire de notre époque. Loin de là, il connaissait mieux que personne le livre nouveau, l'opéra en renom et la philosophie à la mode.

Lorsqu'on parcourt les œuvres du comte de Contades, ce qui frappe, au premier abord, c'est un sentiment de délicatesse infinie et mélancolique, dû sans aucun doute à sa vie d'isolement. Pourtant on ne peut pas dire qu'il fut triste par caractère.

Sa taille élevée, ses traits réguliers et fins, son regard limpide, scrutateur, la distinction parfaite de ses manières (3), son abord toujours correct, un peu froid même, sa conversation pleine de réserve, imposaient le respect. Mais dans l'intimité, plus rien de cette froideur, causée par une timidité excessive ; il se montrait le causeur le plus gai, le plus spirituel, le plus pétillant de verve. Avec un tact plein de grâce il s'effaçait devant ses interlocuteurs, les écoutant sans fatigue apparente, s'intéressant à leurs projets et sachant faire naître la réflexion propre à les mettre en relief.

Les succès de ses amis il les provoquait, il les préparait, il en jouissait plus que des siens propres ; car il fut toujours constant, dévoué, généreux dans ses affections.

Est-il besoin de rappeler ici l'hospitalité si large et si familiale du manoir de Saint-Maurice ? Littérateurs, poètes, artistes, y trouvaient un cordial accueil. Le comte de Contades avait une

(1) Nous ne pouvons omettre ici de rappeler l'entretien qu'il eut avec Ibsen, au cours d'un voyage en Norvège. Le comte de Contades garda du fataliste auteur de la *Maison de Poupée*, une admiration indéfinissable, mêlée d'effroi.

(2) Voir *Émigrés et Chouans*, p. 33.

(3) Cette distinction, qui faisait du comte de Contades un homme à part, se retrouve non seulement dans son style, mais jusque dans ses manuscrits presque tous sans rature. Il aimait mieux copier plusieurs fois la même page, que d'y laisser des lignes surchargées.

grandeur de vues qui l'éleva au-dessus de toutes les coteries ; une loyauté indiscutable et séduisante ; aussi, il eut le rare bonheur de grouper autour de lui les hommes des opinions les plus diverses que charmaient son urbanité, son savoir et la rectitude de son jugement.

Mais arrivons à la douloureuse épreuve qui devait terminer les jours du comte de Contades ; l'exemple de sa mort chrétienne sera pour nous un précieux enseignement.

Après avoir passé en Italie les premiers mois de l'année 1898, M. de Contades éprouva les effets alarmants d'une maladie dont il avait apporté le germe à sa naissance. Dès qu'il connut la gravité de son état, il voulut, malgré l'espérance de guérir que l'homme, même désespéré, porte toujours au cœur, se préparer à sa fin dernière.

Une première opération, subie au mois d'avril 1898, parut enrayer les progrès du mal. Pendant la saison des eaux, on vit le comte de Contades organiser avec entrain, et présider les fêtes charitables qu'il avait fondées, à Bagnoles, quelques années auparavant.

Mais, bientôt, l'illusion ne fut plus possible : la guérison tant désirée n'avait été qu'apparente. Un soir de septembre, pendant une promenade dans la forêt de la Ferté-Macé, près de la chapelle Saint-Antoine, il me pressa de questions pour savoir comment mouraient les malheureux frappés comme lui.

Néanmoins, à cause de l'inauguration prochaine du buste de Gustave Le Vasseur, il ne voulut rien changer à ses habitudes avant les fêtes des 19 et 20 Octobre. Ces fêtes, dont le souvenir est toujours présent à notre mémoire, le comte de Contades les présida avec sa dignité et sa grâce accoutumées ; il lut en séance solennelle de la Société, son admirable étude sur les débuts littéraires de son prédécesseur, le plus parfait peut-être de ses travaux ; c'était bien, hélas ! le *Chant du cygne* ! le comte de Contades ne devait plus rien écrire, car le *Driving en France*, paru au mois de Janvier 1899, était alors en cours de publication.

Quelques jours après, sur le conseil d'un chirurgien en renom, il se décidait à tenter la seule chance de salut possible : une seconde opération.

Avant de la subir, il revint à Saint-Maurice, afin de mettre ordre à ses affaires, et de détruire la plus grande partie de ses

papiers intimes. C'était une lugubre journée de novembre, le ciel était brumeux et triste et ce pauvre condamné à mort, qui ne pouvait guère se faire d'illusions, se prit à pleurer en face du brasier qui détruisait ses souvenirs de jeunesse. « Ils s'en vont, disait-il, et moi, je ne tarderai pas à les suivre. »

Le 6 novembre, il rentrait à Paris, pour s'étendre sur une table d'hôpital.

Il se releva vivant cette fois encore. Mais la science avait dû se reconnaître impuissante ; et la maladie continua ses progrès, même pendant la convalescence.

Toutefois, le comte de Contades recouvra assez de forces pour tenter, au mois de février 1899, un voyage en Italie. M^{me} la Marquise de Moustier, sa belle-sœur, accepta de l'accompagner et de remplir auprès de lui l'office de sœur de charité : on craignait un dénouement rapide, et il n'était pas prudent de le laisser voyager seul. Pendant son séjour à Naples, vers le milieu de mars, il se vit obligé de consulter un médecin, et, sur l'ordre de ce dernier, il se résolut à revenir en France.

La fatigue d'un retour précipité se joignant à une faiblesse extrême le déprima profondément. On crut imminente sa dernière heure, et on l'engagea à recevoir les suprêmes consolations de notre sainte religion. M. de Contades m'en avertit par une lettre admirable de foi et de résignation, de laquelle j'extraits les lignes suivantes : « Je veux, connaissant ta profonde amitié, te de-
« mander de t'unir à moi, samedi matin... Tu sais le déplorable
« état de ma santé. Je dois, ce jour-là, après avoir communiqué,
« recevoir l'Extrême-Onction. J'ai tenu à rapprocher ce sacre-
« ment de ma communion de Pâques ; je ne crois pas pour cela
« à une fin immédiate. Néanmoins, je serais heureux de rece-
« voir, avant peu de temps, les adieux de mes amis. »

Nous nous rendîmes aussitôt à Paris, M. W. Challemel, M. le Curé de Saint-Maurice et moi. M. de Contades nous appela séparément d'abord, pour nous exprimer ses suprêmes volontés ; puis, il régla devant nous certains détails de ses funérailles, et nous demanda d'envoyer, à ses amis de l'Orne, les lettres d'invitation à ses obsèques. Nous le quittâmes le cœur navré, pensant bien ne plus le revoir en ce monde.

Le 15 avril, une religieuse de la Miséricorde vint s'installer à son chevet. « Ce n'est pas pour me donner des soins que je vous

« ai fait demander, lui dit le malade, mais pour m'aider à bien mourir. » C'était là, en effet, le principal objet de ses pensées ; et jamais nous n'oublierons les exemples de piété qu'il nous a donnés. Un jour, après de fatigantes visites, car M. de Contades fut jusqu'à la fin un modèle de correction, il s'écria : « Mon Dieu mon sacrifice est fait, pourquoi veulent-ils me rattacher à la vie ? Qu'ils me laissent mourir en paix ! »

Avril et mai se passèrent, et la mort n'arriva pas ; néanmoins, le mal faisait chaque jour de nouveaux progrès. Tout à coup vers le 4 juin, un mieux inespéré se produisit. Et comme M. de Contades exprimait le désir ardent de revenir à Saint-Maurice, son médecin, qui était en même temps son ami, consentit à lui accorder cette dernière consolation. Le 10 juin, il était de nouveau installé dans son petit manoir.

Le lendemain de son arrivée avait lieu la seconde solennité de la Fête-Dieu. M. de Contades se fit descendre sur le perron du château, pour contempler la procession se déroulant dans les allées de son parc, et recevoir la bénédiction du Saint-Sacrement exposé sur un autel dressé à l'ombre des grands hêtres. Quelle joie aussi de parcourir encore, hélas ! couché dans une voiture ! les sites charmants qu'il avait tant aimés : les vallons ombreux de la Mare-Mallet, le décor sauvage de l'étang de la Forge, les sommets du mont d'Hère, aux larges horizons, Bagnoles, si rempli de joyeux souvenirs ! Quel bonheur surtout, de retrouver ses amis ! en leur présence, il oubliait ses douleurs ; il épanchait son cœur en termes si doux et si affectueux ! On sentait, avec admiration, la volonté toujours maîtresse d'un corps épuisé par la souffrance.

Ce fut pour lui comme une vie nouvelle qui s'ouvrait, et, parfois, il se prit à espérer contre toute espérance. Pourtant sa résignation fut toujours inaltérable ; un jour que je lui proposais de commencer une neuvaine à N.-D. de Lourdes, pour obtenir sa guérison : « Est-ce bien dans les desseins de Dieu que je guérisse, » me dit-il ? »

Mais bientôt des symptômes alarmants annoncèrent le dénouement fatal. M. de Contades hâta l'exécution des plans du monument qui va s'élever sur sa dépouille mortelle et sur celle de sa mère. « Laissez, lui disaient ses amis, rien ne presse ; il sera toujours temps de régler ces choses. — Je n'ai que peu de jours

« à vivre, je le sens ; la pensée de ma mort prochaine ne m'inspire pas de terreur ; je veux savoir quel sera mon tombeau . . .
« Du reste, toutes mes souffrances, je les accepte en expiation de mes fautes. »

Un jour, pourtant, après avoir fait relever l'inscription gravée sur la dalle funéraire des derniers Montpinson de Saint-Maurice, et avoir consulté des titres et des papiers relatifs à sa famille, il éprouva un sentiment de profond abattement. Comme nous lui demandions la cause de son agitation et de ses larmes : « Ah ! dit-il, pendant deux heures, je viens de revivre ma bonne vie d'autrefois, ma bonne vie de travailleur ; j'ai pu oublier le présent . . . maintenant que je me retrouve en face de la réalité, elle me semble plus cruelle. »

Le mercredi 12 juillet, M. de Contades était si faible, qu'il dut renoncer à descendre dans le salon du château, ce qu'il avait fait chaque jour depuis son arrivée à Saint-Maurice. Le lendemain il ne put quitter le lit de douleur, qui allait bientôt devenir sa couche funèbre. Pourtant, il conservait la plénitude de son intelligence ; et, ce jour-là même, il prit soin d'assurer la continuation de certaines œuvres charitables, connues de lui seul. La charité était, en effet, chez lui, une vertu de famille, dont il eut toujours à cœur de continuer les généreuses traditions.

Les jours suivants ne furent qu'une lente et cruelle agonie ; cependant aucune plainte, aucun murmure ne sortit de ses lèvres ; il priait ou conversait doucement avec ses proches.

Le lundi, 17 Juillet, vers 6 heures du soir, M. de Contades se sentant défaillir, demanda et reçut une fois encore l'absolution ; ensuite il donna le baiser du dernier adieu à toutes les personnes présentes, et récita d'une voix distincte le *Memorare*. Je ne saurais exprimer l'indicible ferveur avec laquelle il prononça ces mots : *O clemens ! o pia ! o dulcis virgo Maria !* toute son âme, toute sa foi, il les avait fait passer dans ce cri de l'espérance et de l'amour !

Un silence solennel suivit ces paroles, silence que seules interrompaient nos prières et nos larmes. Tout à coup le malade sortit de sa torpeur et dit : « Oh ! que c'est long. — Que trouvez-vous si long, lui demanda-t-on ? — Cette agonie qui ne veut pas finir ; j'ai cru que j'allais m'impatienter. » Parole admirable, qui nous montre les saintes timidités d'une âme pure. Pour

lui donner confiance, on mit entre ses mains le crucifix qui avait reçu le dernier soupir de sa mère. Il l'embrassa avec amour, et ensuite il parut s'endormir d'un sommeil réparateur.

Vers deux heures du matin, il se réveilla subitement en disant : « Je meurs ! appelez mon cousin Louis ! » (1). Ce furent ses dernières paroles ; moins d'une minute après, le comte Gérard de Contades rendait le dernier soupir, nous laissant à tous, le sublime enseignement d'une vie laborieuse et d'une mort admirable.

Trop souvent, les hommes se montrent injustes pour ceux qui ne sont plus ; ils jettent, avec insouciance, sur la mémoire des morts, le voile de l'oubli. Mais le comte de Contades n'est pas de ceux qu'on peut oublier ; avec Léon de la Sicotière et Gustave Le Vavasseur, il demeurera la gloire de notre Société Archéologique.

Abbé A. FRÉBET

(1) Pendant plus d'une année, M. le vicomte Louis de Contades a prodigué à son cousin les témoignages d'une affection filiale et d'un dévouement de toutes les heures. En reconnaissance, les habitants de St-Maurice-du-Désert se sont fait un devoir de le choisir pour maire de leur commune, assurés de retrouver en lui l'administrateur intelligent et sage qu'ils viennent de perdre.

LES ORIGINES

De Monsieur DE LA SICOTIÈRE

Le 12 février 1703, en la paroisse de Courdèvesque, Alexandre du Chesne, sieur de la Grémudière, jeune homme de 30 ans, instruit et de bonne lignée, né à Moulins-la-Marche le 16 octobre 1673 (1), épousait damoiselle Marie-Gabrielle-Catherine du Hamel (2).

D'origine Alençonnaise, Marie du Hamel était très probablement issue de Jacques du Hamel, avocat, anobli en 1653. Elle comptait des parents dans notre ville et y possédait une maison rue des Poteries.

La conséquence de ce mariage fut de décider Alexandre du Chesne à quitter Moulins-la-Marche où sa famille était ancienne et considérée et à s'établir, sans esprit de retour, à Alençon. Il laissait à Moulins des collatéraux qui, sous les qualifications de sieurs des Vallées, des Aulnays, de Lisle et du Parc, furent pendant plusieurs générations, les uns notaires royaux et procureurs héréditaires, les autres conseillers-procureurs du Roi et s'allièrent aux Chérault des Brossettes, Guérin du Longprey, Lévesque de la Héberderie, de la Vallée du Bosc et Collot de Circourt (3).

(1) Les registres paroissiaux de Moulins-la-Marche, pour l'année 1673, ont malheureusement disparu. Nous savons pourtant que le curé de Moulins qui baptisa Alexandre du Chesne était M^r Lizot, frère du lieutenant-général de la vicomté.

(2) Le lieu et la date précises du mariage d'Alexandre du Chesne, sieur de la Grémudière, avec Marie-Gabrielle-Catherine du Hamel, fille de Jacques, nous ont été révélés par une communication gracieuse de M. Ch. Vérel. Alexandre du Chesne était fils de N..., du Chesne sieur de la Grémudière et de damoiselle Barbe Radigois qui épousa en secondes noces Louis de Bonenfant, écuyer. Suivant toute vraisemblance, son aïeul fut Louis du Chesne, tabelion royal à Moulins de 1653 à 1673.

(3) Ces diverses branches de la famille du Chesne sont issues de Centurion-François du Chesne, sieur des Vallées qui demeurait en 1710 à Saint-

M. de la Gremudière avait obtenu le 21 septembre 1700 des lettres patentes du Roi lui octroyant l'office de conseiller du Roi, élu en l'élection d'Alençon, précédemment tenu par M. Jean des François. Il fut reçu en cette qualité, au bureau des finances et chambre des Domaines de la généralité d'Alençon le 12 juin 1703 (1).

Peu de temps après, M^r Charles-François de Montmorency, duc de Montmorency et de Piney, marquis de Lonray, gouverneur de Normandie, le constituait son procureur et son fermier général pour le marquisat de Lonray (2).

L'existence d'Alexandre du Chesne, sieur de la Grémudière (4), se partagea dès lors entre Alençon où il demeurait, rue des Poteries, dans la maison de sa femme, et le château de Lonray.

C'est là qu'au mois d'avril 1740, il fut atteint de la maladie qui l'emporta. Ses dernières volontés reçues par l'abbé François Granger, curé de Lonray, témoignent éloquemment de ses sentiments religieux (3).

Après avoir recommandé son âme à Dieu par l'intercession de la Sainte-Vierge et des Saints, spécialement de Saint Alexandre son patron, il ordonnait que son corps fût inhumé en l'église de Lonray. Il léguait 50 livres de rente à l'église de Saint-Nicolas-de-Moulins où il avait été baptisé, 50 livres aux pauvres de Lonray, 100 livres au trésor de Notre-Dame d'Alençon pour la célébration d'un grand service sonné à longs coups, 300 livres aux Pères Capucins, 300 livres aux filles de Sainte-Claire et s'assurait des messes à perpétuité à Moulins et à Lonray. Il donnait

Aignan-sur-Sarthe. Son frère Alexandre du Chesne était curé de Saint-Léonard-des-Parcs. C'étaient les oncles d'Alexandre du Chesne, sieur de la Grémudière.

En 1785 M. du Chesne de Lisle fils d'Alexandre du Chesne, sieur de Lisle, conseiller-procureur du Roi et de dame Marie Molvault était bailli haut-justicier de Courteraye. Ses proches parents étaient M^{rs} Louis Bayard de la Vingtrie, lieutenant-général au baillage du Perche, Louis-Jacques Renault, sieur des Molands, seigneur du Breuil, conseiller-procureur du Roi, Charles Levesque, sieur de Touvois, conseiller référendaire au parlement de Normandie, Pierre-Félix de la Vallée, sieur du Bosc, seigneur du Châtel et du Fief-Blanc.

(1-2-3) Ces pièces existent dans les papiers de M. Léon de la Sicotière.

(4) Nous avons maintenu, dans tout ce travail, l'orthographe primitive DU CHESNE qui figure telle au XVII^e siècle et dans la plupart des actes du XVIII^e.

enfin à sa cousine, fille aînée de Robert d'Ennecey, sieur du Souchet, domiciliée à Séez, 300 livres.

Alexandre du Chesne mourut peu après. Marie du Hamel, infirme et paralysée, lui survécut quelques années.

De leur mariage était issu un fils Denis du Chesne, objet de toute leur sollicitude, qui, dès 1738, était conseiller du Roi et son procureur au bureau des finances et chambre des domaines d'Alençon et joignit bientôt à cette qualité, celles d'écuyer, seigneur des fiefs de Chédouët, Brinville, la Normanderie, la Fresnaye et autres lieux, patron honoraire de la paroisse de la Fresnaye-sous-Chédouët. Il était, en même temps, sieur de la Sicotière, terre sise à Bursard dont il avait hérité de son cousin maternel Pierre Brunet, sieur des Portes.

Denis du Chesne de Chédouët était un homme de valeur. Instruit, d'abord, par ses parents et par un neveu de sa mère l'abbé Louis-François du Hamel, il avait été l'un des meilleurs élèves du collège des jésuites d'Alençon.

Aussi quand, en 1740, il sollicita la main de damoiselle Catherine du Mesnil de Villiers fille de feu Alexandre du Mesnil, écuyer, sieur de Villiers et de noble dame Marie Martel, de Saint-Denis-sur-Sarthon, sa demande fut-elle favorablement accueillie.

Catherine du Mesnil, est-il besoin de le rappeler, appartenait à une famille Alençonnaise, annoblie au xv^e siècle pour son dévouement à la cause nationale.

Le mariage fut célébré à Pacé le 13 juin 1740. Les témoins de M. de Chédouët étaient Robert d'Ennecey, sieur du Souchet, conseiller du Roi et Jean Brunet, sieur de la Noë, ses cousins. Pierre-Alexandre du Mesnil, écuyer, sieur de Villiers et Louis du Mesnil, écuyer, sieur de Saint-Denis, frère et cousin-germain de la future étaient présents.

De ce mariage naquirent quatre enfants :

Denis-Alexandre, appelé M. de Chédouët, né le 10 septembre 1741 (1);

Catherine-Jeanne-Anne, née le 3 août 1743 (2);

(1) Parrain Pierre-Alexandre du Mesnil, écuyer, oncle, marraine dame Elisabeth de la Vie, épouse de M^r Robert d'Ennecey conseiller du Roi, cousine.

(2) Parrain M^r Jean Turpin, conseiller du Roi, lieutenant criminel en l'élection d'Alençon, marraine dame Marie-Anne Brossin, épouse de Louis du Mesnil, écuyer, cousine.

Jacques-Robert-Étienne, appelé M. de la Sicotière, né le 4 août 1742 (1);

Enfin Marie-Louise-Pélagie qui épousa Gabriel-Louis de Marescot.

C'est le troisième de ces enfants Jacques-Robert-Étienne du Chesne, écuyer, sieur de la Sicotière qui devait perpétuer sa famille.

Entré en 1762, à vingt ans, dans les gardes du corps, compagnie de Beauvau, brigade de Monetay, dans laquelle se trouvait déjà son frère de Chédouët, M. de la Sicotière fit avec zèle son service à Versailles.

C'est là qu'il fit la connaissance d'une jeune fille remarquable par ses qualités physiques et morales M^{lle} Marie-Josèphe Menjaud, âgée de 24 ans.

Elle était fille de Jean Menjaud, originaire de Fréjus, contrôleur de la maison de LL. AA. RR. Madame la Comtesse de Provence et Madame la Dauphine, et de dame Elisabeth Gaignedéniers.

Il l'épousa le 6 juillet 1772, en l'église de Saint-Germain-du-Chesnay et de Saint-Antoine-du-Buisson, diocèse de Paris, en présence de Denis-Alexandre du Chesne, écuyer, sieur de Chédouët, son frère, François Brossin de St-Didier, écuyer, gendarme de la garde, son cousin (2), François-Michel de Moucheron, écuyer, sieur de la Bretignière (3), chevalier de Saint-Louis, Pierre Lhuillier, écuyer, chevalier de Saint-Louis, Jean-Louis de Moucheron, écuyer, Pierre de Sainthillier, écuyer (4), tous gardes du corps, Claude-François le Poutre, avocat en parlement et dame Thérèse de la Porte, son épouse.

Du côté de la future, son frère M^e Jean Menjaud, avocat en parlement, conseiller du Roi, notaire au châtelet de Paris et dame Madeleine du Pré, son épouse, sa sœur damoiselle Thérèse Menjaud, fiancée de M. de Chédouët, ses autres sœurs Jeanne,

(1) Parrain M^e Robert d'Ennecey, cousin-germain du père de l'enfant comme époux d'Elisabeth de la Vie, sa cousine-germaine, marraine Marguerite du Mesnil, cousine-germaine de l'enfant, fille de Pierre-Alexandre, écuyer, et de Jacqueline de Guéroust de Boiscléreau.

(2) Cousin maternel par les du Mesnil de Villiers.

(3) Il était capitaine de cavalerie et demeurait à Verneuil.

(4) Jean-Louis de Moucheron habitait Montreuil-l'Argillé et M. de Saint-hillier demeurait à Verdun.

Catherine et Luce Menjaud, Jean-Baptiste du Pré, conseiller du Roi, notaire au Châtelet de Paris et dame Marie-Madeleine Cerron, son épouse, représentaient la famille.

Un certain nombre de témoins d'honneur signaient au contrat. Leurs noms prouvent en quelle estime était tenu Jacques-Robert-Étienne du Chesne de la Sicotière.

C'étaient M^{sr} le prince de Beauvau, capitaine des gardes du corps de S. M.; M^{sr} le duc et Madame la duchesse de Fleury, M^{sr} l'Évêque de Chartres, le chevalier de Fleury, le marquis de la Rivière, le comte de Noailles, le duc de Mouchy, le marquis de Muy, enfin M. Dager, major des gardes du corps, compagnie de Beauvau.

M^{lle} Menjaud apportait une dot de quarante mille livres et un trousseau estimé cinq mille livres, M. de la Sicotière recevait de son père la terre de son nom (1).

A quelque temps de là, Denis-Alexandre du Chesne de Chédouët épousait Thérèse Menjaud et, par un curieux effet du hasard, Jeanne Menjaud épousait en 1777, Nicolas-Antoine Duchesne, prévôt des bâtiments du Roi (2).

Ce dernier, malgré son nom, n'avait aucune parenté avec MM. du Chesne de la Sicotière et de Chédouët. C'était un savant fort distingué qui avait été l'élève de Bernard de Jussieu et de Buffon.

Il consacra sa vie à l'instruction de la jeunesse, à l'étude et à la culture des sciences physiques et naturelles et à leur application. Suivant l'expression d'un de ses biographes, « il acquit des droits à l'estime publique par la pratique de toutes les vertus. »

En dehors du temps que leur service aux gardes du corps ne

(1) La grosse de ce contrat existe dans les papiers de famille de M. Léon de la Sicotière.

(2) Consulter sur Nicolas-Antoine Duchesne une excellente notice biographique du baron A. F. de Silvestre — Paris, imprimerie de M^{rs} Huzard, 1827 — et dans les mémoires de la Société centrale d'agriculture et des arts du département de Seine-et-Oise, 1827, la notice nécrologique lue par M. Frémy dans la séance du 29 juillet 1827.

M. Duchesne eut cinq enfants et c'est pour eux que, « de concert avec M. Leblond, il rédigea le *Portefeuille des enfants*, ouvrage très important qui suffirait à lui mériter la reconnaissance des pères de famille. »

L'arrière petit-fils de Nicolas Antoine Duchesne, M. l'abbé Tharcise Duchesne est aujourd'hui prêtre de Sainte-Marie de Tinchebray.

réclamait pas, MM. de la Sicotière et de Chédouët habitaient tantôt Alençon, tantôt le château de Chédouët. Leurs femmes restaient toute l'année dans ces résidences. C'est à cette circonstance que nous devons deux lettres de Madame de la Sicotière à sa sœur Jeanne, écrites avant et après le mariage de cette dernière avec Nicolas-Antoine Duchesne. Ces lettres finement écrites prouvent l'esprit et la culture intellectuelle de la jeune femme et nous font pénétrer dans l'intérieur de son excellente et patriarcale famille (1).

Voici la première :

D'Alençon, ce 19 Décembre 1776.

« C'est avec la plus grande satisfaction, chère petite sœur, que je te fais mon compliment sur ton mariage.

« Je t'assure que j'ai ressenti la joie la plus vive quand j'ai appris cette bonne nouvelle. Je suis enchantée du bon choix que tu as fait, car je suis persuadée qu'il fera ton bonheur.

« Au reste, ma bonne amie, tu es bien faite pour rendre un homme heureux et il ne te fallait pas moins que M. Duchesne pour égaler ton mérite.

« Je crois connaître ton futur, mais bien imparfaitement. Il y a si longtemps que je l'ai perdu de vue que j'eus de la peine à me le remettre lorsque ma sœur me lut la lettre de maman.

« Il y a une chose qui me fait plaisir, c'est que tu t'appelleras Duchesne. Je ne sais si cela t'en fait comme à moi, mais il me semble que cet accord de nom marque celui de nos cœurs.

« Je finis, ma mignonne, en te priant de te souvenir quelquefois de la pauvre provinciale et sois assurée du retour le plus sincère de ma part, je suis, pour la vie ton affectionnée sœur.

« DE LA SICOTIÈRE.

« Je te charge d'une mission qui ne sera pas difficile à faire, c'est d'embrasser ton futur pour moi. »

La seconde lettre est datée d'Alençon le 21 février 1777 :

« C'est bien moi, ma chère petite sœur, qui mérite d'être grondée d'avoir été si longtemps à te féliciter de ton bonheur, mais les plaisirs du carnaval m'en ont d'abord empêchée. Ensuite un bobo survenu au pouce de la main droite ne me permettait pas de tenir la plume

(1) Lettres conservées par M. l'abbé Duchesne, descendant de Nicolas-Antoine.

puisqu'à peine pouvais-je me coiffer, mes sœurs ayant été obligées de me rendre ce service plusieurs fois.

« Ainsi, comme tu le vois, ma mignonne, ce n'est ni négligence, ni oubli de ta petite sœur qui, bien qu'éloignée, partage bien sincèrement la satisfaction dont tu jouis.

« J'imagine que tes visites à rendre et à recevoir sont finies actuellement, je t'en fais mon compliment, car, comme tu le dis fort bien, cela n'est pas bien touchant et bien ennuyeux..... mon mari plus heureux que moi aura le plaisir de t'embrasser dans dix ou douze jours.....

« Il faut, ma petite mignonne, que je finisse par répondre à ton mari, ce qui ne m'embarrasse pas peu à te dire vrai, mais je te prie de lui demander beaucoup d'indulgence pour le mauvais style d'une pauvre provinciale.

« Adieu, ma mignonne, porte-toi toujours bien et songe que ce n'est pas tout d'être mariée et qu'il nous faut un petit neveu ou une petite nièce, ce que tu aimeras le mieux. Je parie que ton mari ne me désapprouvera pas. Adieu encore une fois, ma bonne amie, aime-moi toujours et sois assurée d'un tendre retour de la part de ton affectionnée sœur

DE LA SICOTIÈRE. »

Jacques-Robert-Étienne du Chesne de la Sicotière avait obtenu en 1772 le grade de capitaine de cavalerie et il fit régulièrement son service auprès du Roi jusqu'aux journées des 5 et 6 octobre 1789 (1).

Il était de garde au château de Versailles quand l'émeute y fit irruption. Comme ses camarades, il accomplit héroïquement son devoir pour protéger contre les violences de la foule Louis XVI et Marie-Antoinette et faillit périr (2). Il figurait, le 6 octobre, parmi les gardes du corps qui, épuisés de faim et de fatigue, la plupart sans chapeaux, s'avançaient derrière le carrosse du Roi, les uns à pied, les autres à cheval. C'était le suprême service qu'il dût rendre à l'infortuné monarque.

En récompense de sa fidélité, M. de la Sicotière reçut la croix de chevalier de l'ordre Royal et militaire de Saint-Louis. Le chevalier de Villereau, maréchal des camps et armées du Roi, chargé de la lui remettre et de lui donner l'accolade, lui annonça cette nouvelle en ces termes :

» *Coulange, ce 18 mai 1790.*

« J'ai l'honneur, Monsieur, de vous donner avis que je viens de recevoir votre croix de Saint-Louis, mais que le plaisir de vous annon-

(1-2) Lettre de M^{me} de la Sicotière à sa fille Madame Guillemot. — 30 novembre 1816.

cer une grâce aussi agréable fut vivement combattue par la peine de ne pas la voir commune entre vous, Monsieur, et M. votre frère dont on ne me parle point. Dites-lui combien j'en suis affligé. Dites-lui aussi que je vais écrire à notre prince pour l'engager à redresser cet oubli, car je ne dispose rien de plus.

« Venez vous faire recevoir quand vous voudrez et comptez toujours sur les sentiments du parfait attachement avec lequel j'ai l'honneur d'être votre très humble serviteur.

« Le Ch^{er} de VILLEREAU.

« Mon respect et mon compliment, je vous prie, à ces dames. »

La réception de M. de la Sicotière dans l'ordre de Saint-Louis eut lieu le 30 mai, il figurait alors sur les contrôles de la compagnie de Noailles (1).

En 1791, il émigrail « par dévouement », dit sa femme, laissant à Alençon Madame de la Sicotière et sept enfants encore jeunes (2).

Il ne devait pas les revoir. Après avoir fait dans l'armée de Condé la campagne de 1792 et avoir partagé les misères, les douleurs et les vicissitudes des Condéens, il se réfugia en octobre 1797 à Helsen, près d'Arolsen, principauté de Waldeck. C'est là qu'il mourut loin des siens, d'une attaque d'apoplexie, le 3 mars 1799 (3).

Tous ses biens, y compris ceux de sa femme, avaient été saisis et vendus par la nation. Madame de la Sicotière, dans cette terrible période, frappée dans ses affections les plus chères et dans sa fortune, puisa dans sa foi et dans le sentiment du devoir le courage nécessaire pour élever admirablement ses sept enfants.

L'un d'eux mourut en bas âge. Un autre Pierre-Alexandre du Chesne de la Sicotière, vélite au régiment à cheval des grenadiers de la garde impériale, décéda en Prusse à l'hôpital de Friedstatt, le 15 avril 1807 (4).

(1) Certificat de M. de Villereau.

(2) Lettre de M^{me} de la Sicotière à sa fille M^{me} Guillemot, 30 novembre 1816.

(3) Attestation du prince de Waldeck.

(4) 14 juillet 1812. — Le ministre de la guerre atteste que Pierre-Alexandre du Chesne de la Sicotière, fils de Jacques et de Marie-Joséphine Menjaud, né le 13 novembre 1785 à Alençon, vélite au régiment à cheval des grenadiers de la garde impériale, compagnie n° 9, est mort en Prusse à l'hôpital de Friedstatt le 15 avril 1807.

Il lui restait deux fils et trois filles (1) qui devinrent mesdames Guillemot, Vatel et la baronne de Faudoas.

En 1811, elle avait la joie de marier son fils aîné Jacques-Antoine du Chesne de la Sicotière à Mademoiselle Jeanne-Dorothée Le Sage du Parc, fille de Pierre-François Le Sage, sieur du Parc, ancien lieutenant de maire à Alençon et de dame Marie-Louise-Françoise Lenfant de la Blanchardière (2).

Mademoiselle Le Sage du Parc qui avait de qui tenir avait une grande distinction d'esprit. Son père, au dire du dernier intendant de la généralité d'Alençon, et Jullien se connaissait en hommes, avait beaucoup de jugement et jouissait de la meilleure réputation. Dans ses loisirs, il s'occupait d'histoire et s'essayait même à esquisser des généalogies (3).

C'est à Valframbert, à la Dormie, terre patrimoniale des Le Sage du Parc que naquit le 3 février 1812, de l'union de

(1) Marie-Thérèse du Chesne de la Sicotière mariée à Pierre-Louis Guillemot.

Jacques-Antoine du Chesne de la Sicotière, marié à M^{lle} Le Sage du Parc. Il s'établit à la Dormie, commune de Valframbert.

Luce-Pélagie-Joséphine du Chesne de la Sicotière, mariée à Jean-Charles Vatel.

Jérémie-Pierre du Chesne de la Sicotière, propriétaire à Bellegarde, commune de Tourouvre.

Denise-Madeleine du Chesne de la Sicotière, mariée à Armand-Henry-François-Pierre, baron de Faudoas, dont naquit Alexandre-Sébastien de Faudoas, comte de Sérillac.

(2) M^{lle} Le Sage du Parc avait été baptisée à Alençon le 3 janvier 1777. Elle avait deux sœurs qui épousèrent l'une, Sophie, M. Chevrel de Frileuze, colonel d'infanterie, chevalier de Saint-Louis, l'autre, Madeleine-Françoise, M. de Hudebert des Bois.

Sa mère Marie-Louise-Françoise Lenfant de la Blanchardière était née à Alençon, paroisse Notre-Dame, le 23 décembre 1754, du mariage de Jacques-François Lenfant, sieur de la Blanchardière, lieutenant des gardes-côtes de Normandie et de Marie Leclerc.

Jacques-François Lenfant, sieur de la Blanchardière, était le fils de François Lenfant, sieur de la Blanchardière, administrateur de l'hôpital d'Alençon, marié à une demoiselle Boussin, fille de Jean-Hiérôme Boussin, sieur de Bouillon et de dame Marie de Brossard.

Cette dernière était fille de François de Brossard, écuyer, sieur des Sartons et de damoiselle Madeleine de Brossard.

(3) Un certain nombre de notes historiques et généalogiques provenant de M. Le Sage du Parc ont été conservées et se trouvent dans les papiers de M. Léon de la Sicotière.

Pierre-François Le Sage du Parc avait épousé M^{lle} Lenfant de la Blanchardière en janvier 1770. Il était fils de Pierre-Abraham Le Sage, sieur du Parc et de dame Anne-Madeleine Houssemayne.

Jacques-Antoine du Chesne de la Sicotière et de Jeanne Le Sage du Parc, Pierre-François-Léon du Chesne de la Sicotière qui devait être avocat, sénateur de l'Orne, membre correspondant de l'Institut, fondateur et président de la Société historique et archéologique de l'Orne.

L'éminent historien de Frotté a confirmé par la noblesse de son caractère et la notoriété de ses œuvres la noblesse acquise par son aïeul au prix du sacrifice de ses affections et de sa vie.

Léon de la Sicotière fut avant tout lui-même, il semble cependant avoir pris dans son ascendance les germes des qualités qui l'ont distingué.

N'avait-il pas puisé dans le dévouement de son aïeul paternel son inébranlable fidélité aux antiques traditions nationales ?

N'avait-il pas trouvé dans la finesse d'esprit de son aïeule Marie Menjaud, dans celle de sa mère, la distinction de plume, la délicatesse de l'intelligence et du cœur ?

N'avait-il pas trouvé, dans son aïeul maternel, ces goûts pour l'histoire locale qui devaient le mettre au premier rang ?

N'avait-il pas rencontré enfin, dans l'ensemble de ses ascendants, les fortes convictions religieuses, la simplicité, la sobriété de vie qui ont été le fond même de son caractère et de son existence.

A la fin de sa vie, Léon de la Sicotière s'intéressa vivement aux souvenirs que nous venons de rappeler comme si l'approche de la tombe lui eût rendu plus chers les liens qui l'unissaient à son berceau.

Relevant sa tête finement expressive aux yeux si parlants et si bons où l'âme mettait un rayonnement, il entendait volontiers celui qui vous parle évoquer devant lui les vieux du Chesne, de Moulins-la-Marche, dont le nom, emprunté à l'arbre sacré des Gaulois, semble avoir donné à leur descendant cette force de patriotisme et de convictions qui a tous commande le respect.

Vicomte du MOTÉY.

Les Origines de M. LÉON DE LA SICOTIÈRE

Denis DU CHESNE écuyer, seigneur de Chétouët, conseiller-procu- reur du Roi au bureau des finan- ces d'Alençon.	Catherine DU MESNIL DE VILLIERS	Jean MENJAUD contrôleur de la maison de la comtesse de Provence.	Elisabeth GAIGNE- MÉNËRS	Pierre LE SAGE, s ^r DU PARC.	Anne-Madeleine HOUSSEMAINE.	Jacques-François LENFANT, s ^r DE LA BLANCHAR- DIÈRE, lieute- nant des gar- des-côtes de Normandie.	Marie LE CLERC
Jacques-Robert-Etienne DU CHESNE, écuyer, s ^r DE LA SICOTIÈRE, garde du corps du Roi, chevalier de l'or- dre royal et militaire de St-Louis.		Marie-Josèphe MENJAUD.		Pierre-François LE SAGE, s ^r DU PARC.		Marie-Louise-Françoise LENFANT DE LA BLANCHARDIÈRE	
Jacques-Antoine DU CHESNE DE LA SICOTIÈRE.							

Pierre-François-Léon DU CHESNE DE LA SICOTIÈRE.
Avocat, Sénateur de l'Orne, Membre correspondant de l'Institut, né le 3 Février 1812, mort le 28 Février 1895.

PIÈCES JUSTIFICATIVES

Lettres patentes de LOUIS XIV octroyant à M^{re} ALEXANDRE DU CHESNE, sieur de la Grémudière, l'office de Conseiller du Roi, élu en l'élection d'Alençon :

LOUIS, PAR LA GRACE DE DIEU, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE à tous ceux qui ces présentes verront salut. Sçavoir faisons que pour l'entière confiance que nous avons en la personne de notre bien amé M^{re} ALEXANDRE DU CHESNE, SIEUR DE LA GRÉMUDIÈRE, Nous lui avons donné, donnons et octroyons par ces présentes l'office de Nostre conseiller élu en l'élection d'Alençon que levoit et exerçoit M^{re} Jean des François, dernier possesseur d'icelluy..... pourvu toutefois que le dit sieur du Chesne ayt atteint l'âge de vingt-cinq ans accomplis *suivant son extrait baptistaire du seiziesme Octobre mil six cent soixante treize* signé Lizot, curé de la paroisse de Moulins et légalisé par le Sr Lizot lieutenant général en la Vicomté du dit lieu.....

Donné à Versailles le vingt et uniesme jour de Décembre mil sept cent de nostre règne le cinquante huitiesme.

Signé LOUIS.

MARIAGE DE M. DENIS DU CHESNE DE CHÉDOUET

Le Lundi 13^e Juin 1740, en l'église de Pacé mariage de « Messire Denis du Chesne, écuyer, conseiller du Roi et son procureur au bureau des finances et chambre des domaines d'Alençon fils de feu Messire Alexandre du Chesne, vivant conseiller du Roi en l'élection du dit Alençon et de défunte dame Marie du Hamel avec damoiselle Catherine du Mesnil fille de feu Messire Alexandre du Mesnil, écuyer, sieur de Villiers et de défunte dame Marie Martel. »

MARIAGE DE JACQUES-ROBERT-ETIENNE DU CHESNE DE LA SICOTIÈRE

L'an 1772, le sixième jour de Juillet, mariage en la paroisse de Saint-Germain-du-Chesnay et de Saint-Antoine-du-Buisson, son annexe, diocèse de Paris de « Jacques-Robert-Etienne du Chesne de la Sicotière, écuyer, garde du corps du Roi, compagnie de Beauvau fils majeur de Messire Denis du Chesne, conseiller du Roi, son procureur honoraire au bureau des finances de la généralité d'Alençon, seigneur des fiefs de Chédouët, Brinville, la Normandie, la Fresnaye et autres lieux, patron honoraire de la paroisse du dit Fresnaye et de noble dame Catherine du Mesnil de Villiers avec demoiselle Marie-Josèphe Menjaud fille de M^{re} Jean Menjaud, contrôleur de la maison de Madame la Comtesse de Provence et de dame Thérèse-Elisabeth Gaignedéniers. »

Extrait d'une lettre du 13 Février 1815 de Madame de la Sicotière née Menjaud à sa fille Madame Guillemot :

« Ton père n'a jamais servi que dans les gardes du corps, dans lesquels il est entré en 1762. Au bout de dix ans de service, il a obtenu, comme c'était la marche du corps, le grade de capitaine de cavalerie. Il a, comme tu sais, toujours suivi son service jusqu'au mois d'Octobre 1789 où, après l'affaire du 5 où il était, il est revenu chez lui jusqu'en Septembre 1791. Il s'émigra alors et fut fait brigadier ainsi que son frère par le corps, deux mois après leur arrivée par leur ancienneté. Ton père était alors à un quart de lieue de « Boppart », et a fait, en cette qualité, la campagne de 1792. »

Extrait d'une lettre du 30 Novembre 1816, de Madame de la Sicotière à Madame Guillemot :

« Ton père a reçu la faveur de la croix de St-Louis six mois plus tôt qu'il ne la devait avoir parce qu'il était à Versailles à l'affaire du 5 Octobre où il manqua de périr. Ensuite il émigra en 1791 par dévouement et me laissa chargée de sept enfants, tous jeunes. Malgré mes réclamations faites, en temps utile, je n'ai pu rien recouvrer de ma dot sur ses biens qui ont été vendus. »

Lettres patentes de LOUIS XVI à Monsieur JACQUES-ROBERT-ETIENNE DU CHESNE DE LA SICOTIÈRE lui conférant la Croix de Saint-Louis.

« Mons. Robert-Etienne du Chesne de la Sicotière, la satisfaction que j'ay de vos services m'ayant convié à vous associer à l'Ordre Militaire de Saint-Louis, je vous écris cette lettre pour vous dire que j'ay commis le sieur de Villereau, maréchal de camp en mes armées et chevalier du dit ordre pour, en mon nom, vous recevoir et admettre à la dignité de Chevalier de St-Louis, et mon intention est que vous vous adressiez à luy pour prêter en ses mains le serment que vous êtes tenu de faire en ladite qualité de chevalier dud. ordre et recevoir de lui l'accollade et la croix que vous devez doresnavant porter sur l'Estomac, attachée d'un petit ruban couleur de feu : voulant qu'après cette réception faite, vous teniez rang entre les autres chevaliers du d. ordre et jouissiez des honneurs qui y sont attachés. Et la présente n'estant pour autre fin, je prie Dieu qu'il vous ait Mons. Robert-Etienne du Chesne de la Sicotière en sa Sainte Garde.

Ecrit à Paris le vingt Avril 1790.

LOUIS
LA TOUR DU PIN.

A Mons. Robert-Etienne du Chesne de la Sicotière, Garde de mon corps en la compagnie de Noailles.

L'INSTRUCTION PRIMAIRE

AVANT LA RÉVOLUTION

Dans l'arrondissement actuel d'Alençon

Tout le monde sait que, au moins depuis le ^{xii}^e siècle jusqu'à la fin du ^{xviii}^e, la France tenait le premier rang parmi les nations civilisées pour l'enseignement supérieur et secondaire. De tous les points de l'Europe, les étudiants venaient prendre leurs grades dans nos 24 universités, et vers le milieu du siècle dernier plus de 70,000 élèves complétaient leur instruction dans nos 562 collèges (1).

Mais l'instruction primaire, l'instruction pour les enfants du peuple surtout, existait-elle avant la Révolution. Il y a 40 à 50 ans on aurait répondu *non*. Il s'était créé une légende disant que l'instruction des ouvriers et des paysans était un bienfait de la Révolution française, et que le peuple croupissait auparavant dans l'ignorance la plus absolue. Celui qui émettrait aujourd'hui une pareille affirmation ferait preuve lui-même d'une ignorance grossière sur ce sujet.

Dans cette seconde moitié de siècle, une multitude de travaux ont été entrepris pour rectifier l'histoire qui était devenue, selon un mot célèbre, une vaste conspiration contre la vérité, et c'est la gloire des modestes sociétés comme la nôtre, de trouver et d'amasser, chacune dans sa région, des matériaux solides pour la construction de ce monument à la vérité qui s'appelle notre histoire nationale.

Au cours de ces travaux, des chercheurs s'aperçurent que dans les actes des siècles passés, les signatures des gens du peuple étaient nombreuses. Poussant plus loin leur examen, ils constatèrent que des écoles primaires florissantes existaient dans

(1) Villemain. *Rapport sur l'instruction secondaire en 1843*, p. 56.

beaucoup de localités. D'un autre côté, les historiens de la Révolution qui voulaient remonter aux sources, trouvaient par centaines les actes de vente des maisons d'école établies jusque dans les plus petites paroisses. On crut d'abord que cette instruction populaire était le partage de quelques régions plus favorisées. Mais les recherches locales se multipliaient et donnaient partout les mêmes résultats. Il fallut donc renoncer à la légende, et admettre que l'Eglise, qui avait alors la haute main sur tout l'enseignement, avait distribué aux petits et aux pauvres l'instruction primaire avec autant de largesse et d'abondance que l'instruction secondaire et supérieure.

A ce point de vue comme à bien d'autres d'ailleurs, notre Normandie fait bonne figure parmi les provinces de l'ancienne France. Elle n'est dépassée que par la Lorraine, qui tient pour l'instruction primaire d'autrefois une place hors ligne (1). Il est vrai que notre région a été jugée surtout d'après les travaux de M. de Beaurepaire sur la Seine-Inférieure et l'Eure, et ceux de M. l'abbé Trochon sur la Manche. Le Calvados a quelques études de détail, et sur l'Orne il n'a rien été publié jusqu'ici, que je sache.

Aussi le présent travail, fait exclusivement sur des documents inédits, a pour but de montrer ce qu'a été l'instruction primaire dans le territoire de l'arrondissement actuel d'Alençon depuis le xv^e siècle jusqu'à la fin du xviii^e.

On trouve des traces d'écoles dans nos pays dès le xii^e siècle. Dom Piolin, au quatrième volume de l'Histoire du diocèse du Mans, p. 133, cite une charte de 1165 par laquelle le vicomte de Beaumont fait un don assez considérable au chapitre de Sées, en présence des dignitaires de ce chapitre et en particulier du maître des écoles. Or ce *magister scholarum* ou écolâtre n'était pas un instituteur, mais bien une sorte d'inspecteur chargé par l'évêque des questions concernant les écoles. Celles-ci existaient donc et avaient déjà une certaine importance.

Les documents scolaires des siècles suivants sont naturellement assez peu nombreux. Un de nos plus érudits confrères, M. l'abbé Barret, a eu la bonne fortune de découvrir aux archives de l'évê-

(1) Maggiolo. *Statistique rétrospective*, p. 8. — Au moins 95 p. 0/0 des miliciens pouvaient signer leur acte d'engagement en 1788.

ché deux sentences prononcées au xv^e siècle par l'officialité de Séez et concernant les écoles d'Alençon (1). Voici à quelle occasion.

J. et N. (nous n'avons que leurs initiales), clercs et maitres-ès-arts, avaient été nommés par Robert de Cornegrue, évêque de Séez, directeurs des écoles supérieures d'Alençon. Tous les enfants du doyenné d'Alençon devaient aller se faire instruire ou dans les petites écoles de leurs paroisses (scholas subaltérnas), ou dans ces écoles d'Alençon à moins qu'ils n'allassent à l'Université. Ces écoles étaient établies depuis plus de cent ans, elles remontaient à un temps immémorial. Il y avait donc là une situation acquise que les directeurs avaient le droit et le devoir de garder et de défendre.

Or vers 1460, un certain Nicolas Valdroy, prêtre et lui aussi maitre-ès-arts, établit une école à Montsort, et fait un tort considérable aux deux écoles de la ville. Il circonvient les parents et les enfants par des paroles fallacieuses, promet de prendre les enfants à meilleur marché, de ne pas les frapper, de ne pas les punir, de les corriger doucement, etc. On croirait lire un prospectus de nos jours, et celui-là remonte à 450 ans.

Les directeurs d'Alençon portèrent plainte à l'évêque, qui d'abord se déclara incompetent, Montsort n'étant pas de son diocèse. Mais Nicolas Valdroy était originaire de la paroisse Notre-Dame d'Alençon et avait été ordonné par l'évêque de Séez, qui à ce titre conservait sur lui une certaine juridiction. Sur l'instance des deux directeurs, il fut cité et comparut devant l'official de Séez. Là il reçut la défense de prendre des élèves de la ville et du doyenné d'Alençon, à moins qu'ils n'allassent demeurer en pension chez lui. Quant à ceux de Montsort ils pouvaient aller soit à l'école de leur paroisse, soit à celles de la ville comme par le passé.

Cet intéressant document nous indique d'abord les titres exigés. Les deux directeurs de la ville étaient, disent-ils, lettrés et gradués après avoir subi à l'Université de Paris des examens très difficiles. L'évêque, avant de les nommer, avait fait une enquête sur leur vie, leur science et leurs mœurs.

Il y avait une espèce de hiérarchie scolaire. En dehors des écoles d'Alençon, il y avait des écoles subalternes ou petites

(1) Registres du Secrétariat.

écoles répandues dans les paroisses. Cette organisation remontait à plus d'un siècle. C'est dire que même à cette époque, la plus désastreuse peut-être de notre histoire, les enfants du peuple pouvaient s'instruire dans notre contrée, et cela malgré la guerre et l'occupation anglaise.

D'un autre côté, cette chasse à l'élève indique que les écoles étaient fréquentées par de nombreux enfants puisqu'on se les disputait avec tant d'acharnement.

Le jugement de l'official de Séez prouve aussi que l'on tenait la main à l'observation du 13^e canon du concile de Rouen de 1445, ordonnant de ne confier les écoles qu'à des personnes recommandables par leur âge, leur capacité et leurs mœurs.

C'était l'époque où le duc Jean II avait jusqu'à 24 chapelains qui lui chantaient tous les jours la messe en musique dans la chapelle du château d'Alençon (1).

Au siècle suivant, les documents font complètement défaut. Furent-ils brûlés pendant les guerres de religion ? En retrouverait-on un jour en fouillant avec plus de patience les archives dispersées un peu partout ? Il faut l'espérer. On doit penser que les petites écoles des siècles précédents se continuèrent, car l'ambassadeur de Venise écrivait au doge en 1535 : « Il n'est personne en France, si pauvre qu'il soit, qui ne puisse apprendre à lire et à écrire. » Il n'en est pas moins vrai que pendant près d'un siècle les guerres civiles entraînèrent la destruction d'un grand nombre d'écoles.

Ce n'est qu'au xvii^e siècle que les renseignements sur les écoles dans notre pays commencent à reparaitre. Les signatures des actes de l'État civil nous donnent le niveau moyen de l'instruction primaire. Les actes de fondation d'écoles se rencontrent un peu partout. Les procès-verbaux des visites d'évêques nous disent les noms des instituteurs et institutrices des paroisses, avec des notes sur leur capacité, leur assiduité, etc.

En 1622, les Jésuites s'installaient au collège d'Alençon (2), s'engageant à *instruire gratuitement les enfants de l'une et l'autre religion, sans qu'aucuns de la religion prétendue réformée soient contraints à aucun exercice contraire à leur pro-*

(1) Pelé, notes manuscrites sur Alençon.

(2) Bélard, p. 174.

fession. Et ce n'était pas seulement l'enseignement secondaire qui était donné chez eux ; car ils avaient le droit de faire faire la première communion dans leur chapelle, ce qui indique qu'ils avaient des enfants ne pouvant recevoir que l'enseignement primaire.

En 1628, les religieuses de Notre-Dame (1), venues de la Flèche, ouvrirent à Alençon, sur l'emplacement de la halle au blé actuelle, un pensionnat de jeunes filles où elles admettaient des externes.

En 1679, en plus des écoles déjà existantes, on en établissait deux autres spécialement destinées aux *nouveaux convertis*, c'est-à-dire aux enfants des familles protestantes qui revenaient au catholicisme. Les jeunes gens furent instruits par des prêtres du diocèse et les jeunes filles furent mises en 1682 sous la direction des religieuses de l'Union chrétienne. Ces deux maisons prenaient des pensionnaires. Ceux qui étaient riches payaient 120 livres par an ; la pension des pauvres était payée par le Roi. Plus tard l'Union chrétienne devint plus spécialement un orphelinat pour les petites filles. Les garçons étaient élevés à l'Hôtel-Dieu.

Les sœurs de l'Union chrétienne avaient ouvert d'autres écoles publiques en ville (2).

En 1678, les sœurs de la Charité, appelées par son altesse royale Madame de Guise, ouvrirent aussi des écoles publiques pour les filles. Ces écoles étaient gratuites (3).

On voit que les habitants d'Alençon avaient tenu compte des objurgations que leur adressait en 1576 l'avocat général Loysel :
« Je m'esbahis du peu de soins que vous prenez de l'instruction
« de vos enfants, n'y ayant dans toute votre ville ni collèges :
« ni écoles d'instruction publique : Vous me direz qu'il
« faut de la dépense, des gages pour les précepteurs, que vous
« êtes courts et mal garnis en deniers communs en votre hôtel
« de ville. Je vous répondrai en un mot : Evertuez-vous. Com-
« mencez seulement d'y vouloir entendre, et vous trouverez
« aide et secours (4). »

(1) Leur fondateur, Pierre Fourier, curé de Mattaincourt (Vosges), mort en 1640, a été canonisé en 1897.

(2) Bélard, p. 205,

(3) *Ibid.*

(4) Gautier, *Histoire d'Alençon*, p. 217.

Mais ce n'est pas seulement la ville d'Alençon qui s'était éprise d'un beau zèle pour l'instruction des enfants du peuple. Les paroisses rurales ne lui en cédaient pas sur ce point. C'est l'époque où le clergé tient à honneur de fonder d'une manière durable les petites écoles laissées un peu jusque-là à la charité et au dévouement de chacun.

Le 18 mai 1633, Jacques et François Héron, prêtres, curés de Beauvain et de Montreuil, donnent la ferme de la Cochetière en Beauvain avec ses dépendances, et de plus sept pièces de terre pour établir une chapellenie dont le titulaire *fera la classe gratuitement aux enfants pauvres de Beauvain, et pourra recevoir des autres ce que de raison*. Il devra en outre faire le catéchisme. En 1792, les habitants demandent que l'on respecte cette fondation pour conserver leurs petites écoles. Mais le district et le département passent outre (1).

En 1636, François, dit Samson, curé de St-Denis-sur-Sarthon, fonde la chapellenie de Ste-Anne, dont le chapelain doit être capable et idoine tant pour desservir la chapelle que pour instruire les enfants de la paroisse. Le chapelain avait pour cela une rente de 120 livres. On trouve aux archives de l'évêché la liste de ces chapelains qui furent presque tous deuxièmes vicaires de St-Denis, et qui veillèrent avec le plus grand soin à l'exécution des dernières volontés du fondateur jusqu'au moment où la Révolution vint confisquer la fondation (2).

A La Lacelle, en 1659, le curé, Jean Gérard, donne une maison située près de l'église avec cour, jardin et verger, pour établir dans la dite maison un petit collège pour enseigner les enfants de la dite paroisse. Il y ajoute une rente de 28 livres 10 sous et 25 pièces de terre en labour ou en pré (ce qui, soit dit passant, indique que le morcellement de la propriété ne date pas d'aujourd'hui). Toutes ces donations sont faites au chapelain de St-Roch et St-Sébastien, à la condition de dire chaque semaine deux messes aux intentions du fondateur, d'entretenir l'école, de dire une première messe tous les dimanches et de donner chaque année 80 livres tournois aux pauvres de la paroisse. Il pourvoyait ainsi aux besoins spirituels, intellectuels et temporels de son troupeau (3).

(1) Archives départ., série G., Beauvain.

(2) Archives de l'Évêché, St-Léonard d'Alençon.

(3) Archives de la fabrique de La Lacelle.

En 1697, Guillaume Richer, curé de Condé-sur-Sarthe, licencié en droit, donne à la cure une maison manable avec étable, deux jardins, etc. De plus la ferme du Hamel qu'il possède à Mieuxcé, et d'autres acquets faits par le sieur curé en la paroisse de la Ferrière-Bochard, *le tout à la charge de dire chaque dimanche une messe basse à N.-D.-de-Pitié en l'église de Condé et tenir les écoles aux enfants de la paroisse.*

Comme le déclare en 1703 François Richer, chevalier, seigneur d'Aube et autres lieux, neveu et héritier du curé de Condé, son oncle avait eu en vue d'assurer à perpétuité aux habitants de cette paroisse qu'il affectionnait une première messe tous les dimanches et fêtes et des petites écoles pour leurs enfants. En effet, à la suite de cette fondation, il y eut toujours à Condé un vicaire pour l'accomplissement des dernières volontés du défunt (1).

On trouve, en outre, aux archives départementales et à celles de l'Evêché des fondations d'écoles au xvii^e siècle dans les paroisses de Hesloup, St-Martin-des-Landes, Ste-Marie-la-Robert, St-Gervais-de-Séez, St-Laurent, Macé, le Cercueil, Marchemaisons, etc. Ces fondations sont établies presque toujours par le clergé, quelquefois par un seigneur, assez souvent par les confréries de charité, si nombreuses alors et si florissantes dans notre pays.

Les quelques citations que nous avons faites suffisent pour montrer le soin que l'on prenait au Grand siècle d'établir des écoles dans toutes les paroisses, écoles toujours gratuites pour les pauvres et presque toujours pour tous les enfants.

Mais les procès-verbaux des visites épiscopales vont achever de nous édifier sur ce point. Les plus anciens que l'on trouve au Secrétariat de l'Evêché remontent à environ deux cents ans. Vers 1700, Mgr d'Aquin fit imprimer un questionnaire qui devait être rempli sous ses yeux dans chacune de ses visites pastorales. Quoique un grand nombre de ces questionnaires soient perdus, il nous en reste cependant assez pour nous donner des renseignements intéressants.

Je ne citerai pas toutes les paroisses de l'arrondissement. Je me bornerai à quelques-unes des moins importantes. Il est

(1) Archives de l'Evêché, St-Léonard d'Alençon.

évident que si les petites paroisses avaient leurs écoles, à plus forte raison les plus peuplées n'en étaient pas dépourvues.

A Lonray, en 1702, c'est le vicaire Pierre Desarthe, qui fait l'école aux garçons. Cinq ans plus tard, c'est un laïque, Guillaume Létournel. L'institutrice est dame Radais, femme du garde du parc.

A Mieuxcé, c'est aussi le vicaire qui est instituteur. Ses notes sont : capable et assidu. Pour les filles, il y a une situation assez singulière que je n'ai rencontrée nulle part ailleurs. C'est la même institutrice, Marie St-Ellier, qui fait la classe à Mieuxcé et à Condé, un jour aux enfants d'une paroisse, le lendemain à ceux de l'autre ; et cet état dure au moins vingt ans. Il est probable qu'elle habitait à moitié chemin des deux bourgs. On fait observer qu'elle le faisait par charité, et à la question : *Quels sont ses gages ?* il est répondu : *Ses gages sont nuls.*

A Colombiers deux écoles : le vicaire pour les garçons et Marie Lepron pour les filles.

A la Ferrière-Béchet, au Champ-de-la-Pierre, au Plantis, à Bursard, à Cuissai, etc., de même deux écoles.

Enfin pour terminer cette nomenclature, je transcris la note qui concerne Cerisé, paroisse actuellement supprimée et réunie à Courteille. *M. Jean Renault, vicaire* (car Cerisé avait alors un curé et un vicaire), *montre aux enfants. Les pères et mères s'occupent beaucoup de l'éducation de leurs enfants. M. Renault est de ce diocèse. Sa capacité et son assiduité sont grandes. Il est de très bonnes mœurs et de bon exemple. Ses gages, par charité.*

En résumé, si l'on prend la situation scolaire il y a deux cents ans, sur quatre-vingt-quinze paroisses qui composent l'arrondissement d'Alençon, il y en a trente et une sur lesquelles je n'ai pu trouver de renseignements ; elles appartenaient pour la plupart à l'ancien diocèse du Mans. Parmi les soixante-quatre qui restent, quinze sont signalées comme n'ayant pas d'écoles, dans vingt-huit on ne trouve citées que des écoles de garçons, et les vingt et une autres ont au moins deux écoles. Encore ces résultats sont forcément incomplets à cause du manque de documents.

Mais le mouvement est donné. Dans la première moitié du XVIII^e siècle, les écoles se fondent de toutes parts. Le décret

royal du 13 décembre 1698, ordonnant d'établir un maître et une maîtresse d'école dans toutes les paroisses où il n'y en avait pas ne fit qu'augmenter l'élan. Aussi au moment de la Révolution toutes nos paroisses étaient-elles pourvues au moins d'une école et presque toujours de deux (1).

A toutes ces écoles gratuites et, pour ainsi dire, officielles, il faudrait ajouter les écoles payantes tenues à leurs risques et périls par des instituteurs et institutrices approuvés par l'Evêque (2). Ces écoles, rares à la campagne, mais nombreuses dans les villes, étaient fréquentées surtout par les enfants de la noblesse et de la haute bourgeoisie, enfants qui devaient aller plus tard compléter leurs études dans les collèges et les universités. C'est dans une école de ce genre, située à Alençon, place des Poulies et dont il ne reste plus qu'une toute petite habitation, que M. Jacques-Antoine Duchesne de La Sicotière, père de notre regretté fondateur, reçut les premières leçons de M. Nail, devenu plus tard professeur à l'école centrale d'Alençon. Ces écoles disparurent comme les autres sous le souffle de la Révolution.

Parmi tous les noms d'instituteurs relevés aux archives de l'Evêché, on trouve beaucoup de prêtres, mais pas un seul religieux, sauf les Jésuites. Cela tient à ce qu'il n'y avait pas de prieurés ni d'abbayes d'hommes dans nos environs. Les religieuses, en revanche, s'y montrent sur plusieurs points. Outre les communautés établies à Alençon et dont j'ai parlé plus haut, la Providence de Séez, fondée à Goulet en 1683, puis transférée à Séez quelques années plus tard, envoie ses religieuses instruire gratuitement les petites filles de nos campagnes. La fondation de l'école de Damigny est des plus suggestives à cet égard.

En 1714, Mademoiselle Jourdain de Meurdrac, dame et patronne de Damigny, et déjà signalée comme bienfaitrice de l'école de garçons vingt ans auparavant, donnait une maison et un grand jardin pour y établir une école de filles. De traitement point, ou plutôt il y en avait un. Le contrat stipulait que la maîtresse d'école recevrait chaque année quatre poulets et

(1) Voir les actes de vente de ces maisons d'école, aux archives départementales, série Q, enregistrement, vingt-cinq registres in-folio.

(2) Bélard, p. 206.

quinze sous de rente. La situation était précaire. En 1719, le curé, Jacques Fleury, achète pour son école un petit champ d'un demi-acre, puis un pré, puis d'autres pièces de terre, si bien que, quand parut en 1727, l'ordonnance de Mgr Lallemand qui demandait pour les petites écoles une maison, un jardin et une rente de 100 livres, l'école de Damigny avait à peu près tout ce qu'il lui fallait et était complètement gratuite. La Providence de Séez a dû abandonner cette école il y a une dizaine d'années après avoir instruit pendant environ cent soixante-quinze ans les enfants de la paroisse (1).

Les résultats de ce zèle pour l'instruction des enfants du peuple peuvent se condenser en quelques chiffres. En 1675, à Alençon, 57 pour 100 des époux signaient leur acte de mariage; cinquante ans plus tard en 1725, il y en avait les deux tiers et en 1775 à peu près la même proportion, 67 pour 100. Cela nous met bien loin de l'ignorance générale attribuée à nos ancêtres.

Il y aurait bien d'autres questions intéressantes à traiter sur ce sujet de l'instruction primaire d'autrefois : les programmes, les classiques, les méthodes, l'enseignement professionnel, l'inspection par l'Evêque ou de ses délégués, les œuvres postsecondaires, comme on dirait maintenant. Toutes ces choses existaient sous des formes différentes de celles que nous voyons aujourd'hui, mais merveilleusement appropriées aux besoins et aux mœurs des populations de ce temps si différentes de celles de nos jours.

En terminant il est bon de résumer en quelques mots les conclusions qui se dégagent de cette étude.

1° L'enseignement primaire était largement organisé à Alençon et dans les environs dès le commencement du x^v^e siècle ;

2° Après avoir été presque détruit au xvi^e siècle par les guerres de religion, il reprit, sous les règnes de Henri IV et de Louis XIII, un nouvel essor qui est toujours allé en progressant jusqu'à la Révolution ;

3° Dès l'aurore du grand siècle, l'Eglise cherche à promouvoir la fondation, avec revenus fixes, de deux écoles dans chaque paroisse, afin que l'instruction soit distribuée gratuitement à tous les enfants sans exception. Le peuple comprend cette

(1) Archives de la Providence de Séez.

œuvre, et, dans la seconde moitié du xviii^e siècle, la gratuité absolue existait à peu près partout dans notre contrée, sans qu'il en coûtât un denier au budget du gouvernement ni à celui des communes. Par suite de dons volontaires, chaque école avait des fonds suffisants pour le traitement des maîtres et l'entretien des bâtiments et du mobilier. La Révolution mit fin à cet état de choses en confisquant purement et simplement les écoles et les biens qui leur appartenaient, et en supprimant de fait l'instruction primaire pendant une dizaine d'années.

(*A suivre*).

Abbé RICHER.

SILHOUETTES NORMANDES

Théodore WAINS-DESFONTAINES et Charles MARCHAND

Poètes - Chansonniers

La vraie chanson est l'expression de la gaité populaire, et c'est avec raison que Voltaire a dit : « Il n'est pas de peuple qui ait autant de jolies chansons que le peuple français », et que La Harpe a ajouté, complétant son idée : « parce qu'il n'y en a pas de plus gai. »

La chanson, le plus souvent, elle s'improvise, et tout le monde est chansonnier ; ce n'est donc pas une œuvre académique, mais une fille du peuple, et c'est surtout aux carrefours qu'elle vient au monde, bien souvent née de père inconnu.

Ses pères officiels, remarque justement Félix Duquesnel, relèvent bien plutôt de la goguette que de l'Institut, aucun d'eux n'a été de l'Académie : Désaugiers n'en fut pas ; ni Piron « qui ne fut rien », comme il l'écrivit lui-même, dans son épitaphe anticipée, « pas même académicien » ; ni Pierre Dupont, le grand poète, qui ne porta autre verdure à son habit, que le feuillage des arbres qu'il a chantés ; ni le brave Nadaud, trop modeste, et qui ne fut que prétexte à couronnes académiques ; ni le vieux Béranger, lui-même, qui disait :

Non, mes amis, non, je ne veux rien être :
Semez ailleurs places, titres et croix.
Non pour les cours Dieu ne m'a pas fait naître ;
Oiseau craintif, je fuis la glu des rois.
Que me faut-il ? Maîtresse à fine taille,
Petit repas et joyeux entretien,
De mon berceau près de bénir la paille,
En me créant, Dieu m'a dit : Ne sois rien.

Ces bons drilles ne recherchaient guère, en effet, les lauriers littéraires : les agapes mensuelles du Caveau, où l'on sablait le vin des côteaux de la Seine, suffisaient à entretenir leur verve chansonnière. L'exemple venait de loin : leur glorieux ancêtre, Ollivier Basselin, ne préférerait-il pas aux honneurs du monde, un pichet de cidre ou une pinte de bon vin ? C'est lui, on le sait, qui disait à ses disciples :

Si vous voulez que je cauze et presche,
Et parle latin proprement,
Tenez ma bouche tousiours freiche,
De bon vin l'arrouzant soubvent ;
Car je vous dy certainement,
Quand j'ay seiche la bouche,
Je n'ay pas plus d'entendement
Ni d'esprit qu'une souche (1).

Qu'importaient au foulon de Vire les incursions anglaises et les menaces du vainqueur ? Allait-il, comme un méchant buveur d'eau, trembler pour sa liberté compromise ou craindre pour l'existence de son moulin ? Non, il avait dans le cœur des sentiments plus nobles, plus chevaleresques : en de si graves circonstances, il se contente d'adresser à ses concitoyens cet appel suprême :

Sauvez nos tonneaux, je vous prie ! (2)

Basselín, qui au xv^e siècle avait créé ou tout au moins rajeuni la chanson à boire, eut par la suite beaucoup d'imitateurs, et le plus célèbre d'entr'eux fut peut-être ce menuisier de Nevers, Adam Billaut, qui s'étant « fait une échelle pour escalader le Parnasse », chantait avec la bravoure d'un Trygée :

Le plus grand roi de la terre,
Quand je suis dans un repas,
S'il me déclarait la guerre
Ne m'épouvanterait pas.
A table rien ne m'étonne
Et je pense, quand je boi,
Si là haut Jupiter tonne
Que c'est qu'il a peur de moi.

(1) *Les Vaux-de-Vire*, édition Julien Travers, p. 208.

(2) *Les Vaux-de-Vire*, p. 213.

Nos vieux chansonniers *beuyaient du meilleur*, et le vin comme le cidre, aussi purs l'un que l'autre, leur procuraient une ivresse bonne enfant qui les conduisait à ces couplets inoffensifs, dont l'ensemble forme une des curiosités de notre littérature. On ne connaissait pas alors ces plates calembredaines, suggérées par l'absinthe, mais qui ne laissent pas de faire aujourd'hui le tour du monde, de plus en plus alcoolisé, jusqu'au moment où elles rendent enfin le dernier soupir dans les tuyaux nasillards des orgues de Barbarie.

La chanson française, heureusement, ne compte pas que des refrains inspirés par Bacchus ou par les mixtures empoisonnées du mastroquet ; elle s'est prêtée en réalité, à tous les sentiments, comme elle a emprunté tous les tons : « gaie, tendre, satirique, philosophique, jamais fée n'eut dans ses mains un prisme plus variable. La seule teinte qu'elle rejette est celle du pédantisme. » Et c'est bien pour cela qu'elle demande plus d'esprit que de poésie, et qu'un joyeux rimeur vaut mieux pour elle qu'un grand poète.

Je ne m'attarderai pas à parler du rôle considérable tenu par la chanson dans les événements politiques de notre pays : chacun sait que la France a été qualifiée de monarchie absolue tempérée par des chansons. Il me suffira de rappeler que le Caveau (1), d'où est sortie la chanson de nos pères, fut fondé sous le règne de Louis XV, et que Béranger devint plus tard le membre le plus illustre de cette académie du Gai-Savoir. Ce célèbre poète devait tenter, dès 1839, la plume de M. Léon de la Sicotière :

Le caractère du talent de Béranger, écrivait notre bien regretté Président, explique ses succès et sa popularité ; « la sévérité de son rythme, la richesse de ses rimes, ce refrain si vif et si bien amené qui, à des intervalles égaux et mesurés, jaillit comme l'étincelle électrique de la pensée et frappe l'auditeur, ce cadre si

(1) M. Hippolyte Fortin, licencié en Droit, ancien Maire de Vimoutiers, représente dignement le département de l'Orne au Caveau, depuis l'an 1857 où il y fut admis sur la recommandation de Giraud et de Cabassol. Depuis 42 ans, il n'a manqué qu'une seule fois à composer la chanson demandée chaque année aux Membres de cette aimable compagnie.

Voir : Comte de Contades et abbé Letacq : *Essai sur la bibliographie du canton de Vimoutiers*, p. 65. — Charles Vétel : *La chanson dans l'Orne* (annuaire d'Argentan pour 1890) ; *Silhouettes Normandes : Hippolyte Fortin* (Guêpes Normandes, T. I, p. 370).

artistement tracé, si bien rempli, ce petit drame enfin si complet dans ses quelques couplets, tout concourait à populariser les compositions de Béranger, à les graver dans les esprits en traits ineffaçables. Béranger possédait d'ailleurs au plus haut degré le génie national. *Tout chez lui est marqué au coin gaulois*, comme l'a dit Sainte-Beuve. Il a la rondeur bourgeoise, l'accent familier, la liberté mordante, la nonchalance caustique et maligne, la raison tempérée de grâce et de sensibilité qui répondent au bon sens railleur et fin de nos populations. Il a puisé aux sources où s'abreuverent Rabelais et La Fontaine, Molière et Beaumarchais, où les auteurs de la *Satyre Ménippée* avaient trouvé leurs inspirations, où Courier cherchait les siennes. Il parvenait en même temps, à force de dévouement et de laborieuse persévérance, lui qui ne savait ni le grec ni le latin, à se familiariser avec ce que le génie antique a de plus pur, à se l'assimiler en quelque sorte : et, chose remarquable ! son individualité ne s'est point effacée par le frottement des maîtres et des modèles : chez lui la science n'a pas tué l'originalité ; elle n'a servi qu'à lui donner plus de relief et d'énergie (1). »

La renommée de Béranger ne pouvait qu'exciter une louable émulation parmi les poètes de son temps ; aucun ne l'égala certainement, mais plusieurs marchèrent sur ses traces d'une manière assez honorable pour être mis au nombre de nos meilleurs chansonniers, par exemple Théodore Wains-Desfontaines, dont j'ai entrepris d'esquisser la biographie.

Sans doute, l'auteur alençonnais ne joint pas toujours à ses dons naturels l'art de l'écrivain, art que Béranger connaissait si bien : chez lui, les chevilles, les mots impropres, les épithètes banales se rencontrent trop souvent. Sans doute aussi le tempérament des deux auteurs est bien différent : les difficultés de la vie contre lesquelles Wains se débat, amènent dans ses travaux un air de tristesse mal résignée, la satire en est amère, alors qu'elle est plutôt malicieuse chez Béranger, qui chante *Les Gueux* « avec une fourchette de vermeil à la main » ; mais, à mon sens, Wains mérite à beaucoup d'égards d'être considéré comme l'un des disciples du célèbre frondeur. En effet, comme son modèle, il a l'esprit, la verve, l'entrain d'un véritable chansonnier et

(1) *Béranger*. Alençon, Ralu-Matrot, 1839, in-8°, 32 p.

souvent même l'âme et l'inspiration d'un poète ; comme son modèle, il a le vers alerte, le trait mordant, le rythme bien coupé, le refrain bien frappé et bien venu.

Quoi de plus exquis, notamment, que sa *Paquerette*, qui est en même temps une chanson, une églogue et une élégie !

LA PAQUERETTE

AIR : *Dans un vieux château, etc.*

Humble fleur des champs ! blanche pâquerette,
Colin dit qu'il m'aime... Ici, chaque jour,
Assis à mes pieds, il me le répète,
Mais faut-il, dis-moi, croire à son amour ?
Élise soupire... Elle ôte une feuille...
Son cœur inquiet demande un aveu
Lorsque tout à coup, la fleur qu'elle effeuille,
A Lise répond : Lise, il t'aime un peu !

Lise ! il t'aime un peu !... reprend la bergère.
Un peu !... Cependant le cœur plein d'émoi,
Colin, dans mes bras, sur cette fougère
Me jurait, hier, qu'il n'aimait que moi !
Humble fleur des champs ! blanche pâquerette,
A mon tendre amour, ah ! révèle tout !
Et la fleur des champs, trompant la pauvrete.
A Lise répond : Il t'aime beaucoup !

Beaucoup !... A ce mot son front se colore,
Son beau sein s'agite et trahit son cœur :
Plus l'amour obtient plus il veut encore,
Et Lise interroge encore la fleur.
L'Oracle menteur sous ses doigts s'effeuille :
Sa crainte redouble à chaque moment,
Et la fleur, qui perd sa dernière feuille,
A Lise répond : passionnément !

Lise, de la fleur croyant le langage.
Accorde à Colin doux baiser d'amour :
Colin est heureux... Colin est volage...
En vain Lise, en pleurs, attend son retour ;
Aux champs elle accourt, triste, échevelée
M'aime-t-il encor ? Mais la fleur sait tout :
M'aime-t-il encor ? La fleur effeuillée...
A Lise répond : Lise, plus du tout !

∴

Pierre-Jacques-Théodore Wains-Desfontaines, fils de Pierre-Alexandre, officier de santé, et de Charlotte-Eugénie-Rose Desruaulx, naquit à Falaise le 11 Décembre 1804 (1).

Devenu orphelin, vers l'âge de quinze ans, il fut recueilli par son tuteur (2) qui, connaissant sa vive intelligence et ses goûts pour l'étude, le laissa poursuivre ses classes jusqu'au baccalauréat ès-lettres. Mais, quoique ce diplôme fût en 1824 infiniment moins commun que de nos jours, Wains devait attendre longtemps avant de pouvoir, avec son secours, se créer une situation stable et suffisamment rémunérée. Noté comme libéral, on conçoit qu'il n'avait pas de faveurs à espérer du gouvernement de la Restauration ; aussi, en attendant des jours moins néfastes pour ses intérêts, se consacrait-il à la poésie, sous la direction de Charles Hoyau, de Chartres, le traducteur de Thomas Gray, et put-il dire bientôt avec Alfred de Musset :

Quand on n'a pas d'argent, c'est amusant d'écrire !

Ce fut seulement en 1827, au moment où les puissances semblaient marchander leurs bons offices à la Grèce opprimée, qu'il débuta par un chant patriotique : *L'Hellénienne*, remarquable par le mouvement et par la vigueur du style.

HELLÉNIENNE

AIR : *Allons ! Enfants de la Patrie !*

Levez-vous ! Fils de la vaillance,
Salamine, ouvre tes tombeaux :
Voici le jour de la vengeance,
Le dernier jour de nos bourreaux !
Aux armes ! Généreux Hellènes !
Guerre !... Guerre à mort au Turban !
Il est doux de verser son sang
Pour briser d'un tyran les chaînes !

L'entendez-vous ce cri, par l'écho répété,
Marchons ! Vaincre ou mourir ! Vengeance et Liberté !

(1) Et non le 4 Décembre, comme le disent les Bibliographes Normands.

(2) M. l'abbé Wains-Desfontaines, prêtre habitué à N.-D. d'Alençon.

Où vont ces voiles triomphantes
Qui voguent là-bas sur les flots ?
Stamboul ! à ces têtes saignantes,
Reconnais tes nobles vaisseaux !
Sultan ! prends tes habits de fête,
D'Ibrahim ce sont les présents !
Reçois le tribut et l'encens
Qu'il offre au Visir du Prophète.

L'entendez-vous, etc...

L'entendez-vous ? C'est la Patrie
Qui vous rappelle à ses drapeaux ?
De Marathon l'écho vous crie :
L'esclavage fait les héros !
« Grèce, ressaisis ta puissance,
« Reprends ton rang dans l'univers,
« Que le sang qui baigna tes fers,
« Coule aujourd'hui pour ta défense !

L'entendez-vous, etc...

Marchons ! Qu'attendez-vous encore ?
Prenez le glaive des combats :
Des alliés que l'on implore
C'est le seul qui ne trompe pas ;
En vain vous montrez vos entraves
Aux rois, témoins de vos tourmens.
Grecs ! tous les Rois sont des tyrans
Ils ne veulent que des esclaves !

L'entendez-vous, etc. .

Où sont-ils les jours de ta gloire,
Grèce ! ont crié les Ottomans.
Ils vont renaître et la Victoire
Reconnaîtra ses vieux enfans !
Tigres, vomis par le Bosphore,
Le ciel est las de vos forfaits,
Et l'astre fatal à Xercès
Pour la Grèce va luire encore !

L'entendez-vous, etc...

Pourtant, dans cette pièce, Wains-Desfontaines avait tort de suspecter la générosité des alliés : la victoire navale de Navarin et l'expédition des Français en Morée amenèrent, on se le rappelle, la proclamation de l'Indépendance de la Grèce, de ce peuple sympathique dont les récents malheurs ont contristé toutes les nations civilisées.

En 1829, Wains est encore à Falaise, où il fait chorus avec l'Opposition et poursuit le gouvernement de ses sarcasmes. C'est dans cette ville qu'il compose cette chanson mordante, adressée à l'auteur du *Misanthrope* :

A MOLIÈRE

AIR : *La Pipe de Tabac*.

Je vais enfin, ami Molière,
Répondre à tes désirs pressans,
Je suis charmé de voir un père
Qui s'intéresse à ses enfans :
J'ai tardé bien longtemps sans doute :
Tard vaut, dit-on, mieux que jamais ;
Enfin, je vais répondre : écoute,
Et puis tu gronderas après.

Que font, me dis-tu, sur la terre
Les *Pourceaugnac* et les *Scapin* ?
De ces Messieurs la fourmillière
S'agite encore sur son sein ;
A la cour, ainsi qu'à la ville,
De *Jourdain*, on rit aux éclats.
Tartufe ?... La chair est fragile (1),
Mon vieil ami, n'en parlons pas !

De tes *Fâcheux* l'espèce abonde
Je crois encor plus que jamais :
Et *Trissotin* court à la ronde,
Chaque jour, prônant ses sonnets.
Vadius rime encor sa prose,
Sottenville est encor debout ;
Et *Tartufe* ?... C'est même chose :
Mon ami, je le vois partout.

Parlons de l'*École des Femmes*,
Elle fait fureur à Paris ;
Et de chaque cité les dames
Volent y former leurs esprits ;
Harpagon tient bon à sa place,
Pour *Sganarelle* il est à bas ;
Et *Tartufe* ?... Crois-moi, de grâce !
Mon vieil ami, n'en parlons pas !

(1) Le texte porte : *La cire est fragile* ; je suppose qu'il y a là une erreur typographique.

Tes *Précieuses* sont de mode ;
Plus d'un Hypocrate, aujourd'hui,
Sans le savoir, suit la méthode
De ton *Médecin malgré lui*.
Ton *Misanthrope* est trop sinistre,
Ton *Argan* craint trop les brouillards ;
Et *Tartufe* ?... On le dit ministre...
Terminons, je crains les mouchards.

Wains-Desfontaines venait à peine de se fixer à Alençon, après avoir pris quelques inscriptions à la Faculté de droit, quand la nouvelle de la Révolution de 1830 parvint dans cette ville. Enthousiasmé par la chute de Charles X, qu'il souhaitait depuis déjà longtemps, il fit exécuter, sur le théâtre d'Alençon, un chant patriotique, *Les trois Jours*, musique de Dulong, qu'il avait dédié à M. Clogenson, Préfet de l'Orne ; puis il écrivit une *Nationale* à l'adresse des Rois étrangers qui, selon les journaux, menaçaient la Révolution de Juillet.

Pendant ce temps, les amis du nouveau gouvernement faisaient avec succès la chasse aux emplois, et quand Wains, moins âpre à la curée, vint demander timidement sa part de faveurs, il trouva seulement de disponible une maigre situation d'employé à la Préfecture, situation qu'il abandonnait d'ailleurs au bout de six mois de travail « vu, dit-il, l'énormité de ses appointements. »

∴

Dès les premières semaines de son arrivée à Alençon, Wains-Desfontaines s'était lié d'amitié avec Charles Marchand, jeune poète fort remuant, clerk d'avoué à ses heures.

Marchand tenait alors le sceptre de la critique alençonnaise et présidait au parterre du théâtre que le baron Mercier, député, venait de faire construire ; mais il ne réussissait pas toujours à contenir ses bouillants disciples : leurs sifflets couvraient fréquemment la voix des acteurs, surtout celle d'un nommé Saint-Léon, qui avait eu la malencontreuse idée de dire que le parterre d'Alençon était incapable de l'apprécier.

Si le parterre se fût contenté de siffler, Marchand n'avait, en somme, rien à reprendre dans sa conduite :

C'est un droit qu'à la porte on achète en entrant,

mais il allait beaucoup plus loin : il critiquait tout haut les toilettes des spectatrices ; il avait la prétention d'empêcher celles-ci de placer leurs schalls et leurs chapeaux sur les appuis des loges, et même, sur ses bruyantes réclamations, une respectable dame fut obligée, Dieu me pardonne ! d'enlever ses papillottes !... C'en était trop, et le clerc d'avoué, qui était fort galant, apostrophe ainsi ces malappris, sans admettre de leur part d'oppositions ou appellations quelconques :

De quel droit, s'il vous plaît, d'un sexe plein de charmes,
Qui du spectacle fait le plus bel ornement,
Allez-vous, sans raison, exciter les alarmes,
Faire rougir le front, et, d'un air insolent,
(La désignant du doigt, sans le moindre scrupule),
Faire de sa toilette un encan ridicule ?
Pensez donc imprudents, qu'outragé par vos cris,
Ce sexe désertant, chaque jour, en silence,
Irait porter ailleurs et les jeux et les ris.

La réprimande dépassa l'effet attendu : le parterre devint silencieux, alors que l'amphithéâtre s'emparait des droits de la critique en applaudissant ou sifflant et en jetant parfois des pommes cuites aux cabotins prétentieux. Marchand, on le devine, ne pouvait supporter cet empiètement sans signifier au public une protestation en due forme :

En torrent débordé, quand, jadis, le parterre
Contre un sexe timide abusait de ses droits
Afin de réprimer son injuste colère,
J'essayai dans mes vers de retracer ses lois.
Sans peine il les suivit ; et, bientôt au théâtre
Le beau sexe revint avec sécurité ;
Mais, depuis quelque temps, voyant l'amphithéâtre
Ainsi qu'un tourbillon de son cercle emporté
Applaudir et siffler, usurper la parole,
Du parterre oublié méconnaître la voix,
De la critique, enfin, ravir le monopole
Je prétends au parterre indiquer tous ses droits.

Ces droits, il les indique réellement, et après avoir secoué ses voisins, de plus en plus endormis, il les exhorte à se liguer contre l'amphithéâtre :

Sans cesse contre lui tenons-nous bien groupés ;
Que nos bruyantes voix le forcent à se taire ;
Et, s'il veut cabaler, qu'il descende au parterre !...

Entre temps, Marchand rôde dans les coulisses : il dépose des gerbes de fleurs aux pieds de ces dames, dignes descendantes, je n'en doute pas, des vertueuses demoiselles de l'Étoile et de la Caverne, que Scaron a rendues célèbres dans les annales alençonnaises ; il dédie des stances à Madame Adam, première actrice de la troupe de M. Julien, et écrit des vers sur l'album de Mademoiselle Duchesnoy, qui a tenu au théâtre d'Alençon les rôles d'*Alzire*, de *Phèdre* et de *Marie Stuart*.

Mais, le clerc d'avoué ne s'occupe pas seulement de critique et de galanterie : les événements politiques l'empoignent avec force. Après avoir mis sa Muse au service de la Pologne, tourmentée par les Russes, il chante les phases principales de la Révolution de 1830. On n'a pas idée de ce que chanta Marchand durant cette période agitée : le 13 Août, il chante au banquet des Officiers du 32^e de ligne et des Gardes nationales d'Alençon et de Mortagne ; le 22 du même mois, il chante à l'occasion d'une couronne de chêne offerte à M. d'Hostel, élève de l'École polytechnique, pour sa belle conduite pendant *les Trois-Jours* ; le 24 octobre, à la réception du drapeau de la Garde Nationale, il chante *L'Alençonnaise* sur l'air de *la Colonne* ; il chante enfin, le 10 avril 1831, au banquet organisé en l'honneur d'Adolphe James, l'un des blessés de Juillet.

Il est vrai que certains esprits moroses insinuent que dans ces festins, où tant de gens prenaient la parole, la bouche consolait souvent les oreilles, mais ce sont là de purs racontars auxquels il ne convient pas de s'arrêter.

..

Après avoir quitté sa situation d'employé à la Préfecture de l'Orne, Wains-Desfontaines qui, on le sait, était bachelier ès-lettres, se consacrait, faute de mieux, à l'éducation de l'enfance. Il ouvrit une école libre dans la rue aux Sieurs, numéro 48(1), et la transféra après 1835 rue de la Porte-de-la-Barre, n° 4.

(1) Maison occupée aujourd'hui par la Confiserie Fugère.

Cette nouvelle position, assez précaire du reste, lui laissait de nombreux loisirs qu'il employait à molester le gouvernement de Louis-Philippe, dont il maudissait l'ingratitude.

Il commence, en 1831, par la chanson de *l'Optimiste*, où le Préfet Clogenson et le Député Mercier sont assez malmenés :

L'OPTIMISTE

AIR : En me créant, etc...

Autour de moi j'entends maint Pessimiste,
Grand louangeur du vieux tems de Nestor,
De ces beaux jours venir m'offrir la liste
En me disant : c'était le siècle d'or :
Parbleu ! Messieurs, un peu de patience,
Prêtez l'oreille à ma voix un instant,
Et vous direz, rendus à l'évidence
Oh ! l'heureux tems, que le tems d'à présent !

Dans ce bon tems que votre bouche prône
Un prince était l'ami de ses sujets,
Pour soutenir l'éclat de sa couronne
Il n'avait point d'emprunts ni de budgets.
Mais aujourd'hui, grâce à l'influence,
D'un beau Soleil qui s'en va s'éclipsant,
Emprunts, budgets pleuvent sur notre France.
Oh ! l'heureux tems que le tems d'à présent !

Dans ce bon temps, vrai siècle des Ganaches,
Ainsi que vous je sais qu'on possédait
Le doux bonheur de porter des moustaches ;
Mais dans ce tems point de fusil-Fisquet ;
Chez nous, depuis la civique cocarde,
Tout est soldat... sans solde cependant ;
Pour rien garder on a vingt corps de garde...
Oh ! l'heureux tems que le tems d'à présent !

Dans ce bon tems, vous ignoriez peut-être
Ces Députés... ces généreux Préfets,
Que l'on a vus s'appauvrir à promettre
Et s'enrichir, en ne donnant jamais ;
Nous en avons, nous, une fourmillière,
Comptez sur eux, et puis au bout d'un an,
Vous deviendrez au moins surnuméraire.
Oh ! l'heureux tems que le tems d'à présent !

Dans ce bon tems, pour payer la vaillance,
Si toutefois cela peut se payer,
Vous n'aviez point de Croix d'honneur, je pense,
Vous n'aviez rien qu'un rameau de laurier.
Puis il fallait gagner cette couronne.
Dans notre siècle il en est autrement :
Hercule sème et Thersite moissonne...
Oh ! l'heureux tems que le tems d'à présent.

Cependant, pour être instituteur et chansonnier, on ne demeure pas moins homme, et un matin de printemps, Wains-Desfontaines eut une de ces envies bouffonnes que l'on ressent même dans la plus haute société : il voulait se marier. Charles Marchand, qui avait un goût prononcé pour le célibat, essaya, par tous les moyens possibles, à détourner son ami d'un parti aussi extrême, mais à ses exhortations, le maître d'école répondait avec Corneille :

L'amour est un tyran qui n'épargne personne.

Il se fiança donc avec une charmante jeune fille, M^{lle} Armande-Alexandrine Hiboust, et Marchand appelé à figurer dans la cérémonie du mariage, célébré à Alençon le 24 Octobre 1831 (1), se mit en devoir d'effacer dans l'esprit de l'épouse le souvenir des obstacles qu'il avait placés sur son chemin. Au dessert, il dit une chanson de son crû, dont je donne simplement le premier et le dernier couplet :

Rarement le dieu des vers
Et l'hymen font alliance ;
L'un cherche l'indépendance,
L'autre n'offre que des fers ;
Je t'accusais de folie,
Et disais : Quoi, pour la vie
Il asservit son génie...
Son Apollon est perclus...
Mais ta femme est si parfaite
Que ma critique est muette ;
Non, je ne te blâme plus.

(1) A l'époque de son mariage, Wains habitait la Grande-Rue. Dans l'acte de l'état civil, il est qualifié de *propriétaire*.

Oui, je sens qu'en vérité,
Près de vous, aimable dame,
Le feu qui pénètre l'âme
Vaut mieux que la liberté ;
Pour mon ami plus d'alarmes ;
Qu'il ne brise point ses armes ;
Car il doit chanter vos charmes
Son bonheur et vos vertus...
Ah ! vous êtes si parfaite
Que ma critique est muette ;
Non, je ne le blâme plus.

Cette chanson fut comme de juste soulignée par les applaudissements bénévoles des convives, et les époux ne voulant pas demeurer en reste d'amabilité envers le garçon d'honneur, le nommèrent, séance tenante, astronome en chef de leur lune de miel.

Deux mois après son mariage, Wains-Desfontaines fit paraître de concert avec son ami Marchand, un journal littéraire ayant pour titre *L'Abeille de l'Orne*, mais cette publication n'eut que trois mois d'existence. Il se contenta dès lors de chansonner, avec beaucoup d'esprit, les gros fonctionnaires d'Alençon, et de chercher dans son cœur, naturellement bon, des consolations pour les employés subalternes, que le Gouvernement de Juillet avait révoqués, ou non récompensés selon leurs mérites. L'un de ces derniers, oubliant que les réclamations des faibles sont souvent traitées de murmures séditieux, fut privé d'un petit emploi qui le faisait vivre, lui et sa famille ; mais la nécessité ne tardant pas à l'amener à résipiscence, il annonce à Wains son intention de faire des démarches pour reprendre sa place dans l'administration. Il en reçoit cette magistrale réponse :

La calomnie a noirci ton image,
Dans ton orgueil loin d'en être abattu,
Lève la tête et dis-toi : C'est l'hommage
Que rend toujours le Vice à la Vertu ;
Des Anytus l'âge d'or recommence,
Nouveau Socrate... Il te fallait le tien :
Ah ! si tu veux garder ta conscience,
Mon vieil ami, désormais ne sois rien.

Pourquoi vouloir, à la merci de l'onde,
Livrer encor ta barque qui fait eau ?
Vieux naufragé, sur la mer de ce monde,
Pourquoi chercher un naufrage nouveau ?

Chacun de nous doit tribut à l'orage ;
Ne sors-tu pas de lui payer le tien...
C'en est assez, demeure sur la plage,
Mon vieil ami, désormais ne sois rien.

∴

Malgré plusieurs chansons superbes, Wains-Desfontaines n'avait pas encore la célébrité de Charles Marchand, plus mêlé que lui aux événements politiques, mais un succès inattendu vint faire surgir de l'ombre le modeste instituteur et le placer, très justement du reste, bien au-dessus de son ami, dans l'esprit de la population alençonnaise.

Les habitants de Rouen ayant décidé d'élever en 1834 une statue à Pierre Corneille, leur concitoyen, la Société d'Émulation de cette ville mit au concours une poésie dont le sujet était l'éloge du grand tragique. Trente pièces de vers furent soumises à l'appréciation du Jury et, le 6 Juin, le premier prix, une médaille d'or, fut attribué à un dithyrambe envoyé par Théodore Wains-Desfontaines, d'Alençon.

La Société d'Émulation de Rouen avait sans doute de bonnes raisons pour admirer ce poème classique, imité de l'abbé Jacques Delille ou de Lebrun-Pindare, et dont la lecture produirait aujourd'hui l'effet d'une élégante de 1830 qui se montrerait dans les rues, le corps dissimulé sous d'amples robes à ramages, et le chef surmonté de cette capote monumentale, rééditée pour moitié seulement par les dames de l'Armée du Salut. Comment se fait-il que le Jury rouennais, composé des notabilités littéraires de la capitale normande, ne semble pas s'être douté qu'avant 1834 il avait couru de par le monde des *Méditations* et des *Harmonies*, des *Orientales* et des *Feuilles d'automne* ? Faut-il que Jean-Baptiste Rousseau fût encore à cette époque, le lyrique par excellence pour beaucoup de lettrés ? C'est le cas de se souvenir de ce mot de Balzac : « On ne sait pas combien de temps vont encore les gloires éteintes, soutenues par les admirations surannées. »

Quoiqu'il en fût, la ville d'Alençon et le département de l'Orne se sentirent fiers de ce succès, et le Conseil général honora l'auteur d'une seconde médaille d'or, sur la proposition collective et

peu rancunière du Baron Mercier, Député, et de son gendre, M. Clogenson, Préfet de l'Orne.

Malheureusement, cette double récompense n'améliorait pas d'une manière sensible la situation matérielle de Wains-Desfontaines, car au moment où une souscription populaire fut ouverte pour aider Jacques Laffitte à racheter son hôtel, il écrivait au principal acteur des Journées de Juillet :

Voici le jour de la Reconnaissance,
Voici le jour, Laffitte, où les Français
Du noble prêt que tu fis à la France
Vont acquitter les justes intérêts ;
A ton comptoir quand pour payer sa dette
Chacun s'empresse aujourd'hui d'accourir,
Pour m'acquitter, moi, malheureux poète,
Je n'ai qu'un luth et des vœux à t'offrir.

Oh ! que pourtant en ce moment d'épreuve,
Émule heureux d'un peuple tout entier,
Avec bonheur, au denier de la veuve,
J'aurais uni celui du chansonnier ;
Mais les Destins qui préoyaient, sans doute,
Qu'à ce devoir je voudrais concourir,
De la Fortune ont pour moi clos la route.
Je n'ai qu'un luth et des vœux à t'offrir.

Il fut un jour, où j'aurais, je l'avoue,
Pu m'enrichir... Il fallait encenser,
Prêtre vénal, le dieu que dans la boue
Ma main plutôt eût voulu renverser.
Un autre vint, il accepta le rôle,
Dont la pensée encor me fait frémir ;
A flots chez lui déborde le Pactole :
Je n'ai qu'un luth et des vœux à t'offrir.

*
* *

Le prudent Bartholo disait un jour à Figaro : « Souviens-toi qu'un homme sage ne se fait point d'affaire avec les grands. »

Il faut croire que Wains-Desfontaines ne profita pas de ce conseil, ou qu'il se sentait assez fort pour le dédaigner, car, outre ses chansons politiques, il écrivit un grand nombre d'articles de journaux, suffisamment violents pour attirer l'attention du Parquet, qui voulait le poursuivre, et celle du Préfet, qui se déclarait prêt à lui retirer son brevet d'instituteur libre. Mais l'opinion pu

blique était si favorable à Wains, que le Procureur royal, comme le Préfet, jugèrent opportun de s'en tenir aux menaces. L'écrivain en fut donc quitte pour la peur, mais il n'eut garde de pardonner de si tôt les tracasseries mesquines de ses ennemis. En effet, il ne craignit pas de publier, en 1835, *La Chanson des Masques*, où il fustige de main de maître les principaux magistrats d'Alençon, et de réunir en un petit volume, sous le titre de *Ma Fronde*, les chansons satiriques qu'il avait précédemment composées. Cette plaquette, qui portait comme devise ces paroles de Mazarin : *Ils chantent, ils paieront*, eut un succès si considérable, que je l'ai retrouvée plusieurs fois dans les villages les plus humbles et les plus éloignés des grands centres.

La *Chanson-Préface* renferme des images et des vers saisissants :

Adieu, mes vers ! Enfants de mon jeune âge,
L'heure est venue... Adieu ! L'on vous attend ;
Pauvres petits ! durant votre voyage,
Veuille le Ciel vous garder d'accident !
A votre aspect qui promettait merveille,
Si maint lecteur se détournait surpris,
Dites-lui bien, mais tout bas, à l'oreille :
Les plus joyeux sont restés au logis (1).

J'aurais voulu... Mais, père et sans fortune,
J'ai vu Thémis, que blessaient quelques mots,
Me dire : « Ici s'éteindra ma rancune ; »
Et puis du doigt me montrer des cachots ;
Puis ma famille, en proie à l'indigence,
Tombée aux pieds des juges endurcis,
Mourait de faim, en me criant : Vengeance !
Les plus joyeux sont restés au logis.

Un jour viendra peut-être... où, moins timide,
Je leur dirai : Debout ! A votre tour...
C'est trop tarder ; d'une course rapide,
Allez aussi vous montrer au grand jour.
Plus d'un Bellard, au front patibulaire,
En les voyant jetera les hauts cris ;
Le noir Hibou craint toujours la lumière...
Les plus joyeux sont restés au logis.

(1) Vers emprunté à Béranger (Note de Th. Wains-Desfontaines).

On répondra : Chansonnier débonnaire,
Des gouvernans acceptant le baillon,
Pour dérober ta Muse à leur colère,
Comme à l'Abeille, ôte-lui l'aiguillon.
Oui ; mais bientôt l'Abeille, sans défense,
Tombe livrée aux plus vils ennemis...
Abeille et Muse ont tant de ressemblance ;
Les plus joyeux sont restés au logis.

Si Wains-Desfontaines n'était pas tendre pour la magistrature,
il n'était guère plus courtois à l'égard de Louis-Philippe, comme
on le voit dans sa pétition pour demander une place de conseiller.
Il ne fallait pas être peureux pour la publier en 1835 et la répandre
dans tout le département et même au delà, par
l'intermédiaire des chanteurs forains :

Sire, aux pieds de votre justice,
Je viens réclamer un emploi,
Lisez mes états de service
Nul n'en a de meilleurs que moi.
Sans me vanter, au ministère,
Vous pourriez fort bien m'employer ;
Mais la place est trop éphémère...
Sire, faites-moi Conseiller !

Issu de rustique lignage,
Je n'ai point de nom blasonné :
Sur mon contrat de mariage
Aucun monarque n'a signé ;
Mais mon vieux père, en récompense,
Fut un très célèbre usurier ;
C'est un titre à vos yeux, je pense ;
Sire, faites-moi Conseiller !

Nommé votre fonctionnaire,
J'ai, de Barthe marchant l'égal,
Contre une peau de *Doctinaire*,
Changé ma peau de *Libéral*.
C'est un mérite incontestable
Que vous saurez apprécier...
Par votre *Pensée immuable*,
Sire, faites-moi Conseiller !

Dans notre élection dernière,
Tout entier à la Royauté,
Tout entier à son ministère,
Pour leur candidat j'ai voté ;

De renégat, de mercenaire,
On a traité votre courtier ;
Tout travail mérite salaire ..
Sire, faites-moi Conseiller !

Pour mon dévouement à la Cause,
Vous m'avez octroyé la croix ;
Mais la croix c'est si peu de chose,
Surtout depuis nos derniers Rois...
Moins d'honneur et plus de richesse :
Dans ce bon siècle financier
C'est ma maxime de sagesse ;
Sire, faites-moi Conseiller !

Je pourrais vous citer encore,
Certain imprimeur ruiné,
Pour un pamphlet qui déshonore
Les juges qui l'ont condamné ;
C'était une bien mince affaire
Mais quand on connaît son métier...
Persil, certes, n'eût pu mieux faire ;
Sire, faites-moi Conseiller !

Voilà des titres, je le pense.
Plus que suffisants, Dieu merci !
Pour obtenir la récompense
Que de vous je réclame ici ;
Je pourrais en faire un volume ;
Mais, de peur de vous ennuyer,
En quatre mots je me résume :
Sire, faites-moi Conseiller !

L'année suivante, en 1836, alors que *Ma Fronde* faisait les délices du public, Wains-Desfontaines cueillait de nouveaux lauriers littéraires. L'Académie royale des sciences, belles lettres et arts de Rouen avait mis au concours un poème ayant pour sujet : « Boëeldieu et les honneurs rendus à ce célèbre compositeur par sa ville natale », et ce fut encore le manuscrit de Wains qui obtint la première couronne.

L'auteur ayant fait hommage d'un exemplaire de ce dithyrambe au Conseil général de l'Orne, cette assemblée l'en remercia en ces termes :

Alençon, 25 Août 1836.

« MONSIEUR,

« Le Conseil général a reçu l'hommage que vous lui avez fait de l'ouvrage qui vient d'obtenir une nouvelle couronne poétique.

« Il me charge de vous dire qu'il a arrêté que mention serait faite de cet envoi à son procès-verbal, et que des remerciements vous seraient adressés.

« Recevez-les, Monsieur, comme vous étant dûs à double titre, le succès est beau toujours, mais il devient noble et presque sacré, lorsqu'on l'obtient en s'inspirant aux reflets d'une gloire nationale.

« Je me félicite en particulier, Monsieur, de me trouver appelé à être, près de vous, l'interprète des sentiments honorables du Conseil pour l'auteur, et de sa haute estime pour son œuvre.

« Recevez, je vous prie, etc.

MERCIER,

Président du Conseil général de l'Orne.

Mais tous ces succès littéraires ne faisaient toujours pas bouillir le pot-au-feu du pauvre maître d'école, qui commençait à envisager l'avenir avec angoisse et désespérance. Il était certainement dans une disposition d'esprit bien sombre quand il résuma les malheurs de son existence dans cette épître adressée à l'un de ses amis d'enfance, épître que j'hésite à décorer du nom de poésie, mais qui peut être donnée comme un modèle de sincérité :

Ami, m'avez-vous dit, qu'as-tu fait de ton père ?
Qu'as-tu fait de ta sœur ? Qu'as-tu fait de ta mère ?
Que sont-ils devenus ? — Pouvez-vous l'ignorer ?
Mon père, vieux proscrit, usé par la souffrance,
Après avoir traîné sa pénible existence,
Est rentré dans la terre où, tous, il faut rentrer (1).

Et moi, petit enfant ! — car je comptais à peine
Quatre printemps au plus (2), quand la mort inhumaine
Passa chez nous pour la première fois ;
Et moi, petit enfant, quand on cloua sa bière,
Pas une larme, hélas ! ne mouilla ma paupière,
Pas un sanglot n'entrecoupa ma voix !

Car, et ce souvenir empoisonne ma vie,
A l'heure où sa lente agonie
Retentit sous les coups du sinistre marteau
Le front paré de fleurs, couronné de feuillage
Je disais à ma sœur : « Viens danser au bocage !
Nous qui devons si tôt pleurer sur un tombeau !

(1) Pierre-Alexandre Wains-Desfontaines est décédé à Falaise, le 21 Novembre 1819.

(2) L'auteur avait alors quatorze ans et non quatre ans.

Et nous dansions tous deux, quand notre pauvre père
Expirait et quand sa paupière
Morte, allait se fermer pour ne plus se rouvrir...
Lorsque ma mère, auprès de sa couche fatale,
Réchauffait la main froide et pâle
Qui nous cherchait pour nous bénir.

Et puis, le lendemain, la chambre était fermée :
Une lampe funèbre y brillait allumée ;
Une femme priait auprès,
Et puis, sur le linceul, d'une main décrépite,
La vieille, en se signant, jetait l'onde bénite
Avec un rameau de cyprès.

Et puis on entendit la cloche funéraire
Et puis à notre porte on exposa la bière,
Son sabre et son frac bleu que l'honneur décorait.
Et moi je demandais ce qu'on voulait en faire
Alors qu'une voix sombre et rude, à ma prière
Répondit qu'on me les rendrait.

Ma mère nous restait ; quelque temps, sur la tombe,
Elle vint, avec nous, pleurer... mais la colombe
A son époux ne survit pas ;
Un soir que, tous les deux, nous pleurions auprès d'elle,
Elle nous dit adieu !... puis, déployant son aile,
Nous la vîmes soudain s'envoler de nos bras (1).

Maintenant, mon ami, vous savez leur demeure,
C'est la mienne, la vôtre... encore un jour, une heure
Ou plus tôt ou plus tard ;
C'est là qu'il faut enfin amarrer notre barque ;
Que l'on soit riche ou pauvre, ou sujet ou monarque,
Ou jeune homme ou vieillard.

Et ma sœur?... écoutez ; avant je dois encore
Vous dire qu'un matin, au lever de l'Aurore,
Nous quittâmes, tous deux, le foyer paternel ;
En vain, pour y rester, nous versâmes des larmes ;
Insensibles à nos alarmes
Les Destins avaient dit : « Cherchez un autre ciel ! »

Alors, ainsi qu'on voit un couple d'hirondelles,
Au retour du frimas, partir, à tire d'ailes,
Quêtant de rive en rive un asile plus doux,
Et puis s'abattre enfin s'il rencontre une plage
Dont le ciel azuré, dont le paisible ombrage
Lui dise : Oiseaux, arrêtez-vous !

(1) Charlotte-Eugénie-Rose Desruaulx, veuve de Pierre-Alexandre Wains-Desfontaines, morte à Falaise le 4 Septembre 1820.

Nous partîmes... Ma sœur rencontra la première
Ce ciel d'azur, cet abri tutélaire (1)
Où nous devions trouver la paix et le bonheur ;
Cet asile où bientôt, trompé dans mon attente,
Il me fallut, hélas ! frêle et débile plante,
Des autans déchaînés endurer la fureur.

Mais je m'arrête ici ; ma tâche est accomplie,
Vous savez tout. Souffrez maintenant que j'oublie
Celui qui, s'il osait, réveillant le passé
Mettre à nu de son cœur la plaie encor saignante
Vous verrait, pâle d'épouvante
Reculer au tableau, par sa plume tracé !

..

M. le Préfet Clogenson, qui avait eu la générosité bien grande de faire asseoir dans ses bureaux le bachelier Wains-Desfontaines, à côté d'employés sortis récemment de l'école primaire, fut remplacé en 1833 par M. Derville-Malechard, lequel eut pour successeur en 1837, M. Mancel. Ce dernier n'habita pas longtemps l'ancien hôtel de la Duchesse de Guise : dès l'année suivante il remettait la direction des services départementaux à M. Langlois-d'Amilly, conseiller d'Etat, nommé Préfet de l'Orne le 25 Mai 1837.

M. d'Amilly trouva la ville d'Alençon assez divisée par les passions politiques : les libéraux étaient souvent agressifs, et dans le groupe de l'Opposition florissait Wains-Desfontaines, dont les écrits, très goûtés de la population, venaient depuis six ans bombarder périodiquement la Préfecture.

Le nouveau Préfet, homme intelligent doublé d'un fin diplomate, se garda bien, comme ses prédécesseurs, de faire peser son autorité sur les dissidents ; il prit soin seulement d'affaiblir la Réaction en s'attachant ses principaux membres par la gratitude : « Au fond d'un cœur reconnaissant, disait Senèque, un bienfait porte intérêt. » Et Wains-Desfontaines était d'autant mieux placé pour profiter des aimables dispositions de M. d'Amilly qu'il avait salué avec confiance l'arrivée de ce haut fonctionnaire, dont on

(1) Anne-Françoise Wains-Desfontaines, née à Falaise le 15 septembre 1806, mariée à François-Joseph de Saint-Jean ; elle est décédée à Ouilly-le-Basset, vers 1895.

vantait, avec raison, le talent et les connaissances administratives.

Entre gens d'esprit, malgré les distances sociales, on finit toujours par s'entendre, et M. d'Amilly, prenant Wains sous sa protection, obtint sans peine, le 2 novembre 1838, sa nomination de professeur suppléant des 3^e et 4^e classes au collège d'Ussel, dans le département de la Corrèze. Celui-ci brisa de suite sa plume de chansonnier et consacra, dès lors, ses moments de liberté au plaisir bien innocent des concours académiques.

C'est ainsi que pendant son séjour à Ussel, il composa de nombreuses poésies, dont les principales sont intitulées : *L'Inauguration du buste de Marmontel*, à Bort, sa ville natale, et *Le dernier banquet des Girondins*, qui lui valut une touchante lettre de l'auteur du *Peintre de Salzbourg* :

Paris, le 5 Mai 1839.

MONSIEUR,

J'ai reçu avec reconnaissance et lu avec admiration, les beaux vers que vous m'avez adressés, et que l'Académie de Bordeaux a si justement couronnés.

Je vous remercie d'avoir bien voulu croire que mon faible Essai sur les Girondins vous ait fourni quelques inspirations : j'aurais été plus heureux si j'avais puisé les miennes dans votre ouvrage.

Ayez la bonté de me pardonner si j'ai tardé si longtemps de vous répondre. Je suis fort malade et ma main n'a pas toujours la force d'obéir aux sentiments de mon cœur ; je vous prie de croire à la sincérité de ceux avec lesquels je suis, Monsieur, etc...

CHARLES NODIER.

De l'Académie Française.

• Au mois d'octobre 1839, Wains-Desfontaines quittait le collège d'Ussel pour celui de Villeneuve (*Lot-et-Garonne*), où il professait d'abord les 5^e et 4^e classes, et ensuite celles de seconde et de rhétorique. Là, comme dans toutes ses résidences antérieures, il composait une foule de poésies, notamment *Mazagran*, poème dithyrambique, honoré par le Ministre de la Guerre d'une médaille d'encouragement, et *Le Canal latéral*, poème lyrique, qu'il offrit au Duc d'Orléans.

Ce Prince, qui avait posé la première pierre du canal, le 25 Août 1839, fit répondre à l'auteur par son secrétaire, M. Bois-Milon, cette lettre datée des Tuileries le 6 Novembre 1840 :

MONSIEUR,

Je me suis empressé de mettre sous les yeux de Monseigneur le Duc d'Orléans, le poème que vous avez composé sur le *Canal latéral* à la Garonne ; S. A. R. a été heureuse de retrouver, dans cet envoi, l'un des plus intéressants souvenirs de son voyage, et c'est avec plaisir qu'elle a apprécié votre talent, dans une composition dont elle accepte l'hommage.

J'ai l'honneur de vous transmettre l'autorisation de placer le nom du Prince royal, en tête de votre ouvrage, et d'y joindre une somme de 1.000 francs, à titre de souscription.

Voilà qui est parler d'or, et c'était, il me semble, le moment pour l'auteur de faire la réponse de Colletet au Cardinal de Richelieu, dont il avait reçu 600 livres pour un sixain :

Que ne puis-je, à ce prix, te vendre tous mes livres !

Wains-Desfontaines, qui travaillait sans relâche à se faire un nom dans la littérature, ne négligeait pas pour cela ses devoirs professionnels. Par ses mœurs irréprochables, par l'autorité de son enseignement, par la droiture un peu rude pourtant, de son caractère, il avait facilement conquis l'estime de ses chefs. Aussi, par arrêté du 31 Mars 1843, fut-il appelé à la chaire de rhétorique du collège de Tulle.

Un volume de vers, *Otia*, qu'il publia dès son arrivée dans cette ville, lui ouvrit les portes de l'Académie royale de Bordeaux ; il en fut nommé Membre correspondant au mois de février 1844.

C'était le dernier honneur que le fécond écrivain devait recueillir, car il mourut à Tulle, à l'âge de 39 ans, le 16 Juin de la même année, laissant une veuve et deux enfants.

*
* *

Il est temps de revenir à Charles Marchand, que j'ai laissé chantant sur tous les tons les événements de 1830. Je lui dois, ne serait-ce que pour justifier le titre de ma notice, un bout de biographie.

Charles-Michel Marchand naquit à Alençon le 28 octobre 1800 ; il était fils de Charles-Gaspard et de Renée-Anne Houet.

Après avoir fait ses études au collège d'Alençon (1), il entra à la Préfecture de l'Orne, comme expéditionnaire, le 20 septembre 1825, et quittait cette administration, le 16 mai 1827, pour devenir clerc d'avoué ; puis, après le stage réglementaire, il acquit l'étude de son maître, probablement à la fin de 1830, puisqu'au mois de Décembre, Wains-Desfontaines lui écrivait :

Ami, serait-il vrai que tu brises ta lyre ?
Que du sacré vallon quittant les bords fleuris,
Aux concerts des Neuf-Sœurs, à leur tendre délire,
Tu préfères, enfin, le ténébreux empire
De l'aveugle Thémis ?

A sa charge d'avoué près le tribunal civil d'Alençon, Marchand joignit celle d'Agréé près le tribunal de Commerce, comme il le dit lui-même dans le poème qu'il a consacré à cette juridiction :

Je n'ai pas oublié qu'en ton prétoire admis,
Comme agréé, cinq ans, je fus de tes amis (2).

Mais, après quelques années d'exercice, il vendit ses deux offices pour aller chercher fortune à Paris, où il fit, dit-on, la connaissance de Béranger, auquel, dès longtemps auparavant, il avait envoyé cette supplique :

Ah ! si tu veux abdiquer ton génie,
Grand chansonnier, abdicque en ma faveur !

Le chansonnier n'avait pas, je le crains, exaucé la prière du rimeur alençonnais, et Marchand paraît s'en être consolé en le

(1) Le collège d'Alençon n'a été érigé en lycée qu'en l'an 1846.

(2) *Le Vieux Tribunal de Commerce d'Alençon*, p. 6.

Ce volume a inspiré cette boutade à notre excellent confrère, M. Reynold-Descoutures, Greffier du Tribunal dont il s'agit :

Si la Ferté-Macé réclame son Lecomte
Qui flétrit dans ses vers l'impérial Sénat (*),
Alençon peut aussi revendiquer sans honte
Son poète Marchand, dont le plus bel éclat
Est de l'avoir chanté, Tribunal de Commerce
Dans lequel, chaque jour, à greffer je m'exerce.

(*) Lecomte, Pharmacien à la Ferté-Macé. C'est lui qui avait comparé les Sénateurs de l'Empire à des sangsues pendues aux flancs du budget.

copiant du moins par le costume et la démarche. Sa physionomie se prêtait assez bien, du reste, à cette imitation platonique.

L'ancien avoué revint à Alençon en 1850, pauvre comme devant, et à peine se trouve-t-il au milieu de ses compatriotes, qu'il éprouve le besoin de leur donner une idée de ce que son talent a pu gagner au frottement des célébrités littéraires. A cet effet, il imprime ses *Chants patriotiques religieux*, mélange bizarre de religion, de politique et de Saint-Simonisme (1).

Qu'on en juge par cette sorte de profession de foi :

Du pouvoir le rouge est l'emblème ;
Le pouvoir est saint à mes yeux ;
Il est même un grand roi que j'aime,
Mais lui seul... c'est le roi des cieux :
A l'aimer j'ai tout avantage :
Ses moindres sujets sont admis
A partager son héritage :
Ils sont ses frères, ses amis.

J'aime aussi notre République,
Mais je vois ses fils, maladroits,
Sur eux au pouvoir despotique
Donner prise encore une fois.
Pour aucun parti je ne bouge,
L'esprit chrétien en est absent ;
Pourtant je suis fier d'être rouge,
Jésus-Christ m'a teint de son sang !

Cependant, en parcourant les nombreux écrits de Marchand, on trouve çà et là, un certain nombre de vers qui suffiraient peut-être à porter son nom à la postérité. Par exemple, dans *La Voix du Peuple*, composée en 1849, je relève ce passage :

Dieu, pour combattre une injuste puissance,
Peut inspirer les meilleurs citoyens ;
Mais c'est l'enfer qui comble sa vengeance :
Dieu ne prend pas de bourreaux chez les siens.

Ce dernier vers contient une idée profonde et mériterait d'être très connu.

..

(1) Charles Marchand était franc-maçon. Il fut reçu à la Loge de la Fidélité, Orient d'Alençon, le 12^e jour du 4^e mois de la vraie lumière 5831.

Admis de nouveau comme employé à la Préfecture, le 1^{er} Février 1851, Marchand dut forcément s'effacer au point de vue politique : lui qui avait chanté 1830 et 1848 il se gardait bien de juger le Deux-Décembre. De politicien militant, il devient philosophe, et sa Muse va désormais s'exercer sur des sujets incapables de provoquer des difficultés diplomatiques ou administratives. Ainsi, en 1852, il publie *Les Alençonnaises* où, après Lucius, qui fit l'éloge de la Mouche, il célèbre les *Escargots*, qualifiés *sympathiques* depuis que M. Allix leur avait attribué la faculté de pouvoir correspondre à travers les espaces.

Cette chanson étant peut-être la meilleure que Charles Marchand ait produite, je la transcris fidèlement :

LES ESCARGOTS

AIR : *Vieux habits, vieux galons.*

Mollusque heureux et philosophe,
Vêtu sans tailleur, sans étoffe,
Logé sans couvreur ni maçon,
Colimaçon ! (*bis*)

Oh ! qu'à ton sort je porte envie !
Que ne puis-je abriter ma vie,
Exempt de loyers et d'impôts
Comme les escargots ! (*bis*)

Dieu qui te loge dès l'enfance,
Quand il accroit ta corpulence,
Agrandit aussi ta maison,
Colimaçon ! (*bis*)

Que ne fait-il de même aux hommes !
Mais, infortunés que nous sommes !
Avons-nous rien sans durs travaux,
Comme les escargots ! (*bis*)

Le philosophe Diogène,
Roulait son tonneau dans Athène,
Pour se loger à ta façon
Colimaçon ! (*bis*)

Mais ce fameux roi des cyniques
Était loin de toi de cent piques,
N'ayant pas son logis au dos,
Comme les escargots ! (*bis*)

Comme toi, que ne puis-je encore,
Sans frais, dans mon réduit m'enclore,
Pour braver la froide saison,
Colimaçon ! (*bis*)

Et là, pendant que l'hiver dure,
Vivant heureux sans nourriture,
Au printemps, en sortir dispos,
Comme les escargots ! (*bis*)

Je voudrais aussi, fin compère,
Tout en restant propriétaire,
Ainsi que toi, de ma maison,
Colimaçon ! (*bis*)

Du maraîcher, du botaniste,
Gratis, tranchant du communiste,
Manger les produits les plus beaux
Comme les escargots ! (*bis*)

Avec ses yeux à fleur de tête,
L'homme n'a souvent, sotte bête,
Qu'un nez camus pour horizon,
Colimaçon ! (*bis*)

Pour en étendre un peu les bornes,
Que n'a-t-il, en guise de cornes,
Deux longs télescopes jumeaux,
Comme les escargots ! (*bis*)

Que ne peut-il aussi, sans ailes,
Sans cordages et sans échelles,
Escalader arbre et donjon,
Colimaçon ! (*bis*)

Et là, braquant ses deux lunettes,
Dans les cieux ravir aux planètes
Le secret des temps froids ou chauds,
Comme les escargots ! (*bis*)

Ton sort, en tout point, est prospère.
Étant à la fois père et mère,
Ta race pullule à foison,
Colimaçon ! (*bis*)

Et jamais votre république
Ne voit, ô *race sympathique* !
Les petits mangés par les gros.
Vivent les escargots ! (*bis*)

Marchand, qui se dérobaît habituellement aux sympathies populaires, fut cependant très flatté le jour où, pour la première fois, il fut invité à prendre la parole dans les concours régionaux.

Poète de comice agricole est, en réalité, un titre fort honorifique qui, comme celui de Conseiller Municipal ou de Marguillier, semble de nature à satisfaire les plus hautes ambitions. Le chansonnier méritait réellement cette distinction par l'intérêt, et même par le respect, qu'il témoignait en toutes circonstances aux produits de notre élevage. Ainsi, en 1858, pénétrant dans l'enceinte du Concours régional d'Alençon, son oreille est charmée par les cris divers qui s'en échappent et, s'inclinant profondément, il dit d'un air affable :

Bêtes chevalines,
Bovines, ovines
Et même porcines
Nous vous saluons !

Et, après avoir acquitté ce tribut de politesse, que d'aucuns trouveront peut-être exagéré, le chansonnier s'entretient familièrement avec les plus beaux animaux de l'exposition :

Qu'à son caprice,
Cheval hennisse,
Taureau mugisse
Ici librement !
Toi, bélier, bêle
Toi, pourceau, mêle
A sa voix grêle
Ton sourd grognement !

Puis, apercevant les cages des oiseaux de basse-cour, sa Muse se fait sentimentale :

Narguant qui nous raille,
Chantons la volaille
Qui, là-bas, piaille,
Où va caquetant.
Ces belles poulettes,
Soutirant, coquettes,
Son grain ou ses miettes
Au coq trop galant.

Célébrons l'oie
Par qui la Joie
Chez nous déploie
Son vieil étendard ;

La grosse cane,
Pour qui cancanne
Et se pavane
L'amoureux canard.

Qu'ajouterais-je de plus, sinon que le chantre des *Escargots* et du *Concours régional de 1858* devint très célèbre au pays alençonnais et que, sous forme de conclusion, on pourrait dire de lui ce que Lamartine disait de Paul de Kock : « Ne raillons point sa renommée, c'est un art d'être aussi gai. »

Marchand, qui était devenu sous-chef du 1^{er} Bureau de la Préfecture, fut mis à la retraite le 1^{er} Juillet 1874, avec une pension de 1.200 francs. Il était alors âgé de soixante-quatorze ans, ainsi qu'il appert de sa Biographie écrite par lui-même, le 25 Septembre de la même année :

Le ving-huitième jour d'Octobre dix-huit cents
Je suis né, donc j'atteins soixante-quatorze ans,
Et travaillant pour vivre, ou méditant pour croire,
Grâce à Dieu, je fus gai, sans fortune et sans gloire.

L'aimable vieillard se retira au village de la Guimondière, en la commune de Saint-Denis-sur-Sarthon, où il est mort célibataire, le 1^{er} février 1886, emportant les regrets de ses concitoyens dont il avait été, pendant douze ans, le bienfaiteur et le conseil désintéressé.

CHARLES VÉREL

Nonant, 4 Octobre 1899.

BIBLIOGRAPHIE

THÉODORE WAINS-DESFONTAINES

L'Abeille de l'Orne (en collaboration avec Ch. Marchand), journal hebdomadaire, lithographié, in-4°. Alençon, Trachsel, 1832. 1^{er} numéro : 15 Janvier ; dernier numéro : 15 Avril 1832 (prose et poésie).

Némésis à Barthélemy, suivie d'une ode au général Lafayette sur sa destitution. Alençon, Poulet-Malassis, 1832, in-8° de 22 p.

Dithyrambe sur la statue de Pierre Corneille, pièce couronnée par la Société libre d'Émulation de Rouen, dans sa Séance publique du 6 juin 1834. Dédié à M. Guizot, député du Calvados. Rouen, F. Baudry, imprimeur du Roi, rue des Carmes n° 20, 1834, in-8°, 19 p.

Ma Fronde, romances, vaudevilles, chansons politiques, etc. Alençon, Ralu-Matrot, imprimeur, successeur de M. Malassis, rue du Collège, près la Bibliothèque, 1835, in-12, 60 pages.

Le Souper, vaudeville-prologue (prose). Alençon, Poulet-Malassis, 1835, in-8°, 20 p.

Boëldieu et les honneurs rendus à ce célèbre compositeur par Rouen, sa ville natale, dithyrambe couronné par l'Académie royale des sciences, belles-lettres et arts de Rouen, dans sa séance publique du 5 août 1836. Pièce dédiée à M. H. Barbet, maire et député de la ville de Rouen. Rouen, F. Baudry, imprimeur du Roi, 1836, in-8°, 20 p.

Concours académiques. Alençon, Poulet-Malassis, 1837, in-8°, 64 pages.

Il s'agit sans doute de l'ouvrage *Macédoine poétique*, annoncé pour le mois de Septembre 1835 et non publié sous ce titre. On souscrivait à Caen, à Rouen, à Falaise, à Alençon, chez l'auteur, rue aux Cieux, et chez les principaux libraires.

Mes Éphémères, poésies, par Théodore Wains-Desfontaines, des Académies de Rouen, Nantes, Évreux, Falaise, Le Havre, Douai, Lille, Cambrai, etc. 1827-1838. Moulins, 1839. P.-A. Desrosiers, imp. in-18, 384 pages, avec un portrait de l'auteur.

Keepsake de l'art en province, dédié aux jeunes personnes. Moulins, 1842, P.-A. Desrosiers, éditeur, in-8°, 388 pages.

Wains figure avec trois pièces dans cette publication, qui avait pour principaux collaborateurs : MM. Reboul, de Fondras, de Pongerville, Mesdames Louise Collet, Tastu, Desbordes-Valmore, Eugénie Fox, etc.

Otia, poésies nouvelles (1838-1842). Toulouse, 1843, J.-B. Paya, éditeur, hôtel Castellane, gr. in-8°, 157 pages.

NOTA. — Selon la tradition, Wains-Desfontaines et Charles Marchand auraient été les rédacteurs de *Vert-Vert*, petit journal du théâtre d'Alençon, qui parut de Septembre à Novembre 1838 (Imp. Ralu-Matrot).

Le départ de Wains pour Ussel coïncide avec la disparition de ce journal, dont les 15 numéros parus sont dans les collections de M. Léon de la Sicotière.

CHARLES MARCIAND

Récit de tout ce qui s'est passé à Alençon du 25 Juillet au 23 Août 1830, suivi de chansons patriotiques ; Alençon, Poulet-Malassis, 1830, in-8° de 36 pages.

Essais poétiques, publiés au profit des Polonais. Alençon, Poulet-Malassis, 1831, in-8° de xii-88 pages. Tirage : 600 exemplaires.

L'Abeille de l'Orne (en collaboration avec Th. Wains-Desfontaines) journal hebdomadaire. Alençon, Trachsel, 1832.

Chants patriotiques religieux (La Marseillaise de la Paix, 15 Mars 1848 ; La Voix du Peuple, février 1849 ; Le Chant du riche Religieux, Août 1849 ; Les Rouges et les Blancs, Février 1850). Alençon, Bonnet (sans date). Petit in-4°, 4 pages.

Les Alençonnaises, poésies diverses. Alençon, veuve Poulet-Malassis, 1852, in-8°, 36 pages. (Ces poésies avaient été publiées d'abord dans l'*Annuaire de l'Orne* pour 1852).

Alençonnaises nouvelles, poésies diverses. Alençon, Poulet-Malassis et De Broise, 1857, in-8°, 88 pages.

Opuscule suivi de stances sur le Progrès, composées à l'occasion du Congrès tenu à Alençon en 1857.

Le Concours régional d'Alençon, poème en 3 chansons. Alençon, les mêmes, 1858, in-8°, 15 pages.

Le vieux tribunal de commerce d'Alençon et sa grille neuve, ou les Alençonnais vengés, poème dédié à ses Concitoyens, précédé ou suivi de 47 autres pièces diverses. Alençon, 1875, Charles Thomas, in-8°, 36 pages.

Les Sots, sermon qui ne convertira personne. Alençon, Ch. Thomas, in-8°, 12 p. (sans date).

L'AN VIII DANS L'ORNE

I

L'an VIII, dont nous sommes éloignés juste d'un siècle, marque, vous le savez, une époque décisive dans notre histoire. Lorsqu'il s'ouvrit, le 23 Septembre 1799, les violences et les désordres du Directoire provoquaient à l'intérieur de sanglantes révoltes et compromettaient la sécurité extérieure. Il s'acheva, le 22 Septembre 1800, dans les premiers triomphes du gouvernement consulaire. Entre ces deux dates de grands événements avaient pris place. Le général Bonaparte, revenant d'Égypte, avait débarqué à Fréjus le 9 Octobre. Un mois après, dans les journées des 18 et 19 Brumaire, il s'était saisi du pouvoir, sans trop s'embarrasser pour cette opération, des règles posées par la constitution de l'an III, mais plusieurs fois violées déjà, notamment le 18 Fructidor an V (4 septembre 1797). Et dirigées par sa main ferme, les affaires publiques avaient rapidement changé de face. Tout avait paru se transformer, les hommes non moins que les institutions. Les armées réorganisées avaient recommencé à vaincre, celle d'Allemagne avec Moreau, celle d'Italie avec le premier Consul lui-même, dont le succès le plus éclatant fut celui du 14 Juin 1800, à Marengo. Au dedans, l'apaisement se faisait et la guerre civile prenait fin presque d'elle-même. C'est que les lois les plus vexatoires de la fin de l'an VII avaient été tout de suite rapportées, les persécutions suspendues contre les prêtres et les croyants attachés à la foi traditionnelle, la justice et l'égalité promises à tous les Français. On rendait les églises au culte, et l'on ne craignait même pas de décréter des honneurs officiels (28 décembre) pour les cendres du pape Pie VI, mort à Valence, le 26 août, captif du Directoire. On établissait dans l'administration un ordre qui subsiste encore aujourd'hui dans ses grandes lignes. L'édifice a subi sans doute divers remaniements intérieurs : il a

changé plusieurs fois de couronnement et de maître : pourtant, les pièces essentielles de sa régulière charpente n'ont été dérangées par aucun de nos bouleversements politiques. Depuis la fin de 1789, on avait vécu en état de révolution, sans repos, sans sécurité pour les personnes ni pour les biens. Il était temps que cela finit au bout de dix ans. C'est alors que Bonaparte, qui faisait ce qu'il disait (1), avait dit : « La Révolution est finie ». (Proclamation du 15 Décembre 1799). Voilà une année qu'il vaudrait la peine de raconter semaine par semaine, autant et plus que 1814 ou 1815.

Pour se rendre compte du travail qui, durant cette période très remplie, s'opéra en France, on devrait évidemment le suivre par le menu, en province, et ne pas s'en tenir aux actes législatifs ni aux événements Parisiens. Or, je ne sais guère de département qui, pour cette étude, puisse être aussi instructif à observer que le nôtre. Ni trop loin ni trop près de la capitale, c'est bien une contrée moyenne, aux âmes généralement tempérées, comme son ciel. Et pourtant, depuis Charlotte Corday, qui, en Juillet 1793, poignarda l'odieux Marat jusqu'à Louis de Frotté, dont personne n'aurait pu prévoir la tragique et brève carrière, lorsqu'il vint au monde, le 5 août 1766, à Alençon, la tyrannie jacobine avait soulevé chez nous de fières résistances, qui furent les dernières à désarmer. On aurait donc, je crois, une impression juste sur la pacification intérieure qui suivit le 18 Brumaire et sur la mise en branle de notre machine administrative, si l'on arrivait à se représenter un peu ce qui s'est passé dans l'Orne de Septembre 1799 à Septembre 1800.

Sujet trop vaste (2) sans doute pour le temps dont je dispose, — et aussi pour ma compétence, — mais assez intéressant pour que vous m'excusiez d'en avoir tenté une esquisse sommaire. D'ailleurs ce tableau ne présente-t-il pas pour nous un attrait particulier ? Nos horizons familiers en forment l'arrière-plan. Puis certaines de ses parties ont déjà été tracées dans l'œuvre d'un maître historien que vous aurez plaisir à lire ou à relire, et par

(1) TAINE, t. V, p. 197.

(2) *L'an VIII dans l'Orne* mériterait en vérité des *Éphémérides* comme celles que M. Louis Duval a eu l'heureuse idée de consacrer à l'année 1789 dans l'ancienne Généralité d'Alençon (Alençon, 1890).

lequel il m'a été très doux, dans ce travail, de me laisser encore guider, M. de la Sicotière (1).

II

C'est juste au premier jour de l'an VIII, le 23 septembre 1799, que Frotté, s'éloignant d'Angleterre, où il s'était retiré après sa première campagne de 1795-1796, aborda près de Bayeux, pour se jeter de nouveau dans la guerre civile qui allait finir, avec lui-même, cinq mois plus tard.

Depuis la fin de 1796, c'est-à-dire depuis la pacification de l'Ouest par Hoche, la Basse-Normandie avait été calme (2) relativement — oh ! bien relativement. — Mais à partir du printemps 1799, malgré les efforts de MM. de Frotté et d'Oillamson pour ajourner la prise d'armes, les troubles se multiplient. Les gens que l'on accable de vexations, sous prétexte qu'ils ne sont pas bons républicains, perdent patience. En Mai, le Général Avril écrivait au Ministre de la Guerre : « L'esprit public est complètement perdu dans l'Orne (3). » En effet l'agitation s'accusait par de tristes et nombreux incidents : escarmouches fréquentes, surtout dans le canton de Domfront ; battues dans les bois ; perquisitions et arrestations un peu partout ; rencontres sanglantes dans le canton de Putanges, d'abord au télégraphe d'Habloville (29 Mai), puis au château du Ménil-Gondouin, incendié par les colonnes mobiles (fin juillet) ; combat dans la forêt d'Andaine (19 Juin) ; fusillade à Montsecret (4 Août) d'où Billard, le principal meneur de cette campagne, s'échappa si cruellement blessé qu'il ne lui fut plus possible de prendre part à la lutte ; descente de Chouans à Condeau, pillage, engagement avec les troupes républicaines dans la forêt de Bellême (15 et 16 Août), événements dont il fut rendu compte à la tribune des Cinq-Cents par Alexis Got, député de l'Orne ; à Sévigni près d'Argentan, meurtre d'un

(1) Voir son *Frotté*, 2 gros vol. in-8° (1889) et une table.

(2) La Sicotière, II, p. 60, 111 et 240. Le 11 Germinal (1^{er} avril) l'Administration centrale de l'Orne décrète l'organisation de colonnes mobiles, quoique, dit-elle, la tranquillité publique ne soit pas troublée dans ce département.

(3) La Sicotière, II, p. 267.

capitaine de la garde nationale (mi-Septembre) (1). Aux derniers jours de l'an VII, le Directoire résumait ainsi les nouvelles qu'il recevait du département de l'Orne : « La situation est désespérante. Les brigands s'y montrent par bandes de trois à quatre cents hommes bien armés : ils pillent les diligences et les recettes des percepteurs des contributions, massacrent les Républicains, incendient leurs maisons, abattent les arbres de la Liberté et les télégraphes, et menacent du fer et de la flamme les fonctionnaires publics et les citoyens connus pour leur attachement à la République (2) ».

Comment ne pas ressentir un douloureux serrement de cœur, en évoquant le souvenir de ces luttes fratricides et heureusement bien finies, dans lesquelles, de part et d'autre, furent commis tant d'excès ! Je ne crois pas, quant à moi, que l'on puisse imputer les plus nombreux, ni les plus atroces, pas plus que la responsabilité principale de la guerre civile, à ceux qui, dans un temps de légalité douteuse, se révoltèrent contre ce qu'ils avaient bien des raisons de juger une injuste oppression. Il est certain d'ailleurs, que durant cette période troublée, on se servit souvent de l'étiquette soit de Patriote, soit de Chouan, pour couvrir des crimes qui n'avaient rien de politique. Mais pourquoi ne pas reconnaître aussi, qu'à côté des passions basses ou féroces qui se donnèrent alors librement carrière, il y eut de la grandeur, de beaux déploiements d'énergie, des traits chevaleresques, dans ces tragiques aventures, où l'on risquait sa vie pour ses convictions ? L'un de nos contemporains qui ont le mieux connu cette époque, M. de la Sicotière, trouvait là son principal attrait, en dehors de toute préoccupation de parti. « L'individu, disait-il (3), y vécut avec une intensité et une originalité de vie qu'on ne trouve que dans les temps anciens ou dans les romans. » Quel malheur que toutes ces forces vives n'aient pas été unies et employées au service de la France, soit pour son expansion au dehors, soit pour ses progrès au dedans !

Pour avoir vite raison de la révolte qui se propageait dans l'Ouest, il eût suffi sans doute au gouvernement, en faisant

(1) Administration centrale de l'Orne, 5^e jour complémentaire de l'an VII.

(2) La Sicotière, II, p. 288.

(3) II, p. 480.

preuve de quelque fermeté, de se montrer un peu équitable et tolérant, de respecter un peu la liberté de conscience. On préféra d'autres méthodes. Appel de troupes, organisation de colonnes mobiles, épuration de municipalités et d'instituteurs, déportation de prêtres dits réfractaires, mise en vigueur des lois du 10 Messidor et du 19 Thermidor sur l'emprunt de cent millions imposé aux riches, de la loi du 24 Messidor (12 Juillet) sur les otages, voilà ce qui me semble, avec le tirage au sort des conscrits et l'établissement des contributions directes, avoir principalement préoccupé l'Administration centrale et le commissaire du Directoire, durant l'été et l'automne 1799. Pour asseoir l'emprunt sur les riches, véritable emprunt progressif et arbitrairement réparti, on avait constitué un jury de bons patriotes, non atteints par cette taxe, mais attachés à la Constitution de l'an III (28 thermidor an VII, et 4 vendémiaire an VIII). Des otages auxquels on ordonnait de se rendre à Alençon, et qui seraient considérés comme responsables des délits pouvant se commettre dans leur canton, avaient été désignés : quatre dans le canton de Putanges (18 thermidor) ; quatre dans les cantons de la Carneille et d'Athis (22 Thermidor) ; quatre dans le canton de Lonlay (4 Fructidor) ; deux dans la commune de Sévigny (5^e jour complémentaire, an VII) ; une femme le 13 Vendémiaire an VIII ; quatre personnes, le 23 du même mois, dans les cantons de Nonant et de Vimoutiers ; en tout dix-neuf otages, dont quatre femmes (1). L'an VIII commençait tristement.

Trois rapports de police, que M. Aulard (2) vient de découvrir aux Archives Nationales et de publier, font très sombre, durant les premiers mois de cette année, la situation de l'Orne. On y parle d'incessantes incursions de Chouans dans les cantons limitrophes de la Sarthe, de la Mayenne et de la Manche, spécialement dans celui de Domfront, de fonctionnaires et de patriotes assassinés, de deniers de la République pillés, de courriers et diligences dévalisés, d'acquéreurs de biens nationaux mis à contri-

(1) Un seul de ces otages était incarcéré : c'était M. Angot des Rotours, âgé de soixante et un ans, ancien premier commis des finances au département des Monnaies, et auteur de divers opuscules économiques, détenu à Bicêtre depuis le commencement de Juin. Ajoutons que deux otages du canton de Putanges avaient été rayés dès le mois de Fructidor.

(2) *L'État de la France en l'an VIII et en l'an IX*. 1897.

bution, d'un esprit général de brigandage. Sans doute on doit se souvenir que ces documents sont signés Fouché, et que leur auteur, constamment hostile aux mesures d'indulgence et de pacification, était disposé à pousser au noir. Pourtant il est certain que le calme ne régnait pas, il y a cent ans, dans nos contrées. Octobre et Novembre furent particulièrement agités. « L'événement qui vient d'arriver au Mans, écrit le Ministre de la police (1) — il s'agit de la prise de cette ville par Bourmont, le 15 Octobre — cause les plus vives inquiétudes relativement aux projets des brigands sur Alençon. » On barricade les portes, mais les Chouans ne viennent pas. Ils font parler d'eux tout à l'entour : affaire du château de Touvois dans le canton de Courtomer (15 octobre); et le même jour, affaire de la verrerie du Gast, près Fontenai-les-Louvets ; à Couterne, le 16 octobre, combat où donne Frotté que rencontrent encore les Bleus le 18, à St-Christophe-de-Chaulieu, le 25 à Tinchebrai. La lutte continue dans la Manche : attaque de Vire, le 27 Octobre, et puis affaire de St-Poix, où fut blessé le brave et malheureux d'Oillamson, qui devait être pris et fusillé peu de jours après, le 7 novembre. Le 30 octobre, un pauvre vicaire, originaire de St-Jean-des-Bois, l'Abbé Moulin, un parent sans doute du célèbre *Michelot*, y était passé par les armes (2). Les chefs de l'insurrection se réunissaient volontiers dans les forêts, alors plus nombreuses et plus épaisses, ou bien dans les châteaux inhabités, comme celui de Flers. Leurs hommes se montraient un peu partout, parfois en de folles bravades. « On vit un jour, sur la grande place de Séez, à l'heure où sonnait midi et où l'on relevait la garde, à quelques pas du poste, deux officiers Chouans, avec leur uniforme vert, leur cocarde blanche et la carabine sur l'épaule, la traverser d'un pas tranquille. Avant que la troupe stupéfiée eût eu le temps de se reconnaître et de se lancer à leur poursuite, ils étaient déjà loin. » — « Mais l'Ouest n'était pas seul à s'agiter; plus de quarante départements sur toute la surface de la France, étaient plus ou moins troublés (3). »

Voilà ce qui se passait lorsqu'arriva dans les provinces la nou-

(1) Rapport pour le mois de Vendémiaire, an VIII.

(2) *La Sicotière*, II, p. 602.

(3) *La Sicotière*, T. II, p. 335 et 344.

velle des événements du 18 et du 19 Brumaire (9 et 10 Novembre). Et l'on s'aperçut vite que la guerre civile allait perdre, non seulement ses moyens, mais ses principales raisons de continuer. L'ancien chef d'état-major et ami de Hoche, Hédouville (1), général en chef, depuis la fin d'Octobre, de l'armée dite d'Angleterre, avait engagé déjà des conférences avec les royalistes pour aboutir au désarmement. Il prit sur lui d'accorder une suspension d'hostilités et de faire appel à la concorde. « Tous les cœurs, disait-il dans une proclamation aux habitants de l'Ouest (2), s'ouvrent à l'espérance... Les Consuls de la République ne sont attachés à aucune faction. Ils ont en vue le bonheur et la gloire du peuple Français. » Malgré les oppositions qu'il rencontrait et les suspicions auxquelles il s'exposait, cet homme de cœur poursuivait sa tâche pacificatrice, prolongeant l'armistice, et se montrant plus patient que le gouvernement qui lui enleva son commandement. On doit, en bonne justice, lui faire honneur de la soumission obtenue à Montfaucon, en Vendée, des principaux chefs de l'Ouest (22 Nivôse an VIII, 18 Janvier 1800). Quant au Premier Consul, c'est surtout en prenant et en annonçant des mesures de justice et de clémence, qu'il semble avoir voulu désorganiser la résistance. Dès le 22 Brumaire, on rapporta la loi des otages (3), et peu de jours après, la loi de l'emprunt forcé. La liste des émigrés fut close, et elle subit bien des radiations. De nombreux élargissements vidèrent les prisons. La liberté fut rendue à chacun de se marier et de travailler au jour qui plairait le mieux. Les églises se rouvrirent. Les prêtres qui étaient restés en communion avec Rome osèrent se montrer. On ne leur demandait qu'une promesse de fidélité à la Constitution de l'an VIII, promesse que beaucoup se faisaient scrupule de prêter, au grand scandale des administrateurs. Bien isolé et discrédité, l'ancien Evêque constitutionnel Le Fessier, qui depuis longtemps avait congédié ses grands vicaires Cucu et Malassis, renoncé à ses fonctions sacerdotales, et remplissait de son mieux celles de

(1) Il n'avait pas craint de faire bénir par un prêtre réfractaire, son mariage avec la nièce du Général Le Veneur.

(2) Distribuée par ordre de l'administration centrale de l'Orne, 5 frimaire an VIII. Archives Nationales, F. 1, C. III, Orne 13 et La Sicotière, II, 367.

(3) Les divers arrêtés pris pour les otages de l'Orne furent rapportés par l'Administration Centrale de ce département, le 29 Brumaire.

maire de Séez. Dans de pareilles conditions, la pacification devait être rapide.

C'est donc sans aucune illusion et en quelque sorte pour l'honneur que Frotté, demeuré presque seul insoumis, prolongea la lutte de quelques semaines. On batailla encore en Janvier et Février. Après la cruelle affaire du Sap (5 janvier), Alençon se crut menacé et l'on y sonna le tocsin le 14 Janvier. Le 19 et le 21, les Chouans occupèrent Bellême; le 23, commandés par leur général, ils se battirent bravement dans la forêt d'Andaine; le 27, ils perdirent une trentaine d'hommes dans un engagement au Mesle-sur-Sarthe. Le 2 Février, on les revit au château du Ménil-Gondouin. Bonaparte s'impatiait, et lorsque Frotté, sollicitant l'oubli du passé pour ses troupes, mais ne réclamant rien pour lui-même, vint, muni d'un sauf-conduit et accompagné de six officiers de son état-major, discuter les conditions du désarmement avec les généraux d'Alençon, il était condamné. Il arriva dans la nuit du 15 au 16 février. Le lendemain, de grand matin, on l'emmenait prisonnier, au milieu d'une escorte de dix-huit cents hommes, et le surlendemain, 18 Février, vers cinq heures du soir, après un jugement sommaire, à Verneuil, l'ancien général en chef de Normandie tombait fusillé avec ses six compagnons. On rapporte que, vers la fin des débats, il avait demandé du vin. « Les sept officiers étaient écrasés par les fatigues de ces trois journées. Il remplit les verres et levant le sien : « Messieurs, au Roi ! » et les six officiers, d'une voix forte, répondirent : « Au Roi ! » La foule groupée autour de la salle entendit ce toast suprême de ceux qui allaient mourir (1). » Et c'est encore le même cri qu'ils jetèrent, calmes et les yeux non bandés, devant le peloton d'exécution, sur le tertre que l'on voit aujourd'hui, à gauche de la gare en allant à Paris, dans un petit pré qui a gardé le nom de Clos-Frotté.

La lutte était bien finie. L'entier désarmement s'effectua le 20 Mars. Le Conseil Général, dans sa première session, en Juillet suivant, loua le Premier Consul d'avoir rapidement éteint la guerre civile et d'avoir pourtant épargné les supplices. Et, dès le 27 Pluviôse (2), les Administrateurs du département avaient

(1) La Sicotière, T. II, p. 493.

(2) Archives Nationales, F. 1, C. III, Orne 13.

adressé à leurs concitoyens une proclamation rassurée, se félicitant d'avoir vu la rébellion presque réduite quinze jours, et leur conseillant l'indulgence, l'oubli du passé, l'ait de paix. On ne peut songer sans quelque mélancolie que cet acte de concorde est daté du 15 février, avant-veille de l'exécution de Frotté.

III

L'an VIII, je vous l'ai dit, ne marque pas seulement à l'arrière la fin de la guerre civile ; il nous intéresse aussi par la mise en jeu de notre organisation administrative. Du 28 Pluviôse à cette année-là (17 Février 1800), date en effet la loi fondamentale qui a créé préfets, conseils généraux, conseils de préfecture, arrondissements, conseils d'arrondissement et sous-préfets. En recherchant à qui fut confié le gouvernement de notre département pacifié, nous n'allons plus rencontrer de scènes aussi sombres que celles dont j'ai dû évoquer le souvenir dans la première partie de cette étude.

C'est au mois de Mai 1800 que le premier préfet de l'Orne prit possession du vieil hôtel qu'avait quitté, en Juillet 1790, l'intendant Jullien. Là s'étaient tenues les très nombreuses séances du Directoire du département de 1790 à 1795, et, depuis la constitution de l'an III, celles de l'Administration Centrale, qui siégeait une vingtaine de fois par mois. C'est là que cette dernière, composée de cinq membres, s'était réunie extraordinairement à onze heures et demie du soir, le 19 Brumaire, s'empressant d'enregistrer les décisions prises la veille à Paris, et de les faire publier, « afin, disait-elle de dissiper les inquiétudes que pourrait faire naître cet événement inattendu (1). »

On a souvent et justement reproché à la Constituante, de n'avoir donné au pouvoir central aucun agent à côté des administrations locales électives. A cette lacune il fut suppléé tant bien que mal, plutôt mal que bien, par l'envoi de représentants en mission. En l'an III, sans créer de vrais préfets, on plaça, près de l'administration centrale de chaque département, un Commissaire du Directoire exécutif, choisi par le gouvernement entre les citoyens

(1) Archives de l'Orne, L. 224.

domiciliés depuis un an dans la circonscription (1). Ce poste était occupé chez nous, en l'an VIII, par Thomas-Laprise (2), ancien Conventionnel et futur Procureur Impérial à Domfront, sa ville natale. Nous avons quelques échantillons de son style. Il écrivait le 10 frimaire (1^{er} décembre) à Fouché : « J'ai l'âme affaissée des malheurs qui accablent l'arrondissement confié à ma surveillance. La seule consolation qui me reste est de la déposer dans votre sein. » Il s'exprimait un peu moins mal, lorsque, voulant expliquer à ses collègues près les administrations municipales le sens du 18 Brumaire, et leur faire conseiller aux populations de bien payer les impôts, il disait : « La malveillance veut dénaturer les intentions du Gouvernement. Tantôt les événements des 18 et 19 Brumaire sont représentés comme devant nous faire rétrograder jusqu'à la monarchie et comme les avant-coureurs de la contre-révolution ; tantôt le vœu manifeste d'alléger les contributions si-tôt que les circonstances le permettront, est transformé en une déclaration formelle qu'elles sont supprimées. Les magistrats supérieurs de la République n'appartiennent à aucune faction : leur dessein est de les comprimer toutes. Vous devez considérer les changements qui viennent de s'opérer, comme une de ces crises salutaires, plus propres à régénérer le corps politique qu'à l'affaiblir (3). »

Le citoyen Lamagdelaine (Joseph-Victor-Alexandre), qui fut nommé Préfet de l'Orne par le Premier Consul, le 23 Ventôse, avait été lui-même Commissaire du Directoire dans le département de la Haute-Garonne (4). On a remarqué que Bonaparte choisissait avec grand soin ces Administrateurs, ne jugeant pas leurs fonctions trop peu importantes pour un ex-Directeur, comme Letourneur, envoyé à Nantes, ou pour un homme de la valeur de Beugnot, envoyé à Rouen. Il affectait de les prendre

(1) Il y avait aussi un Commissaire du Directoire exécutif près de chaque Administration municipale de canton.

(2) Il avait remplacé Frainais-Dupré en Messidor an VII. — Sur Thomas-Laprise voir La Sicotière II, 465 et L. Duval : *Les députés de l'Orne de 1789 à 1815*, p. 50.

(3) Archives Nationales, F. 1, C. III, Orne, 13.

(4) Il était né le 9 décembre 1764 à Verdun-sur-Garonne (Tarn-et-Garonne). — Le gouvernement lui accorda 1152 f. 50 pour frais de déplacement (115 postes) de Toulouse à Alençon, en passant par Paris. (*Conseil Général*, 7 Thermidor, an VIII).

dans tous les partis, parmi les modérés comme parmi les Montagnards. Il leur faisait d'ailleurs donner par son frère Lucien, Ministre de l'Intérieur, des instructions très explicites. Il les avertissait que l'ère des phrases et des déclamations était passée, qu'il fallait des actes et du travail. Il leur faisait répéter : « La révolution est finie... Le Gouvernement ne veut plus, ne connaît plus de parti, et ne voit en France que des Français. Il doit protection à tous... Dans vos actes publics et jusque dans votre conduite privée, soyez toujours le premier magistrat du département, jamais l'homme de la révolution (1). »

Avait-on appelé à la préfecture de l'Orne un ancien modéré ou un ancien ami des Montagnards ? Je pencherais volontiers pour la seconde hypothèse. Certaine de ses notes est peu indulgente aux prêtres, et leur reproche de n'engager à se soumettre que *passivement* au Gouvernement, « comme à un pesant fardeau que Dieu, dans sa colère, a, pour quelque temps, imposé aux Français (2). » Peut-être avait-il préparé par de malveillants renseignements la scène brutale que fit l'Empereur, voyageant chez nous en 1811, à Mgr de Boiscollet et à son grand vicaire l'abbé Legallois. Pourtant ce ne devait pas être un méchant homme, et divers témoignages sont pour lui fort honorables. Le Conseil général se félicite, en terminant sa première session, « de voir les affaires du département entre les mains d'un Administrateur digne de la confiance du Gouvernement, accessible à toutes les demandes et inaccessible à toutes les séductions, populaire, dans le sens honorable de ce mot, et qui a su déjà rallier toutes les opinions, parce qu'il s'est montré juste envers tous les intérêts. » Dès l'an IX, la même assemblée demande que son traitement de 8.000 fr. soit élevé. Et voici quelle impression il avait fait au conseiller d'État chargé en l'an IX d'une enquête sur divers départements de l'Ouest : « Le préfet de l'Orne, dit Fourcroy (3), est un homme doux, qui a des formes agréables, et dont l'administration plaît en général aux habitants de son département. Il a la fermeté convenable pour résister aux entreprises et aux menées des prêtres fanatiques qui menacent souvent la tranquillité de ses

(1) Lettre du 21 Ventôse, an VIII, aux Préfets.

(2) Archives Nationales, F. I. C. III, Orne, 13. (8 Messidor, an IX).

(3) Archives Nationales, A. F. IV, 1018.

administrés. Il paraît avoir une connaissance exacte de tous les objets de son administration. » Røederer lui-même, nommé en 1803 à la Sénatorerie de Caen avec résidence à Alençon, où il donna des fêtes brillantes dans l'ancien couvent de la Visitation, écrivait à Napoléon en 1805 : « Lamagdelaine est glorieux de penser que le département qui a été le plus tourmenté par la guerre civile et le brigandage est aujourd'hui le plus tranquille (1). » Il est vrai qu'un jour, dans les salons de la Préfecture, sur une glace couverte de poussière, le Sénateur inscrivit du bout du doigt, une qualification bien peu parlementaire de son hôte (2). Mais celui-ci n'en devint pas moins Baron de l'Empire, et resta préfet, au même poste jusqu'en avril 1814 (3). Il reprit même ses fonctions en 1815 durant les Cent-Jours. Il avait pour secrétaire particulier, Louis Du Bois, bibliothécaire à l'École centrale, qui aimait beaucoup notre département et qui lui a consacré de nombreux écrits (4). Il laissa en somme, tant que l'on se souvint de lui, d'assez bons souvenirs, et le souvenir, dit-on, d'un assez bon vivant. Vous savez que la ville d'Alençon garde à l'une de ses places le nom de son premier Préfet, comme à l'une de ses rues le nom de son dernier Intendant.

Dans le Conseil de Préfecture constitué en l'an VIII, prirent place deux anciens Membres de l'Administration centrale du département, Vaugeon et Levé, un ancien Commissaire du Directoire exécutif, Frainais-Dupré, un ancien Membre du Directoire du département, Chartier, et enfin Vielh, sans doute l'ancien auteur du *Secret des finances divulgué*, un livre qui lui avait jadis valu quelque temps de détention à la Bastille, et qui ne l'avait pas empêché, durant la Révolution, d'être incarcéré comme suspect (5).

(1) Cité par M. de La Sicotière.

(2) *Le Département de l'Orne Historique et Archéologique*, par M. de la Sicotière, 1845, p. 165.

(3) Il adressa même, le 20 Avril 1814, une proclamation aux habitants du département, terminée par *Vive le Roi!* et félicitant ses concitoyens de trouver enfin ce après quoi ils soupiraient, *un gouvernement stable, protecteur et modéré*. (Archives Nationales, F. I, C. III, Orne, 14).

(4) Notamment une *Description abrégée de l'Orne, en l'an IX*, présentée par Lamagdelaine.

(5) Ne retrouverait-on pas dans l'Administration nouvelle, quelques-uns des anciens collaborateurs de l'intendant Jullien ? Plus d'un contrôleur des

La première session du Conseil Général, dont les vingt-quatre membres étaient nommés par Bonaparte, se tint du 1^{er} au 14 Thermidor (20 Juillet-2 Août). L'assemblée qui comprenait entre autres Dureau de la Malle, Roulleaux-Dugage, et en l'an IX, M. d'Orglandes, choisit comme président le général Le Veneur, auquel Napoléon devait tenir à rendre visite, en 1811, à Carrouges. Elle émit des vœux très sages. Elle fit de tristes constatations sur l'état des routes, de l'industrie, de l'agriculture, et surtout des hospices. Les enfants que l'on y dépose périssent en grand nombre. Durant le dernier trimestre, affirme le rapporteur « dans l'hospice de Domfront, sur 24, il en est mort 22. »

De la même époque datent, vous ne l'ignorez pas, nos quatre arrondissements. La Constituante, en 1790, avait créé dans l'Orne six districts, quatre pour la partie Normande, Alençon, Domfront, Argentan et Laigle, deux pour le Perche, Mortagne et Bellême. Ils furent supprimés en l'an III et remplacés par des municipalités de canton, les petites communes n'ayant plus qu'un agent municipal et un adjoint. Nous avons, depuis un siècle, gardé les mêmes sous-préfectures. Mais qui se souvient de nos trois premiers sous-préfets ?

Celui d'Argentan était un M. Bouffley, qui avait été, avant la Révolution, médecin de Monsieur frère du Roi, et qui avait pris une part active à l'administration du District, de 1790 à 1792. Il fut nommé Député (1) au Corps Législatif en 1808, et remplacé, à Argentan, par M. Roulleaux-Dugage.

A Domfront, le premier sous-préfet resta en fonctions jusqu'en 1812. Il prit alors sa retraite parce qu'il perdait la vue. C'était un ancien membre de la Législative et un ancien Agent National de son District. Il se nommait Barbotte. Humain et modéré, il travailla constamment à pacifier sa contrée. On rapporte qu'il fit

Contributions Directes nommés en l'an VIII, avait été jadis employé aux vingtièmes. Puis Boesnier l'ingénieur très distingué auquel avait été confié la Généralité d'Alençon, en 1774, dirigeait encore, dans le département, le service des Ponts et Chaussées. En l'an IX, il se décida à demander, non pas sa retraite, mais un coadjuteur, et il mourut l'année suivante, dans son hôtel de la rue des Petites-Poteries, âgé de quatre-vingt-deux ans (Voir *Bulletin* de notre Société, 1897, p. 155). Enfin Poimboeuf, l'ancien secrétaire de l'Intendance, était Payeur du département en l'an VIII, après avoir été, pendant les premières années de la Révolution, secrétaire du Directoire départemental.

(1) Voir Louis Duval, *Les Députés de l'Orne de 1789 à 1815*.

un jour, de sa bourse, une avance de 120 fr. à l'hospice, dont les pensionnaires étaient menacés de mourir de faim (1). Il écrivait courageusement en l'an VIII : « Les prêtres réfractaires célèbrent la messe, mais loin qu'il en résulte des inconvénients, comme on le prétend, c'est un puissant moyen de réunion de tous les esprits. Il faut de la tolérance, et de la tolérance poussée jusqu'à un certain degré de patience. » Et il pouvait dire en 1802 à son Préfet : « La tranquillité la plus parfaite règne dans l'arrondissement. Depuis un an, il ne s'y est pas commis un seul délit assez grave pour excéder la compétence du tribunal correctionnel. »

Le sous-préfet qui s'installa à Mortagne en Avril 1800, y resta jusqu'en juin 1813, et en 1814, la Restauration le décora du Lys. C'était un ancien membre de l'administration centrale du département, et l'un des écrivains les plus féconds qu'ait produits le Perche, que ce Delestang. Ses manuscrits sont tombés entre les mains de M. de la Sicotière qui les a fait relier en vingt-trois forts volumes, et qui a crayonné, de leur auteur, cette expressive silhouette (2) : « Il ne se piquait point envers les gouvernements de cette fidélité qui survit à la mort. Il les servait tous, l'un après l'autre, avec un dévouement provisoire, et une modération relative. Sa prose officielle ressemble fort à la cire molle qui sert à l'apposition des scellés, et sur laquelle s'effacent toutes les empreintes, sans qu'elle change elle-même de nature. Son discours à Marie-Louise, lors de son passage par l'arrondissement de Mortagne (2 Juin 1811) fut trouvé ridicule, même dans le temps, et l'on assura que la jeune impératrice s'était fort divertie du pathos, du débit, et de la physionomie quelque peu *vituline* de son sous-préfet. Il était laborieux, d'ailleurs, honnête et obligeant », marié et remarié.

Røederer a dit de la machine administrative de l'an VIII, dont il fut l'un des principaux constructeurs, qu'elle unissait à la *simplicité des anciennes Intendances*, la *popularité des Administrations Provinciales* (3). Éloge un peu excessif. Sans doute les Assemblées des anciens pays d'États et celles de 1787 étaient en-

(1) Voir Louis Duval, *Loc. cit.*, et La Sicotière, *Frotté*.

(2) *Documents sur la Province du Perche*, 1^{er} fascicule.

(3) *Journal de Paris*, 19 Brumaire, an IX.

core divisées en ordres distincts, la grande unification et l'égalité civile vers lesquelles tendait la société française n'étant pas alors des faits accomplis. Mais elles avaient des attributions plus larges et un caractère plus sincèrement représentatif que celles de 1800, qui ne furent nullement électives. Puis, il faut bien reconnaître que par le fait même que l'assemblée provinciale administrait un territoire plus vaste, elle avait plus d'importance et constituait un foyer plus actif de vie régionale. Mais peut-être les institutions nouvelles étaient-elles tout ce qu'il était raisonnable de tenter au sortir de dix années d'agitation révolutionnaire.

IV

Quoi qu'il en soit, le département se trouvant pacifié et doté d'une administration régulière, on put se remettre au travail. On avait grand besoin de réparer les ruines laissées par la tourmente. Les récoltes furent médiocres, d'ailleurs, cet été là. Pas de pommes du tout. Les sarrazins, qui fournissaient à une partie notable de la population sa principale nourriture, manquèrent totalement, brûlés par des chaleurs excessives. Et cependant, j'imagine que cette année dut laisser à ceux qui la vécurent une impression de détente et de renouveau.

A nous qui, aujourd'hui, avons essayé de l'entrevoir, dans le recul d'un siècle, lointaine par bien des côtés, et pourtant très proche par tout ce qui subsiste de ce qu'elle a vu édifier, quelle impression laissera-t-elle ? J'aurais été bien mal compris et j'aurais bien perdu mon temps, s'il ne vous semblait pas qu'elle nous enseigne à redouter les discordes civiles qui font des plaies si lentes à fermer et qui rendent difficiles tant de progrès, à nous montrer un peu justes, tolérants les uns pour les autres, à profiter, pour travailler de notre mieux, de la tranquillité relative dont nous jouissons et qui s'est maintenue, tant bien que mal, depuis l'an VIII.

Baron J. ANGOT DES ROTOURS

L'ABBÉ ROMBAULT

CHAPITRE I. — LE PÉDAGOGUE

Le moment est venu de rendre un témoignage non prématuré de nos regrets et de notre affection à ce savant flegmatique et jamais lassé dont la raison toujours en un juste équilibre ne souffrait pas que l'imagination parût de voiles d'or la vérité, mais lui rendait en un style loyal et dépourvu de fard l'hommage un peu sévère, qu'elle attendait de sa conscience plus sévère encore. Il était de ces prêtres au type énergiquement particulier, dont une discipline claustrale a modelé non seulement le moral, mais l'attitude même et la physionomie. Il était de ces hiératiques effigies que le statuaire érigea sous le porche des cathédrales, et qui se dressent là debout et droites au long des murs sans rompre les lignes ascendantes de l'architecture.

Son aspect disait sa profession. Un visage plus expressif que régulier, un front haut, des yeux graves où scintillait parfois une lueur subtile et toute normande et le soupçon d'une intérieure gaité, des yeux qui bougeaient parfois de côté comme pour surprendre un élève en défaut, une oreille qui se dressait attentive pour percevoir dans le silence de l'étude le bruit menu de la course des plumes ; un verbe sans éclat, une diction scandée de légers sursauts, monotones et matés par l'habitude de lire *recto tono*, sans déclamer ; un geste contenu, une façon modeste d'expliquer sa pensée doucement, d'un doigt seul, légèrement indicateur tout au plus d'une main d'accord avec un vif regard, tout cela n'était point pour forcer l'attention, non, mais pourtant tout en lui l'attirait, la retenait par je ne sais quel ascendant moral. Sa parole posée et doctrinale laissait trace dans les esprits : on le sentait d'un jugement si sûr et si bien pondéré qu'on saisissait de suite la frivolité des arguments qu'on eût été tenté d'opposer aux siens.

Il eut de bonne heure parmi ses élèves un renom de rigueur. Sévère pour lui même, il tenait sa classe avec fermeté, plusieurs lui en ont gardé rancune. Ils montrent bien que l'exigeant pédagogue ne leur a point encore assez fait copier l'ode à Plancus et l'épître aux Pisons. Il faut vieillir, il faut avoir connu les duretés de la vie pour aimer sur le tard ces maîtres qui, corrigeant sans pitié l'asinaire indocilité de l'enfance, dissipèrent par le châtiement la nuit originelle des sens.

* *

Élève d'abord, en octobre 1842, du petit séminaire de Sées, il commençait sa théologie au grand séminaire en 1850. Deux ans plus tard il fut demandé par M. Delaunay, supérieur du petit séminaire pour y professer la huitième. Il y remplaça M. Joss, puis s'éleva de la huitième à la quatrième en suivant de classe en classe ses propres élèves dans leur formation progressive. Adjoint en rhétorique à M. Maunoury, aimant comme lui le vêtement simple de la pensée des grands esprits, il apprit à ses disciples la beauté d'un discours où sont rescindées les choses ambitieuses, le respect aussi de ces règles traditionnelles éprouvées par un tel usage quelles en sont devenues comme une orthodoxie. Il fit honorer Boileau pour son juste sens, pour sa magnanimité Corneille et même sa petite-fille Charlotte Corday, Racine pour sa douce grandeur. Il fut le Quintilien normand ou pour le moins sagien, et, dans une décadence où la langue se trouble d'immixtions étrangères, qui n'estimerait au prix même des vieilles mœurs littéraires un esprit si conservateur et si régulier.

Une question se posait parmi les pédagogues ?

Plus d'un moraliste, fervent d'un zèle indiscret, voulait écarter de la jeunesse les classiques païens, et les remplacer par les Pères dont l'étude est plus édifiante.

M. Rombault fut d'un avis contraire, il ne considérait point Cicéron, Ovide, Virgile, Horace et Térence comme des richesses négligeables mais comme les exemplaires originels de toute latinité. L'étude des Pères venait au second plan, leur langue était une autre langue, mais les écrivains du siècle d'Auguste restaient le prototype auquel les Augustin, les Thomas, les Bonaventure, les Alexandre et Halès ont référé leur style enrichi

seulement des mots rendus nécessaires par le dynamisme transcendant du cerveau christianisé.

Que n'es-tu là Hans Holbein pour évoquer au milieu de nous, de cette main qui burina ton Erasme, cet humaniste irréfutable qui s'appelait Rombault ! Il exposerait en face de l'enseignement moderne la force et la grandeur du latin considéré non-seulement comme la langue de l'Eglise, mais comme la langue mère du français.

*
* *

Il dirait que les hommes, n'ayant qu'une demeure, n'avaient aussi qu'un langage avant que ces Chamites superbes humiliés aujourd'hui sous l'obscurité du cunéiforme aient vu leurs paroles se confondre et leurs familles se disperser. Ils se communiquèrent ainsi moins d'erreurs, jusqu'au jour où l'église assembleuse des peuples, rétablit le langage unique par où s'éternise la croyance unique. Ce langage fut celui du peuple ancien qui se rapprocha le plus de l'universalité et qui laissa sur la terre le plus large souvenir de sa parole. Ce langage était le plus propre à servir les opérations élargies de l'esprit mis en liberté par la lumière des dogmes et à vêtir de majesté les aperçus nouveaux qu'on prendrait de l'Intelligible : et c'était l'idiome imposant du peuple romain, langue à l'abri du changement comme les choses que la mort a fixées dans la stabilité.

Les juifs ont entendu la portée de ce fait. La franc-maçonnerie par où ils règnent a rayé des programmes ce vieux latin d'où procédait notre langue. Une tentative de presse dont le normanien Charles Bigot d'Alençon fut le promoteur, tendit à substituer au latin le grec. On espérait que l'enseignement de la langue hellénique serait provisoire et qu'à son discrédit survivrait peu le latin lui-même. Relégué au second plan il glisserait dans l'oubli. Aujourd'hui même les soi-disant « *intellectuels* » ne s'attardent plus à des moyens termes, ils proscrivent ouvertement le latin de leur enseignement prétendu moderne. Il n'est bruit que de remplacer la langue immuable par ces autres langues qui changent en vivant et que l'usage altère. Des chrétiens eux-mêmes ont cédé sur ce point comme en l'une de ces questions douteuses où chacun est libre d'avoir son opinion. Ils n'ont pas vu que proscrire la langue adoptée par la catholicité cachait mal

une ambition rivale, usurpatrice, affectant l'apostolat universel : mais le docte abbé resta fidèle à la langue de la seule société supérieure qui puisse exister entre les nations et se voua à l'implanter profondément dans la mémoire des élèves. Il ne crut pas seulement servir l'Eglise en cela, mais aussi la France. Si notre langue en effet devint en Europe la langue internationale des chancelleries, qui sait si elle ne le dûit pas à quelque profonde et intelligente conformité avec la langue de la catholicité elle-même ? Quoi qu'il en soit, M. Rombault tenait que le français ne peut se conserver ni croître s'il ne tire pas sa vie prolongée et croissante du sous sol natal de la latinité.

La conservation de notre langue dépend du latin qui l'a précédée, les tours de phrase, les mots même du français sont modelés sur la langue Gallo-romaine qui lui servit de *substratum*. Telle une alluvion prend la forme des terrains sousjacents. Nul donc ne saura le français comme il faut s'il n'a d'abord pris possession du latin, si de rares savants sont seuls à prétendre à sa connaissance, le français, mal gardé, ira comme à la dérive à la merci de toutes les influences anglaises ou allemandes, à vau l'eau de toutes les putrescences de l'argot.

Puis ce n'est pas tout que de garder pure la langue nationale, il faut qu'elle vive et se développe à mesure que l'Intelligible s'accroît dans l'entendement humain. Il n'est point de langue qui suffise à l'idéal : qui comptera les étoiles et les sables ? qui comptera les idées ? les mots au contraire sont limités dans leur multitude même ; on ne les combine qu'en façons dont le nombre est défini ; les mots sont comptés, les idées sont innombrables, il faut alors que les mots, pour s'égaliser à l'innombrable, se multiplient d'âge en âge indéfiniment. D'où les faire ainsi sortir en de telles proportions ? La source est là, non pas inépuisable assurément, mais féconde, et c'est la source latine. Productrice inépuisée des vocables déjà reçus, elle est le réservoir où l'esprit peut puiser avec goût, avec discrétion, mais avec assez d'abondance pour pourvoir à l'expression des idées progressivement conquises.

Si on ne prend pas les mots à cette source, où les prendra-t-on ? Serait-ce au-dessous du français, dans l'argot cher à M. Zola ? Fi donc ! Serait-ce à côté du français dans le dictionnaire de nos voisins ? Mais alors notre propre dictionnaire est envahi, la

langue pleine de mots étrangers perd sa beauté propre, son caractère national !

Place au latin ! C'est la réserve de l'avenir, c'est l'espoir de l'idée. Mais diront des novateurs pleins de ruse vous défendez le latin ? Et nous donc ? C'est nous qui sommes ses vrais partisans, seulement nous le voulons moins vulgaire et mieux connu, nous ne pouvons souffrir qu'on n'en ait que cette notion élémentaire qui suffit à l'examen ; nous voulons le soumettre à des spécialistes qui approfondiront le vrai latin de Virgile et de Cicéron, et qui dans cette mine creusée plus avant, détacheront avec adresse ces vocables nouveaux qu'exige la science.

Soit ! Répondait M. Rombault, je veux bien que par recherche ou d'aventure ces érudits éditent des mots bien nés et bien conformés, issus du latin : comment les feront-ils admettre des multitudes ? Les masses populaires sont conduites par les gens instruits, et comment ce public lettré acceptera-t-il ces mots nouveaux nés si lui-même ne trouve insérée dans sa mémoire, parmi les souvenirs de son adolescence quelque forme similaire et qui lui soit déjà familière ? Jamais mandarins n'imposeront à la partie pensante de la nation des vocables latiniformes si quelque reminiscence préparatoire ne prédispose les gens instruits à les adopter, et si l'élite des lettrés les méconnaît, ils ne passeront jamais dans le peuple qui donne aux mots la dernière consécration.

• •

M. Rombault était confirmé dans ses vues et soutenu dans son œuvre pédagogique par le commerce d'un homme qui savait par cœur Horace et Térence, par un guide qui ne souffrait personne que de lettré dans son entourage et rien que d'exquis dans sa demeure du temps de Louis XIV. Ce docte était en même temps un chrétien de vie austère. Il avait des façons nobles et dignes qui étaient chez lui comme un don de nature bienséant à l'épiscopat. Il s'appelait Mgr Rousselet.

Par ses fondations autant que par ses conseils les lettres floris-
saient. En 1845 il avait rétabli, grâce au concours de M. l'abbé Chanceler le petit séminaire de la Ferté-Macé ; favorisé l'abbé Duguay fondant la maison de Tinchebray, et les vœux de ces prêtres qui s'y lièrent ensemble pour l'enseignement des lettres.

L'abbé Clinchamp faisait jouer en ce temps-là *St-Sébastien*, *Le crime de la plume*, *Frédéric II*, ces drames conduits avec tant d'ordre vers un dénouement si bien préparé. L'abbé Bouland, le curé chansonnier, était alors élève de Tinchebray. A Séez l'abbé Nourry rimait la prose de son *St-Louis*, l'abbé Maunoury faisait représenter *Thomas Morus*, ce drame vraiment scolaire par où les adolescents concevaient la hauteur du courage chrétien, puis, par les deux fils d'Ariane de sa grammaire et de son anthologie il leur ouvrait les arcanes du pur atticisme et par delà le tout moderne Euripide et le psychologue Sophocle, les menait au colosse Eschyle, au géant Homère.

Mgr Rousselet appelait dans son grand séminaire pour y prêcher les Olivaint, les Hamon, l'élégant Mermillod. Dans son petit séminaire il avait pour premier auxiliaire l'abbé Rombault.

Ce professeur n'abaissait point son enseignement à suivre servilement des programmes qui changent de ministère en ministère, il n'avait cure de faire des gradés, mais de former des élèves à l'école des anciens. Bacheliers ou non, qu'importait ? s'ils étaient de vrais lettrés. « Des bacheliers disait Romboaldus, nous n'en faisons point, ils se font. »

Mais déjà cet âge d'or où le titre était considéré comme un avantage de surcroît devait peu durer.

Dès la fin de 1881 au moment où l'ère des persécutions s'inaugurait contre l'Eglise, le grand évêque Frédéric Rousselet, âgé de 87 ans, entraînait dans son repos, au seuil des temps mauvais, laissant à son coadjuteur Mgr Trégaro la charge de marcher à l'abordage des persécuteurs.

A ce moment M. Courval, supérieur du petit séminaire de Séez, donna sa démission. Prévoyait-il moins de liberté dans les études ? avait-il peur que l'instruction ne fut dirigée en un sens plus séculier que cléricale, et comme laïcisée dans son but, sinon dans le personnel enseignant, toujours est-il que ce vétéran du sacerdoce préféra, sans quitter l'établissement, obéir lui-même en qualité de simple chapelain à un nouveau supérieur du séminaire. En vertu d'une lettre de Mgr Trégaro, le 23 septembre 1884, Romboaldus remplaça le démissionnaire et s'éclaira de ses conseils. Le rigoureux professeur devint l'indulgent administrateur. Quatre ans d'autorité lui permirent de continuer son œuvre. Plus d'un chrétien sortit de sa formation, plus d'un his-

torien. Tel à Solesme Dom Fromage le continuateur de *l'année liturgique*, et sur combien d'autres maintenant aux prises avec l'épreuve de vivre, s'est exercée sa direction ! combien ont depuis reconnu le bienfait d'une sévérité ou d'une indulgence qui n'étaient que de la philosophie pratique.

..

Cependant le nouvel évêque voulait appliquer dans le séminaire de nouveaux procédés de pédagogie : il avait en vue le succès des examens, un but bien légitime assurément.

Romboaldus objecta que la réussite aux examens était l'un de ces avantages qu'apportaient les lettres à qui les avait d'abord aimées pour elles-mêmes. Il répugna de tout l'acquit de son expérience aux méthodes expéditives. Mais il n'eut point le mauvais goût de se montrer indocile à son évêque. Il céda sans bouderie la place au nouveau supérieur. Il n'y mit rien que de la bonne grâce et point de rancune.

Il prit son âme et ses vieux livres, il s'en alla non sans une dignité dont tout le monde fut ému. C'était par un froid crépuscule d'hiver : les élèves s'ébattaient dans le préau. Les murs familiaux du séminaire étaient pleins de rires enfantins, et le vieux pédagogue essayait d'oublier quarante-six ans de sa vie écoulée dans ces classes, dans ces dortoirs, dans ces cours, dans cette chapelle de l'Immaculée, sanctuaire tant aimé ! Il essayait de s'imaginer comment Virgile goûtait les loisirs que lui faisait Auguste. Ainsi voulait-il goûter ceux que lui faisait Mgr Trégaro et répétant avec le poète :

Deus nobis hæc otia fecit

« C'est Dieu qui nous a fait ces loisirs ! » et c'était bien Dieu qu'il fallait dire : les circonstances n'étaient-elles pas ses anges ?

Alençon fut sa morne retraite. Modeste aumônier du Carmel, ombre de lui-même entre les épais murs d'une chambre antique et haute où son travail éclaira longtemps dans les nuits les petits carreaux dormants et verts, il fut une dernière fois enseignant, il donna dans la fortune contraire comme dans la fortune favorable, une leçon silencieuse d'égalité d'âme.

CHAPITRE II. — L'HISTORIEN DU DIOCÈSE

Du temps qu'il était professeur d'histoire, l'abbé Rombault mettait chaque homme et chaque fait à sa place. Il leur donnait les proportions qu'il faut, il apprenait à juger de l'importance des personnes et des événements en les coordonnant au plan providentiel que l'intuition de Bossuet avait commencé d'esquisser pour les temps anciens, qui restait à continuer pour les temps modernes. Quand le professeur n'eut plus d'élève, il ne s'attarda point lui-même dans les généralités. Il s'attacha de préférence, avec une modestie bien propre à lui valoir la reconnaissance des vrais historiens, aux monographies les plus à sa portée, et qu'il pût le plus facilement documenter. En effet dès qu'il aurait le document, il saurait l'analyser et le commenter en exégète, et tirer de lui tout ce qu'il contenait avec la logique d'un scolastique.

Il s'adonna à l'histoire du diocèse. Elle est pour le prêtre un champ d'étude aussi indiqué qu'encourageant. Il y débuta par la fin. Il écrivit en un volume, une vie de son protecteur vénéré, Mgr Frédéric Rousselet. L'évêque lui fut un document vivant. M. Rombault le suivit sous les ombrages réguliers et dans les cours closes du Prytanée de la Flèche ou du séminaire d'Issy, il le montra professeur de dogme à Bayeux, de morale à Bourges, vicaire général d'Autun, enfin en 1843 successeur de Mgr Mellon-Joly ; agissant tant au dedans qu'au dehors de son diocèse : au dedans les communautés prospères, Notre-Dame de Longny, Briouze, le Refuge d'Alençon, le monastère franciscain de Perrou ; au dedans le sanctuaire de l'Immaculée-Conception, fondé, décoré, rempli par les foules ; la cathédrale restaurée, et dans son sanctuaire MM^{es} Boischollet et d'Argentré replacés sous leurs dalles sépulcrales après leurs souffrances et leurs exils, les vieux évêques Latuin et Godegrand recouvrant, eux aussi, leurs antiques honneurs.

Au dehors : trois cent cinquante mille francs remis par l'évêque aux mains de l'ambassadeur pour soutenir l'infortuné de Pie IX exilé à Gaète, Auguste l'Hermite et le comte Doynel de Torchamp tués à Mentana et l'éloquent chanoine de Fontenay

célébrant leur gloire ; l'apostolat rayonnant au loin, le P. Hué martyr, et le libre essor donné par l'évêque à tous ceux que l'Esprit portait à prendre la même volée.

L'historiographe de Mgr Rousselet le montrait encore assistant au concile de Rouen, rétablissant avec l'Église romaine l'uniformité des rites détruite par le vice des temps, il le montrait, à ce même concile de Rouen, substituant au seuil des tabernacles cette lampe qui durant le jour poursuit d'un cours égal et discret sa prière inconsciente, qui la nuit rend tout le vaisseau diaphane de l'autel au porche. Telle au cours de trente-neuf ans d'apostolat l'âme de ce grand évêque avait répandu sur tout le diocèse sa douce et théologale lumière.

∴

Sans sortir de l'histoire diocésaine, M. Rombault put écrire des notices sur de pieuses fondations : la Sainte-Famille de Séez, le Carmel d'Alençon ; il fit connaître les belles âmes qui fondèrent la première, il colligea seulement des notes pour esquisser l'histoire des carmélites de Saint-Léonard. Les matériaux qu'il avait réunis pour écrire une monographie de l'helléniste Maunoury, son vénéré confrère et maître, ont été édités par M. Jossé dans le numéro du 25 novembre 1898 de la *Semaine Catholique de Séez*.

Après la ville épiscopale, son cher pays du Merlerault fut l'objet des études de M. Rombault. Il n'était point d'homme ayant vécu sur les confins de ce pays qui ne trouvât dans le pieux patriote, un historiographe inattendu. Un ingénieur mécanicien, Perreaux (1816-1889), l'inventeur du vélocipède à vapeur eut notre chanoine pour panégyriste. Le bœuf lui-même couché dans les prés verts comme un rocher roux attira son attention de parent d'éleveur ; le cheval normand à la crinière flottante, aux méplats luisants, mobiles, vivants et découplés par la superbe envolée du galop, lui fut une occasion de rappeler le cheval de Job. Il ne dédaigna point d'écrire de ces sujets profanes : c'était écrire de son pays.

Son histoire la plus émouvante était celle de saint Godegrand, dont le voyage, le retour, la mort sont comme l'Odyssée du diocèse, attendant son Homère.

Les anciens du Merlerault, Richard Rombault, sieur de la Tablette et ancêtre de notre chanoine, Pasquier-Philippe, sieur de la Couldre, autre aïeul de notre chanoine, avaient vu surgir au-dessus du rideau bocager des herbages, au-dessus des peupliers et des frênes qui dressent autour des prés des hiéroglyphes dentelés et mystérieux, les guettes, les tours et les machicoulis du donjon de Nonant. Dans la salle profonde et haute, excavation sombre de ses épais murs, sanglante des lueurs d'un âtre dont le manteau pyramidait colossalement dans les ténèbres, Grodebert, comte d'Exmes, usurpateur du diocèse, allait et venait croisant sur son armure ses bras imbriqués de fer, regardant sous la fenêtre au long sourcil, la grand bruyère que traversait de son fossé ocreux et rouge, le chemin d'Almenèches. Là aussi, sur un escabeau de pierre établi dans l'ébrasement de l'arcature romane, était un jeune homme de mauvaise mine ; il avait un poignard court à sa ceinture, et son œil sénile regardait sur le front du comte passer comme l'ombre d'un mauvais songe. Tout à coup, Grodebert s'écria : « C'est lui !... lui que tu m'as promis de tuer, va donc et touche ton salaire. » Rien n'apparaissait au loin que derrière les ajoncs du chemin rouge un marcheur peu redoutable. Le premier des évêques sagiens, Godegrand, revenait de Rome et de Terre-Sainte vers son diocèse qu'il avait voulu rattacher aux apôtres, et c'était lui que Grodebert avait vu dans le chemin. Quand l'Ulysse chrétien qui rentrait chez lui, vit venir le mercenaire qu'il avait tenu sur la cuve baptismale, et qui bientôt allait se conduire comme Judas, il ne l'évita point, car une prophétie de son oncle Gérard lui revint en mémoire. Il se souvint qu'il devait mourir pour son troupeau ; il parla même à l'ingrat : « Viens mon fils, je vais te donner le baiser de paix... et vous, dit-il, Jésus ! doux Rédempteur, je vous rends l'âme et le troupeau que vous m'avez donnés. » Son filleul l'accola d'abord et d'un coup sournois, il coupa la mitre et le crâne, et l'évêque tomba sous les pieds du meurtrier, dans le chemin rouge. Son cadavre sacré, obstinément adhérent à la terre, ne put être déplacé par aucune force, mais Opportune sœur du prélat, vint après tous les autres, elle poussa vers le Ciel une douce et pieuse plainte et, prenant le corps de son frère, le porta sans effort pendant deux lieues dans le chemin malaisé jusqu'à son monastère. Depuis ce temps, là où

Godegrand est tombé, stagne une eau verte, une épine inextricable, antique et bleuâtre y croit, givrée de lichens pâles, ou fleurie de sanglantes roses, selon la saison.

Ce drame était trop précisément raconté par saint Adelin, pour que le docte abbé le rééditât ; il trouva plus à propos d'écrire de la miraculeuse Opportune qui ressuscitait les menestrels des bois, et couvrait de sel menu les prés des seigneurs qui lui cherchaient noise.

.*.*

Était-ce là le seul intérêt du pays des herbes ? Pourquoi ne pas écrire aussi de ce lieu tout de verdure et de paix, tout de mousse et de lierre, de souvenir et de symbole qui tenta Lacordaire, où Robert de Grantmesnil et Guillaume II Giroie fondèrent, après l'initiative de saint Évrout, une école de lettrés d'où sortirent le Longbard Lanfranc, et Serlon qui devait prêcher la croisade avec saint Bernard, résister à la tyrannie des Talvas et mourir sur le Trône épiscopal, comme un pur rayon du soir, qui vient, à travers les verrières, s'éteindre sur les autels.

Pourquoi ne pas écrire de Saint-Évrout, pépinière de savants d'où sont issus le mathématicien Raoul Maucouronne, Jean l'écolâtre de Rheims, le chroniqueur Orderic Vital, et d'où ne montent plus que des chênes. L'abbé Rombault traita de ce lieu si connu, courtement, et comme si les siècles hatifs et toujours affairés devaient prendre connaissance de son œuvre.

.*.*

A mesure qu'il vieillissait notre historien comprenait l'importance de se porter vers les origines premières du Christianisme dans le diocèse. Plus haut que Lanfranc et que saint Évrout, plus haut que Godegrand, évêque, en remontant toujours, notre historien arrivait à Gervais et à son frère Protais, patrons de la Cathédrale de Sééz. Le sentiment que M. Rombault avait gardé de la proportion relative des faits le prédisposait à s'occuper avec insistance de ces martyrs dont saint Augustin fut le premier historien. Leurs corps, tels qu'après des siècles d'oubli, Dieu

les avait montrés à son fidèle Ambroise, subsistent encore à Milan. Ils sont en un quartier désert de la ville qui prend autour d'eux une tranquillité de cloître. Là ne résonnent que les cloches harmonieuses du campanile de saint Ambroise. Des tilleuls y sont rangés en quinconce, sur une vieille place. Un péristyle entouré de colonnes comme ceux des temples anciens, un narthex bysantin, décoré de fresques à demi effacées, mènent au seuil mémorable où Théodose fut arrêté par l'évêque de Milan. Si l'on entre dans la basilique ainsi précédée, la proéminence du sanctuaire accuse une crypte au-dessous ; on a bientôt fait d'y descendre. Là tout se tait, rien ne se voit, on ne se douterait pas que les grands martyrs et que le géant Ambroise sont là cachés dans l'ombre, côte à côte, dans le cristal invisible d'un reliquaire ; mais quand vient la fête du Patron de Milan, la lumière électrique darde une lueur extraordinaire, réfractée par le cristal, sur les trois corps, vêtus comme des officiants d'un sacrifice qui ne finirait pas, de leurs dalmatiques gemmées, de leurs chasubles aux quadratures de joyaux. Leurs mains sont gantées. Ambroise, la crosse en main, l'émeraude au doigt, occupe la place d'honneur en une extrême tenue de costume et d'attitude, Protais est à sa droite, Gervais à sa gauche. S'il se levait, son spectre puissant ferait trembler les modernes mépriseurs d'hommes. Un déambulatoire circule autour des reliquaires et l'on voit de la lumière à travers les dents de Protais. Les lampes électriques projettent des tons d'ivoire sur le crâne colossal d'Ambroise : on sent que malgré leur enveloppe gemmée, l'intégrité manque à ces squelettes, et c'est leur diaphanéité qui surprend. Où donc leurs chairs ? Où donc leurs os ? Quels souffles ont dispersé leurs atômes ? Où les ont-ils portés ? Alors il me souvient que j'étais normand et ami de ce Rombault qui le premier prouva que Paulin de Nole avait envoyé à saint Victrice, archevêque de Rouen, quelque chose de cette chair et de ses os. Saint Victrice avait semé dans le pays ces reliques fécondes, et comme une moisson blanchissante, il en avait germé des cathédrales : celle du Mans, celle de Rouen, celle d'Avranches, celle de Séez avaient de cette semence sous leurs murs, et ces édifices avaient montré en abritant d'âge en âge les générations chrétiennes, combien ce peu de poussière pouvait être glorieux.

*
* *

Le chanoine Rombault avait dû, par suite d'une nouvelle décision épiscopale, quitter sa tranquille aumônerie du Carmel d'Alençon, pour s'improviser en mars 1890, à l'âge de 64 ans, curé d'une paroisse rurale. Ce fut Messei. C'était un doyenné, mais la situation du doyen était des plus ardues, parce que la Fabrique avait trente mille francs de dettes. Une Église neuve avait été construite, un clocher de belle taille avait surpassé ses voisins du bocage, il fallait en payer les frais. M. Rombault était fin diplomate, toute sa politique consistait en deux choses : une grande réserve, un scrupuleux respect des personnes ; il sut concilier à la paroisse la bienveillance d'un gouvernement alors mal disposé pour le clergé, un sénateur s'entremît, séduit par la tolérance et les lumières du charitable et savant curé. L'église fut payée, embellie encore et même décorée de sculptures d'un genre ancien. Un bas-relief de bronze, dû au talent de Leharivel du Rocher, orna le maître-autel.

M. Rombault était archéologue : il voulut retrouver jusque dans les modestes stalles du chœur, dans les armoires de la sacristie, dans les chapiteaux des colonnes, ciselés par les ouvriers de Messei, le temps où la raison pratique et la raison esthétique convergèrent dans les édifices, comme les deux bras d'une ogive sublime, le temps des saint Anselme, des saint Bonaventure et des saint Thomas d'Acquin. Le presbytère de Messei avait été construit au xvii^e siècle, le curé le meubla de ces fauteuils du temps de Louis XIV, évocateurs de ces mille autres objets soumis à l'esprit de formes identiques, et qui constituent un style. Il y rangea ses livres préférés : Bonaventure, Paulin de Nole et tant d'autres qu'il aimait lire dans ces éditions dont il avait recherché la vétusté et la beauté.

Comme un érudit et comme un normand, il aimait le chez soi. Le soir il allumait sa lampe, et prolongeait la veillée ; mais bientôt quelque coup de sonnette nocturne, tantôt léger, tantôt sonore, avec ce caractère incertain et quelque peu effrayant qu'ont la nuit les bruits inattendus, venait troubler sa méditation. Quelqu'un souffrait et se débattait pour mourir, et dans sa lutte appelait au secours. Aussitôt le souci impérieux de la destinée irrévocable prévalait dans l'âme du prêtre sur l'intérêt de l'étude passagère : il quittait sa table, il prenait sa lanterne, il allait par les chemins longs d'une lieue, creux comme celui où

Godegrand avait été frappé, vers quelque maison de terre et de colombages, blanche et blême sous les pommiers, blottie au fond des vergers. Les cultivateurs qu'il secourait ne se doutaient pas de quel historien le souci de leur âme privait le diocèse. La tâche était au-dessus de ses forces. Ses heures de travail devenaient plus rares, ses forces diminuaient, il s'en consolait par ce mot d'une tristesse bien latine :

Junior fui, etenim senui !

Il avait 72 ans, lorsque sentant venir les brises de l'éternité, il rédigea de sa propre main la lettre annonçant son départ. Il dressa la liste des personnes auxquelles elle devait être envoyée, puis le 22 août 1898, quand l'Église faisait mémoire de l'Assomption, s'envola son âme.

Ni ses collaborateurs, les archéologues, ni ses compagnons de sacerdoce, ni ses élèves, ni ses brebis en deuil ne manquèrent à ses touchantes funérailles.

L'abbé Jacques Lebreton, grand vicaire du diocèse, loua sa piété, son savoir, son caractère.

S'il fallait lui dresser un autre monument que son œuvre (1),

(1) Les écrits de l'abbé Rombault sont :

1° *L'Église de l'Immaculée-Conception, avec Notice sur M. Desauvay et le Petit Séminaire de Sées*, 1875 ;

2° *Vie et exil de MMgrs Duplessis d'Argentré et Chévigné de Boiscollet*, évêques de Sées ;

3° *Allocution pour la Véture de sœur Bénédicte prononcée en l'Église abbatiale de Saint-Nicolas de Verneuil*, 1882 ;

4° *Vie de Mgr Rousselet*, évêque de Sées, 1882 ;

5° *Notice sur les fondateurs de la Sainte-Famille de Sées*, 1889 ;

6° Dans la *Revue Archéologique de l'Orne* :

Louis-Guillaume Perreux, ingénieur-mécanicien (1816-1889) ; *L'abbé Durand et l'abbaye d'Atmenèches*, 1891 ; *La Collégiale de Saint-Nicolas du Merlerault*, 1886, tome V, 3^e Bulletin ; *François Pouqueville*, 1887, tome VI, 4^e Bulletin ; *Les grands Éleveurs de l'Orne*, 1892, tome XI, 4^e Bulletin ; *Le caveau de l'Église Saint-François à Mortagne*, 1884, tome III, 1^{er} Bulletin ; *L'Église de Saint-Saturnin-les-Ligneriers et le Baptême de Charlotte Corday*, 1884, tome III, 1^{er} Bulletin ; *René le Hoult, bénéficiaire de la Chapelle de la Sainte-Trinité en l'Église de Talonnai*, 1883, tome II, 1^{er} Bulletin ; *Saint-Evroult au XI^e et XII^e siècles*, 1896, tome XI, 4^e Bulletin ; *Saint Gerrais et saint Protais*, 1897, tome XVI, 4^e Bulletin ; *Redern et saint Simon*, 1895, tome XIV, 4^e Bulletin ; *Un Enfant de fortune sous l'ancien régime*, 1887, tome VI, 3^e Bulletin ; *René Louvet, doyen du Chapitre de Sées* (1802-1887).

ce devrait être une de ces pierres droites et hautes qui surgissent au moment qu'on y pense le moins du sol celtique de Saint-Maurice-du-Désert ou de Joué-du-Bois. Les routes passent et repassent, les cadastres se forment et se déforment, le siècle avance, les menhirs restent toujours là, témoins debout du passé couché dans la tombe. Tel fut ce prêtre, et j'estime qu'il serait ingrat à la critique de corroder son œuvre, volontairement aride, et dur au temps même de l'entamer.

FLORENTIN-LORiot.

BIBLIOGRAPHIE

Les Vieux Arbres de la Normandie. Etude botanique et historique par HENRI GADEAU DE KERVILLE. Fasc. IV, avec 21 pl. en photocollographie toutes inédites et faites sur les Photographies de l'auteur Paris, J.-B. Baillière, 1899, in-8°, 138 p. — Extrait du *Bulletin de la Société des Amis des Sciences naturelles de Rouen* (2^{me} semestre 1898).

De tous les objets dont le Créateur a revêtu notre globe aucun peut-être, plus que les arbres séculaires, ne présente à la fois un aussi grand nombre de faits intéressant le philosophe et l'artiste, le poète et l'historien, le savant et le simple curieux. Le botaniste qui pénètre dans leur nature intime et cherche à surprendre le secret d'une pareille longévité, leur demande la solution de problèmes importants d'anatomie et de physiologie végétales ; l'historien y retrouve les vestiges des usages, légendes, traditions, quelquefois même des croyances d'un autre âge ; la beauté des formes, les harmonies de la structure, l'élégance du feuillage ont maintes fois tenté le crayon ou le pinceau des artistes ; les poètes ont célébré ces doyens du monde végétal, rebelles à l'atteinte des ans, et dont les rameaux décrépits en apparence se couvrent chaque année d'une verdoyante parure de jeunesse ; et quel est le curieux ou le passant, dont le regard ne se soit arrêté sur ces témoins des siècles passés, qui après nous verront encore pendant de longs siècles de nouvelles générations se presser comme la nôtre à leurs pieds ?

Notre Normandie est riche en vieux arbres : quelques-uns même d'entre eux jouissent d'une grande célébrité. Qui ne connaît au moins de réputation les Ifs de la Haye-du-Routot, de Foullebec, du Ménil-Cibout, de la Lande-Patry, le Chêne-Chapelle d'Allouville, l'Orme de Nonant, le Tilleul des Andelys, le Chêne de Cossé, le Hêtre de l'Etau dans la forêt d'Andaine ?

Les uns se sont développés sous la seule action de la nature, les autres ont été cultivés pour des causes intéressantes à rechercher : ainsi les Ifs des cimetières destinés à remplacer le Pin, qui

s'élevait à la porte de chaque temple gaulois, étaient pour nos aïeux par leur feuillage toujours vert le symbole de l'immortalité de l'âme ; d'autres comme l'If de Foullebec ou l'Ormeau de Ri planté, dit-on, par Mézerai, rappelaient le souvenir de quelque grand événement ; le nom du Chêne au Muet à Athis se rattache à un fait important de notre histoire ; les ormes, comme celui de Nonant, datent de Sully, ministre de Henri IV ; quelques arbres même doivent leur renommée aux personnages célèbres, qui les ont souvent visités, et si en Angleterre le hêtre de Binfield a mérité le titre d'*arbre de Pope*, parce qu'il fut témoin des premiers jeux du poète, nous autres ornaïs ne pouvons-nous pas citer le chêne de la Lande-de-Goult, près duquel le spirituel abbé Gautier allait rêver et composer ses satires ?

L'étude méthodique de ces monuments presque impérissables du monde organique a depuis longtemps déjà fixé chez nous l'attention des observateurs

Notre illustre et regretté de La Sicotière, dont la vaste érudition n'était étrangère à aucune des curiosités archéologiques et naturelles du pays, a mentionné et même décrit un certain nombre de nos arbres les plus remarquables (1).

M. Vimont, directeur de la Société scientifique l'Ammarion d'Argentan, dont les nombreux articles sont un excellent guide du touriste dans les arrondissements d'Argentan et de Domfront, s'est également occupé de nos vieux arbres ; les descriptions, qu'il en donne, sont en général exactes, mais les hypothèses émises sur leur âge et leur destination paraissent trop souvent du domaine de la fantaisie.

Moi-même, il y a quelques années, j'ai repris cette étude surtout au point de vue botanique en décrivant, avec plus de détails que les auteurs précédents, la station, la forme, la structure, la grosseur mesurée à un mètre du sol suivant l'usage forestier, la longueur du tronc, la superficie du terrain recouverte par les branches ; l'âge est donné d'après les formules les plus usitées parmi les naturalistes et les arboriculteurs (2).

(1) *Le département de l'Orne archéologique et pittoresque* (1845-51) : *Notes pour servir à l'Histoire des jardins et de l'arboriculture dans le département de l'Orne*, (1867).

(2) *Curiosités végétales du département de l'Orne*, Bulletin de la Société d'Horticulture de l'Orne, 1894, 95, 96 ; *Le Chêne du Tertre à Tellières-le-*

Aucune de ces publications, les auteurs doivent le confesser humblement, n'est comparable à l'ouvrage qu'imprime actuellement M. Gadeau de Kerville, bien connu d'ailleurs par ses innombrables travaux sur l'Histoire naturelle de la Normandie.

La monographie de chaque arbre, en outre de l'indication des noms français et vulgaires, des synonymes latins, comprend les paragraphes suivants : situation, nature du sol, description, âge, historique, légende, bibliographie et iconographie. Chaque sujet est étudié avec un soin minutieux : à ses observations personnelles l'auteur ajoute, en les citant presque toujours intégralement, toutes les notes éparses dans les ouvrages antérieurs sur l'origine, les dimensions, l'histoire et l'âge de nos vieux arbres ; un index bibliographique très complet, donné avec la plus scrupuleuse exactitude, termine l'article. Cette collection ou plutôt cette mine de documents et de références, qui témoigne de l'érudition et des connaissances variées de M. Gadeau de Kerville, est accompagnée de splendides photogravures faites d'après des photographies prises par l'auteur lui-même, et reproduisant chaque arbre dans toute sa hauteur ou même, s'il est nécessaire, sous ses différents aspects ; rien ne peut donner une idée plus nette du port, du branchage, de la grosseur du tronc que ces planches toujours si parfaitement exécutées. Il y a loin de là aux dessins d'après nature trop souvent fantaisistes, où l'artiste semble moins se préoccuper de l'exactitude des détails, que de l'effet à produire dans le paysage. Aussi la publication de M. Gadeau de Kerville est le meilleur guide à proposer aux amateurs qui voudraient visiter les merveilles du monde végétal dans notre pays.

Les fascicules III et IV contiennent seuls des arbres du département de l'Orne ; il me semble utile d'en donner la liste (1).

Plessis, Revue normande et percheronne, Alençon, mai-juin 1895, p. 172 ; *L'I* de l'ancienne église de Briouze, L'Ami des Sciences naturelles, Rouen, février 1895 ; *Les Ifs de la Lande-Patry*, Bulletin de la Société historique de l'Orne, T. XIV, 1895, p. 433. Lecture de ce travail fut donnée à l'excursion qui eut lieu à la Lande-Patry, lors de la réunion annuelle de Flers le 10 octobre 1895.

(1) J'ai publié un compte-rendu du fasc. III dans le *Journal d'Alençon* du 30 janvier 1896.

III. L'If du Ménil-Cibout. — Les deux Ifs de la Lande-Patry. — Le Chêne de la Ferme du Tertre à Tellières-le-Plessis. — Les deux plus remarquables chênes du parc d'Aunay-les-Bois. — Le Chêne de la Ferme du Plessis à Nonant-le-Pin. — L'Orme de Nonant-le-Pin. — Le Frêne du parc d'Aunay-les-Bois. — Note sur les Ifs funéraires de la Normandie. — Note sur trois gros chênes pédonculés abattus, en 1894, à Neauphe-sur-Dives.

IV. L'If de la Lacelle. — Le plus gros des peupliers de Virginie du parc de Fontainériant à Sées. — Le Chêne du parc du Breuil à Courtomer. — Le Chêne « le Père Éternel » d'Haleine. — Le Chêne de Raveton à Montabard. — Le Chêne au Muet de la ferme de la Motte à Athis. — Les Chênes porte-gui de la Normandie. — Le Chêne de la ferme du Ré à la Forêt-Auvray. — Le Chêne de Cossé à Saint-Patrice-du-Désert. — Le Chêne au Loup du Bois d'Ecuenne au Plantis. — Le Hêtre de l'Étau de la forêt d'Andaine — La cepée de Hêtre « les Onze-Frères » de la forêt d'Andaine.

La note sur les chênes porte-gui présente pour nous un intérêt particulier ; l'auteur rappelle que le Gui des Druides, si rare en Normandie, fut découvert en 1866 au bois de la Grossinière, commune de Courgeout. Depuis lors il a été constaté à Vaunoise, Bellême, Forges, Bailleul, Argentan, Saint-Aubin-de-Bonneval et Coulonges-sur-Sarthe.

A.-L. LETACQ.

TABLE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS CE VOLUME

1^{er} Bulletin

	PAGES
Bureau et Commission de publication. — Liste des Membres de la Société.....	I
Procès-Verbaux des Séances de la Société	1
Passais-la-Conception (<i>Suite</i>), par M. l'abbé BOISSEY, curé de Beauchêne.....	3
Saint-Evroutl-Notre-Dame-du-Bois, de 1789 jusqu'à nos jours, par M. l'abbé H.-G. CHENU, curé de Saint-Evroutl.....	19
Histoire de la Paroisse de Notre-Dame-de-Barville, par M. l'abbé LEPRINCE, curé de Barville.....	37
Notice historique, géographique, statistique et archéologique, sur la commune de Canapville, par M. A. DALLEY.....	44
D'une Eglise possible au Pays des Talvas, par M. FLORENTIN-LORIOT.....	62
Tombeaux anciens et Trésors historiques Anglo-Français, trouvés à Vimoutiers en l'année 1898, par M. E. LECŒUR, pharmacien de 1 ^{re} classe à Vimoutiers.	71
Ancienne Eglise Notre-Dame de Vimoutiers, par M. A. PERNELLE, maire de Vimoutiers... ..	79
Notice sur M. l'abbé Saffray, curé de Sarceaux, par M. l'abbé A.-L. LETACQ.....	82
Notice sur M. Pierre Moulard, ancien archiviste-adjoint de la Sarthe, par M. A -L. LETACQ.....	84
Bibliographie : 1 ^o Inventaire des Monuments mégalithiques du département de l'Orne (M. Léon Coutil, président de la Société normande d'études préhistoriques), par M. l'abbé A.-L. LETACQ.	87
2 ^o Papeteries et Imprimeries du département de la Creuse, 1519-1598 (M. Louis Duval, archiviste de l'Orne) par M. l'abbé A.-L. LETACQ.	89
3 ^o Recherches sur les Faunes marine et maritime de la Normandie (M. Henri Gadeau de Kerville), par M. l'abbé A.-L. LETACQ..	90

	PAGES
Bibliographie : 4 ^o A delimitation of the Cenomanian : — being a comparison of the corresponding beds in South-Western England and Western France (by A.-J. Jukes-Brown and William Hill.), par M. l'abbé A.-L. LETACQ.....	90
5 ^o New-York State Museum. Annual Report of the Regents, 1895, 1896. (Albany 1897), par M. l'abbé A.-L. LETACQ.....	91

2^o Bulletin

Procès-Verbaux des Séances de la Société.....	93
Notices biographiques sommaires des Jésuites du Collège d'Alençon, par le R. P. Alfred HAMY S. J.....	97
Passais-la-Conception (<i>Suite</i>), par M. l'abbé BOISSEY, curé de Beauchêne.....	134
Saint-Evrault-Notre-Dame-du-Bois, de 1789 jusqu'à nos jours (<i>Suite</i>), par M. l'abbé H.-G. CHENU, curé de St-Evrault.....	164
Histoire de la Paroisse de Notre-Dame-de-Barville (<i>Suite</i>), par M. l'abbé LEPRINCE, curé de Barville.....	174
Sarcophages trouvés à Vimoutiers, par M. A. PERNELLE, maire de Vimoutiers.....	186
Notice sur Albert Robin, préparateur de Zoologie, d'Anatomie et de Pysiologie comparées à la Faculté des Sciences de Paris, par M. l'abbé A.-L. LETACQ.....	192
Bibliographie : 1 ^o Histoire générale, ecclésiastique et civile du Diocèse de Séez ancien et nouveau et du territoire qui forme aujourd'hui le département de l'Orne (M. l'abbé Hommey, secrétaire-adjoint de la Société Historique et Archéologique de l'Orne), par M. H. BEAUDOUIN.....	198
2 ^o Rapport sur la création d'une commission diocésaine permanente d'art chrétien (M. l'abbé Mallet, ancien professeur d'Archéologie), par M. H. BEAUDOUIN.....	203
3 ^o Un Gentilhomme Percheron, compagnon de Jeanne d'Arc. — Sœur Eugénie, par M. de Neufville.....	205
4 ^o Une Chapelle antique de Saint-Martin, en Bocage normand, par M. P. B.....	207

3^e Bulletin

	PAGES
Procès-Verbaux des Séances de la Société.....	209
Passais-la-Conception (<i>Suite</i>), par M. l'abbé BOISSEY, curé de Beauchêne.....	211
Saint-Evroutl-Notre-Dame-du-Bois, de 1789 jusqu'à nos jours (<i>Suite</i>), par M. l'abbé H.-G. CHENU, curé de St-Evroutl.....	232
Histoire de la Paroisse de Notre-Dame-de-Barville (<i>Suite</i>), par M. l'abbé LEPRINCE, curé de Barville.....	244
Collège d'Alençon : Biographie, bibliographie, chronologie biographique, par le R. P. Alfred HAMY, S. J.....	267
Bibliographie du département de l'Orne pendant l'année 1898, par MM. H. BEAUDOUIN, L. DUVAL et A.-L. LETACQ.....	285
Notice sur M. Jules Patou, de la Chapelle-Moche, entomologiste, par M. l'abbé A.-L. LETACQ.....	301
Bibliographie : 1 ^{re} Les Oiseaux du département de l'Orne (M. l'abbé A.-L. Letacq, aumônier des Petites-Sœurs des Pauvres d'Alençon), par M. H. BEAUDOUIN.....	303
2 ^e Les Plantes utiles du Sénégal : Plantes indi- gènes, plantes exotiques (R. P. Sébire, missionnaire apostolique au Sénégal), par M. l'abbé A.-L. LETACQ.....	304

4^e Bulletin

Procès-Verbaux des Séances de la Société.....	309
Le Comte de Contades et la Société Historique de l'Orne, par M. H. TOURNOUER.....	313
Compte-rendu des Travaux de la Société pendant l'année, par M. Henri BEAUDOUIN, secrétaire général.....	322
Le Comte Gérard de Contades : Souvenirs intimes, par M. l'abbé A. FRÉBET.....	339
Les Origines de Monsieur de la Sicotière, par M. le Vicomte DU MOTÉY.....	350
L'instruction primaire avant la Révolution dans l'arrondisse- ment actuel d'Alençon, par M. l'abbé RICHER.....	363
Silhouettes normandes : Wains-Desfontaines et Charles Mar- chand, poètes-chansonniers, par M. Charles VÉREL.....	374
L'An VIII dans l'Orne, par M. le Baron J. ANGOT DES ROTOURS.....	406
L'Abbé Rombault, par M. FLORENTIN LORiot.....	421
Bibliographie : Les vieux Arbres de Normandie. Étude bota- nique et historique (M. Henri Gadeau de Kerville), par M. l'abbé A.-L. LETACQ.....	436

•

ALESCON. — TYPOGRAPHIE E. RENAULT-DE BROISE.

UNIVERSITY OF MICHIGAN



3 9015 06822 9007

